



Grand-Duché
de Luxembourg
Ministère d'Etat

BULLETIN ^{3/96} JUILLET/AOÛT/SEPTEMBRE

D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION



GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
❧ SERVICE INFORMATION ET PRESSE

GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

BULLETIN
D'INFORMATION ET DE
DOCUMENTATION

Publication du Service Information et Presse
43, Boulevard Roosevelt – L-2450 Luxembourg

IMPRESSUM



Direction de la publication:

Rédacteur en chef:

Ont participé à la réalisation
de ce numéro:

Photographies:

Impression:

Gast GENGLER

Jean PICARD

Jean-Claude MULLER

Guy SCHULLER

Marcel ERNST

Mariette BREDIMUS

Martine SCHROEDER

Jean PICARD

Marcel ERNST

Serge WALDBILLIG

André WEISGERBER

Imprimerie Hengen s.à.r.l., Luxembourg

«Assurer un avenir au Souvenir»: Jos HAMMELMANN décoré du «Grosses Silbernes Ehrenzeichen» de la République Autrichienne

Publication et Exposé par le Magister-historien Wolfgang BANDION

Sur les bords du Danube, non loin de la ville de LINZ, se trouvait, dans les dernières années '40, l'ancien Camp de Concentration de MAUTHAUSEN, camp nazi de travail et d'extermination avec ses grandes dépendances de GUSEN I et GUSEN II.

Un nombre majeur de Luxembourgeois y furent internés par les hordes du régime nazi, une soixantaine n'ayant pas survécu aux traitements inhumains, multiples privations, infirmités leur causées, – les rescapés eux –, plus de 50 ans après maîtrisant difficilement leurs émotions quand, lors d'échanges ou d'exposés, rares il est vrai, – d'horribles souvenirs leur reviennent. Marqués, sinon meurtris dans leur corps et leur âme pour la vie, des hommes et des femmes souffrent moralement ou physiquement encore des monstruosité subies ou vécues, comme des nombreuses séquelles de celles-là.

Du courage, il en fallut à une chacune et à un chacun, à la fin de la guerre, pour recommencer une vie normale, – la vie tout simplement! – une vie, une vraie! Et c'est dans cette approche que le périple d'après-guerre du Président du «Comité International MAUTHAUSEN», M. Jos. HAMMELMANN, un Eschois, reste exemplaire à tout point de vue.

Jeune étudiant à l'époque où éclata la guerre en Europe, avec une invasion subite autant que répressive et radicale du Grand-Duché également, Jos. HAMMELMANN, à DUDELANGE, s'enhardit à faire face, de concert avec un groupe de jeunes animés des mêmes sentiments, contre l'occupant d'outre-Moselle. Ces faits incriminés par les nazis, valurent à Jos HAMMELMANN un licenciement immédiat en tant que fonctionnaire communale de l'administration dudelangeoise, le 23 janvier 1941 précisément, – on fera facilement le rapprochement évident avec le Jour-Anniversaire de S.A.R. la Grande-Duchesse CHARLOTTE! Licenciement, arrestation, incarcération à la prison d'ESCH-sur-ALZETTE; arrêté une seconde fois un an plus tard, le jeune Jos HAMMELMANN sera transféré à la Prison de GRUND-Luxembourg, un peu plus tard au Camp de Concentration de HINZERT, lieux de sinistres souvenirs, où devait commencer le cauchemar personnel du jeune patriote.



Lors de la réception-remise, de g. à dr.: MM. Jean MAJERUS, l'Ambassadeur d'Autriche, l'historien Wolfgang BANDION; M^{me} le Député-Maire Lydie WURTH-POLFER; M. Jos. HAMMELMANN et M^{me}, M. le Député Ady JUNG

Considéré comme prisonnier politique par le nazisme, les transferts successifs aux Camps de NATZWEILER, de DACHAU et de MAUTHAUSEN finalement, furent «vécus», avec, dans chaque camp, les mauvais traitements particuliers, selon le brutal vouloir et les humeurs des gardiens et autres chicanes politiques du régime tristement connu.

Jos. HAMMELMANN passa les neuf derniers mois de ses internements à MAUTHAUSEN, avant d'y être libéré – au sous-camp d'EBENSEE – par les troupes américaines avançant vers l'Est, jusqu'à la Bohême.

«Le grand Insigne d'Honneur en Argent»

Ce fut à l'Ambassade de la République d'Autriche que S. Exc. Monsieur l'Ambassadeur, le Dr. Josef MAGERL reçut M. Jos. HAMMELMANN, le 26 juin dernier, en présence du Député-Maire Lydie WÜRTH-POLFER, d'amis de la Résistance et des membres de sa Famille, pour la remise du «Grand Insigne d'Honneur en Argent», haute distinction que le Président, M. Thomas KLESTIL venait de décerner au méritant récipiendaire.

Le passé avec toutes les réminiscences qu'il comporterait, les activités et l'engagement multiface de M. Jos. HAMMELMANN, selon l'Ambassadeur, mais également et peut-être surtout la démarche personnelle, postérieure à la guerre du vaillant résistant luxembourgeois, auraient été faits pour impressionner les autorités autrichiennes.

«Comment réagit-on quand l'extrémisme gagne du terrain, que fait-on quand son pays est envahi et placé sous tutelle politique, qu'aurais-je fait moi-même en ces temps-là, que feraient mes enfants aujourd'hui s'ils avaient à vivre pareille situation?»

Ces questions, soulevées par le diplomate autrichien, mirent en évidence combien il doit rester difficile de juger, d'apprécier, de préjuger du comportement des humains, hommes en somme ordinaires, face à des contextes historiques exceptionnels.

Tout en soulignant que Joseph HAMMELMANN s'était montré d'une grande lucidité dès 1940 et qu'il avait agi dans le droit fil de ce que lui dictait sa conscience, l'Ambassadeur, – juxtaposant les situations économiques de ces années '30 et '90 – a rappelé que le chômage est souvent

à l'origine des malheurs et des guerres et qu'à nouveau, dans une Union Européenne qui compte près de 20 millions de chômeurs, l'Allemagne en compte près de 4 millions – «une vérité que la classe politique européenne, parfois indécise dès qu'il y va de la lutte pour l'emploi, ferait peut-être bien de se remémorer, à l'instar des diplomates, observateurs de l'évolution internationale».

Ayant repris et assuré le rayonnement de l'initiative du regretté Metty DOKENDORF, un ancien de MAUTHAUSEN également, – Jos. HAMMELMANN, né le 3 mars 1918, aurait continué à organiser les «pèlerinages de jeunesse» vers les anciens camps en Autriche, MAUTHAUSEN-GUSEN-EBENSEE –, question de faire comprendre aux jeunes ce qu'endurèrent les anciens des camps, question de sensibiliser à la vigilance, ces mêmes jeunes justement étant appelés à «construire, à réaliser cette Europe» unie, pacifique.

Fier et ému, Jos. HAMMELMANN remercia l'autorité autrichienne, associant un ami à sa récompense, le Magister-Historien Wolfgang BANDION, venu d'Autriche pour cette remise, comme pour la présentation d'une publication retraçant l'engagement et le calvaire enduré par un ancien Curé interné à MAUTHAUSEN, Johann GRUBER, supplicié par les nazis.

«Je me suis fixé, pour mon Comité international, deux objectifs majeurs,» dit J. HAMMELMANN, «consolider et élargir l'amitié et la fraternité telles qu'elles furent pratiquées dans les camps, et garder vivant ces lieux de mémoire que sont les camps, ceci avec l'aide des anciens prisonniers, du Gouvernement autrichien et de l'Union Européenne», avant que le patriote décoré n'évoquât les 103.000 victimes de MAUTHAUSEN et ses sous-camps, – dont soixante Luxembourgeois.

Le Commissaire autrichien de l'U.E. statua...

Jos. HAMMELMANN cita le Commissaire à la Commission Européenne autrichienne Franz FISCHLER qui statua ainsi: «MAUTHAUSEN ist Zeugnis für die Folgen des Nationalismus, ethischer Vorurteile und unkontrollierter Arroganz der Macht, die Europa immer wieder mit Kriegen und Progromen überzogen hat, die uns Gulags und andere Formen menschlichen Leids und menschlicher Lasterhaftigkeit gebracht hat. Man muß gerade die junge Generation ermuntern, daß das Engagement für die EU eine Notwendigkeit ist und Gleichgültigkeit ihr gegenüber gefährlich wäre. Wir müssen kämpfen gegen die Kultur der Gleichgültigkeit gegenüber der Politik, die so viele unserer Bürger befallen hat und die für unsere moderne Demokratie eine Bedrohung darstellt.»

Rappelant qu'aux côtés des Metty DOKENDORF et d'amis, il aurait fait le «pè-

lerinage de MAUTHAUSEN» avec des jeunes des lycées pendant 25 ans, Joseph HAMMELMANN conclut sur l'exigence de devoir «assurer un avenir au souvenir, au rappel».

† Johann GRUBER, curé martyr de MAUTHAUSEN

En la Taverne «De Wëlle Mann» à LUXEMBOURG, le 27 juin, le Professeur Wolfgang J. BANDION, historien enseignant à l'Académie pour Arts appliqués de VIENNE, a présenté sa publication, relatant une vie d'engagement altruiste au Camp de concentration autrichien: le Curé Johann GRUBER, au centre de la tourmente politique, religieux engagé qui risqua mille fois l'exécution pour s'être mis au service de nombreux codétenus, avant d'être exécuté le Vendredi Saint de l'année 1944, par le commandant du camp de MAUTHAUSEN.

Le livre de W.J. BANDION soulève la question de la résistance et de l'engagement de prêtres au bénéfice d'infortunés incarcérés des camps, souvent des agissements et actions humanitaires totales, ayant pour la plupart abouti à l'exécution – sacrifice suprême des premiers concernés eux-mêmes, au moment où leur engagement humain était découvert, prouvé.

Tel fut la cas de Johann GRUBER, d'abord interné politiquement pour un soi-disant délit de mœurs. Incarcéré un peu plus tard encore pour trois ans, suite à une déclaration comme quoi HITLER signifierait la guerre pour l'Autriche, Johann GRUBER vécut les affres des camps de MAUTHAUSEN, où il était employé au secrétariat du camp. En tant que tel, il bénéficiait d'une liberté relative de se déplacer, voire de sortir temporairement du camp, – liberté qu'il mit à profit pour fournir tous les appuis possibles au codétenus: vivres, médicaments, messages réconfortants, services de courrier... C'est ainsi qu'il sauva des internés communistes espagnols, des résistants de France et de Belgique, finalement aussi des Luxembourgeois. Ses activités ayant été découvertes par les nazis, il fut fusillé sans autre forme de procès, ledit jour de '44.

C'est avec grande acribie que le Magister BANDION fit de longues et patientes recherches sur le travail et l'engagement au Camp de MAUTHAUSEN de l'infortuné Curé GRUBER, martyr engagé et qui paya son courage et son altruisme de sa vie.

Le livre pour lequel le Cardinal Franz KÖNIG rédigea la préface, constitue un unique témoignage relatif à l'engagement total d'un prêtre; notons que l'artiste Alfred HRDLICHKA a réalisé de poignantes illustrations pour cette publication, témoin d'un chapitre sanglant et totalitaire, – de ce que fut MAUTHAUSEN.

À la présentation du livre de W.J. BANDION «Au Wëlle Mann», on a remarqué M. l'Ambassadeur d'Autriche, le Dr.

Josef MAGERL, le Président du «Comité International MAUTHAUSEN» Jos. HAMMELMANN; Gast GENGLER, Directeur du Service Information et Presse du Gouvernement, représentant le Ministère d'État; Eugène MULLER, Commissaire à la Résistance; Jean-Pierre EVEN, Jean MAGERUS et Joseph SCHLANG, anciens détenus, Membres dudit Comité, le Professeur W.J. BANDION ayant été présenté par l'Ambassadeur d'Autriche.

L'auteur du précieux volume présenta les péripéties et autres actions relatives à une épisode de la vie de camp du Curé GRUBER, un samaritain acharné et lucide, qui sacrifia finalement sa vie au service des ses infortunés camarades, tous innocentes victimes d'un régime qui frappait fort, aveuglément, dans le but majeur d'exterminer, après avoir causé d'indicibles souffrances physiques et morales. Il appartient à Monsieur Joseph HAMMELMANN de conclure par l'exposé que nous reproduisons ci-après:

«Als Präsident der «Amicale de MAUTHAUSEN, LUXEMBURG», sowie in meiner Eigenschaft als Präsident des Internationalen MAUTHAUSEN – Vorstandes habe ich die Ehre, Ihnen den Autor des Buches, H. Wolfgang J. BANDION etwas näher vorzustellen. Mein persönlicher Freund BANDION ist seit 1979 Mitglied des Vorstandes der österreichischen Lagergemeinschaft MAUTHAUSEN; persönlich habe ich Wolfgang BANDION 1988, anlässlich des Papstbesuches im ehemaligen KZ MAUTHAUSEN kennen und schätzen gelernt. Bei Gelegenheit der Internationalen wissenschaftlichen Konferenz über das KZ MAUTHAUSEN, im vergangenen Dezember in WIEN, sicherte mir Freund BANDION die Gelegenheit, dem H. Präsidenten der Österreichischen Republik Thomas KLESTIL, in der Wiener Hofburg vorgestellt zu werden.

Doch zurück zur Person von Wolfgang BANDION: er wurde 1950 geboren, studierte Geschichte, Philosophie und Kunstgeschichte in WIEN, um anschließend Archivstudien in ROM zu obliegen. Seit 1970 ist der Autor in der Erwachsenenbildung tätig. Als Pressereferent des Österreichischen Akademischen Austauschdienstes an der Universität WIEN ist er Herausgeber der Kontaktzeitschrift «Brief aus Österreich» für ausländische Absolventen der österreichischen Universitäten und Kunsthochschulen. Seit 1983 hat er einen Lehrauftrag der Religionspädagogischen Akademie der Erzdiözese WIEN, wie auch der Hochschule für Angewandte Kunst.

Neben dem vorliegenden Werk, das der Autor Ihnen vorstellte, hat W.J. BANDION zahlreichere kunsthistorische und kunsttopographische Publikationen gesichert.»

Depuis le 1^{er} juillet 1996: Le Luxembourg a la Présidence des «Accords de SCHENGEN»

Le Luxembourg a pris la présidence dans l'aire des pays adhérant à la Convention de SCHENGEN, accords qui furent intégrés dans la convention d'application même en 1990, ratifiés qu'ils furent à l'époque par la République française, la République fédérale d'Allemagne et les trois pays BENELUX.

Depuis, cinq autres pays y ont adhéré quant au principe, à savoir le Portugal, l'Espagne, l'Autriche, l'Italie et la Grèce.

Depuis le 1^{er} mai 1996 encore, les pays de l'Union Nordique, – entendons le Danemark, la Finlande, la Suède, la Norvège et l'Islande – jouissent du statut d'observateur, en attendant leur admission-adhésion définitive.

Aussi, selon M. le Ministre de la Justice Marc FISCHBACH lors de la conférence de presse du 1^{er} juillet dernier, les pourparlers d'adhésion et de coopération dans cette approche feront-ils l'objet d'une attention particulière pendant la période de la présidence luxembourgeoise, des mesures concrètes pour l'amélioration de la coopération policière transfrontalière restant une autre visée directe, finalement encore l'extension des stipulations des Accords à tous les pays de l'Union Européenne, soit quinze pays-membres.

La première signature entre les cinq pays-membres initiateurs date du 14 juin 1985, SCHENGEN II ayant été ratifié en juin 1990, avec une entrée en vigueur le 26 mars 1995: suppression des contrôles de personnes aux frontières intérieures de «l'aire SCHENGEN», uniformisation de la politique des visas, une procédure coordonnée en matière demande-accord d'asile et coopération bien plus étroite des forces de sécurité et de police.

Le Ministre Marc FISCHBACH mit en évidence trois questions essentielles auxquelles la présidence luxembourgeoise est confrontée: celle de l'élargissement de l'aire SCHENGEN, celle de l'amélioration du fonctionnement de la convention, celle finalement de l'approfondissement de ses dispositions, la «pièce maîtresse centrale» des Accords étant le système d'information central, – «SCHENGENer Informationssystem» S.I.S. – un système transfrontalier d'investigation et d'information sur ordinateur, ayant d'ores et déjà fourni d'excellents résultats. Ledit système permet de fournir ou d'obtenir dans des délais étonnamment brefs des données indispensables pour assurer et accélérer des travaux de contrôle et d'investigation, le Ministre en ayant loué l'efficacité dans la pratique, tout comme l'excellente collaboration entre les autorités policières et judiciaires concernées.



De g. à dr.: Guy SCHLEDER, Marc FISCHBACH, Raymond PETIT et Andrée CLEMANG

L'organigramme de la Présidence

L'instance supérieure de la Convention de SCHENGEN est le Comité exécutif, formé soit par le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre des Affaires Étrangères des pays-membres, deux réunions de ce comité étant projetées par la présidence luxembourgeoise. Les travaux de cet organe directeur sont préparés par une institution centrale permanente, le «Groupe central SCHENGEN», sous présidence du Premier Conseiller de Gouvernement Guy SCHLEDER, responsable également des travaux de coordination des Comités Directeurs, au nombre de cinq: «Police de Sécurité», groupe d'experts travaillant sous présidence du Capitaine Roland GENSON; – «Visas», direction par Madame Claudine KONSBRUCK, Attaché de Gouvernement; – «Coopération judiciaire», Madame Andrée CLEMANG, Attaché de Gouvernement 1^{re} cl. au Ministère de la Justice; – «Relations extérieures et Traité de Réglementation», MM. Raymond PETIT, Conseiller de Légation et Henri ETIENNE, Ministère des Affaires Étrangères; – «Système d'Information SCHENGEN» (S.I.S.) – Le Lieutenant en premier René LINDENLAUB. L'organigramme comporte en tout 19 groupes de travail et d'experts, dont celui des «stupéfiants», sous la direction du Capitaine Roland GENSON, comme le «Groupe Administration permanente», dirigé par Alain BELLOT, Attaché de Gouvernement au Ministère des Finances.

Questions majeures

Priorité, d'ici décembre 1996, aux pourparlers d'adhésion et de coopération avec lesdits pays de l'Union nordique, le

Danemark, la Finlande et la Suède, selon le Ministre Marc FISCHBACH toujours, devant être des membres à part entière, une restriction quant au droit de vote au sein du Comité exécutif devant subsister encore pour l'Islande et la Norvège.

Les stipulations de la Convention valent actuellement pleinement pour sept pays-membres, la Grèce, l'Italie et l'Autriche se disant décidées d'avoir, par des législations et des ratifications nationales, atteint le stade d'application complète de la Convention dès 1997 également; c'est ainsi que l'Italie notamment doit faire un grand pas dans cette direction à travers l'adoption d'un projet de loi portant sur la protection des données, la Grèce comme l'Autriche prévoyant être prêtes pour la pleine application de la Convention au courant de 1997.

Autre visée de la Présidence luxembourgeoise: une surveillance policière accrue aux fins de la détection internationale des filières et gangs «automobiles» par le biais d'EUROPOL, une intensification de la coopération policière devant pareillement être assurée dans la lutte contre la drogue, le Ministre souhaitant voir la France et les Pays-Bas régler leur contentieux bilatéral dans le domaine de cette lutte précisément.

M. Marc FISCHBACH souligna encore l'absolue nécessité de voir un contrôle efficace au maximum assuré aux frontières extérieures de l'aire SCHENGEN, l'harmonisation de la politique des visas restant une autre exigence, la liste des pays exigeant visas devant être réduite et les frais de visas harmonisés à des montants sensiblement égaux.

Le coup d'État au BURUNDI

Le LUXEMBOURG condamne fermement la prise de pouvoir anticonstitutionnelle par les militaires du BURUNDI.

Gravement préoccupé par les violations massives des droits de l'Homme dans ce pays, il demande avec insistance aux parties en conflit de mettre fin aux massacres et exactions qui touchent avant tout la population civile.

À l'instar de ses partenaires de l'UE, le LUXEMBOURG est d'avis que seule la

voie de la négociation pacifique par un dialogue ouvert à tous les composants de la vie politique burundaise peut résoudre les problèmes du BURUNDI.

Le Gouvernement luxembourgeois demande la mise en oeuvre des engagements pris par les dirigeants burundais le 25 juin dernier, lors du sommet des chefs d'État de la région des Grands Lacs à ARUSHA. Ces engagements ont reçu l'appui solennel des Chefs d'État et de Gouvernement au meeting annuel de l'Organisation de l'Unité

Africaine, réunis début juillet au sommet ainsi que celui de l'Union européenne.

Le LUXEMBOURG lance un appel à tous les partis et groupes politiques burundais de revenir à la légalité constitutionnelle et de respecter notamment la Convention du Gouvernement de septembre 1994 qui prévoyait un partage du pouvoir entre les principaux partis représentant les HUTUS et les TUTSIS.

En attendant que l'ordre constitutionnel soit rétabli au BURUNDI, le Gouvernement luxembourgeois a décidé de suspendre sa coopération au développement avec le Gouvernement burundais.

Visite à LUXEMBOURG de M^{me} HALONEN, Ministre des Affaires Étrangères de Finlande

Le 4 juillet 1996, Madame Tarja HALONEN, Ministre des Affaires Étrangères de Finlande a effectué une visite officielle à

LUXEMBOURG, au cours de laquelle elle a successivement rencontré M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre, Ministre

des Affaires Étrangères, M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'État, S.A.R. le GRAND-DUC, M. Jean SPAUTZ, Président de la Chambre des Députés et M^{me} Lydie WURTH-POLFER, Bourgmestre de la Ville de LUXEMBOURG.



S.A.R. le GRAND-DUC a reçu en audience M^{me} HALONEN.



M^{me} HALONEN et M. SPAUTZ à la Chambre des Députés



M. JUNCKER et M^{me} HALONEN à la Présidence du Gouvernement

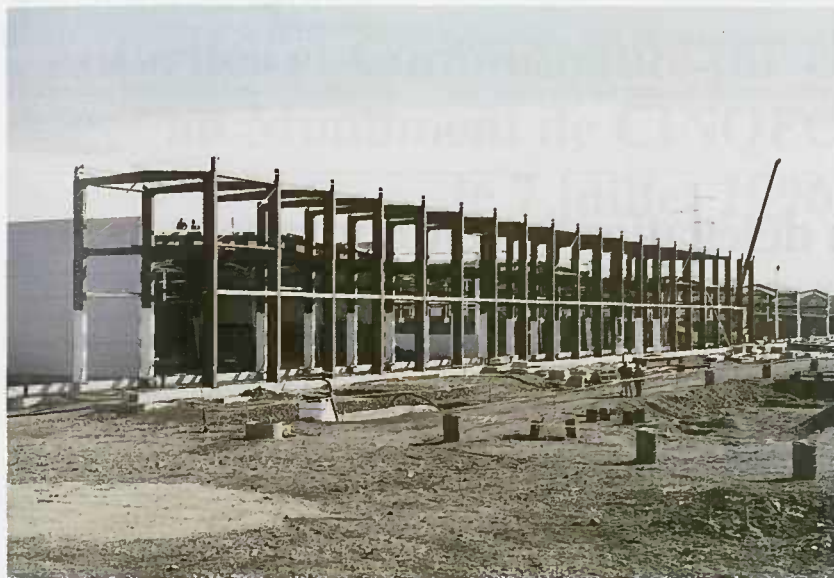


M. Jacques F. POOS et son homologue finlandais au Ministère des Affaires Étrangères

M. WOHLFART visite quatre grands chantiers

Le 3 juillet 1996, le Secrétaire d'État, M. Georges WOHLFART a visité quatre grands «chantiers d'État», à savoir: le «Centre intégré pour personnes âgées» à ESCH-sur-ALZETTE, le «Centre de formation professionnelle continue» à ESCH-sur-ALZETTE, l'«Abbaye NEUMUNSTER» à LUXEMBOURG-GRUND et le «Musée d'histoire naturelle», également à LUXEMBOURG-GRUND.

Le chantier du «Centre intégré pour personnes âgées» à ESCH-sur-ALZETTE



Le chantier du «Centre de formation professionnelle continue» à ESCH-sur-ALZETTE

Les élections présidentielles russes se sont déroulées selon les règles démocratiques

Le Gouvernement luxembourgeois constate avec satisfaction que les élections présidentielles en Fédération de Russie se sont déroulées dans le calme, que le peuple russe a fait siens les principes de la démocratie et que la Constitution a été respectée.

Il est convaincu que par le choix de son peuple, la Fédération de Russie continuera sur le chemin de la démocratie et de la construction d'un état de droit, conformément aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'accord de partenariat et

de coopération avec l'Union européenne et lors de son adhésion au Conseil de l'Europe.

Le Gouvernement luxembourgeois estime que la consolidation de l'état de droit dans la Fédération est le meilleur instrument pour garantir à la fois la sécurité des investissements nécessaires à son développement économique et la protection efficace des droits économiques et sociaux de la population.

(Communiqué du 4 juillet 1996)

Télégramme de félicitations

Son Excellence Monsieur Boris ELTSINE
Président de la Fédération de Russie
Kremlin – MOSCOU
Fédération de Russie

Au moment où le peuple russe vous confie la destinée de votre pays, mes compatriotes se joignent à moi pour vous adresser nos très vives félicitations et nos vœux très chaleureux pour le succès de votre haute mission ainsi que pour la prospérité de votre grande nation.

Je suis convaincu que sous votre conduite le maintien de la démocratie sera garanti dans la Fédération de Russie et que les relations confiantes d'une coopération fructueuse entre nos deux Gouvernements s'intensifieront dans un climat de justice et de paix.

JEAN, Grand-Duc de LUXEMBOURG

Liaison routière Luxembourg-Sarre

Le Ministre des Travaux Publics Robert GOEBBELS tient à faire la communication suivante:

L'échange des instruments de ratification de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne concernant la jonction des autoroutes et la construction d'un pont frontalier sur la Moselle dans la région de PERL et de SCHENGEN s'est déroulé à BONN, le 24 juin 1996.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} août 1996. En vertu de son Article 1^{er}, alinéa 3, les pays contractants se sont engagés de terminer la construction des tracés autoroutiers et le pont frontalier en l'an 1999.

Le Luxembourg assumera la maîtrise de l'ouvrage du pont frontalier. La dépense y relative sera à charge des deux États contractants.

Législation sur les marchés publics

Le 4 juillet 1996, Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux Publics a donné une conférence de presse sur les plus récentes innovations en matière de législation sur les marchés publics à savoir:

- Nouvelle structure de la réglementation transposant les directives CE – marchés publics, présentation d'une brochure coordonnant les textes en vigueur,
- Standardisation des cahiers spéciaux des charges,
- Projet de réforme de la législation nationale sur les marchés publics

Assemblée parlementaire de l'OSCE à STOCKHOLM

La cinquième session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à STOCKHOLM du 5 au 9 juillet 1996. La Chambre des Députés y fut représentée par M. Jean SPAUTZ, Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que par M^{me} Marcelle LENTZ-CORNETTE et M. Jean HUSS, membres de la délégation.

Les travaux dans les trois commissions générales et dans l'assemblée plénière ont porté essentiellement sur les sujets suivants:

- un modèle de sécurité commun et global pour l'Europe du XXI^e siècle;
- les incidences – pour la sécurité dans la région de l'OSCE – des faits nouveaux survenus en Europe orientale et dans l'Ex-Union soviétique en ce qui concerne l'économie et l'environnement;
- les problèmes d'adaptation des réfugiés, des exilés et des immigrants dans leurs pays de résidence permanente ou temporaire.

Enfin, l'assemblée a examiné un projet de Code de conduite relatif aux aspects politico-démocratiques de la coopération.

Présentation de la délégation luxembourgeoise pour ATLANTA au Couple GRAND-DUCAL HÉRITIER



Le 5 juillet 1996, Leurs Altesses Royales le GRAND-DUC HÉRITIER et la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE ont assisté, au Casino 2000 à MONDORF-les BAINS, à la présentation de la délégation luxembourgeoise pour ATLANTA.

M. EVERLING nouveau Procureur Général d'État

Vendredi, le 5 juillet 1996, Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre de la Justice, a procédé à l'assermentation de Monsieur Roger EVERLING, comme Procureur Général d'État.

Le Ministre de la Justice M. Marc FISCHBACH entouré de M. Roger EVERLING, nouveau Procureur Général d'État et de M. Guy REILAND, nouveau Président de la Cour Supérieure de Justice



Autorités et Communauté juive se sont inclinées au Monument de CINQFONTAINES, le 7 juillet 1996

Le 8 octobre 1940, un convoi de 150 Juifs du Luxembourg fut acheminé à LISBONNE par les nazis. Les 7, 26 et 28 novembre 1940, le régime fit déporter 325, respect. 73 concitoyens juifs en France non occupée, – sous administration de VICHY –, déportations suivies encore par celles opérées vers les mêmes destinations, les 5, 10, 13 et 20 décembre 1940, par celles des 5, 7, 16 et 21 janvier 1941, en tout 228 personnes, alors que 49 Juifs furent expulsés vers la Belgique, le 21 janvier encore.

Alors qu'à partir du 26 septembre 1941, les Juifs du Luxembourg furent obligés de porter un prénom additionnel, à savoir «Israël» pour les hommes et «Sarah» pour les femmes et jeunes filles, le port d'un signe officiel distinctif en public, – l'Étoile juive de DAVID – fut obligatoire, suite au décret du Gauleiter G. SIMON, le 14 octobre 1941.

Deux jours plus tard, pas moins de 334 Juifs luxembourgeois furent déportés à LITZ-MANN STADT, le LODZ polonais.

Soucieux de cacher au mieux leurs pernicieux agissements et les mauvaises intentions politiques apparentes depuis les décrets ravageurs, destructeurs, voire exterminateurs du Reichsführer-SS Heinrich HIMMLER, – chef de la GESTAPO depuis 1934, directeur de la police du «Reich» dès 1938, promoteur de la «Endlösung der Judenfrage» en 1942 et

Ministre de l'Intérieur au «Reich» l'année suivante –, les déportés juifs du Luxembourg devaient être rassemblés au Monastère de CINQFONTAINES-lez-CLERVAUX, d'où les départs se faisaient souvent nuitamment, – à la façon des «N.N.», – «Nacht und Nebel», commandos d'infortunés déportés des camps de concentration.

Une entrevue d'une délégation du Consistoire israélite luxembourgeois, – dont le regretté Alfred OPPENHEIMER – désigné «Judenältester» – avec le SS EICHMANN à BERLIN n'avait en rien servi la cause juive, voire l'amélioration de leur sort de persécutés.

Haut-lieu de Recueillement

Ils furent plus de 600 à être déportés vers les camps de concentration et d'extermination de l'Est, – les concitoyens juifs, ceci à partir du simple passage à niveau dans les parages directs du Monastère de CINQFONTAINES, raison pour laquelle un monument fut implanté à une trentaine de mètres dudit passage ferroviaire –, haut lieu de recueillement et du Souvenir douloureux, stèle datant des années '70.

Le 7 juillet 1996, une grande assistance s'est souvenue à CINQFONTAINES, en présence de Madame le Député-Maire Agnès DURDU, des Échevins de la

Commune d'ASSELBORN, du Grand Rabbini honoraire Emmanuel BULZ; Gast GENGLER, Directeur du Service Information et Presse du Gouvernement, représentant le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER; Jos WEIRICH, Président de la Fédération des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme et Guy de MUYSER, promoteur du projet «Mémorial de la Déportation»; du Grand Rabbini Joseph SAYAGH, du Ministre officiant Michel HEYMANN, des délégués des Associations et autres Mouvements patriotiques luxembourgeois; de M. Guy AACH, Président du Consistoire israélite du Luxembourg; du Père AHNEN pour le Couvent CINQFONTAINES; des Représentants finalement du B'BRITH, de HADASSAH et de la LICRA, Madame Mady MOYSE-JACOB, Présidente du Comité AUSCHWITZ-LUXEMBOURG, ayant prononcé l'allocution de bienvenue et du souvenir, déclarant en substance:

«51 années ont passé depuis la fin des ténèbres de honte. Après la SHOAH, les oppressions, les massacres, est-il dérisoire de prier sur l'Homme, est-il vain de prier sur «la civilisation du dialogue», comme l'espérait l'écrivain Albert CAMUS.»

Sur une population de quelque 293.000 habitants en 1940, 3.963, soit 1,35% de la population, furent internés dans les camps de concentration ou prisons, 4.186 ou 1,43% passèrent dans les camps de déportation, 0,22% ou 640 personnes ayant

été destituées de leurs postes professionnels. 14.774, jeunes gens ou jeunes filles, furent enrôlés de force par les nazis.

À citer quelques camps de concentration avec leurs tableaux d'honneur, on retiendrait AUSCHWITZ, 42 Luxembourgeois internés, 13 morts, – camp libéré le 27 janvier 1945 par les Alliés –; BUCHENWALD, 212 compatriotes internés, 29 morts, libération pour les survivants le 13 avril 1945; BERGEN-BELSEN, 6 trépassés luxembourgeois; SACHSENHAUSEN 36, HINZERT 82 décédés ou mis à mort sur 1.599 internés; RAVENSBRUCK 39 morts sur 140 détenus. – NEUENGAMME, DACHAU, FLOSSENBURG, GROSS-ROSEN, MAUTHAUSEN...

«Nous dénonçons, conclut l'oratrice, hier comme aujourd'hui, l'indifférence, les tentations de falsification, de banalisation de l'histoire. Les exemples sont nombreux, – mais qu'il soit entendu que la négation n'est pas une opinion, mais une offense à la mémoire d'un peuple assassiné.»

«Enseignons la leçon d'AUSCHWITZ aux responsables, aux enfants des écoles, comme aux politiciens... Oeuvrons pour une civilisation pluraliste, celle de la mémoire et de la liberté pour les hommes et les minorités.»

«En souvenir des déportés, de tous les déportés, – d'ici et d'ailleurs –, je vous demanderais d'observer une minute de silence.»

Cette minute de silence, poignante en elle-même, devient proprement déchirante quand, pendant le recueillement, un train de marchandise passe, – frissons à la pensée et au souvenir des trains du même genre qui s'arrêtaient là, précisément à quelques pas et dans lesquels on chargeait, – comme du bétail – des êtres humains allant au-devant d'une destinée incertaine, qui devait souvent s'avérer maléfique, brutale et radicale, – souvent vers une mort certaine...

Chants liturgiques israélites par le Ministre officiant Michel HEYMANN, prières par le Rév. Père AHNEN, avant que le Grand Rabbin Joseph SAYAGH ne s'adressât à l'assistance.

«... les prétendus historiens négationnistes»

«Nous voici réunis pour notre cérémonie oecuménique à l'ombre de ce monument, symbole de la souffrance humaine en général et de la souffrance juive en particulier. Nous sommes là, génération post-SHOAH, conscients de notre devoir:

«Reprendre le flambeau de la transmission et du souvenir, – et les déportés que je salue chaleureusement, témoins directs qu'ils furent de la SHOAH, sans oublier ceux qui l'ont vécue dans leur chair et

dans leur sang et qui y ont survécu.

«De ce fait, je dois vous dire que ces cérémonies doivent aussi bénéficier de notre priorité: on y vient, pas seulement quand on a le temps.

«Cinquante ans et plus: nous, nous n'avons pas oublié, et nous avons tous, aujourd'hui un devoir d'une autre nature. Il faut de toute urgence, se battre de nouveau, puisque à nouveau, on nous y oblige. Non pas pour entrer dans ce débat des politiques, mais bien des prétendus historiens négationnistes.

«Nous devons nous opposer, tel un barrage dressé contre la mer, contre la force aveugle et dénoncer un langage hypocrite qui prétend avoir, je ne sais quelle objectivité. Nous avons à dire solennellement de ce lieu à certaines personnes bien vues moralement et qui cautionnent des thèses très douteuses: «Ouvrez vos yeux, reconnaissez que vous avez eu tort. Il ne revient pas à un homme d'Église d'attiser les démons; vous vous êtes empêtrés dans un combat nauséeux. Notre Synagogue prêche bien l'attitude de celui qui reconnaît, qui abandonne, il doit être cité et pris en exemple. En reprenant les arguments révisionnistes, qui alignent si légèrement les «vérités» sur le nombre des Juifs tués, gazés dans les camps, vous ouvrez des plaies insupportables qui ne sont pas encore cicatrisées.

«L'Abbé PIERRE nous intéresse quand il parle de fraternité, il nous désole quand il souffle la revanche. La haine n'est alors jamais loin. – Où est ici le message de l'amour? Son soutien déplacé à un pseudo-historien, qui règle son compte avec Israël, est une provocation, une honte pour les anciens déportés. Elle abaisse l'homme d'Église.

«Ce comportement donne aux négationnistes, de plus en plus nombreux, l'occasion d'applaudir des deux mains. Les néonazis peuvent relever la tête et être plus hardis. Vous soutenez un GARAUDY, venu du protestantisme, converti ensuite au catholicisme, puis à l'islam, – que feriez-vous si demain, GARAUDY se convertissait au judaïsme et revenait sur ses déclarations?

«Nous n'accepterons jamais que, sous le couvert de la recherche des historiens, soit mis en place un processus pernicieux et mensonger dont la finalité est la négation de six millions des nôtres. Dans les camps nazis ont été unis dans la mort, juifs et non-juifs, tous frères en humanité, tous frères dans le martyre. Fidèles à notre doctrine religieuse, la Loi biblique de la fraternité humaine, nous nous opposerons toujours à la Loi inhumaine du racisme.

«Unissons-les. Les uns et les autres dans une même prière, dans une même ferveur, que leurs âmes intercèdent auprès de Dieu pour tous ceux qui les ont connu(e)s, qui

les ont aimé(e)s et qui ne les oublieront jamais. – Amen».

Des dépôts de gerbes furent opérés par Madame Agnès DURDU pour l'administration communale de WINCRANGE, comme par le Consistoire israélite et le Comité AUSCHWITZ-LUXEMBOURG, aux sons de la Sonnerie aux Morts exécutée par Johnny SCHMIDT et Edmond FABER.

À l'issue de la cérémonie commémorative, une réception réunit hôtes et délégations en la salle des fêtes du Monastère, où le Député-Maire Agnès DURDU s'adressa à l'assistance pour souligner toute la valeur des ces réunions du souvenir, tout en assurant les organisateurs de l'appui le plus complet de la part de la municipalité.

N.d.l. réd.: Selon une information de l'Agence de presse AFP du lundi, 23 juillet 1996, l'Abbé PIERRE, qui, depuis trois mois, avait soulevé des tempêtes de protestation à cause de son soutien au philosophe Roger GARAUDY, a exprimé ce même jour «son intention d'en finir avec cette affaire».

Le fondateur d'EMMAÛS, défenseur des pauvres et des exclus, a retiré en effet, dans un communiqué publié par le quotidien français «La Croix», ses propos relatifs au livre de son ami GARAUDY, les «Mythes fondateurs de la politique israélienne» et aurait par la même intervention demandé «pardon à ceux qu'il avait pu blesser».

À 83 ans, l'Abbé PIERRE, un des hommes les plus populaires de France, avait suscité une vague d'indignation en apportant, en avril '96, son soutien au livre de son ami, qui remet en cause notamment le nombre de victimes de l'holocauste et «le dogme des six millions de juifs exterminés par les nazis».

Désavoué par l'Église catholique, par la Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, par son ami KOUCHNER, tancé par les organisations juives, critiqué par de nombreux hommes politiques, l'Abbé PIERRE avait fait machine arrière au début du mois de mai dernier, en prenant le contre-pied des thèses négationnistes sur la SHOAH, sans toutefois retirer sa confiance à Roger GARAUDY.

S'étant retiré dans un monastère bénédictin près de PADOUE en Italie, l'Abbé PIERRE avait quitté ces lieux pour passer un mois de vacances en France, où il comptait passer le jour de son 84^e anniversaire, le 8 août de l'année.

«Voyant mes propos relatifs aux travaux de Roger GARAUDY exploités par des courants qui jouent dangereusement avec les périls antisémites et néofascistes ou néonazis que j'ai combattus et que je combattrai toujours, je décide de retirer mes propos», a déclaré l'Abbé PIERRE dans son communiqué, s'en remettant «entièrement aux seules opinions des experts de l'Église».

D'autre part, dans une lettre à R. GAUDY, l'Abbé a statué: «À fin de ne pas brûler mes faibles énergies dans des polémiques auxquelles rien ne m'a préparé et pour continuer à me donner entièrement à ce qui a rempli ma vie, je dois cesser toute participation à ce cruel débat», exprimant finalement le désir de ne plus voir son nom associé «d'aucune façon à l'ouvrage» incriminé.

Promesse solennelle des volontaires-stagiaires de l'Armée à DUDELANGE

Les volontaires-stagiaires de la 114^e session ont prononcé leur promesse solennelle le dimanche, 7 juillet 1996 à DUDELANGE, sur la Place de l'Hôtel de Ville.

La cérémonie fut suivie d'un concert de la musique militaire grand-ducale.

Visite officielle du Ministre des Affaires Étrangères du CHILI, M. José Miguel INSULZA



M. José Miguel INSULZA fut reçu en audience par S.A.R. le GRAND-DUC.

Le lundi, 8 juillet 1996, M. José Miguel INSULZA, Ministre des Affaires Étrangères du CHILI a effectué une visite officielle à LUXEMBOURG.

Il fut reçu en audience par S.A.R. le GRAND-DUC. Il a eu des entrevues avec M. Jos SCHEUER, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie, M^{me} Mady DELVAUX-STEHRES, Ministre de la Sécurité sociale, M^{me} Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture.

M. INSULZA a rencontré M. Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, pour un entretien en tête-à-tête et une réunion de travail. À l'ordre du jour de cette réunion ont figuré les relations bilatérales entre le CHILI et le LUXEMBOURG, la coopération en matière de développement, les relations entre le CHILI et l'UE après la signature de l'accord de coopération économique et politique au Conseil européen de FLORENCE ainsi que le développement de l'intégration régionale en Amérique du Sud.

Une conférence de presse conjointe a eu lieu au Ministère des Affaires Étrangères.



à gauche:

Le Premier Ministre M. Jean-Claude JUNCKER et M. INSULZA à la Présidence du Gouvernement

à droite:

Le Ministre des Affaires Étrangères M. Jacques F. POOS et son homologue du Chili

Une prise de conscience partagée entre école et entreprises

Le 8 juillet 1996, la classe de V^e du Lycée classique de DIEKIRCH a visité, en présence de M^{me} Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle, l'Entreprise CEDUCO. Cette société, fondée conjointement par CEGEDEL et DuPONT assure sur le site industriel de DuPONT à CONTERN-HESPERANGE la production simultanée d'électricité et de chaleur de la cogénération.

La visite s'est inscrite dans le programme du projet-pilote «des Eco lettres de Max», lancé depuis 1995 par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle, en collaboration étroite avec la Fédération des Jeunes Dirigeants. Ce programme vise une prise de conscience par les jeunes des enjeux écologiques et économiques des problèmes de l'environnement.

Charles LOESCH, Directeur des Ressources Humaines de DuPONT, souhaita la bienvenue aux nombreux visiteurs et exprima le souhait que ce genre de rencontre puisse permettre une coopération étroite entre écoles et entreprises dans l'intérêt d'une meilleure préparation des jeunes à leur avenir.

C. WITRY, Président de la Fédération des Jeunes Dirigeants, expliqua l'objectif de la visite et passa la parole à Jean-Marie PETESCH, qui résuma les traits essentiels du projet-pilote «Les Eco lettres de Max».

Henri WERNER, Directeur des Relations Publiques, présenta brièvement la société DuPont et ses produits, pour mettre ensuite en évidence les multiples facettes des affaires d'une entreprise, dont la sécurité, la santé et la protection de l'environnement.

Nestor DIDELOT, Conseiller de Direction de CEGEDEL, donna un aperçu des activités de cette société, et des efforts engagés en vue d'une meilleure utilisation de l'énergie primaire.

Dan KAYSER, Administrateur de CEDUCO, donna des explications sur la réalisation et le fonctionnement de la centrale de cogénération.

Suivit une discussion au cours de laquelle les élèves purent exprimer leur point de vue et poser des questions. Madame le Ministre fit le point de ce débat et saisit l'occasion pour remercier les divers promoteurs de cette initiative de coopération entre des partenaires qui n'ont qu'à gagner de cet échange d'expériences.

Suivit une visite commentée de la centrale CEDUCO, installation-modèle à la fois efficace et écologique.

LL.AA.RR. et les bénévoles d'organisations au service du prochain



Le 8 juillet 1996, Leurs Altesses Royales le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE ont reçu, au Château de BERG, des bénévoles d'organisations qui sont au service du prochain

Inauguration du nouveau Centre polyvalent de l'Enfance

L'inauguration du nouveau bâtiment du Centre polyvalent de l'Enfance à LUXEMBOURG-KIRCHBERG a eu lieu le 8 juillet 1996 en présence notamment de Messieurs Robert GOEBBELS, Ministre luxembourgeois des Travaux Publics et Erkki LIIKANEN, Membre de la Commission de l'Union Européenne.

L'extension du centre polyvalent de l'enfance se situe à KIRCHBERG, rue Albert BORSCHETTE, L-1246 LUXEMBOURG. Elle complète les bâtiments existants des Communautés Européennes. Le bâtiment est destiné à accueillir 25 groupes d'enfants âgés de 7 à 14 ans. Chaque unité dispose d'une surface de 50m². Un réfectoire de 250 places et une salle polyvalente, servant aussi de salle de dévouement, complètent le programme.

Le sous-sol abrite les réserves, les locaux techniques et une cuisine de production, ainsi qu'un parking de 19 places.

Le bâtiment peut être agrandi dans une deuxième phase par 15 salles supplémentaires.

En haut: Le ministre des Travaux publics Robert GOEBBELS pendant son allocution

Ci-contre: Le nouveau Centre polyvalent de l'Enfance



La coopération luxembourgeoise en 1995

Monsieur Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, a tenu une conférence de presse en date du mardi 9 juillet 1996, pour présenter le rapport annuel 1995 sur la coopération luxembourgeoise au développement.

Le rapport reprend de manière détaillée les activités du Service de la coopération du Ministère des Affaires Étrangères au cours de l'année 1995, sur le plan bilatéral, comme au niveau multilatéral ainsi que dans sa coopération avec les organisations non gouvernementales luxembourgeoises.

M. WOHLFART a profité de l'occasion pour esquisser les grandes orientations de la politique de coopération au développement du Gouvernement.

Le Lieutenant-Colonel FREDERIX à l'honneur

M. Alex BODRY, Ministre de la Force Publique, a remis au Lieutenant-Colonel René FREDERIX, Commandant du batail-

lon Beluga de l'IFOR en BOSNIE-HERZÉGOVINE, les insignes du Commandeur dans l'Ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg, en présence de S.E. Monsieur l'Ambassadeur de Belgique.

La cérémonie a eu lieu au Ministère de la Force Publique, mardi le 9 juillet 1996.



Le Ministre de la Force Publique Alex BODRY remet la haute distinction au Lieutenant-Colonel FREDERIX.

Signature des conventions portant institution de deux programmes de médecine préventive



Lors de la signature des conventions

La Direction de la Santé, – Division de la Médecine Préventive et sociale – et l'Union des Caisses de maladie ont collaboré pour organiser deux programmes de médecine préventive conjoints, qui ont été finalisés par la signature de deux conventions.

Il s'agit des conventions portant institution:

- * du programme de vaccination contre l'hépatite B
- * du programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie.

Afin d'informer le public sur les effets bénéfiques d'une telle collaboration et sur l'importance d'une approche préventive dans le domaine de la santé publique, les conventions furent présentées et signées par les partenaires lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 9 juillet 1996, en présence de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Président de l'Union des Caisses de maladie.

Passeport valable pour les pays de l'Europe centrale et orientale

Le Ministère des Affaires Étrangères attire l'attention sur le fait que les ressortissants luxembourgeois désirant se rendre dans un des pays suivants de l'Europe centrale et orientale doivent se munir d'un Passeport national valable: CROATIE, HONGRIE,

POLOGNE, SLOVAQUIE, SLOVÉNIE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.

L'entrée dans les pays suivants n'est possible que moyennant un passeport national valable revêtu d'un visa d'entrée:

ALBANIE, BELARUS, BOSNIE-HERZÉGOVINE, BULGARIE, ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE, ancienne RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE de MACÉDOINE, ROUMANIE, RUSSIE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE de YUGOSLAVIE (SERBIE et MONTÉNÉGR).

La seule carte d'identité nationale ne permet pas l'entrée dans ces pays.

S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE en visite à la «AIDS-BERODUNG»

Le mardi, 9 juillet 1996, S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE, Présidente de la Croix-Rouge Luxembourgeoise, a rendu visite au Foyer AIDS-BERODUNG/Croix-Rouge.

Accompagnée par Madame Aline SCHLEDER-LEUCK, Dame d'honneur, et le Colonel Léandre MIGNON, Aide de Camp, Elle a été accueillie par:

Monsieur Johnny LAHURE, Ministre de la Santé; Madame Annette SCHWALL-LA-CROIX, membre du Comité exécutif de la Croix-Rouge luxembourgeoise; Monsieur Jacques HANSEN, Directeur de la Croix-Rouge, et Monsieur Henri GOEDERTZ, Chargé de direction du Service Aids-Berodung/Croix-Rouge.

S.A.R. la Grande-Duchesse a visité le

Foyer et a eu un entretien avec ses résidents. Elle s'est également informée sur les activités de prévention faites en collaboration avec les bénévoles de Stop-Aids-Now, ainsi que sur le soutien psychosocial apporté aux personnes atteintes ou concernées par la maladie du sida.

«Aidsberodung» Croix-Rouge luxembourgeoise Rapport d'activités 1995

1. Mission et objectifs

«L'Aidsberodung» de la Croix-Rouge luxembourgeoise occupe 4 salariés, dont 2 mi-temps et 10 bénévoles qui effectuent

surtout un travail destiné à aider et à soutenir les personnes séropositives et les gens malades, ainsi que leurs familles et les proches.

Structure: 1,5 psychologue (soutien émotionnel, entretiens, coordination des bénévoles counselling); 1/2 assistante d'hygiène sociale (guidance médico-sociale); 1 éducatrice (coordination Foyer PATTON).

La prévention se fait uniquement sur base volontaire, en collaboration avec l'asbl Stop-Aids-Now.

2. Prise en charge psychosociale

Au total, 201 personnes ont consulté les services de «l'Aidsberodung», dont 78

personnes vivant avec le HIV, 52 personnes proches des patients et 71 autres: worried well, prostitué(e)s, hommes homosexuels, toxicomanes et des jeunes ayant consulté pour d'autres raisons que la séropositivité.

Concernant les personnes séropositives, 49% sont des hommes homosexuels, 23% des hétérosexuels, 24% de toxicomanes et 4% autres. 6 personnes suivies par «L'Aidsberodung» en 1995 sont décédées au cours de l'année. Le travail de prise en charge psychosociale se réalise à l'Aidsberodung, au Foyer PATTON, à l'hôpital, à la prison et à domicile.

Les 10 bénévoles ont soutenu 12 malades, dont 5 sont décédés au courant de l'année.

«L'Aidsberodung» a proposé un programme d'information régulier, à raison de 4 heures par mois et 3 réunions extraordinaires (Amour de soi, amour de l'autre, en Belgique; camoufflage Kaposi; vivre avec le HIV/Sida avec un psychothérapeute d'AMSTERDAM.

Loisirs: dîners conviviaux toutes les 6 semaines. En moyenne 10 personnes ont assisté à ces réunions.

Trois personnes ont profité des consultations pour problèmes d'ordre juridique.

En juin, le 2^{ème} numéro du journal «positively Yours» est paru. Cette newsletter s'adresse aux personnes séropositives.

3. Foyer PATTON

Au cours de l'année 1995, le foyer a abrité 11 résidents différents, dont un couple d'accompagnants. Parmi les résidents, 4 femmes et 7 hommes, nous relevons 6 célibataires, une veuve, un homme et une femme divorcés et un couple marié; 8 hétérosexuels dont 6 toxicomanes, et 3 homosexuels; 6 Luxembourgeois, 2 Français, 2 Portugais et 1 Italien. Le foyer logeait 3 résidents au premier janvier 1995 et 4 au 31 décembre 1995.

Le séjour a varié entre 16 jours et 12 mois. Le nombre de résidents présents a oscillé entre 3 en janvier et 7 en avril.



S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE entourée de M. Jacques HANSEN, Directeur de la CROIX-ROUGE luxembourgeoise, de la Dame d'Honneur Aline SCHLEDER-LEUCK, de Mme Annette SCHWALL-LACROIX, Membre du Conseil d'Administration de la CROIX-ROUGE, du Ministre de la Santé M. Johny LAHURE et de M. Henri GOERTZ, Chargé de direction de la «AIDS-BERODUNG»

4. Prévention

Au courant de l'année 95, «l'Aidsberodung» et l'asbl Stop-Aids-Now (avec le soutien de 60 bénévoles) ont effectué 30 actions de prévention et d'information. Les bénévoles ont distribué 72.000 préservatifs.

La place nous manque pour décrire toutes les actions menées durant l'année (pièce de théâtre, conférences, stands, «Stop-Aids-Woch», Festival du Film Sida, expositions). La plus importante était sans doute la campagne de vaccination contre l'hépatite B chez les prostitué(e)s de rue du quartier de la Gare centrale à LUXEMBOURG. Cette campagne a couvert 11 mois (janvier à novembre 95) et a été réalisée grâce à l'appui de 25 bénévoles, dont 8 médecins notamment. Les résultats: 56 prostitué(e)s ont été testé(e)s pour l'hépatite B, 48 se sont également fait tester pour le HIV. Pour l'hépatite B: 29/56 avaient déjà présenté une hépatite B. Il restait

donc 27 prostitué(e)s susceptibles d'être vacciné(e)s. Sur ces 27 à vacciner, 10 (37%) ont reçu les 3 doses de vaccins.

5. Collaboration internationale

«L'Aidsberodung» a participé au projet «Communicating Aids» que l'unité d'Éducation pour la Santé de l'Université Catholique de LOUVAIN coordonne au niveau européen. Le projet a pris fin en octobre 1995 et un training package sur la communication pour les médecins généralistes travaillant avec des patients séropositifs a été réalisé.

Des échanges réguliers ont lieu avec l'Aids-Hilfe TRIER et l'Aids-Hilfe SAAR, au niveau de la prise en charge et au niveau de la prévention.

«L'Aidsberodung» a participé aux rencontres des lignes d'assistance téléphonique Sida de l'Union Européenne à AMSTERDAM et à STRASBOURG.

Festliche Verleihung der Ehrendoktorwürde der Universität TRIER (Doctor rer. Pol. h. c.) an SEINE KÖNIGLICHE HOHEIT PRINZ HENRI, ERBGROSSHERZOG VON LUXEMBURG

Festvortrag Seiner Königlichen Hoheit Prinz HENRI von LUXEMBURG an der Universität TRIER am 10. Juli 1996

«Herr Präsident,
Herr Dekan,
Meine Damen und Herren Professoren,
Liebe Studentinnen und Studenten,
Meine Damen und Herren,

Zunächst möchte ich Ihnen für die große Ehre, die Sie mir, und darüber hinaus meinem Lande mit der Verleihung der Ehrendoktorwürde bereiten, recht herzlich danken. Die freundlichen Worte, die Sie eben an mich gerichtet haben, berühren mich zutiefst.

Mit dieser schönen Feier erinnert die Universität an die traditionsreiche Beziehungen zwischen dem Trierer Raum und Luxemburg.

Ich darf hier vielleicht auch die vielen jungen Luxemburger, die an dieser Universität studieren, beglückwünschen, daß sie diese geschichtsträchtige und doch moderne Stadt zum Studium ausgewählt haben.

Auch ist es für mich eine besondere Freude, vor sachkundigen Akademikern und Gästen Ihrer Universität, über Formen der Zusammenarbeit zwischen TRIER und LUXEMBURG in der Großregion Saar-Lor-Lux zu sprechen. Meine Freude ist um so größer, als die Universität TRIER in den gemeinsamen Programmen der Lehre und der Forschung mit den andern universitären Einrichtungen in der Region und im Sonderforschungsbereich «zwischen Maas und Rhein» einen nicht zu unterschätzenden Beitrag in der grenzüberschreitenden Kooperation im Saar-Lor-Lux-Raum leistet.

Genau wie der europäische Integrationsprozeß eher schrittweise vorankommt, kommt auch die grenzüberschreitende Zusammenarbeit nur langsam voran. Am 20. September 1995 trafen sich in BAD MONDORF der Premierminister des Großherzogtums Luxemburg, die Ministerpräsidenten von Rheinland-Pfalz und des Saarlandes, der Präfekt der Region Lothringen, der Präsident des Regionalrates von Lothringen, die Präsidenten der Generalräte der Meurthe-et-Moselle und der Moselle, die Ministerpräsidenten der Wallonischen Region und der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens.

Sie stellten fest, daß sich dennoch seit Kriegsende unter den Bewohnern der Großregion ein Zusammengehörigkeitsgefühl entwickelt hat, das sich in vielen grenzüberschreitenden Projekten, die von einer großen Zahl von Vereinigungen getragen werden, täglich bewährt. Dieses Gefühl gründet in dem Erbe einer vielfältigen, gemeinsamen historischen Erfahrung. Für TRIER und LUXEMBURG gehen die gemeinsamen kulturellen Wurzeln zwei Jahrtausende zurück, als keltische Volksgruppen den Raum bewohnten: die Treverer mit der Stadt TRIER, die Mediomatriker mit der Stadt METZ und die Leucker mit der Stadt TOUL.

Später bildete sich im Moselraum die sehr eigenwillige, und darum so einzigartige, gallo-römische Kultur. Das Römertum drückte dabei TRIER seinen Stempel auf, als Hauptstadt der drei Gallien, von CADIX bis zum Schottenwall, von wo aus KONSTANTIN der Große zur christlichen Erneuerung des ganzen Abendlandes auszog. Es lebt weiter in den Museen von LUXEMBURG und DIEKIRCH, wo römische Gottheiten thronen und Mosaik die Boden schmücken, von denen das letzte voriges Jahr in VICHTEN freigelegt werden konnte, und in TRIER von Wissenschaftlern derzeit restauriert wird.

In der weströmischen Kaiserstadt entwickelte sich sodann die urchristliche Kirche des Nordens. St. PETRUS sandte seine Schlüssel nach TRIER. Hier steht das einzige Apostelgrab außerhalb des Mittelmeergebietes. Der Dom bewahrt kostbare Reliquien. Auch die christliche Erneuerung begann im gleichen Raum mit den austrasischen Königen. Friedenssuchende Mönche bauten Abteien, wie jene von PRÜM. WILLIBRORD gründete ECHTERNACH und so wurde unser Raum ein Land der Heiligen und Legenden. Wenn SHAKESPEARE ein Traumland andeutet, so verlegt er es in diese wilde Gegend, was sie heute jedem gebildeten Angelsachsen geläufig macht.

Der Name LUXEMBURG taucht in Verbindung mit TRIER zum ersten Mal im 10. Jahrhundert auf. SIEGFRIED, ein Ardennergraf, erwarb um 963 vom Abt von St. MAXIMIN in TRIER ein Kastell, LUCILINBURHUC, im Tausch gegen

Gebiete im Norden des heutigen Luxemburg. Es folgt der Bau einer Burg und das allmähliche Entstehen einer Siedlung, der heutigen Stadt LUXEMBURG. Vier Grafen und Herzöge aus dem Hause Luxemburg wurden zum Kaiser des Reiches gewählt. BALDUIN, ein Bruder HEINRICHS VII., saß auf dem Trierer Bischofsstern.

Der gemeinsame Raum ist ein Knotenpunkt auf der großen Achse Provence-Rhône-Mosel-Rhein, d.h. zwischen Mittelmeer und Nordsee, wie die zahlreichen archäologischen Funde es bezeugen. Diese wichtige Nord-Süd-Achse spielte eine bedeutende Rolle in der europäischen Wirtschaftsgeschichte. Die andere Achse, in Richtung West-Ost, wird hauptsächlich einen politischen, militärischen und kulturellen Charakter haben (deutsch-französischer Gegensatz) und einige Jahrhunderte später entstehen. Die Lage der Großregion an der Kreuzung dieser beiden Achsen erklärt die Tatsache, daß sie später an vielen europäischen Konflikten beteiligt war.

Der Saar-Lor-Lux-Raum entwickelte sich aber erst durch die Industrialisierung zu einem zusammenhängenden Wirtschaftsgebiet. Diese fiel ab 1842 mit dem Beitritt Luxemburgs zum Zollverein zusammen. Vor dieser Zeit erschwerten die unterschiedlichen politischen Strukturen und das Bestehen der Sprachgrenze gemeinsame Interessen und wirtschaftliche Verflechtungen. Die Mitgliedschaft Luxemburgs im Zollverein, die bis zum Ende des Ersten Weltkrieges dauerte, war für die aufblühende Eisenindustrie von zentraler Bedeutung. Zwei luxemburgische Betriebe, die bis heute Bestand haben, – der Sekthersteller BERNARD-MASSARD und die Zigarettenfabrik HEINTZ van LANDEWYK – siedelten sich in TRIER an.

Über Trier hinaus gab es auch eine Intensivierung der nachbarschaftlichen Beziehungen mit dem Saargebiet und Lothringen. Diese Beziehungen waren vielfältiger Natur. Auf wirtschaftlichem und sozialem Gebiet ist insgesamt ein Aufschwung in der Region festzustellen, der unter anderem auf eine Reihe von Reformen aus der französischen Zeit zurückgeführt werden kann, wie die freie

Berufswahl, die Abschaffung der Zünfte.

Arbeiter aus Lothringen arbeiteten in den Gruben der Saar. Preußische Berg- und Hüttenarbeiter fanden Arbeit in Lothringen. Man kann feststellen, daß französische Wirtschaftsinteressen in den jetzt preußisch gewordenen Territorien bestehen blieben. Auf der anderen Seite exportierte Preußen die Saarkohle nach dem Osten Frankreichs. Der Ausbau der Eisenbahn (1852) beschleunigte diese Ausfuhr und senkte gleichzeitig die Kosten.

Die saarländischen Hüttenherren waren aber an der lothringischen und luxemburgischen Minette interessiert. Laut den Historikern traten zwei wichtige Faktoren des industriellen Wandels etwa gleichzeitig auf: die Entdeckung des gewaltigen Eisenerzvorkommens von BRIEY und die Anwendung des THOMAS-GILCHRIST – Verfahrens zur Entphosphorierung des Eisens. So konnten das phosphorhaltige Eisenerz der Region zu Stahl verarbeitet und ausländische Eisenerzimporte reduziert werden.

Auf diese Weise entstand nach und nach eine regionale Einheit, die man Region «Süd-West» bezeichnen konnte, nach der südwestlichen Gruppe der deutschen Industriellenvereinigung für Kohle und Stahl. In einem Wort: Die Region Saar-Lor-Lux erhielt ihre wirtschaftliche Einheit. Hierbei ist zu beachten, daß davon hauptsächlich die Industriereviere der drei Gebiete betroffen waren. Der nördliche Teil Luxemburgs ist nur bedingt dazuzurechnen, z.B. durch interne Wanderungsbewegungen.

Der zweite Weltkrieg unterbrach die gut nachbarlichen Beziehungen in der Region und trug zum Erstarken des Nationalbewußtseins in Luxemburg bei. Mit den Anfängen der europäischen Einigung normalisierten sich die Beziehungen nach und nach.

So machte im Jahre 1953 der Hauptgeschäftsführer der Luxemburger Handelskammer, Professor Paul WEBER, vor dem Trierer Verkehrsverein die Anregung in der Vierländerecke Maas-Mosel, Ardennen-Eifel ein neues, übergrenzüliches Fremdenverkehrsgebiet zu erschließen.

Die WEBERsche Idee führte zur Gründung des Ardennen-Eifelvereins und zur Schaffung des Naturparkes Ardennen-Eifel. Es dauerte aber bis in die 80er Jahre bis wieder ein neues Projekt in der Form einer gemeinsamen regionalen Fremdenverkehrskarte «Wege zum Nachbarn» in einer grenzüberschreitenden Kooperation zwischen den Behörden und der Privatwirtschaft der Region entstand.

Auch wenn der territoriale Rahmen dieser Großregion je nach Institutionen und Vereinigungen verschieden ist, so kann



Das ERBGROSSHERZOGICHE PAAR inmitten der geladenen Ehrengäste

man doch davon ausgehen, daß der Raum gebildet wird vom deutschen Bundesland Saarland, von der französischen Region Lothringen und vom Großherzogtum Luxemburg. Zu diesem Kern zählt Professor Jean-Paul LEHNERS auch das deutsche Bundesland Rheinland-Pfalz, entweder ganz oder aber, wie in den meisten Fällen, nur ein Teil dieses Landes und zwar TRIER und die Westpfalz, und hinzu kommt auch noch, aber nicht immer, die belgische Provinz Luxemburg. Wir haben also eine maximale Größe von 53.000 Quadratkilometer mit einer Bevölkerung von 7,6 Millionen Einwohnern (das heißt mit TRIER und Westpfalz, aber ohne die belgische Provinz Luxemburg).

Es stellt sich die Frage, ob das Ziehen neuer Grenzen innerhalb bestehender territorialer Einheiten (die Westpfalz in Rheinland-Pfalz, evt. auch die belgische Provinz Luxemburg innerhalb Walloniens)

opportun ist, bei gleichzeitiger Abschaffung anderer Grenzen. Es ist jedoch verständlich, daß man sich in der Entstehungsphase eines neuen territorialen Gebildes über die genauen Abgrenzungen noch nicht im Klaren ist. Es dürfte auch einleuchten, daß die angestrebte, engere Zusammenarbeit zunächst die Gemeinden betrifft, die nahe beieinander liegen, diesseits und jenseits der Grenze».

Laut einem Bericht vom 5. September 1995 des Wirtschafts- und Sozialrates von Luxemburg haben die einzelnen Teile der Großregion folgenden Anteil am Sozialprodukt der Region:

- * Lothringen: 47,7%
- * das Saarland: 25,3%
- * Luxemburg: 13,2%
- * TRIER: 9,4%
- * die Belgische Provinz Luxemburg: 4,4%.



S.K.H. Prinz HENRI während Seines Festvortrags

Pro Kopf der Bevölkerung sieht diese Rangordnung anders aus, der Reihe nach kommen:

- * Luxemburg
- * das Saarland
- * Lothringen
- * TRIER
- * die Belgische Provinz Luxemburg.

Diese Rangordnung muß aber, was Luxemburg anbelangt, um 10% im Trend bereinigt werden, da 25% der in Luxemburg Beschäftigten, Grenzgänger sind, die 23% der Gesamtlohnmasse, die in Luxemburg ausbezahlt wird, verdienen.

Oft höre ich auf meinen Reisen die Bemerkung Luxemburg sei das reichste Land der Europäischen Union. Im Vergleich mit den Regionen stimmt diese Feststellung jedoch nicht. Hier belegt Luxemburg den 7ten Platz nach BRÜSSEL, HAMBURG, DARMSTADT, OBERBAYERN, BREMEN, und der ISLE de FRANCE.

Laut Professor Peter-Cornelius MAYER-TASCH erklärt sich der Regionalismus und das Maastrichter Subsidiaritätsprinzip aus dem Wunsch der Bürger nach Wärme und Geborgenheit in der «kleinräumig-vertrauten Ursprungs- oder Wahlheimat». Es darf aber nicht vergessen werden, daß eine ganze Reihe Aufgaben nur von den Staaten, oder sogar von Gebilden wie die Europäische Union, effizient erfüllt werden können. Ich denke hier besonders an die Sicherheits-, Wirtschafts- und Umweltpolitik. Darüber hinaus bleibt für die Region noch ein großes Feld von Betätigungsmöglichkeiten.

Im Saar-Lor-Lux-Raum arbeiten nicht nur behördliche Kommissionen an gemeinsamen Projekten, sondern auch Industrielle, Gewerkschaften, Berufskammern, Gemeinden, wissenschaftliche Forschungsgruppen, Rundfunk- und Fernsehanstalten, das interregionale Institut IRI, sowie der Interregionale Parlamentarierrat, der sich aus Mitgliedern der verschiedenen regionalen bzw. nationalen Parlamente zusammensetzt.

Jean-Paul LEHNERS weist auf folgende Initiativen hin:

1. «das groß angelegte Projekt des «Pôle européen de développement» (PED): eine Ansiedlung vielfältiger moderner Industriebetriebe mit Unterstützung der Europäischen Union im Grenzgebiet Frankreich-Belgien-Luxemburg;
2. eine Zusammenarbeit der verschiedenen Universitäten und universitären Einrichtungen der Region mit gemeinsamen Programmen in Lehre und Forschung;
3. ein grenzüberschreitender Kulturtourismus;

4. die Zusammenarbeit der fünf größeren Städte der Region (SAARBRÜCKEN, TRIER, METZ, NANCY und LUXEMBURG);

5. der Plan eines Zusammenschlusses grenzüberschreitender Städte zwischen Luxemburg und Frankreich als neue Form gemeinsamen Zusammenlebens bzw. als Gegenpol zu den schon bestehenden Zentren».

Herr Präsident,
Meine Damen und Herren,

Ich entnehme der Laudatio, daß meine persönliche Biographie zu einem großen Teil mit der Strukturpolitik Luxemburgs verknüpft ist. Es hat mich bewegt, daß in der Begründung für die Auszeichnung gerade auch auf dieses Feld meiner Tätigkeit Bezug genommen wurde.

Die unterschiedliche, aber monolithische Struktur der Wirtschaft und die Krise in der Montanindustrie veranlassen die öffentliche Hand, in Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern in der Region, für Neuansiedlungen von Betrieben zu werben. In meiner Eigenschaft als Ehrenvorsitzender des «Board of Economic Development» habe ich auf meinen Auslandsreisen Luxemburg auch im erweiterten Rahmen der Großregion vorgestellt. Ich habe meine Gesprächspartner auf die Förderungsprogramme, die von den betreffenden Behörden zugunsten der Unternehmen bereitgestellt werden, hingewiesen. Dabei war mir bewußt, daß diese Programme vornehmlich in den jeweiligen Landes- oder Bundeshauptstädten konzipiert werden.

Öfter wurde in TRIER, SAARBRÜCKEN, METZ und LUXEMBURG die Frage gestellt, in wiefern sich auch auf diesem Sachgebiet eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit aufdrängt. Hier stehen sich zwei Thesen gegenüber: die einen befürworten eine mit den jeweiligen Grenzregionen des Nachbarstaates abgestimmte Entwicklungspolitik, während die anderen einer Wirtschaftsförderung unter nationalen Gesichtspunkten den Vorzug geben und sich von einer Konkurrenz der jeweiligen nationalen Entwicklungspolitikern größere Erfolge versprechen. Die Erfahrung zeigt jedenfalls, daß die Probleme der Unternehmen oft nur in einem breiteren Rahmen gelöst werden können, und in Grenzregionen drängt sich damit eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit auf. Glücklicherweise können nationale Grenzen heutzutage leicht überwunden werden und die Unternehmen dies- und jenseits der Mosel, Sauer und Our unterhalten heute rege Geschäftsbeziehungen miteinander. Diese betriebliche Kooperation wird durch die Tätigkeit der jeweiligen Abfallbörsen und der Saar-Lor-Lux- Kooperationsbörse gefördert.

Wenn an der Jahrhundertwende der gemeinsame Aufbau einer industriellen Wirtschaftsstruktur auf der Basis der Kohle- und Erzvorkommen der integrierende Faktor der Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Luxemburg war, so bewies die Krise der Stahlindustrie während der letzten Jahre aufs neue, daß die Probleme des Strukturwandels am besten in einem erweiterten Rahmen gelöst werden können.

Strukturpolitik ist eng verbunden mit der Raumordnungspolitik, die ihrerseits die zur Ansiedlung neuer Betriebe notwendigen, öffentlichen Infrastrukturen begreift.

Man denkt hier vorwiegend an das Luftfahrts-, Straßen-, Wasser-, und Schienennetz.

In diesem Zusammenhang darf ich wohl darauf hinweisen, daß die Privatwirtschaft im Raum TRIER/LUXEMBURG gemeinsame Resolutionen verfaßte, in denen sie im Zuge der Anbindung der Region an andere Wirtschaftsräume, insbesondere den Bau einer Fernstraßenverbindung zwischen TRIER und LUXEMBURG und die Fertigstellung von Teilstrecken der Autobahnen SAARBRÜCKEN-TRIER-KÖLN und TRIER-KAISERSLAUTERN forderte.

Die Erstellung einer großzügigen Autobahnverbindung ist umso notwendiger als die Eisenbahn auf der Strecke LUXEMBURG-KOBLENZ wegen der streckenweise schwachen Schieneninfrastruktur zur Zeit keine Züge einsetzen kann, welche die gewünschte Geschwindigkeit erreichen.

Die Fahrpläne des Schienenverkehrs zwischen TRIER und LUXEMBURG sind verbessert worden. Sie ermöglichen eine echte Mobilität der Arbeitskräfte und der Schüler zwischen den beiden Städten.

Die Privatwirtschaft, -vor allem die Handelskammern von TRIER, SAARBRÜCKEN, METZ und LUXEMBURG- unterstützen die regionalen Behörden in ihrer Forderung zum Bau einer Höchstgeschwindigkeitsstrecke auf der Schiene von PARIS, über METZ und MANNHEIM nach FRANKFURT, sowie einer Abzweigung von METZ aus nach STRASBURG, BELFORT und BASEL.

Initiativen mit grenzüberschreitendem Einfluß werden mit der Nachbarregion abgesprochen, da die Verwirklichung eines Vorhabens an der Grenze keinen negativen Einfluß im Grenzgebiet ausüben sollte. Vorbildlich in dieser Hinsicht ist das Pumpspeicherwerk von VIANDEN an der Our, das von einer gemischt deutsch-luxemburgischen öffentlichen Gesellschaft gebaut wurde, und dessen Verwirklichung den Einwohnern auf beiden Seiten der Our zugute kommt. Auf dem Gebiet der Wasserwirtschaft konnte man ebenfalls auf die Kanalisierung der Mosel und dem damit verbundenen Bau von kleinen Stromzentralen hinweisen.

Die Flughäfen im Saar-Lor-Lux-Raum arbeiten auch zusammen. Hier sei gestattet darauf hinzuweisen, daß die Einwohner des Regierungsbezirks TRIER immer schon den Flughafen LUXEMBURG/FINDEL als «ihren» Flughafen angesehen haben. Das soll auch weiter so bleiben.

Die allgemeine Wirtschaftsentwicklung der zwei letzten Jahrzehnte hat den bereits bestehenden Trend zugunsten des Dienstleistungssektors in der Wirtschaftsstruktur verstärkt.

Neben den Finanztätigkeiten sind insbesondere der internationale Handel, der Transport von Waren und Personen per Flugzeug, der Fremdenverkehr sowie die Beratungsdienstleistungen verstärkt ausgebaut worden. Alle diese Aktivitäten bewegen sich in einem internationalen Rahmen, und sie bringen automatisch eine verstärkte grenzüberschreitende Zusammenarbeit mit sich.

Wie Sie, Herr Dekan, in Ihrer Laudatio richtig bemerkten, verlangt der Ausbau

des Dienstleistungssektors auch viele qualifizierte Arbeitnehmer. Die Ausbildung von Schülern und Studenten wird verbessert, und auch hier scheint eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit nützlich. Mich stimmt zuversichtlich in diesem Zusammenhang, daß zahlreiche Studenten aus Luxemburg Lehrfächer an den Universitäten TRIER, SAARBRÜCKEN und METZ belegen. Im Rahmen der dualen Ausbildung gibt es auch eine Anzahl Lehrlinge, die diesseits der Grenze die praktische Lehre im Betrieb absolvieren, während der theoretische Unterricht jenseits der Grenze erteilt wird. Auch hier lassen sich also zahlreiche Fälle von grenzüberschreitender Zusammenarbeit aufweisen.

Herr Präsident,
Meine Damen und Herren,

Ich bitte um Ihr Verständnis, daß ich in diesem Kurzreferat nicht alle möglichen Formen der Zusammenarbeit im Saar-Lor-Lux-Raum -und insbesondere mit

TRIER- erörtern konnte. Um ein Gesamtbild aller anfallenden Aspekte zu erreichen, hätte es ebenfalls einer Analyse anderer Themenbereiche, wie etwa der Kultur, bedurft. Aus Zeitgründen vor Ihrer Fakultät und auch aus Zeitgründen habe ich mich bewußt auf wirtschaftliche Punkte beschränkt.

Wenn es mir so gelungen ist, Sie vom geschichtlichen Ursprung und von der Notwendigkeit einer weiteren engen Zusammenarbeit auf verschiedenen Feldern und Ebenen, im Hinblick auf die Wettbewerbsfähigkeit unserer Region in der Europäischen Union, zu überzeugen, dann ist mein Dank an Sie, für die heutige Ehrung richtig angekommen.

Ich danke Ihnen nochmals sehr herzlich.»

10 juillet 1996: «20 ans PPE»

Discours de Wilfried MARTENS, Président du Parti Populaire Européen (PPE), Président du Groupe du PPE au Parlement européen, lors de la séance académique «20 ans PPE», Luxembourg, 10 juillet 1996

À l'invitation de Monsieur Wilfried MARTENS, Président du Parti Populaire Européen, les Chefs de Gouvernement démocrates-chrétiens (Helmut KOHL, José Maria AZNAR, John BRUTON, Jean-Luc DEHAENE et Jean-Claude JUNCKER) se sont réunis le 10 juillet à LUXEMBOURG (Château de SEPTFONTAINES). Cette réunion du Sommet PPE avait été convenue lors de la dernière rencontre à BRUXELLES, le 11 juin dernier.

D'autres participants furent:

Romano PRODI, Premier Ministre d'Italie;

Wolfgang SCHÜSSEL, Vice-Chancelier et Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche;

François BAYROU, Ministre de l'Éducation nationale et le numéro 3 du Gouvernement Français;

Sauli NINISTO, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances de Finlande.

L'ordre du jour prévoyait les points suivants:

- 1) Développements après le Sommet européen de FLORENCE
- 2) La Présidence irlandaise, avec introduction du Président en exercice du Conseil John BRUTON
- 3) Intégration de l'UEDC dans le PPE.

«Le Parti Populaire Européen célèbre en ce jour son 20^e anniversaire. En effet, le Parti Populaire Européen a été fondé le 8 juillet 1976.

J'étais alors jeune Président du CVP. Préparer cette fondation de concert avec le Président du Groupe Hans August LÜCKER représentait pour moi un énorme défi.

Fonder le PPE n'était pas un effet du hasard, mais répondait bien au contraire à une impérieuse nécessité. Le Groupe au Parlement Européen souhaitait et avait besoin du Parti comme base de référence politique et forum de débat avec les partis nationaux.

L'Union Européenne des Démocrates Chrétiens, en tant qu'ensemble mouvant de partis démocrates-chrétiens, ne pouvait être ce point de référence. Pour les fondateurs du PPE, la chose était claire: Une Communauté Européenne fédérale demandait des partis européens.

Le nom Parti Populaire Européen est le reflet de son programme. Ainsi, dès le départ, la possibilité d'une ouverture aux partis ayant un contexte historique et des

traditions politiques différentes était rendue possible.

Au cours de nos débats sur l'identité de la démocratie chrétienne, des perspectives historiques et la connaissance de notre propre histoire nous faisaient souvent défaut.

La démocratie chrétienne fut alors conçue comme un réservoir de réponses. Et il ne manque jamais de gardiens du temple, qui veillent jalousement sur la pureté de la doctrine, montrant du doigt les impures et allant jusqu'à la cristallisation de la doctrine même.

La démocratie chrétienne n'est pas une entité morte aux vérités inébranlables, qui se doit de défendre les premiers-nés contre les générations futures, mais qui bien au contraire, a le devoir de servir les hommes. Servir les hommes, mais aussi être ouverte et, à la lumière des temps nouveaux, réexaminer sans cesse ses réponses.

Aujourd'hui, nous sommes une force dirigeante en Europe parce que nous avons eu le courage de nous renouveler.



Une partie des hommes politiques du PPE, réunis au Château de SEPTFONTAINES, de dr. à g.: José Maria AZNAR, Jean-Luc DEHAENE, Jean-Claude JUNCKER, Helmut KOHL, Wilfried MARTENS, Jacques SANTER, Wolfgang SCHÜSSEL

Il y a plus de 200 ans, en 1789, lors de la révolution française, le concept de la démocratie chrétienne apparut pour la première fois. En 200 ans, nous avons connu plusieurs mutations qui ont fait de nous ce que nous sommes à présent.

Nous avons dépassé le débat confessionnel.

Le schisme entre les Églises d'Occident et d'Orient, le catholicisme et le protestantisme est une des plus grandes tragédies de l'histoire humaine, que des millions d'êtres humains ont payé de leur vie. De la Guerre de 30 ans au 17^e siècle, où la moitié de la population allemande a été sacrifiée, à l'actuel conflit de l'Irlande du Nord, un flot de sang et de souffrances s'est répandu sur l'Europe.

Des catholiques et protestants se sont retrouvés dans des sous-sols de torture et des camps de concentration du régime NS et là est née l'idée d'une union des démocrates chrétiens pour les catholiques et les protestants. Ce qui peut se concevoir historiquement comme l'union du catholicisme social, de la conception économique libre et d'une conservation éclairée des valeurs, était en fait la réunion des protestantisme et catholicisme politiques, après cent ans de schisme et d'hostilité.

Que le PPE ait eu la force de jeter un pont en direction du protestantisme et ne se soit pas laissé rebuter par le caractère superficiel de l'étiquette, est l'une de mes plus belles expériences. Beaucoup de choses qui avaient été présentées comme un conflit entre les démocrates chrétiens et les conservateurs, étaient en fait tout simplement une empreinte politique différente des catholiques et des protestants. Dans ce contexte, le PPE est aujourd'hui aussi une union où catholiques, protestants, orthodoxes et bien d'autres coopèrent sur base d'un programme commun.

En second lieu, nous avons aussi compris que les valeurs éthiques ne peuvent pas se limiter à l'individu et à son action, mais que le contexte social de l'action est d'une importance capitale.

Le christianisme engage l'être humain vis-à-vis de son prochain et de sa communauté.

Les décisions politiques sur les conditions sociales cadres sont de la plus grande importance dans les sociétés modernes très complexes et peuvent systématiquement encourager ou décourager le comportement moral. Agir moralement dans une dictature ouvre souvent la voie au martyr.

Les chrétiens doivent pour cette raison s'engager politiquement et participer activement à une société respectant la dignité de l'Homme.

Troisièmement:

Nous sommes en tant que Parti Populaire Européen et en tant que Parti Populaire en Europe la force du centre politique. Le concept du centre doit cependant être bien compris:

Pas cyniquement comme la force qui, de par sa position dans le spectre des partis, est indispensable à chaque décision politique.

Pas défensive, parce que définie par les autres à droite et à gauche.

Le centre est un terme politique presque philosophique.

Liberté et responsabilité, efficacité économique et justice sociale, nation et Europe, Église et État, économie et écologie, passé et avenir. En tant que démocrates chrétiens, nous devrions nous défendre contre la fausse alternative que nous suggère la bipolarisation verbale et la dualité de pensées. Nous ressentons une profonde méfiance contre toute forme de radicalisme et d'extrémisme.

Ces contrastes ne restent pas l'un à côté de l'autre, mais sont intégrés dans les concepts démocrates-chrétiens, qui sont bien plus que leurs propres composantes.

Liberté et responsabilité, comme fondement de la conception du personnalisme, efficacité et justice sociale dans l'économie sociale de marché, nation et Europe comme base du modèle fédéral de l'intégration européenne, qui n'est pas le centralisme, mais bien le principe de subsidiarité.

Les modèles démocrates-chrétiens sont des modèles essentiels de réconciliation et d'équilibre, qui dans des questions apparemment opposées reconnaissent l'intérêt général.

La notion de Parti Populaire ne relève donc pas du hasard mais est la conséquence logique de notre pensée et de nos convictions politiques. Nous ne sommes pas un parti pour l'un ou l'autre groupe, mais le parti de tous.

Lorsque la balance d'une communauté est menacée par la droite, nous apparaissions comme de gauche, comme nos amis démocrates-chrétiens en Amérique Latine à l'heure des régimes militaires autoritaires. Lorsque l'équilibre se déplace vers la gauche, comme dans les États Scandinaves pratiquement étouffés par un État social trop dirigiste, nous apparaissions alors plus tôt à droite.

Aucune philosophie politique ne peut être raisonnablement mise en pratique, loin des exigences concrètes de la société et de l'histoire.

Mesdames, Messieurs,

20 ans PPE furent 20 années sur la voie d'un parti européen fort. Le Congrès de MADRID a donné à cela une impulsion décisive. Nous portons une responsabilité envers l'Europe. Nous portons une responsabilité envers un avenir digne de l'être humain. Nous devons être la force qui place la dignité de l'être humain au centre de ses préoccupations.

Approfondir l'Europe, c'est d'abord réconcilier l'Europe et les Européens en réinventant une Europe proche des gens et qui réponde à leurs besoins par des projets concrets.

Nous ne prêchons donc pas l'Europe simpliste des rêves élogiques et des marchands d'illusion. Or, certains avaient fait de l'Objectif 1992 un mythe – et donc une «Grande Illusion»: le bonheur par le Grand Marché. Mais «on ne tombe pas amoureux d'un grand marché». (J. DE-LORS).

D'ailleurs, nous proposons aussi une «autre idée» de l'Europe: non plus l'Europe réduite à sa dimension économique ou presque, mais une «Europe intégrale», complète, avec sa dimension politique, sociale, culturelle.

L'Europe n'a pas de compétence pour tout, ni réponse à tout. Mais si l'Europe n'apporte pas de solution-miracle et ne trouvera d'ailleurs jamais toute seule la meilleure solution, elle permet une meilleure réponse à chaque difficulté. Car il n'y aura plus à l'avenir ni voie particulière souveraine, ni place pour des échappées en solitaire.

Enfin, dans cette ère de désarroi intellectuel et spirituel, nous proposons une boussole, celle de la pensée personnaliste qui inspire l'action publique de notre famille politique.

Dans un contexte historique flou et incertain qui exige de la part des hommes politiques une armature conceptuelle, nous défendons un système de pensée – dénué de toute ambiguïté, mais également de tout dogmatisme.

En outre, dans l'actuel discrédit croissant qui frappe l'establishment politique, il ne faut pas hésiter à porter le débat sur la politique à un certain niveau d'exigence, celui-là même de «l'humanisme intégral» (J. MARITAIN).

L'idée d'Europe existe vraiment depuis que les Européens ont voulu la faire. Aujourd'hui pourtant, à nouveau, l'idée d'Europe, le dessein européen, l'Europe de nos aspirations est en crise et régresse, à la satisfaction d'ailleurs de ceux qui ne veulent pas faire l'Europe.

C'est aux hésitants que nous nous adressons pour qu'ils ne se laissent emporter, ni par la peur et l'inquiétude, ni par le découragement ou l'indifférence, ni par le catastrophisme ambiant.

Alors que beaucoup butent aujourd'hui contre l'inévidence de l'Europe, nous voulons leur refaire toucher du doigt l'idéal européen rendu obscur depuis tant d'années.

En effet, le sens de l'Europe s'est brouillé ou embrumé dans les esprits depuis quelques décennies. Précisément depuis que l'Europe communautaire avait elle-même perdu son sens, confondant la fin et les moyens, particulièrement en deviant vers l'économisme.

Or, notre but est que l'Europe redevenue lisible, qu'elle retrouve l'extrême clarté de l'ambition – de l'idéal – des Européens de raison et de passion que furent les SCHUMAN, les ADENAUER, les DE GASPERI.

Certes, militer aujourd'hui pour l'Europe, c'est l'emmener sur les chemins du XXI^e siècle. Et ceux qui marcheraient vers l'avenir la tête tournée vers le passé n'iraient pas très loin.

Être européen aujourd'hui c'est donc vivre avec son temps, et même avec un temps d'avance. Mais nous avons appris aussi depuis 1990 que l'Histoire avance plus vite que nos idées européennes.

Quoi qu'il en soit, cette fin de millénaire marque peut-être le vrai début de l'Europe. Aussi gardons-nous de jouer les augures: mille et un scénarios sont possibles.

Le seul que nous refusons absolument, c'est que l'Union européenne se défasse.»

S.A.R. le GRAND-DUC HÉRITIER à la Conférence «Partnership '96»

Le 11 juillet 1996, Son Altesse Royale le GRAND-DUC HÉRITIER a assisté à la conférence Partnership '96 «Le développement transnational des P.M.E. et le rôle d'accompagnement des banques» qui a eu lieu à l'Hémicycle au KIRCHBERG.

Quelques 650 participants en provenance de plus de 40 pays ont participé, à la quatrième édition de Partnership, qui avait cette année pour thème principal:

«Le développement transnational des PME et le rôle d'accompagnement des banques».

Rappelons que Partnership '95 avait pour thème: «L'internationalisation des PME dans le contexte de l'économie globale», Partnership '94: «Partenariats et alliances: les voies du succès», et Partnership '93: «Partenariat: la dynamique de la croissance».

Partnership '96 est organisé en partenariat avec le Groupement européen des Caisses d'Épargne et avec le soutien du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, de la Ville de Luxembourg, de la Chambre de Commerce de Luxembourg et de l'Association des Banques et Banquiers à LUXEMBOURG.

Le Président SANTER a tenu à ouvrir les débats de cette conférence, montrant ainsi toute l'importance que la Commission attache au rôle des PME dans la vie économique de l'Union européenne. Ont pris également la parole au cours de la séance inaugurale M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie du Grand-Duché de Luxem-



Le Président SANTER a tenu à ouvrir les débats de la Conférence «Partnership '96»



Grand intérêt de S.A.R. le GRAND-DUC HÉRITIER pour le discours du Ministre Robert GOEBBELS

bourg et M. Christos PAPOUTSIS, Commissaire européen en charge de la politique d'entreprise.

Autour de thèmes d'actualités, Partnership a pour objectif essentiel de rassembler les membres des réseaux de recherche de partenaires BC-Net (Business Coopération Network – réseau européen de coopération d'entreprises) et BRE (Bureau de Rapprochement des Entreprises), de mettre en relations interentreprises Europartenariat et Interprise et les organisations actives dans la promotion de la sous-traitance à l'échelon transnational et de faciliter ainsi la mise en chantier de projets concrets de coopération et de partenariat interentreprise à l'échelon international.

Afin de promouvoir la coopération transnationale entre entreprises, la Commission européenne s'est dotée de ces instruments (BRE/BC-NET) qui permettent d'assister les PME recherchant des partenaires situés en Europe ou dans les pays tiers. Les programmes Europartenariat/Interprise quant à eux permettent d'encourager les rencontres entre entrepreneurs de différentes régions d'Europe et avec d'autres parties du monde dans le cadre du développement des programmes AL-Invest, Med-Invest et Asia-Invest. Le volet Sous-traitance quant à lui, reconnu comme facteur clef de la compétitivité des entreprises, poursuit trois objectifs; la création d'un environnement favorable à la sous-traitance dans le contex-

te du marché unique, l'amélioration de l'information et de la communication entre donneurs d'ordres et sous-traitants et la promotion de la sous-traitance européenne auprès des pays tiers.

Les membres des réseaux et programmes de coopération, de partenariat et de sous-traitance sont des représentants du secteur public, semi-public et privé, actifs dans le domaine économique ou financier tels que, notamment, les chambres de commerce, les organisations professionnelles, les agences de développement régionales, mais aussi des cabinets de conseils et des banques.

Botswana: signature d'un accord bilatéral en matière de coopération au développement



Lors de la signature de l'accord

Le 11 juillet 1996, M. Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et M. Sasara Chasala GEORGE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Botswana, ont signé un accord bilatéral en matière de coopération au développement.

L'accord bilatéral concerne un projet de renforcement de la chaîne médicale du froid pour la vaccination, qui porte sur un montant financier de 17.500.520 francs luxembourgeois. L'objectif du projet s'inscrit dans la politique de santé et le Programme Élargi de Vaccination du Gouvernement de la République du Botswana, visant à éradiquer un certain nombre de maladies sur le territoire du Botswana, notamment la poliomyélite, le tétanos néonatal et le contrôle d'autres maladies d'enfants.

Dans le cadre de ce projet, le Grand-Duché de LUXEMBOURG fournira au Botswana du matériel de la chaîne médicale du froid pour la vaccination, ainsi qu'un ensemble de pièces de rechange, et organisera la formation au Botswana pour la prise en charge, l'utilisation et la maintenance des équipements fournis.

CARGOLUX joins the Association of European Airlines

The Association of European Airlines is pleased to welcome, as its 26th member, CARGOLUX, «Europe's All-Cargo Airline», based in LUXEMBOURG.

CARGOLUX brings an impressive set of credentials to the AEA. Its seven Boeing 747s make up the third-largest all-cargo fleet in Europe. Three of these are the very latest 400F model with a 129-tonne payload, an aircraft type for which CARGOLUX was the launch customer. In terms of freight carried on all international scheduled services (passenger flights and all-cargo flights), CARGOLUX ranks fifth among European airlines and eleventh in the world, ahead of both United and American.

CARGOLUX is consistently profitable, with a surplus of US\$ 11,3 million in 1995, demonstrating that with a dedicated fleet and a specialised approach to the market, air cargo offers the potential to make a significant contribution to the industry's bottom line.

CARGOLUX' scheduled route network spans the globe, with destinations concentrated in the Far East, Middle East and the USA, particularly the West Coast. Southern Africa and South America are also served. All flights route to and from the brandnew CargoCenter at LUXEMBOURG Airport, which is linked to most major European cities by CARGOLUX' extensive trucking network.

Heiner WILKENS, CARGOLUX' President and CEO, states: «We own three Boeing 747-400 freighters and four Boeing 747-200 freighters with a total capacity of over 700 tonnes of possible cargo uplift. The air cargo business is growing dramatically. CARGOLUX expanded its business by 23% in 1995. Therefore I believe that air cargo operators should have a voice in the AEA and help in solving the problems of the industry».

Added AEA Secretary-General Karl-Heinz NEUMEISTER: «CARGOLUX' membership is recognition of the fact that the AEA is overwhelmingly dealing with topics which are not specifically passenger or cargo related, but simply of relevance to big airlines – items, such as environment, charges, social issues, infrastructure, JAA-harmonisation and EU external aviation relations».

Le Président du Comité des régions en visite à LUXEMBOURG



M. Pasqual Maragall y MIRA, Président du Comité des régions de l'Union européenne, et maire de BARCELONE, fut reçu le 11 juillet 1996 par Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères. Lors de leur entrevue, il fut essentiellement question de la conférence intergouvernementale.

Le Comité des régions a été créé par le Traité de l'Union européenne, afin de permettre aux collectivités territoriales de faire connaître leur avis sur des problèmes européens qui les concernent directement.

Le Comité des régions est un organe consultatif qui compte 222 membres. Parmi eux figurent des présidents de régions et de «Länder», les maires et des présidents de conseils municipaux et de conseils généraux. Les membres du Comité des régions contribuent à l'application du principe de subsidiarité, en veillant à ce que les collectivités territoriales soient associées à l'élaboration des politiques européennes qui les concernent.

Le LUXEMBOURG est représenté au Comité des régions par M^{me} Anne BRASSEUR et MM. Jean ASSELBORN, Willy BOURG, Norbert KONTER, Carlo MEINTZ et François SCHAACK.

Lors de son séjour à LUXEMBOURG, M. MIRA fut également reçu au Palais par S.A.R. le GRAND-DUC.

Jos. SCHAACK übernimmt Vorsitz der Union des Finanzpersonals in Europa (UFE)

Jos. SCHAACK, Vorsitzender des Syndicat des Cadres des Contributions, wurde anlässlich der 36. Komiteetagung der Union der Finanzbeamten in Europa (U.F.E.) in PARIS mit einer 2/3-Mehrheit gegenüber einem französischen Gegenkandidaten zum neuen Vorsitzenden gewählt.

Zweck der UFE ist es, die rechtlichen, wirtschaftlichen und beruflichen Interessen des europäischen Finanzpersonals wahrzunehmen und dazu insbesondere,

1. die nationalen Finanzgewerkschaften in Europa bei voller Wahrung ihrer rechtlichen und wirtschaftlichen Selbständigkeit zusammenzufassen, durch ständigen Meinungs- und Erfahrungsaustausch ihre Arbeit zu befruchten und dabei untereinander zu unterstützen;
2. die gemeinsamen Anliegen des europäischen Finanzpersonals besonders

bei den überstaatlichen europäischen Institutionen, bei den Regierungen und Parlamenten der einzelnen europäischen Staaten, sowie bei den gewerkschaftlichen Spitzenorganisationen zu vertreten.

Im Augenblick gehören dieser Organisation 36 Verbände mit über 330.000 Mitgliedern aus 15 europäischen Ländern an. Die luxemburgischen Gewerkschaften der Zoll- und Akzisenverwaltung, der Steuerverwaltung und der Enregistrement- und Domänenverwaltung sind in dieser Gewerkschaft mit weit über 1000 Mitgliedern vertreten.

Jos. SCHAACK übernimmt diesen verantwortungsvollen Posten von Richard MULLER, ehemaliger Vorsitzender des Bundes der Deutschen Zollbeamten, der nach 16-jähriger Tätigkeit von diesem höchsten Amt der europäischen Finanz-

gewerkschaften aus Altersgründen zurücktritt. Jos. SCHAACK wird in seiner neuen wichtigen Funktion unterstützt von den ebenfalls neugewählten Mitgliedern des Präsidiums ANDERSEN (DK) MALONEY (GB), RAATS (NL), STEENHOUDT (F), SCHWERA (CH) und ONDRACEK (D).

Anlässlich dieser Komiteetagung und der vorangegangenen Sitzungen des Zoll- und des Steuerausschusses wurden die vielen Probleme, die besonders seit der Öffnung der Grenzen innerhalb der Europäischen Union seit dem 1.1.1993 vermehrt auftreten, analysiert und diskutiert.

Mit Sorge beobachtet der Steuerausschuss der UFE eine Entwicklung, die den europäischen Integrationsprozeß beeinträchtigt, nämlich die Gefährdung des Steueraufkommens in den einzelnen Mitgliedstaaten der europäischen Union. Zu einem

Zeitpunkt, zu dem die Mitgliedsstaaten der EU um die Erfüllung der Kriterien des Maastrichter Vertrages zur Haushaltsdisziplin bemüht sind, kommt es entscheidend darauf an, daß der Aushöhlung ihrer Steuereinnahmen entgegengewirkt wird. Stabile Steuereinnahmen sind Voraussetzung für die Wirtschafts- und Währungsunion.

Besonders die nachfolgend dargestellten Umstände gefährden die Steuereinnahmen:

1. In den nationalen Steuerverwaltungen sind Entwicklungen vorhanden, die einer funktionierenden Steuererhebung entgegenwirken. So ist in den nationalen Steuerverwaltungen durchweg festzustellen, daß für die Funktionsfähigkeit der Steuererhebung nicht die notwendigen Maßnahmen mit dem notwendigen Ernst ergriffen werden. Überall klaffen Personallücken, in der Regel wird Personal global abgebaut, obwohl die Aufgaben dynamisch wachsen. Zudem wird das Steuerrecht in allen Ländern komplizierter. Die Steuerverwaltungen sind nicht in der Lage, in ausreichendem Maße die korrekte Abführung der Steuern zu kontrollieren, wodurch erhebliche Steuerausfälle hervorgerufen werden.

Die UFE fordert daher, die personelle Ausstattung der nationalen Steuerverwaltungen den Aufgabenzuwächsen, ausgelöst durch komplizierte Steuersysteme und drastisch wachsende Arbeitsfallzahlen, anzupassen. Um objektiv handeln zu können, müssen die Steuerbeamten auf Lebenszeit eingestellt werden. Zudem ist die sachliche, bauliche und technische Ausstattung der Steuerverwaltungen zu verbessern. Auch die Zusammenarbeit der Steuerverwaltungen in Europa muß verstärkt und institutionalisiert werden.

2. Ein Schlüsselement des Binnenmarktes ist der laute Wettbewerb. Vereinzelt festzustellen ist jedoch, daß ein Steuerwettbewerb eingesetzt hat, bei dem sich die Mitgliedsstaaten gegenseitig unterbieten. Die multinational operierenden Unternehmen greifen auf diese Vergünstigungen gern zurück und nutzen sie z.B. durch Einkommensverlagerungen in Niedrig-Steuerländer. Den Mitgliedsstaaten der europäischen Union, in denen die Unternehmen ihre tatsächliche wirtschaftliche Tätigkeit entfalten, gehen die ihnen zustehenden Steuereinnahmen verloren. Als Folge wird die Steuerlast auf die weniger mobile Besteuerungsgrundlage - die Arbeit - verlagert, um den durch die Aushöhlung der anderen, mobileren Besteuerungsgrundlagen entstandenen Einnahmeausfall zu kompensieren. Dies führt in der Konsequenz zu einem Anstieg der Arbeitslosigkeit.

Die UFE fordert daher, daß dem sogenannten «steuerlichen Dumping» durch

eine entsprechende europäische Initiative unverzüglich ein Ende bereitet wird.

Als negative Nebenerscheinung des europäischen Binnenmarktes sind aber insbesondere auch noch zwei weitere Faktoren auszumachen, die zur Aushöhlung der Steuereinnahmen der Mitgliedstaaten der EU führen;

3. Die Umsatzsteuer-Übergangsregelung, das sog. «Bestimmungslandprinzip». Diese Mehrwertsteuerregelung ist so angelegt, daß die Mehrwertsteuer von dem Mitgliedstaat erhoben wird, auf dessen Gebiet der Endverbrauch der verkauften Waren oder Dienstleistungen stattfinden soll. Dazu mußten komplizierte Regelungen zur Bestimmung des Orts der steuerbaren Umsätze getroffen werden. Derzeit bestehen mindestens 25 unterschiedliche Regelungen zur Ermittlung des Ortes, an dem ein Umsatz zu besteuern ist. Die derzeitige Regelung führt nicht nur zu erheblichem Verwaltungsaufwand bei den Unternehmen und damit verbunden zu hohen Kosten, sondern aufgrund des freien Verkehrs von völlig steuerbefreiten Waren zwischen den Mitgliedsstaaten auch zu erheblichem Verwaltungsaufwand bei den Unternehmen und damit verbunden zu hohen Kosten, sondern aufgrund des freien Verkehrs von völlig steuerbefreiten Waren zwischen den Mitgliedsstaaten auch zu erheblichen Möglichkeiten zur Steuerhinterziehung. Hingewiesen sei nur auf die sog. «Karussellbetrügereien». Durch die Aufspaltung der Wirtschaftstätigkeit der Steuerpflichtigen auf die verschiedenen Mitgliedsstaaten ist keiner von diesen mehr in der Lage, die Gesamtkontrolle über die Geschäftstätigkeit eines Unternehmens auszuüben und sich von der Rechtmäßigkeit der vorgenommenen Abzüge zu überzeugen. Die Steuerhinterziehung führt zu einer Verminderung des Steueraufkommens jedes einzelnen Landes. Dem kann in wirksamer Weise abgeholfen werden, indem von dem als Provisorium gedachten «Bestimmungslandprinzip» zum «Ursprungslandprinzip» übergegangen wird. Nach dem «Ursprungslandprinzip» wird die Mehrwertsteuer gleich im Ursprungsland mit der Lieferung einer Ware oder Erbringung einer Dienstleistung berechnet oder gezahlt. Die Möglichkeit des Steuerbetrugs wird stark eingeschränkt, da nur steuerlich erfaßte Waren im Verkehr sein werden.

Die UFE fordert daher einen schnellstmöglichen Übergang zum «Ursprungslandprinzip».

4. Einer der vier Eckpfeiler des gemeinsamen europäischen Binnenmarktes ist der freie Verkehr von Kapital. Die Mobilität des Kapitalverkehrs ist eine wichtige Errungenschaft und ein großer Vorteil für die Bürger der EU. Allerdings darf die Mobilität des Kapitals nicht

dazu führen, daß den Mitgliedsstaaten das Recht zur Besteuerung von Kapitalerträgen entzogen wird. Vergleichbare Untersuchungen bei der steuerlichen Behandlung der Zinserträge haben ergeben, daß in jedem Land die Spargelder der Gebietsansässigen besteuert werden, wohingegen die Spargelder der Nichtgebietsansässigen freigestellt sind. In der Praxis führt dies zu Steuerausfällen. Da es kein System zum Austausch von Informationen zwischen den ausländischen Instituten, die Zinserträge auszahlen und der Steuerverwaltung des Landes gibt, in der der Anleger seinen Wohnsitz hat, wird der Nichtgebietsansässige, wenn er die Zinserträge bei der Steuererklärung nicht selbst angibt, nicht veranlagt. Weder in dem Land, in dem die Zinserträge aus Spargeldern erzielt wurden, noch in dem Land, in dem der Sparer ansässig ist, werden die Sparerträge steuerlich belastet. Es ist also eine Nichtbesteuerung des grenzüberschreitenden Sparens festzustellen. Um die dadurch hervorgerufenen wirtschaftlichen Verzerrungen sowohl innerhalb der Mitgliedsstaaten selbst, als auch zwischen ihnen, die mit der Vorstellung eines einheitlichen Kapitalmarkts in der Gemeinschaft nicht vereinbar sind, zu beseitigen, ist dringend Abhilfe erforderlich.

Die UFE fordert das Europäische Parlament, die Europäische Kommission und die nationalen Verantwortlichen im Zollbereich auf, energisch Maßnahmen zu ergreifen, um insbesondere die organisierte Kriminalität wirksam zu bekämpfen und das der Kommission zufließende Aufkommen an Zöllen zu sichern.

Die UFE fordert daher entweder die Einführung einer einheitlichen und harmonisierten weltweiten Quellensteuer oder eine Informationsverpflichtung des die Zinserträge auszahlenden ausländischen Instituts gegenüber der Steuerverwaltung des Landes, in dem der Anleger seinen Wohnsitz hat.

Was den Zollbereich anbetrifft so haben sich, nach der Verwirklichung des Europäischen Binnenmarktes am 1. Januar 1993, die von der UFE immer wieder geäußerten Befürchtungen, daß mit dem Wegfall der Grenzkontrollen die grenzüberschreitende Kriminalität rapide ansteigt, in bedauerlicher Weise bestätigt.

Betrügereien größeren Ausmaßes, besonders bei der Gewährung von Subventionen und beim gemeinschaftlichen Transitverfahren sind in erschreckender Weise angestiegen. Aber auch die Außenwirtschaftsvergehen sowie der Rauschgiftsmuggel haben nicht absonders zugenommen.

Die Qualität der Zollkontrollen wird dem Anspruch, der zu stellen ist, nicht gerecht. Die Praxis der Zollkontrollen ist gekennzeichnet durch eine Informations- und Warenflut. Effiziente Kontrollen sind mit dem zur Verfügung stehenden Personal

nicht zu bewältigen, zumal in fast allen Mitgliedsländern Personalkürzungen zu beklagen sind.

Folge der unzureichenden Personalausstattung ist, daß eine wirksame Bekämpfung der Kriminalität erheblich erschwert, wenn nicht sogar unmöglich gemacht wird. Sei es bei den Beschauquoten für Waren, die der gemeinsamen Marktorganisation der EU unterliegen, die aufgrund des fehlenden Personals nicht eingehalten werden können oder auch bei der Hintergehung nationaler Außenwirtschaftsvorschriften durch nur schwer nachvollziehbare Binnentransporte – die organisierte Kriminalität profitiert von der Schwäche des Zolls.

Das Ergebnis dieser Entwicklung ist, daß die Bedingungen für den Standort Europa zunehmend schlechter werden und die Bürgerinnen und Bürger Europaverdrossenheit zeigen. Nicht zu vergessen auch die Sicherheitsdefizite in den Mitgliedsländern, die Mindereinnahmen bei nationalen Abgaben und Zöllen sowie die Anlastung der EU an die Mitgliedsländer im Marktordnungsbereich, für die die Zollbeamten zur Rechenschaft gezogen werden sollen.

Die UFE fordert das Europäische Parlament, die Europäische Kommission und die nationalen Verantwortlichen im Zollbereich auf, energisch Maßnahmen zu ergreifen, um insbesondere die organisierte Kriminalität wirksam zu bekämpfen und das der Kommission zufließende Aufkommen an Zöllen zu sichern.

Dazu gehört vor allem folgendes:

- * Die Zollverwaltungen der EU-Mitgliedsländer müssen voll an EURO-POL beteiligt werden. Ein Europäisches Zollfahndungsamt muß mit dem Ziele einer besseren Koordinierung der Verfolgung von Zollvergehen geschaffen werden.
- * Die UFE muß Gelegenheit erhalten, an der Konkretisierung und Umsetzung des Programms «Zoll 2000» mitzuarbeiten.
- * Im Hinblick darauf, daß sich die Rauschgiftkriminalität zunehmend zu einer Geißel für die Menschheit entwickelt, muß ein europäischer Rauschgiftbekämpfungsplan unter Berücksichtigung der Zollverwaltungen geschaffen werden, der für alle europäischen Mitgliedsstaaten bindend ist.

Professor Mario MONTI, EU-Kommissar zuständig für die Bereiche Binnenmarkt, Finanzen und Steuern, nahm ebenfalls am 16. September an der Tagung des Steuerausschusses teil und hielt ein vielbeachtetes Referat über die ausstehenden Reformen im Mehrwertsteuerbereich. Nach seinen Ausführungen wurden die im Steuer- und Zollausschuß angeführten Probleme bei einer Aussprache erörtert. Herr MONTI nahm die Anregungen dankend an und erklärte, er werde die Entschlüsse an die EU-Kommission weiterleiten. Er bekräftigte außerdem eine Dialogbereitschaft mit der UFE, die

berufsspezifisch auf EU-Ebene organisiert ist, deren Mitgliedsverbände in ihren Ländern integraler und anerkannter Sozialpartner sind, welche über geeignete Strukturen verfügen, um an dem Anhörungsprozeß teilnehmen zu können.

Die Berufung von Jos. SCHAACK zum Präsidenten der Union des Finanzpersonals stellt eine hohe internationale Anerkennung für ein Engagement im nationalen sowie europäischen gewerkschaftlichen Bereich dar. In seiner Dankesrede nach der Wahl stellte er unter anderem fest:

«Vieles ist zu tun: schon heute müssen wir die Brücke bauen in das dritte Jahrtausend. Dort liegt unsere gemeinsame Zukunft, die wir gemeinsam gestalten wollen mit Optimismus, Tatkraft und mit klaren professionellen Konzepten, verbunden mit einem Gespür für das politisch Machbare.

Eines muß uns aber auch bewußt sein: Europa ist mehr als eine Vision, Europa ist eine Realität – aber eine nüchtern zu betrachtende Realität. Kernstück des Vertrages von MAASTRICHT ist die Subsidiarität: keine Aufgabe soll den europäischen Organen anvertraut werden, die besser auf nationaler Ebene gelöst werden kann. Dies gilt auch für unsere berufspolitische Arbeit. Der Schwerpunkt unserer Gewerkschaftsarbeit wird weiter auf nationaler Ebene liegen.»

L'AFP reçue par S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE

Le 12 juillet 1996, Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSE a reçu en audience, au Palais grand-ducal, une délégation du comité-directeur de l'Action Familiale et Populaire à l'occasion du 50^e anniversaire de sa fonction.



Formation CITP grandes surfaces

Dans le cadre des accords tripartites en matière de politique de l'emploi le MENFP, Service de la Formation Professionnelle, a organisé au CFPC d'ESCH-sur-ALZETTE, en collaboration avec l'Administration de l'Emploi, la Chambre de Commerce, la Chambre de Travail et les grandes surfaces commerciales CACTUS, MATCH

et MONOPOL, un cycle de formation visant le CITP vente à l'intention de jeunes demandeurs d'emploi, sans qualification professionnelle, âgé(e)s entre 18 et 30 ans.

Cette mesure qui s'est déroulée dans le cadre du Règlement Grand-Ducal du 29 juillet 1993 et autorisant les CFPC à organiser des formations qualifiantes du type 2^e voie de formation, a été un plein succès grâce à l'engagement actif de tous les partenaires sociaux, y compris

celui des sociétés CACTUS, MATCH et MONOPOL.

Ainsi, sur 16 candidat(e)s proposé(e)s au début du projet, 13 candidat(e)s ont terminé avec succès la formation. Le certificat sanctionnant la formation leur fut remis le 15 juillet, lors d'une cérémonie officielle au CFPC d'ESCH-sur-ALZETTE.

Notons encore que sur les 13 lauréat(e)s, 12 ont trouvé entretemps un engagement.

Conseil «Affaires générales» à BRUXELLES, les 15 et 16 juillet

Le Conseil «Affaires générales» s'est tenu les 15 et 16 juillet 1996 à BRUXELLES, pour la première fois sous nouvelle Présidence irlandaise. Le LUXEMBOURG fut représenté par son Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS.

Le 15 juillet, les Ministres ont eu un débat sur le programme de cette nouvelle Présidence irlandaise. Ils ont pris une décision sur la présence future de l'UE à MOSTAR et discuté du processus de paix en EX-YOUGOSLAVIE. Ont figuré également à l'ordre du jour un échange de vue sur les élections russes, la demande d'adhésion de la SLOVÉNIE à l'UE, les relations avec la SUISSE, le processus de paix au MOYEN-ORIENT ainsi que la politique méditerranéenne.

La deuxième partie des travaux du 15 juillet fut consacrée à la 5^e réunion de la Conférence intergouvernementale au niveau ministériel. À l'ordre du jour ont figuré une discussion sur le programme de travail de la Conférence intergouvernementale sous la Présidence irlandaise.

Le 16 juillet, les Ministres se sont consacrés aux questions commerciales. Ils ont préparé la réunion ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) à SINGAPOUR et discuté du projet de conclusions sur la question du rapport entre commerce et environnement qui est à voir dans le contexte plus large de la réunion de SINGAPOUR.

Ces débats furent suivis de deux conseils d'association, l'un avec la HONGRIE, l'autre avec la POLOGNE.

**Intervention de M. Jacques F. POOS,
Ministre des Affaires Étrangères,
au cours du débat d'orientation du
Conseil «Affaires Générales»
à BRUXELLES sur la Conférence
ministérielle de l'OMC à SINGAPOUR**

Je vous remercie d'avoir organisé ce débat qui nous donne l'occasion d'un échange de vues sur la préparation de la conférence de SINGAPOUR.

Je remercie également le commissaire BRITTAN de la présentation exhaustive qu'il vient de nous faire.

La discussion a montré que nous sommes tous conscients de l'importance pour l'UE de cette première réunion ministérielle de l'OMC.

L'UE, première puissance mondiale, est depuis toujours fermement engagée en faveur du système commercial multilatéral. Elle se doit d'apporter à SINGAPOUR une contribution propre à la mesure de l'enjeu.

L'OMC devra donc montrer qu'elle remplit son rôle au centre du système multilatéral et qu'elle est en mesure de continuer à le faire.

La conférence devra donc en premier lieu se consacrer à la consolidation des acquis de l'Uruguay Round.

Le dénouement décevant, certes provisoire, des négociations sectorielles en matière de services nous montre l'étendue des difficultés à surmonter. Ces négociations restent de la plus haute importance pour la communauté et ses États membres.

La conférence ne devra cependant pas se limiter à cet exercice d'évacuation «Post-MARRAKECH», pour important qu'il soit.

SINGAPOUR devra en effet aussi donner une impulsion décisive pour l'évolution future du système commercial multilatéral.

De nombreuses initiatives sont convenables en la matière et je voudrais me limiter ici à évoquer plus particulièrement les questions qui nous paraissent essentielles.

a) Il s'agit tout d'abord de faire des progrès concrets dans le domaine des rapports entre commerce et environnement. Il est important, pour l'UE comme pour le système commercial multilatéral, que des décisions puissent être prises à ce sujet SINGAPOUR. Nous saluons le fait que l'UE, à travers la communication de la

commission, contribue activement au débat en la matière.

La problématique du rapport entre le commerce et le respect des normes sociales fondamentales soulevée fort judicieusement par M. MAYSTADT pour la BELGIQUE présente également, à nos yeux, une importance particulière.

Nous estimons en effet que le développement futur du système commercial multilatéral ne se conçoit pas sans la prise en compte de ce que certains ont fort justement appelé «La Dimension Sociale du Commerce International». Il nous semble donc indispensable que la conférence de SINGAPOUR se penche sur cette question.

Comme ce sujet suscite une certaine controverse parmi nous et soucieux d'éviter toute approche conflictuelle, il me paraît essentiel de souligner que, selon nous, l'objectif de promotion des normes sociales fondamentales doit être poursuivi sans aucune visée protectionniste.

Il doit être bien clair que le but n'est pas de remettre en cause les avantages comparatifs de certains membres de l'OMC.

Ceci étant acquis, il me semble que la conférence de SINGAPOUR se saurait faire l'impasse sur la question.

Nous sommes pleinement conscients du fait que les sujets que nous venons d'évoquer seront particulièrement difficiles pour les pays en développement.

C'est pourquoi nous estimons que la question de l'intégration de ceux-ci dans le système commercial multilatéral doit faire l'objet de toute notre attention. Il serait tout à fait contre-productif de créer de nouveaux clivages entre les pays industrialisés et le monde en développement.

Compte tenu de l'indépendance croissante entre ces deux ensembles, c'est au contraire l'idée d'un véritable partenariat entre le nord et le sud qui doit guider les travaux de SINGAPOUR.»

L'Assemblée plénière du Comité Olympique International a honoré Son Altesse Royale le GRAND-DUC pour 50 années d'adhésion audit Comité

Dans la soirée du mardi, le 16 juillet 1996, le Président du Comité Olympique International Juan Antonio SAMARANCH a ouvert la 105^e Session plénière de l'IOC à ATLANTA, quelques jours avant l'ouverture des XXVI^e Jeux Olympiques de l'époque moderne, dont les origines remontent à ATHÈNES, à l'an 1896.

À l'ouverture de ladite session, le Président SAMARANCH a souligné que ces jeux d'ATLANTA 1996 «devraient être les plus prestigieux, les jeux du siècle en somme»; toutefois, l'orateur SAMARANCH tint à faire une mise en garde, dans ce sens que «bien que le sport se trouve dans une ère d'or», cette situation de fait pourrait «mener vers une intensification d'intérêts égoïstes, aptes à créer préjudice à l'idée olympique elle-même, si l'on n'arrivait pas à la protéger contre cette tendance ou possibilité».

Comme par les sessions passées, Son Altesse Royale le GRAND-DUC a activement participé à cette cent cinquantième

session; il y a cinquante ans exactement, – le 4 septembre 1946 – que le Souverain fut élu membre de l'IOC, ce qui fait que S.A.R. le GRAND-DUC est actuellement le doyen dudit Comité, occasion que les Président et Comité mirent à profit pour remettre un cadeau-souvenir au Souverain luxembourgeois.

On notera que le 31 octobre prochain, le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois honorerà le GRAND-DUC pour cette très longue adhésion à l'IOC, – honneurs et hommages donnant lieu à une Séance académique au Théâtre du Millénaire de la Ville de LUXEMBOURG.

Six athlètes luxembourgeois participèrent à ces XXVI^e JEUX à l'ouverture desquels assista également S.A.R. le GRAND-DUC; les résultats ou accessits de nos athlètes furent plus modestes, intérimairement très modestes, personne n'ayant réussi à confirmer voire à aller au-delà des performances sportives antérieurement enregistrées...

Décidément, ils sont bien loins, – les temps de Michel THEATO vainqueur, Luxembourgeois d'origine, mais qui en 1900 à PARIS prit le départ en compétition côté français en marathon, alors que les premières participations officielles luxembourgeoises en athlétisme remontent à 1912. Le Luxembourg fut présent avec des délégations variant en nombre comme en qualité aussi depuis ladite année, ceci jusqu'à ATLANTA, – BARCELONE 1992 excepté, pour lesquels jeux aucun Luxembourgeois n'avait atteint les minima requis. À défaut de nouvelles performances ou médailles, on continuera à parler du Marathonien franco-luxembourgeois Michel THEATO, des médailles olympiques «artistiques» que décrocha Jean JACOBY en 1924 et 1928, finalement de la belle victoire en demi-fond, qui revint à Josy BARTHEL, sur 1.500 m à HELSINKI, en 1952, – il y a près de 45 ans!

À défaut d'éclats olympiques, il restera des exploits éloquentes à admirer: ceux par exemple réalisés par notre athlète au triathlon féminin, où Madame Nancy KEMP-ARENDT – fin septembre 1996 – assumait la première place de ladite discipline sportive, – au niveau européen, sa performance aux Championnats du Monde ayant été également belle...

Télégramme de félicitations

Monsieur Bjarne RIIS
7, In der Acht
L-7206 STEINSEL

Cher Monsieur RIIS,

C'est avec une très grande satisfaction que les membres de la Chambre des Députés ont appris votre remarquable victoire au Tour de France 1996.

Le retour du maillot jaune au Grand-Duché, presque 40 ans après l'époque légendaire de Charly GAUL, constitue pour tous mes compatriotes, dont vous

avez choisi de partager la vie et qui, au cours des dernières semaines, ont suivi avec passion vos exploits, un magnifique cadeau que nous apprécions tous à sa juste valeur.

Sachez que nous sommes fiers de vous, alors que vous avez réussi de façon exceptionnelle à allier endurance et élégance, tout en portant très haut dans le vaste monde du sport les noms du Danemark et du Luxembourg que l'Union Européenne a su rapprocher de façon si harmonieuse.

En mon nom personnel et au nom de tous les membres de la Chambre des Députés, je vous adresse nos plus vives félicitations et nos meilleurs vœux pour votre avenir dans tous les domaines.

M. BODRY à ATLANTA

Le Ministre de l'Éducation Physique et des Sports, M. Alex BODRY, a représenté le Gouvernement luxembourgeois lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à ATLANTA qui a eu lieu le 19 juillet 1996.

Le Ministre a accompli une visite du village olympique et a eu une entrevue avec la délégation olympique luxembourgeoise.

Lors de sa visite à ATLANTA, M. BODRY a assisté lors de la première semaine aux différentes compétitions des sportifs luxembourgeois.

Emprunt de LUF 14 milliards pour la SES

La Société Européenne des Satellites (SES) a signé le 16 juillet 1996 une convention d'eurocrédit syndiqué de LUF 14 milliards (360 millions ÉCU).

Arrangé par la «Deutsche Bank» Luxembourg S.A., l'emprunt est assuré par un consortium de 40 institutions financières internationales en provenance de 10 pays et contribuera au financement de l'expansion du système de satellites ASTRA.

En plus des six satellites ASTRA déjà en orbite, SES a actuellement quatre satellites sous construction: ASTRA 1G et 1H qui seront co-positionnés à 19,2° Est, et ASTRA 2A et 2B qui ouvriront une nouvelle position orbitale à 28,2° Est. La mission respective de ces nouveaux satellites est de mettre à disposition des capacités de transmission supplémentaires pour la télévision numérique en Europe ainsi que pour l'introduction de services multimédia via satellite.

Comme annoncé préalablement, une large partie des répéteurs sur les futurs satellites ASTRA a d'ores et déjà été louée à des programmeurs européens qui comptent lancer des bouquets de chaînes numériques.

Près de 64 millions de foyers en Europe captent actuellement des programmes de télévision et de radio diffusés par ASTRA. Parmi eux, plus de 22 millions de foyers disposent d'une antenne individuelle ou d'une installation collective.

Institution définitive des structures des 3 Commissions spéciales permanentes du Conseil National pour Étrangers

La Loi du 27 juillet 1993, concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers, prévoit en son article 24 la création de 3 commissions spéciales permanentes du Conseil National pour étrangers, à savoir

- une commission spéciale permanente chargée d'étudier les questions relatives aux travailleurs transfrontaliers;
- une commission spéciale permanente chargée de traiter les sujets relatifs aux Commissions consultatives communales pour étrangers;
- une commission spéciale permanente contre la discrimination raciale, qui aura pour mission de préparer, soit à la demande du Gouvernement ou du Conseil National pour Étrangers, soit de sa propre initiative, des avis et propositions en matière d'action contre toute forme de discrimination raciale ainsi que d'élaborer des projets et programmes, notamment au niveau de l'enseignement, des activités culturelles et sociales, de la formation des agents publics, visant à développer la compréhension mutuelle entre les différentes communautés résidant au Luxembourg.

Désormais, les structures des 3 commissions sont érigées et les premiers travaux ont pu valablement commencer.

La Commission spéciale permanente contre la discrimination raciale (CSP-CNE-RAC) a été instituée le 14 mai 1996, en présence de Madame la Ministre de la

Famille Marie-Josée JACOBS. Le bureau de ladite Commission est composé de:

Présidente: Madame Odile GRINBERG

Vice-Président: Monsieur
Willy DONDELINGER

Membres: Monsieur Franco BARILOZZI

Madame Malou KAPGEN.

La Commission s'est fixée comme premier objectif la préparation d'un avis détaillé et motivé à présenter au Conseil National pour Étrangers sur le projet de loi N°407, complétant le Code Pénal en portant incrimination du racisme, du révisionnisme et d'autres agissements fondés sur des discriminations illégales.

Dans un second temps, la Commission entend participer activement aux préparations pour l'Année Européenne contre le Racisme, en 1997.

La Commission spéciale permanente pour les frontaliers (CSP-CNE-FRO) a été instituée le 21 mai 1996. Le bureau de la Commission comprend les personnes suivantes:

Président: Monsieur Claude BETTEL

Vice-Président: Monsieur
Maurice HENNEQUIN

Membres: Monsieur Marcel EISCHEN

Monsieur
Berthold FELDMANN

Monsieur
Jean-François GÉLÉZUINAS

La Commission établira, lors de ses prochaines réunions, un catalogue des principaux problèmes concernant les frontaliers en général, voire certaines catégories d'eux. Ce catalogue servira de base de travail aux délibérations futures de la Commission.

La Commission spéciale permanente pour les Commissions consultatives communales pour étrangers (CSP-CNE-CCE) a été mise en place le 22 mai 1996. Le bureau de ladite Commission se compose comme suit:

Président: Monsieur Franco BARILOZZI

Vice-Présidents: Monsieur
Jacques EHSES
Monsieur
Franco AVENA

Membres: Monsieur Claude BETTEL
Madame Odile GRINBERG
Madame Guida HENRIQUES
Madame Malou KAPGEN
Monsieur Léopold STELET.

La Commission s'est fixée comme premier but, la préparation effective de la participation de tous les citoyens aux élections communales de 1999. A ces fins, elle a offert sa collaboration aux Commissions consultatives communales pour Étrangers (CCE), en vue de promouvoir l'inscription sur les listes électorales. En plus, la Commission analysera le problème de non-fonctionnement de certaines CCE et fera des propositions sur la structure future des CCE d'après 1999.

En date du 13 juin 1996, les bureaux des trois Commissions spéciales permanentes ont fixé des jalons pour un travail coordonné au sein des instances du Conseil National pour Étrangers et ont, entre autres, élaboré un projet de règlement d'ordre intérieur commun à toutes les Commissions.

M. Gerhard SCHROEDER en visite à LUXEMBOURG

Le 26 juillet 1996, le Ministre-Président de la SAXE, M. Gerhard SCHROEDER, était en visite à LUXEMBOURG, où il a eu, en fin de matinée, un échange de vues avec le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER.

Cette rencontre a porté essentiellement sur les problèmes européens et plus particulièrement sur le dossier de la monnaie unique.

Le Premier Ministre M. Jean-Claude JUNCKER et le Ministre Président de la SAXE, Gerhard SCHROEDER



Tendances globales du Projet de budget de l'État pour 1997

Au cours d'une conférence de presse tenue le 1^{er} août 1996 à la Présidence du Gouvernement, le Premier Ministre M. Jean-Claude JUNCKER, entouré du Vice-Premier Ministre M. Jacques F. POOS et du Ministre du Budget M. Marc FISCHBACH, ainsi que de M. Jeannot WARINGO, Directeur de l'Inspection Générale des Finances et de M. Gaston GENGLER, Directeur du Service Information et Presse du Gouvernement, a présenté les tendances globales du projet de Budget de l'État pour 1997.



	1996 Budget définitif	1997 Projet de budget	Variation en %
Budget ordinaire			
Recettes ordinaires	154,6	162,7	+5,24
Dépenses ordinaires	141,6	148,2	+4,66
Excédents	+13,0	+14,5	—
Budget extraordinaire			
Recettes extraordinaires	1,2	1,2	—
Dépenses extraordinaires	15,0	15,1	+0,67
Excédents	-13,8	-13,9	—
Budget total			
Recettes totales	155,8	163,9	+5,20
Dépenses totales	156,6	163,3	+4,25
Excédents	-0,8	+0,6	—

Note: Les montants sont arrondis et indiqués en milliards de francs.

Quasi-stabilité des prix à la consommation au 1^{er} août 1996

1. Résultats globaux

Après la hausse plus accentuée (+0.09%) du mois précédent, l'indice des prix à la consommation, établi par le STATEC, marque au 1^{er} août une progression de seulement +0.04%.

L'indice se situe à 116.38 points au 1.8.1996 (Base 100 en 1990).

L'indice rattaché à la base 1.1.1948 pour l'application de l'échelle mobile des salaires, se chiffre à 571.84 points. La moyenne semestrielle atteint 571.01 points au 1.8.1996.

a) Taux de variation des indices de groupe	août 95/ août 96	août 96/ juillet 96
Produits alimentaires et boissons	+0.94%	-0.06%
Habillement et chaussures	+0.03%	+0.03%
Logement, chauffage, éclairage	+ 3.73 %	+0.19%
Meubles, articles d'ameublement et équipement ménager	+ 1.32 %	+0.13%
Services médicaux et dépenses de santé	+ 0.61 %	-0.12%
Transports et communications	+1.58 %	+0.30%
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	+ 1.32 %	-0.54%
Autres biens et services	+ 1.02 %	+0.14%

Malgré la stabilité relative des prix, le taux d'inflation sur 12 mois monte de 1.27% en juillet à 1.37% au 1^{er} août. Ceci

s'explique par le fait qu'en août 1995 les prix à la consommation avaient marqué une baisse de -0.05%.

2. Principales caractéristiques

L'évolution de l'indice général au 1^{er} août 1996 (+0.05 point) se caractérise par une hausse de +0.05 point de la fonction de consommation «Transports et communications» et une baisse de même importance de celle des «Loisirs, spectacles, enseignement et culture». Les mouvements dans les autres fonctions de consommation s'échelonnent de +0.03 point (Logement,

chauffage, éclairage) à -0.01 point (Services médicaux et dépenses de santé).

Les seuls articles avec une incidence de plus de 0.01 point sur l'indice – le téléphone et les fleurs – ont connu des progressions respectives de +3.5% et -8.8%. Des évolutions d'une certaine importance ont encore été relevées pour les soins de beauté (+2.9%), le thé (+2.4%) et les fruits de mer (+2.3%), ainsi que, du côté des

baisses, pour le poisson frais d'eau douce (-3.4%) et les pommes de terre (-3.4%). De manière générale, l'ampleur des mouvements de prix a été particulièrement limitée au 1^{er} août.

Les produits pétroliers ont constitué un facteur stabilisateur, leurs prix ne variant guère (-0.01%) du 1^{er} juillet au 1^{er} août, alors que ceux des autres biens et services ont dans l'ensemble progressé de +0.05%.

Rencontre POOS-HANNAY

La situation à Chypre a fait l'objet d'un entretien de M. Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, avec Sir David HANNAY, Représentant britannique pour CHYPRE. Sir David HANNAY séjournait

à LUXEMBOURG dans le cadre du Congrès de la Fédération Mondiale pour les Nations Unies.

Selon le représentant britannique, l'année 1997 sera cruciale pour la solution définitive du problème intercommunautaire dans l'île de CHYPRE. L'O.N.U. et l'U.E. devront coopérer, afin de convaincre les deux

communautés des avantages d'une adhésion d'une CHYPRE réunifiée à l'Union Européenne.

La présidence luxembourgeoise attachera une attention particulière à ce problème. Une visite de M. POOS à CHYPRE est envisagée pour le début de 1997.

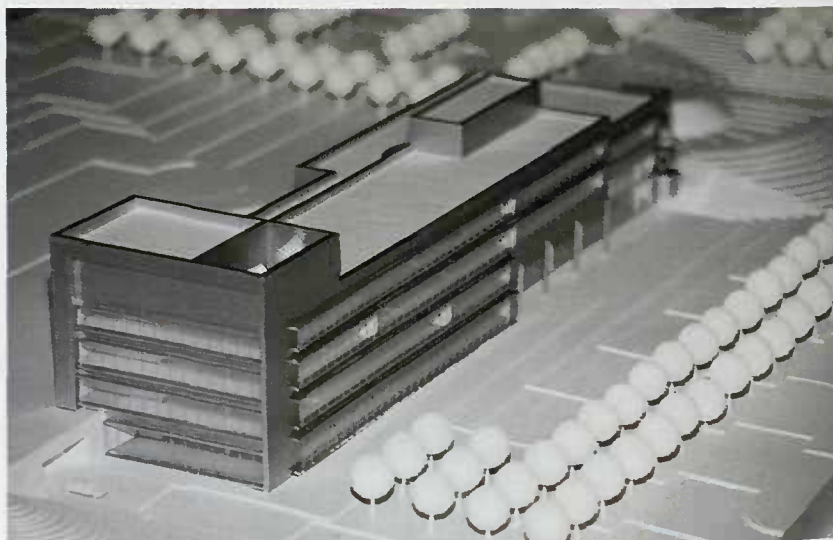
Nouveau bâtiment pour EUROCONTROL

Le 1^{er} août 1996, au Ministère des Travaux Publics, le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de KIRCHBERG a signé avec l'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (EUROCONTROL) un acte portant résiliation anticipée d'une concession de droit de bail et de droit de superficie dans l'intérêt de la construction d'un nouveau bâtiment destiné à servir au bon fonctionnement de l'Institut EUROCONTROL à LUXEMBOURG-KIRCHBERG.

Lors de la signature au Ministère des Travaux Publics



La maquette du nouveau bâtiment d'EUROCONTROL



M. ZACHERT à l'honneur

S.A.R. le GRAND-DUC a daigné promouvoir Monsieur Ludwig ZACHERT au grade de Commandeur de l'Ordre Grand-Ducal de la Couronne de Chêne pour services rendus en tant que Président du «Bundeskriminalamt» à WIESBADEN.

Monsieur Alex BODRY, Ministre de la Force Publique, a remis cette décoration à l'intéressé au cours d'une cérémonie qui fut organisée le 2 août au Ministère de la Force Publique.

Félicitations du Ministre BODRY pour M. ZACHERT



Visite du Ministre des Finances de Slovénie

Le 5 août, le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER a offert un déjeuner à Mitja GASPARI, Ministre des Finances de Slovénie. Ce dernier était accompagné par l'Ambassadeur Jasa ZLOBEC, M^{me} Alenka SELAK, Sous Secrétaire d'État et M. Maljaz KOROSEC, Conseiller de Gouvernement. La délégation slovène a ensuite visité la Bourse, le siège de l'ABBL, la Caisse d'Épargne et la «Dresdener Bank».

En fin d'après-midi, une entrevue avec le Commissaire aux Assurances et la Direction du Trésor était programmée.

Le Premier Ministre M. Jean-Claude JUNKER et le Ministre des Finances de Slovénie M. Mitja GASPARI



Construction d'un nouveau lycée à MAMER

En date du 6 août 1996 Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Travaux Publics a visité en compagnie de Monsieur Henri HOSCH, Bourgmestre de la commune de MAMER, le terrain proposé par la commune pour l'implantation d'un nouveau lycée.

Le lendemain de cette visite, le département des Travaux Publics a adressé, datée au 7 août 1996, la dépêche suivante au Ministre de la Culture:

«A Madame la Ministre de la Culture
LUXEMBOURG

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'implantation du 6^e lycée de la région du centre sur le territoire

de la commune de MAMER, les autorités communales m'ont proposé un terrain se prêtant, quant à sa topographie et ses dimensions, à la construction d'un complexe scolaire répondant aux besoins du département de l'Éducation Nationale.

Situé à l'entrée Est de la commune de MAMER en contrebas du TOSENBERG, ce terrain risque cependant de toucher le site archéologique découvert lors du redressement de la N6.

Dans ces conditions et pour éviter des surprises, je vous prie de charger vos services compétents du Musée National d'Histoire et d'Art de se mettre en rapport avec l'Administration des Bâtiments Publics pour déterminer, avant tout autre progrès en cause, la marche à suivre dans ce dossier.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Georges WOHLFART
Secrétaire d'État
aux Travaux Publics»

Il s'ensuit que les problèmes qui viennent d'être évoqués par la presse sont connus et seront examinés dans le respect de la législation existante.

Communiqué par le Ministère des Travaux Publics

LUXEMBOURG-NICARAGUA: Projet «Éducation à la Démocratie»

S.E. Monsieur Roger QUANT PALLAVICINI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Nicaragua, et Monsieur Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires

Étrangères, au Commerce Extérieur et à la Coopération ont signé le 8 août 1996 un protocole d'accord entre les deux pays relatif au projet intitulé «Éducation à la Démocratie».



Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Accord général de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Nicaragua, signé le 15 avril 1994.

Il a pour but de promouvoir l'instruction civique dans les programmes scolaires au NICARAGUA moyennant la production et la distribution de matériel didactique adapté, prenant la forme d'environ 52 000 livres d'instruction civique. Le projet fournira aussi une assistance technique aux enseignants leur permettant de tirer le meilleur parti possible des textes produits sous le projet, ainsi que par la formation des enseignants dans l'utilisation de ces manuels.

Le partenaire local est le Ministère de l'Éducation nationale. Le projet a une durée de 12 mois.

La contribution du Luxembourg s'élève à 150 000 dollars U.S., soit environ 1,5 million de francs luxembourgeois.

MM. WOHLFART et PALLAVICINI signent le protocole d'accord.

«Guardian world wide staff meeting» à LUXEMBOURG, le 8 août 1996

C'est dans le cadre du Congrès mondial à l'Hôtel Intercontinental Luxembourg, que M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie du Grand-Duché, s'est adressé aux décideurs Guardian et aux co-responsables, allocution que nous reproduisons ci-dessous:

«Chairman,
Ladies and Gentlemen,
Distinguished guests,

It was with real pleasure that I accepted your invitation to participate in the world-wide staff meeting of Guardian. I would like to welcome you all here in LUXEMBOURG on behalf of the Luxembourg Government as well as on my own.

I seize the opportunity today to introduce the Grand-Duchy of LUXEMBOURG and to speak about how a small country can manage in a global world.

LUXEMBOURG is small indeed, especially for US standards. The total surface of my country amounts to about 1.000 square miles. Approximately 420.000 people are living here.

A long time ago my country was called 'a gift of iron', and the steel industry was the only industrial activity for the first half of the century. Even today, the Luxembourg steel group ARBED is Europe's third biggest steel producer and the eleventh world-wide.

Today our prosperity relies on a diversified industrial pillar, including many non-European manufacturers, and on a successful services oriented economy. You have probably heard of LUXEMBOURG's financial centre which is the third largest in Europe and the seventh in the world. But Luxembourg has also emerged as a media and tele-communications centre, as the home of Europe's largest private TV broadcaster – CLT – and most successful satellite television service provider – SES.

All this reflects positively on our economic key figures such as the growth of the Gross Domestic Product (GDP), which reached 3.5% per period from 1986 till today. Even in the more recent past, when Europe was experiencing a downturn in its economy, Luxembourg registered a growth rate of 4% in 1994 and 3.8% last

year. Inflation is kept under control at below 2% in 1995. The most outstanding result is unemployment, at 3%, by far the lowest rate in Europe. Thanks to impressive job creation during the last ten years, the total work force has increased by 25%, which is probably a world record.

We have the privilege of holding another prime position as Luxembourg was ranked first by the International Monetary Fund for its GDP per inhabitant, although we tend to quote this flattering statement with some caution.

Luxembourg's trade balance is negative, but this is more than offset by the surplus in the services sector. The Government runs a very cautious budgetary policy. Budgets are balanced and sometimes even positive. The total amount of debt represents less than 6% of GDP. This sound financial situation has allowed us to steadily reduce taxation, as we will see later on.

To continue this success in an export oriented economy like ours, we are already embracing the challenges of competitiveness of the global world.

So what does «global» world really mean?

Globalization means, that companies are more and more competing with suppliers from all over the world; suppliers that produce a same or comparable product at only a fraction of the costs. This is one reason why the high-speed growth in the so-called emerging markets for example, might endanger employment and revenues in Europe.

One important consequence of globalisation is that it exercises a huge pressure on prices. When an economy is open, in terms of access to markets and industry sectors, it can allocate the factors related to production more efficiently. As a result, many more business opportunities are created, but also more competitors.

In an open economy, price competition increases. Indeed, the real prices of goods in sectors operating on the global level, such as information technology, telecommunications and automotive, have significantly decreased over the last years. Price competition means, in turn, competition on cost efficiency.

At the company level, globalization implies more than ever that they need to be internationally competitive.

But not only companies compete. Governments do to.

Over the past thirty years the economic responsibilities of the states have increased to an extent, that it is impossible to ignore their influence on modern economies.

Recent studies on employment by the OECD clearly underline the role of states in shaping the working environment in which enterprises operate, and thereby influence their competitiveness.

A significant part of the competitive advantage of certain countries today stems from aggressive incentive policies emphasising tax breaks, subsidies etc., which are designed to attract foreign investment.

The most convincing support, that there is competition among countries, can be seen in areas of education and knowhow. In a modern economy, nations do not only rely on products and services, they also compete with knowledge. The ability of a nation to develop a performing educational system and to sustain knowledge in the work force through training, is vital to competitiveness.

Luxembourg has a qualified, multi lingual work force, recognised for its skills, its high productivity and its professional attitude. The workforce is not only restricted to the borders of the country; the three-nationality-region of Saar-Lor-Lux considers a Luxembourg job location to be highly attractive. As a result of its attractiveness, the resident population of the Grand-Duchy of Luxembourg is for one third made up of foreigners. In addition

to that one quarter of the total workforce are commuters, who live in neighboring Belgium, France or Germany, but work in Luxembourg.

According to the 1996 Competitiveness report by the International Management Development Institute, competitiveness in a global world can derive from two different sources: Assets and processes.

- Some nations are rich in 'inherited' assets – land, people, natural resources – but they are not necessarily competitive, for example: Brazil, India and Russia.
- Others who are poor in traditional assets, but yet very competitive.

Note here that Luxembourg is in 5th position in the IMD Institute classification, as far as competitiveness achievement through processes is concerned!

Countries like Singapore, Japan, Switzerland and Luxembourg have mastered what economists call «the transformation process». They have excelled in the ability to transform an idea into a product or a service more quickly and more effectively than their competitors.

The future in the global economy will belong to those countries that master the transformation process.

In striving for global competitiveness companies typically use a similar strategy focusing on value added, generated by processes such as quality control, speed, order fulfilment, mass customisation, customer satisfaction etc.

Everyone will agree that the globalization of today's world also affects national economies. So how much of a nation's prosperity actually depends on international markets?

Every nation must deal with two types of co-existing economies.

First of all, the economy of proximity, which is made up of such «close at hand» activities as: doctors, teachers, butchers, government and justice.

Secondly there is the economy of globality, which is made up of companies with international activities.

The economy of proximity provides added value close to the end user. The economy of globality however, assumes that the production factors need not be close to the end user. It benefits from the comparative advantage of countries worldwide, especially for operational costs.

Over the last twenty five years the economy of globality has increased enormously. The rapid development of international trade, accelerated by the GATT agreements, the intensification of international financial flows and the growth of foreign direct investment, all contributed to a significant

expansion of the economy of globality.

The privatisation and deregulation processes in many countries, may have further increased this phenomenon. These processes transferred certain activities from the economy of proximity to the economy of globality: the telecommunications and airline industries are relevant examples.

Generally, in Europe, one third of the gross domestic product of a specific country derives from the economy of globality, and two thirds from the economy of proximity.

In the United States it is thought that more than 80% of the economy depend on proximity. It is of course the size of the United States domestic market that makes this situation possible. In smaller countries, like Luxembourg, the balance clearly tends more in favour of the economy of globality.

Very often the public opinion tends to see the economy of globality as one which destroys jobs at home, does not guarantee revenues and remains unpredictable. Governments find themselves in a dilemma, torn between gaining revenues and competitiveness in global markets versus job creation in the domestic economy.

Competitiveness means that a nation takes the test of operating in international markets and accepts the verdict of those world markets; competitiveness is measured by world standards.

Some countries manage the internationalisation process by being attractive, which means they manage to create a domestic environment that encourages foreign investments in the country through trade or through partnerships with foreign companies.

Luxembourg is attractive for foreign investors for several reasons:

They are:

- * pro-business policies supporting freedom of private initiative; the Luxembourg Government and its leaders are open and can help industries that seek to expand or diversify within our borders. Government is lean and keeps the 'red tape' to the necessary minimum.
- * unmatched political and social stability as the Government is always a co-operative coalition designed first of all to maintain the political and economic stability. When management and labour fail to agree, the Government may mediate between employers and workers in a system we call conciliation. This system has achieved that labour strikes have been almost inexistent over the past seventy years.

* competitive overall labour costs resulting from high productivity and low social security and health care contributions; Social costs amount to only 15% of the total cost of labour. This rate is substantially lower than other non-wage costs in most European countries. Luxembourg also has the lowest absentee rate in Europe.

* attractive fiscal environment, indeed Luxembourg has the lowest VAT rate at 15%. It also has the lowest corporate tax rate in Europe at 33%. It is the Government's declared intention to reduce the corporate tax even further down to 30% over the next three years in order to maintain Luxembourg's position as a competitive and most businessfriendly country in Europe.

* and a modern infrastructure. Let me give a few examples here. The railroad system has been modernised and an agreement has been reached with France to connect the TGV, the fastest train in the world to the Luxembourg network. The highway system has been extended and improved. The airport freight facilities have been expanded through a 70 million dollar investment, in response to the success of CARGO-LUX, the largest freightonly airline in Europe.

Other countries have a more aggressive approach. They manage the internationalisation process by relocating activities from the domestic markets to foreign countries.

The right answer to globalisation is an intelligent combination of both approaches. Aggressiveness generates revenues in terms of balance of trade from exports, or in terms of balance of payment based on returns from foreign investments.

Attractiveness has the advantage of creating jobs in the domestic economy. In order to be attractive for foreign investment a country must have a flexible market that can revise itself quickly in: order to adapt to a changing environment.

Here Luxembourg's relative size can yield big advantages: the Grand-Duchy is well known for its rapid decision making in an efficient solutions-oriented administration.

I have mentioned earlier that in small countries the economy tends to be oriented more towards the economy of globality than in larger countries.

This is the case for Luxembourg.

* According to the International Institute of Management Development, Luxembourg ranks first of the forty six most industrialised countries, for its balance of commercial services which,

expressed as a percentage of GDP, is the highest with more than 30%, twice as high as Singapore's, which ranks second.

* For the balance of current account, expressed as a percentage of GDP, Luxembourg ranks second.

* The trade to GDP ratio of the Grand-Duchy is the best in Europe with 86 percent.

* Another factor which is very important for the internationalisation of the small economy of Luxembourg is its financial sector. One cannot imagine a country to grow international without the adequate financing!

And here Luxembourg presents good conditions too.

A few examples:

* The cost of capital is stimulative to competitive development. On a scale of zero to one hundred, Luxembourg's credit rating is eighty six, as assessed by the Institutional Investor Magazine.

* Credit flows easily from banks to business – here Luxembourg ranks forth world-wide! Luxembourg is the one country in the world where the local capital markets are equally accessible to domestic and foreign companies, and the access to foreign capital markets are not restricted for domestic companies. Luxembourg's financial sector has a most positive influence on its industry, on a world-wide basis.

Luxembourg's small size has not only led to its internationalisation. It has also implied association with other countries.

Indeed, the Grand-Duchy has a long tradition of association with its neighbours, as well as of integration within larger economic areas. This has started with the 'Zollverein' with Germany in the last century, over to the Economic Union with Belgium, the BENELUX association with Belgium and the Netherlands, to the European Union.

Luxembourg was in the first group of countries that decided to integrate into the European Union and we also want to be ready for the Monetary Union in 1999. Luxembourg was the first country to fulfil the Maastricht criteria set in order to select those countries which will participate immediately in the Monetary Union.

Luxembourg believes that the European Union is a way for its member States to affirm their economic position in the global world. It is the idea that together we are stronger than alone, especially in a globalising world.

I said before that governments compete in a similar way as companies do. This is another reason why we need the European Union, at a political level this time.

Indeed, European governments need to co-operate amongst each other and co-ordinate their policies in order to provide a solid and stable framework for companies to develop and to compete at a world-wide level.

But Europe must also avoid the pitfalls of a global world. Many people are rather sceptical about the political integration in Europe. They fear it might end up into a BRUSSELS, bureaucratic, centralised state that will in the long run destroy the European cultural diversity in a giant melting pot.

We in Luxembourg are convinced that monetary and political Union do not imply that ALL parts of economic policies will have to be the same in each member state.

A certain competition of political systems of the different member states will continue to exist under the monetary Union.

In my opinion, the European Union does not imply the end of the cultural diversity on the continent. Hopefully, it will imply a better knowledge of each other's differences and an easier appreciation of the qualities of one another.

Chairman,
Ladies and Gentlemen,
Distinguished guests,

Luxembourg responds to the world globalisation, by opening itself up to the rest of the world, by increasing exchange, by accepting competition and by playing an active role in it.

The European Union is a way for Luxembourg and its partners, to co-ordinate their strengths and to increase their power as teamplayers in a global world.

The global world is being perceived by some as a danger. A danger for employment, wealth, cultural identity and many more.

I would like to see it as an opportunity. An opportunity to exchange, to sell and buy world-wide, to communicate without barriers, being it time or distance, an opportunity for everyone to excel in what they do best and let everyone else in the world benefit from it.

An opportunity also to show our cultural differences and learn from our neighbours.

Ladies and Gentlemen, thank you for your kind attention.»

Mémorandum concernant les avis du Conseil d'État relatifs à la construction du Musée d'Art Moderne GRAND-DUC JEAN à LUXEMBOURG-KIRCHBERG

Le 9 août 1996, Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture, et Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux Publics, ont tenu à l'ancien CASINO, Rue Notre-Dame à LUXEMBOURG, une conférence de presse au sujet du Musée d'Art Moderne.

I. Réponses aux questions concernant les vestiges historiques

1. Faut-il classer le site des Trois-Glands?

La Loi du 18 juillet 1983, concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, permet au Gouvernement de classer comme monuments nationaux en totalité ou en partie (...) les immeubles qui lui appartiennent déjà (art. 1 et 3), (Mémorial A, 1983, p.1389 ss.).

Il faut cependant se rappeler que **cette loi a surtout pour objet de protéger des sites qui seraient menacés**. L'article 10 dit: L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni changer d'affectation, ni être l'objet d'un travail de restauration ou de modification quelconque, que si le **Ministre** (i.e. le Ministre ayant dans ses attributions les Affaires culturelles) **y a donné son autorisation**. Le présent mémorandum démontrera que le site des Trois-Glands n'est pas menacé et **qu'il n'y a donc aucune utilité à vouloir le classer monument national**.

La première raison en est que d'après les plans qui figurent au projet de loi avisé par le Conseil d'État, **la plus grande partie du site sera intégralement conservée**. Bien plus, les vestiges feront l'objet de travaux de restauration et de consolidation.

Le projet antérieur de 1992 prévoyait que le réduit du Fort Thüngen serait intégré dans le Musée d'Art Moderne. Or, d'après les nouveaux projets, le réduit Thüngen deviendra, après restauration, le Musée de la Forteresse. Le Musée d'Art Moderne, moins ambitieux, sera érigé pratiquement sur la ligne des murs de l'enveloppe, selon une technique qui sera développée **infra**.

Les deux seuls points auxquels les experts de l'UNESCO ne se sont pas encore ralliés, sont:

- la couverture de la pointe de l'enveloppe pour accéder au Musée, et
- la configuration exacte de la pointe des murs du Musée vers l'entrée par rapport aux murs de l'enveloppe (éclairage).

Le Conseil d'État évoque encore la perte de quelques mètres de casemates situées en-dessous du bâtiment: cela n'avait causé



M^{me} HENNICOT et M. GOEBBELS lors de la conférence de presse au sujet du Musée d'Art Moderne

aucun problème aux experts de l'UNESCO. Compte tenu des avantages indéniables que présente le projet pour l'animation des autres vestiges du Fort Thüngen, il y a lieu de signaler que le total des casemates, à sa plus forte extension, est de quelque 24 km.

Aucun texte de loi ne dit que les monuments historiques doivent être classés «monuments nationaux» pour que les travaux y effectués puissent être financés par le Fonds pour les Monuments historiques.

La demande du Conseil d'État, formulée à la page 3 de l'avis n° 42.563 concernant le Musée de la Forteresse: «Aussi le classement du site des Trois-Glands constitue-t-il une condition préalable et indispensable à l'imputation de son financement sur le Fonds pour les monuments historiques.» n'est donc fondée ni en droit, ni en fait.

En effet, la Loi du 4 mars 1982 (Mémorial A, 1982, p.340) dit, dans son article 17: «Il est institué un fonds spécial dénommé «Fonds pour les Monuments historiques», qui est destiné à financer les dépenses non courantes en rapport avec l'acquisition, la restauration et la reconstruction de monuments historiques réalisés pour le compte de l'État.» Or, l'exigence d'un classement

n'est inscrite nulle part et il n'y est fait aucune référence dans les Documents Parlementaires de la loi instituant le Fonds pour les monuments historiques, ni dans celle concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Depuis 1982, ce Fonds a financé de nombreux travaux dans des monuments historiques sans qu'ils soient classés «monuments nationaux».

Sans le projet d'y construire un Musée d'Art Moderne, le site des Trois-Glands n'aurait jamais fait l'objet d'une restauration d'une aussi grande envergure, comprenant également les parties qui, très longtemps, avaient été cachées par l'invasion de la végétation et qui seront valorisées tant par le Musée de la Forteresse que par le Musée d'Art Moderne.

Le Musée d'Art Moderne et le Musée de la Forteresse qui y seront implantés seront un atout supplémentaire pour la ville de LUXEMBOURG dont les vieux quartiers et les fortifications sont inscrits depuis le 17 décembre 1994 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il importe ici d'apporter un complément d'information concernant les obligations liées à cet-

te inscription: le site des Trois-Glands ne fait pas partie, comme la lecture de l'avis du Conseil d'État pourrait le faire supposer, des ensembles de la vieille ville inscrits en zone protégée: elle figure dans le périmètre de la «zone tampon» où les règles de protection sont moins contraignantes. Ces règles sont définies dans un document intitulé «Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial» élaboré par le Comité intergouvernemental pour la Protection du Patrimoine mondial culturel et naturel (référence: WHC/2/Révisé, Février 1996) à son article 17: «(...) Une zone tampon peut être définie comme une zone autour du bien (i.e. la zone protégée), qui connaît des restrictions concernant son usage afin de donner une couche supplémentaire de protection.» (p. 5)

2. Aspects auxquels les experts de l'Unesco ne se sont pas encore ralliés:

À la demande du Ministère de la Culture, l'Unesco avait envoyé sur le site des Trois-Glands deux experts mandatés par elle, les Professeurs Jean BARTHELEMY de la Faculté polytechnique de MONS et Jan TANGHE de l'Université catholique de LOUVAIN.

Ils ont écrit deux avis, l'un daté au 27 septembre 1995 et l'autre du 16 février 1996, après la présentation du projet tel qu'il figure dans le projet de loi. Ces deux avis sont annexés au présent mémorandum.

Dans leur premier avis, celui du 27 septembre 1995, les experts

«(...) apprécient la volonté de l'auteur du projet de créer un ensemble architectural contemporain qui tend à reprendre la composition historique du réduit et ainsi à renforcer la cohérence et le caractère de l'ensemble.

La construction nouvelle devra se greffer sur les murs anciens et pourra exalter le site en s'appuyant fermement sur cette base.»

Ce résultat a pu être obtenu parce que les architectes, en concertation avec les Ministères des Travaux publics et de la Culture avec son Service des Sites et Monuments nationaux, ont réussi à trouver des solutions réconciliant les exigences de l'architecture et les besoins de la protection des monuments.

Dans leur second avis, celui du 16 février 1996, établi par les mêmes experts, après que le projet remanié du Musée leur avait été présenté par l'Architecte I.M. PEI, ils écrivent:

«En conclusion de l'examen détaillé du projet, les experts se réjouissent que les suggestions émises dans leur rapport du 27 septembre aient été largement suivies. Ils apprécient spécialement:

- 1) que le niveau général d'implantation ait pu être relevé d'environ trois mètres, permettant de conserver les anciennes murailles,
- 2) que les murs de la façade (N-E et N-O) soient formés d'une maçonnerie massive aveugle accentuant l'effet plastique et symbolique de limite pour l'ensemble urbain historique (patrimoine mondial),
- 3) que par contre l'ouverture vers la ville soit magnifiée par les grandes verrières,
- 4) que la mise au point d'un système intelligent d'encorbellement ait pu résoudre le délicat problème de différence angulaire entre le nouveau projet et le soubassement historique.

Deux options méritent cependant d'être réexaminées dans la perspective d'une stricte observance des recommandations émises le 27 septembre 95:

- 1) Les dégagements autour de l'entrée Nord (la «pointe» de la muraille et le fossé (les douves). Il s'agit de la dalle en béton à l'entrée du Musée.)
- 2) L'éclairage des locaux en soubassement (échancrures ménagées dans la partie supérieure de la muraille, i.e. les murs de l'enveloppe).

Il importe de souligner ici que les experts de l'UNESCO apprécient à leur juste valeur les très grands efforts entrepris pour répondre à leur premier avis. Pour les deux options que les experts souhaitent être réexaminées, on peut d'ores et déjà retenir ceci:

ad titre n°1 (dégagements autour de l'entrée Nord):

Dans le double souci d'améliorer la lisibilité des douves et des murailles historiques et d'ouvrir le site du Musée à la Place de l'Europe, les architectes essaieront d'ouvrir la place pour montrer l'entière de la pointe.

ad titre n°2 (murs de l'enveloppe):

Il faut d'abord rappeler que c'est pour des raisons de sécurité que les architectes envisagent de déconstruire une partie du mur et de la rebâtir par après. Un compromis devra être trouvé d'une part, entre le respect des réglementations en vigueur et d'autre part, le souci du plus grand respect possible de l'enveloppe existante.

Actuellement, les architectes ont prévu de s'inspirer de la manière d'opérer au Grand Louvre où l'Architecte I.M. PEI a magistralement résolu un problème analogue lors de l'aménagement de la pyramide au Musée du LOUVRE. L'Architecte Steven RUS-TOW, qui était le collaborateur de I.M. PEI pour le projet de la pyramide, a d'ailleurs confirmé que deux tiers du mur Le Vau ont été déposés et reposés suivant les règles de l'art, «à l'identique». Un tiers du mur Le Vau n'a pu être sauvé parce qu'il

compromettait le bon fonctionnement des espaces logistiques aménagés au sous-sol. L'histoire de ce mur est décrite dans le livre **Le Grand Louvre** (Histoire d'un projet, sous la direction de Dominique BEZOMBES avec la collaboration de Jean-Christophe BERGERON) paru chez «Le Moniteur», 17, rue d'Uzès à PARIS, pages 55 et 56.

Si les murs (et les rochers en-dessous) constituant l'enveloppe devaient se révéler suffisamment solides – ce que des experts doivent actuellement déterminer – l'Architecte I.M. PEI s'est déclaré d'accord de prendre en considération cet avis des experts de la construction pour essayer d'envisager une solution alternative.

En ce qui concerne les baies vitrées, les architectes soulignent que conformément aux règlements en vigueur, les vues directes sont à maintenir et une solution de type éclairage zénithal n'est pas envisageable. Il faut rappeler que ces baies vitrées ne sont nullement conçues comme de simples fenêtres, mais au contraire comme des entailles dans la maçonnerie. Ces entailles sont ceinturées de béton – également en profondeur – pour bien montrer qu'elles n'existaient pas auparavant. Cette conception subtile illustre le dialogue nouveau-ancien qui fait l'originalité du projet.

Architecturalement les architectes soulignent l'importance de la conception des baies vitrées qui sont plus que de simples fenêtres.

3. Les casemates

Le Conseil d'État fait erreur lorsqu'il écrit: «En effet, le projet actuel prévoit la démolition, voire la destruction d'une grande partie des casemates du Fort Thüngen, (avis n°42.503, page 4). **Pas un mètre des casemates du réduit du Fort Thüngen ne sera détruit:** bien au contraire, ces casemates seront restaurées et réutilisées dans le cadre du Musée de la Forteresse, car elles permettront au visiteur du futur Circuit VAUBAN d'emprunter ces casemates jusqu'à l'accès du futur Musée d'Art Moderne, où, sur quelques dizaines de mètres seulement, ces casemates devront faire place à la construction nouvelle. Mais le Circuit VAUBAN pourra continuer, dans les casemates et permettra une vue spectaculaire à travers les meurtrières des casemates sur les douves et les murs de l'enveloppe.

4. La Charte de Venise

La Charte internationale sur la conservation et la restauration des Monuments et des Sites (1964), dite Charte de VENISE a été adoptée par ICOMOS en 1965. Cette Charte a été citée par le Conseil d'État dans ses articles 5 et 6. Il serait équitable de tenir compte de l'entière du texte. Il est dit dans l'article 7: «Le monument est inséparable de l'histoire dont il

est le témoin et du milieu où il se situe. En conséquence le déplacement de tout ou partie d'un monument ne peut être toléré que lorsque la sauvegarde du monument l'exige ou que des raisons d'un grand intérêt national ou international le justifient.»

Les auteurs du projet se proposent de se tenir aux recommandations de la Charte de VENISE, donc aussi à l'article 10 de la même convention: «Lorsque les techniques traditionnelles se révèlent inadéquates, la consolidation du monument peut être assurée en faisant appel à toutes les techniques modernes de conservation et de construction dont l'efficacité aura été démontrée par des données scientifiques et garantie par l'expérience. Ces techniques sont apparemment méconnues par le Conseil d'Etat puisqu'il parle d'une reconstruction «sous une forme pastiche».

Concernant ce problème, et plus particulièrement celui de la lisibilité historique d'un monument comme celui du Fort Thüngen, il paraît utile de renvoyer à l'article. La notion d'authenticité dans son contexte et dans sa perspective, publié dans le tome 15 du Bulletin de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles 1994/1995 (Belgique), par un des deux experts de l'UNESCO, le Professeur Jean BARTHÉLÉMY. S'élevant contre un ami fidèle défenseur de l'authenticité, le Professeur BARTHÉLÉMY écrit:

«Pour moi, le message esthétique d'une belle composition architectonique ne peut être altéré au profit d'une obsession de lisibilité historique.

«(...) Chaque étape dans l'évolution d'un monument ne devrait-elle pas être appréciée dans le contexte culturel et historique qui était le sien, et non en référence à un critère issu d'une époque et d'une culture complètement différentes? Ce serait, me semble-t-il, une règle élémentaire de déontologie au regard de l'histoire et de la diversité des cultures. En transposant le problème dans le monde musical, il faut bien admettre que Jean Sébastien BACH n'hésitait pas à insérer dans ses oeuvres des thèmes musicaux empruntés à d'autres musiciens. C'était une pratique courante à son époque. Très heureusement, nous ne nous arrogeons pas le droit de le traiter de faussaire en référence à nos règles en matière de droits d'auteur. (p. 8)

«(...) il s'agit de se mettre d'accord sur le message spirituel et matériel que nous voulons léguer aux générations futures et sur la meilleure manière de le transmettre. C'est bien entendu le rôle que doit jouer la Charte de VENISE heureusement complétée par la Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques. Ces documents restent un cadre de référence particulièrement convaincant et stimulant. À l'épreuve du



Les Ministres ERNA HENNICOT-SCHOEPGES et ROBERT GOEBBELS, entourés de MM. FERNAND PESCH et GUY DOCKENDORF posent pour la presse photographique derrière la maquette du Musée d'Art Moderne.

temps, la première apparaît comme un texte réellement visionnaire, même si – et peut-être du fait que – il laisse une certaine souplesse d'interprétation.

Par exemple, l'objectif, défini à l'article 3 de la Charte, invitant à «sauvegarder tout autant l'oeuvre d'art que le témoin d'histoire» n'est pas aussi clair et facile à appliquer qu'il n'y paraît lorsque certains ajouts, authentiquement historiques gâchent la qualité artistique globale, peut-on légitimement les supprimer? La Charte fort prudemment ne se prononce pas sur ce dilemme. C'est l'un des cas où s'opposent les historiens et ceux qui parmi les artistes, restent surtout attachés à «l'authenticité formelle». Le débat reste donc ouvert cas par cas et est souvent d'autant plus délicat qu'en son article 5, la Charte émet le souhait que le bien soit affecté à une fonction utile à la société. Dès lors le choix du parti architectural ne peut donc échapper à la mise en confrontation des différentes valeurs en présence: qualité esthétique de l'oeuvre originelle et ses apports successifs, importance symbolique et culturelle, valeur d'usage, opportunité socio-économique... Bref, la Charte laisse une marge de manoeuvre non négligeable pour l'expression des différentes tendances culturelles et pour l'inexorable évolution des idées.» (p.11 ss.)

II. Réponses concernant le concept et le fonctionnement du Musée d'Art Moderne

Dans son avis n° 42.503, le Conseil d'Etat a demandé des informations supplémentaires sur l'intégration du Musée d'Art Moderne dans l'ensemble des activités culturelles du pays. Le Conseil d'Etat se

demande encore quelles impulsions le Musée aura sur le fonctionnement normal des autres structures culturelles du pays: nationales, régionales ou communales. Enfin, le Conseil d'Etat voudrait savoir quels types d'oeuvres seront exposés, si le budget annuel de 25 millions pour acheter de nouvelles oeuvres d'art sera suffisant pour constituer une collection permanente et selon quels critères ces acquisitions seront faites. (p.3)

1. Le concept et le fonctionnement du futur Musée d'Art Moderne

Les réponses à ces questions concernant le fonctionnement du futur Musée se trouvent dans le «Projet de loi autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc JEAN et à lui accorder une aide financière» qui a été engagé dans la procédure législative, le 7 juin 1996.

Le fonctionnement du futur Musée a été catalogué et budgétisé dans le document «Coûts de fonctionnement du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» rédigé par M. Bernard CEYSSON, Directeur du Musée d'Art Moderne de SAINT-ETIENNE et chargé de la préfiguration du Musée à Luxembourg, et est annexé au projet de loi relatif à la Fondation. Ce document touche à tous les aspects à prendre en considération dans la gestion du Musée. Le budget prévisionnel (hypothèse haute) se présente comme suit:

- budget des dépenses: 183.762.204.- LUF
- budget des recettes: 10.692.600.- LUF
- budget nécessaire pour le fonctionnement: 173.069.604.- LUF

2. Intégration du Musée dans l'ensemble des activités culturelles du pays

En ce qui concerne l'intégration du Musée dans l'ensemble des activités culturelles du pays, ce projet de loi relatif à la Fondation indique que «Le Musée d'Art Moderne Grand-Duc JEAN, conçu dans une perspective européenne et internationale, permettra au Luxembourg de mieux tenir son rôle dans le domaine culturel. Le Musée favorisera la sensibilisation à la création artistique contemporaine du public luxembourgeois, et augmentera considérablement le choix dans les manifestations culturelles de haut niveau, contribuant ainsi à l'ouverture aux idées nouvelles et à l'élargissement des horizons intellectuels indispensables à l'avenir du pays.» Son rôle innovatif et motivateur fera du Musée une institution culturelle-phare pour tout le domaine culturel. Cet aspect ne se reflétera pas seulement dans son influence nationale mais également dans sa capacité d'attirer un public international.

La définition du Musée comme lieu d'éducation et de sensibilisation à l'art et à la culture en général est également soulignée dans le projet de loi relatif à la Fondation. Les répercussions de cette activité devraient se refléter dans le développement général du milieu culturel au Luxembourg.

Par rapport à d'autres lieux d'expositions au Luxembourg, le projet de loi relatif à la Fondation suggère que le **Casino Luxembourg** continuera à servir à des expositions d'art moderne et contemporain, en tant que préfiguration du nouveau Musée, tout en développant son rôle promoteur de l'art expérimental.»

3. Les oeuvres exposées au futur Musée d'Art Moderne, sa politique d'expositions

Le Conseil d'État se demande encore «quels types d'oeuvre, à part la collection actuelle de l'École de PARIS, seront exposés». Dans le projet de loi relatif à la Fondation il est dit que la collection actuelle de l'École de PARIS «sera complétée par des acquisitions, des dons, des prêts et des dépôts d'oeuvres de la même période d'autres écoles européennes. Mais le Musée se consacrera surtout à l'art contemporain sans prétendre à donner un panorama complet de la création artistique de nos jours, mais en choisissant les oeuvres pour leur qualité propre et pour les confronter à celles déjà présentes.

Il y a lieu d'ajouter que le Fonds culturel national conseillé par le Comité d'experts a finalisé le choix des oeuvres d'art à acquérir en 1996 en vue du Musée d'Art Moderne et procédera prochainement à ces acquisitions. Grâce au conseil et l'engagement des membres du Conseil d'experts qui comptent parmi eux des spécialistes internationalement reconnus, des acquisitions importantes pourront être réalisées. Un embryon de la future collection qui doit être à la hauteur du bâtiment projeté commence à se dessiner. **Le Casino Luxembourg, Forum d'Art Contemporain a prévu de montrer, du 15 mai au 29 juin 1997, les nouvelles acquisitions réalisées jusqu'à cette date en vue de la future collection d'oeuvres d'art.** Rappelons encore que beaucoup de musées d'art moderne, comme p.ex. le MOMA (Museum of Modern Art de NEW YORK), le Musée d'Art Moderne de SAINT-ETIENNE, ou encore le nouveau Musée d'Art Moderne ARKEN de COPENHAGUE ont commencé pratiquement sans collection.

Quant à la politique d'expositions, le nouveau Musée organisera et accueillera des expositions historiques, permettant au public de mieux connaître l'art de notre temps, ainsi que des expositions thématiques et monographiques concernant l'art contemporain dans lequel il se spécialisera. Différentes formules de coopération avec d'autres musées d'art moderne sont envisagées et permettront au Musée de s'insérer dans les réseaux et les circuits de l'art.

Aussi bien en ce qui concerne la collection que les expositions, des institutions étrangères et des collectionneurs privés ont manifesté leur volonté de collaborer avec le Musée.

III. Questions liées au financement

1. Le coût total des deux projets

Concernant le coût total des deux projets, à savoir la construction du Musée d'Art Moderne et de l'aménagement ainsi que la revalorisation du Fort Thüngen, y compris l'aménagement des alentours ne s'établit qu'à (2.780.000.000 + 665.500.000 =) 3.345.500.000 francs ce qui représente une différence de 203.587.000 francs par rapport au chiffre avancé par le Conseil d'État.

2. La loi modifiée du 13 avril 1970, dite «loi de garantie»

Concernant la loi modifiée du 13 avril 1970, dite «loi de garantie», on peut retenir que le coût de la réalisation du projet sera couvert par une modification de cet-

te loi. **Un projet de loi** (qui répond à la demande du Conseil d'État d'une loi spéciale), projet portant le montant maximal de la garantie de l'État à 5.000.000.000 francs a, en effet, été déposé par le Gouvernement au printemps 1996 et soumis à l'avis du Conseil d'État le 16 avril 1996.

Actuellement, les garanties assumées par l'État s'élèvent à quelque 2,5 milliards, de sorte que le solde de 2.500.000.000.- francs permettra la réalisation de l'ensemble des nouveaux projets que le Gouvernement se propose de réaliser par le biais de la loi de garantie modifiée, (y compris le projet de loi sous rubrique). Il est donc clair que toute modification à apporter à la loi de garantie figurera uniquement dans la loi ad hoc et que le financement du Musée d'Art Moderne s'inscrira dans le cadre de la loi générale.

Force est donc de conclure que le vote du projet de loi précité permettra au Gouvernement de réaliser l'ensemble des projets de construction prévus actuellement dans un cadre financier bien défini et compatible avec les ressources financières de l'État.

3. Les frais annuels de fonctionnement

Concernant les frais annuels de fonctionnement du Musée, il est évident que le coût de fonctionnement des infrastructures culturelles devra être pris en compte dans le cadre du budget ordinaire de l'État au moment venu. La prise en compte des frais de fonctionnement en question ne pourra se faire que par l'adaptation des moyens budgétaires mis à disposition du Ministère de la Culture, dans le respect de l'équilibre budgétaire.

Ces informations supplémentaires suffiront pour démontrer que le Gouvernement construira, sur le site des Trois-Glands un Musée d'Art Moderne et un Musée de la Forteresse, dans le souci de conserver l'histoire et de donner une affectation et une vie nouvelles à un lieu qui avait été délaissé.

Après le succès reconnu de la collaboration entre les Architectes PEI et WILMOTTE pour l'aménagement du Grand Louvre et la protection et la préservation des vestiges moyenâgeux, une nouvelle association entre les mêmes architectes sur un des sites les plus prestigieux de LUXEMBOURG peut être envisagée avec confiance.

Le Grand-Duché de Luxembourg soutient l'amélioration des infrastructures sanitaires au Salvador

Le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, à la Coopération et au Développement Georges WOHLFART et l'Ambassadeur du Salvador pour la Belgique et le Luxembourg Joaquín Rodezno MUNUGUIA ont signé, le 12 août 1996 à LUXEMBOURG, un accord de coopération entre les deux pays, portant sur l'amélioration des infrastructures sanitaires dans le pays d'Amérique latine.

Le Luxembourg participe avec 42 millions de francs à un programme de deux ans devant permettre la mise en place d'infrastructures d'examen et de soins médicaux et la modernisation d'une clinique gérée par une ONG (Organisation non-gouvernementale) par la mise à disposition de 23 unités de soins et d'autres équipements médicaux. D'autres mesures portant sur l'amélioration des conditions hygiéniques et l'organisation médicale dans des maternités sont prévues, tout comme l'élaboration d'un réseau de soins primaires touchant une population estimée à 600.000 personnes.

Le suivi et le contrôle de l'aide luxembourgeoise au Salvador seront assurés par l'agent de coopération, le Docteur Ferdy ZENNER ainsi que Madame Trudy FREY pour l'ONG Lux-Development.

Après la cérémonie de signature de l'accord entre le Luxembourg et le Salvador, le Secrétaire d'État Georges WOHLFART annonça que le Gouvernement luxembourgeois aurait l'intention d'intensifier son aide au Salvador, ceci surtout suite aux progrès survenus dans l'application du Traité de paix, signé le 16 janvier 1992, entre le Gouvernement salvadorien et les rebelles du FLMN. Dans ce sens, le Secrétaire d'État a proposé à l'Ambassadeur Joaquín Rodezno MUNUGUIA d'intervenir auprès de son Gouvernement en vue de l'élaboration d'un accord de coopération entre son pays et le Luxembourg. Dans le cadre de la nouvelle loi sur le développement, votée le 6 janvier 1996, le Gouvernement est autorisé de subventionner des projets d'ONG jusqu'à 30% si ce projet est envisagé dans un pays avec lequel le Luxembourg a signé un accord de coopération.



La signature de l'accord par MM. WOHLFART et MUNUGUIA

Vertrag für ersten Windenergiepark im Wirtschaftsministerium unterzeichnet

Ein Vertrag über die Förderung des ersten Windenergieparks in LUXEMBOURG wurde am 12.8.1996 vom Wirtschaftsminister Robert GOEBBELS und den

Vertretern der WINDPOWER S.A., den Herren Mike und Carlo HEIN, unterzeichnet.

Die Gesellschaft WINDPOWER wird demnächst auf dem Ort «Pafebierg» in MOMPACH 4 Windenergiegeneratoren mit einer Leistung von zusammen 2.000 KW errichten. Der Kostenpunkt der Anlage beträgt 81 Millionen Franken.

Bei normalen Windverhältnissen werden die Generatoren ungefähr 3,4 Millionen

Kilowattstunden Strom im Jahr produzieren, was dem rechnerischen Verbrauch von ca. 1.100 Haushalten entspricht.

Die Regierung arbeitet seit Jahren auf eine Diversifizierung der Stromversorgung des Landes hin und schenkt regenerativen Energiequellen besondere Aufmerksamkeit. So wurde unter anderem bei der Neufassung des Wirtschaftsrahmengesetzes vom 27. Juli 1993 ein spezifisches Förderprogramm für Investitionen in die bessere Nutzung von einheimischen Energiereserven eingeführt.

Unter dieses Programm fallen, neben von der Industrie aufgestellte Wärme-Kraft-Koppelungsanlagen, besonders auch die Produktion von Strom aus Wasser- und Windenergie.

Nach einem Wasserkraftwerk an der Mosel ist die WINDPOWER-Anlage das zweite, über das Wirtschaftsförderungsgesetz vom 27. Juli 1993 unterstützte Projekt zur Nutzung erneuerbarer Energie.

Im Laufe der Pressekonferenz bei der Unterzeichnung des Vertrages mit WINDPOWER teilte Wirtschaftsminister GOEBBELS mit, daß Windkraftanlagen außer einem Tarifbonus beim Verkauf des produzierten Stroms an das öffentliche Netz, mit einem Zuschuß des Wirtschaftsministeriums in Höhe von 10% der Investitionskosten gefördert werden.

Um den Start des Windenergiesektors in LUXEMBOURG zu erleichtern, wird die vom Wirtschaftsministerium gewährte Beihilfe für Windkraftanlagen, für die vor dem 31. Dezember 1997 ein Vertrag abgeschlossen wird und die vor dem 30. Juni 1998 in Betrieb gehen, der Zuschuß des Wirtschaftsministeriums auf 12,5% erhöht.

La GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE avec les enfants de TCHERNOBYL

Le 11 août 1996, Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE a rendu visite à un groupe d'enfants d'un orphelinat de la région de TCHERNOBYL, qui a séjourné au Pensionnat St. WILLIBRORD à ECHTERNACH, sur invitation de l'Association des parents d'accueil pour enfants de TCHERNOBYL à LUXEMBOURG (PATLUX).

Tout savoir sur le droit du travail

Un «ouvrage de référence» réalisé à la demande
du Ministère du Travail et de l'Emploi

C'est bien connu: s'y retrouver dans les textes de loi n'a rien d'une sinécure, surtout pour ceux qui n'ont jamais étudié le droit. Cet état de fait est pour le moins préoccupant, d'une part parce qu'on a coutume de dire que nul n'est censé ignorer la loi et, d'autre part, parce que les règles du droit régissent la quasi-entière de nos actes. Autrement dit: mieux vaut essayer d'y voir un peu plus clair.

Cette remarque vaut essentiellement pour le droit du travail, auquel tous les employeurs et travailleurs sont quotidiennement confrontés. Évidemment, ici encore, il faut avoir les moyens de ses ambitions, et tous les efforts visant à «démocratiser» les textes sont les bienvenus.

L'ouvrage présenté le 15 août par le Ministre du Travail Jean-Claude JUNCCKER, s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement visant à initier un public aussi large que possible aux spécificités du droit du travail. Depuis le début des années soixante-dix, cette volonté a entraîné l'élaboration d'une série de publications qui au fil du temps, ont été complétées et améliorées. Ainsi, l'ouvrage dévoilé avant-hier a-t-il été réalisé sur la base d'un livre sorti en 1990.

Comme l'a souligné M. JUNCCKER, l'auteur de l'édition 1996 de l'ouvrage intitulé «Droit du travail» – a su mettre toute son expérience au profit des lecteurs. Il est vrai que celui-ci sait de quoi il parle: en effet,

l'auteur n'est autre que Romain SCHINTGEN, Docteur en droit et Juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Disponible gratuitement

Jean-Claude JUNCCKER a également précisé que l'ouvrage, tiré à 10.000 exemplaires, sera gracieusement offert à toutes les personnes intéressées. Il a en outre fait savoir que le coût du livre s'est élevé à quelque deux millions de francs et que le ministère de tutelle avait associé deux chômeurs à la réalisation du projet. À noter encore que le Ministre a aussi annoncé la codification du droit du travail luxembourgeois, laquelle devra toutefois préalablement être entérinée par le Parlement.

D'emblée, l'auteur du livre, Romain SCHINTGEN, a tenu à remercier M. Jos FABER, Conseiller de Direction adjoint au Ministère du Travail et de l'Emploi, pour sa précieuse collaboration lors de la réalisation de l'ouvrage. Il a ensuite notamment remarqué que ce dernier s'inscrit dans la lignée des différentes éditions antérieures. Outre les compléments dictés par l'évolution des textes et de la jurisprudence depuis 1989, l'ouvrage contient également des références aux exigences qui découlent du droit communautaire et de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

M. FABER a, pour sa part, indiqué qu'une structure spécifique a été mise en place au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi pour la distribution du livre. Les personnes intéressées peuvent s'en procurer un exemplaire en se rendant à ce ministère, ouvert de 8h à 12h et de 14h à 18h. Les personnes se trouvant dans l'impossibilité de se déplacer peuvent téléphoner au 478 6253. Pour finir, on retiendra qu'il est également prévu de mettre l'ouvrage sur Internet. D'ailleurs, deux chapitres, l'un consacré aux travailleurs étrangers, l'autre à l'emploi des femmes, se trouvent déjà sur le réseau.



M. Jean-Claude JUNCCKER, Premier Ministre, Ministre du Travail, entouré de MM. Romain SCHINTGEN, Jos. FABER et Jean-Claude MULLER, présente l'ouvrage sur le droit du travail.

Congrès Mondial du 50^{ème} anniversaire de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU), du 24 au 26 août 1996, à LUXEMBOURG

Pour commémorer le cinquantenaire de la fondation de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies, des délégués venant du monde entier se sont réunis à LUXEMBOURG, du 24 au 26 août 1996, dans la même ville où la FMANU avait vu le jour en 1946.

Le congrès, qui fut placé sous le haut patronage de Son Altesse Royale le Grand-Duc, débuta le 24 août avec la séance plénière d'ouverture, au cours de laquelle le Président de la FMANU Hashim Abdul HALIM souhaite la bienvenue aux congressistes tout en leur rappelant les objectifs

prioritaires de ce congrès du cinquantenaire, à savoir, la réflexion approfondie sur le rôle des Nations Unies et des associations de soutien à l'organisation mondiale à la veille du 21^e siècle.

Après un message du président de la République d'Irlande Mary ROBINSON,

adressé aux participants du congrès, et un hommage rendu aux vétérans de la FMANU, Monsieur Samir SABAR, Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Monsieur Peter WILLETTTS, Rédacteur de l'ouvrage «La conscience du monde: L'influence des ONG dans le système des Nations Unies» s'adressèrent à l'assemblée sur le sujet du rôle à jouer au sein de l'ONU par les Organisations non-gouvernementales (ONG).

Ce fut alors au tour de Monsieur Erskine CHILDERS, Secrétaire général a.i. de la FMANU de prononcer son discours sur le sujet des rôles à jouer par la FMANU entre les Nations Unies et le mouvement mondial des ONG. A la fin de son discours, Monsieur CHILDERS fut victime d'une crise cardiaque et dut être hospitalisé d'urgence. Malgré les efforts des médecins Monsieur CHILDERS succomba à cette attaque. La Présidence du congrès mondial de Luxembourg tenait à rendre un dernier hommage à son Secrétaire général a.i. disparu de manière si tragique. Le matin du deuxième jour du Congrès mondial une séance extraordinaire fut convoquée en l'honneur et en la mémoire de M. Erskine CHILDERS.

L'après-midi de la première session plénière fut complété par des discours portant sur les causes socio-économiques de conflit et de soulèvement débouchant sur un agenda pour le développement avec une équité internationale. Les orateurs furent Jan PRONK, Ministre néerlandais de la Coopération pour le Développement, Martin KHOR de «Third World Network» de Malaisie et Tokunbo IGE, responsable pour l'Afrique de la CIJ.

Le dernier sujet de la première journée s'intitulait «Gérer les conséquences de causes négligées: un agenda pour la paix, la justice et la sécurité humaine. Les intervenants furent Sir David HANNAY, ancien Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'ONU, Phyllis BELLIS, auteur et journaliste spécialisé dans les affaires touchant aux Nations Unies et Lydia SWART du Mouvement fédéraliste mondial.

La deuxième journée du congrès fut consacrée à des ateliers de réflexion placés sous les thèmes «Paix, sécurité et droits humanitaires», «Développement et droits économiques, sociaux et culturels», «Revivifier les principes fondateurs de la FMANU» et «Information et éducation au sujet des Nations Unies».

Après les discussions et l'adoption des conclusions présentées par les différents ateliers ce fut la séance de clôture au cours de laquelle le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères Jacques F. POOS salua le dévouement des Associations pour les Nations Unies pour une cause qui n'aurait rien perdu de son actualité. Ci-dessous nous reproduisons le texte intégral du discours de M. POOS:



Un hémicycle rempli jusqu'à la dernière place

Monsieur le Président de la Fédération mondiale,
Monsieur le Directeur Général,
Monsieur le Sous-Secrétaire Général,
Monsieur le Président de l'ALNU,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer ma profonde tristesse au sujet du décès soudain et tragique de Monsieur Erskine Childers, lors de ce Congrès, au succès duquel il a largement contribué.

Mesdames et Messieurs,

L'ONU est, plus que jamais, au centre de l'actualité internationale.

Son rôle multiple dans le maintien de la paix dans de nombreux points chauds du globe, comme aussi les célébrations de son 50^e anniversaire y ont puissamment contribué.

A l'occasion de ce 50^e anniversaire, l'ensemble des États membres ont réaffirmé l'importance de l'ONU et lui ont encore une fois promis leur soutien. Le Luxembourg est persuadé que la communauté internationale réussira, malgré les revers, à consolider l'ordre des Nations Unies.

Cette année-ci, c'est au tour de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies de célébrer son 50^e anniversaire.

Je voudrais la féliciter pour son initiative de tenir en cette année de commémoration son congrès précisément à Luxembourg et la remercier de son choix. En effet, c'est dans notre pays qu'a eu lieu du 29 juillet au 3 août 1946 le tout premier congrès de cette fédération internationale. Elle s'est officiellement constituée le 2 août 1946 dans l'enceinte de la Chambre des Députés du Luxembourg. En 1971, la Fédération mondiale est

d'ailleurs revenue dans notre pays pour fêter son vingt-cinquième anniversaire.

Depuis les années de l'après-guerre mondiale, le monde a profondément changé – non seulement dans ses aspects géo-politiques. Nous vivons aujourd'hui à l'heure de la globalisation. Les grands problèmes nouveaux ne se confinent plus à un seul pays ou à une seule région du globe, mais dépassent les frontières nationales et régionales. Ces flux transfrontaliers prêtent souvent à des alarmes croissantes.

Qu'il s'agisse de fléaux sanitaires tels le SIDA, de problèmes écologiques et environnementaux tels que l'appauvrissement de la couche d'ozone, le réchauffement de l'atmosphère, la pollution, – de la croissance démographique et des pressions migratoires ou du problème des réfugiés, des violations des Droits de l'Homme, du trafic des drogues, de la criminalité organisée et du terrorisme international, il est évident que ces problèmes ne peuvent être résolus ni au niveau national ni à un niveau régional. La solution doit être recherchée à un niveau global.

Des conflits ethniques ont éclaté dans de nombreuses régions du monde. Le nationalisme le plus borné fait de nouveau des adeptes fanatiques, et l'intolérance politico-religieuse se propage: il s'agit là encore de phénomènes qui ne se limitent plus à une seule région ou à un seul pays, mais dont les implications peuvent concerner toute la planète.

Seule une coopération internationale accrue peut contribuer à la solution de ces problèmes.

Les économies nationales subissent les effets tour à tour néfastes et bénéfiques de cette globalisation, largement facilitée par les révolutions des techniques d'information et de communication.

C'est à juste titre que l'on a dit que notre planète se transforme en village global.

Ce village, il faut le doter d'un système de gestion responsable, cohérent, et efficace. Seule l'ONU, au sein de laquelle quasi l'ensemble des États sont représentés, peut posséder la légitimité, la capacité et l'autorité pour conduire à un tel nouvel ordre mondial. Encore faut-il que la volonté de ses États y soit!

Et encore faut-il que l'ONU en tant qu'organisation se prête à un dessein politique aussi ambitieux.

Mais avant d'aborder le chapitre des réformes, je tiens à esquisser quelques aspects cruciaux et actuels de la situation dans laquelle l'ONU se trouve à un mois de son Assemblée Générale de 1996.

Laissez-moi donc vous parler d'abord de l'activité onusienne la plus en vue: le maintien de la paix.

Pour le moment, les casques bleus de l'ONU sont moins sollicités pour intervenir de façon directe dans des foyers de crise. Le nombre des opérations de maintien de la paix menées sous l'égide de l'organisation internationale s'est sensiblement réduit ces derniers temps.

Il faut profiter de cette période plus calme pour tirer les conséquences des échecs, des demi-succès, ainsi que des succès – que les médias ont malheureusement tendance à oublier, comme par exemple les missions en Namibie, au Mozambique, au Salvador, pour n'en nommer que quelques-unes.

Première leçon:

A l'avenir l'ONU sera amenée à coopérer de plus en plus avec des organisations régionales spécialisées, et selon le cas à leur déléguer de telles missions, comme cela a été le cas en ex-Yougoslavie.

Deuxième leçon:

Hier les crises en Ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Liberia, et aujourd'hui celle au Burundi montrent qu'il y a un phénomène nouveau: la plupart des conflits actuels n'opposent plus des États entre eux mais ont lieu à l'intérieur des frontières d'un État. Les conflits locaux et régionaux, qui aboutissent souvent à de véritables guerres civiles, remontent la plupart du temps à des causes ethniques ou religieuses et se fondent en outre sur des causes de nature sociale et économique ainsi que des revendications territoriales et la haine raciale voire nationaliste. Ce ne sont pas des armées régulières qui s'opposent, mais des milices factieuses, des groupes claniques et des bandes armées relevant de chefs de guerre auto-proclamés. Les populations civiles en sont souvent la cible et toujours les premières et principales victimes.

Troisième leçon:

La Charte des Nations Unies ne couvre que très imparfaitement les guerres à l'intérieur d'un État. La guerre en Tchétchénie et le problème kurde sont les exemples type de conflits meurtriers dont les pays compétents ne souhaitent même pas une intervention onusienne. La situation de la population civile, dépourvue d'assistance humanitaire, s'en trouve largement aggravée.

Quatrième leçon:

Les missions demandées à l'ONU deviennent de plus en plus complexes, difficiles et dangereuses. L'ONU certes est invitée à maintenir la paix, mais il s'agit d'une paix qui souvent n'existe pas et que les chefs de guerre, qui tirent leur seule autorité de la situation de guerre, ne souhaitent pas.

Comment l'ONU peut-elle faire face à cette nouvelle situation? Comment pourra-t-elle renforcer l'efficacité des opérations de maintien de la paix?

Des solutions innovatives devront être examinées: il faudra mieux cibler les opérations de maintien de la paix, il faudra investir plus de ressources dans la diplomatie préventive, il faudra créer une force de réaction rapide et mieux coopérer avec des organisations régionales spécialisées.

Un deuxième aspect onusien qui est appelé à attirer l'attention de l'opinion publique internationale est le développement économique et social.

L'année 1996 a été proclamée par les Nations Unies «Année internationale pour l'élimination de la pauvreté».

Sur notre planète, près d'un milliard et demi d'individus vivent dans un état de pauvreté absolue. Les inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre pays du Sud et du Nord ne cessent de se creuser. Le dernier rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement dénonce la «fracture sociale» mondiale. Ce même rapport s'inquiète de la croissance des disparités entre États riches et pauvres ainsi que de l'augmentation des dissymétries sociales entre habitants d'un même pays. L'explosion démographique et l'accès inégal aux produits du progrès technologique aggravent ces distorsions.

Le thème de cette année internationale nous rappelle que tous les pays de la planète ont plus que jamais un devoir de solidarité à l'égard des plus démunis. Mentionnons dans ce contexte le vaste plan de développement pour l'Afrique récemment lancé par le Secrétaire Général. Ce plan veut contribuer à sauver l'Afrique du sous-développement, et prévoit la mobilisation de toutes les agences de l'ONU contre la pauvreté et la maladie.

Le développement est un des objectifs

majeurs de l'Organisation. Encore faut-il qu'elle puisse se doter de moyens efficaces pour résoudre le problème de la pauvreté, qu'elle puisse mettre en place des programmes de lutte particuliers à chaque pays, et qu'elle puisse appuyer l'action nationale par des efforts multinationaux, tout en créant un environnement international favorable.

Dans ce contexte, je voudrais relever la contribution de mon pays à ce domaine d'activité de l'ONU. En effet, le gouvernement luxembourgeois a décidé de poursuivre ses efforts visant à accroître d'année en année sa contribution budgétaire à la coopération au développement. Notre intention est d'atteindre l'objectif des 0,7% avant la fin de la décennie. Par ailleurs, le gouvernement luxembourgeois a décidé d'augmenter cette année sa contribution à différents fonds internationaux.

Ainsi nous participerons

- à concurrence de presque 4 cents millions (399.400.000) de francs à la onzième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;
- avec 4 millions de DTS au Fonds pour l'Environnement Mondial;
- avec plus de 300 millions de francs à la reconstitution de la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds Monétaire International;
- et jusqu'à un maximum de 300 millions de DTS aux Nouveaux Accords d'Emprunt du Fonds Monétaire International.

Une plus grande efficacité de l'ONU dans le domaine du développement économique et social présuppose une réforme des structures des Nations Unies. Certains progrès ont indéniablement déjà pu être enregistrés. Mais la réforme ne doit pas s'arrêter là.

Nous saluons les recommandations du G7 de Lyon sur la rénovation du système des Nations Unies dans les domaines économique et social et de la coopération au développement. Ces recommandations nous paraissent aller dans le bon sens. Je souhaiterais que l'Union Européenne prenne comme base ces conclusions pour élaborer une position européenne en vue de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Le G7 propose notamment:

- de fonder un nouveau partenariat pour le développement, basé sur un partage des responsabilités entre pays en développement, pays développés et organisations multilatérales;
- de différencier les pays en voie de développement selon leur niveau et concentrer davantage l'aide publique sur le développement des pays les moins avancés, et

– de créer un poste de Secrétaire général adjoint chargé de superviser les activités économiques et sociales de l'ensemble du système des Nations Unies.

Les efforts de restructuration et de rationalisation devront permettre de revitaliser l'Organisation et d'accroître son efficacité. Les gains qui en résultent devraient permettre de financer de nouvelles activités de développement.

Le Luxembourg s'est toujours prononcé en faveur d'une concentration des organes de l'ONU dans le domaine économique et social. Il faudra prendre des mesures courageuses afin d'améliorer les structures économiques et sociales. Il sera primordial de mettre fin aux doubles emplois, à la fragmentation des instances et des compétences, et il nous paraît important que les agences de l'ONU elles-mêmes participent à cet effort.

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'ONU, plusieurs groupes de réflexion ont examiné les défis qui se posent à l'humanité ainsi que la capacité du système des Nations Unies à y faire face. Il s'agit notamment de la Commission Carlsson-Ramphal qui a soumis un rapport «On Global Governance», et d'un groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'ONU créé par M. le Secrétaire Général en personne. Ces deux rapports présentent un certain nombre de mesures de réforme courageuses. Ils proposent e.a. d'établir un Conseil de Sécurité Economique, chargé d'assurer la cohérence entre les objectifs politiques des organisations internationales les plus importantes. J'estime que ces propositions constituent une source d'inspiration précieuse pour la réforme de l'ONU.

Mesdames et Messieurs,

De plus en plus souvent, des Etats sont menacés d'éclatement, leurs citoyens cherchant à échapper à des structures centralistes rigides et revendiquant leur appartenance à des groupes ethniques de plus en plus restreints. Les Etats concernés, en revanche, y réagissent en cédant à la dérive autoritaire et en respectant de moins en moins les Droits de l'Homme et les droits civiques.

Dans ce contexte, il faut souligner avec vigueur que seule la démocratie s'avère en mesure d'assurer la viabilité de l'Etat en tant que gestionnaire des affaires publiques et garant des droits de tous ses citoyens. La démocratie engendre la stabilité indispensable à la paix, assure le respect des Droits de l'Homme, permet à toute la population d'exprimer sa volonté, et contribue au développement social.

C'est donc un devoir important de la communauté internationale de promouvoir la démocratie entre les Etats et au sein même



Lors de la séance de clôture ont pris la parole, de g. à dr.: M. Ernest-Claude LEVY-RAUS, Président de l'ALNU; M. Wladimir PETROWSKY, Directeur du Bureau de l'UN à GENÈVE, Secrétaire général adjoint, M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères; M. Hashim Abdul HALIM, Président de la FMANU et M. Jean-Jacques KASEL, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'UE à BRUXELLES.

me des Etats. Le Gouvernement luxembourgeois appuie de façon concrète les actions de l'ONU dans ce domaine, tout comme il finance lui-même directement des projets d'assistance à la démocratisation et de promotion des Droits de l'Homme.

La promotion des Droits de l'Homme reste pour mon gouvernement une des priorités du travail des Nations Unies. Dans ce domaine, l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant représente une grande avancée. Cette Convention constitue un instrument précieux, permettant de mettre les enfants à l'abri des violences physiques et morales. En cette année où l'UNICEF fête elle aussi son 50^e anniversaire, le Luxembourg vient de présenter son premier rapport sur l'application de cette Convention.

En 1995, mon gouvernement a proposé à l'ONU un effort similaire, voire complémentaire, pour venir en aide aux millions d'enfants forcés à travailler dès leur plus jeune âge. Cette initiative luxembourgeoise pour l'élimination de l'exploitation du travail des enfants a successivement été adoptée par la 50^e AGNU et puis par la 52^e Commission des Droits de l'Homme.

Un aspect de la vie onusienne particulièrement en vue est constitué par les grandes conférences mondiales.

Mon gouvernement se félicite des progrès enregistrés à ces récentes occasions: Rio a vu en 1992 le Sommet de la Terre, au Caire s'est déroulée en 1994 la conférence internationale sur la population et le développement, Copenhague a hébergé en

1995 le Sommet social, Beijing la Conférence mondiale sur les femmes. Et à Istanbul vient d'avoir lieu Habitat II, la deuxième conférence mondiale sur les conditions de logement et les conditions sociales dans les grandes agglomérations urbaines qui ne cessent de se multiplier sur tous les continents.

Ces grandes conférences ont certainement contribué à enrichir la réflexion, à poser des jalons, et à sensibiliser l'opinion publique à des questions vitales pour l'avenir de l'humanité. Nous espérons que le Sommet mondial sur l'alimentation qui est programmé par la FAO pour novembre 1996 connaîtra le même succès.

Mais tout en se félicitant des résultats de ces grandes manifestations, il s'agira désormais d'assurer le suivi de ces conférences, afin que les déclarations et les plans d'actions qui y ont été adoptés soient appliqués et entraînent des effets concrets. Sans un travail de suivi efficace, ces sommets organisés par les Nations Unies risquent en effet de rester des événements isolés et purement médiatiques.

Dans ce contexte, le Sommet de la Terre de Rio pourrait servir d'exemple positif: après la conférence, une commission travaillant sur le thème du développement durable a été créée, et bientôt une session spéciale de l'Assemblée Générale fera le point sur les résultats intermédiaires déjà obtenus.

Il n'est pas possible de faire le tour des grands problèmes qui se posent à l'ONU sans parler de sa situation financière et du Conseil de Sécurité.

Même si la situation financière de l'ONU s'est quelque peu améliorée, elle demeure préoccupante. Nous ne pouvons que souligner qu'il est nécessaire que tous les Etats membres s'acquittent intégralement, dans les délais et sans condition, de leurs obligations financières. De même, nous saluons les efforts déjà entrepris visant à rationaliser les structures et le fonctionnement de l'administration des Nations Unies, efforts qui visent en même temps à assurer une efficacité accrue.

L'Union européenne a soumis un paquet de propositions. Ces propositions visent d'un côté à établir le paiement par chaque Etat membre de ses contributions dans leur totalité et à temps, et d'autre part à revoir le barème des contributions, de sorte à ce qu'il reflète mieux la capacité de paiement effective de chaque Etat.

Plus d'un demi-siècle après la création de l'ONU, une impulsion nouvelle doit être donnée aux travaux de réforme du Conseil de Sécurité, organe essentiel des Nations Unies.

Le Luxembourg reste favorable à un élargissement équilibré du Conseil de Sécurité par l'entrée de nouveaux membres, permanents et non permanents, tant du Nord que du Sud. Le statut de membre permanent devrait néanmoins être réservé aux puissances économiques qui assument des responsabilités particulières au niveau mondial.

La discussion sur la succession du Secrétaire Général a été amorcée d'une façon que bien des pays considèrent comme prématurée.

S'il est vrai que le Secrétaire Général a un rôle important à jouer dans la réforme de l'ONU pour laquelle un programme ambitieux a été annoncé à l'occasion du 50^e anniversaire de l'organisation, il convient de ne pas oublier la responsabilité majeure des Etats membres pour le succès de ces réformes!

Mesdames et Messieurs,

Les Romains disaient: «Si tu veux la paix, prépare la guerre». L'ONU dit au contraire: «Si tu veux la paix, prépare et organise la paix».

C'est autour de cette tâche universelle que l'ONU a besoin de l'adhésion de tous les peuples du globe. Dans son préambule, la

charte des Nations Unies n'utilise-t-elle pas la formulation: «Nous les PEUPLES des Nations Unies...»? En effet, l'ONU n'est pas seulement une association d'Etats, mais avant tout une Union de peuples. Il faut que les peuples fassent valoir leurs vues.

Le Secrétaire Général n'a-t-il pas dit que «l'Organisation a plus que jamais besoin du soutien et de la participation active de la société civile»? Depuis quelques années, et c'est là un phénomène nouveau et important, les ONG se voient reconnues comme représentants de la société civile dans la politique nationale, régionale et mondiale. Une preuve en est leur forte participation dans la préparation, le déroulement et le suivi des grandes conférences mondiales organisées par les Nations Unies. De nombreuses ONG font des contributions importantes dans des secteurs spécifiques comme le développement ou les Droits de l'Homme. D'autres ONG se caractérisent par l'intérêt qu'elles portent à l'ensemble des activités poursuivies par l'ONU et à ses structures: c'est notamment le cas des Associations pour les Nations Unies.

Tant dans le domaine des Droits de l'Homme qu'en matière de développement, le Gouvernement luxembourgeois accorde une grande importance à l'action des ONG.

Il y a quelques mois, une nouvelle loi sur la coopération au développement et le financement des actions de développement est entrée en vigueur au Luxembourg. Mais déjà bien avant la promulgation de cette loi, notre pays pouvait se prévaloir d'un partenariat exemplaire du Gouvernement avec les ONG luxembourgeoises en ce qui concernait le financement et l'exécution de projets de coopération au développement.

Dans le domaine des Droits de l'Homme aussi, les ONG jouent un rôle important. Elles participent activement aux travaux des Nations Unies, p.ex. à ceux de la Commission des Droits de l'Homme. Elles contribuent à l'élaboration de projets de résolution, elles prennent la parole pour sensibiliser la communauté internationale à de graves problèmes, et elles fournissent de façon générale une impulsion précieuse aux travaux de l'ONU. Au niveau national luxembourgeois, la coopération du Gouvernement avec les ONG est excellente.

Quant aux Associations pour les Nations Unies et leur Fédération Mondiale, elles sont les seules à s'intéresser à l'ensemble des activités des Nations Unies, à promouvoir globalement ses objectifs, et à s'intéresser à toutes les réformes en cours. Elles seules sont en mesure de ne pas défendre seulement les intérêts particuliers d'un certain pays ou d'un groupe de pays. Elles se sentent investies d'une responsabilité d'ensemble envers tous les peuples, et plus particulièrement envers les laissés-pour-compte qui font la majorité de l'humanité.

L'action des Associations pour les Nations Unies est importante pour susciter l'indispensable adhésion des populations aux idéaux de l'ONU. Elle permet de mieux informer l'opinion publique et les jeunes sur l'ONU, de mieux expliquer son histoire, son fonctionnement et ses activités.

Au-delà de l'appui des Gouvernements, l'ONU a besoin d'être comprise et soutenue par les citoyens. Le soutien des Associations pour les Nations Unies est donc particulièrement précieux à l'Organisation alors que celle-ci traverse une phase difficile. Dans le contexte des réformes des Nations Unies, elles auront à jouer un rôle important. Elles pourront sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux des réformes, organiser des débats, élaborer elles-mêmes des propositions, et exercer, si nécessaire, une certaine pression sur leurs gouvernements.

Je tiens donc à rendre hommage à votre fédération et à toutes vos associations-membres! Merci pour le travail irremplaçable fourni par votre Fédération pendant un demi-siècle depuis la création des Nations Unies!

Vous poursuivez la tâche de faire comprendre les véritables enjeux des Nations Unies! Vous donnez à la population le moyen de s'exprimer et de participer au débat! Et enfin – et ne l'oublions pas – c'est vous qui impliquez aujourd'hui tous ceux qui n'ont plus vécu la période qui a fait la raison d'être de l'ONU: la 2^e Guerre Mondiale et la recherche éperdue d'un instrument permettant à l'avenir d'éviter une nouvelle catastrophe de cette envergure!

MM. PUTZ et
SCHILTZ
nommés Lieutenant de
l'Armée

Le Ministre de la Force Publique Alex BODRY a procédé le 26 août 1996 à l'assermentation de Messieurs Pascal PUTZ et Francky SCHILTZ, nommés Lieutenant de l'Armée par Arrêté grand-ducal.

La cérémonie d'assermentation a eu lieu à 11.00 heures au Cabinet ministériel du Ministre de la Force Publique.



Lors de la cérémonie d'assermentation, à laquelle assista également le Colonel Michel GRETSCH, Commandant de l'Armée.

Fiche biographique de Pascal PUTZ

Nom:	PUTZ	Armée:	Infanterie	
Prénom:	Pascal	Grades successifs:	1 ^{er} cl	le 27.07.1992
Nationalité:	luxembourgeoise		CplCh/AspOffr	le 03.08.1992
Date de naissance:	06.11.1971		Lieutenant titulaire	le 11.08.1992
Lieu de naissance:	Ettelbruck		Lieutenant	
Fils de:	PUTZ Marcel et ROSSLER Thérèse	Emplois tenus depuis 5 ans:	officier instructeur	
Situation de famille:	célibataire	Cours de stages suivis:	Brevet de parachutiste français et allemand	
Etudes:	Fin d'études secondaires techniques Diplôme de l'École Spéciale Militaire de St CYR Maîtrise en relations internationales et stratégiques		Brevet de moniteur: techniques commandos (aptitude 3 ^e niveau)	
Date d'entrée en service:	27.07.1992 comme candidat-officier de l'Armée		Brevet du Centre d'Instruction du combat en montagne	
Ecole Militaire de formation:	Écoles Militaires de St. CYR COETQUIDAN Sept 92 à juillet 94 École Militaire Interarmes (Promotion COMBATS DE THULE) Sept 94 à juillet 96 École Spéciale Militaire ST CYR (Promotion Maréchal LANNES)	Langues parlées:	luxembourgeois, français, allemand, anglais	
		Langues écrites:	luxembourgeois, français, allemand, anglais	
		Sports pratiqués:	football, athlétisme	

Fiche biographique de Franck SCHILTZ

Nom:	SCHILTZ	Grades successifs:	1 ^{er} cl	le 27.07.1992
Prénom:	Franck		CplCh/AspOffr	le 03.08.1992
Nationalité:	luxembourgeoise		Lieutenant titulaire	le 11.08.1994
Date de naissance:	07.02.1973		Lieutenant	
Lieu de naissance:	Luxembourg	Emplois tenus depuis 5 ans:	officier instructeur	
Fils de:	SCHILTZ Guido et BEFFORT Simone	Cours et stages suivis:	Brevet de parachutiste	
Situation de famille:	célibataire		Brevet de moniteur: techniques commandos (aptitude 3 ^e niveau)	
Etudes:	Fin d'études secondaires Diplôme de l'École Spéciale Militaire de St. CYR Maîtrise en relations internationales et stratégiques		Brevet du Centre d'Instruction du combat en montagne	
Date d'entrée en service:	27.07.1992 comme candidat-officier de l'Armée		Brevet stage - jungle en Guyanne	
Ecole Militaire de formation:	Ecoles Militaires de St. CYR Coetquidan Sept 92 à Juillet 94: École Militaire Interarmes (Promotion COMBATS DE THULE) Sept 94 à Juillet 96: École Spéciale Militaire de St. CYR (Promotion Maréchal LANNES)	Langues parlées:	luxembourgeois, français, allemand et anglais	
		Langues écrites:	luxembourgeois, français, allemand et anglais	
		Sports pratiqués:	Basketball, Ski, boxe française, kayak	
Armée:	Infanterie			

«Sexuelle Ausbeutung von Kindern darf kein Tabu sein, sondern muß öffentlich diskutiert werden» Bilanz und Ausblick aus Luxemburger Sicht nach dem Weltkongreß von STOCKHOLM vom 27. bis 31. August 1996



Familienministerin Marie-Josée JACOBS während ihres Vortrags in STOCKHOLM

Eine offene und klare Sprache redete Familienministerin Marie-Josée JACOBS gestern vormittag, den 4. September, anlässlich einer Pressekonferenz in ihrem Ministerium, als sie aus Luxemburger Sicht eine Bilanz des vom 27. bis 31. August in STOCKHOLM abgehaltenen ersten Weltkongresses gegen die sexuelle Ausbeutung von Kindern zog. An dieser von der schwedischen Regierung, dem Kinderhilfswerk UNICEF, der Aktion ECPAT (End Child Prostitution in Asian Tourism) und der ONG-Gruppe für eine Konvention über Kinderrechte organisierten Konferenz nahmen rund 1200 Vertreter aus mehr als 130 Ländern aller fünf Kontinente teil.

Nicht weniger als 111 Regierungsdelegationen hatten sich eingeschrieben. Die Delegation aus Luxemburg wurde präsiert von Erbgroßherzogin MARIA TERESA, die aktiv an den Kongreßarbeiten teilnahm und ihr Engagement für die Förderung der Rechte der Kinder sowie die Verteidigung der Kinder in Not unterstrich,

und geleitet von Familienministerin Marie-Josée JACOBS. Zur Begleitung gehörten Regierungsrat Mill MAJERUS vom Familienministerium und Psychologe Robert SOISSON, Präsident der «Fédération internationale des Communautés Éducatives» (FICE) und der «Association nationale des Communautés Éducatives» (ANCE), sowie Initiator des Luxemburger Forums für die Rechte der Kinder.

Weltweit bis zu zwei Millionen Opfer

Zu Beginn ihrer Ausführungen äußerte Ministerin Jacobs die Hoffnung, daß nicht nur die äußerst dramatischen Ereignisse in Belgien, sondern die Problematik im allgemeinen langfristig zum Nachdenken anregen sollten. Das Verbrechen sei gleich schlimm in Thailand und Südamerika bzw. bei uns und dürfe unter keinen Umständen als Kavaliersdelikt in der Dritten Welt abgetan werden. Das einzelne Kind mache nämlich überall den gleichen Kreuzweg

mit, der vielfach erst mit dem Tod sein Ende finde.

Wenn man dann wisse, daß weltweit mehr als eine Million Kinder zur Prostitution gezwungen werden und jährlich bis zu zwei Millionen Kinder das Opfer sexueller Ausbeutung werden, dann bleibe STOCKHOLM ein Kongreß, der den Teilnehmern unverkennbar auf dem Magen liegt. Sie alle seien enorm belastet, weil zutiefst vom Gefühl der Ohnmacht bewegt, weil sich nahezu alles im dunkeln abspiele: «Es gibt einfach kein Allheilmittel.»

Oft stehe die sexuelle Ausbeutung von Kindern in einer Wechselbeziehung mit der Armut, doch sei sie nicht überall gleichbedeutend mit Kinderprostitution. Vielfach würden die Kinder in einigen Ländern als Gegenwert für Konsumgüter veräußert.

«Auch ein Problem der Gleichberechtigung»

In STOCKHOLM ist überaus deutlich geworden, so Marie-Josée JACOBS, daß es sich um einen regelrechten Handel mit Ausnutzung der Kinder durch Schänder handelt, der für bestimmte Finanzhaie ein Milliardengeschäft bedeutet. «In einem regelrechten Netzwerk werden die Kinder von Land zu Land geschoben.»

Daß es sich bei der sexuellen Mißhandlung von Kindern auch um ein Problem der Gleichberechtigung handele, belege deutlich der Umstand, daß 80% der Opfer Mädchen sind und 90% der Täter Männer. Diese Feststellung sei jedoch keinesfalls als Minimierung der an Jungen begangenen Verbrechen zu empfinden. Überaus traurig sei, daß Behinderte, Kriegsflüchtlinge und Immigranten zu den besonders gefährdeten Kategorien und Erzieher zum Täterkreis gehören.

Wenngleich die in der Schlußerklärung von STOCKHOLM enthaltenen Empfehlungen und Forderungen nicht juristisch bindend seien, so käme ihnen doch eine große moralische Bedeutung für die Teilnehmerstaaten zu.

Bei der Ahndung der Verbrechen dürften keine Prozesse wegen der Opfer geführt werden, ansonsten für sie wieder ein Trauma aufgerollt werde und es zu einer Stigmatisierung komme. Erschwerend wirke sich in Luxemburg der Umstand aus, daß die Geheimhaltung der Identität des Opfers praktisch nicht zu gewährleisten ist.

Während es zum einen wichtig sei, den Opfern und deren Familien zu helfen, dürften zum anderen die Täter nicht nur strafrechtlich verurteilt werden, sondern sie müßten auch sozial und medizinisch betreut werden. Die aus der Beschlagnahme stammenden Finanzmittel sollten, ähnlich wie es der Fall mit Drogengeldern ist, in einen Fonds für die Unterstützung der Opfer fließen.

Kinderopfer sollten unbedingt in den einleitenden vorbeugenden Prozeß miteinbezogen werden. Auch wurde die Familienministerin nicht müde die wichtige Rolle der Medien bei der Bekämpfung und Aufdeckung von sexuellen Kindesmißhandlungen zu unterstreichen.

10-15% sexuell mißhandelter Kinder in LUXEMBURG

Bei den Tätern handelt es sich oft, wie die Familienministerin darlegte, um «ehrenhafte Mitglieder der Gesellschaft», die zudem aus Erzieherberufen kommen oder/und auch Familienmitglieder sind. In vielen Fällen werde die Mißhandlung von langer Hand vorbereitet und sei der Täter sogar vorher selbst einmal ein Opfer gewesen.

Laut zuverlässigen Schätzungen werden in Luxemburg 10-15% der Kinder sexuell mißbraucht. Da es meistens schwerfalle, Beweise zu erbringen, appellierte Ministerin Marie-Josée JACOBS an die Hilfsbereitschaft eines jeden einzelnen: „Niemand darf wegblicken!“ Ebenso dürfe das Ganze kein Tabu sein, sondern es müsse unbedingt eine öffentliche Diskussion über den gesamten Problemkreis geführt werden.

Für die Schaffung eines europäischen Observatoriums

Begrüßt werden von Luxemburg die auf EU-Ebene angekündigten Initiativen zur Bekämpfung der sexuellen Mißhandlung von Kindern. So will die irische Ratspräsidentschaft beispielsweise einen Vorstoß zur extraterritorialen Verfolgung von Straftätern unternehmen. Die Unterstützung des Großherzogtums findet auch die Idee zur Schaffung eines europäischen Observatoriums, das die verschie-



Präsiert wurde die Luxemburger Delegation bei der Konferenz in STOCKHOLM von Erbgroßherzogin MARIA TERESA. Der offiziellen Vertretung gehörten des weiteren Regierungsrat Mill MAJERUS, Familienministerin Marie-Josée JACOBS und Psychologe Robert SOISSON, FICE-Vorsitzender und Initiator des Luxemburger Forums für die Rechte des Kindes an (v.l.n.r.)

denen Netze von Kinderprostitution, – pornographie und – handel bereits in der Entstehungsphase entlarven könnte.

Als Empfangsstätte, Begegnungsort für Opfer und Informationszentrum ist das in Luxemburg eingerichtete «Meedercheshaus» in Luxemburg gedacht, das demnächst vom Familienministerium in Zusammenarbeit mit der Vereinigung «Femmes en détresse» eröffnet wird.

Von Wichtigkeit seien jedoch auch die Ausbildung in der Schule im allgemeinen und in den Erzieherberufen im besonderen. In diesem Sinne soll es umgehend zu einer Begegnung mit Unterrichtsministerin Erna HENNICOT-SCHOEPGES kommen. Zur Diskussion stehe nicht nur die Sexuaufklärung in den Schulen, sondern auch der Respekt und die Anerkennung des Gleichwertes zwischen den Geschlechtern.

«Spiegelbild und Phänomen einer degenerierten Wohlstandsgesellschaft»

Justizminister Marc FISCHBACH, der ebenfalls an der Pressekonferenz teilnahm, bezeichnete die sexuelle Mißhandlung von Kindern ohne Umschweife als Spiegelbild und Phänomen einer degenerierten Wohlstandsgesellschaft und als großen Bestandteil der Hypokrisie einer Kaskoversicherungsgesellschaft.

Ein präventiver erzieherischer Einsatz sei wohl gut, doch sei es ebenso wichtig, das repressive Arsenal zu verstärken, um die Schänder zur Rechenschaft zu ziehen.

«Es gibt vieles hier im Land, was wir nicht wissen», führte Minister FISCHBACH aus «weil die Opfer meistens nicht reden.» Diesbezüglich wünschte er sich ein größeres Echo und mehr Sensibilisierung seitens der Bevölkerung.

Keine Hinweise gibt es in Luxemburg für die Existenz von organisierten Netzen für Kinderprostitution und – handel. Für die strafrechtliche Verfolgung von Tätern in diesem Bereich sind die Artikel 372 bis 386 des Strafgesetzbuches ausschlaggebend, doch läßt die Kriminalprozeßordnung auch die Ahndung von im Ausland begangenen Verbrechen zu. Der Justizminister räumte ein, daß es zu einer regelmäßigen Weiterbildung der Ermittlungsbeamten und der Magistraten kommen müsse, um in diesem sensiblen Bereich vorzugehen.

7% der Gefängnisinsassen sind Kinderschänder

Rund 30 Insassen des Gefängnisses in SCHRASSIG sind Verbrecher, die wegen der Mißhandlung von Kindern und Jugendlichen verurteilt wurden. Dies entspricht 7% der gesamten Häftlingszahl. Von den Gerichten werde wohl hart durchgegriffen, doch gebe es keine Garantie dafür, dadurch die Gefahr auf den Nullpunkt zurückführen zu können.

Wiederholt vertrat der Justizminister die Ansicht, daß die therapeutische Behandlung von Triebtätern, bei denen es sich um Kranke handle, von großer Wichtigkeit sei. Die Therapie dürfe indes nicht als Strafe verhängt werden, sondern sie müsse auf der freiwilligen Mitarbeit des Verurteilten beruhen, um ein Resultat zu ergeben. Wenn ei-

ne Behandlung möglich werde, sei dadurch jedoch noch keine Heilung garantiert. Die Theorie von Marc FISCHBACH beruht auf der Erkenntnis, daß eine Überwachung und Betreuung von auf Bewährung entlassenen Tätern zweckentsprechender ist als das integrale Absitzen von Strafen, nach deren Verbüßung der Verurteilte vollkommen frei sei und keine Verpflichtung gegenüber der Gesellschaft habe.

Auf unsere Frage, wie viele Sexualtäter in Luxemburg vorzeitig entlassen wurden und wem in einem solchen Fall die letzte Entscheidung zustehe, antwortete Justizminister FISCHBACH, diesbezüglich über kein einschlägiges Zahlenmaterial zu ver-

fügen. Es verhalte sich allerdings so, daß in den letzten Jahren im allgemeinen viele Häftlinge ihre Strafe ganz absaßen. Ihm seien in diesem Zusammenhang 3-4 Fälle bekannt, wo es sich um Sexualtäter handelte. Zuständig für die Entlassung auf Bewährung von Verurteilten, deren Strafmaß mehr als zwei Jahre beträgt, ist seit 1986 eine aus drei Magistraten bestehende Kommission, die zudem Expertengutachten einholt. Die letzte Entscheidung obliegt danach dem Generalstaatsanwalt bzw. dessen Delegierten für den Strafvollzug. All diese Vorkehrungen könnten jedoch nicht verhindern, «daß man sich trotzdem irren kann».

Zufrieden mit den Ergebnissen der Konferenz von STOCKHOLM zeigte sich Robert SOISSON, der u. a. für die Einrichtung von Strukturen plädierte, an die sich die Kinder vertrauensvoll wenden können. In Luxemburg ist die Schaffung eines Ombudskomitees geplant, das den Kindern die Angst vor Aussagen nehmen soll.

Joseph LORENT

«Luxemburger Wort»
am 5. September 1996

Coopération transfrontalière belgo-luxembourgeoise

Le 28 août 1996 le Ministre de l'Aménagement du Territoire Alex BODRY a eu une réunion de travail avec Monsieur Bernard CAPRASSE, Gouverneur de la Province de Luxembourg.

Monsieur CAPRASSE a succédé au mois de juin à Monsieur Jacques PLANCHARD

dans la fonction de Gouverneur de la Province belge de Luxembourg.

La réunion constituait le premier contact officiel du nouveau Gouverneur de la Province belge voisine avec un membre du Gouvernement luxembourgeois.



Le Ministre Alex BODRY et le Gouverneur de la Province de Luxembourg, M. Bernard CAPRASSE

L'entrevue a permis de faire un large tour d'horizon sur les différents dossiers concernant la coopération transfrontalière entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Une partie importante des discussions a porté sur l'adhésion de la Région WALLONE, respectivement des communautés francophone et germanophone, à la Grande Région (Commission régionale SARRE-LOR-LUX). Territorialement, la Province de Luxembourg pourrait faire partie de cette entité. Une deuxième réunion au sommet des exécutifs des régions partenaires se tiendra au mois de novembre 1996 à SARREBRUCK.

Les interlocuteurs ont abordé également le projet de l'élaboration d'un schéma de développement commun pour la Grande Région, et ceci dans le cadre des travaux européens en matière d'aménagement du territoire.

L'amélioration des voies de communication et de transport entre la BELGIQUE et le LUXEMBOURG a été un autre sujet de discussion.

Il a été noté avec satisfaction que les travaux d'électrification de la ligne ferroviaire GOUVY-LIÈGE sont actuellement en cours.

Finalement, les deux parties ont évoqué différents dossiers relatifs aux domaines de la protection de l'environnement et de la gestion des déchets. MM. BODRY et CAPRASSE ont salué dans ce contexte qu'il sera procédé fin septembre à l'inauguration officielle de la station d'épuration commune de MARTELANGE.

Le Luxembourg s'est souvenu des 21 victimes exécutées par les nazis lors de la Grève générale du 31 août 1942

Douloureux souvenir annuel que celui qui s'attache à ce lundi, 31 août 1942, Jour de la Grève générale au LUXEMBOURG, – départ d'une période d'années pendant laquelle la population luxembourgeoise devait placer des actes héroïques autant que dramatiques dans une résistance active ou passive contre l'occupant nazi.

Le Luxembourg, – militairement et civilement de loin le plus faible des alliés – risquait une opposition ouverte et active contre un régime qui, dans ses dernières exigences et stipulations du Gauleiter à LUXEMBOURG, était allé trop loin, selon le sentir patriotique des Luxembourgeois et leur volonté fermement déclarée de faire face!

L'opresseur devait se venger de la façon la plus brutale, la plus terrible, directe et sanguinaire: 21 grévistes, dont 20 Luxembourgeois et un citoyen allemand se sentant complètement solidaire des nôtres, furent condamnés à mort par un procédé de justice expéditive, le «Standgericht», de méchante mémoire!

Des centaines d'autres patriotes, les jours de Grève, furent soumis à interrogatoire et tortures, avant d'être incarcérés dans de nombreuses prisons ou alors envoyés vers les camps de concentration, essentiellement à HINZERT.

La presse mondiale prit note de l'opposition désespérée, mais courageuse des Luxembourgeois et relata en grandes lettres les actes et faits héroïques des plus courageux ou actifs; la répression nazie par contre, devenait de plus en plus dure, radicale – et dès le 17 septembre 1942, les premiers convois de déportés politiques quittaient la Gare de HOLLERICH pour les camps de l'Est.

Par décret du Gauleiter, l'enrôlement de force, – qui avait déjà été stipulé pour l'Alsace et la Lorraine –, devint «obligatoire» pour les jeunes Luxembourgeoises et Luxembourgeois des classes d'âges de 1920 à 22 d'abord, puis à 24, puis encore à 26 comme pour un nombre mineur de jeunes gens de la classe 1927, ceux-ci partant peu de semaines avant la fin de la guerre, destinés qu'ils furent à être purement et simplement sacrifiés sur les champs de bataille à l'Est et au Centre-Europe.

La «Großkundgebung» du 30 août 1942 aux Halles des Foires de LIMPERTSBERG avait implicitement défini et causé tous ces malheurs qui devaient s'abattre pleinement sur un petit peuple, déjà meurtri et blessé dans son âme, – une âme toutefois restée volontaire!

WILTZ, Cité martyre

Le mouvement de Grève était parti de WILTZ, le 31 août 1942, où six fonctionnaires publics avaient contribué au mouvement d'opposition, qui, à partir de 7 heures, était généralement suivi déjà par les ouvriers et employés de la Manufacture de Cuir «IDÉAL», le personnel enseignant, des employés communaux, des brasseurs et commerçants suivant spontanément l'appel à la Grève générale.

Le mouvement de cessation du travail s'étendit de WILTZ à ETTTELBRÜCK, à DIEKIRCH, – en soirée à SCHIFFLANGE-ARBED, où Hans ADAM, d'origine allemande, avait actionné le signal à 18.02 heures, signe officiel pour la cessation du travail. Par centaines, les ouvriers et employés quittèrent les lieux du travail. Il en fut de même à HADIR-DIFFERDANGE et en bien des lieux de par le pays. Beaucoup de cultivateurs versaient le lait du jour dans les caniveaux.

Le mouvement de Grève prit son ampleur maximale les 1 et 2 septembre, au moment où de grandes affiches devaient déjà annoncer les premières représailles sanglantes, réactions nazies.

Les étudiants des Lycées du pays et ceux des Écoles normales suivirent le mouvement; grand nombre d'eux furent momentanément arrêtés, envoyés dans des camps de germanisation, renvoyés finalement des établissements scolaires.

Acieries et laminoirs, écoles, laboureurs et ouvriers, fonctionnaires et employés, dans les postes et les transports, les mines et manufactures du pays, ils furent des milliers à faire front, au prix que l'on connaît.

ESCH, SCHIFFLANGE et DIFFERDANGE

Outre à WILTZ, la répression nazie fut la plus radicale à SCHIFFLANGE, à ESCH-sur-ALZETTE et à DIFFERDANGE, aux centres sidérurgiques, considérés comme les «noyaux de la Résistance».

À ESCH-sur-ALZETTE, en ce 31 août 1942, le «Onofhängege Gewerksschafts-Bond»-OGB-L convia au Monument aux Morts sur la «Place de la Résistance», où à 18 heures, des fleurs furent déposées par la direction syndicale; le «Musée National de la Résistance» avait, en ce jour, ouvert ses portes de 10 heures à midi et de 15 à 18 heures, – haut lieu de recueillement et de documentation.

À SCHIFFLANGE, ce furent la Municipi-

palité, les Mouvements nationaux de Résistance et Patriotiques qui fleurirent les Monuments et Plaques commémoratives, rappelant les hauts faits patriotiques des infortunés exécutés, fleurs déposées au Portail d'ARBED, sur la Place de la Résistance, au Monument «Fraen a Mammen», aux Squares Hans ADAM, Eugène BIREN et Albert WINGERT, finalement au «Mémorial ONS JONGEN».

Comme en 1942, les sirènes ont retenti à 18 heures, invitant à une minute de silence et de commémoration, tous les participants se réunissant en la «Salle GRAND-DUC JEAN» à l'issue de la commémoration.

À DIFFERDANGE, autorités et population se sont souvenues de la Grève lundi, le 2 septembre; à ARBED-DIFFERDANGE, le travail cessa de 9.15 à 9.30 heures, temps pendant lequel des gerbes de fleurs furent déposées au Monument aux Morts, près du grand Portail d'accès. Minute de silence, après quoi les participants se sont rendus à l'atelier central d'usine, pour un dépôt de fleurs devant la Plaque commémorative, en présence de membres de famille des victimes de 1942.

Rencontre Jean-Claude JUNCKER– Flavio COTTI

En vacances à LOCARNO en Suisse, fin août, le Premier Ministre luxembourgeois Jean-Claude JUNCKER a rencontré le Ministre suisse des Affaires Étrangères et Président en exercice de la CSCE, Flavio COTTI.

Les deux hommes politiques ont discuté des dossiers bilatéraux en ce qui concerne les relations de la Suisse avec l'Union Européenne ainsi que du débat européen se déroulant actuellement en Suisse. Le chef du Gouvernement luxembourgeois a, en outre, informé le Ministre suisse des Affaires Étrangères sur les négociations dans le cadre de la Conférence intergouvernementale et sur les progrès vers l'Union économique et monétaire.

MM. JUNCKER et COTTI ont également eu des échanges de vues sur la situation en Ex-Yougoslavie et la préparation des élections en Bosnie. Le Ministre suisse des Affaires Étrangères a finalement informé le Premier Ministre luxembourgeois sur les travaux de la Présidence suisse de l'ONCE et sur le programme provisoire du sommet de l'ONCE, les 2 et 3 décembre 1996 à LISBONNE.

Visite des Ambassadeurs des pays de l'ASEAN à LUXEMBOURG



M. Jacques F. POOS entouré des Ambassadeurs des pays de l'ASEAN

Le 3 septembre, les Ambassadeurs des 7 pays membres de l'ASEAN, accrédités à LUXEMBOURG ont effectué une visite au LUXEMBOURG pour faire le point annuel des relations entre le Luxembourg et l'Association des Nations de l'Asie Sud Est, créée en août 1967.

La délégation fut reçue par le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et s'est réunie avec Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, pour une réunion de travail à l'Hôtel Saint-Maximin.

À l'ordre du jour de la réunion ont figuré les relations bilatérales entre l'ASEAN et le Grand-Duché avec l'ouverture d'une Ambassade du Luxembourg à KUALA LUMPUR (MALAISIE), les relations entre l'Union Européenne et l'ASEAN, les développements au sein de l'ASEAN, y compris les Droits de l'Homme et au sein de l'UE ainsi que le suivi du Sommet Europe-Asie, de mars 1996 à BANKOK, finalement la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à SINGAPOUR, au mois de décembre 1996.



Deux médailles sur JEAN l'AVEUGLE pour M. JUNCKER

Le 5 septembre 1996, Monsieur Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, s'est vu remettre deux médailles créées par Madame Yvette GASTAUER-CLAIRE en souvenir du 700^e anniversaire de la naissance et du 650^e anniversaire de la mort du Comte JEAN l'AVEUGLE.

La remise a eu lieu en présence de l'artiste et de Monsieur Romain PROBST, numismate et éditeur des médailles.

La remise des médailles à M. Jean-Claude JUNCKER



Protection rapprochée des Maisons Royales d'Europe

Le 5 septembre 1996, Son Altesse Royale le GRAND-DUC a reçu en audience, au Palais grand-ducal, les responsables des services de protection rapprochée des Maisons Royales d'Europe, en réunion à LUXEMBOURG.

S.A.R. le GRAND-DUC entouré des responsables des services de protection rapprochée des Maisons Royales d'Europe

Réunion des chefs de mission diplomatique à LUXEMBOURG

Les 5 et 6 septembre, les chefs de toutes les missions diplomatiques du Grand-Duché de LUXEMBOURG à l'étranger se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères pour deux journées de travail avec le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS, et le Secrétaire d'État au Commerce extérieur et à la Coopération Georges WOHLFART.

Au cours de ces journées diplomatiques, les chefs de missions, ambassadeurs et représentants permanents ont abordé les tâches principales qui incomberont à la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne dans les trois piliers de l'Union, c'est-à-dire communautaire, de la politique étrangère et de sécurité commune comme de la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Ils ont discuté éga-

lement de l'état de l'Union européenne et de ses perspectives pour 1997 ainsi que du rôle des ambassades bilatérales dans le cadre de la Présidence. La dernière partie des travaux sera consacrée aux problèmes d'organisation et à des réunions thématiques.

Le Ministre de la Culture Erna HENNICOT-SCHOEPGES a présenté l'offre culturelle élaborée par le Gouvernement pour la Présidence du Conseil de l'Union.

Les chefs de mission furent reçus le 5 septembre par LL.AA.RR. le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE à l'occasion d'un déjeuner au Palais grand-ducal.



Le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS et le Secrétaire d'État au Commerce Extérieur et à la Coopération Georges WOHLFART entourés des Chefs de missions, Ambassadeurs et Représentants permanents

IFOR III remplace IFOR II

Le mercredi 5 septembre 1996, le troisième contingent luxembourgeois IFOR III a quitté la caserne du HERRENBURG pour être déployé en EX-YOUGOSLAVIE, dans le cadre de la force de mise en oeuvre du plan de paix. Une soirée d'adieu a eu lieu le 4 septembre 1996 en présence des membres de famille des militaires.

De même, une soirée de bienvenue fut prévue le jeudi, 5 septembre 1996, à l'occasion du retour du deuxième contingent luxembourgeois IFOR II.

Le Ministre de la Force Publique Alex BODRY fut présent lors de ces deux soirées.

Réunion informelle des Ministres des Affaires Étrangères de l'Union Européenne à TRALEE en Irlande

Les 7 et 8 septembre 1996 a eu lieu, à TRALEE en Irlande, la réunion informelle des Ministres des Affaires Étrangères de l'Union Européenne. Cette traditionnelle réunion informelle s'est distinguée des autres rencontres ministérielles par le fait que les ministres s'y sont rencontrés pour discuter librement et dans un cadre restreint, sans être accompagnés d'une grande délégation, ni être tenus à un ordre du jour contraignant, des grands problèmes qui se posent à l'Union Européenne.

Parmi les sujets susceptibles d'être évoqués à TRALEE ont figuré les élections et la période post-électorale en BOSNIE, les futures relations entre la RFY et l'UE, la relance du processus de paix au Proche-Orient, la question de Chypre et les relations avec la Turquie, la Conférence intergouvernementale et la reprise par l'UE des thèmes abordés par la Conférence de STOCKHOLM contre l'exploitation sexuelle des enfants.

Le LUXEMBOURG fut représenté par son Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS.

Entrevue BODRY-PONCELET

Sur invitation de Monsieur le Ministre Alex BODRY, Monsieur Jean-Pol PONCELET, Ministre de la Défense Nationale du Royaume de Belgique a fait une visite au Luxembourg, vendredi, le 6 septembre 1996.

Mentionnons que le «Chapeau politique» relatif au rattachement du Contingent luxembourgeois du Corps européen à la 1^{re} Division Mécanisée Belge a été signé à cette occasion.

Déclaration commune du Ministre de la Défense nationale du Royaume de Belgique et du Ministre de la Force Publique

du Grand-Duché de LUXEMBOURG, relative au rattachement d'un contingent luxembourgeois à la Division belge affectée au Corps européen:

«Dans le cadre de la décision prise par le Grand-Duché de LUXEMBOURG de faire partie du Corps européen et de lui fournir une contribution appropriée;

Considérant l'excellente collaboration et la coopération militaire qui existent déjà entre les deux pays et qui s'en trouveront encore amplifiées;

déclarent leur intention comme suit:

Le contingent luxembourgeois affecté au Corps européen sera rattaché à la 1^{re} Division mécanisée belge affectée au Corps européen.

Cette initiative vise à atteindre une plus grande efficacité opérationnelle des unités nationales respectives lors de l'exécution des missions assignées au Corps européen telles qu'énoncées dans le rapport de LA ROCHELLE du 22 mai 1992, tout en permettant à la contribution luxembourgeoise de garder toute son identité.

La présente déclaration n'affecte en rien la contribution des deux pays à la défense commune de l'Alliance atlantique et ne remet en cause aucun engagement envers l'Union de l'Europe Occidentale.

En outre, la participation commune au Corps européen souligne encore l'importance que le Luxembourg et la Belgique accordent à la défense commune européenne et à l'identité européenne de sécurité et de défense.

Les modalités du rattachement et de la mise en oeuvre du contingent luxembourgeois au sein de la Division belge feront l'objet d'un Protocole qui sera conclu ultérieurement. — LUXEMBOURG, le 6 septembre 1996.»

signé:

Jean-Pol PONCELET
Ministre de la Défense Nationale
du Royaume de Belgique

Alex BODRY
Ministre de la Force Publique
du Grand-Duché de Luxembourg



Les Ministres BODRY et PONCELET signent la Déclaration commune.

Préparer la recherche publique nationale aux nouveaux défis:

Mise en place d'un Forum R&D

Les activités mises en oeuvre en vertu de 4 dispositions de la loi du 9 mars 1987 ont permis d'établir un dispositif remarquable de compétences en matière de recherche et de développement technologique (R&D). Les trois Centres de recherche publics, créés en application de cette loi, ont réussi à s'assurer aussi bien la collaboration soutenue de partenaires du monde économique que la reconnaissance scientifique d'institutions de recherche étrangères de renom.

L'objectif initial majeur a donc été atteint: la création, au niveau national, d'une base de compétence capable de développer des activités de R&D de haut niveau et d'en assurer le transfert des résultats dans les secteurs privé et public. Le bilan est dès lors très positif. Néanmoins, considérant l'évolution rapide du contexte international en la matière, il sera opportun de procéder à une évaluation approfondie du

dispositif de la R&D mis en place sur le plan national, en vue de la préparer aux défis à confronter dans les années à venir.

Tel est le but de l'initiative «Forum R&D» que Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, vient de lancer. Les travaux relatifs à cette initiative se dérouleront en parallèle sur deux axes. Une analyse interne, réalisée par les acteurs de la recherche publique, visera à fournir des conclusions de recommandations concernant le fonctionnement et l'efficacité de celle-ci. En même temps, une évaluation externe sera réalisée par un groupe d'experts indépendant.

Les travaux relatifs à l'analyse interne comporteront des débats publics traitant de questions relatives à l'organisation de

la R&D au Luxembourg. Ces débats sont organisés sous forme de trois ateliers ayant pour thèmes respectifs: les synergies entre R&D et enseignement supérieur, le partenariat de recherche et la collaboration scientifique transfrontalière, le cadre d'exécution de la R&D; cadres administratif, réglementaire et financier. Ces ateliers auront lieu à l'Institut Supérieur de Technologie les 4, 5 et 6 novembre 1996 à partir de 17.00 heures, chaque séance étant consacrée à un des trois thèmes évoqués ci-dessus.

Le groupe d'experts, composé de membres des mondes économique et académique, est appelé à effectuer une évolution externe du dispositif de la R&D mis en place depuis 1987 et à formuler des recommandations quant aux opportunités et perspectives de son développement dans les années à venir. L'évaluation portera notamment sur l'intérêt des activités mises en oeuvre et la qualité des résultats obtenus. Elle mettra les activités nationales en perspective par rapport aux réalisations dans d'autres pays.

Émouvante Journée Commémorative et du Rappel des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, le 8 septembre 1996

La Première Guerre mondiale a causé la mort de plus de 9,5 millions d'êtres humains, dont près d'un demi million de civils; la Seconde du nom, plus générale encore, bien plus radicale également, causa le trépas brutal de plus de 55 millions d'hommes et de femmes, dont près de 24,5 millions de civils: bilans qui nous laissent, sinon nous font douter de l'humanité, de l'humanisme même.

Nul ne saura décrire tant soit peu fidèlement la misère humaine, la peur, l'effroi et les souffrances, maladies et mutilations, tortures ou privations de mille genres – à jamais insaisissables resteront les faits ou traitements brutaux que des hommes savent infliger délibérément à d'autres hommes, quand la bestialité approche de son paroxysme, quand l'ingéniosité en armements, tortures et méfaits n'a plus qu'une seule finalité: tuer, faire souffrir à mort, assassiner...

Les Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, luxembourgeois, – hommes et femmes – commémorent annuellement les affres endurés et les supplices militaires subis par un bien trop grand nombre d'eux: champs de bataille, camps, ou prisons qui ont noms POZNAN, LUBIN, WROCLAW, SIEDLICE, BIALYSTOK, SMOLENSK, LODZ, MINSK ou KIEV, à côté de bien d'autres, moins cités, mais tout aussi lourdement chargés d'une histoire de «*Ons JONGEN*», des pages d'histoire dont les détails ne seront jamais connus, ni encore saisissables dans toutes leurs démesures, mais dont se souviennent avec pitié et fidélité les Anciens qui, après mille dangers et souffrances, sont retournés au Luxembourg libre, animés par la volonté et sous promesses d'en garder les souvenirs vivants, inaltérables.

Parmi tous les sites où la barbarie nazie a sévi de façon spécialement exécrationnelle, on citera toujours SLONSK, – SONNENBURG –, où un assassinat exemplairement criminel causa la mort brutale de 819 prisonniers de guerre que des hordes SS exécutèrent par tirs dans la nuque, quelques heures avant l'arrivée des troupes soviétiques libératrices, – toutes innocentes et infortunées victimes, dont 91 jeunes Luxembourgeois enrôlés, – perfidement assassinés dans la nuit du 30 au 31 janvier 1945.

Le 30 avril 1995, à l'initiative de la Fédération des E.F.V.N. et des Associations affiliées, une admirable grille en bronze fut inaugurée à l'entrée du cimetière mi-



De nombreuses personnalités de la vie publique ont tenu à assister aux différentes cérémonies.

litaire de SLONSK, – une aire du dernier repos pour laquelle l'artiste luxembourgeois Charles KOHL avait déjà créé un monument à la mémoire des jeunes Luxembourgeois en particulier, lâchement assassinés.

Contre l'oubli...

L'introduction du «*Reichsarbeitsdienst*» par les nazis datait du 12 février 1941, obligatoire qu'il devait devenir successivement pour les classes d'âges 1920 à 1924, alors que plus tard, l'enrôlement pratiquement direct à la «*Wehrmacht*» était chose décidée par HITLER, le sanguinaire et diabolique Führer; quand fin 1941, le «*Reich*» manquait de quelque 350.000 hommes de troupes sur les sanglants champs de bataille de l'Est, – nombre qui allait augmenter jusqu'à plus de 600.000 en mai 1942, – l'enrôlement de force fut d'abord décrété par les nazis pour l'Alsace et la Lorraine, étendu fin août 1942 au Grand-Duché également.

15.409 de nos jeunes gens conscrits, 10.211 appelés, dont 3.510 réussirent au fil des mois à se soustraire par chance au régime, par désertion et la vie clandestine comme réfractaires, un certain nombre s'étant engagés volontaires dans les armées et unités de résistance alliées.

Agir contre l'oubli, – tel est l'aspiration des camarades rentrés au Luxembourg, comme de tout Luxembourgeois bien

pensant: s'incliner devant les souffrances, les mutilations, devant la mort finalement qui fut celle de 3.590 Enrôlés et Enrôlées, jeunes victimes âgées entre 21 et 25 ou 26 ans, à la fleur de l'âge.

Une première cérémonie commémorative se tint en ce dimanche, 8 septembre 1996 au Mémorial du Souvenir à HOLLERICH-Gare, où les V.N.E.F. et les autorités publiques ont inauguré en ce mois de juin le Musée de la Déportation, qui retrace une bonne partie, sinon l'essentiel et le poignant récit de ce que fut la déportation: celle, forcée sous les armes des Enrôlés, forcée également celle des Résistants et autres Déportés politiques, finalement aussi la situation, les affres et indicibles supplices endurés par les Concitoyens juifs, toutefois déportés pour la plupart depuis le Monastère de CINQFON-TAINES-lez-Clervaux, souvent vers les camps d'extermination de l'Est.

Des dépôts de fleurs furent opérés devant la stèle hollerichoise par la Fédération des V.N.E.F., par des délégations de la Direction des Chemins de Fer luxembourgeois, de l'Association des Déportés Politiques luxembourgeois, par le Consistoire israélite et l'Amicale AUSCHWITZ-LUXEMBOURG, aux sons de la Sonnerie aux Morts, exécutée par le Clairon de la Résistance Johnny SCHMIDT et Edmond FABER.

Service commémoratif en l'Église du Sacré-Coeur à LUXEMBOURG

Grande assistance au service religieux commémoratif en l'Église du Sacré-Coeur à LUXEMBOURG-Gare, célébré par le Chanoine André HEIDERSCHIED, assisté par les Abbés Michel BEHM, François REDING et Robert BROSIUS, Joël SANTER interprétant aux grandes orgues, alors que la Chorale des Exilés, sous la direction de Pol NILLES assurait l'encadrement vocal. On notera que Mgr. l'Archevêque Fernand FRANCK avait pris place dans le chœur du sanctuaire; aux rangs des invités d'honneur, on remarqua notamment S.Exc. l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique Clay CONSTANTINOU; Ed. JUNCKER, Vice-Président de la Chambre des Députés, lui-même ancien Enrôlé; le Président fédéral Jos WEIRICH et Gast JUNG, Ancien de TAMBOW; Nikky KOOB, Président de l'Association des Déportés Luxembourgeois; Mady MOYSE-JACOB, Présidente de l'Amicale AUSCHWITZ-LUXEMBOURG; le Dr. Jean GOEDERT, Échevin de la Ville; Eugène MULLER, Commissaire à la Résistance.

Ce fut en anglais que le Chanoine HEIDERSCHIED réitéra les cordiaux remerciements de la Nation aux Libérateurs américains qui auraient rendu Liberté, Paix et Bien-être à un petit peuple meutri, comme à bien des pays européens ayant dû subir un cruel sort analogue, avant de mettre en évidence, en luxembourgeois, le sens profond des Journées commémoratives des E.F.V.N. Chaque année, au déclin d'une saison estivale, la fatidique journée retournerait à laquelle le Gauleiter avait signé en fait l'arrêt de mort de bien nombreux Luxembourgeois, du fait de ses décrets, tout comme les aspects et reminiscences terribles d'alors resteraient présents, plus de 50 ans après: la peur pour la famille, les soucis pour le pays et la nation; la révolte des âmes, l'opposition passive ou active, la résistance sous diverses formes, les protestations et la rage contre les agissements inhumains; faim, peur, blessures et mort se préciseraient de nouveau annuellement.

Mais on se souviendrait également des bonnes résolutions, des idéaux personnels et autres valeurs spirituelles pour lesquels, une fois rentré au pays, on se serait engagé à fond, les Anciens restant au milieu de la jeunesse des Ambassadeurs, appelés à maintenir vivante la mémoire collective: «Fidélité vis-à-vis des Trépassés, vis-à-vis de soi-même», tels resteraient le message et la réalité à vivre, encore et toujours, le rappel garantissant que les sacrifices et les supplices d'antan n'aient pas été vains!



Au Monument de la Solidarité luxembourgeoise, M. Jim BOLMER a fait l'allocution de bienvenue.



L'allocution principale fut prononcée par S. Excellence l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique Clay CONSTANTINOU.

Au Monument de la Solidarité luxembourgeoise

En présence de l'Ambassadeur Clay CONSTANTINOU notamment, du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER, du Vice-Président de la Chambre des Députés Ed. JUNCKER, du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Erna HENNICOT-SCHOEPGES, des Échevins de la Ville Dr. Jean GOEDERT et Pierre FRIEDEN, de Députés, des Président et Commissaire à la Résistance Aloyse RATHS et Eugène MULLER, des Présidents Jos. WEIRICH, Mady MOYSE-JACOB et Nikky KOOB, comme d'une assistance nombreuse de

tous les Mouvements nationaux patriotiques, ce fut le Secrétaire fédéral Jim BOLMER qui fit l'allocution de bienvenue au Monument national de la Solidarité luxembourgeoise.

L'allocution principale fut réservée à S.Excellence l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique Clay CONSTANTINOU qui, dans une adresse en français, a très fidèlement analysé les multiples facettes des souffrances, sacrifices et supplices endurés par les Luxembourgeois et les Enrôlés de Force en particulier; nous reproduisons ci-après le discours du diplomate orateur américain:

Allocution par M. l'Ambassadeur Clay CONSTANTINOU:

«Monsieur le Vice-Président de la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre, Madame le Ministre, Monsieur l'Archevêque, Monsieur le Grand Rabbî, Monsieur le Pasteur du Culte Protestant, Mesdames, Messieurs les Députés, Monsieur le Président de la Fédération des Victimes du Nazisme – Enrôlés de Force, Monsieur le Président de l'Association des Déportés Politiques, Chers invités d'honneur; Mesdames, Messieurs; chers Amis,

C'est avec grand plaisir que je me trouve parmi vous en cette journée, pour participer à part entière aux cérémonies, à l'occasion de la Journée Commémorative Nationale des Enrôlés de Force, organisée par la Fédération des Victimes du Nazisme – Enrôlés de Force et leurs Associations affiliées.

Votre aimable invitation m'a non seulement honoré en tant qu' Ambassadeur des États-Unis, mais m'a aussi touché profondément, en tant que représentant des générations d'après-guerre. C'est justement pour cette raison que j'aimerais d'abord vous exprimer ma sincère reconnaissance pour votre oeuvre exceptionnelle, votre dévouement admirable, votre engagement désintéressé à la juste cause de la paix.

Aujourd'hui nous sommes tous présents, afin de rendre hommage au courage et à la noblesse d'esprit, dont vous et vos camarades disparus avez fait preuve, en ces temps difficiles. Ensemble avec nos familles et amis, nous nous sommes rassemblés aujourd'hui autour de la flamme – qui symbolise la liberté – et du monument – dont vous tous étiez les initiateurs – pour témoigner de vos sacrifices, – afin de ne pas oublier le passé, de faire revivre l'histoire et surtout d'en tirer des leçons et des exemples.

Pendant ces deux dernières années passées au Luxembourg; j'ai souvent eu l'honneur d'assister et de participer à des cérémonies commémoratives, liées à la li-

bération de votre pays. Plus que de simples événements, ces commémorations m'ont offert la possibilité de connaître de près, – non seulement des Vétérans américains –, mais aussi de nombreux Luxembourgeois, – hommes et femmes –, provenant d'autres générations, – tous porteurs d'une histoire personnelle tragique et héroïque à la fois.

En écoutant ces innombrables histoires de destins tragiques de nombreux Luxembourgeois survivants, de familles particulièrement affectées par le régime nazi et décimées sous ses brutalités, – je me suis rendu compte comment et à quel point, le pays et ses citoyens ont dû souffrir pendant l'occupation.

Je sais qu'il n'y a pas eu une seule famille luxembourgeoise, ayant complètement échappé au régime de terreur de l'occupant. Combien de fois m'a-t-on raconté que des familles entières étaient arrêtées par la GESTAPO, ont subi de terribles interrogatoires, avant d'être déportées, – tandis que d'autres patriotes ont été torturés –, internés dans des camps de concentration – et bien d'autres encore, enrôlés de force dans des camps de travail ou dans l'armée allemande. Un nombre majeur ont eu la chance de désertir ou d'échapper aux griffes des nazis, – ont combattu dans la résistance ou dans les rangs alliés –, certains y sont tombés. C'est en méditant sur tous ces destins tragiques que j'ai vraiment compris le sens de la devise luxembourgeoise, qui a fait votre force: «Mir w'lle bleiwe watt mir sin», ainsi que votre attitude d'espoir pour la liberté, symbolisée par votre Grand-Duchesse CHARLOTTE.

En tant que représentant de la génération d'après-guerre, je ne peux que m'incliner devant le courage, la bravoure, la ténacité et la solidarité que les Luxembourgeois humiliés et opprimés par l'envahisseur ont démontré, en s'opposant à l'occupant. Vous avez rejeté le referendum nazi, – protesté contre le recrutement forcé dans le RAD et la Wehrmacht –, et lutté avec tous les moyens contre l'éviction de votre identité nationale, sous la menace de peines terribles, – mais sans jamais désespérer de la victoire alliée finale sur le mal.

Je sais que la réaction et les représailles de l'occupant étaient atroces et inhumaines. Depuis les premières victimes des grèves organisées par de courageux patriotes luxembourgeois contre le régime nazi – dans le sud du pays et à WILTZ –, en passant par les vagues de déportations, l'enrôlement de force, les prisons, camps de concentration, la torture et les peines de mort, sans oublier les camps de prisonniers au front de l'Est, – des milliers de Luxembourgeois ont dû laisser leur vie.

C'était avant tout la jeunesse luxembourgeoise qui était visée par l'occupant. Des



Moment de recueillement devant le Monument de la Solidarité luxembourgeoise

milliers de jeunes filles et hommes ont souffert dans les camps de travail du RAD et dans l'armée allemande, ont été blessés, mutilés, ou sont morts ou disparus au front. Parmi tous les pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale, le Luxembourg figure parmi ceux qui, proportionnellement à la population, a eu un des pourcentages les plus élevés en victimes humaines, dues au nazisme et à la guerre.

Quand nous dédions aujourd'hui nos pensées à tous ces Luxembourgeois qui ont trouvé la mort au front, dans des camps de concentration ou en combattant dans la résistance ou des armées alliées, nous devons toujours nous rappeler que leur sacrifice ne doit jamais être oublié.

Il en est de même pour les milliers de soldats américains et alliés tombés pour la libération du Luxembourg et de l'Europe.

Alors que nous nous recueillons devant la Flamme de la Liberté, pour nous redédier aux valeurs – que ceux que nous honorons aujourd'hui – se sont jadis sacrifiés pour le pays, nous nous rendons compte que des journées commémoratives – comme celle-ci, sont importantes. Elles nous rappellent toujours, qu'il n'y a – et qu'il n'y aura jamais – de paix et de vie en liberté sans efforts et que tous, nous devons y contribuer. En plus, elles nous montrent, combien il est important que nous tous, en tant que communauté internationale, devons unir nos efforts pour éviter que les faits qui se sont produits – il y a plus de 50 ans –, se répètent.

Ceci est d'autant plus vrai – cinq décades après la victoire alliée sur le nazisme et le fascisme –, après la fin de la guerre froide et la tombée du rideau de fer que de nouveaux dangers nous guettent et que des tendances racistes, xénophobes et anti-sémitistes font malheureusement réap-

parition. Tandis que les murs des prisons et camps – symbolisés par ce monument – sont tombés, il y a plus de cinquante ans et que les carillons de la Liberté ont retenti de nouveau, – d'autres murs d'oppression ont malheureusement surgi. Nous savons tous que la guerre en ex-Yougoslavie et les conflits ethniques dans d'autres parties du monde sont de tristes faits et constituent une anomalie dans la conviction de nous tous, pour en finir à jamais avec les conflits armés.

Il est de notre devoir de faire comprendre aux jeunes et aux générations à venir, ce à quoi l'intolérance et le non-respect d'autrui peut mener. C'est ainsi que vous, – en tant que représentants des générations qui ont souffert, mais en même temps en tant qu'ambassadeurs de la paix et de la tolérance, vous continuez à servir d'exemple et à propager votre résolution: «Plus jamais de guerre». Oeuvrons ensemble – âgés et jeunes – pour construire et conserver un monde où chacun – de n'importe quelle race ou religion qu'il soit – puisse vivre en paix et réaliser ses rêves.

Ee Philosoph huet eemol gesot: Dee-jéinigen déen d'Geschicht verg'sst, as derzou verdaamt, se er'm eng Kéier ze erliewen.

Duerfiir waerte miir alleguer eis 'mmer er'nneren – a waerten 'mmer bereet sin-esou datt mir 'mmer fräi waerte sin.

Merci iech alleguer fiir d'se speziellen Daag vun der gemeinsamer Er'nnerung, –

Villmols Merci!»

L'encadrement musical, comme de tradition, fut assuré par l'ancienne Musique de la Garnison de DIEKIRCH, – un ensemble «jeune» de près de 50 ans désormais et qui se présenta en nouveaux uniformes! –, dirigé par Alfred KAYSER,

alors que Camille HEINRICH, dudit ensemble, exécuta la Sonnerie aux Morts pendant le dépôt de la gerbe; celui-ci fut opéré par une délégation de la Fédération des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, alors que Mgr. Fernand FRANCK, Archevêque, le Grand Rabbin Joseph SAYAGH et le Pasteur évangélique Michel FAULLIMEL dirent des prières oecuméniques devant la Flamme du Souvenir.

À l'intérieur du Monument, les Hôtes et les membres fédéraux signèrent le Livre d'Or.

On notera que des cérémonies commémoratives similaires furent organisées dans toutes les agglomérations majeures du pays, notamment dans les sections qui ont des associations locales E.F.V.N.

À PÉTANGE, municipalité, autorités et associations locales ont fleuri la Stèle du

Passeur, tradition bien établie depuis que les troupes américaines de la 5th Armored U.S. Division libèrent PÉTANGE, première ville luxembourgeoise à avoir récupéré sa liberté, le 9 septembre 1944, tôt l'après-midi. En cette occasion, on se souvient plus particulièrement aussi, au Monument «op der MILLEN», du 2nd Lt. américain Hyman JOSEFSON, le jeune Lieutenant du Combat Command A, qui

Une délégation de parlementaires japonais à la Chambre des Députés

À l'occasion de leur visite à LUXEMBOURG, une délégation de parlementaires japonais fut reçue à la Chambre des Députés par Monsieur le Vice-Président Carlo MEINTZ, mardi, le 10 septembre 1996.

Ensuite, la délégation japonaise a eu des entretiens avec Monsieur Jean REGENWETTER, Président et Messieurs Henri GRETHEN et Jean-Marie HALSDORF, Vice-Présidents de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. Les entretiens ont porté sur le système de sécurité et d'assistance sociale ainsi que sur le régime des pensions et l'assistance aux malades et infirmes.



Le Vice-Président Carlo MEINTZ a reçu la délégation japonaise à la Chambre des Députés.

Visite officielle de Jacques F. POOS en INDE:

Un renforcement des relations politiques, économiques et culturelles entre le LUXEMBOURG et l'INDE

M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères, s'est rendu du 9 au 12 septembre 1996 en INDE pour une visite officielle.

Lors de la Journée du 10 septembre, le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS a eu à NEW DEHLI une série d'entretiens politiques et économiques avec les représentants du Gouvernement indien ainsi qu'avec les milieux économiques.

M. POOS a évoqué avec le Ministre des Finances indien, M. CHIDAMBARAM, des questions bilatérales et internationales. C'est ainsi que la négociation d'un accord de non-double imposition visant à promouvoir les échanges entre nos deux pays a été décidée. Le Ministre indien a également marqué son accord pour le développement des relations aériennes. Il a par ailleurs confirmé la volonté du Gouvernement indien de poursuivre activement la politique de libéralisation et d'ouverture économique, notamment dans

le secteur des services. Les deux Ministres ont également eu un échange de vues sur la future Conférence de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à SINGAPOUR. Dans ce contexte, le Ministre luxembourgeois a tiré l'attention de son interlocuteur sur la nécessité d'une clause sociale dans le système commercial multilatéral. Il a surtout relevé le problème du travail des enfants.

Le Ministre POOS a signé avec le Ministre des Affaires Culturelles, M. BAMMAI, un accord culturel dont l'objectif est de promouvoir les échanges culturels et scientifiques. Cet accord, qui devra donner lieu à un programme d'activités, permettra une meilleure compréhension mutuelle. Des manifestations culturelles commémorant le 50^e anniversaire de l'INDE pourront être organisées en 1997.

Les entretiens de M. POOS avec son homologue indien, M. GUJRAL, ont avant tout porté sur les questions de sécurité en ASIE. Jacques POOS a insisté sur l'im-

portance d'une rapide entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires que l'INDE refuse à ce stade de signer. Il a pu se rendre compte du caractère sensible que cette question revêt pour l'INDE. Dans ce contexte, le Ministre luxembourgeois a fortement plaidé en faveur d'une signature de ce traité qui pourrait être accompagnée par de nouvelles initiatives politiques prenant en compte la légitime aspiration du peuple indien à la sécurité et à la stabilité. Un traité de sécurité global pour tous les pays de l'Asie pourrait, dans ce contexte, être un autre instrument qui tiendrait compte de cette aspiration.

Jacques POOS s'est également prononcé en faveur d'un dialogue renforcé entre l'INDE et l'UNION EUROPÉENNE. La participation de l'INDE au partenariat Asie-Europe (ASEM) a le plein soutien du LUXEMBOURG qui oeuvrera dans ce sens pendant la Présidence du Conseil de l'Union européenne au cours du 2^e semestre de 1997.

Le Ministre des Affaires Étrangères a été reçu par le Premier Ministre, M. Deve Gowda, avec lequel il s'est notamment entretenu sur les intentions du nouveau Gouvernement de coalition. Le Premier

Ministre a insisté sur la stabilité du système démocratique en INDE et a réaffirmé la volonté de son Gouvernement de poursuivre activement une politique de réformes économiques.

À la fin de la journée, la délégation luxembourgeoise a été reçue en audience par le Président de la République, M. SHARMA, qui s'est montré très intéressé par les développements au sein de l'Union européenne.

Le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS a participé le 11 septembre à NEW DEHLI à une réunion de travail avec la Confédération indienne des

Industriels. À cette occasion il a pu avoir un échange de vues avec les industriels indiens sur les perspectives de coopération dans les différents secteurs. En vue de développer les échanges et d'aider les entreprises luxembourgeoises sur le marché indien en pleine expansion, le Luxembourg ouvrira dans les semaines à venir un «Trade Office».

Lors d'une rencontre avec les représentants de l'Association des Banques, M. POOS a pu s'entretenir des réformes qui sont en cours dans le secteur bancaire indien. Le principe de contacts avec la place financière de LUXEMBOURG a été arrêté.

Lors d'une visite, le 12 septembre, à BOMBAY, qui est la capitale économique de l'INDE, la délégation luxembourgeoise a été reçue par le Premier Ministre et par le Gouverneur de l'État du MAHARASHTRA.

Le Ministre des Affaires Étrangères a invité la Bourse de BOMBAY, dont les responsables se sont montrés intéressés par des contacts avec la Bourse de LUXEMBOURG. M. POOS a présenté l'économie luxembourgeoise devant la Chambre de commerce «Union européenne-Inde».

Erster grenzüberschreitender Fischerei- und Gewässerlehrpfad

Die gemeinsame Fischereikommission für die Grenzgewässer Mosel, Sauer und Our des Großherzogtums Luxemburg und der Länder Rheinland-Pfalz und Saarland nahm am 12. September 1966 in WEILERBACH die feierliche Eröffnung des ersten grenzüberschreitenden Fischerei- und Gewässerlehrpfades vor.

Die Veranstaltung fand statt in Anwesenheit von Herrn Johny LAHURE, Minister für Umwelt des Großherzogtums Luxemburg, Herrn Herbert BERMEITINGER, Beauftragter des Ministerpräsidenten des Landes Rheinland-Pfalz für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, sowie Herrn Walter BLANKENBURG, Regierungspräsident, Bezirksregierung TRIER.

Mosel, Sauer und Our werden, soweit sie Grenzgewässer sind, vom Großherzogtum Luxemburg und von den Ländern Saarland und Rheinland-Pfalz entsprechend den Vorschlägen der Gemeinsamen Grenzfischereikommission verwaltet und bewirtschaftet.

Während in den früheren Jahren die fischereilichen Aufgaben im Vordergrund standen, hat heutzutage die Durchsetzung der Belange des Natur- und Artenschutzes an Bedeutung gewonnen.

Die Gemeinsame Grenzfischereikommission sieht es als ihre Aufgabe an, Fischerei, Natur- und Artenschutz miteinander zu verbinden. Sie fördert daher den intensivierten Gedankenaustausch mit allen Fachrichtungen, insbesondere den Fischerei- und Naturschutzverbänden. Daß Fischerei und Naturschutz nicht nur miteinander vereinbar, sondern auch aufeinander angewiesen

sind, belegen von den beiden Fachrichtungen gemeinsam getragene Gewässerschutzprojekte der beteiligten Länder.

Die 1988 von der Gemeinsamen Grenzfischereikommission in Auftrag gegebene, international geplante, betreute, finanzierte und 1991 in Buchform herausgegebene Untersuchung über die Fischfauna und deren Lebensräume in den Grenzgewässern Mosel, Sauer und Our war der erste, öffentlichkeitswirksame Beitrag für den Schutz und das nachhaltige fischereiliche Management der Grenzgewässer. Im Oktober 1993 führte die Grenzfischereikommission gemeinsam mit dem internationalen Verein Ruralité-Environnement-Developpement (Ländlichkeit-Umwelt-Entwicklung) die grenzüberschreitende Umwelttagung «Pflege und Entwicklung der Grenzgewässer Mosel, Sauer und Our für die fischereiliche Nutzung» durch. Bei dieser Veranstaltung wurden Probleme und Lösungsvorschläge erörtert sowie laufende Projekte, wie die Vorstudie «Fischaufstieg

Wasserkraftanlage ROSPORT und Umgestaltung der Sautersleife im Bereich «ROSPORT/RALINGEN», vorgestellt.

Das neueste Projekt der Grenzfischereikommission, der «Fischerei- und Gewässerlehrpfad», besteht aus sechs Lehrtafeln, die an drei Gestellen links und rechts der Sauer in Rheinland-Pfalz und dem Großherzogtum Luxemburg im deutsch-luxemburgischen Naturpark in WEILERBACH an der Fußgängerbrücke aufgestellt sind. Jeweils eine Tafel stellt die Aufgaben der Grenzfischereikommission sowie die wichtigsten Parameter der Sauer dar. Die restlichen vier Tafeln geben einen Überblick über die aquatische Fauna und Flora. Alle Tafeln haben einen französischen, niederländischen und deutschen Text.

Der Angelsportverein sowie die «Administration des Ponts et Chaussées» werden die Pflege der Tafeln übernehmen.



Minister Johny LAHURE beim Durchschneiden des Bändchens

Signature de quatre protocoles d'accord entre les gouvernements de la République de MAURICE et du Grand-Duché de LUXEMBOURG

S.E.M. Navinchandra RAMGOOLAM, Premier Ministre de la République de Maurice et S.E.M. Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération, ont signé, le 12 septembre 1996 à 11h45 au Ministère des Affaires Étrangères, quatre protocoles d'accords bilatéraux relatifs aux projets suivants:

1. Projet de rénovation du TRAFALGAR HALL, théâtre historique construit en 1910 à VACOAS, utilisé comme théâtre, cinéma et salle d'exposition. Une fois rénové, ce bâtiment sera classé monument historique. Le budget du projet s'élève à 13 millions de francs et sa durée est estimée à 18 mois.



Lors de la signature des quatre protocoles d'accord par MM. WOHLFART et RAMGOOLAM



Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et le Premier Ministre de la République de Maurice ratifient la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de LUXEMBOURG et le Gouvernement de la République de MAURICE, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

2. Projet de développement du Port FRANC s'inscrivant dans la suite du projet «Preparatory Assistance to the Mauritius Freeport Authority». La contribution luxembourgeoise couvre les frais d'honoraires pour la réalisation d'une étude technique pour la viabilisation d'une nouvelle zone du Port FRANC ainsi que la surveillance des travaux de génie civil qui s'en suivront. Le budget du projet s'élève à 23,5 millions de francs et sa durée est estimée à 2 ans et 3 mois.

3. Projet d'amélioration de la prise en charge des personnes âgées et handicapées (Charitable Institutions). Le projet vise à améliorer la prise en charge de ces personnes en institutions charitables par la rénovation des bâtiments, la réhabilitation des infrastructures, la fourniture d'équipements et la formation du personnel soignant et administratif. Le budget s'élève à 85 millions de francs et la durée du projet est estimée à 33 mois.

4. Projet d'élargissement du Pont de COLVILLE DEVERELL. Le projet comporte l'étude d'exécution déjà effectuée, la fourniture de l'acier ainsi qu'une assistance technique pour la construction du pont. La contribution financière luxembourgeoise s'élève à 32 millions de francs et la durée du projet est estimée à 16 mois.

Ces projets seront exécutés selon les modalités définies dans l'Accord général de Coopération du 11 mai 1994 et financés dans le cadre du Memorandum of Understanding, signé le 15 février 1995 entre les deux Gouvernements. Ce mémorandum comprend notamment les trois volets suivants:

1. Project Development Facility (2DF) qui consiste en un don de 125 millions de francs luxembourgeois à répartir sur 5 ans.

2. Import Facility for Project Financing (IFPF) représentant un programme d'importation d'un montant de 50 millions de francs luxembourgeois.

3. Financing Scheme for Investment Projects (FSIP), qui est un prêt commercial d'un montant de 150 millions de francs luxembourgeois d'un consortium de banques luxembourgeoises en faveur du secteur public mauricien. Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas impliqué dans ce volet. Le prêt bénéficie d'une garantie du Gouvernement mauricien.

Rencontre HENNICOT – VELA MENA

M^{me} Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a reçu jeudi, 12 septembre, S.E. M. Augusto VELA MENA, Ministre de la Culture et des Sports du Guatemala.

Le Ministre guatémaltèque a évoqué le processus de paix dans son pays, la lutte contre la pauvreté extrême visant à améliorer l'éducation et sa volonté d'affirmer l'identité culturelle de son pays dont les populations indigènes constituent 60% de la population. Le nombre de langues parlées dans le pays est de 23.

Le Ministre luxembourgeois a souligné la volonté commune d'établir des relations suivies entre les deux Gouvernements par le biais d'un accord culturel bilatéral. Il est envisagé de faire élaborer un programme de coopération couvrant les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences, de la jeunesse et des sports.

Haute distinction à M. Lucien JUNG

Le 13 septembre 1996, Monsieur Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, a

remis les insignes de Grand Officier dans l'Ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg à Monsieur Lucien JUNG, Ancien Directeur de la Fédération des Industriels Luxembourgeois.



M. Lucien JUNG vient de recevoir la haute distinction des mains du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER.

Vacances scolaires 1996/97

L'année scolaire a commencé le 16 septembre 1996 et finit le samedi 12 juillet 1997.

1. Le congé de la Toussaint commence le dimanche 27 octobre 1996 et finit le dimanche 3 novembre 1996.
2. Les vacances de Noël commencent le samedi 21 décembre 1996 et finissent le dimanche 5 janvier 1997.
3. Le congé de Carnaval commence le samedi 8 février 1997 et finit le dimanche 16 février 1997.
4. Les vacances de Pâques commencent le samedi 29 mars 1997 et finissent le dimanche 13 avril 1997.
5. Jour férié légal : le jeudi 1^{er} mai 1997.
6. Jour de congé pour l'Ascension : le jeudi 8 mai 1997.
7. Le congé de la Pentecôte commence le dimanche 18 mai 1997 et finit le dimanche 25 mai 1997.
8. Jour de congé pour la célébration publique de l'anniversaire du Grand-Duc : le lundi 23 juin 1997.
9. Les vacances d'été commencent le dimanche 13 juillet 1997 et finissent le dimanche 14 septembre 1997.

INTERSAFETY '96 Salon Interrégional pour la Sécurité

Pour répondre de façon efficace aux milliers de questions qui lui sont adressées chaque année concernant la sécurité de la maison, l'Association des Bâisseurs Luxembourgeois organise depuis 1994, en collaboration avec les FIL, le Salon Interrégional pour la Sécurité – INTERSAFETY.

Cette manifestation a eu dès sa première édition un grand succès au Parc des Expositions de LUXEMBOURG avec son infrastructure permettant un développement de ce Salon répondant au grand besoin d'information de tous les utilisateurs voulant protéger leur bien mobilier et immobilier.

Sous la dénomination «INTERSAFETY '96», le 3^e Salon Interrégional pour la Sécurité a regroupé, du 13 au 15 septembre 1996 dans le hall 7 des FIL, les équipements et produits d'avant-garde destinés à la protection et à la sécurité des immeubles privés, industriels, bancaires et administratifs.

L'attrait et la valeur informative d'INTERSAFETY '96 furent rehaussés par une exposition unique en son genre intitulée CLÉS et SERRURES à travers les ÂGES, présentée par l'ABL et réalisée par le Dr. Dieter BUHMANN, de HOMBOURG/Sarre. Cette exposition qui com-

prenait une soixantaine de pièces rares et plus de 100 gravures a profité d'autre part du support du Parc Archéologique Européen, patrimoine franco-allemand situé sur la frontière entre la Sarre et la Lorraine, des musées de TRÈVES, de SARREBRUCK et de LUXEMBOURG ainsi que de pièces mises à la disposition des organisateurs par des collectionneurs privés.

Les exposants du HOUSE FINISH et de l'INTERSAFETY proposent un service complet au consommateur qui est conseillé par les spécialistes des différentes branches du second-oeuvre.

Au moyen de leur carte d'invitation – qui d'ailleurs est délivrée gracieusement –, tous les visiteurs du Salon INTERSAFETY et du HOUSE FINISH participeront au tirage d'une loterie gratuite dotée de deux bons d'achat de LUF 25.000,- qui sont valables auprès des exposants des deux salons jusqu'au 31 décembre 1996.

INTERSAFETY '96 – Salon Interrégional pour la Sécurité et HOUSE FINISH – Centre d'information pour le parachèvement de l'habitat sont ouverts dans les halls 6 et 7 du Parc des Expositions des Foires Internationales à LUXEMBOURG-KIRCHBERG vendredi, le 13 septembre 1996 de 14.00 à 20.00 heures, samedi 14 et dimanche 15 septembre 1996 de 10.00 à 19.00 heures.

L'entrée aux deux manifestations est gratuite!

Jacques F. POOS a reçu les Ambassadeurs de l'UMA

M. Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, a reçu le 16 septembre 1996 les Ambassadeurs des pays de l'UMA (Union du Maghreb arabe) dans le cadre du traditionnel échange de vue informel sur les questions d'intérêt mutuel. À l'ordre du jour de la réunion de travail figuraient une discussion sur les évolutions internes et la situation des droits de l'homme dans les pays de l'UMA, le processus de BARCELONE de partenariat euro-méditerranéen et le processus de paix au Proche-Orient. Les discussions se sont dé-

roulées dans une atmosphère d'ouverture et de grande franchise.

Le Ministre des Affaires Étrangères a souligné l'importance que le Luxembourg accorde à la mise en oeuvre des trois volets – politique et sécurité, économie et finances, culturel, social et humain – de la Déclaration adoptée par la Conférence euro-méditerranéenne de novembre 1995 et a écouté les Ambassadeurs qui lui ont exposé comment ce processus était perçu dans leurs pays.

Les Ambassadeurs de l'UMA ont informé M. POOS sur les débats de la conférence des Ministres des Affaires Étrangères de la Ligue arabe au CAIRE qui vient d'examiner l'évolution du processus de paix. M. POOS a rappelé la position de l'URE qui plaide pour un respect des accords signés, la reprise des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne ainsi que pour une reprise des pourparlers avec la Syrie et le Liban. M. POOS a invité la partie arabe de continuer à utiliser les enceintes de coopération comme le processus de BARCELONE ou le Sommet économique du CAIRE pour coopérer avec Israël.

Aide d'urgence en faveur des réfugiés au LIBAN

Le 16 septembre a eu lieu au Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération une cérémonie de remise de trois chèques destinés aux réfugiés libanais suite aux bombardements israéliens, au Chronic Care Center et à l'association Arc en Ciel au LIBAN.

Les susdits chèques ont été remis par Monsieur Henri REINERT, Président de l'ONG luxembourgeoise Terre des Hommes, à Madame Liane RABBATH-

MATHES, Conseiller du Commerce extérieur du Luxembourg au Liban et représentante du partenaire libanais.

Monsieur REINERT a tenu à remercier les donateurs, notamment le Ministère des Affaires Étrangères et le Club RICHELIEU Luxembourg, pour leur soutien au peuple libanais. Le montant global alloué s'élève à 108.000.- \$US et est composé comme suit:

- Ministère des Affaires Étrangères: 96.000.- \$US destinés à une aide d'urgence aux réfugiés au LIBAN,
- Terre des Hommes: 11.200.- \$US destinés au traitement de 10 enfants au Chronic Care Center,
- Club RICHELIEU Luxembourg: 1.600.- \$US destinés à l'organisation libanaise Arc en Ciel.

Le Ministère a été représenté par MM. Nicolas SCHMIT, Directeur des Relations Économiques internationales et de la Coopération, et Frank GANSEN, responsable de la mise en oeuvre de l'aide allouée.

Conférence de l'Union Interparlementaire à BEIJING

La 96^e Conférence interparlementaire de l'Union Interparlementaire, qui regroupe actuellement les parlements de 133 pays, a eu lieu à BEIJING/Chine, du 16 au 21 septembre 1996.

À cette occasion se sont réunis:

- la Conférence plénière
- le Conseil interparlementaire
- la Commission des questions parlementaires juridiques et des Droits de l'Homme
- la Commission des questions économiques et sociales, ainsi que
- différents comités, tels le comité des Droits de l'Homme des parlementaires,

le Comité de coordination de la CSCM, le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, le Comité sur les questions de Chypre, le Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire.

À l'ordre du jour des différentes réunions ont figuré entre autre:

- la situation politique, économique et sociale dans le monde
- la promotion d'un meilleur respect et d'une protection accrue des droits de la personne en général et des femmes et des enfants en particulier,
- les politiques et stratégies pour assurer le droit à l'alimentation à l'heure de la

mondialisation de l'économie et de la libéralisation des échanges

- l'attitude des Parlements sur la loi HELMS-BURTON
- le déminage à des fins humanitaires, comme moyen de contribuer à une démobilisation effective et de promouvoir la reconstruction
- l'urgence d'interdire à l'échelle mondiale l'utilisation, la production, le stockage et toute forme de transfert de mines anti-personnel.

La délégation de la Chambre des Députés se composa de M. Jean SPAUTZ, Président, et de MM. Jean ASSELBORN, Henri GRETHEN, Norbert KONTER, Jeannot KRECKÉ et Robert MEHLEN, Membres du Bureau.

Constitution du Comité national pour l'organisation de «1997: Année européenne contre le racisme»

Le 23 juillet 1996, le Conseil des ministres de l'Union européenne a déclaré 1997 «Année européenne contre le racisme».

Les actions prévues dans le cadre de cette initiative seront menées aux niveaux communautaire, national, régional ou local. Elles auront pour objectif:

1. de souligner la menace que constituent le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance pour le respect des droits fondamentaux et pour la cohésion économique et sociale de la Communauté;
2. d'encourager la réflexion et la discussion sur les mesures à prendre pour lutter contre ces fléaux;
3. de promouvoir l'échange d'expériences en ce qui concerne les bonnes pratiques et les stratégies efficaces élaborées aux niveaux local, national et européen et de diffuser les informations les concernant;
4. de sensibiliser la population aux avantages des politiques d'intégration mises en oeuvre au niveau national, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de la formation et du logement;
5. de tirer profit de l'expérience acquise par les personnes directement ou potentiellement concernées.

Le Conseil a invité la Commission à mettre en oeuvre les actions au niveau communautaire, et a lancé un appel aux

États membres de la soutenir dans cette entreprise.

Le Conseil a également invité les États membres à susciter la création d'un Comité national de coordination représentatif de l'ensemble des organismes actifs dans la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui serait chargé d'organiser sur le plan national les actions liées à «1997. Année européenne contre le racisme».

Le Gouvernement luxembourgeois attache une importance particulière à ce que cette «Année européenne contre le racisme» soit une réussite. Dans cet esprit, il a chargé la Commission spéciale permanente contre la discrimination raciale du Conseil national pour étrangers créée en mai 1996 de prendre en main la mise en place de ce Comité national.

Un Comité national provisoire s'est réuni à de nombreuses reprises depuis juin dernier. Il a d'ores et déjà suscité la soumission d'un grand nombre de projets pour 1997. Parmi ces projets, il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation, de projets pédagogiques, de séminaires et de formations destinés tant au grand public qu'aux spécialistes ainsi que d'expositions et de concours.

Pour être plus proche des intervenants sur le terrain de la lutte contre le racisme et pour être plus flexible et efficace afin de

mener à bien sa tâche en 1997, année d'autant plus importante que le Luxembourg exercera la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne au cours du 2^e semestre, le Comité national provisoire a décidé de se constituer en une association sans but lucratif qui s'appellera «Association pour l'organisation de 1997: Année européenne contre le racisme».

L'Assemblée générale constitutive de la nouvelle association qui fera fonction de Comité national a eu lieu ce lundi 16 septembre 1996 suivie de la première réunion de son Conseil d'administration qui est composé par les personnes suivantes:

Président: M. Serge KOLLWELTER

Vice-Présidents: M^{me} Odile GRINBERG, M. Francis DELAPORTE

Secrétaire: M. Gérard KIEFFER

Trésorier: M^{me} Malou KAPGEN

Presse et relations publiques: M. Victor WEITZEL

Membres: M^{mes} Ana Mateus FERREIRA et Anita PETERSHEIM, M. M. Franco BARILOZZI, Henri HOSTERT, Frantz-Charles MULLER, Carlo SCHOCKWEILER et Albert SHUNGU.

L'Association peut être jointe au 12-14, avenue Emile Reuter, L-2919 Luxembourg.

Tout nouveau projet d'activités ou toute autre contribution rentrant dans le cadre de «1997: Année européenne contre le racisme» peuvent être envoyés à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Célébration de la Journée Internationale de la protection de la couche d'ozone

Le 16 septembre a été proclamé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies «Journée internationale de la protection de la couche d'ozone».

Les scientifiques ont démontré que la destruction de la couche d'ozone dans la stratosphère a pris des dimensions menaçantes. Le «trou d'ozone» au-dessus du pôle Sud a entretemps atteint une superficie correspondant à celle de l'Amérique du Nord. L'appauvrissement de la couche d'ozone est également mesurable au-dessus de l'hémisphère Nord.

Il n'y a plus de doutes que les CFC (chlorofluorocarbones) et halons sont responsables de la destruction de la couche d'ozone. Ces substances n'ont cependant pas d'origine naturelle, mais sont exclusivement produits industriellement. Jusqu'il y a quelques années, les CFC étaient avant tout utilisés comme agents propulseurs

pour aérosols. La production de matériaux de mousse de plastique, les solvants et agents nettoyeurs, la technique du froid et de la réfrigération sont d'autres domaines d'utilisation.

Contrairement à ce qui se passe au niveau de la troposphère proche de la terre, où des concentrations élevées d'ozone dans l'air peuvent causer de graves dommages, la couche d'ozone joue un rôle différent dans la stratosphère qui se trouve à une altitude plus élevée.

En effet, si les quantités d'ozone dans la stratosphère diminuent, une part des rayons ultraviolets dangereux du soleil peut atteindre la surface de la terre. Les conséquences imprévisibles qui en résultent concernent non seulement l'être humain, mais la nature toute entière.

Il s'agit d'arrêter au plus vite la production et l'emploi des substances qui ap-

pauvrissent la couche d'ozone. Au niveau international, 159 États, parmi lesquels se trouve le Luxembourg, ont ratifié le Protocole de MONTREAL qui prévoit des plans de réduction concrets pour ces substances. Le Grand-Duché a d'ailleurs joué un rôle précurseur en la matière, car une loi du 14 avril 1992 couvre pratiquement tous les domaines d'utilisation essentiels des CFC et halons, concerne les substances les plus problématiques et interdit leur emploi. Des substituts aux CFC existent, mais ceux qui contiennent du brome et du chlore devraient être éliminés car ils continuent de mettre en danger la couche d'ozone.

Dès lors, pour contribuer à la protection de la couche d'ozone, chacun peut et doit s'assurer lors d'un achat que p.ex. les produits de mousse de plastique (meubles, sièges de voiture et matériaux isolants), les solvants et produits de nettoyage, ont été fabriqués sans CFC. Lors de l'élimination de réfrigérateurs, chacun devrait faire appel à l'action «Superfreonskëscht» du Ministère de l'Environnement.

Présentation du Projet de Budget de l'État pour 1997, par Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget, à la Chambre des Députés, le 17 septembre 1996

SOMMAIRE

1. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
2. LES LIGNES DE CONDUITE DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
3. PRÉSENTATION ET COMMENTAIRES DES PRINCIPAUX CHIFFRES ET ÉVOLUTIONS DU PROJET DE BUDGET POUR 1997
4. LES PRIORITÉS POLITIQUES DU PROJET DE BUDGET POUR 1997

1. Le contexte économique et social

Le budget annuel de l'État peut servir de baromètre de notre politique économique et sociale. Ainsi, il s'avère utile de broser, en guise d'introduction, le tableau des tendances récentes et des perspectives de développement. De ce diagnostic découlent les impératifs qui s'imposeront à l'action publique et qui serviront d'orientation aux choix inhérents relatifs au projet de budget 1997.

Après un net refroidissement de la croissance économique en Europe pendant le premier semestre de 1994, les experts des organismes internationaux tablent sur une reprise au deuxième semestre 1996, de sorte que le PIB en volume devrait s'accroître de 1,5% environ dans l'UE pour l'ensemble de l'année 1996.

Le fait le plus marquant concernant l'évolution conjoncturelle actuelle est la rigueur budgétaire qui s'est installée dans la plupart des pays européens. L'OCDE évalue les mesures d'ajustement budgétaire d'ores et déjà engagées ou annoncées par les pays de l'Union européenne à environ 1% du PIB réel en 1996 et en 1997. Il faut relever que ces calculs n'englobent pas les mesures additionnelles envisagées récemment, notamment en Allemagne et en France. Ces mesures vont dans le sens d'une interprétation stricte des critères de MAASTRICHT et risquent d'entraîner un ralentissement supplémentaire de la croissance au cours des années à venir.

Pour l'UE dans son ensemble, la production industrielle a fléchi légèrement



Le Ministre du Budget M. Marc FISCHBACH remet le Projet de Budget de l'État pour 1997 à M. Carlo MEINTZ, Vice-Président, remplaçant M. Jean SPAUTZ, Président de la Chambre des Députés.

au cours des premiers mois: l'on note un recul de 0,1% de février à avril par rapport aux trois mois précédents. Parallèlement, le chômage a augmenté légèrement, passant à 10,8%. L'inflation, restée stable à 2,7% ces derniers mois, est nettement plus faible qu'en 1995 où elle s'établissait à 3,1% pour la même époque.

La croissance économique reste forte aux Etats-Unis (1,7% au premier trimestre) et s'est consolidée au Japon, qui a pu bénéficier des effets positifs de la relance fiscale de 1995.

Quant aux principaux pays européens, le PIB s'est accru de 1,2% en France, au premier trimestre de 1996, par rapport au dernier trimestre de 1995. Cette hausse traduit essentiellement un effet de rattrapage dû aux grèves de décembre. L'Allemagne a vu son PIB réel reculer au premier trimestre de 1996 de 0,3% (par rapport au trimestre précédent).

Au début de 1996, l'on a également noté la poursuite de la détente des conditions monétaires, engagée au début de 1995. Ainsi, les taux du marché monétaire sont descendus de 1% environ dans la zone

DM, voir davantage encore (plus de 200 points de base) en France.

Au cours du deuxième semestre de 1996 et au début de 1997, la croissance de l'UE se trouverait favorisée par un certain nombre de facteurs. Les investissements, en premier lieu, seraient stimulés par les effets retardés de la baisse des taux d'intérêt, par la nécessité des efforts de rationalisation dans les entreprises européennes et par une rentabilité accrue. L'on note par ailleurs de bonnes perspectives pour les exportations de biens et services; mais il ne faut guère s'attendre à des effets d'entraînement spectaculaires du commerce mondial comme on en a connu en 1994.

Quant à la conjoncture nationale, on constate un ralentissement de la production industrielle en début d'année 1996 n'affectant d'ailleurs pas la seule sidérurgie, mais également les «autres industries».

La croissance au Luxembourg reste portée par les services: à côté des banques, qui affichent de bons résultats au premier semestre de l'année, il y a les «autres services marchands» qui contribuent plus ou moins fortement à la croissance à savoir:

les transports, les services de communication et de santé et tout un ensemble de services aux entreprises dans les domaines les plus divers.

En ce qui concerne les prévisions pour le PIB, il faut distinguer entre la version nationale et la version SEC en raison de l'évolution différenciée par branches. Le STATEC estime que, pour 1996, le PIB en version SEC devrait s'accroître de 2,4%, celui en version nationale de 2,9%.

Au cours des trois premiers mois de l'année, l'emploi salarié intérieur s'est encore accru de 2,6%, contre 2,8% en 1995. Cette décélération provient en premier lieu de l'évolution du nombre des frontaliers entrant au Luxembourg, volet «conjoncturel» de l'emploi salarié, la très grande majorité des embauchages s'effectuant auprès de frontaliers. Au cours des trois premiers mois de l'année, le nombre de frontaliers s'est accru moins vite qu'en 1995.

L'on observe parallèlement un accroissement du chômage. Ainsi, l'on notait 5.100 chômeurs au mois de juin 1996, au plus bas de l'évolution saisonnière annuelle et on doit s'attendre à quelque 5.600 chômeurs en moyenne annuelle, soit un taux de chômage de 3,2%.

En début d'année 1996 on avait constaté un sursaut momentané de l'inflation, dû à une flambée passagère des prix des produits pétroliers en mars et avril. Pour les autres biens et services par contre, on observe une grande stabilité: depuis le début de l'année, leur taux d'inflation est compris entre 0,9% et 1%; pour les premiers sept mois de l'année, le taux d'inflation est de 1,3%. Il est probable que l'inflation annuelle moyenne de 1996 sera proche de 1,4%.

En ce qui a trait au commerce extérieur, les tendances observées au 4^e trimestre de 1995 se trouvent confirmées, voire renforcées. La valeur des exportations de biens régresse de 5% tandis que celle des importations de biens recule d'environ 1%. La faible activité au niveau industriel hors sidérurgie contribue à la baisse des exportations. Pour l'ensemble de l'année 1996, on s'attend à un recul des exportations de biens en volume de 1% environ – les exportations de services bancaires et autres – vont continuer de progresser. Puisque le rythme de progression des importations reste relativement soutenu, le solde des exportations de biens et services devrait se dégrader en 1996.

En 1997 l'on devrait observer une légère accélération de la croissance, qui devrait atteindre 3% pour l'ensemble de l'année. Les industries devraient à nouveau contribuer de manière positive à la croissance – y inclus une reprise de la production et de la valeur ajoutée de la sidérurgie. Pour ce qui est du secteur bancaire, on s'attend



M. Carlo MEINTZ confie le Projet de Budget au Rapporteur M. Luc. FRIEDEN.

plutôt à une consolidation des activités après une année 1996 qui s'annonce bonne. Les autres secteurs de services devraient voir une très légère accélération de leurs activités, en conformité avec la timide accélération de la conjoncture internationale et aussi nationale.

Les consommations privée et publique continueront d'évoluer sur des rythmes plutôt modérés (2 à 2,5%). À noter que la croissance de la consommation privée nationale semble dissociée de l'évolution du PIB, notamment en raison de l'importance croissante du phénomène frontalier. Il en est de même de l'évolution de la formation brute de capital fixe (FBCF): à côté de ses composantes conjoncturelles, évoluant au gré de la profitabilité des entreprises et des taux d'intérêt, elle est déterminée fortement par des acquisitions exceptionnelles de biens d'investissement (avions, satellites,...) répondant plutôt à des décisions stratégiques. D'après les dernières informations disponibles, la FBCF devrait évoluer à peu près au même rythme en 1997 qu'en 1996 (+ 5% en volume).

Les exportations de biens devraient se rattraper en 1997 de l'ordre de + 2,5%, sans qu'il y ait amélioration du solde des exportations de biens et services, alors que les importations vont également augmenter (+4,4%).

L'inflation devrait être comprise entre 1,5 et 2,4%. La progression du chômage ne pourra être enrayerée que difficilement, vu les aspects structurels mentionnés précédemment. Néanmoins, l'on s'attend à une très légère baisse en 1997, non seulement en raison de l'amélioration conjoncturelle probable en fin de 1996 et en 1997, mais aussi en raison des mesures de lutte

contre le chômage, qui se développe d'une façon continue en dépit d'une croissance ininterrompue et relativement élevée du PIB.

2. Les lignes de conduites de la politique budgétaire

Lors de la mise au point globale du projet de budget pour 1997 et de sa déclinaison dans l'environnement économique et social prédéfini, le Gouvernement a tenu compte des deux éléments fondamentaux de la politique budgétaire qui sont les principes de politique budgétaire pluriannuelle figurant au programme gouvernemental ainsi que les orientations de type communautaire.

Depuis le passage à la deuxième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) et à l'aube du début de la troisième phase en 1999, les États membres s'empressent d'éviter les déficits publics excessifs tout en veillant au maintien de la stabilité des prix au moyen d'une plus grande convergence des performances économiques.

Cette convergence progressive des politiques et des performances économiques à réaliser pendant la deuxième phase de l'UEM passe notamment par une meilleure cohérence des performances budgétaires des États membres.

En ce qui a trait précisément à la comparaison des performances et politiques budgétaires et de l'évaluation des perspectives économiques de la Communauté dans son ensemble, il peut s'avérer intéressant de dresser le cadre communautaire pour la coordination des politiques budgétaires des États membres et de rappeler les principes sur lesquels les politiques budgétaires nationales devraient être fondées. Ces principes sont les suivants:

- * éviter le financement monétaire des déficits budgétaires, ce qui signifie que les gouvernements ne doivent pas avoir d'accès automatique au financement de la banque centrale ni d'accès privilégié aux institutions financières;
- * éviter ou au moins réduire les déficits budgétaires excessifs;
- * réduire les niveaux excessifs de la dette publique;
- * améliorer la structure des recettes et dépenses budgétaires, et
- * réduire les parts excessifs des dépenses publiques dans le PIB.

Quant au caractère excessif ou non d'un déficit budgétaire il doit être apprécié par rapport à plusieurs critères, tels que la stabilité des prix, la soutenabilité du solde extérieur, le niveau satisfaisant ou non de l'épargne et de l'investissement, la contribution des finances publiques à la formation de niveaux de taux d'intérêt appropriés et l'évolution acceptable ou non du ratio dette publique/PIB. Avec la réalisation progressive du marché unique et de l'UEM, les politiques budgétaires doivent contribuer plus activement à assurer le respect de ces critères.

Pour ce qui est plus particulièrement de la situation budgétaire de l'exercice 1996 et des perspectives pour 1997, il y a lieu de relever qu'au mois de juin 1996 le Conseil de l'Union a adopté une recommandation concernant les grandes orientations de politiques économiques des États membres et de la Communauté conformément à l'article 103 paragraphe 2 du Traité de l'Union.

D'après cette recommandation, des efforts soutenus d'ajustement seront nécessaires en 1997 afin que les États membres atteignent les objectifs fixés dans les programmes de convergence. Seuls trois États auront un déficit inférieur à 3% du PIB (DK, IRL, L). Mais des réductions importantes du déficit public (d'un point de pourcentage ou plus) seront prévisiblement atteints en 1996 en Belgique, France, Grèce, Espagne, Italie, Autriche, Portugal, Finlande, Suède et Royaume-Uni.

Pour rappel, sur le plan de la politique budgétaire, un mécanisme très strict avait été mis en place au début de la deuxième phase de l'UEM qui a pour but de contraindre les politiques budgétaires nationales à une plus grande discipline, dont la principale obligation est d'éviter, à partir de sa mise en vigueur, tout déficit public excessif.

Dans un protocole annexe au Traité de l'Union européenne (protocole n°5), le caractère excessif des déficits a été fixé dans les termes suivants:

- la dette publique est excessive si le rapport entre dette et PIB est supérieur à 60%;
- le déficit budgétaire est excessif si le rapport entre ce déficit et le PIB est supérieur à 3%.

Non seulement les tendances fiscales du projet de budget pour 1997 respectent-elles les recommandations formulées au niveau communautaire, mais encore sont-elles entièrement conformes aux principes de politique budgétaire pluriannuelle ainsi qu'aux priorités énoncées dans le programme gouvernemental.

Dans sa déclaration gouvernementale du 22 juillet 1994 devant la Chambre des Députés, le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de mener une politique budgétaire prudente en veillant plus particulièrement à ce que la progression des dépenses de l'État soit liée à l'évolution de la croissance économique. À cette fin, la progression des dépenses de l'État devra donc être contenue dans les limites de la croissance du produit intérieur brut durant la prochaine période quinquennale.

Conformément à ces principes, la politique budgétaire du Gouvernement se situe donc primordialement au-delà du conjoncturel et se fonde essentiellement sur le structurel.

Il reste à souligner que le potentiel de croissance à moyen terme de notre économie continue à être évalué sur une base réaliste.

En ce qui concerne les possibilités de croissance à moyen terme du produit intérieur brut en volume, il y a d'abord lieu de relever que la croissance pour 1995 se situait à 3,7% tandis que les prévisions pour 1996 et 1997 tablent sur une croissance de respectivement 2,4 et 3,0% du PIB en volume.

	1996	1997
Indice des prix		
- Variation annuelle moyenne	+ 1,7%	+ 2,3%
Échelle mobile des salaires: (cotes d'application)		
- Variation annuelle moyenne	+ 1,0%	+ 2,3%
- Moyenne annuelle	536,4	548,7

En 1997, les industries devraient pouvoir contribuer de nouveau positivement à la croissance. Des perspectives favorables dans le secteur bancaire y pourraient faire progresser la valeur ajoutée de quelque 5% en 1996. Les consommations privée et publique continueront d'évoluer sur des rythmes plutôt modérés (2 à 2,5%). Les

exportations connaîtraient une diminution de leur taux de croissance, due au recul des exportations de biens tandis que les exportations de services bancaires viendront compenser cet élément en partie.

En considération des observations qui précèdent un taux de croissance à moyen terme de notre produit intérieur brut en volume de 3% peut être considéré comme une hypothèse réaliste pour la définition de la norme budgétaire pour l'exercice 1997.

Le second élément à prendre en considération - conformément aux principes de politique budgétaire - en vue de fixer un taux normatif pour l'accroissement annuel des dépenses publiques, est formé par la hausse probable de la moyenne des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires. Le montant purement nominal d'une proportion importante des charges de l'État (environ les deux tiers du budget ordinaire) est en effet lié directement à l'échelle mobile des salaires, de sorte que quels que soient les principes de politique budgétaire - la détermination d'un plafond d'augmentation annuelle des dépenses publiques ne peut pas ne pas tenir compte de la hausse des prix.

Rappelons que l'estimation des crédits inscrits au budget définitif de 1996 a été basée sur un niveau moyen de l'échelle mobile des salaires de 544,2 points pour l'année en cours.

Or, la hausse réelle de l'indice des prix à la consommation s'est révélée en 1996 moins rapide que prévue au milieu de l'année passée.

Sur la base des prévisions les plus récentes effectuées par le STATEC, il y a donc lieu d'admettre les hypothèses suivantes en matière d'évolution de l'indice des prix à la consommation et de l'échelle mobile des salaires:

D'après cette hypothèse, la moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait donc un niveau de quelque 536,4 points pour l'année en cours - ce qui représente, par rapport à la prévision initiale de 544,2 points retenue au budget de 1996, un écart en moins de quelque 1,43% - et un niveau de

l'ordre de 548,7 points pour l'année à venir.

Tous les crédits concernant les dépenses qui sont adaptés automatiquement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation ont dès lors été évalués pour 1997 en fonction de l'hypothèse d'un niveau moyen de l'échelle mobile des salaires de 548,7 points.

Par rapport à l'hypothèse mise en compte au budget voté pour 1996, les crédits proposés au projet de budget pour 1997 ont donc été majorés – sans préjudice de l'incidence d'autres facteurs de variation – de quelque 0,8% bien qu'en réalité l'écart entre les moyennes annuelles des cotes d'application de 1996 et de 1997 s'élève à 2,29%.

En vertu de ces règles de politique budgétaire, le Gouvernement a arrêté la norme de croissance des dépenses de l'État annuelle pour l'exercice budgétaire 1997 telle qu'elle est présentée dans le tableau en tête de page.

3. Présentation et commentaires des principaux chiffres et évolutions du projet de budget pour 1997

Avec un montant de 163,8 milliards LUF, les dépenses proposées progressent au total de plus de 6,6 milliards ou de 4,25% par rapport aux crédits inscrits au budget définitif de l'année en cours. Sur la base de ces données brutes, la progression des

– Croissance escomptée à moyen terme du produit intérieur brut en volume (à prix constants)	+ 3,00%
– Hausse de la moyenne annuelle des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires:	
* Correction de la prévision initiale concernant l'année 1996 (536,4 points au lieu de 544,2 points)	-1,43%
* Hausse probable entre 1996 et 1997 (548,7 points au lieu de 536,4 points)	+ 2,29%
Total (multiplicatif)	+ 3,85%

dépenses ordinaires et extraordinaires s'avère donc légèrement supérieure à celle admissible sur la base de la norme d'augmentation de 3,85%.

Un certain nombre de précisions s'imposent cependant afin de pouvoir s'exprimer valablement au sujet de l'évolution budgétaire entre 1996 et 1997.

Il y a tout d'abord lieu de relever qu'en chiffres absolus le dépassement de la norme budgétaire est quasiment égal au montant global de 683,6 millions de crédits exceptionnels inscrits au projet de budget pour l'exercice 1997 dans l'intérêt du financement des dépenses incombant à notre pays du fait de l'exercice de la Présidence de l'Union européenne au deuxième semestre de l'année 1997. Compte tenu des crédits inscrits au bud-

get voté de l'exercice 1996, le coût prévisionnel incombant de ce chef au budget de notre pays peut être évalué à 747,7 millions.

Déduction faite du montant global de ces crédits, la progression du total des dépenses budgétaires est ramené à 3,85%, c'est-à-dire au taux fixé tel qu'il découle de la norme budgétaire pour l'exercice 1997.

Rappelons également à cet égard que la politique budgétaire énoncée par le Gouvernement dans sa déclaration du 22 juillet 1994 a été conçue dans le but d'ajuster l'augmentation des dépenses publiques sur la croissance du produit intérieur brut dans une optique du moyen terme.

	Compte provisoire 1995	Budget définitif 1996	Projet de budget 1997	Variation	
				en millions	en %
Budget ordinaire					
Recettes	148.803,4	154.587,4	162.617,4	+ 8.031,0	+ 5,20
Dépenses	135.823,2	141.611,2	148.186,9	+ 6.575,7	+ 4,64
Excédents	+ 12.980,2	+ 12.976,2	+ 14.431,5	+ 1.455,3	...
Budget extraordinaire					
Recettes	921,3	1.250,0	1.250,0	+ 0,0	+ 0,00
Dépenses	14.302,7	14.993,0	15.067,3	+ 74,3	+ 0,50
Excédents	- 13.381,4	- 13.743,0	- 13.817,3	- 74,3	...
Budget total					
Recettes	149.724,7	155.837,4	163.868,4	8.031,0	+ 5,15
Dépenses	150.125,9	156.604,2	163.254,2	6.650,0	+ 4,25
Excédents	+ 401,2	- 766,8	+ 614,2	+ 1.381,0	...

Notes: Les montants sont indiqués en millions de francs.
Les pourcentages représentent les taux de variation du projet de budget pour 1997 en comparaison avec le budget définitif pour 1996.

Exercice	Recettes ordinaires	Recettes ord./PIB	Dépenses totales	Dépenses tot./PIB
1990	110.008	29,14%	109.814	29,09%
1991	113.519	27,78%	114.878	28,11%
1992	119.992	27,12%	124.737	28,20%
1993	131.018	26,75%	132.163	26,99%
1994	145.239	27,26%	143.711	26,98%
Compte 1995	148.564	26,07%	150.126	26,34%
Budget voté 1996	154.587	25,86%	156.604	26,20%
Projet de budget 1997	162.618	25,92%	163.254	26,02%

Note: Les chiffres sont exprimés en millions de francs.

Compte tenu dès lors de l'interférence de l'évolution conjoncturelle sur l'évolution budgétaire, cette norme de politique budgétaire ne peut être considérée comme un cadre rigide, le mouvement effectif des dépenses totales, de même que celui des recettes fiscales, pouvant inévitablement être dévié de l'évolution tendancielle par suite notamment de l'incidence de la conjoncture sur le budget.

En présence de la très grande rigidité de nos dépenses publiques, une politique budgétaire visant à établir dans une optique annuelle un parallélisme absolu entre l'évolution du budget des dépenses de l'État et celle du produit intérieur brut s'avérerait impossible.

Dans ces conditions, la norme d'accroissement réel des dépenses, correspondant au rythme d'expansion à moyen terme du produit intérieur brut, n'est susceptible d'être observée rigoureusement qu'en l'absence d'événements exceptionnels.

Le tableau en tête de page retrace l'évolution relative des recettes ordinaires et des dépenses totales par rapport au produit intérieur brut sur une période de huit années.

Il ressort notamment des chiffres de ce tableau qu'au cours de la période sous re-

vue la progression des recettes et des dépenses de l'État a été sensiblement inférieure à l'évolution de la croissance économique. Cette constatation permet d'une part, de réaffirmer l'utilité incontestable de la fixation annuelle d'un taux normatif d'accroissement des dépenses de l'État et d'autre part de vérifier qu'au cours des dernières années la norme de croissance fixée anticipativement a largement été respectée dans le cadre de l'exécution des budgets annuels.

La volonté clairement affirmée du Gouvernement de mener une politique budgétaire prudente se concrétise également dans les efforts soutenus qui sont menés tout au long de la procédure d'élaboration budgétaire pour adapter les demandes de crédits aux principes de politique budgétaire. Aussi, il importe de relever que les propositions initiales présentées par les départements ministériels se présentaient comme suit par rapport aux chiffres du budget voté de l'exercice 1996:

	Budget voté 1996	Propos. budgét. 1997	Variation (en %)
Dépenses ordinaires	141,6	154,7	+ 9,3
Dépenses extraordinaires	15,0	17,9	+ 19,3
Dépenses totales	156,6	172,6	+ 10,2

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliards de francs.

Par conséquent, les réductions opérées au cours de la procédure budgétaire s'élèvent au total à plus de 9,4 milliards et témoignent dès lors incontestablement de la volonté du Gouvernement de poursuivre une politique de gestion prudente des dépenses de l'État.

Ce résultat est d'autant plus appréciable que si l'on sait que la structure de notre budget se caractérise par une rigidité très grande, qui provient du fait qu'une proportion de plus en plus élevée des dépenses publiques est fixée par ou en vertu de dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Qui plus est, la rigidité découlant de ce caractère obligatoire et difficilement compressible de la plupart des dépenses se trouve encore accentuée par suite de la dynamique inhérente aux charges en cause. D'une part, le volume de ces dépenses est animé d'un mouvement ascendant qui découle directement ou indirectement de leurs facteurs d'évolution respectifs. D'autre part, cette croissance réelle des dépenses publiques est renforcée par le fait qu'environ les deux tiers des dépenses courantes du budget de l'État sont liées directement, par le biais de l'échelle mobile des salaires, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Une partie très importante de l'accroissement de 6,7 milliards des dépenses inscrites au projet de budget pour 1997 s'explique par l'incidence des facteurs de hausses précités, ainsi qu'en témoigne le relevé non exhaustif présenté dans le tableau en bas de page.

- Traitements et pensions des fonctionnaires	
dont: - Incidence de la loi du 08.01.96	+ 643,9 mio
- Autres facteurs d'évolution	+ 1.102,3 mio
- Pensions	+ 119,4 mio
- Participation des communes dans le produit de certains impôts de l'État	+ 229,0 mio
- Versement du produit des impôts de solidarité	+ 202,7 mio
- Participation dans le financement de l'assurance-pension	+ 760,0 mio
- Participation dans le financement de l'assurance-maladie	+ 500,0 mio
- Participation dans le financement des prestations familiales:	+ 493,0 mio
- Présidence de l'Union européenne	+ 747,7 mio
- Fonds national de solidarité: RMG	+ 215,0 mio
Total	+ 5.013,0 mio

Le restant de l'accroissement du total des dépenses inscrites au projet de budget pour 1997 résulte dans une mesure prépondérante de l'adaptation d'un très grand nombre de crédits dont le niveau n'est pas directement lié à l'évolution de l'échelle mobile des salaires mais qui doivent néanmoins être ajustés en fonction de l'évolution probable des prix entre 1996 et 1997.

Il s'ensuit qu'un niveau acceptable des crédits prévus pour 1997 n'a pu être atteint que grâce à la réduction, ou du moins, à la stabilisation des dépenses dans l'un ou l'autre domaine.

Dans ce cadre il importe également de relever que ces compressions de crédits ont visé essentiellement les dépenses dites «de fonctionnement» de l'État.

C'est ainsi notamment que le nombre de nouveaux postes à créer au service de l'État en 1997 a été plafonné à 120 unités alors que pour les exercices 1995 et 1996 ce chiffre s'est élevé respectivement à 154 et à 141 unités. De même, le nombre global des nouveaux postes conventionnés a été plafonné à 92 unités pour 1997 contre 152 en 1995 et 181 en 1996.

Notons également que pour ce qui est des achats courants de biens et de services une action de modération a été menée tout au long du processus budgétaire. C'est ainsi que les crédits pour les dépenses de fonctionnement ont pu être limités aux montants indispensables à la bonne marche des services publics, après consommation des stocks existants.

Si l'on fait abstraction de quelques crédits exceptionnels, la progression de ces crédits de fonctionnement entre 1996 et 1997 est inférieure à 2%, ce qui constitue incontestablement un résultat appréciable.

Au vu de ces observations, il importe de rappeler que la gestion rigoureuse des finances publiques constitue un objectif prioritaire non seulement au moment de la mise au point des projets de budget mais également au moment de l'exécution des budgets votés.

C'est ainsi notamment qu'au titre des exercices budgétaires 1994 et 1995, le montant global des dépassements de crédits a pu être limité à quelque 0,6% seulement du total des dépenses budgétaires, ceci déduction faite évidemment des dotations additionnelles au profit des principaux fonds spéciaux.

En raison de cette maîtrise des dépenses budgétaires, mais grâce également à l'évolution favorable de certaines recettes fiscales, il est permis de tabler, dès à présent, sur une amélioration sensible du solde budgétaire de l'exercice en cours.

Pour ce qui est du budget des recettes, il y a lieu de relever tout d'abord que pour ce qui est des différentes catégories de l'impôt sur le revenu, on constate globalement au premier semestre de l'année en cours une progression de 18,7% du produit encaissé par rapport à la période correspondante de 1995.

En revanche, pour ce qui est des recettes à encaisser par l'Administration des douanes et des accises, il convient de relever que d'après les données actuellement disponibles, les prévisions inscrites au budget voté de l'exercice en cours seront globalement atteintes de sorte que pour cette catégorie de recettes des plus-values ne sont pas à prévoir.

Finalement, il convient de constater que certaines plus-values de recettes sont à prévoir, au titre des recettes provenant respectivement de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe d'abonnement sur les titres de société. La progression très rapide (+ 20%) du montant global des recettes encaissées au titre de la TVA au cours du premier semestre de 1996 par rapport à la période correspondante de l'année 1995 est pour l'essentiel attribuable aux mesures prises par l'Administration pour améliorer la perception de ces recettes. Globalement, les recettes additionnelles à percevoir par l'Administration de l'Enregistrement au titre de l'exercice 1996 peuvent être estimées à un montant de quelque 2,0 à 3,0 milliards.

Dans ce cadre, il importe également de relever que suite à la bonne exécution du budget de l'Union européenne de l'exer-

recettes, qui viendront s'ajouter à celles dont question ci-dessus, seront utilisées en premier lieu pour constituer les provisions nécessaires au remboursement des titres de la dette publique et en second lieu pour accroître encore d'avantage l'avoir des fonds d'investissements.

Pour ce qui est des répercussions financières incombant au budget de l'État du fait de la compensation au profit du secteur communal du déchet des recettes résultant de l'abolition de l'impôt commercial communal sur le capital d'exploitation il convient de rappeler tout d'abord que le Gouvernement s'est prononcé pour une compensation maximale de 50% du déchet de recettes résultant pour les communes de l'abolition projetée de cet impôt au 1^{er} janvier 1997.

La formule de compensation adoptée par le Gouvernement se concrétise à travers une diminution des dépenses obligatoires à charge du secteur communal dans le domaine social.

Il s'agit en l'occurrence de la suppression, à partir de l'exercice 1997, des contributions communales suivantes:

- participation de 5,5% dans le cadre du tiers de la participation du secteur public au financement des pensions et rentes du régime contributif;
- participation de 10% au financement des prestations payées par le Fonds national de solidarité.

Le Gouvernement estime que cette compensation est conforme à une répartition

- Alimentation du Fonds de la coopération au développement	+ 100 millions
- Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi	+ 1.750 millions
- Alimentation du Fonds pour la protection de l'environnement	+ 700 millions
- Alimentation du Fonds de rail	+ 200 millions
- Alimentation du Fonds d'investissements publics administratifs	+ 250 millions
- Alimentation du Fonds d'investissements publics scolaires	+ 300 millions
Total	+ 3.300 millions

cice 1995, les États-membres se verront rembourser en 1996 l'excédent de cet exercice. Pour le Luxembourg, le montant afférent est de 28 millions écus, soit de quelque 1,1 milliard de francs.

Ces perspectives favorables de l'évolution de la situation des finances publiques ont permis au Gouvernement d'envisager dès à présent les dotations additionnelles suivantes au profit des principaux fonds spéciaux.

À cet égard, il convient également de noter que si les tendances positives actuelles se poursuivent, les plus-values de

équitable, entre les communes et l'État, des déchets financiers résultant de la réforme de la fiscalité des entreprises envisagée par le Gouvernement pour les années 1997, 1998 et 1999.

En faisant démarrer le mécanisme de compensation pleinement dès le 1^{er} janvier 1997, le secteur communal bénéficiera dès 1997 de la compensation de 1,2 milliard de francs alors que les effets de l'abolition de l'impôt commercial communal ne se feront ressentir réellement et progressivement qu'au cours des années subséquentes.

	Compte provisoire 1995	Budget voté 1996	Projet de Budget 1997
1. Impôts directs	78.290,8	80.911,8	87.344,2
2. Impôts indirects	57.980,8	60.118,0	61.225,1
3. Autres recettes	12.531,8	13.497,6	14.049,1
Recettes ordinaires au total	148.803,4	154.527,4	162.618,4

Note: Les chiffres sont exprimés en millions de francs.

D'autre part, le niveau élevé des investissements publics prévus pour 1997 témoigne de la volonté du Gouvernement de poursuivre le développement et la modernisation des infrastructures publiques et en particulier celles qui sont indispensables pour assurer le développement du potentiel de production de notre économie.

Globalement, le niveau des investissements est maintenu constant au cours de la période 1994-1997. Ainsi, les dépenses d'investissement correspondent à quelque 9% du total des dépenses de l'État et 2,8% du PIB (version SEC).

Précisons qu'un niveau d'investissement aussi élevé n'est observé dans aucun autre pays de l'Union européenne.

C'est dans le cadre du chapitre 4 relatif aux priorités politiques du projet de budget 1997 que les accents du projet de budget sont développés plus en avant.

En ce qui a trait aux recettes du budget général, le montant total de celles classifiées ordinaires au budget de 1997 (162.618,4 millions) fait apparaître une progression de 8.031,0 millions ou de 5,2% par rapport au chiffre correspondant du budget définitif pour 1996 (154.587,4 millions).

Pour ce qui est plus particulièrement des adaptations du tarif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'article 125 LIR, modifié par la loi du 28 décembre 1995 portant modification de certaines dispositions en matière d'impôts directs, dispose qu'une adaptation des dispositions tarifaires à la variation de l'indice des prix à la consommation est à envisager lorsque la variation de la moyenne de l'indice des six premiers mois de l'année en cours a été d'au moins 3,5% par rapport à la moyenne du premier semestre de l'année précédente.

Les moyennes respectives sont de 114,4916 pour l'année 1995 et de 115,9433 pour l'année 1996, soit une variation de 1,2679%. Le coût de la vie ayant augmenté dans une proportion inférieure à 3,5%, l'article 125 LIR ne crée pas pour le Gouvernement une obligation de saisir la Chambre des Députés d'un projet de tarif de l'impôt adapté. Il en résulte que le tarif de l'impôt en vigueur depuis le 1.1.1995 peut continuer à être appliqué pendant l'année 1997.

Dans ce cadre, il importe également de rappeler que dans le souci de conserver au Luxembourg le statut d'une place compétitive aussi bien pour les activités industrielles que pour les services le Gouvernement a

pris la décision de proposer à la Chambre des Députés un ensemble de mesures qui visent à alléger la charge fiscale des entreprises.

Les principales mesures adoptées sont l'abolition de l'impôt commercial-communal sur le capital d'exploitation et la réduction de 33% à 30% de l'impôt sur le revenu des collectivités.

Le tableau en tête de page présente les recettes ordinaires par catégories économiques.

À relever dans ce contexte que le projet de budget pour 1997 est structuré de telle façon que 95% du total des dépenses extraordinaires sont couverts par l'excédent du budget ordinaire, c'est-à-dire au moyen de l'épargne de l'État.

En ce qui a trait à l'évolution de la dette de l'État à long et à moyen terme, le tableau synoptique reproduit ci-après montre les tendances et la structure de la dette de l'État au cours de la période 1992-1996.

Rappelons que les bons du Trésor extérieurs constituent en fait du capital souscrit mais non libéré auprès d'institutions financières internationales (FMI, BERD, AID, etc.).

	1992	1993	1994	1995	1996
Dettes à long terme	7.541,4	10.516,4	11.201,3	15.290,7	19.538,6
		(+39,45%)	(+6,51%)	(+42,13%)	(+22,72%)
Dettes extérieures	899,0	516,4	168,5	135,4	100,0
Dettes intérieures	6.642,4	10.000,0	11.032,8	15.785,3	19.438,6
Bons du Trésor	5.588,4	5.523,0	5.967,3	5.531,4	5.662,1
		(-1,17%)	(+8,04)	(-7,30%)	(+2,36%)
Intérieurs	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0
Extérieurs	5.538,4	5.473,0	5.917,3	5.481,4	5.612,1

Notes: Il s'agit de la situation au 31 décembre des différentes années élargées.

Les montants sont indiqués en millions de francs.

Les pourcentages représentent les taux de variation du projet de l'année n en comparaison de l'année n-1.

Exercice	Dettes de l'État ¹⁾	P.I.B. ²⁾	Dettes/P.I.B.
1970	9.305,0	55,0	16,92%
1980	8.290,7	143,6	5,77%
1983	12.764,6	191,4	6,67%
1986	17.084,2	250,8	6,81%
1989	10.353,3	325,6	3,18%
1990	7.706,4	343,8	2,24%
1991	6.006,1	370,4	1,62%
1992	7.544,7	398,9	1,89%
1993	10.512,3	440,2	2,39%
1994	11.201,3	479,8	2,33%
1995	15.920,7	513,5	3,10%
1996	19.538,6	538,6	3,63%

Notes: 1) Ces montants sont indiqués en millions de francs.

2) Ces montants sont indiqués en milliards de francs.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de la dette de l'État par rapport au PIB aux prix du marché (version SEC prix courants).

Le Gouvernement n'ayant pas procédé à l'émission d'emprunts entre 1989 et 1991, il est revenu sur le marché des capitaux en 1992 et les émissions d'emprunts se sont présentées comme suit:

- 1991	2.923 millions
- 1992	4.245 millions
- 1993	2.055 millions
- 1994	5.790 millions

À partir de 1994, les budgets successifs, y compris le budget pour 1996, prévoient annuellement un recours à l'emprunt de 4,0 milliards de francs dont 1,0 milliard pour le budget proprement dit et 3,0 milliards pour le financement des dépenses du Fonds des routes (ce dernier montant étant directement porté en recette au profit de ce fonds spécial).

C'est à partir d'octobre 1993 que l'État a diversifié ses instruments pour la collecte des fonds et a émis le premier emprunt linéaire OLUX – entièrement dématérialisé et destiné aux investisseurs institutionnels.

lisé et destiné aux investisseurs institutionnels.

Compte tenu des lois d'autorisation qui ont été votées jusqu'à présent – la dernière loi autorisant le Gouvernement à émettre des emprunts pour un montant de 4 milliards remonte au 18 juin 1996 et dans l'hypothèse où 4 milliards d'emprunts seront émis au cours de l'exercice 1996, les autorisations d'émissions disponibles provenant de lois antérieures s'établiront à 2.337 millions au 31.12.1996 (pour le financement du budget).

Pour 1997, il est prévu d'émettre des emprunts à concurrence de 3 milliards au profit du Fonds des routes et de 1 milliard pour le budget (recettes extraordinaires).

Une importance toute particulière revient à la dette publique, et plus précisément au rapport entre la dette consolidée du secteur public et le produit intérieur brut, dans le cadre de l'application du Traité de MAASTRICHT. L'article 104c du Traité prévoit en effet que la dette publique ne devra pas dépasser 60% du produit intérieur brut.

Précisons à cet égard que la dette publique regroupe la dette de l'ensemble du secteur

public, soit à côté de l'État également les communes et la Sécurité sociale. À ce sujet il faut relever que la Sécurité sociale est structurellement excédentaire et que de ce fait sa dette est marginale (cf. tableau ci-dessous).

La dette publique suivant la définition précitée est passée de 16,4 milliards fin 1990 à 27,1 milliards fin 1993, à 30,8 milliards fin 1995 et prévisiblement à 35,3 milliards fin 1996. Par rapport au PIB la dette publique atteindra dès lors 6,6%. Le Luxembourg peut ainsi se prévaloir du taux d'endettement public le plus faible de l'ensemble des pays membres de l'Union européenne.

4. Les priorités politiques du projet de budget pour 1997

4.1. Le développement des activités économiques

Conformément aux termes de la déclaration du 22 juillet 1994, le Gouvernement poursuit ses efforts de diversification des structures économiques et d'adaptation de l'appareil de production nationale aux exigences de la concurrence internationale. Le projet de budget pour 1997 en porte la marque.

Situation au 31.12	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (prévis.)
- État	5.891,7	4.994,3	7.117,8	10.430,2	11.219,3	13.850,5	17.486,3
- Administrations locales	10.283,1	10.518,1	13.420,9	16.702,2	16.330,2	16.926,0	17.828,0
- Sécurité sociale	213,7	124,9	7,5	8,5	9,0	0,0	0,0
Total	16.388,5	15.637,3	20.546,2	27.140,9	27.558,5	30.776,5	35.314,3
- PIB version SEC (p.m.)	343.900,0	370.300,0	398.900,0	440.200,0	479.800,0	513.500,0	538.600,0
- Dette publique en % du PIB	4,8	4,2	5,2	6,2	5,7	6,0	6,6

Note: - Les montants sont indiqués en millions de francs.

- La dette publique consolidée comprend les éléments suivants: - Numéraires et dépôts (F20 et F30) - Obligations (F50) - Crédits à court terme (F79) - Crédits à moyen et long terme (F89).

- Les chiffres émarginés ci-dessus concernent la dette nette par secteur, c'est-à-dire la dette brute déduction faite de la dette détenue par un autre secteur (la Sécurité sociale détient une partie de la dette de l'État et des communes).

Par la suppression de l'impôt commercial sur le capital, le Gouvernement se propose de réduire les charges pesant sur les entreprises et de leur permettre ainsi d'améliorer leur position concurrentielle. Cette mesure entraîne cependant pour l'État des charges nouvelles très importantes à travers les mesures de compensation partielle du déchet de recettes subi par les communes (accroissement des dépenses budgétaires de +1,2 milliard ou +0,7%).

Par la réforme de la loi-cadre économique, ensuite, le Gouvernement entend préserver le haut niveau atteint par les soutiens et dépenses actuellement mis en oeuvre. En effet, si elle n'est pas nécessairement supposée se traduire par un accroissement substantiel des dépenses budgétaires, cette réforme vise à cibler les interventions de l'État sur les axes de soutien aux entreprises autorisés ou encouragés par les instances communautaires, conformément aux orientations définies par celles-ci.

Il faut citer à cet égard également l'adaptation des seuils et critères d'éligibilité, le renforcement substantiel des instruments d'encouragement à la R&D, l'application de la règle «de minimis» (possibilité d'octroi de subventions d'importance mineure) et l'assouplissement des règles de cumul des régimes d'aide.

Il importe également de relever dans ce contexte le programme d'action du Gouvernement en faveur des Classes moyennes. A côté des mesures fiscales prévues par le programme, il y a lieu de citer le relèvement des crédits en faveur de l'application de la loi-cadre «classes moyennes» et notamment ceux destinés au soutien de la création d'une première entreprise.

A ces mesures améliorant le cadre économique général, il faut ajouter un ensemble de mesures particulières, parmi lesquelles il faut mentionner:

- le soutien de la participation des entreprises des Classes moyennes aux foires à l'étranger et les aides aux organismes de promotion et d'innovation, enfin
- le développement des zones industrielles et notamment la création, conjointement avec l'ARBED, d'un Groupement d'intérêt économique chargé de l'étude de la reconversion des sites sidérurgiques au Luxembourg.

4.2. Le développement des investissements de l'État

L'accroissement des investissements en 1996 et 1997 à un taux supérieur à la norme budgétaire témoigne de la volonté du Gouvernement de poursuivre le développement et la modernisation des infrastructures publiques et en particulier de celles qui sont indispensables pour assurer le développement du potentiel de production de notre économie.

Globalement, le niveau des investissements est maintenu constant au cours de la période 1994-1997 ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous. Ainsi, les dépenses d'investissement correspondent à quelque 9% du total des dépenses de l'État et 2,8% du PIB (version SEC).

Précisons qu'un niveau d'investissement aussi élevé n'est observé dans aucun autre pays de l'Union européenne.

Il ressort de ce tableau que la baisse globale des investissements de 1993 à 1994 est essentiellement imputable à une diminution des dépenses pour l'achat de ter-

rains et de bâtiments dans le pays» (niveau exceptionnellement élevé en 1993) et à une régression des dépenses pour la «construction de routes/travaux hydrauliques» (Fonds des routes).

Ainsi qu'en témoigne le tableau plus détaillé ci-dessous les dépenses du Fonds des routes ont effectivement atteint leur point culminant en 1993 (4,6 milliards) et ont régressé sensiblement depuis en raison de l'achèvement de la collectrice du Sud et du contournement Est de la Ville de Luxembourg. Les dépenses de ce fonds n'excéderont pas 2,5 milliards en 1995 et 1996. Toutefois à partir de 1998 les dépenses afférentes devraient à nouveau augmenter rapidement avec la mise en chantier de l'autoroute du Nord (tronçon KIRCHBERG-MERSCH) et de la liaison autoroutière avec la Sarre (investissements évalués à respectivement 10 et 7 milliards).

Les investissements à charge des crédits des fonds d'investissements publics (administratifs, scolaires, sanitaires et sociaux) qui ont plus que doublé entre 1990 (1,5 milliard) et 1995 (2,5 milliards) accuseront une très forte progression en 1996 et 1997 pour atteindre 4,3 milliards au cours de ce dernier exercice. La croissance la plus importante sera enregistrée par le Fonds d'investissements publics scolaires dont les dépenses totales seront multipliées par trois entre 1995 et 1997 suite à la mise en chantier de nombreux projets de grande envergure: modernisation du Lycée de Garçons à LUXEMBOURG, agrandissement du Lycée technique des Arts et Métiers, construction du Centre national de formation professionnelle à ESCH-sur-ALZETTE, construction d'un

	1993	1994	1995	1996	1997
71 - Achat de terrains et de bâtiments	1.639,9	698,4	667,4	669,3	616,0
72 - Construction de bâtiments dans le pays	4.775,2	4.809,9	5.912,0	6.631,6	6.954,5
73 - Construction de routes/travaux hydrauliques	7.239,8	6.096,8	6.272,3	6.478,4	6.537,0
74 - Achat de biens meubles durables	1.153,0	1.128,5	1.372,0	1.338,2	1.755,8
Total des investissements	14.807,9	12.733,6	14.223,7	15.117,5	15.863,3
Variation en %		- 14,0%	11,7%	6,3%	4,9%
Total des dépenses de l'État	136.00,8	145.469,6	154.225,3	169.724,4	174.301,1

Notes: Les montants de ce tableau sont indiqués en millions de francs.

	1993	1994	1995	1996	1997
Investissements en % des dépenses de l'État	10,8%	8,8%	8,8%	8,9%	9,1%
PIB au prix du marché (version SEC)	440.220	479.790	513.500	538.600	568.600
Investissements en % du PIB	3,4%	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%

Notes: Les montants de ce tableau sont indiqués en millions de francs.

nouvel Institut pour IMC et agrandissement de l'École européenne primaire et secondaire.

Les dépenses du Fonds pour la protection de l'environnement ont connu depuis 1990 un accroissement fulgurant: de 338 millions en 1990 à 961 millions de 1992 et 1.555 millions en 1994. Les dépenses de ce fonds connaîtront une nouvelle progression à partir de 1996 pour se stabiliser au cours des exercices ultérieurs aux alentours de 2,1 milliards par an en moyenne. À noter que les investissements directs ne constituent qu'environ un tiers des dépenses du fonds; deux tiers des dépenses correspondent à des transferts (en capital) au profit des communes dans l'intérêt du financement des stations d'épuration.

Rappelons qu'à partir de 1995, suite à la mise en oeuvre de la directive 91/440/CEE par la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, les dépenses concernant la remise en état, la modernisation et l'extension du réseau ferroviaire national, dont la pleine propriété appartient à l'État, sont prises en charge par les crédits du Fonds du rail. Ces investissements qui s'établissent à 913 millions en 1995, 823 millions en 1996 et 1.018 millions en 1997 (hors T.V.A.) sont réalisés pour la SN des CFL pour compte de l'État conformément à un programme quinquennal soumis à l'approbation du Gouvernement en conseil. À noter que les prévisions pour 1997 incluent une première tranche de 50 millions d'investissements au titre de la réalisation de l'infrastructure relative au projet dit «Bahnhybrid» (métro léger empruntant la voie ferrée normale ainsi qu'un tracé en site urbain).

Il y a toutefois lieu de faire observer que par rapport au programme pluriannuel 1995-1999 établi en automne 1995, les dépenses des fonds élargés au tableau ci-dessus ont été revues à la baisse pour 1996 et 1997 et ce de 2 milliards de francs pour chaque exercice par rapport aux dépenses initialement prévues: 8,3 au lieu de 10,3 milliards pour 1996 et 9,9 au lieu de 11,9 milliards pour 1997. Si le Gouvernement entend bien réaliser le programme d'investissements retenu fin 1995, il se réserve toutefois de revoir, à l'occasion de la révision de ce programme à l'automne de 1996 (programme couvrant la période 1995-2000), l'étalement dans le temps de la réalisation des différents projets.

Les tableaux ci-dessus ne portent évidemment que sur les investissements qui sont exécutés directement par l'État pour son propre compte. Ils ne reflètent donc pas les multiples interventions qui sont pratiquées par l'État, notamment au moyen de l'allocation de subventions d'intérêt et de subventions en capital, afin de stimuler les investissements des autres collectivités pu-

bliques et du secteur privé. Citons à ce propos les programmes quinquennaux d'équipement sportif et d'infrastructure touristique (1.050 millions pour chaque programme au titre de la période 1993-1997).

4.3. La coopération au développement

En vue d'atteindre l'objectif d'un taux d'aide publique au développement de 0,7% du PNB d'ici la fin de la décennie, le Gouvernement s'est fixé un échéancier des augmentations annuelles à prévoir.

Conformément à cet échéancier, le taux d'aide publique au développement atteindra au cours de l'exercice prochain 0,49% du PNB, soit en montant absolu 2,93 milliards de francs.

La majeure partie de l'aide sera à charge du Fonds de la coopération au développement pour lequel sont prévues des dépenses de plus de 1,6 milliard de francs.

4.4. La revalorisation du rôle de l'agriculture

Le programme gouvernemental prévoit une reconnaissance accrue du rôle de l'agriculture non seulement dans la production de denrées alimentaires, mais également dans la protection de l'environnement. Au budget pour 1997, cette volonté se traduit par l'inscription d'un crédit de 300 millions au titre de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage.

Outre cette mesure particulière, il convient encore de noter que les crédits globaux ordinaires et extraordinaires du Ministère de l'Agriculture progressent de 225,9 millions, ou de 8,9% entre 1996 et 1997. À part le montant de 300 millions au titre de la prime pour l'entretien du paysage, cette hausse trouve son origine essentiellement dans les mesures suivantes:

- compensation agri-monnaire:	19,5 millions
- paquet agri-environnemental:	70,0 millions
- entretien curatif et préventif des cours d'eau:	30,0 millions
- majoration de l'indemnité compensatoire:	50,0 millions

4.5. La protection de l'environnement

D'après la déclaration gouvernementale du 22 juillet 1994 la protection de l'environnement naturel et humain constitue une priorité fondamentale de la politique gouvernementale et sera intégrée dans l'ensemble des politiques sectorielles de l'État et des collectivités locales.

Dans ce cadre, le Gouvernement s'est notamment fixé comme objectif d'intervenir

prioritairement dans le financement des investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité des eaux (extension et modernisation du réseau de collecte et de traitement des eaux urbaines résiduaires) et à la mise en place des infrastructures de réduction, de valorisation et d'élimination des déchets et à la préservation des richesses naturelles du pays.

Les crédits ordinaires et extraordinaires inscrits au projet du budget pour 1997 traduisent la volonté du Gouvernement d'accorder à ce domaine-clé de l'activité politique une importance de premier plan. Dans le cadre de ses discussions budgétaires, le Gouvernement s'est également attaché à résoudre le problème de financement des dépenses du Fonds pour la protection de l'environnement qui est apparu à la suite de la décision prise par les instances publiques gouvernementales de renoncer au projet d'introduction d'une taxe sur la consommation et sur la pollution des eaux.

Afin d'équilibrer la situation financière du fonds jusqu'à la fin de l'exercice 1997, le Gouvernement a été amené à adopter un paquet de 3 mesures qui peuvent se résumer comme suit:

- Réduction des dépenses projetées au titre des exercices 1996 et 1997;
- Allocation d'une dotation supplémentaire de 700 millions au titre des plus-values de recettes de l'exercice 1996;
- Relèvement de 100 millions de la dotation inscrite au projet de budget pour 1997 dans l'intérêt de l'alimentation de ce fonds spécial.

Pour ce qui est des exercices budgétaires 1998 et suivants, il convient de noter que le Gouvernement procédera dans le cadre

de l'actualisation du programme pluriannuel des dépenses extraordinaires à un réexamen des dépenses projetées en vue d'aboutir à une évolution équilibrée de la situation de ce fonds spécial.

Globalement, le projet de budget du Ministère de l'Environnement progresse au total de 6,8% entre 1996 et 1997, c'est-à-dire plus rapidement que le total des dépenses de l'État.



Quelques mots d'explication du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER avant que M. Marc FISCHBACH ne présente le Projet de budget de l'État pour 1997 à la Chambre des Députés.

4.6. L'évolution des crédits au profit de l'assurance-maladie, de l'assurance-accidents et de l'assurance-pension

À la différence des deux années précédentes, la progression des crédits dans l'intérêt de la couverture des prestations relevant des différentes branches de la Sécurité sociale accuse cette fois de nouveau, avec + 2,4 milliards ou + 7,7%, une progression sensiblement supérieure tant à la norme de croissance annuelle des dépenses de l'État qu'à la progression globale du budget.

Cette évolution est la résultante des facteurs suivants:

1) En matière d'assurance maladie-maternité, l'accroissement global a pu être limité à + 0,5 milliard ou + 4% (approximativement la norme de progression des dépenses budgétaires), grâce à la possibilité envisagée par le Gouvernement de s'acquitter anticipativement, à l'aide des plus-values prévues au titre de l'exercice en cours, du solde forfaitaire que l'État a accepté de verser aux caisses de maladie sur la base des anciens articles 67 et 68 du Code des assurances sociales. Cette liqui-

dation anticipée pour solde de tout compte améliorera d'autant la trésorerie des caisses de maladie.

L'économie budgétaire en découlant au titre de l'exercice 1997 sera toutefois partiellement compensée par la progression sensible des prestations en nature de maternité (+ 244 millions), due à la réévaluation des forfaits de l'accouchement à l'hôpital entraînée par l'application rigoureuse par l'Union des caisses de maladie de la comptabilité analytique dans les hôpitaux suite à l'entrée en vigueur de la budgétisation des hôpitaux instaurée par la loi-réforme de 1992.

Vu la progression également dynamique au cours des dernières années des prestations en espèces de maternité, le total des prestations de maternité aura doublé en 6 ans, passant de près de 1 milliard à près de 2 milliards.

2) L'accroissement exceptionnel des crédits dans l'intérêt de la Sécurité sociale est en fait essentiellement le résultat de la prise en charge par l'État de la part des communes dans la cotisation des pouvoirs publics à l'assurance-pension. Le montant en cause, d'un montant de 1 040 millions

ou +5,4% de la contribution actuelle totale de l'État à l'assurance-pension, s'ajoute à la progression continue et régulière des crédits due aux facteurs d'accroissement normaux de près de 0,8 milliard, ou +4,2%, progression cette année encore renforcée par l'augmentation de la participation de l'État au titre du baby-year (+80 millions environ), dépense qui aura elle doublée en 4 ans.

Il importe en tout cas de souligner qu'après la prise en charge par l'État de la part des communes dans le financement des pensions contributives (et du Fonds national de solidarité), et grâce à la décharge de toute participation au financement de l'infrastructure sanitaire et hospitalière induit par la réforme de l'assurance-maladie en 1992, les communes se verront donc également déchargées, à partir de l'année à venir, de l'essentiel de leurs contributions restantes au financement du système de protection sociale du pays, alors que le secours aux pauvres, indigents et malades constituait autrefois une sinon la mission primaire des communes, à côté de l'enseignement élémentaire, également déjà financé pour plus de moitié par l'État.

3) Aux facteurs particuliers décrits ci-dessus s'ajoute enfin la progression «normale» de la participation de l'État au financement des prestations de la Sécurité sociale, basée essentiellement sur la masse des revenus cotisables et suivant donc la progression prévisionnelle de cette dernière.

Alors que cette progression est supposée être déterminée par un accroissement limité et de l'emploi et des salaires, il a également été tablé sur un ajustement modéré des pensions et du salaire social minimum.

4.7. L'effort soutenu pour le développement des infrastructures en matière sociale, médicale et familiale

À l'instar des budgets des exercices précédents, le projet de budget pour 1997 continue dans la voie d'un développement systématique des infrastructures collectives destinées aux familles, aux personnes âgées ou dépendantes ainsi qu'aux personnes socialement défavorisées.

En ce qui concerne plus particulièrement les crédits prévus au profit des personnes âgées et inscrits principalement aux budgets des Ministères de la Famille, de la Santé ainsi que des Travaux publics, ils atteignent le montant record de 4,2 milliards de francs

Du montant précité, 1,6 milliard de francs seront utilisés pour le financement des investissements effectués par l'État ou par des tiers – principalement les communes et congrégations – en vue de l'augmenta-

tion du nombre et de la qualité des lits dans les maisons de retraite ou de soins.

À noter de même l'augmentation substantielle des crédits prévus au profit des personnes handicapées qui atteindront globalement 3,3 milliards de francs en 1997, contre 2,9 milliards de francs en 1996, soit une augmentation de 13%.

En particulier y a-t-il lieu de signaler que le budget du Ministère de la Famille prévoit les crédits nécessaires au transfert d'un premier groupe de 10 personnes handicapées actuellement logées à l'hôpital neuropsychiatrique d'ETTELBRUCK vers des centres d'accueil conventionnés, transfert décidé dans le cadre des discussions sur la réforme de la psychiatrie au Luxembourg.

Le Ministère de la Santé disposera des moyens lui permettant de développer les services d'action médico-socio-thérapeutique, notamment les services extrahospitaliers de santé mentale, le service des moyens accessoires (SMA) ainsi que divers services d'assistance médico-sociale aux malades du cancer. Un effort particulier sera entre autres également fourni en faveur de la prise en charge et du suivi des malades du SIDA, tout comme en faveur de la réalisation d'un meilleur suivi épidémiologique de l'ensemble de la population.

4.8. La contribution au budget de la Communauté économique européenne

Rappelons que depuis 1988, la Communauté dispose pour son financement de quatre types de ressources propres:

- les prélèvements agricoles (droits variables perçus à l'importation de produits agricoles) et les cotisations payées par les producteurs de sucre et d'isoglucose;
- les droits du tarif douanier commun;
- la ressource assise sur la taxe sur la valeur ajoutée;
- la quatrième ressource, dite ressource complémentaire, assise sur la somme des produits nationaux bruts des différents Etats membres et qui sert à financer le solde des dépenses non encore couvertes.

Conclusion

1. Le budget de l'exercice 1997, en respectant la norme de croissance, s'inscrit dans la série des budgets de rigueur qui permettent d'entrevoir en toute sérénité la troisième phase de l'UEM. La politique budgétaire va au-delà des prescriptions légales relatives à la dette publique et au déficit inscrites au Traité de MAASTRICHT. En effet, le Luxembourg reste le seul pays dont la dette

publique avec un niveau de 6% se situe largement en-dessous de celui des autres Etats membres dont la dette s'élève à au moins 50% du PIB. Le Luxembourg connaît par ailleurs un solde positif net depuis 1993.

2. Le budget de l'exercice de 1997 s'inscrit également dans le cadre de la déclaration gouvernementale du 22 juillet 1994 et constitue le reflet fidèle des priorités retenues par le Gouvernement dans sa déclaration sur l'état de la nation en mai 1996.

En effet, le Gouvernement, en décidant dans une large mesure une préaffectation d'un certain nombre de plus-values qui ont pu être dégagées en 1996 dans des fonds de réserve, respecte entièrement l'esprit anticyclique qui doit soutenir une politique budgétaire prudente.

Par une politique d'intensification des dépenses productives flanquée par une bonne maîtrise des dépenses de consommation courante, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts de développement économique et assurer le progrès social. Il est persuadé que cette politique - qui ne pourra qu'accompagner l'action des autres agents économiques - est de nature à assurer adéquatement l'avenir du pays à moyen et à long terme.

Rencontre du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER avec René LENOIR, émissaire du Gouvernement français pour le modèle social européen



Le Premier Ministre JUNCKER et l'Émissaire français René LENOIR

Le modèle social européen, élaboré et propagé par le Président de la République française Jacques CHIRAC, était au centre d'un échange de vues du Premier Ministre, Ministre du Travail et de l'Emploi, Jean-Claude JUNCKER avec René LENOIR, émissaire du Président de la République, dont la mission consiste à sensibiliser les partenaires européens en faveur d'un modèle social européen avec ses valeurs spécifiques qui se sont dégagées de la tradition sociale du vieux continent.

Le Premier Ministre a fait part à René LENOIR des positions luxembourgeoises en la matière, notamment, l'opportunité d'introduire des minima sociaux dans les traités et directives et la création d'un comité de l'emploi chargé d'examiner l'impact sur l'emploi des décisions prises au niveau européen.

Le Premier Ministre a, enfin, sollicité le support de Monsieur LENOIR en ce qui concerne la construction du TGV Est et son raccordement à Luxembourg.

Rencontre entre M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg et M. Philippe LÉROY, Président du Conseil général de la Moselle



M. Jean-Claude JUNCKER et M. Philippe LÉROY à la Présidence du Gouvernement

Luxembourg, le 17 septembre 1996

En présence de M. Alex BODRY, de M^{me} Mady DELVAUX-STEHRES, membres du Gouvernement luxembourgeois et de M. Denis SCHITZ, Vice-Président du Conseil général de la Moselle, les discussions ont porté sur les points suivants:

A. Sujets transfrontaliers binationaux ou de voisinage

a) relatifs à la population

Éducation: La qualité de l'expérience luxembourgeoise en matière d'apprentissage précoce des langues étrangères intéresse également la Moselle. Il a été envisagé l'extension de la politique départementale d'aide aux échanges et aux sé-

jours binationaux scolaires aux coopérations avec des établissements au Luxembourg. Ce partenariat pourrait ouvrir aux établissements scolaires des territoires concernés la possibilité de solliciter des financements européens pour des projets de coopération trinationaux.

Action sociale: Le nombre important des travailleurs transfrontaliers, des familles binationales et des ressortissants d'un État résidant dans un autre a déjà conduit la Moselle et les Landkreise sarrois à élaborer un guide binational et bilingue de l'action sociale. Il a été convenu d'en étudier une éventuelle extension trinationale avec le Luxembourg.

b) relatifs au territoire

Étude de trafic: La méthodologie de l'étude de trafic (par route, transports en commun) cofinancée par le Land de Sarre et

le Département de la Moselle a été discutée dans le contexte d'une étude similaire qui pourrait avoir comme objet les flux entre la France et le Luxembourg.

B. Sujets multilatéraux ou grande région

TGV: Il a été convenu que ce dossier, en raison de son caractère stratégique et des difficultés rencontrées pour sa concrétisation, ferait l'objet, de la part des deux délégations, d'une proposition de déclaration commune dans le cadre du prochain sommet de la grande région qui aura lieu le 7 novembre 1996 à Sarrebruck.

A32: M. LÉROY a présenté l'état d'avancement de ce dossier et les raisons pour lesquelles la Moselle milite pour sa réalisation. Il a informé M. JUNCKER de la mise à disposition prochaine, par l'État français, des premières études techniques d'itinéraires.

Enseignement supérieur, innovation et transfert de technologie: Les parties souhaitent et encouragent une intensification des coopérations entre les établissements et les centres de recherche.

C. Sujets européens

Le devenir des fonds structurels, dont bénéficient actuellement de nombreux territoires de la grande région (notamment les zones en reconversion du Luxembourg et de la Moselle), a fait l'objet d'un échange de vues. Les parties ont confirmé l'importance du maintien des moyens financiers européens au bénéfice des collectivités locales, de l'économie et de la coopération transfrontalière.

Visite du Ministre des Finances du KENYA à LUXEMBOURG

Le mercredi, 18 septembre 1996 Monsieur Musalia MUDAVADI, Ministre des Finances de la République du Kenya, fut

en visite officielle à LUXEMBOURG. À part des réunions de travail à la Banque Européenne d'Investissement, le Ministre

a eu une entrevue avec Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget. Les deux Ministres ont exploré les possibilités d'une coopération accrue entre le Kenya et le Luxembourg, en matière de micro-projets ainsi que de formation de personnel dans le secteur financier.

Rencontre JUNCKER- BALLADUR à LUXEMBOURG

Le 18 septembre 1996, le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER a eu un long entretien politique avec l'ancien Chef du Gouvernement français Monsieur Edouard BALLADUR.



MM. JUNCKER et BALLADUR à la Présidence du Gouvernement

«L'état de l'Union» devant le Parlement européen

Discours de M. Jacques SANTER, STRASBOURG, le 18 septembre 1996

Monsieur le Président,

Monsieur le Président du Conseil,

Mesdames et Messieurs les Députés,

C'est la seconde fois, Monsieur le Président, que vous avez pris l'initiative d'organiser un débat sur l'état de l'Union. Je vous en félicite car l'exercice est utile. Il faut de temps à autre prendre de la distance et nous poser quelques questions de fond:

- Avons-nous encore une bonne perception de nos véritables priorités?

- Agissons-nous en fonction de celles-ci?

Ceci est d'autant plus essentiel à un moment

- où l'Europe semble douter,

- où les difficultés à relier le monde politique au monde des citoyens sont indéniables,

- où l'Union se trouve face à plusieurs grandes échéances cruciales.

En préparation de ce débat, j'ai relu mon discours sur l'état de l'Union de novembre 1995. Mon analyse d'il y a un an reste inchangée comme l'est d'ailleurs mon rejet du pessimisme et de la résignation.

Je reste convaincu que:

- L'Union a pour elle trop de mérites, elle a connu trop de succès, elle a trop d'atouts pour permettre à la morosité d'assombrir notre paysage économique et politique;

- L'Union a trop à apporter à nos pays, à nos citoyens – et j'ose dire au monde tout

entier – pour que l'on prenne ses acquis à la légère ou qu'on les mette en danger,

- Et l'Union a encore trop d'ambitions à réaliser, trop de responsabilités à assumer, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour que l'on relâche les efforts pour l'améliorer et la renforcer, dans tous les sens du mot.

Certes, il y a les faiblesses, les difficultés objectives. Mais mesure-t-on réellement toute l'étendue des progrès réalisés depuis le début de l'intégration européenne?:

- le dispositif institutionnel imaginé par Jean Monnet a tenu bon;

- pour la grande majorité des Européens, l'Union reste indispensable – malgré toutes les critiques et attaques, qui sont d'ailleurs normales dans un système démocratique;

- et regardez la demande d'Europe dans les pays qui nous entourent: quels sont les États européens qui estiment pouvoir rester à l'écart de cette Union souvent décriée à l'intérieur?

C'est dans ce contexte que je voudrais examiner l'état de l'Union. Je voudrais le faire à travers trois grands domaines prioritaires, à savoir la monnaie unique, la stratégie intégrée croissance/emploi et la Conférence intergouvernementale.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

D'abord les bonnes nouvelles. Prenons l'Union Économique et Monétaire. Nous sommes en route pour une réussite sans précédent dans l'histoire de notre intégration, voire de notre histoire tout court. Il y a là matière à s'enthousiasmer, à donner

de l'élan pour surmonter d'autres obstacles.

La monnaie unique viendra. Elle viendra le 1^{er} janvier 1999. Un nombre substantiel d'États membres y participera dès le début. J'en suis convaincu.

Il y a bien sûr l'obligation que nous fixe le Traité. Mais ce n'est pas en premier lieu celle-là qui détermine les États membres. Ils ont une motivation beaucoup plus forte: ils reconnaissent sans équivoque la nécessité de la monnaie unique.

Car celle-ci est capitale pour l'Union. Pour parfaire le Marché intérieur et asseoir sa compétitivité sur une stabilité durable. Pour faire une politique monétaire axée sur les besoins de l'économie européenne. Enfin, pour établir sa place sur les marchés financiers mondiaux.

Cette nécessité renforce la détermination des États membres de faire le nécessaire pour se qualifier le plus vite possible pour la monnaie unique. J'en veux pour preuve les confirmations répétées du Conseil européen. Et j'observe aussi que la rigueur budgétaire est poursuivie par tous les États membres – rigueur d'ailleurs indispensable même sans l'objectif de la monnaie unique. Car personne ne veut retomber dans la trappe inflationniste destructrice d'emploi dont nous venons de nous libérer. Cela fait maintenant plusieurs années que l'Europe connaît des niveaux d'inflation historiquement bas.

Ces efforts doivent être poursuivis. Ils ne doivent pas être affaiblis par l'argument fallacieux que rigueur budgétaire équivaut à récession et chômage. Des États membres qui ont fait de grands efforts de réduction des déficits budgétaires ont

connu de bons résultats en matière de création d'emplois. Prenez les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande. Les marchés reconnaissent et récompensent des politiques économiques et budgétaires saines.

Autre raison qui m'inspire confiance: l'avancement des préparatifs techniques. J'ai toutes les raisons d'espérer que la réunion des Ministres Écofin du week-end prochain à DUBLIN fera des progrès sur trois thèmes importants qui préparent les décisions à prendre par le Conseil européen en décembre. Je cite:

- le Pacte de Stabilité - garant additionnel de la solidité de la monnaie unique;
- le régime de change entre l'Euro et les autres monnaies - garant d'une plus grande stabilité;
- et la statut juridique de l'Euro - garant de confiance dans la transition vers la monnaie unique.

La décision politique et les préparatifs qui l'accompagnent sont une chose. Encore faut-il que les opérateurs économiques et financiers, le public au sens large, prennent le relais. Or, c'est justement ce qui est en train de se passer. Partout en Europe on se prépare à la monnaie unique qui doit désormais être considérée comme acquise. L'Union a maintenu le cap. Le processus est devenu irréversible.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

L'Union Économique et Monétaire est un instrument au service de la croissance économique. C'est une contribution essentielle à une Europe prospère et créatrice d'emplois. Je ne reviendrai pas sur l'opposition que certains ont voulu faire entre UEM et emploi; ces arguments sont dépassés.

Du chemin a été accompli depuis la dernière fois que j'ai fait devant vous l'état de l'Union. Deux Conseils européens ont fait de l'emploi une priorité. La réalité nous demande de faire plus et de nous mobiliser réellement à tous les niveaux.

C'est-là le sens de mon Pacte pour l'Emploi auquel le Conseil européen de FLORENCE a souscrit. Il faut maintenant le réaliser. Je souhaite qu'en décembre à DUBLIN une série de questions soient définitivement tranchées.

Je veux rappeler trois grands principes du Pacte et les illustrer par des rendez-vous que nous nous sommes donnés d'ici DUBLIN:

- Tout d'abord, la mise en synergie des responsabilités de tous les acteurs. Je compte ici particulièrement sur les partenaires sociaux. La négociation qui s'ouvre sur la flexibilité et le temps de travail est au coeur de notre réflexion sur l'avenir de l'emploi. Il est essentiel que les partenaires sociaux assument maintenant les responsabilités que leur a conférées le Traité, comme ils l'ont fait pour le congé parental.

- Ensuite, une réforme accélérée des marchés du travail. Une décennie d'efforts na-

tionaux isolés n'a pas permis d'enrayer le chômage. Nous avons maintenant mis au point une procédure qui oblige les États membres à présenter des programmes pluriannuels. Il faudra bien sûr tirer des enseignements de ces expériences mises en commun, analyser les réussites comme les échecs. Le rapport qui sera présenté à DUBLIN par la Commission soulignera les recommandations politiques qui se dégagent de cet exercice de comparaison et d'analyse des réformes poursuivies au plan national.

- Enfin, il faut que nos politiques soient davantage axées sur l'objectif de création d'emplois et, pour ce faire, nous devons exploiter pleinement tous les atouts du Marché Intérieur. Les pactes territoriaux doivent être l'illustration de cette dynamique. La réponse ne s'est d'ailleurs pas fait attendre et, tant du côté des États membres que des villes ou régions, nous recevons quantités de projets qui cherchent à exploiter les synergies créatrices d'emplois. À DUBLIN, les États membres arrêteront la liste des régions et villes qui participeront aux projets pilotes avec l'appui des Fonds structurels.

La mobilisation générale ne doit pas nous faire perdre de vue les décisions déjà prises mais pas encore mises en oeuvre. Nous nous sommes fixé des échéances; il faut passer des intentions à l'action, et des décisions sur papier à leur mise en oeuvre.

Ceci vaut aussi pour le Marché Intérieur qui reste un atout fondamental de l'Union. Tirons-en le maximum d'avantages en supprimant les obstacles restants. Nos entreprises attendent depuis trop longtemps le statut de la société européenne et le cadre légal pour les inventions biotechnologiques: le Conseil doit enfin décider. Comme il doit déclarer avant DUBLIN sur le plan d'action pour les PME proposé par la Commission.

Dans le secteur d'avenir par excellence, celui des télécommunications, les pièces du marché unique se mettent en place. La Commission veillera attentivement à ce que, au 1^{er} janvier 1998, ce marché soit réellement ouvert.

Mais ne regardons pas seulement au niveau européen. Les obstacles bureaucratiques, coûteux et hostiles à la création d'emplois, persistent au plan national. Les administrations nationales - subsidiarité oblige! - doivent agir pour simplifier la vie de nos entrepreneurs, pour encourager l'esprit d'entreprise et d'innovation.

La Commission fera bientôt le point des initiatives dans ces domaines. Elle invite d'ailleurs tous les intéressés à lui signaler des obstacles persistants dans le Marché Intérieur ou les complexités bureaucratiques au plan international.

Est-ce que la libération préconisée se fera au détriment des acquis de notre société, comme certains le craignent? Bien sûr que non! Cette libéralisation doit permettre d'exploiter pleinement notre potentiel économique et n'a en aucun cas pour objectif d'affaiblir notre modèle européen. C'est ce que la Commission sou-

ligne dans la communication d'intérêt général et la reprise de cet objectif dans le texte du Traité.

Confrontés à la globalisation de l'économie mondiale, nous ne pouvons ignorer les exigences d'un marché intérieur performant et les chances formidables qu'il offre.

Mais, la solidarité est - et doit rester - au coeur de notre modèle européen. On a pu assurer jusqu'ici un équilibre entre ces deux objectifs - il faut qu'il en reste ainsi.

Dans l'ensemble, ce que j'ai appelé la stratégie intégrée croissance/emploi va dans la bonne direction. Mais il y a aussi une ombre. Ainsi je m'inquiète lorsque certains veulent bénéficier du Marché Intérieur sans en accepter les règles du jeu. Attention à ne pas succomber à la tentation de chercher le salut aux problèmes de chômage dans la fuite en avant que serait l'octroi de subventions étatiques croissantes. Ne s'agirait-il pas là aussi d'une distorsion de concurrence?

Il y a un deuxième phénomène qui me préoccupe encore plus: c'est la remise en question de la communauté de droit qu'est, et doit rester, notre Union. La paralysie des travaux des institutions, érigée en méthode de gouvernement pendant la crise de l'ESB, n'a pu être évitée qu'au prix d'efforts politiques considérables.

L'affaire Volkswagen, Saxe, nous a menés au bord d'une crise grave. Qu'on ne soit pas d'accord avec les décisions de la Commission, soit. Qu'on veuille les soumettre à la Cour de Justice - c'est tout à fait dans les règles d'une communauté de droit. Mais les ignorer consciemment et publiquement? La Commission rendrait un bien mauvais service à l'Union si elle tolérât de telles attitudes. Elle se ferait complice de la remise en cause du Marché Intérieur et, j'en suis sûr, de l'Union en tant que telle.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

J'ai parlé au début de mon exposé de la difficulté de relier le monde politique avec celui des citoyens. C'est un phénomène général. Que la politique ne soit pas populaire, c'est son sort. Mais qu'elle n'inspire plus confiance, que sa crédibilité soit minée par son impuissance face à des problèmes comme le chômage et le crime, cela est grave et dangereux pour la cohésion de nos sociétés. Et pour l'avenir de l'Union.

D'où l'importance de la Conférence intergouvernementale. N'a-t-elle pas été convoquée justement pour rapprocher l'Union de ses citoyens, pour la rendre plus efficace et donc plus crédible? N'est-elle pas à nouveau une expression de cette nécessité qui nous pousse aussi à réussir la monnaie unique, le marché intérieur, la stratégie intégrée croissance/emploi?

Au Conseil européen de FLORENCE, les Chefs d'État ou de Gouvernement avaient décidé de la nécessité de passer du stade de l'analyse à celui de la négociation.

Trois mois plus tard, que constate-t-on? Certes, une Présidence irlandaise qui ne ménage pas ses efforts pour insuffler du dynamisme à la Conférence. Mais aussi un grand doute quant à l'engagement de tous les États membres de prendre les problèmes à bras le corps et d'avancer.

Manque de dynamisme, niveau d'ambition trop bas: voilà l'impression, que donnent les travaux pour l'instant. Plutôt que de se concentrer sur l'essentiel, de prendre la mesure des véritables enjeux de l'an 2000, j'ai parfois l'impression que la Conférence est utilisée par les administrations nationales pour ressusciter leurs vieilles propositions. Mais il n'est pas trop tard. Le Conseil européen se réunit le 5 octobre. Saisissons cette chance pour donner une impulsion décisive à la négociation. J'entends en profiter pour rappeler certaines vérités.

D'abord celle, évidente, que l'élargissement est devant nos portes, qu'il faut cesser de faire comme si l'Union pouvait se permettre le luxe de procéder à une répétition générale. Je dois dire que l'idée d'une deuxième CIG de «rattrapage» avant la fin du siècle me laisse rêveur. Je dois vivement décourager une telle idée. Veut-on vraiment mener en parallèle des négociations d'adhésion «externes» et une négociation institutionnelle «interne»? Veut-on vraiment faire coïncider tout cela avec les débats excessivement difficiles sur les futures perspectives financières?

Il y a donc urgence, il faut attaquer les questions institutionnelles qui se posent inévitablement dans une Union élargie. Le maintien de l'unanimité tuerait l'Union. Le maintien des complexités des procédures de décision la paralyserait. Or cette dimension manque encore singulièrement dans les travaux de la Conférence. Pourtant, le principe de l'élargissement est politiquement acquis, les premières négociations d'élargissement doivent commencer six mois après la fin de la CIG et certains avancent déjà des dates pour l'entrée des premiers adhérents.

Je veux l'élargissement. Mais je le dis très clairement: ce scénario ne tiendra pas si les résultats de la CIG ne sont pas à la hauteur du défi institutionnel que constitue l'élargissement.

À côté de la réforme institutionnelle, la CIG doit être mise à profit pour renforcer l'identité extérieure de l'Union. La Commission insiste sur une chose très simple: l'Union doit dans les domaines économiques parler d'une seule voix et décider à la majorité qualifiée. Ce n'est qu'ainsi que l'Europe peut se défendre valablement, par exemple face à des actes unilatéraux comme la législation Helms Burton aux États-Unis.

Il faut donc adapter notre dispositif à l'évolution du commerce international et de l'OMC. Comment, aujourd'hui, peut-on raisonnablement prétendre traiter différemment le commerce des marchandises et le commerce des services? C'est une absurdité. Je lance un véritable appel à nos États membres pour que nous n'af-

faiblissions pas notre action extérieure sous prétexte de querelles institutionnelles que nos entrepreneurs, j'en suis sûr, ont beaucoup de mal à comprendre.

Toujours dans le domaine des relations extérieures, comment espérer que l'Union pourra jamais affirmer une identité forte sur le plan international sans une Politique Étrangère et de Sécurité Commune digne de ce nom?

Paradoxalement, son action internationale est déjà colossale. Que ce soit en Europe centrale et orientale, en Amérique latine, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen-Orient, en Afrique ou en ex-Yougoslavie, partout l'Union est présente, l'Union a une politique, l'Union est le plus grand donateur.

Pourtant, on dirait que seuls les Américains sont visibles, même si, en ex-Yougoslavie par exemple, les Européens ont deux fois plus de soldats sur le terrain et fournissent cinq fois plus d'aide de toute sorte. Faut-il croire qu'il y a de notre part un choix délibéré de payer les factures et de renoncer à toute forme d'influence politique décisive? Je n'en ai pas l'impression si j'en juge d'après les frustrations que cet état de fait suscite partout en Europe et à tous les niveaux.

Mais, si nous voulons changer cela, si nous voulons faire valoir tout le poids de l'Union, c'est à nous de le faire. Et nous savons ce qu'il faut faire: mettre en commun nos moyens d'analyse, améliorer nos procédures de décision, parler d'une seule voix à l'extérieur et renforcer la cohésion entre les différents volets de notre action extérieure: économique, commercial et politique. Ce n'est pas la création d'une fonction additionnelle, tel qu'un Monsieur PESC, qui répondra à nos besoins; au contraire, elle ajoutera à la confusion.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

L'identité européenne est inconcevable sans un espace de liberté, de sécurité et de justice. La libre circulation des personnes est inscrite dans le traité de Rome. Mais des quatre libertés évoquées à l'Article 7A, c'est celle qui connaît le plus de retard et pourtant c'est celle qui concerne le plus directement les citoyens. Et ce n'est pas pour surprendre. Parce que cette liberté doit s'accompagner nécessairement de mesures efficaces contre les abus de cette liberté. «MAASTRICHT» constitue un premier pas utile dans la prise de conscience à cet effet; mais, reconnaissons-le, le dispositif mis en place à l'époque ne répond pas aux exigences d'aujourd'hui.

La drogue, la violence et la criminalité organisée, le trafic et l'exploitation sexuelle de ceux qui sont les plus vulnérables nous rappellent nos responsabilités. Il est évidemment impossible de passer sous silence les événements tragiques qui ont endeuillé un de nos États membres cet été. La vague d'émotion qu'ils ont suscitée ne s'est pas arrêtée aux frontières.

Va-t-on répondre que l'Europe ne peut rien faire? Va-t-on opposer au désarroi de

nos citoyens des raisonnements juridico-bureaucratiques? Non. Les citoyens ne comprendraient pas que l'Union ne se donne pas véritablement les moyens d'enrayer ces fléaux par une action concertée au niveau européen.

La Commission, pour sa part, ne sera pas en reste. Nous soumettrons à la CIG des propositions pour répondre vraiment aux attentes de ceux qui veulent que l'efficacité soit notre préoccupation première.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Pour être complet sur les principaux défis auxquels l'Union est confrontée d'ici l'an 2000, je dois aussi mentionner les futures perspectives financières et l'élargissement. Mais le moment n'est pas venu d'approfondir ces dossiers. Tout viendra en son temps.

Sans doute, le paquet financier sera-t-il difficile, mais ces difficultés seront surmontées si nous avons la sagesse d'éviter la notion de juste retour. Cette notion est contraire au principe de solidarité et elle présente une vision réductrice des bénéfices qu'apporte l'Union aux États membres. Les marges budgétaires limitées de nos États membres ne sont pas seulement une contrainte – elle sont aussi un défi pour faire mieux, faire plus efficacement, ce qui veut dire aussi réfléchir sur certaines de nos politiques.

L'élargissement sera compliqué, mais lui aussi peut être bien géré à condition que la CIG ne recule pas devant ses responsabilités, notamment en ce qui concerne la réforme des règles institutionnelles. Pour le reste, l'Union a déjà tracé la voie en formulant les critères de COPENHAGUE et les éléments de calendrier retenus à MADRID.

Pour les deux sujets, le paquet financier et l'élargissement, la Commission fera son travail, de façon approfondie, rigoureuse, constructive. Elle tiendra ses promesses: elle présentera ses contributions dès la fin de la CIG.

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

L'Union Économique et Monétaire sera bientôt un fait, les derniers éléments du Marché Intérieur se mettent en place, l'approche intégrée croissance/emploi fait son chemin. Tout cela me porte à conclure que l'Union est dans un bien meilleur état que ne le feraient croire bon nombre de commentaires. Mais même ces critiques ont leurs côtés positifs: elles prouvent que l'Union est devenue une réalité politique vivante. Elle survivra aux débats. Elle ne survivrait pas à l'indifférence. Ceci n'est bien sûr vrai que si l'Union reste capable de s'adapter aux nouvelles exigences, de répondre aux attentes de ses citoyens. Elle le pourra. Car la reconnaissance de la nécessité de l'Union et de l'absence d'alternatives valables est un moteur puissant. Ajoutons-y un brin de l'enthousiasme initial des années 1950 car nous restons engagés dans une aventure sans précédent.

Je vous remercie de votre attention.

Visite d'État de Son Excellence le Président de la République de Hongrie et Madame Árpád GÖNCZ au Grand-Duché de Luxembourg, les 19 et 20 septembre 1996

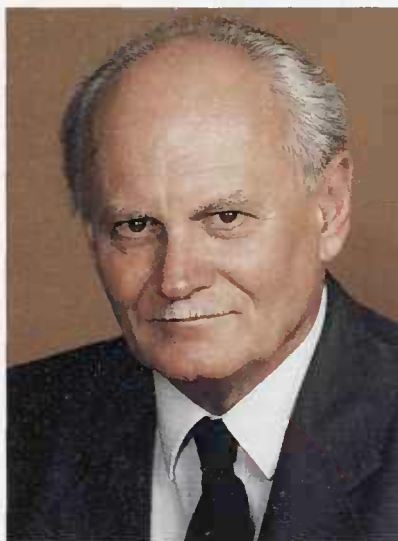
Le Président de la République de Hongrie Árpád GÖNCZ s'est rendu en visite d'État au Grand-Duché de Luxembourg les 19 et 20 septembre 1996.

Accueilli la veille de la visite d'État au poste frontalier de STERPENICH, en provenance de BRUXELLES après une visite d'État en Belgique, le Président de la République d'Hongrie et Madame Szuszanna GÖNCZ s'installèrent au Palais grand-ducal à LUXEMBOURG.

Le matin du 19 septembre, un soleil rayonnant devait accueillir les hôtes hongrois pour la cérémonie d'accueil sur la Place GUILLAUME à LUXEMBOURG. Accompagné de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, le Couple présidentiel fut alors présenté aux représentants des Corps constitués, à savoir: le Doyen du Corps diplomatique, l'Ambassadeur de la République d'Italie au Luxembourg Leopoldo FORMICHELLA, le Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ, le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER ainsi que les autres membres du Gouvernement, le Président de la Cour Supérieure de Justice Paul KAYSER, le Procureur Général d'État Roger EVERLING, le Député-Maire de la Ville de Luxembourg Lydie WURTH-POLFER et le Commandant de l'Armée, le Colonel Michel GRETSCH.

Le Président Árpád GÖNCZ et le Grand-Duc passaient alors en revue le détachement de l'Armée grand-ducale pour s'immobiliser devant le drapeau de l'Armée pendant que la Musique Militaire grand-ducale exécutait les hymnes nationaux de Hongrie et du Luxembourg.

Le Président Árpád GÖNCZ et son épouse rejoignaient alors le Monument de la Solidarité Nationale pour une cérémonie de commémoration en l'honneur des Luxembourgeois morts pour la patrie au cours des deux Guerres mondiales. Accueillis par le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER, le Ministre de la Force publique Alex BODRY et le Commandant de l'Armée, le Colonel Michel GRETSCH, la cérémonie débuta par le dépôt d'une couronne devant la Flamme du Souvenir, pendant que des solistes de



Le Président de la République de Hongrie Árpád GÖNCZ

la Musique militaire grand-ducale exécutèrent la «Sonnerie aux Morts». Après avoir ranimé la Flamme du souvenir, le Président fut présenté aux représentants de la Fédération des Enrôlés de Forces Victimes du Nazisme et accompagné à l'intérieur du Monument où le Président du Conseil National de la Résistance, Aloyse RATHS lui expliqua la signification du sanctuaire.

De retour au Palais grand-ducal, le Président GÖNCZ recevait en audience le Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ, le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER ainsi que le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, Jacques F. POOS.

À la suite des audiences le Président de la République de Hongrie se déplaçait à la Chambre de Commerce à KIRCHBERG pour y présider en personne l'ouverture d'un séminaire économique réunissant des hommes d'affaires luxembourgeois et hongrois. Participaient également à ce séminaire le Ministre hongrois des Finances Péter MEDGYESSY ainsi que le Secrétaire d'État au Ministère des Affaires Étrangères Ferenc SOMOGYI.

Parallèlement, l'épouse du Président, Szuszanna GÖNCZ visitait, en compagnie de la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte,

le Centre de Logopédie à STRASSEN, où elles furent accueillies par le Ministre des Accidentés de la Vie Marie-Josée JACOBS et le Directeur du Centre de Logopédie Romain STEICHEN.

Le programme de l'après-midi débuta avec la traditionnelle réception des hôtes par les autorités de la Ville de LUXEMBOURG. Accueillis au perron de l'Hôtel de Ville par le Député-Maire de la Ville de LUXEMBOURG Lydie WURTH-POLFER, qui présenta le Président et Madame GÖNCZ aux échevins ainsi qu'aux conseillers de la capitale, les hôtes regagnèrent la grande salle des réunions pour la cérémonie de bienvenue.

Ci-après nous reproduisons le texte du discours de bienvenue du Député-Maire Lydie WURTH-POLFER:

*Excellence,
Madame,*

C'est un grand honneur et un immense plaisir que de pouvoir vous accueillir aujourd'hui à l'Hôtel de Ville et – au nom du collège échevinal et de tous mes concitoyens – je voudrais vous souhaiter une très chaleureuse bienvenue à LUXEMBOURG.

*Monseigneur,
Madame,*

Permettez-moi, au nom de la Ville, de vous remercier de nous faire l'honneur d'être parmi nous, donnant ainsi un éclat tout particulier à notre accueil des illustres hôtes hongrois.

*Altesses Royales,
Excellence, Madame,
Mesdames et Messieurs,*

Certains liens entre nos deux peuples remontent très loin dans l'histoire, au Moyen Âge. L'histoire, en effet, nous apprend que Gisèle, l'épouse du premier Roi chrétien de Hongrie, Étienne I, était la belle soeur de Cunégonde de Luxembourg, épouse de l'empereur germanique Henri II.

Souvenons-nous encore qu'au 12^e siècle, sous le règne du Roi Geiza II, des émigrants luxembourgeois, fuyant la misère de nos contrées, étaient passés en Hongrie pour peupler les terres encore peu habitées.

Sigismond de Luxembourg fut couronné Roi de Hongrie en 1387. Mais le Luxem-

bourg ne devait pas être très attrayant à l'époque puisque le monarque, dont de nombreux souvenirs subsistent à BUDAPEST, n'a pratiquement pas laissé de traces au Luxembourg qu'il n'aurait visité qu'une seule fois, en 1417. Manifestement, ce Sigismond préférait les rives du Danube aux bords de l'Alzette.

Plus près de nous, dans la seconde moitié du 18^e siècle, a eu lieu une deuxième vague d'émigration de Luxembourg vers le Banat. Entre 1764 et 1786, chassés par la misère et la pauvreté, plus de 5.000 personnes – c'est-à-dire 2,5% de la population totale – quittèrent le Duché de Luxembourg pour le Banat, cette terre dans la plaine danubienne où ils espéraient pouvoir mener une vie meilleure.

À côté des liens historiques, il me tient à cœur de relever d'autres entre la Hongrie et le Luxembourg en la personne de deux grands artistes hongrois qui ont eu des relations privilégiées avec notre pays: MUNKÁCSY, fameux artiste-peintre, et Franz LISZT, le grand compositeur.

C'est dans notre ville, à quelques pas d'ici, au Casino bourgeois, que le 19 juillet 1886, lors d'un concert donné en son honneur, LISZT a accepté de donner lui-même un bis. Ce fut la dernière fois qu'il jouait en public, avant sa mort quelques mois plus tard à BAYREUTH. Le piano sur lequel LISZT joua ce jour-là à LUXEMBOURG, est devenu par après propriété de notre ville. Je peux dire que nous en sommes très fiers.

Revenons un peu à MUNKÁCSY. L'artiste avait épousé une Luxembourgeoise, Madame Cécile PAPIER, veuve du Baron de MARCHES et propriétaire du Château de COLPACH. Ce château est entré dans l'histoire de notre pays dans l'entre-deux-guerres lorsque, sous l'impulsion d'Aline et d'Emile MAYRISCH, il devenait le point de rencontre de l'élite intellectuelle européenne. Mais bien plus tôt, l'époque des époux MUNKÁCSY préfigurait déjà cette vocation européenne du Château de COLPACH, le couple y recevant des hôtes de marque en provenance de tous les coins d'Europe. Franz LISZT, notamment, y séjourna sur invitation des époux MUNKÁCSY. C'est d'ailleurs l'année dernière, lors de la visite à LUXEMBOURG, de mon homologue de BUDAPEST, Monsieur le Bourgmestre DEMSKY, que nous avons procédé au dévoilement d'une plaque commémorative en l'honneur de LISZT dans le parc du Château de COLPACH.

Ce fut à l'ombre du Château de COLPACH, dans le calme paisible de la campagne, que MUNKÁCSY se reposait de la vie mondaine qu'il menait à PARIS.



La cérémonie d'accueil sur la Place GUILLAUME



Le dépôt de gerbe devant le Monument de la Solidarité Nationale



À l'intérieur du Monument, le Président du Conseil National de la Résistance, Aloyse RATHS explique la signification du Sanctuaire.

De MUNKÁCSY, la Ville de LUXEMBOURG a le privilège de compter dans ses collections deux superbes tableaux qui sont exposés actuellement au Musée



Au Palais grand-ducal, le Président Árpád GÖNZ a reçu successivement en audience le Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ ...



... le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et ...



... le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS.

National d'Histoire et d'Art dans le cadre de la rétrospective MUNKÁCSY.

Altesses Royales,
Excellence, Madame,

Les liens entre nos deux pays ne se limitent pas pour autant à ceux que je viens d'évoquer. Dans un passé plus récent nos peuples ont dû lutter pour affirmer leur existence, pour maintenir leur originalité et défendre les idéaux de liberté, de justice et de paix. Ces valeurs ont certainement guidé vos concitoyens dans leur combat contre l'oppression. Vous-même, Monsieur le Président, preniez une part active dans ce combat que vous avez d'ailleurs payé de votre liberté en passant plusieurs années dans les geôles d'un régime oppressif.

Lorsque en novembre 1956 les chars soviétiques écrasèrent brutalement l'insurrection du peuple hongrois, le peuple luxembourgeois se tenait à côté de celui-ci, et une vague d'indignation déferla sur le Luxembourg, indignation qui culmina dans une marche de protestation sur l'Ambassade de l'Union Soviétique à laquelle participaient plus de 10.000 personnes.

Permettez-moi de citer dans ce contexte l'écrivain hongrois contemporain Ferenc SÁNTA qui dit dans son oeuvre «Le cinquième Sceau»: «Se révolter, protester, contester – voilà ce dont ne sont capables que ceux qui s'estiment eux-mêmes.»

Le peuple hongrois s'est toujours estimé lui-même et n'a jamais arrêté de se battre avec un courage et une volonté exemplaires et ce n'est certainement pas le fruit du hasard que ce fut la Hongrie qui, la première, a commencé à battre une brèche dans le rideau de fer qui a si longtemps divisé les peuples d'Europe.



En marge du programme officiel, le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS a eu des entretiens avec le Ministre hongrois des Finances Péter MEDGYESSY et avec...



... le Secrétaire d'État au Ministère des Affaires Étrangères Ferenc SOMOGYI.



M^{me} Szusanna GÖNZ et S.A.R. la Grande-Duchesse, entourée du Ministre Marie-Josée JACOBS et du Directeur Romain STEICHEN au Centre de Logopédie

Altesse Royale,
Excellence, Madame,
Mesdames et Messieurs,

Que le Luxembourg ait été un des membres fondateurs de l'Union Européenne est certainement aussi le mérite de l'esprit de COLPACH, initié pour la première fois par MUNKÁCSY et LISZT au siècle dernier.

Aujourd'hui les Luxembourgeois considèrent leur engagement en Europe aussi bien comme une garantie de leur indépendance que comme un gage de la paix. Cette paix, nous souhaitons la partager avec tous les peuples de notre vieux continent en nous en rapprochant.

La coopération, déjà largement entamée entre la Hongrie et l'Union Européenne, contribuera encore au rapprochement de nos deux peuples, pris trop souvent entre les manœuvres dévastatrices des grandes puissances. Maintenant nous nous réjouissons de pouvoir entreprendre l'oeuvre de la paix ensemble avec la Hongrie et nous vous prions, Excellence, Madame, de bien vouloir faire savoir aux Hongrois qu'à Luxembourg ils ont des amis sur lesquels ils peuvent compter!

Excellence, Madame,

Permettez-moi, au nom de tous mes concitoyens et en mon nom personnel, de vous souhaiter encore une fois une très chaleureuse bienvenue dans notre ville.

De l'Hôtel de Ville le cortège officiel se mit en route pour le Château de COLPACH précité, où une chorale mixte d'élèves luxembourgeois et hongrois interpréta des chansons traditionnelles des deux pays. Après le concert le couple présidentiel ainsi que LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse rencontrèrent des représentants de la vie culturelle luxembourgeoise à la bibliothèque du Château, où le Président Árpád GÖNCZ trouva également le temps d'improviser une conférence de presse à l'attention des journalistes hongrois accompagnant le chef d'État pendant sa visite.

Le couple présidentiel ne manqua point d'honorer la mémoire des deux illustres artistes hongrois ayant résidé au même Château de COLPACH, en déposant des couronnes commémoratives sous les plaques rappelant le séjour de MUNKÁCSY et LISZT.

Au moment du départ du Château une agréable surprise attendait les hôtes quand la chorale d'élèves hongrois et luxembourgeois s'était réunie à l'improviste pour chanter un adieu émouvant qui ne manqua pas d'entraîner le couple présidentiel dans quelques pas de danse.



Vifs applaudissements pour le discours du Député-Maire Lydie WURTH-POLFER



L'Hôte hongrois s'inscrit dans le Livre d'Or de la Ville de LUXEMBOURG.



M^{me} HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture accueille le Président Hongrois à COLPACH.

COLPACH et son Château

Dans une vallée presque plane, où les schistes ardennais viennent toucher le grès bigarré du Bassin de LUXEMBOURG, de grandes aires vertes longent COLPACH, plus précisément NIEDERCOLPACH, à distance d'un jet de pierre des confins belges; fermes et fermettes, maisons des bourgeois sont situées, éparses, là, où des propriétaires modestes possédaient quelque propriété agraire ou forestière, il y a des siècles déjà, quand COLPACH fut moins qu'un minuscule village.

L'histoire de la villégiature colpachoise en effet remonte à 1191 au moins, – année citée par LIEZ, «bonnes terres de blé et de froment, productrice également de bois de chauffage et de construction».

En 1222, COLPACH céda sa dime seigneuriale à l'Abbaye d'ORVAL, cloître et centre spirituel important dont les origines remontent au début du IX^e siècle, alors qu'en 1303, le Comte HENRI VII de LUXEMBOURG, devenu Empereur romain de nation germanique, céda toutes ses propriétés de COLPACH à «NICOLAS de GUERELDINGE», seigneur qui fonda la génération des «DE COLPACH». On suppose que les premiers établissements domaniaux, ayant directement dépendu du souverain, datent de cette époque, bien que le château, lui, est de création plus récente, même pour sa première configuration, bien moins imposante que celle que nous connaissons de nos jours. COLPACH porte son nom de la modeste rivière de la même appellation, descendant des hauteurs de RAMBROUCH, par de paisibles méandres, vers REDANGE-Attert; pour 1309 et 1459, des documents-parchemins historiques renseignent COLPACH et COILPACH, la mayeurie ayant compté 27 «feux» en 1495, plus que 18 ménages en 1525.

Les 150 «communians», cités à la «visitation paroissiale» de 1570, nous permettent d'escompter quelque 200 habitants pour COLPACH-Haut, plus modeste, et COLPACH-Bas, alors que sous le régime français subséquent on nota: 16 ménages à «NIDDER-KOULBICH» 11 autres dans le village «haut», 14 à PETIT-NOBRESSART, modeste hameau qui dépendait à l'époque – avec 85 habitants, de l'agglomération colpachoise. Telle fut la situation jusqu'en 1795, COLPACH ayant dépendu du «Quartier d'ARLON» jusqu'au début de la Révolution Française, époque à laquelle les COLPACH et «Kleng-Elchert» devaient administrativement rentrer dans le Canton d'OSPERN, siège de doyenné déjà.

En 1847, la restructuration administrative faisait dépendre les COLPACH, – 121 habitants pour 18 foyers, respectivement 115 personnes dans 20 ménages – de la Commune d'ELL.

Devenu paroisse en 1389 au moins, COLPACH est relevé dans un parchemin du 23 mai 1446, – début de l'époque bourguignonne – à laquelle les dîmes locales étaient cédées obligatoirement au Comte HENRI d'ARLON, à l'Abbaye d'ORVAL, au curé de la paroisse, aux seigneurs de GUIRSCH comme à ceux de COLPACH, établis dans une propriété qui devait comprendre le premier château de COLPACH, modeste.

De 1729 à 1743, le co-propriétaire du château, PHILIPP KARL von PFORZHEIM, devint curé de la paroisse, un autre membre de la Famille PFORZHEIM de COLPACH – Jean GEORGE-propriétaire des domaines, indiqua ses revenus annuels avec 617,76 francs-or, montant partiellement investi dans l'agrandissement de la propriété foncière colpachoise.

Les «DE MARCHES» et Mihály MUNKÁCSY

Une fille de Jean George, Marie Justine de PFORZHEIM – née d'un second mariage avec Anne Elise de TORNACO de STERPENICH-épousa le Baron de MARCHES – Marie Alphonse Philippe, originaire du Château de GUIRSCH – en 1817, les Barons de MARCHES devenant propriétaires des domaines et château de COLPACH à partir de cette année. Cécile PAPIER, l'épouse dudit baron, épousa après le décès de son mari, le

peintre hongrois Michael LIEB – dit MUNKÁCSY – fils d'un menuisier-ébéniste.

Le jeune Mihály MUNKÁCSY avait lui-même appris le métier d'ébéniste chez son père-patron; toutefois, le jeune homme sembla davantage intéressé par le dessin et la peinture. Initié dans certaines techniques du dessin comme de la peinture par FISCHER, un artiste d'origine allemande, plus tard à l'atelier du peintre hongrois Elek SZÁMOSSY, plus tard encore par les artistes prolifiques Antal LIGETI et Mór THAN, le jeune MUNKÁCSY quitta sa terre natale pour s'installer à VIENNE, en 1865.

Retourné à BUDAPEST, suite aux positions hostiles que certaines couches viennoises manifestaient vis-à-vis de l'Hongrie, MUNKÁCSY, après de très fructueuses études graphiques et de peinture chez K. RAHL à VIENNE, commença à souffrir des yeux.

Ayant établi logis et atelier de peinture à PARIS, Mihály MUNKÁCSY eut des séjours répétés et prolongés au Château de COLPACH, un entourage verdoyant, ancien fief de son épouse Cécile PAPIER, environnement qui semblait plaire à l'artiste et où, souvent il soigna une santé tout de même fragile, périodes qui s'échelonnaient de 1774 à 1895 essentiellement.

Pour ses mérites artistiques, M. MUNKÁCSY fut anobli par l'Empereur FRANZ JOSEPH en l'an 1880. Au hasard des séjours et des sujets qui l'inspiraient, MUNKÁCSY créa un plus grand nombre de tableaux à COLPACH même, dont un «Lever de lune», «l'Allée du Parc de COLPACH», «l'Entrée du Parc de COLPACH», «Troupeau paissant», «Rentrée», «L'École de Village à COLPACH», «Paysage au Coucher du Soleil», de plus nombreux portraits, dont «l'Instituteur du Village», «MILTON aveugle», «Vieux Juif», «Portrait de Madame MUNKÁCSY au chapeau», sujet pictural qu'il exécuta à diverses reprises, «Madame de MARCHES», «le Baron de MARCHES», «Marie MUNCHEN», «l'Évêque HEYNALD», «Franz LISZT», le compositeur musicien avec lequel M. MUNKÁCSY était très lié, de nombreux croquis naissant au hasard encore d'une promenade ou alors comme préparation à des tableaux importants. Ayant utilisé avec prédilection des peintures à l'asphalte, MUNKÁCSY créa souvent des fonds sombres pour ses grands tableaux, les mélanges du bitume et d'autres couleurs y mélangées n'ayant pas souvent permis d'avoir d'excellents effets de lumière, d'où MUNKÁCSY ne pouvait point devenir le peintre des grands contrastes et jeux «Ombres et Lumières».

Les MAYRISCH à COLPACH

Au début de ce siècle, le Père-Fondateur de la sidérurgie luxembourgeoise moderne Emile MAYRISCH, et son épouse Aline de SAINT-HUBERT, eurent acquis l'ancestral Château de COLPACH, agrandi et aménagé intérieurement selon les souhaits et les besoins personnels des nouveaux propriétaires.

Né en 1862, Emile MAYRISCH, grand industriel et visionnaire européen extraordinaire, fit de COLPACH un centre de rencontre, où dans les salons du château, séjournaient et discutaient poètes, hommes de lettre, artistes, peintres ou sculpteurs, industriels et historiens, architectes – toutes et tous philanthropes, épris par un nouveau mode de vie et de voir ou vivre le monde, avec une industrialisation qui était en pleine voie d'essor et de progrès, et où entraient les premières idées et réalisations concernant le volet social – le bien-être d'une gente ouvrière souvent mal logée, d'un nombre très important d'enfants et d'adolescents, au profit desquels il fallait créer, puis institutionnaliser des oeuvres sociales et des maisons appelées à les gérer. C'est ainsi que dans les salons du Château de COLPACH se rencontraient la journaliste Annette KOLB, collaboratrice à la «Luxemburger Zeitung»; Paul CLAUDEL, l'éminent écrivain et diplomate français, auteur notamment de

«L'Annonce faite à MARIE» (1912) ou «Le Soulier de Satin», datant de 1943; le Ministre des Affaires Etrangères allemand Walther RATHENAU, pangermaniste, assassiné en 1942; l'écrivain français Jacques RIVIÈRE, directeur de la «Nouvelle Revue française» en 1925, année de sa mort; un homme de lettres très lié à COLPACH, de même que l'architecte français Auguste PERRET, édificateur du «Théâtre des Champs-Elysées» à PARIS en 1911, décédé en 1954; le philosophe allemand Karl JASPERS, un des principaux existentialistes chrétiens, décédé en 1969, le philosophe français Paul LANGEVIN encore, auteur de travaux sur les ions, le magnétisme et la relativité; l'écrivain français Jules ROMAINS, à qui l'on doit d'exquis poèmes, essais et autres pièces de théâtre; le prolifique et visionnaire Comte Richard de COUDENHOVE-KALERGI, dont les idées et aspirations paneuropéennes firent école, le secrétaire luxembourgeois de ce même mouvement paneuropéen et coopérateur au «Escher Tageblatt» Gust. VAN VERVEKE; le peintre français d'origine namuroise (1899) Henri MICHAUX; l'historien Ernst Robert CURTIUS, l'écrivain français Charles VILDRAC, André GIDE (1869-1951), lauréat du Prix Nobel de Littérature, homme de lettres dominé par la passion de la liberté, adepte de la conciliation de la lucidité de l'intelligence avec la vitalité des instincts; le peintre VAN RYSELBERGE qui fit de Madame Aline MAYRISCH de SAINT-

HUBERT des portraits admirables, les sculpteurs RODIN, BOURDELLE, MAILLOL, DESPIAU ou KOLBE qui créèrent des sculptures qui ornent encore le parc colpachois de nos jours: la divine «POMONE» d'A. MAILLOL, «l'Homme qui va se lever», sculpture de Ch.DESPIAU sur le tombeau des MAYRISCH au Parc de COLPACH; l'incomparable «CENTAURE» de BOURDELLE, la sculpture du «Jeune MAURE accroupi», alors que les peintres VUILLARD, DENIS, BONNARD, ROUSSEL créèrent également quelques-unes de leurs oeuvres à COLPACH ou pour le Château des MAYRISCH.

Emile MAYRISCH ne survécut pas à un accident d'automobile en France, en 1928, alors que le 20 janvier 1947, Aline de SAINT-HUBERT quitta ce monde; promoteurs ou auteurs des Maternité CHARLOTTE à LUXEMBOURG, des Homes d'éducation pour Enfants à DUDELANGE, à EICH et autre part, créateurs de l'esprit et de la richesse spirituelle de COLPACH, les MAYRISCH restaient bienfaiteurs; fondateurs de la Croix- Rouge Luxembourgeoise en 1915-16, époque à laquelle ils ouvrirent leur villa somptueuse à DUDELANGE pour y admettre un hôpital de fortune militaire, les MAYRISCH firent don du Château de COLPACH à la CROIX-ROUGE précisément – FONDATION MAYRISCH – qui dut recevoir des milliers de convalescents dans les aires de COLPACH, élargies depuis les années '50 ou '60.



Une chorale mixte d'élèves luxembourgeois et hongrois ont interprété des chansons traditionnelles des deux pays.

En soirée, Leurs Altesses Royales, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse avaient invité au dîner de gala en l'honneur du Président de la République d'Hongrie et de Madame Árpád GÖNCZ au Palais grand-ducal à LUXEMBOURG. Parmi les invités on remarqua notamment, le Grand-Duc héritier HENRI et la Grande-Duchesse héritière MARIA TERESA, le Prince GUILLAUME et la Princesse SIBILLA, le Président de la Chambre des Députés et Madame Jean SPAUTZ, le Premier Ministre et Madame Jean-Claude JUNC-

KER, le Ministre Marc FISCHBACH et Madame, le Ministre Marie-Josée JACOBS, le Ministre Erna HENNICOT-SCHOEPGES, le Ministre Michel WOLTER et le Président de la Cour Supérieure de Justice Roger EVERLING et Madame.

Discours de S.A.R. le Grand-Duc

Monsieur le Président,

La Grande-Duchesse et moi Vous accueillons aujourd'hui ainsi que Madame GÖNCZ avec beaucoup de joie. Nous

apprécions d'autant plus votre présence à Luxembourg qu'elle nous permet de retrouver l'Homme d'État marqué par l'histoire de son pays.

Les années d'oppression et de souffrance ont nourri votre sensibilité et votre perception profonde de l'être humain, alors qu'elles ont obligé le «Hongrois anonyme», cité dans votre recueil «Retour au foyer et autres nouvelles», de «donner asile à son âme dans une émigration interne profonde». Pendant ces années d'angoisse

vosre épouse vous a encouragé avec détermination dans votre combat pour un monde meilleur.

Élu Président de la République vous êtes resté l'homme modeste à l'écoute de ses concitoyens qui vous ont renouvelé leur confiance. Vous avez réussi à les faire partager vos idéaux d'un humanisme moderne, ce qui leur a donné la force morale d'accepter des sacrifices inhérents à la période de transition vers la démocratie et l'économie du marché.

Comme père et grand-père vous comprenez bien les soucis des jeunes générations que vous ne cessez d'encourager à cultiver les traditions basées sur les valeurs fondamentales.

Il y a un mois à peine, vous avez rappelé à vos concitoyens ces traditions lors de la

célébration des onze cents ans de la fixation des Magyars en Europe centrale. Vous constatez un parallélisme dans le choix crucial fait à l'époque par le Roi Saint Étienne de créer un État chrétien ancré dans les civilisations occidentales et dans la décision de la Hongrie d'aujourd'hui d'adhérer pleinement aux institutions de l'Europe de l'Ouest.

Le Luxembourg se réjouit de la détermination de la Hongrie de mettre, dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne et du partenariat pour la paix avec l'OTAN, tout en oeuvre pour satisfaire aux conditions d'adhésion à ces deux institutions.

Je suis convaincu que la Hongrie et le Luxembourg s'apprentent à faire à nouveau un bout de chemin ensemble dans ces enceintes plus larges qui seules sont

susceptibles d'apporter une réponse aux problèmes inhérents au chômage, à l'écologie et à la paix.

En fait, votre pays a, quelques semaines après notre visite d'État en Hongrie, rejoint irréversiblement par son adhésion en novembre 1990 au Conseil de l'Europe la communauté des États de droit et du respect des libertés individuelles.

Comme auparavant, au sein du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, la Hongrie et le Luxembourg ont continué de coordonner leurs vues.

Au cours de leur histoire, la Hongrie et le Luxembourg ont eu une période commune où ils étaient unis par des liens dynastiques sous le Roi Sigismond de Luxembourg.

Cette période est marquée par de grands bouleversements à la fois sur les plans politique, religieux et social dont la guerre de Cents Ans et les guerres hussites.

À l'ouest, Le Luxembourg, situé au carrefour des grandes civilisations européennes, a également subi les bouleversements de l'histoire.

Cet après-midi, vous avez visité COLPACH où, entre les deux guerres mondiales, la famille MAYRISCH a essayé de concilier les cultures française et germanique en y réunissant l'élite intellectuelle européenne. Vous y avez rencontré vos pairs dans les arts et les lettres à travers lesquels s'exprime l'identité nationale que les Hongrois et les Luxembourgeois ont su préserver contre tous les envahisseurs.

Pour vous, COLPACH est aussi le lieu où, au siècle précédent a vécu avec son épouse luxembourgeoise, votre compatriote, le peintre MUNKÁCSY.

MUNKÁCSY a peint de nombreux tableaux chez nous dont nous allons, grâce à votre initiative, admirer quelques-uns demain au Musée National d'Histoire et d'Art.

Une partie de votre visite est consacrée aux relations économiques bilatérales qui continuent à se développer. Après la mission économique présidée par notre fils Henri en 1993, et après la visite officielle de notre Premier Ministre en compagnie d'une importante délégation d'hommes d'affaires en Hongrie en 1995, le resserrement des liens économiques entre nos pays ont démarré.

Je vois dans le séminaire qui a réuni aujourd'hui à la Chambre de Commerce des investisseurs luxembourgeois et des dirigeants d'entreprises hongroises la preuve que ces efforts commencent à porter des fruits.

Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de souligner ce soir combien le destin commun de nos peuples au sein d'une Europe forte et unie nous tient à coeur.



Le Couple Présidentiel a déposé des couronnes commémoratives sous les plaques rappelant le séjour de MUNKÁCSY et LISZT à COLPACH.



Conférence de presse improvisée du Président Árpád GÖNZ à l'attention des journalistes hongrois

**Le Couple Présidentiel Hongrois et LL.AA.RR.
le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE
ont rencontré des représentants
de la vie culturelle luxembourgeoise
à la bibliothèque du Château de COLPACH**



Dans cet esprit je lève mon verre au bonheur de Son Excellence le Président de la République de Hongrie et de Madame Árpád GÖNCZ, à l'avenir heureux du peuple hongrois et à l'amitié entre nos deux nations.

**Discours de Son Excellence
Monsieur le Président de la
République de Hongrie:**

*Monseigneur, Madame,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis luxembourgeois,*

Tous les membres de notre délégation et moi-même avons écouté avec émotion l'expression par votre magnifique toast, riche en idées, Monseigneur, du respect et de l'estime que vous portez à notre pays et à sa population. Permettez-moi de vous remercier sincèrement de l'accueil cordial et de l'attention distinguée dont nous sommes entourés depuis notre arrivée au Luxembourg. Nous sommes particulièrement fiers d'être les invités du Luxembourg, petit pays mais qui joue un rôle majeur au coeur de l'Europe, six ans après la mémorable visite d'État que vos Altesses Royales ont fait en Hongrie en 1990. Pour le Luxembourg, îlot européen de la paix, de calme et de bien-être, ces six années ont dû être, abstraction faite pourtant des changements se présentant



Adieu du Président GÖNZ à COLPACH

dans la vie quotidienne de tous les États participant au processus d'intégration européenne, six années comme les autres, mais pour la Hongrie elles ont marqué un tournant décisif de son histoire. Je me félicite cependant de pouvoir constater que grâce aux changements intervenus, les deux pays vont aujourd'hui dans la même direction et, j'en suis convaincu, dans la bonne direction.

Au cours des siècles, les destins de nos deux pays se sont parfois rejoints. Au XII^e siècle, de nombreux Luxembourgeois sont allés s'établir dans les régions encore peu habitées de la Hongrie. Sigismond de Luxembourg a été l'un de nos plus grands rois tout en étant un homme politique de dimension européenne; c'est sous son règne que le territoire du Grand-Duché de Luxembourg tout comme celui du



Photo officielle avant le Dîner de Gala en l'honneur des Hôtes Hongrois: (de g. à dr.): le Prince GUILLAUME, la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE, S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE, le Président Árpád GÖNZ, S.A.R. le GRAND-DUC, Madame Árpád GÖNZ, le GRAND-DUC HÉRITIER, la Princesse SIBILLA

Royaume de Hongrie a été le plus grand. Nous avons eu, plus tard, d'autres souverains communs en la personne de Marie-Thérèse puis de Joseph II. Et l'on peut relever, à titre de curiosité, que les étapes de l'évolution constitutionnelle luxembourgeoise (1841, 1848, 1868, 1919) coïncident avec les tournants de l'histoire de Hongrie. On ne peut oublier non plus le peintre Mihály MUNKÁCSY, appartenant au patrimoine culturel des deux pays, ayant créé ses tableaux pendant un quart de siècle au Luxembourg et dont nous saluerons demain la mémoire par le vernissage d'une exposition commune.

Monseigneur,

Je me félicite de pouvoir faire cette visite en cette année particulière pour mon pays, marquant le mille centième anniversaire de la conquête de notre patrie. Tout en créant une atmosphère solennelle et inspirant des idées élevées, cet anniversaire nous oblige à regarder en face les réalités quotidiennes et les résultats du chemin parcouru. Notre histoire est celle d'une lutte ininterrompue pour la survie de la Nation, elle est caractérisée par notre capacité de supporter les coups et de nous relever à chaque fois, par un combat mené toujours en fonction des rapports de force internationaux. Le Luxembourg qui est encore plus petit que mon pays et qui, tout comme nous, se trouve au voisinage de grandes puissances, au croisement de voies stratégiques, a eu un sort tout aussi marqué de combats. Dans ces combats, jusqu'ici, c'est sans doute le Luxembourg qui a remporté plus de succès. Votre exemple nous montre que, par le travail laborieux et dévoué de ses citoyens, un petit pays peut être capable de grandes performances, de grands résultats. La manière dont le Luxembourg a su, par la reconversion, redonner du travail à des dizaines de milliers de personnes frappées par la crise sidérurgique, constitue un exemple d'école. A également valeur de modèle la façon dont, pendant la deuxième moitié de ce siècle, le Luxembourg a réussi à attirer des capitaux étrangers à l'intérieur de ses frontières et à s'élever au rang de grand centre financier international. Le Luxembourg est aussi un élève modèle du processus d'intégration européenne, de la construction européenne: le seul pays de l'Union Européenne qui, dès aujourd'hui est à même de remplir les conditions pour le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, et dont le Gouvernement a su gérer les sacrifices imposés pour remplir ces conditions. Au cours de la deuxième moitié de ce siècle, le Luxembourg se caractérise par une grande stabilité interne, le respect inconditionnel du régime de la monarchie constitutionnelle et l'optimisme sans faille de sa population.

Ce sont là des résultats enviables, mais



Le Président Árpád GÖNZ pendant son discours lors du dîner de gala au Palais grand-ducal



La pianiste luxembourgeoise Michèle KERSCHENMEYER interpréta des oeuvres de Franz LISZT.



Le Président hongrois visite l'usine GUARDIAN AUTOMOTIVE à GREVENMACHER.



M^{me} Szużanna GÖNZ, accompagnée de S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE, du Ministre M^{me} Marie-Josée JACOBS et du Dr. Henri METZ au Foyer PIETERT à GREVENMACHER



Le Bourgmestre d'ECHTERNACH, M^{me} Mady SCHAFFNER accueille les Couples présidentiel et grand-ducal.



Les Hôtes hongrois visitent la Crypte de l'Abbaye d'ECHTERNACH.

nous n'avons pas à nous décourager non plus. En 1990, vous avez visité, Monseigneur, une jeune démocratie hongroise, ayant à peine changé de régime politique et confrontée aux tâches accumulées de mettre définitivement fin à l'économie planifiée socialiste, héritée du passé, et de laisser s'enraciner le pluralisme, l'État de droit. Le gros de ce travail est maintenant derrière nous. Notre Gouvernement s'emploie aujourd'hui, au prix de grands efforts visiblement déterminés, à stabiliser et à moderniser l'économie qu'il cherche à mettre sur l'orbite d'une croissance durable, tout en menant pendant ce temps un dialogue ininterrompu avec les partenaires sociaux. Grâce à cela, la politique économique du Gouvernement peut se réaliser dans des conditions de paix sociale et de stabilité intérieure. La population sent et comprend le caractère transitoire de cette période difficile, pleine d'épreuves; il lui est clair que même si le chemin est cruellement rude, le but fixé est sans aucun doute le bon: la mise en place d'une économie de marché développée, moderne; d'un modèle social susceptible d'offrir à la population des perspectives d'avenir satisfaisantes et d'assurer aussi un niveau de vie acceptable à l'échelle européenne.

Monseigneur,

Pour atteindre ces objectifs, nous comptons, entre autres, sur notre adhésion future aux institutions européennes, cette adhésion constituant la priorité de notre politique étrangère. Mais par le jeu des interactions, ces objectifs constituent en même temps des outils: ceux de notre préparation à l'adhésion. Je suis convaincu qu'avec l'aide efficace du Luxembourg et d'autres amis qui nous appuient, notre pays deviendra, aux alentours de l'année 2000, seuil psychologique important pour notre pays, membre à part entière de l'Union Européenne, de l'OTAN et de l'Union de l'Europe Occidentale pour retrouver, après plusieurs décennies de vicissitudes imposées de l'extérieur, le chemin de son développement naturel. C'est ce qu'attend le peuple hongrois qui s'est toujours considéré comme appartenant spirituellement et culturellement à l'Occident.

Nos efforts d'intégration jouissant d'une priorité évidente ne nous empêchent pas de consacrer une grande attention aux relations bilatérales que nous entretenons avec les pays membres de l'Union Européenne. En 1995, un échange de visites des chefs de Gouvernement de nos deux pays, ainsi que la visite du Président de l'Assemblée Nationale hongroise, ont marqué l'évolution des relations hungaro-luxembourgeoises. Mais malgré cette reprise, il reste encore beaucoup de réserves inutilisées dans nos relations. Nous nous attendons surtout à des progrès dans les domaines économiques et commerciaux, dans les investissements de capitaux luxembourgeois en Hongrie et la

présence massive d'hommes d'affaires dans notre délégation souligne le sérieux de nos intentions. En matière de politique étrangère, nous connaissons bien la place occupée et le rôle particulièrement important joué par le Luxembourg dans la politique européenne. Au deuxième semestre de 1997, qui sera une période décisive pour notre adhésion, le Luxembourg assurera la Présidence de l'UE. Je souhaiterais qu'il remplisse cette mission imprégné de la responsabilité ressentie pour l'évolution du sort de la partie orientale de l'Europe.

Dans l'esprit de l'amitié sincère hungaro-luxembourgeoise, basée sur des traditions des siècles passés et appelée à avoir, j'en suis convaincu, un bel avenir, je lève mon verre en votre honneur, Monseigneur, en votre honneur, Madame, à la prospérité du Luxembourg, au bonheur du peuple luxembourgeois, à la poursuite de l'approfondissement de la coopération multiforme entre nos deux pays, à notre Europe commune.

La soirée se termina avec un concert au Cercle Municipal auquel avaient invité le Président et son épouse, concert d'autant plus spectaculaire que la pianiste luxembourgeoise Michèle KERSCHENMEYER interpréta des oeuvres de Franz LISZT sur le même piano que le grand compositeur hongrois est dit avoir utilisé pour sa dernière performance en public au Casino bourgeois de LUXEMBOURG.



Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER lors de son discours dans la Salle des Glaces où le Gouvernement luxembourgeois a offert le déjeuner officiel

Le deuxième et dernier jour de la visite d'État débuta par un petit-déjeuner auquel le Président de la République d'Hongrie Arpad GÖNCZ avait convié des représentants de la presse luxembourgeoise. Participèrent à ce petit-déjeuner à la Salle des Balances du Palais grand-ducal: Nic. DICKEN du Lëtzebuerger Journal, Danièle FONCK du Tageblatt, Joëlle HENGEN de RTL-Télé Lëtzebuerg, Diane KLEIN de RTL-Radio Lëtzebuerg ainsi que Joseph

LORENT du Luxemburger Wort. Les journalistes eurent ainsi l'opportunité d'entendre le chef d'État hongrois analyser la situation politico-économique de son pays ainsi que les perspectives de la Hongrie à adhérer le plus rapidement possible aux institutions internationales, telles l'UE et l'OTAN.

La première étape du programme officiel amena le Président à GREVENMACHER pour une visite de l'usine Guardian



L'inauguration de l'exposition «MUNKÁCSY à LUXEMBOURG» au Musée National d'Histoire et d'Art



Les Hôtes hongrois et le Couple grand-ducal posent devant le tableau représentant le peintre MUNKÁCSY.



La visite se termina par un accueil au Musée d'Histoire de la Ville de LUXEMBOURG.

Automotive. Le Secrétaire Général de Guardian Europe Jean RIES, qui est également Consul honoraire de la Hongrie au Luxembourg, accueille le Président et le Grand-Duc et leur présente les invités du jour, à savoir le Ministre de l'Économie Robert GOEBBELS et le Député-Maire de GREVENMACHER Norbert KONTER, ainsi que les cadres dirigeants de Guardian Automotive, avant de les inviter à visiter les installations de production de verre servant dans l'industrie automobile.

Madame Szusanna GÖNCZ, accompagnée de S.A.R. la Grande-Duchesse visita parallèlement le Foyer Pietert à GREVENMACHER, un centre appartenant à la Fondation Kräizbiert et s'occupant de personnes présentant des handicaps mentaux graves. Les invitées furent accueillies devant le Foyer Pietert par le Ministre des Accidentés de la Vie Marie-Josée JACOBS, le Vice-Président de la Fondation Kräizbiert, le Docteur Henri METZ,

l'Administrateur de la Fondation Jeannot BERG et la Directrice du Foyer Pietert Pia BOESEN.

De GREVENMACHER le cortège officiel se mit en route pour ECHTERNACH, prochaine et dernière escale de cette visite. Les autorités communales d'ECHTERNACH n'avaient pas hésité à libérer les classes de l'école primaire pour cette occasion avec le résultat que la belle Place du Marché au centre ville fut inondée par des centaines de jeunes bambins manifestant leur sympathies avec un enthousiasme qui leur est propre.

À l'arrivée des hôtes des drapeaux aux couleurs hongroise et luxembourgeoise décoraient la Place du Marché devant l'Hôtel de Ville où le Bourgmestre d'ECHTERNACH Mady SCHAFFNER accueillit les Couples présidentiel et grand-ducal avant de les présenter au Ministre Fernand BODEN ainsi qu'au collège échevinal et aux conseillers de la ville.

Madame le Bourgmestre prit alors la parole:

Monsieur le Président,
Madame GÖNCZ,
Altesse Royale,
Mesdames, Messieurs,

C'est une grande joie et un grand honneur pour mes concitoyens et moi-même de vous recevoir aujourd'hui dans notre ville d'ECHTERNACH, et de vous souhaiter une cordiale bienvenue.

ECHTERNACH est une des plus vieilles cités du pays. Nous sommes fiers d'avoir dans nos murs l'ancienne abbaye dont les origines remontent au 8^e siècle et qui fut le premier centre de culture de notre pays.

C'est de l'abbaye d'ECHTERNACH que St. Willibrord, venu d'Angleterre, évêque d'UTRECHT et abbé d'ECHTERNACH, est parti christianiser les régions de la Meuse et du Rhin.

Ce qui fit principalement la renommée du monastère d'ECHTERNACH était son illustre atelier d'écriture, son scriptorium, qui était outillé et habilité à illustrer, par de magnifiques et uniques peintures, le livre des évangiles. Le plus connu est le Codex Aureus dont l'original se trouve au Musée de NUREMBERG, en Allemagne.

Tout à l'heure vous visiterez ces lieux qui sont à l'origine de notre vie culturelle. C'est en 1998 que nous fêterons le 1.300^e anniversaire de l'essor de notre Ville. Parmi d'autres vestiges de notre histoire et de notre culture, je citerai l'église SS. Pierre et Paul, érigée sur un ancien fort romain. Le passage des Romains dans notre région est documenté par l'excavation récente d'une importante villa romaine aux abords du lac artificiel.

En outre, l'Hôpital d'ECHTERNACH est, avec l'Hôtel Dieu de PARIS, le plus ancien hôpital des pays de l'ouest.

La cérémonie d'accueil terminée les hôtes hongrois visitèrent l'Abbaye d'ECHTERNACH et le Musée de l'Abbaye avant de prendre congé de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, pour rejoindre ensuite la Salle des Glaces où ils furent les invités du Gouvernement pour un déjeuner.

Le dernier épisode de la visite se déroula par une courte promenade sur la Corniche et un accueil au Musée National d'Histoire et d'Art à LUXEMBOURG où le Président GÖNCZ fut accueilli par le Ministre de la Culture Erna HENNICOT-SCHOEPGES et le Directeur du Musée Paul REILES, avant d'inaugurer l'exposition «MUNKÁCSY à LUXEMBOURG» qui retrace la carrière du célèbre peintre hongrois dans une multitude de tableaux provenant des collections luxembourgeoise et hongroise.

Histoire de la Hongrie

896: les Hongrois (où Magyars) arrivent dans la plaine danubienne, sous la conduite de leur chef Árpád. La dynastie des Árpád gouverne la Hongrie à partir de cette date et ce jusqu'en 1301. À partir de l'an 1000, la Hongrie devient un royaume avec Étienne I^{er} comme premier roi. Il impose le christianisme à ses sujets et se déclare vassal du Saint Siège tout en maintenant son royaume hors du Saint Empire.

1095 à 1116: Kálmán (Coloman) obtient le rattachement de la Croatie et de la Slavonie au Royaume de Hongrie.

1172 à 1196: sous Béla III, la Hongrie médiévale est à son apogée.

1222: André II (1205-1235) doit concéder la Bulle d'or aux féodaux qui s'affranchissent de l'autorité royale.

1235 à 1270: Béla IV reconstruit le pays ruiné par l'invasion mongole (1241/42)

1308 à 1342: Charles I^{er} Robert, de la maison d'Anjou, organise l'exploitation des mines d'argent, de cuivre et d'or de la Slovaquie et de Transylvanie.

1342 à 1382: Louis I^{er} d'Anjou lui succède et poursuit son oeuvre.

1387 à 1437: Sigismond de Luxembourg, défait par les Turcs à Nicolpolis (1396), est élu à la tête du Saint Empire.

1444: Ladislas III Jagellon périt à la bataille de Varna.

1456: Jean Hunyadi arrête les Turcs devant Belgrade.

1458 à 1490: Son fils, Mathias Corvin, conquiert la Moravie et la Silésie et s'établit à Vienne (1485). Il favorise la diffusion de la renaissance italienne.

1490 à 1516: Règne de Ladislas II Jagellon.

1526: les Ottomans remportent la victoire de Mohács, où meurt Louis II Jagellon. Ferdinand I^{er} de Habsbourg (1526-1564) est élu, par la Diète, Roi de Hongrie. Il a pour rival Jean Zápolya, maître du Centre est de l'Est, qui est soutenu par les Ottomans.

1540: les Turcs occupent Buda et la Grande Plaine.

1540 à 1699: la Hongrie est divisée en trois: Hongrie royale (capitale: PRESBOURG), gouvernée par la maison d'Autriche, Hongrie turque et Transylvanie, vassale des Ottomans depuis 1568. La Diète de Hongrie doit reconnaître la monarchie héréditaire des Habsbourg (1687) et la Transylvanie est annexée par la maison d'Autriche

(1691). La noblesse hongroise obtient le maintien du pluralisme religieux.

1699: les Habsbourg reconquièrent sur les Turcs la plaine hongroise (paix de Karlowitz).

1703 à 1711: Férénc (François II) Rákóscy dirige l'insurrection contre les Habsbourg.

1711: la paix de Szatmár reconnaît l'autonomie de l'État hongrois au sein de la monarchie autrichienne

1740 à 1780: Marie-Thérèse s'appuie sur les magnats et poursuit le repeuplement.

1780 à 1790: Josph II tente d'imposer un régime centralisé

1848: après l'insurrection de mars, l'Assemblée Nationale hongroise rompt avec l'Autriche.

1849: Kossuth proclame la déchéance des Habsbourg. Les insurgents sont défaits à Világos (août) par les Russes, appelés par François-Joseph I^{er}.

1849 à 1867: le gouvernement autrichien pratique une politique de centralisation et de germanisation.

1867: après la défaite de l'Autriche devant la Prusse (Sadowa 1866), le compromis austro-hongrois instaure le dualisme. Au sein de l'Autriche-Hongrie, la Hongrie est de nouveau un État autonome; elle récupère la Croatie, la Slavonie et la Transylvanie.

1875 à 1905: le parti libéral assure la direction du pays; Kálmán Tisza est Président du Conseil de 1875 à 1890.

1914: la Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

1918: la défaite des empires centraux entraîne la dissolution de l'Autriche-Hongrie. Károly proclame l'indépendance de la Hongrie. Les Roumains occupent la Transylvanie, les Tchèques la Slovaquie.

1919: Les communistes, dirigés par B. Kun, instaurent la «République des Conseils», renversée par l'amiral Horthy.

1920: Horthy est élu régent. Il signe le Traité de Trianon qui enlève à la Hongrie la Slovaquie, la Ruthénie, la Transylvanie, le Banat et la Croatie.

1938: la Hongrie annexe une partie de la Slovaquie.

1939: elle adhère au pacte antikomin-tern.

1940: elle occupe le nord de la Transylvanie et signe le pacte tripartite.

1941: elle entre en guerre contre l'U.R.S.S.

1943: M. Kállay cherche à signer une paix séparée avec les Alliés.

1944: Hitler fait occuper le pays et le parti fasciste des Croix-Fléchées prend le pouvoir éliminant Horthy.

1944/45: l'armée soviétique occupe le pays.

1946/47: le Traité de Paris rétablit les frontières du Traité de Trianon.

1949: le parti communiste démantèle le parti agrarien, majoritaire; M. Rákosi proclame la République populaire hongroise et impose un régime stalinien.

1953 à 1955: I. Nagy, chef du gouvernement amorce la déstalinisation.

Oct.-Nov. 1956: insurrection pour la libéralisation du régime et la révision des relations avec l'U.R.S.S.. Nagy proclame la neutralité de la Hongrie. Les troupes soviétiques imposent un gouvernement dirigé par J. Kádár, également à la tête du parti, et brisent la résistance de la population.

1962 à 1987: tout en restant fidèle à l'alignement sur l'U.R.S.S., les gouvernements dirigés par Kádár, J. Fock, puis par G. Lázár, améliorent le fonctionnement du système économique et développent le secteur privé.

1988: Kádár quitte ses fonctions à la tête du parti.

1989: la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche (mai). Le parti abandonne toute référence au marxisme-léninisme et renonce à son rôle dirigeant. Une révision de la Constitution ouvre la voie au multipartisme. La République populaire hongroise devient officiellement la République de Hongrie (oct.)

1990: les premières élections parlementaires libres (mars/avril) sont remportées par le Forum démocratique hongrois, parti de centre droit dont le leader, József Antall, devient Président du Conseil. Le Parlement élit Árpád Göncz à la Présidence de la République.

1991: les troupes soviétiques achèvent leur retrait du pays.

1993: après la mort de J. Antall, Péter Boross lui succède.

1994: la Hongrie dépose une demande d'adhésion à l'Union Européenne. Les socialistes (ex-communistes réformateurs) remportent les élections législatives; Gyula Horn devient Président du Conseil; le Parlement confirme Árpád Göncz à la Présidence de la République.

Nouveau contrat collectif des ouvriers de l'État

Le Gouvernement, représenté par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, M. Michel WOLTER, et les syndicats L.C.G.B. et O.G.B.-L., représentés par leurs secrétaires respectifs M. Ed MISCHÉL (L.C.G.B.) et M. Raymond ZEIMET (O.G.B.-L.), ont signé le jeudi, 19 septembre 1996, le nouveau contrat collectif des ouvriers de l'État, ceci en présence des délégués ouvriers.

Les deux syndicats L.C.G.B. et O.G.B.-L. avaient résilié l'ancien contrat collectif le 29 novembre 1993 et avaient introduit le 30 mars 1994 leur catalogue de revendications. Dès cette date des négociations avaient été entamées.

Après l'entrée en vigueur de la loi du 8 janvier 1996 modifiant, entre autres, la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État, les négociations se sont

déroulées dans le cadre des avantages salariaux accordés par cette loi aux fonctionnaires. Divers problèmes d'interprétation des textes légaux et contractuels en vigueur ont toutefois rendu nécessaire le recours à la procédure de conciliation prévue par l'article 40 du contrat collectif des ouvriers de l'État.

Sur base de la proposition du Président de la commission de conciliation du 11 avril 1996 et suite aux négociations subséquentes un accord a finalement pu être trouvé.

Cet accord concerne 2.117 ouvriers de l'État dont 1.263 ont une tâche complète et 854 ont une tâche partielle.

Il s'applique en outre à un nombre important d'ouvriers communaux, étant donné que la plupart des administrations communales ont adopté le contrat collectif des ouvriers de l'État comme référence.

L'accord prévoit les mesures suivantes:

- * Application de la valeur du point indiciaire figurant dans la loi précitée du 8 janvier 1996.
- * Augmentation progressive de l'allocation de fin d'année jusqu'à 100% d'un salaire mensuel en 1999.
- * Abaissement de l'âge du 2^e avancement automatique de 47 à 46 ans.
- * Revalorisation du supplément pour travail de nuit qui passe de 16 à 23 francs par heure, à l'indice 100 du coût de la vie.
- * Définition plus précise du mode d'indemnisation des travaux effectués en remplacement d'un autre agent.

Le texte de l'ancien contrat collectif a en outre été mis à jour complètement et sera publié dans son intégralité. Il a été profité de l'occasion pour en améliorer la rédaction et pour préciser le contenu de certaines dispositions.

Assermentation de Monsieur Guy REILAND

M. Guy REILAND, nouveau Président de la Cour Supérieure de Justice, a prêté serment le 19 septembre 1996 devant le Ministre de la Justice Marc FISCHBACH. Diplômé de l'Institut d'études politiques de PARIS, le nouveau patron de la ma-

gistrature s'était inscrit au barreau de Luxembourg en 1961, avant de devenir substitut du Procureur d'État de LUXEMBOURG de 1967 à 1972. Puis, juge au tribunal de LUXEMBOURG, il a accédé à la fonction d'avocat général en 1980,

avant d'entrer à la Cour d'appel dont il est devenu président de chambre en mars 1991. En juillet 1993, il avait été nommé Conseiller à la Cour de cassation. Il a également présidé la Haute Cour militaire, le Conseil supérieur de discipline du collège médical et la Commission indépendante de la radiodiffusion, de 1991 à 1993.

Jacques F. POOS au «Deutscher Juristentag» à KARLSRUHE

Répondant à une invitation des juristes allemands et de son homologue allemand Klaus KINKEL, le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS, a participé le vendredi, 20 septembre à KARLSRUHE, dans le cadre du «Deutscher Juristentag», à

une table-ronde sur l'avenir de l'Union européenne.

MM. Dick SPRING, Ministre des Affaires Étrangères irlandais et Président en exercice du Conseil de l'Union européen-

ne, M. Abel MATUTES, Ministre des Affaires Étrangères d'Espagne et M. Hans von den BROEK, membre de la Commission européenne, ont participé également à cette table-ronde qui a abordé la politique extérieure et de sécurité commune sous l'angle des espoirs que les différents intervenants mettent dans les résultats de la Conférence intergouvernementale.

Remise de diplômes au CFPC ESCH-ALZETTE

Sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, le Centre de Formation Professionnelle Continue d'ESCH-ALZETTE offre des cours du jour en soudage (oxy-acétylénique, à l'arc, semi-automatique, TIG, oxycoupage et brasage), d'aide-serrurier, magasinier, menuiserie, maçonnerie, peinture, carrelage et revêtements de sols, qui s'adressent à toute personne, chômeur ou demandeur d'emploi, désirant suivre une initiation ou une réinsertion professionnelle.

Parallèlement, des cours de formation professionnelle continue sont assurés pour

les salariés des entreprises soit en journée, soit en soirée ainsi que les samedis (soudage, spécialiste européen en soudage, ferronnerie d'art, repoussage en relief, électronique et mécanique automobile, conducteurs d'engins de levage).

Dans un souci constant d'accroissement de la sécurité dans les ateliers, un cours de premier secours a été organisé en collaboration avec la Croix-Rouge Luxembourgeoise et dispensé par Monsieur Fernand STREFF à l'intention des formateurs de l'équipe socio-éducative, du 27 mars au 10 juillet 1996, dans les locaux du CFPC HELFENT-BERTRANGE.

La remise des diplômes de secouristes a eu lieu le 20 septembre 1996, au CFPC ESCH-ALZETTE en présence du Directeur de la Formation Professionnelle Aly SCHROEDER, du Chargé de Direction du CFPC ESCH-ALZETTE/WALFERDANGE/HELFENT Pierre MATHIEU, d'un représentant de la Croix-Rouge Luxembourgeoise et de l'instructeur Monsieur Fernand STREFF.

Le diplôme de secouriste a été remis à: BECKER Fabienne, BOMBLED Carole, DELL Christian, DUVAL Renaud, GOERGEN Alexa, HENSEL Julien, LAUX Sandra, LAWNICZAK Henri, MEYERS Simone, REICHLING Claude, RILL Marco, SCHENCKELS Sylvie et SCHMIT Martine.

Discours prononcé par M. Alex BODRY, Ministre de l'Aménagement du Territoire à l'occasion de la Journée Saar-Lor-Lux du 21 septembre 1995 organisée par l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs

«Les enjeux de la grande région»

«Saar-Lor-Lux, La Grande Région: une expression à la mode, une idée qui semble faire recette?

S'agit-il d'un concept durable, de quelque chose de réel, de profond ou avons-nous affaire à une simple construction de l'esprit, un produit léger issu du marketing commercial et politique, qu'on est prêt à jeter, à abandonner après usage?

Constatons simplement que rares sont, en effet, les hommes politiques, les acteurs économiques ou autres décideurs qui ne font pas mention de la Grande Région dans l'une ou l'autre de leurs déclarations publiques. Il est de bon ton de clamer haut et fort l'attachement à la coopération avec les proches voisins au-delà des frontières nationales. Parfois l'enthousiasme devient tellement débordant que dans le feu de l'action les initiateurs de projets, empressés de faire usage du label Saar-Lor-Lux, oublient jusqu'à informer l'un des partenaires de leur initiative.

Ainsi n'a-t-on pas vu nos amis lorrains et sarrois camoufler – certainement par pudeur – l'une ou l'autre de leurs initiatives bilatérales en y apposant l'étiquette de la Grande Région.

Tout cela n'est pas bien grave, et n'a d'aucune manière entamé les étroites relations de bon voisinage qui caractérisent nos contrées depuis de longues décennies. De tels faits divers sont plutôt bon signe et soulignent la haute valeur de marketing de l'étiquette.

Si l'on peut donc se féliciter de cet état des choses, il faut bien admettre que le fait d'être liés entre voisins par des relations de respect mutuel, voire d'amitié, ne peut – heureusement – plus être considéré comme quelque chose d'extraordinaire en Europe. L'avènement du marché intérieur et la disparition des contrôles aux frontières à l'intérieur de l'Union Européenne ont fini par faciliter les flux, en ôtant aux frontières politiques leur caractère de barrières. C'est l'ère de la libre circulation des travailleurs, des biens et des services.

Et pourtant, nombreux sont ceux qui croient déceler dans cette Région que l'on désigne sous l'étiquette Saar-Lor-Lux, autre chose, plus qu'une aire géographique déterminée, habitée de populations différentes liées entre elles par des relations de bon voisinage. Dans une déclaration solennelle, faite à MONDORF le 20 septembre 1995, les chefs des exécutifs de

la Grande Région ont fait le constat de l'existence d'un sentiment d'appartenance commune qui se serait développé au sein des populations de la Grande Région européenne et qui trouverait son expression quotidienne dans un grand nombre de décisions et de projets transfrontaliers.

Cette situation ne me paraît pas être le résultat de la seule volonté commune actuelle, mais trouve sa source dans un héritage largement partagé. Les racines culturelles communes remontent à plus d'un millénaire depuis l'ancienne Lotharinge. À l'époque de l'industrialisation, ce territoire est devenu une grande agglomération économique, marquée par le charbon et l'acier.

C'est précisément à ces traditions souvent anciennes que se réfère depuis plusieurs décennies déjà, sous le signe de l'idée européenne, la coopération dans la région «Saar-Lor-Lux.» Les blessures résultant des guerres successives, qui ont vu les partenaires d'aujourd'hui s'opposer violemment, sont désormais cicatrisées. La volonté de réconciliation a pris le dessus sur l'esprit de revanche.

Saar-Lor-Lux: le sigle utilisé est trompeur. Selon les secteurs de coopération et avec le temps le rayonnement géographique débordé désormais largement les entités ainsi désignées, mais comprend également – du point de vue des autorités politiques – la Rhénanie-Palatinat, la Région wallonne ainsi que les Communautés française et germanophone de Belgique.

Du point de vue géographique, il importe cependant de rester réaliste et d'éviter le piège d'une dilution dans un vaste conglomérat allant de BRUXELLES jusqu'à MULHOUSE.

Une telle étendue ne répondrait d'ailleurs plus à aucun impératif d'héritage et d'identité commune, mais serait le simple résultat de compromis et de marchandages politiques, qu'ils soient franco-français ou belgo-belges voire pire, les deux à la fois. L'artificialité et la précarité d'une telle construction ne sont plus à démontrer.

Dans notre vision des choses, la Grande Région devrait comporter les parties suivantes:

– le territoire du Grand-Duché de LUXEMBOURG

– du côté allemand le Land de Sarre et en Rhénanie-Palatinat les Regierungsbezirke de TRÈVES et du Palatinat Occidental ainsi que le Landkreis de BIRKENFELD;

– du côté français, la Lorraine (Départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges) – et enfin, du côté de la Belgique, la Province de LUXEMBOURG et la partie sud de la Communauté germanophone de Belgique.

Tous ces territoires ont la caractéristique d'être en contact, c.à.d. de disposer de frontières communes avec au moins deux partenaires.

L'ensemble ainsi conditionné confère une superficie de quelques 42.500 km², regroupant 5,2 millions d'habitants.

Ce regroupement va au-delà des contours actuellement reconnus à la coopération transfrontalière institutionnalisée telle qu'elle résulte d'un accord de 1980 entre les gouvernements français, allemand et luxembourgeois.

L'accord officiel, documenté par un échange de notes entre le Ministère des Affaires Étrangères de la République Fédérale d'Allemagne et les Ambassades française et luxembourgeoise à BONN vise explicitement la collaboration entre gouvernements, c.à.d. entre exécutifs. Si du côté allemand, ce sont les gouvernements des LÄNDER, et non pas le Bund, qui travaillent à la Commission régionale et les différents sous-groupes, le pouvoir central de PARIS continue de garder la haute main sur la délégation française: le Préfet de région continue de diriger les opérations, même si du fait de la décentralisation les départements et régions ont fini par grignoter quelques morceaux de compétence à PARIS. Espérons, que le récent accord inter-étatique de KARLSRUHE, signé par l'Allemagne, la France, la Suisse et le Luxembourg aura de nouvelles perspectives concernant la coopération transfrontalière des collectivités territoriales, au niveau local et régional.

Les différences dans l'organisation politique, l'éparpillement des compétences publiques constitue sans aucun doute un frein, ou du moins un élément perturbateur dans la genèse d'une entité de coopération transfrontalière cohérente et efficace. Il est vrai que l'adjonction d'une partie de la Belgique, avec ses structures d'organisation très complexes, n'est pas

fait pour faciliter les choses. Le risque de voir la Grande Région handicapée par des rivalités politiques endogènes demeure réel.

En marge de cette coopération institutionnalisée des exécutifs se sont cependant développés au fil du temps des axes de coopération très variés, impliquant des acteurs fort divers. Les parlementaires de la région se réunissent depuis maintenant dix ans régulièrement au sein du Conseil parlementaire interrégional.

A travers l'association COMREGIO, rebaptisé en EUREGIO, les collectivités locales se sont dotées à leur tour d'une structure de réflexion et de concertation, en attendant de passer à l'action.

Les partenaires sociaux ne sont pas restés en retrait. Au niveau des chambres professionnelles a été créé le Conseil interrégional des Chambres des Métiers Saar-Lor-Lux. Une charte signée en 1990 officialise une coopération déjà bien ancrée entre les différentes Chambres de Commerce. Dans le secteur des syndicats de salariés, la concertation se fait dans le cadre d'un Conseil syndical transfrontalier.

L'idée de créer un Conseil économique et social de la Grande Région a été lancée par la délégation luxembourgeoise lors du 1^{er} sommet en 1995. Accueillie avec réserve par certains participants, elle a entretemps fait son chemin. Il est loin d'être exclu que le prochain Sommet, début novembre à SARREBRUCK, va effectivement décider formellement de la création d'un tel comité consultatif, composé de représentants du patronat et du salariat, ainsi que de délégués des cinq États ou collectivités régionales.

L'objet de ce comité économique et social consistera à traiter des questions d'intérêt commun dans les domaines économique, social et culturel. La coopération transfrontalière s'ouvrira vers de nouveaux domaines apportant ainsi une dimension qualitative nouvelle au tout.

Il est cependant réconfortant de noter que le vide laissé par une coopération transfrontalière lourde entre exécutifs et organes constitués a entretemps été partiellement comblé par une initiative privée très active.

Qu'il s'agisse de l'Institut Régional Intra-communautaire (IRI), de la coopération entre Universités, en matière d'environnement, entre organes de presse etc. la liste des tentatives de se voir se parler, de définir une démarche commune dans nos régions est loin d'être exhaustive.

Votre propre organisation est d'ailleurs un exemple-type de la réussite de cette volonté de rapprochement.

L'initiative privée, même si elle ne constitue pas à l'heure actuelle le moteur

de la coopération Saar-Lor-Lux, y fournit un apport essentiel, indispensable à la poursuite de cette grande idée. En effet, de bonnes raisons plaident aujourd'hui en faveur d'une relance de la Grande Région.

En tant que politiciens et citoyens européens nous devons nous rendre compte que l'Europe, ce n'est pas seulement l'Union Européenne. L'Europe s'est aussi, et peut-être même en tout premier lieu, cet espace transfrontalier que nous connaissons le mieux et dont les potentialités communes doivent être mieux utilisées.

C'est également dans ce cadre restreint que peuvent être développés et réalisés les projets concrets susceptibles d'apporter une solution aux petits problèmes de la vie quotidienne. L'épuration des eaux usées, l'amélioration des voies de communications, l'évacuation des déchets: ces affaires n'intéressent guère les grandes capitales, ils doivent et peuvent être résolues rapidement, par voie directe au niveau de la Région. C'est cela, l'Europe des citoyens.

Même si les partenaires de la Grande Région sont aussi parfois des concurrents, il n'en reste pas moins que souvent les intérêts convergent.

Prenons l'exemple du Luxembourg:

Il est incontestable que du point de vue économique le Grand-Duché constitue aujourd'hui le maillon fort de tout l'édifice.

Quelque 60.000 travailleurs frontaliers venant de Lorraine, de la Wallonie, de Sarre et de Rhénanie-Palatinat ont trouvé un emploi au Luxembourg. Plusieurs dizaines de milliers de leurs compatriotes ont décidé de venir s'installer chez nous, près de leur lieu de travail.

Nos voisins ont-ils un intérêt à voir confronter le Luxembourg avec une crise économique, le déclin de la place financière ou la fermeture d'entreprises. Dans les secteurs secondaire et tertiaire privés, la main-d'œuvre est majoritairement étrangère. Une crise majeure affecterait donc nos voisins autant, sinon plus que les Luxembourgeois. La perspective d'une affluence accrue de demandeurs d'emploi français, belges ou allemands sur leurs marchés de travail nationaux ne me semble guère fait pour susciter l'enthousiasme de l'autre côté des frontières. Loin d'améliorer la situation économique et sociale des régions voisines, une telle évolution ne manquerait pas d'empirer les difficultés existantes.

D'un autre côté, il faut s'interroger si le Luxembourg a véritablement un intérêt à voir s'accroître la dépendance de son économie nationale par rapport à une main-d'œuvre étrangère, résidente ou frontalière.

Des considérations d'aménagement du territoire et d'urbanisme, de protection de l'environnement ainsi que le souci de la cohésion sociale militent en faveur d'un freinage de la pression démographique pesant sur le Grand-Duché. Des études récentes ont sérieusement envisagé l'hypothèse d'une population luxembourgeoise de 490.000 habitants en 2020 et de plus 700.000 habitants en 2050.

Les chiffres étonnants résultent d'une simple extrapolation des tendances les plus récentes en matière d'évolution de la population. Une projection – sur des bases semblables – de l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers conduirait à une vision encore plus inquiétante, alors que depuis 1990, c.à.d. dans les cinq à six dernières années, le nombre des frontaliers a augmenté de 4.500 unités en moyenne annuelle.

Selon les dernières estimations le nombre des frontaliers va dépasser la barre des 60.000 personnes fin 1996 (31.000 Français, 18.000 Belges et 11.000 Allemands). A ces travailleurs, il y a lieu d'ajouter quelque 15.000 Français, Belges et Allemands résidents exerçant un emploi dans notre pays, soit 75.000 personnes au total. Le Luxembourg a donc un intérêt manifeste à oeuvrer en vue de renforcer la cohésion économique et sociale de la Grande Région et de promouvoir, comme l'a d'ailleurs souhaité notre Conseil Économique et Social, des axes de développement associant, dans la mesure du possible, tous les partenaires de la Grande Région.

Notre pays n'a aucun intérêt à se voir creuser les déséquilibres existants entre partenaires de la Région.

En conclusion, on peut retenir qu'il y a bel et bien convergence d'intérêts dans la Grande Région, et ceci malgré bon nombre de disparités. L'existence indiscutable d'un grand marché de l'emploi transfrontalier, l'interdépendance entre les économies, la collaboration et les relations entre entreprises et l'importance du phénomène des achats transfrontaliers sont là pour le prouver.

«Le dynamisme actuel de l'économie luxembourgeoise à travers les masses monétaires injectées directement ou indirectement dans les régions transfrontalières, par les interdépendances au niveau des entreprises et des consommateurs, contribue à l'augmentation des revenus et à la convergence des niveaux de vie de l'ensemble de la Grande Région». (Avis C.E.S., Les Potentialités et les Défis de la Grande Région Transfrontalière, Sept. 95).

Le Luxembourg, en jouant ainsi un rôle d'entraînement, doit veiller à ce que son action s'intègre dans le cadre d'une stratégie plus large au niveau de la Grande Région, afin d'être bénéfique pour l'ensemble.

Trop de succès finiraient par tuer le succès!

La force d'attraction formidable de l'économie luxembourgeoise pourrait à terme provoquer l'asphyxie du pays. D'où l'idée de mettre au point un schéma de développement de la Grande Région, résultat d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire.

Un second argument mérite d'être relevé: Le phénomène de la mondialisation de l'économie et de la globalisation de la concurrence ne fait pas halte devant nos portes. Il serait une grave erreur d'oublier que la Grande Région se trouve également en compétition directe avec d'autres grandes régions d'Europe, aussi bien dans les aires traditionnelles, hautement industrialisées que, de plus en plus, dans les zones géographiques du Sud et de l'Est de l'Europe.

Le Luxembourg mis à part, la situation périphérique des composantes de la Grande Région dans leurs pays et l'éloignement des grandes aires métropolitaines explique que dans leur ensemble le potentiel économique de l'ensemble est plutôt moyen, si on le compare à d'autres régions de l'Europe du Nord-Ouest.

Une récente étude publiée par EUROSTAT (Février 1996) classe les régions européennes suivant le PIB (par tête d'habitant). La Grande Région n'y figure qu'en milieu du tableau (67^e sur 202), avec un score à peine supérieur à la moyenne européenne. Dans cette statistique, le Luxembourg seul occupe une respectable sixième place.

Mesdames, Messieurs,

L'effort collectif en faveur de la Grande Région devra être renforcée. Avec l'évolution de l'intégration européenne, la «valeur marchande» des attributs de la souveraineté nationale, un avantage que le Luxembourg n'a pas manqué d'utiliser dans le passé – risque de diminuer considérablement.

Il devient dès lors urgent de renforcer le degré d'homogénéité socio-économique de la Grande Région et de réaliser par ce biais une plus grande cohésion. Il faudra bien arriver à fixer des objectifs communs, à définir une stratégie et à inventer les instruments pour les atteindre.

La mise en place de structures de concertation, le développement des infrastructures de transport et de communication, la

réalisation d'une plus grande transparence et sécurité juridique dans les flux et échanges transfrontaliers sont certainement indispensables pour faire bouger les choses.

Tout l'édifice de la Grande Région risque inexorablement de s'écrouler, si la nouvelle maison commune n'est pas reconnue comme telle par les femmes et les hommes qui y vivent.

Sans l'émergence d'une sorte de conscience collective d'appartenance à un même espace transfrontalier, alimentée par les réminiscences d'un passé partagé et la volonté d'agir en commun, la Grande Région ne dépassera jamais le stade d'une construction de l'esprit.

Evitons d'arriver in fine à une situation que le Président du Parlement Européen a récemment décrit au niveau de l'Union Européenne. Les gens ne sont pas contre l'Europe, les gens ne sont pas contre Saar-Lor-Lux. Mais ils ne savent pas (ou plus) pourquoi ils doivent être pour».

Le plus dur reste donc à faire: expliquer et convaincre.

J'espère que j'y ai pu contribuer.»

Au «SS-Sonderlager» de HINZERT: Commémorations luxembourgeoise et internationale le 21 septembre 1996

Une Chapelle commémorative et la Statue de la Ste.-Vierge «Notre Dame» furent érigées en 1948 par les anciens Déportés et Concentrationnaires luxembourgeois dans les grands plans verts de l'ancien Camp spécial SS à HINZERT; ce mémorial, uni aux croix du Cimetière du site, comme au Monument que l'ancien Déporté à HINZERT, le sculpteur luxembourgeois Lucien WERCOLLIER créa, – Mémorial inauguré le 11 octobre 1986, après que dès les années '70 deux plaques commémoratives eussent été posées dans la «Forêt de HINZERT», lieu d'un cruel forfait nazi-SS sur deux groupes de patriotes luxembourgeois.

Pour plus de 1.600 Luxembourgeois, le camp spécial de HINZERT fut l'antichambre de la Mort, déportés et condamnés qu'ils furent après le mouvement de la Grève générale du 31 août 1942.

Camp de rassemblement parfois pour des déportations ultérieures vers DACHAU, BUCHENWALD, SACHSENHAUSEN, MAUTHAUSEN, AUSSCHWITZ, BIRKENWALD I et II, lieu de souffrances et de martyr, lieu d'exécutions capitales, le camp de HINZERT, plus que d'autres, fut un authentique calvaire et creuset du mal humain: interrogatoires interminables, maltraitement, incarcération, faim et maladie, sacrifices suprêmes, 1.000 internés

ayant peuplé simultanément ce «petit» camp dans le HUNSRUCK glacial, de prudentes estimations et dénombrements ayant fixé jusqu'à 20.000 infortunés qui y connurent les traitements spéciaux SS entre 1940 et 1945.

Non pas tous les noms des Luxembourgeois qui y séjournaient par force ou qui transitaient par le camp de HINZERT ne sont connus, certaines listes en relevant jusqu'à 1.500. Ce dont on est très sûr par contre, c'est que 83 Luxembourgeois y trouvèrent une mort brutale, voulue et organisée...

Du 2 au 10 septembre, vingt Luxembourgeois, tous arrêtés et condamnés à mort par le «Sondergericht» à LUXEMBOURG – Grève de 1942 – furent fusillés dans la «Forêt de HINZERT», où leurs corps furent clandestinement enterrés dans un genre de fosse commune.

23 jeunes Luxembourgeois encore, réfractaires vis-à-vis des armées allemandes furent fusillés par les SS à HINZERT, pendant la journée glaciale du 23 février 1945.

40 patriotes internés à HINZERT finalement y décédèrent suite à de mauvais traitements, supplices corporels et psychiques, suite aussi à des maladies non soignées et de malnutrition.

Tous les suppliciés de HINZERT furent rapatriés au Luxembourg après la guerre, où ils devaient trouver leur dernier repos en terre natale, au «Hinzert Kraiz», haut-lieu de Recueillement et du Souvenir des Résistants, au Cimetière NOTRE-DAME en ville.

Du 16 août 1939 à 1945...

Créé lieu de la Déportation dès 1938 par le régime hitlérien, le camp de HINZERT brûla le 16 août 1939, pour être reconstruit par les internés eux-mêmes en l'espace de quelque trois mois.

Quand la Guerre éclata à l'Ouest, HINZERT fut «promu» camp spécial de la SS et régi, à partir du 1^{er} juillet 1940, par les «Waffen-SS-Totenkopfverbände»; le «Hauptamt» économique et administratif – Amtsgruppe D – reprit le camp aux ordres et pour compte des SS, en date du 16 mars 1942; par cette décision, HINZERT devint un rouage important dans le système répressif et de terreur du «Nationalsozialismus».

On notera que le Camp de HINZERT ne fut jamais libéré, «dissous» qu'il fut à l'approche des troupes alliées libératrices, une part majeure des internés ayant été «dévies» vers le Camp de DACHAU, tel que cela avait également été le cas pour le Camp de NATZWEILER-STRUTHOF. Ces déplacements se firent en majeure partie à pied, ce qui donna lieu aux «marches de la Mort», les faibles, les âgés, les malades n'ayant pas survécu à cet exercice inhumain, invention sadique des SS, une de plus...

Le 21 septembre, annuellement...

Les anciens Déportés rescapés de HINZERT, les Déportés politiques, d'anciens Enrôlés de Force, des Concentrationnaires d'autres camps se réunissent tous les 21 septembre à HINZERT pour rappeler un passé que nul ne veut, que nul ne saurait ni oublier, ni nier dans ce que le camp représentait en insaisissable, incompréhensible...

Cette année, ce furent les Abbés Vincent KRIER et François REDING qui célébraient le service commémoratif dans l'ancienne enceinte du camp, – boisée et paisible aujourd'hui – devant la Chapelle commémorative, en présence également des représentants de préfectures françaises et d'Officiers d'État-Major.

L'encadrement vocal au service religieux était assuré par la «Chorale des Exilés», le Clairon de la Résistance Johnny

SCHMIDT et Edmond FABER exécutant la Sonnerie aux Morts.

Dans son homélie, l'Abbé Vincent KRIER, ancien concentrationnaire de HINZERT et actuellement âgé de 85 ans, rappela ce que fut «ce passé-là», au Camp, où l'espoir et une belle solidarité chrétienne auraient contribué à la survie pour plus d'un, avant que l'Abbé REDING, aumônier de l'Association des Déportés, ne retraçât quelques facettes de la même période noire.

Il appartient à M. le Bourgmestre honoraire Jean WOLFF, Président de l'Amicale des Anciens de HINZERT, de remercier autorités et participants à la commémoration annuelle, en particulier MM. Aloyse RATHS, Président du Conseil National de la Résistance; Eugène MULLER, Commissaire à la Résistance; Albert HOMMEL, Président de la L.P.P.D. et Raymond SCHMIT du mouvement de Résistance LVL.

Émouvant appel nominal des 83 Victimes de HINZERT, avant que l'Abbé REDING ne procédât à la bénédiction des tombes des Héros inconnus.

À la suite de la cérémonie luxembourgeoise, des délégations belges, françaises et allemandes se réunirent au Mémorial pour une commémoration internationale, des troupes françaises et luxembourgeoises rendant les honneurs militaires; comme cette cérémonie internationale se trouva cette année sous présidence luxembourgeoise, ce fut M. Aloyse RATHS qui prononça l'allocation de bienvenue, pendant laquelle il retraça des épisodes et faits néfastes relatifs au Camp de HINZERT. Il appartient à un Ancien de HINZERT, M. Pierre PIXIUS, de conclure, avant que l'assistance ne se réunisse dans le bosquet, lieu d'exécution de Luxembourgeois en 1942 et 1945...

Ouverture du Contournement Sud-Est de la Ville de LUXEMBOURG

Lundi, le 23 septembre 1996, Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux Publics a procédé à l'ouverture officielle du Contournement Sud-Est de la Ville de LUXEMBOURG, tronçon rond-point Robert SCHAFFNER KIRCHBERG.

Le Ministre des Travaux Publics Robert GOEBBELS et le Député-Maire de la Ville de LUXEMBOURG Lydie WURTH-POLFER coupent le ruban traditionnel.



«Les véhicules électriques et les centres urbains»

Le 23 septembre 1996 a eu lieu à LUXEMBOURG-KIRCHBERG le séminaire «Les véhicules électriques et les centres urbains» avec le programme suivant:

Allocution de bienvenue du Ministre de l'Énergie Robert GOEBBELS.

Exposés et présentations des expériences réalisées dans le domaine des véhicules électriques par des personnalités et experts issus de différents pays européens.

Présentation et essai de véhicules électriques de différents types et de différentes marques exposées sur le parking de l'Hôtel SOFITEL EUROPLAZZA.



Le Ministre de l'Énergie Robert GOEBBELS inspecte de plus près un des véhicules électriques exposés

Réunion de l'assemblée paritaire ACP-UE, à LUXEMBOURG

L'assemblée paritaire ACP-UE, coprésidée par Lord PLUMB, ancien Président du PE (PPE Royaume-Uni) et Sir John KAPUTIN (Papouasie-Nouvelle Guinée), a tenu sa 23^e session du 23 au 27 septembre 1992 à LUXEMBOURG, au Nouvel Hémicycle Plateau du KIRCHBERG.

Il est à noter que c'est déjà du 23 au 27 septembre 1992 que cette assemblée s'est aussi réunie à LUXEMBOURG, et que la dernière réunion de l'assemblée a eu lieu à WINDHOEK du 18 au 22 mars.

La séance solennelle d'ouverture a eu lieu le samedi 23 septembre 1992, en présence du

GRAND-DUC et de la GRANDE-DUCHESSE de Luxembourg, du Premier Ministre Jean-Claude JUNKER, du Secrétaire d'État à la coopération et au développement, M. Georges WOHLFART, et du député-maire de la Ville de LUXEMBOURG, Madame Lydie WÜRTZ-POLFER.

À l'ordre du jour ont figuré le rapport général sur les relations futures entre les pays ACP et ceux de l'Union ainsi que les rapports sur:

– le développement urbain dans les pays ACP;

– la coopération régionale dans les pays ACP;

– la situation de la pêche;

– la situation au Burundi, au Rwanda, dans la région des grands lacs d'Afrique, au Libéria, au Nigeria, en Angola, au Mozambique, en Somalie, au Soudan et au Sahara occidental;

– les relations entre l'Afrique du Sud et les pays ACP;

– la teneur en cacao du chocolat;

– le règlement sur les bananes;

– la société de l'information et de la technologie.



LL.AA.RR. le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE ont assisté à la séance d'ouverture de la 16^e Session de l'Assemblée Paritaire ACP-UE.



Le Premier Ministre M. Jean-Claude JUNKER pendant son allocution de bienvenue



Une partie des représentants des pays ACP



Haute distinction à M. Uli KIRK

Le 23 septembre 1996, Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget, a remis une décoration dans un Ordre national luxembourgeois à Monsieur Uli KIRK, haut fonctionnaire à la Direction d'une Banque au LUXEMBOURG.

Le Ministre du Budget Marc FISCHBACH remet la médaille à M. Uli KIRK.

Signature du Traité d'interdiction complète des Essais nucléaires

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS, a signé le 24 septembre 1996 à NEW YORK le Traité d'interdiction complète des Essais nucléaires.

Le Traité, qui a été ouvert à la signature des États membres de l'Organisation des Nations Unies le même jour par le Secrétaire général, M. BOUTROS GHALI interdit pour toujours tout essai nucléaire. Il contribue à la prévention de la prolifé-

ration des armes nucléaires, au processus de désarmement nucléaire, et, par là, au renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

À l'occasion de la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les pays du BENELUX ont fait la déclaration suivante:

«Les trois pays du BENELUX, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, saluent l'adoption par l'Assemblée géné-

rale, le 10 septembre 1996, du Traité d'interdiction complète des Essais nucléaires.

Les pays du BENELUX poursuivent avec détermination la prohibition définitive de tout essai nucléaire ou de toute explosion nucléaire.

Ils ont activement poussé à l'adoption du Traité d'interdiction complète des Essais nucléaires par l'Assemblée générale et invitent les autres États à le signer rapidement.

Les pays du BENELUX ont signé le Traité le 24 septembre 1996 et espèrent devenir États parties de ce traité le plus rapidement possible.»

M. POOS à la 51^e Assemblée générale des Nations Unies

M. Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, a participé du 23 au 27 septembre 1996 à NEW YORK aux travaux de la 51^e Assemblée générale des Nations Unies. Il a prononcé son discours mercredi, le 25 septembre.

Au cours de son séjour à NEW YORK, M. POOS a eu, d'après un programme particulièrement chargé, des rencontres bilatérales avec les Ministres des Affaires Étrangères d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de Colombie, de Croatie, d'Égypte, d'Israël, du Japon, de Jordanie, de Malte, de Russie,

du Salvador, du Sénégal, des Seychelles, de Slovaquie, de Tanzanie, de Tunisie et d'Ukraine. Avec ses collègues de l'Union Européenne, M. POOS a participé à des rencontres avec les États-Unis, la Russie, les pays du Groupe de RIO et de l'ASEAN.

Une entrevue entre M. POOS et M. Boutros BOUTROS GHALI, Secrétaire Général des Nations Unies, a eu lieu le vendredi 27 septembre 1996.

Nous reproduisons ci-après le texte du discours, fait par M. Jacques F. POOS à la tribune des Nations-Unies.

Discours de M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération devant la 51^e Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies NEW YORK, le 25 septembre 1996

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à vous adresser les plus vives félicitations de ma délégation à l'occasion de votre élection à la Présidence de la 51^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Je souhaite également exprimer mes remerciements à votre prédécesseur, M. Freitas do AMARAL, pour l'engagement, la compétence et le doigté avec lesquels il a dirigé nos travaux durant la dernière session de l'Assemblée.

Je voudrais de même exprimer mon appréciation à notre Secrétaire Général, M. Boutros BOUTROS-GHALI, pour l'oeuvre remarquable qu'il n'a cessé d'accomplir depuis le début de son mandat, au service de notre Organisation.

Les vues du Gouvernement luxembourgeois sur les principales questions internationales concordent avec celles de nos partenaires de l'Union Européenne. Elles vous ont été présentées, hier matin par M. Dick SPRING, Président du Conseil et Ministre irlandais des Affaires Étrangères.

Monsieur le Président,

C'est avec une grande satisfaction que le Luxembourg a pris connaissance de l'approbation par notre Assemblée générale à une majorité très massive, de la résolution adoptant et ouvrant à la signature le **Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**. Hier, j'ai signé au nom du Gouvernement luxembourgeois, ce texte qui représente un progrès substantiel sur la voie de la non-prolifération nucléaire et de la création d'un monde plus sûr et plus humain. Je souhaite que les efforts se poursuivent entre parties concernées afin de créer les conditions permettant une entrée en vigueur rapide de ce Traité.

Restant dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, je soutiens sans réserve la relance des travaux de l'ONU concernant la question des **mines anti-personnel**, qui jour après jour, longtemps après que les armes se sont tuées dans un conflit, continuent à faire d'innombrables victimes. S'il existe un fléau qui mérite d'être éliminé, il s'agit bien de celui-là!

Je me réjouis des progrès substantiels obtenus, en moins d'un an, dans le conflit en Ex-Yougoslavie. Je salue la tenue des élections le 14 septembre dernier qui constituent une étape déterminante pour l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Bosniaques, Serbes et Croates doivent désormais organiser leur coopération, en commençant par la mise sur pied d'institutions communes.

Je considère ces élections comme un premier pas important dans le cadre d'un processus de démocratisation et de stabilisation qui doit se poursuivre. Son succès dépend avant tout des parties bosniaques. Il dépend aussi des pays voisins, et notamment de la Croatie et de la République Fédérale de Yougoslavie. Il dépend finalement de l'appui de la Communauté internationale. Mon Gouvernement est en faveur d'une continuation de l'action civile et militaire internationale, afin de créer l'environne-

ment nécessaire pour préserver la paix et pour éviter un retour à la guerre.

Le Luxembourg est préoccupé par l'arrêt du processus de paix au **Moyen-Orient** à la suite du changement de gouvernement en Israël. Il considère qu'il n'y a pas d'alternative à ce processus, complexe et fragile, et résultat de négociations laborieuses.

Nous invitons nos amis d'Israël à poursuivre ce processus, à respecter et à mettre en oeuvre les engagements pris en vertu des accords d'OSLO et à éviter de créer de nouveaux obstacles. Nous craignons que toute autre politique ne risque de produire de nouvelles tensions et de relancer la spirale de violence dont toutes les populations de la région auraient à souffrir.

Le Gouvernement luxembourgeois condamne les récentes attaques menées par le Gouvernement de Saddam HUSSEIN contre les populations kurdes au Nord de l'Irak. Il était inévitable que des mesures soient prises pour réagir à cette nouvelle offensive. Nous demandons un retrait complet des troupes irakiennes et que soit respectée l'intégrité territoriale de l'Irak. Nous souhaitons que la mise en oeuvre de la résolution «oil for food» intervienne sans retard, afin d'alléger les souffrances de la population de ce pays.

La situation dans la région des **Grands Lacs**, et notamment au **Burundi**, continue de susciter notre plus vive inquiétude. J'appuie pleinement les efforts de l'ONU, afin que soient évitées au Burundi une tragédie semblable à celle qui s'est produite au Rwanda et une dégradation de la situation susceptible de déboucher sur une guerre régionale.

Monsieur le Président,

Au cours de l'année écoulée, l'ONU a réduit, de manière substantielle, le nombre de ses opérations de maintien de la paix.

Cette réduction de nos activités, et les revers dont nous avons été témoins dans le passé dans ce domaine, ne doivent pourtant pas affaiblir nos efforts pour améliorer la capacité de l'ONU à prévenir des conflits, à empêcher leur extension, à les arrêter et à sauver des vies humaines.

Il est foncièrement injuste de critiquer les Nations Unies chaque fois qu'une opération de maintien de la paix connaît des difficultés. Bien des carences attribuées à l'ONU peuvent trouver une solution, si tous les États membres s'engagent à mettre à la disposition de notre Organisation les contributions et surtout les moyens dont elle a besoin.

Aussi le Luxembourg appuie-t-il les efforts et les réflexions en cours, qui visent à doter l'Organisation d'une **force d'intervention rapide**, qui permettrait de réagir à temps à des situations de crise. Là où les moyens non militaires ont échoué, des contingents de maintien de la paix bien équipés et bien

formés doivent pouvoir être déployés sur le terrain à très bref délai, afin de donner une suite concrète aux décisions du Conseil de Sécurité.

Une responsabilité accrue est à confier désormais aux organisations régionales. L'OSCE joue d'ores et déjà un rôle prépondérant dans la gestion des conflits en Europe et dans le Caucase. L'OTAN le fait en ex-Yougoslavie, l'OUA dans la région des Grands Lacs. D'autres d'organisations régionales et sous-régionales en Afrique, en Amérique latine et ailleurs, accomplissent des tâches similaires, avec l'appui des Nations Unies.

Monsieur le Président,

La sécurité internationale commence par la sécurité de l'individu, par le respect de ses droits fondamentaux et par sa protection vis-à-vis des atteintes à ces droits, y compris de la part de son propre Gouvernement. Aucun motif ne saurait dès lors justifier les violations des **droits de l'homme**, qui par essence revêtent une valeur universelle.

Notre Organisation joue un rôle important dans la mise au point de mécanismes internationaux visant à assurer une protection efficace des droits de l'homme. Ce rôle se manifeste, entre autres, dans les efforts déployés en vue de procéder à des enquêtes systématiques, et en vue d'imposer des sanctions contre les responsables de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Le Luxembourg apporte son appui à la création rapide d'une Cour criminelle internationale, qui représentera un progrès déterminant pour le respect des principes du droit international.

Parmi les êtres humains qui sont les plus vulnérables et qui méritent donc une protection particulière, figurent en premier lieu les enfants. L'adoption de la Convention relative aux **droits de l'enfant** représente une grande avancée. Appliquée avec rigueur, cette Convention constitue un instrument précieux permettant de mettre les enfants à l'abri des violences physiques et morales.

En 1995, mon Gouvernement a proposé à l'ONU un effort similaire, voire complémentaire, pour éliminer l'exploitation du travail des enfants. Je me félicite que cette Assemblée a adopté cette proposition destinée à venir en aide à des dizaines de millions d'enfants forcés à travailler dès leur jeune âge. Cet effort est à poursuivre et à renforcer.

Le Luxembourg salue également les résultats du «Congrès Mondial de STOCKHOLM contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales». Mon Gouvernement est résolu à encourager la coopération internationale dans les domaines de la prévention et de la répression de l'exploitation sexuelle des enfants, afin d'assurer une protection efficace et garantie au

niveau international des enfants contre ces pratiques criminelles.

La globalisation de l'économie mondiale introduit des changements profonds dans les relations internationales. À la faveur d'une véritable révolution des technologies de l'information et de la communication réduisant à néant les distances géographiques, celle-ci se traduit par une accélération des échanges commerciaux et des flux financiers ainsi que par une intégration accrue des marchés. Elle bouleverse les idées reçues. Elle suscite des interrogations sérieuses même parmi les pays industrialisés où le chômage prend des proportions alarmantes.

Nous constatons en même temps qu'un nombre important de pays en développement restent à l'écart de cette évolution et demeurent dans un état de grande pauvreté. Alors que notre Organisation a proclamé 1996 «**Année internationale pour l'élimination de la pauvreté**», plus d'un milliard et demi d'êtres humains continuent de vivre dans un état de pauvreté absolu. Cette situation ne saurait nous laisser indifférents.

Ce qui doit nous inquiéter plus particulièrement, c'est le fossé des inégalités qui se creuse tant à l'intérieur des pays qu'entre pays du Nord et du Sud. Il s'agit là d'une source dangereuse de nouvelles tensions et de nouveaux conflits.

Le dernier rapport mondial sur le développement humain du PNUD dénonce la «fracture sociale» mondiale. Il souligne l'aggravation des disparités entre États riches et pauvres, ainsi que l'augmentation des dissymétries sociales entre habitants d'un même pays. L'explosion démographique et l'accès inégal aux produits du progrès technologique aggravent ces distorsions. Cette évolution risque de provoquer des migrations de plus en plus massives à l'intérieur des pays et des pays pauvres vers les pays riches.

Pour redresser cette situation, je propose de mettre au point une nouvelle stratégie comprenant les quatre axes suivants:

1) Assurer le suivi et traduire en actions opérationnelles les résultats des grandes conférences qui se sont tenues successivement, depuis le début de cette décennie, à RIO, à VIENNE, au CAIRE, à COPENHAGUE, à PÉKIN et dernièrement à ISTANBUL. Le Sommet mondial sur l'alimentation, programmé par la FAO en novembre prochain et la session spéciale sur le développement durable au printemps 1997 offrent autant d'occasions pour définir un programme d'action intégré en faveur du développement humain.

2) Arrêter la baisse persistante des fonds mis à la disposition du développement ce qu'on appelle «la lassitude des donateurs». Il faut, au contraire, lancer dans chacun de nos pays une nouvelle action

de solidarité en faveur des pays les plus pauvres et les moins avancés.

Le Gouvernement luxembourgeois, en tout cas, est décidé d'accroître, d'année en année, sa contribution à la coopération au développement. Notre intention est d'atteindre l'objectif de consacrer 0,7% de notre PNB à l'aide publique au développement avant la fin de cette décennie. Une part substantielle de ces moyens sera mis à la disposition des différents Fonds et Programmes des Nations Unies.

Il s'agit là non seulement d'une question de solidarité et de justice sociale au niveau mondial. Il s'agit avant tout d'une politique préventive destinée à contribuer – modestement – à préparer la paix en encourageant le développement.

3) Renforcer la capacité d'action des Nations Unies dans le domaine économique et social. Un tel renforcement passe par une réforme courageuse de ses structures. Au delà des propositions du Sommet des principaux pays industrialisés à LYON que je salue, je voudrais plaider en faveur d'une structure de coordination unique et rigoureuse des activités économiques et sociales et surtout pour une concentration des organes et des compétences.

Dans ce contexte, je note avec intérêt la proposition faite par le 20^e Congrès de l'Internationale Socialiste qui vient de se tenir dans cette même salle, en faveur de la mise en place d'institutions économiques intégrées au niveau régional et international et pour la mise sur pied d'un Conseil de Sécurité économique de l'ONU.

4) Développer la coopération avec les représentants de la société civile organisée que sont les Organisations Non Gouvernementales.

La participation de celle-ci aux organisations internationales constitue, d'une certaine manière, un renforcement de la légitimité politique de ces dernières. Les représentants de la société civile jouent désormais un rôle essentiel dans les activités du système des Nations Unies, qu'il s'agisse de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, de l'assistance humanitaire ou de la coopération au développement. Ils apportent une contribution précieuse non seulement aux activités opérationnelles de l'Organisation, mais aussi à sa réflexion, comme l'a démontré l'importante participation des ONG dans la préparation, le déroulement et le suivi des grandes conférences mondiales organisées par l'ONU.

Cette nouvelle dimension de nos travaux a également été mise en évidence à l'occasion du congrès de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies qui s'est tenu, et je m'en réjouis, il y a à peine un mois à LUXEMBOURG à l'occasion de son 50^e anniversaire.

Monsieur le Président,

La situation financière de notre Organisation reste un sujet de très grande préoccupation. Depuis le mois de juillet, les liquidités dont dispose l'ONU sont épuisées, et cette situation ne fera qu'empirer jusqu'à la fin de l'année.

Or, tout effort de réforme en profondeur du système demeurera vain tant que l'on continuera de négliger la nécessité fondamentale de lui donner une assise financière qui soit à la fois adéquate et fiable. L'ONU ne saurait exercer de façon efficace ses importantes responsabilités si elle en est réduite à devoir se préoccuper à tout moment de la façon dont elle pourra boucler ses fins de mois.

Certes, l'Organisation pourrait faire encore davantage pour maîtriser ses dépenses et améliorer son efficacité. Une plus grande attention devrait être apportée à la détermination du niveau de contribution de chaque État, qui devrait répondre à des critères objectifs et refléter la capacité de paiement effective de chacun. Mais la crise ne pourra être surmontée que si chaque État membre respecte ses obligations par le paiement intégral, ponctuel et inconditionnel de ses contributions financières. J'appuie donc, sans réserve, les propositions faites, à cet égard, par l'UE.

Monsieur le Président,

Dans le processus de réforme en cours, un aspect revêt une importance particulière. Au sein de notre Organisation, le Conseil de Sécurité est dotée de responsabilités uniques, en tant qu'organe chargé de prévenir et de résoudre les conflits.

L'une des grandes leçons à tirer des expériences et des revers subis au cours des dernières années est que les membres du Conseil de Sécurité doivent, s'ils veulent en préserver la crédibilité, se montrer résolus à faire appliquer leurs décisions, une fois qu'elles ont été prises.

La crédibilité et l'efficacité du Conseil en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales se verront renforcées quand il aura mis en place des mécanismes de décision plus ouverts, plus transparents et plus collégiaux, tout en restant en consultation étroite avec les pays qui fournissent des équipements et des contingents. Les progrès, non négligeables, qui ont été obtenus à cet égard dans le passé récent devraient être institutionnalisés.

Par ailleurs, la légitimité du Conseil, et sans doute la qualité de ses décisions, profiteront également d'un rééquilibrage de sa composition. L'élargissement du Conseil doit tenir compte de la capacité des États membres à contribuer au maintien de la paix et à la réalisation des objectifs de l'Organisation. Un meilleur équilibre est à établir entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Monsieur le Président,

La disparition du monde bipolaire a libéré notre planète de carcans idéologiques, politiques et militaires qui ont singulièrement entravé notre capacité d'action.

Libérés de la menace d'une confrontation planétaire et d'un holocauste nucléaire, nous nous trouvons confrontés à une série de problèmes globaux – anciens et nouveaux – qu'il s'agisse du sous-développement, de la dégradation de l'environnement, de la prolifération des armes de toute sorte, du terrorisme, des conflits ethniques, du trafic de la drogue, de la violence et de la criminalité sous toutes ses formes...

Le Luxembourg est convaincu que la solution à ces problèmes ne se trouve ni dans l'isolationnisme, ni dans le nationalisme, ni dans les intégrismes quels qu'ils soient. Un autre leurre consisterait à se fier au seul marché et à la seule initiative privée pour remédier à tous les maux de l'humanité.

Seule une approche basée sur la coopération, la solidarité, la tolérance et l'estime de l'autre permet d'aborder ces problèmes avec succès, tant au niveau régional que mondial.

Cette démarche a été celle de l'Union Européenne et de ses États membres qui ont réussi développer en Europe une stabilité et une prospérité qu'elle n'a jamais connues auparavant. Elle est fondée sur le concept de la démocratie et d'une économie de marché non pas sauvage, mais sociale, où l'État assume pleinement ses responsabilités au niveau de la santé, de l'éducation et de la justice sociale. Ce système nécessite des ajustements permanents, mais ses principes ne sauraient être remis en cause.

D'autres parties du monde se sont engagées, avec succès, sur la voie de la coopération et de l'intégration régionale.

Au niveau mondial, l'ONU est la seule organisation réellement universelle. Une

contribution indispensable à la solution des problèmes globaux et complémentaire à l'effort régional est à trouver à ce niveau.

C'est cette responsabilité nouvelle et importante qui a été mise en évidence lors des manifestations et réunions qui ont eu lieu, partout dans le monde, pour célébrer le 50^e anniversaire de l'ONU, l'année passée. La nécessité de mettre sur pied de nouvelles structures et de réformer l'ONU pour lui donner la capacité d'examen, d'action et de coopération requise, a été soulignée.

Souhaitons qu'avec une conscience plus aigüe des intérêts de l'humanité toute entière, nous, les représentants des États membres de l'ONU, arrivions à faire preuve de la vision, du courage et de la volonté politique nécessaires pour faire de notre Organisation un instrument efficace, capable de relever des défis du 3^e Millénaire.

Visite officielle du Premier Ministre des Pays-Bas Wim KOK au Luxembourg, les 24 et 25 septembre 1996

Le Premier Ministre des Pays-Bas Wim KOK a effectué une visite officielle au Luxembourg les 24 et 25 septembre 1996.

Accueilli avec les honneurs militaires à l'aéroport de LUXEMBOURG par son homologue luxembourgeois Jean-Claude JUNCKER, le Premier Ministre néerlandais visita d'abord le Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, avant d'être l'invité au domicile de M. JUNCKER pour un dîner de travail privé.

Le deuxième jour de la visite débuta par une réunion de travail des délégations néerlandaise et luxembourgeoise au cours de laquelle des sujets européens furent surtout discutés, ceci en l'absence de problèmes bilatéraux à résoudre.

Les prochains rendez-vous du chef du Gouvernement néerlandais furent au Palais grand-ducal, où il fut reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc, et à la Chambre des Députés où il eut une entrevue avec le Président de la Chambre Jean SPAUTZ.

De retour au Ministère d'État les Premiers Ministres Wim KOK et Jean-Claude JUNCKER rencontrèrent la

presse pour rapporter le contenu de leurs discussions. D'emblée le Premier Ministre luxembourgeois mit l'accent

sur l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays qui se seraient encore intensifiées depuis que les trois



Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER accueille son homologue des Pays-Bas devant la Présidence du Gouvernement.



S.A.R. le GRAND-DUC a reçu en audience le Premier Ministre Wim KOK.



L'accueil de M. Wim KOK à la Chambre des Députés



Au Musée de la Ville de LUXEMBOURG, le Député-Maire Lydie WURTH-POLFER donne les explications nécessaires.

pays du BENELUX se soient retrouvés pour coordonner leurs démarches et positions dans les grands dossiers européens. À cet effet, la visite de Monsieur KOK à LUXEMBOURG, la première visite officielle d'un Premier Ministre néerlandais depuis plus de vingt ans, s'inscrirait tout logiquement dans le cadre des consultations systématiques entre ces pays.

Ce serait également dans ce cadre que les Pays-Bas et le Luxembourg, appelés à assurer la Présidence du Conseil de l'Union Européenne au premier, respectivement deuxième semestre 1997, travailleraient en étroite collaboration afin de réaliser une cohérence telle, que les deux présidences pourraient être considérées comme une seule durant 12 mois.

En ce qui concerne les dossiers d'actualité le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER a constaté une grande convergence de vues aussi bien dans les questions touchant à l'Union économique et monétaire que dans les questions relevant de la Conférence intergouvernementale.

Au sujet de la politique en matière de drogues poursuivie par le Gouvernement néerlandais et qui a suscité bien des remous dans un passé récent, les deux chefs de Gouvernement se disent confiants que des solutions aux niveaux bilatéral et européen puissent être trouvées rapidement, la poursuite des pourparlers le permettant.

Le Premier Ministre Wim KOK quant à lui a parlé d'un grand honneur et d'un immense plaisir de pouvoir se rendre en visite officielle à Luxembourg et d'y rencontrer «son ami» Jean-Claude JUNKER. Le Premier Ministre néerlandais se félicite également du niveau de coopération et de collaboration avec ses partenaires du BENELUX tout en souhaitant qu'un approfondissement resterait toujours possible.

La Conférence intergouvernementale de l'Union Européenne pourrait, selon le Premier Ministre KOK, ne pas être terminée sous présidence néerlandaise en juin 1997, comme cela serait prévu, mais seulement sous présidence luxembourgeoise au deuxième semestre de la même année, ce qui soulignerait l'importance cruciale d'une concertation accrue entre les deux Gouvernements.

Concernant l'Union économique et monétaire le Premier Ministre néerlandais s'est dit confiant que son pays pourrait remplir les critères de convergence et que les Pays-Bas seraient, de fait, parmi les premiers pays à adopter la nouvelle monnaie unique.

Après le déjeuner officiel offert par le Gouvernement luxembourgeois, le Premier Ministre Wim KOK visita les installations de la Société Européenne des Satellites (SES) à BETZDORF.



Conférence de presse commune à l'issue de la visite

5^e CONGRÈS EUROPÉEN sur la prévention primaire au niveau communal

Depuis 1993, la commune de ROESER participe à un projet européen dans le domaine de la prévention primaire des toxicomanies. Y sont intégrées les Communes de BRAINE-I'ALLEUD, TIRLEMONT, EUPEN (Belgique), BRAGA, PONTE DE BARCA, (Portugal), NOVÉ ZAMKY (Slovaquie), WROCLAW (Pologne), TATABANJA (Hongrie) et ROESER (G.D. Luxembourg).

Le Séminaire international des coordinateurs du projet a eu lieu du 24 au 28 septembre 1996 à ROESER.



Une partie des congressistes réunis à ROESER

Die europäische Wirtschafts- und Währungsunion

Rede des Premierministers Jean-Claude JUNCKER
vor der Industrie- und Handelskammer

Frankfurt-am-Main, am 26. September 1996

Herr Präsident,

Meine Damen und Herren,

Meine These ist eigentlich die, daß der EURO am 1. Januar 1999 kommt und daß der Marsch in die Währungsunion inzwischen ein irreversibles Stadium erreicht hat. Meine Befürchtung ist die, daß es mit der Währungsunion ist wie mit dem Heiraten. Im Grundsatz ist jeder dafür und schon in den Anfangstagen des Sich-Verliebens setzen erste Spekulations-

wellen, die den ganzen Menschen erfassen, darüber ein um dieses Heiratsdatum, wenigstens annähernd, festzulegen. Zwei, drei Tage bevor man dann zum Traualtar schreitet stellt man sich Fragen. Man stellt sich die Frage: Mit welchem Partner habe ich es da zu tun? Komm ich mit dem auch in schlechten Tagen aus? Was ist wenn der fremd geht? Wie reagiere ich darauf? Wie fange ich ihn wieder ein? Wie bringe ich ihn dazu überhaupt nicht auf die Idee zu kommen fremd zu gehen?

Wenn man die fünfzehn Finanzminister am vergangenen Wochenende in Dublin zusammen sitzen sah, haben sich wahrscheinlich viele gefragt: Wollen die wirklich heiraten? Weil dies begleitet ja auch jedes Hochzeitspaar, daß viele kommentierend am Straßenrand stehen und sagen: Die passen nicht zusammen. Das geht schief. Nun gibt es zwischen der Währungsunion und dem elementaren Heiraten einen wesentlichen Unterschied. Im bürgerlichen Gesetzbuch kann man nachlesen wie es



Premierminister Jean-Claude JUNCKER während seines Vortrags

(Photo: HADE-FOTO)

dazu kommt, daß man heiratet, welche Formulare man auszufüllen hat, welche Formeln man zu rezitieren hat und wenn man im bürgerlichen Gesetzbuch weiterblättert, findet man auch den Weg hinaus sehr schnell.

Bei der Währungsunion ist es so, daß der Vertrag von Maastricht uns relativ genau vorschreibt wie wir dahinkommen und es überhaupt keine Indikatoren dafür gibt wie man wieder hinauskommt. Die Währungsheirat ist auf Dauer angelegt und der Vertrag sieht nicht vor daß man sich unterwegs wieder abwendet und den Weg in die selbstgewählte Isolation antritt. Wer die Währungshochzeit feiert, muß wissen: Er wird nie mehr Jungeselle! Deshalb ist es gut, daß man diesen Schritt gründlich vorbereitet, weil man weiß, daß es sich um einen endgültigen Schritt handelt.

Nun fällt mir auf, daß, kurz bevor die Hochzeitglocken in Bewegung gesetzt werden, ernsthafte Zweifel aufkommen. Es gibt jene, die denken es müsse noch nachgebessert werden und es gibt jene, die jetzt, kurz vor Vollzug, aufgeregte Meldungen verbreiten und die Währungsunion als einen falschen, oder aber verfrühten Schritt hinstellen.

Mich wundert sehr, daß man jetzt plötzlich entdeckt, daß die Konsolidierung der öffentlichen Finanzen konjunkturverflachenden Charakter hätte, daß die Entschuldungspolitik, die Politik des leichten Geldes, Konjunkturreinbrüche verursachen würde; kurzum, Währungs- und Geldpolitik führten zu Wachstumsbrüchen und zu überhöhter Arbeitslosigkeit. Es geht die Rede um, daß wer die Währungsunion wolle, Arbeitslosigkeit zu einer Dauereinrichtung machen würde. Sparen hätte konjunktur-

bremsende Effekte und wer jetzt spare, der habe sich einer Wirtschaftsordnung mit hoher Arbeitslosigkeit auf Dauer verschrieben.

Ich möchte mich gegen dieses Gerücht wehren, weil es, wie ich finde, einer wissenschaftlichen Betrachtung und empirischen Erfahrungswerten nicht standhält.

Wir haben im Maastrichter Vertrag festgeschrieben, daß nur die Mitgliedsstaaten der Europäischen Union Zugang zur Währungsunion finden, die, was das jährliche Haushaltsdefizit anbelangt, die 3 Prozentmarke, ausgedrückt in Relation zum Bruttosozialprodukt, unterschreiten. Viele sagen jetzt dies setze Sparprogramme voraus, Einschnitte in soziale Leistungsnetze, verursache dadurch Gerechtigkeitslücken in der Gesellschaft, teile die Menschen in zwei Gruppen ein - jene die Opfer dieser Sparpolitik werden würden und jene die von dieser Sparpolitik profitieren könnten - und man tut so als ob eine vernünftige Wirtschaftspolitik nur die sein könnte, die mit hohen Schulden lebt und als ob nur der etwas dauerhaft gegen Arbeitslosigkeit unternehmen könnte, der teuer finanzierte öffentliche Konjunkturprogramme auflegt. Dabei ist es eigentlich so, daß öffentlich finanzierte Konjunkturprogramme, besonders in den siebziger Jahren, sich als Strohfeder entpuppt haben und, daß wir in den sechziger Jahren in einer Lage waren, in der von den heute 15 Mitgliedsstaaten der Europäischen Union exakt 13 ein Haushaltsdefizit von weniger als 3 Prozent hatten und die Gesamt-arbeitslosigkeit in jenen Ländern sich auf 3 Prozent hin zubewegte und nicht auf 10,1% wie es heute bei hohem Schuldenstand der Fall ist.

Wenn hohe Schulden die Voraussetzung dafür wären, daß es keine Arbeitslosigkeit gibt, dann dürften wir in Europa keine Arbeitslosigkeit haben. Man kann, auch im strukturpolitischen Sinne, nur dann eine erfolgreiche Arbeitsmarktpolitik betreiben, wenn die öffentlichen Defizite und öffentlichen Schuldenstände nach unten korrigiert werden. Ich wage die Behauptung, daß wir heute weniger Probleme auf unseren Arbeitsmärkten hätten, wenn wir die öffentlichen Finanzen in den letzten Jahrzehnten solider und ernsthafter gestaltet hätten als wir dies getan haben.

Es wird von vielen, auch in Deutschland, das Gespenst an die Wand gemalt, die Währungsunion führe zu einer Spaltung des Kontinents, sie richte eine Demarkationslinie innerhalb der Europäischen Union auf weil es ab dem 1. Januar 1999 die Länder geben wird, die dem EUROgebiet zugeordnet sind und die Länder geben wird, die noch nicht Mitglied der europäischen Währungsunion sind. Dies führe dann zu Spannungen auf unserem Kontinent und der politische Zusammenhalt auf dem Gesamtkontinent sei nicht gefestigt genug um diesem Schock standhalten zu können.

Dies ist nicht meine These. Es war abgemachte Sache, als wir den Maastrichter Vertrag verhandelten und unterschrieben, daß die Währungsunion allen Stabilitätsgeboten entsprechen müsse. Daraus ergab sich die Forderung, daß nur die Mitgliedsstaaten Eingang in die europäische Währungsunion finden dürften, die den Stabilitätskriterien, die zurückbehalten wurden, gerecht würden. Das heißt, daß zum 1. Januar 1999, konkret im Frühjahr 1998, wenn die Entscheidung über den ersten Teilnehmerkreis getroffen wird, nur die sich qualifizieren, die den Konvergenzkriterien genügen.

Die Frage ist doch ganz einfach die: Wie hätte die europäische Öffentlichkeit, und vor allem die deutsche Öffentlichkeit, auf eine Konstruktion reagiert, die 1991 vorgesehen hätte, daß jeder der mitmachen wolle auch mitmachen könne. Nun ist es aber um der Stabilität Willen, um der Solidität der europäischen Währung Willen und auch der Akzeptanz Willen, absolut stringent geboten, daß dieser Währungsverein kein Tutti Frutti Verein wird wo jeder, egal unter welchen Voraussetzungen mitmachen kann. Es muß schon so sein, daß hier nur zusammenwachsen kann was zusammengehört und es muß so sein, daß der, der die Wachstumsvorgabe, im breiten Sinne des Wortes, nicht erfüllt sich abwartend in die Reihe stellen muß bevor er die Stabilitätskultur intern erreicht hat, die er braucht um dauerhaft, mit den anderen

Stabilitätspartnern, gemeinsame Politik nicht nur zu entwerfen sondern auch tagtäglich durchzuführen. Deshalb wird es am 1. Januar 1999 auch so sein, daß nicht alle 15 Mitglieder der Europäischen Union auch Mitglieder der Währungsunion sein werden. Wer die Richtigkeit dieses Entschlusses in Frage stellt, wer dies umkehren möchte, der wird erleben, daß es zu keiner europäischen Währungsunion kommt. Man kann nicht über Jahre hinweg die Tugend der europäischen Konvergenzkriterien loben und diese Kriterien dann nicht zur Anwendung bringen wenn der entscheidende Sprung in Richtung europäische Währungsunion, dritte Stufe, gemacht wird.

Es wird deshalb auch nicht zu einem Trennungsstrich in der Europäischen Union kommen. Wenn es diesen Trennungsstrich geben könnte, dann hätten wir diesen Trennungsstrich auch schon heute. Deutschland und die D-Mark wären auf der einen Seite und alle anderen wären auf der anderen Seite. Das ist nicht so gekommen und es wird auch dann nicht kommen wenn wir die D-Mark durch den EURO ersetzen. Die D-Mark ist keine Mauer und der EURO wird auch keine Mauer sein.

Wenn wir von Konvergenzkriterien reden, müssen wir diese und ihre Erfüllung etwas näher betrachten.

Die Konvergenzfortschritte in der Europäischen Union sind sehr beachtlich, wenn auch völlig ungenügend, in den letzten fünf Jahren. Wir hatten 1980, zum Beispiel, einen durchschnittlichen Inflationswert von 14% in der Europäischen Union. Wir haben heute einen durchschnittlichen Inflationswert von 3%. Elf der heute fünfzehn Unionsmitglieder haben einen Inflationswert von unter 2,7%. Sogar Italien hat im letzten Monat den niedrigsten Inflationswert seit 27 Jahren erreicht. Es gibt also eine erhebliche Zahl von Mitgliedern der EU, die das Inflationskriterium heute schon erfüllen.

Wir hatten 1993 ein durchschnittliches Haushaltsdefizit in der EU von 6,3% des Bruttosozialprodukts. Wir haben heute 4,3%; das heißt, daß es, innerhalb von zwei Jahren, möglich gewesen ist, das durchschnittliche Haushaltsdefizit in der EU, um zwei Prozentpunkte nach unten zu korrigieren. Diese Zahl hat insofern Bedeutung, als wir ja wissen, daß wir bis Februar oder März 1998 möglichst viele öffentliche Haushalte in der EU auf dem 3% Defizitstand haben müssen. Wenn es uns also gelingt in den kommenden zwei Jahren die Anstrengungen der vergangenen zwei Jahre zu wiederholen – und ich halte das für durchaus realistisch – dann werden wir ein durchschnittliches Haushaltsdefizit von 3% haben. Wenn wir die Haushaltsdefizite um 1% köpfen, erreichen wir dadurch daß 120 Milliarden

Mark weniger zum Schuldenabbau verbraucht werden müssen und daß 120 Milliarden Mark mehr pro Prozentpunkt produktiven Investitionszwecken zugeführt werden können.

Wer also die abenteuerliche These aufstellt, daß die Währungsunion beschäftigungshemmenden Charakter hätte und konjunkturabwürgend wirken würde, dem halte ich entgegen, daß der Abbau der öffentlichen Schuldenstände und die Zurückführung der Finanzierungsgänge in den öffentlichen Haushalten einen makroökonomischen Effekt hat der genau das Gegenteil dessen ist wie es von den Gegnern der Währungsunion beschrieben wird. Wir befreien in den Sparguthaben riesige Summen, die wir in Richtung produktive Investitionen weiterleiten können. Wenn wir die dritte Stufe der Wirtschafts- und Währungsunion erreichen entfallen, zum Beispiel, die Transaktionskosten – 20 Milliarden ECU pro Jahr – ein halbes Prozent des Bruttosozialprodukts der EU wird somit eingespart werden. Die Einführung der europäischen Währung, so betrachtet, auch wenn das eine simplistische Betrachtung ist, wird erhebliche volkswirtschaftliche Gewinne möglich machen und wird eine intelligentere Verteilung der verfügbaren Geldmittel erlauben als dies bisher der Fall war.

Das Jahr 1995 war ein Jahr in dem es relativ wenig Währungsturbulenzen gab, im Gegensatz zu den Jahren 1992 und 1993. Trotzdem haben die Währungsturbulenzen 1995 die europäische Volkswirtschaft ein halbes Prozent Wachstum gekostet und 1,5 Millionen Menschen um ihren Arbeitsplatz gebracht. Wer sich in der Währungsunion befindet, wer also Währungsrisiken und ihre Deckung Währungsturbulenzen ausschließt, wer also das wirtschaftliche Gesamtverhalten vorausschaubarer macht, der wird, bei gleichzeitiger Erfüllung der Konvergenzkriterien, erhebliche Geldmittel für richtige Wirtschaftstätigkeiten freisetzen und so die Wirtschaft von vielen Nebenkosten befreien mit denen die Wirtschaft heute, eben wegen der Abwesenheit einer Wirtschafts- und Währungsunion, konfrontiert ist.

Nun wird es nicht reichen als Tugendhafte in die europäische Währungsunion einzutreten um nachher wieder in unsere alten Fehler zurückzufallen. Ich bin ein sehr entschiedener Anhänger des vom deutschen Bundesfinanzminister Theo Waigel vorgeschlagenen Stabilitätspakts. Ich halte dies, erstens, für eine vertrauensbildende Maßnahme, die den Geldmärkten und vor allem den Bürgern zeigen soll, daß es sich bei der Qualifizierungsrunde für die WWU nicht um einen einmaligen Schönheitswettbewerb handelt, sondern um ei-

nen Auftrag der Dauerästhetik. Ich halte es für eine unabdingbare Voraussetzung, daß, bevor wir zur europäischen Währungsunion schreiten, daß dieser Stabilitätspakt von den Mitgliedsstaaten der EU nicht nur in der öffentlichen Rede akzeptiert werden muß, sondern auch in ihrer Verhaltensweise. Das heißt, daß man sehr stringente Detailabmachungen wie dieser Stabilitätspakt tagtäglich zur Anwendung zu bringen ist. Es reicht nicht, daß jeder sagt er wäre für Stabilitätskultur; es muß so sein, daß jeder auch sagen kann was er sich unter Stabilitätskultur vorstellt.

Ich muß sagen, daß ich einigermaßen beruhigt von der informellen Sitzung der europäischen Finanzminister am vergangenen Wochenende in Dublin nach Luxemburg zurückgefahren bin, weil ich doch sehe, daß auch im Detail größte Übereinstimmung, zumindest zwischen den fünfzehn Finanzministern, herrscht, was die Sanktionsmechanismen anbelangt, die gegen jene Mitgliedsstaaten zu verhängen sind, die sich, nach Eintritt in die dritte Stufe der WWU, wieder vom tugendhaften Weg entfernen würden.

Ich weiß auch, daß wir in Dublin, im Dezember dieses Jahres, eine endgültige Regelung darüber herbeiführen müssen. Wir müssen uns also im Detail darauf verständigen welche Sanktionen innerhalb welcher Zeitdauer verhängt werden. Es macht ja keinen Sinn, daß jemand der im Jahre 2001 sündigt erst im Jahre 2005 bestraft wird, er muß, nach Möglichkeit sofort zur Ordnung gerufen werden. Die Strafe muß hart sein und, wenn sie pädagogischen Abschreckungswert haben soll, sofort erfolgen.

Wir brauchen im Kreise der Finanzminister auch einen Konsens darüber wie eigentlich die politische Einflußnahme in dieser Wirtschafts- und Währungsunion gesichert werden soll. Es kann nicht so sein, daß nur die Zentralbanker und die Währungshüter allein bestimmen welche Politik in Europa zur Anwendung gelangen soll. Ich vergreife mich, indem ich dies sage, nicht am Unabhängigkeitsgebot der europäischen Zentralbank. Die ist gesichert, nach bundesdeutschem Vorbild, aber es muß so sein, daß die Finanzpolitik nicht völlig unter die Räder der Geldpolitik gerät. Besonders was den Außenwert der europäischen Währung anbelangt, ist es von Nutzen, daß politische und geldpolitische Beschlüsse nur nach einem heftigen Dialog zwischen Geld- und Finanzpolitik gefaßt werden. Darüber wird man sich verständigen müssen ohne den Eindruck zu erwecken, daß die Politik die Autonomie der Währungspolitik unterlaufen würde. Wer sich in den nächsten Jahrzehnten im Gespräch mit Amerikanern, Japanern oder Südasiaten wird bewähren müs-

sen, der muß auch Einfluß haben können auf die Gestaltung des Außenwertes der europäischen Währung.

Wenn ich das also grob zusammenfasse, stelle ich fest, daß wir bei der technischen Vorbereitung der WWU in den letzten sechs, sieben Monaten erhebliche Fortschritte gemacht haben und, daß wir, über Jahre betrachtet, erhebliche Konvergenzfortschritte gemacht haben. Diese sind, wie gesagt, ungenügend, die Schuldenstände in der EU sind überhöht, die öffentlichen Schuldenstände haben sich seit Maastricht von 60 auf 71% des Bruttosozialprodukts erhöht, während die Haushaltsdefizite eine Rückbildung nach unten erfahren haben. Ich stelle fest, daß die Konjunkturinbrüche der letzten drei Jahre uns das Konsolidierungshandwerk erheblich erschwert haben aber, man darf in diese Art von Konjunkturinbrüchen nicht schon eine Ausnahmesituation im Sinne des Vertrags erblicken. Der Vertrag stellt uns ja für die dritte Stufe der WWU in Aussicht, daß wenn ein Mitglied die drei Prozent Marke vorübergehend verläßt, dies erlaubt ist wenn dafür außergewöhnliche Umstände als Erklärung geltend gemacht werden können. Wir sind im Kreis der Finanzminister dabei uns darauf zu verständigen, was man unter außergewöhnlichen Umständen zu verstehen hat. Die deutsche Wiedervereinigung, die ich für aussergewöhnlich halte, wäre, zum Beispiel, im Sinne der jetzt sich in der Vorbereitung befindlichen Arbeiten, keine aussergewöhnliche Situation gewesen, die ein Überschreiten der drei Prozent Marke gerechtfertigt hätte. Es muß also so sein, daß wir sehr im Detail festlegen was wir unter «außergewöhnlichen Umständen» verstehen. Es kann nicht so sein, daß wenn jemand die drei Prozent Marke im Jahre 2003 verläßt, er selbst darüber bestimmen kann, daß er unter außergewöhnlichem Handlungszwang dies tun mußte. Dies muß eine gemeinsame Entscheidung sein, wie auch die Sanktionen, die gegen dieses Mitglied zu verhängen sind, gemeinsam entschieden werden müssen. Mein Vorschlag wäre der, daß man auch juristisch sehr streng überprüft ob es nicht so sein könnte, daß ein Land ein exzessives Haushaltsdefizit, im Sinne des Vertrags, hat, und daß wir auch mit Mehrheit beschließen welche Art von Sanktionen diesem Land gegenüber zur Anwendung kommen.

Wenn wir unsere Konsolidierungsbemühungen in den nächsten Jahren weiterführen bin ich überzeugt, daß wir eine bedeutende Gruppe von Mitgliedsstaaten der EU haben werden, die fristgerecht zum 1. Januar 1999 in die dritte Stufe der WWU eintreten können. Wenn es zu einem Nachlassen der Konsolidierungs- und Sanierungsbestrebungen, was öffentliche und Haushaltsdefizite betrifft, kommt, dann

werden wir das Ziel 1. Januar 1999 verfehlen.

Die Kriterien haben Vorrang vor dem Zeitplan. Ich bin aber davon überzeugt, daß wir das Erfüllen der Kriterien und das Respektieren des Zeitplans in einer großen politischen Gesamtanstrengung so zusammenführen können, daß es uns, unter Beachtung der Konvergenzkriterien möglich sein wird den Zeitplan, wie in Maastricht vereinbart, einhalten zu können. Ich warne allerdings sehr vor dieser öffentlich geführten Debatte über die Interpretation der Konvergenzkriterien. Man muß einfach wissen was im Vertrag steht. Im Vertrag steht nicht, daß man diese drei Prozent Marke und diese sechzig Prozent Marke für die Schuldenstände unbedingt, auf das Komma genau, erreichen muss. Es handelt sich hier um eine Zielvorgabe um die jeder sich, im edlen Wettbewerb, redlich bemühen sollte, aber dies wird eine politische Gesamtbeurteilung im Februar, März 1998, möglich machen, wenn die Staats- und Regierungschefs zu entscheiden haben wer in der Wirtschafts- und Währungsunion Führungsgruppe mitspielen kann und wer sich nicht für diese Gruppe qualifiziert hat. Wer, aus vorübergehenden Gründen, die drei Prozent Marke nicht erreicht, ist trotzdem nicht absolut in der Lage, in der er nicht in die Währungsunion eintreten könnte. Das ist Rechtslage.

Politische Sachlage ist aber, daß ich nach wie vor der Auffassung bin, daß man diese Kriterien strikt interpretieren wird müssen. Wer jetzt anfängt eine öffentliche Spekulationswelle auszulösen zum Thema: «Auch mit 3,4% oder 3,5% Haushaltsdefizit ist man qualifiziert für die WWU», der versündigt sich – das ist meine Einschätzung – am Gesamtunternehmen. Wenn diese Lesart sich durchsetzen würde, dann würden in vielen Haushalten der Europäischen Union die Sparschrauben sofort wieder gelockert und die Fehler der Vergangenheit würden dann wieder als neuzeitliche Tugenden ausgegeben werden. Es würde in Frankreich, beispielsweise, dazu kommen, daß man öffentlich finanzierte Konjunkturprogramme auflegt; es würde auch auf der Südachse der Europäischen Union nicht mehr zu diesen, insgesamt doch bewundernswerten Sparanstrengungen kommen, die in den letzten Jahren von den Regierungen dort durchgeführt worden sind und es würde, zum Beispiel in Belgien, das besondere Probleme haben wird sich für die dritte Stufe der WWU zu qualifizieren – obwohl es den Sprung, meiner Einschätzung nach, schaffen wird – zu einem Abbröckeln der Anstrengungen der letzten Jahre kommen. Deshalb bin ich der Auffassung, daß Politiker, auch wenn sie eine gute Idee haben, diese Idee erst äußern sollten wenn es ungefährlich ist.

Es ist ja auch so, daß selbst Deutschland und Frankreich erhebliche Probleme haben sich für die Wirtschafts- und Währungsunion zu qualifizieren. Es wird aber auch so sein, daß wir diese Wirtschafts- und Währungsunion ohne Deutschland und Frankreich nicht starten werden können. Das steht zwar so nicht im Vertrag, aber der gesunde Menschenverstand und einiges mehr, legt einem nahe, doch davon auszugehen, daß es wünschenswert wäre wenn die Bundesrepublik Deutschland dabei wäre. Wer jetzt, auch in Deutschland, den Eindruck aufkommen läßt die Sparpolitik wäre verfehlt, nicht nötig oder nicht unverzichtbar, der wird erleben daß Deutschland sich jedenfalls weiter von den drei Prozent entfernen wird, als daß es sich auf diese drei Prozent zubewegt. Deshalb bin ich der Meinung, daß die Rede jetzt eigentlich nur darin bestehen kann, daß man alle auffordert auf dem tugendhaften Pfad zu verbleiben, die Konsolidierungsanstrengungen fortzusetzen und daß wir uns im Grundsatz und auch im Detail auf den Stabilitätspakt einigen.

Ich bin der Meinung, daß der Stabilitätspakt, im Gegensatz zu dem was am Anfang von vielen in Europa geäußert wurde, nicht der Versuch ist die ganze Welt am deutschen Geldwesen genesen zu lassen. Ich bin der Auffassung, daß vor allem die kleineren Mitgliedsstaaten größtes Interesse am Stabilitätspakt haben. Wenn wir am 1. Januar 1999 eine Währungsunion haben werden, mit 5, 6, 7 oder 8 Mitgliedsstaaten, und Luxemburg verläßt vorübergehend den Pfad der Tugend, dann wird das nicht dazu führen, daß es zu erheblichen strategischen Gleichgewichtsverlagerungen im weltweiten Währungsgefüge kommen wird. Dies würde auch die Kraft des EURO nicht wesentlich mindern. Wenn aber Deutschland und Frankreich, in einer Gruppe von 6 oder 7 Staaten in der Währungsunion, plötzlich Haushaltsdefizite von 5 oder mehr Prozent vorlegen – das kann man eigentlich nie ganz ausschließen – dann ist der EURO weniger wert als der belgische Franken mit dem die Luxemburger in die Währungsunion eintreten. Deshalb ist der Stabilitätspakt eine begrüßenswerte Initiative, weil er die großen Länder an die Leine trägt, also disziplinierend wirkt für die grossen Volkswirtschaften.

Man wird aber auch sehen müssen, daß es mit der europäischen Währungsunion alleine nicht getan ist. Die Währungsunion wird auf Dauer keinen Bestand haben und wird den Gesetzen der Implosion unterliegen wenn wir die politische Union in der EU nicht vervollständigen. Es kann nicht so sein, daß Europa sich nur aus binenmarkt-, geld- und währungspolitischen Elementen zusammensetzt. Die Binnen-

marktfunktion und die Einheitlichkeit der europäischen Währung werden auf Dauer nur Bestand haben wenn die politische Union erhebliche Fortschritte verzeichnen kann. Deshalb kommt der jetzt ablaufenden Regierungskonferenz zur Neuverhandlung des Maastricht Vertrags, auch im währungspolitischen Zusammenhang, erhöht Bedeutung zu weil es eben in der Geschichte kein Beispiel von einer erfolgreichen Währungsunion gibt, die nicht von einer politischen Union begleitet worden wäre.

Wir werden uns ebenfalls mit den Fragen beschäftigen müssen welche Nachfolgepolitiken die Währungsunion mit sich bringt. Obwohl einige dieser Politiken besser schon im Vorfeld der Währungsunion abgehandelt worden wären, wird man – das ist für mich eine Selbstverständlichkeit – über europäische Steuerpolitik völlig anders reden müssen wenn wir Mitglieder der Wirtschafts- und Währungsunion sind, als dies jetzt der Fall ist. Dies betrifft nicht nur die Besteuerung der Zinserträge, es betrifft die Gesamtsteuerpolitik und es gilt für alle Rahmenbedingungen der wirtschaftlichen Tätigkeit. Wenn wir in einer europäischen Währungsunion sind, werden wir uns über europäische Steuerpolitik unterhalten müssen. Es kann doch nicht so sein, daß die, die Mitglieder in dieser europäischen Währungsunion werden, gemeinsame Währungs- und Geldpolitik betreiben und sich jedesmal abwenden wenn die Frage nach gemeinsamen steuerpolitischen Instrumentarien gestellt wird. Ich sage dies deshalb weil luxemburgischen Politikern der unüberprüfte Ruf voraussetzt, sie würden sich gegen jede Form von Steuerharmonisierung wehren. Das stimmt nicht. Wir wehren uns nur gegen falsche Harmonisierungspolitik. Wenn man nur die Zinssteuer in Europa zu harmonisieren gedenkt, dann würde dies meine Zustimmung nicht finden. Luxemburg bringt hier die selben Regeln zur Anwendung wie, beispielsweise, Deutschland auch. Ein deutscher Bürger, der sein Geld in Luxemburg unter Dach und Fach bringt zahlt keine Zinssteuer. Ein Luxemburger der sein Geld nach Trier oder Frankfurt bringt zahlt auch keine Zinssteuer. Das heißt, daß Ausländer prinzipiell von der Zinssteuer befreit sind. Daß wir uns hier

doch bewegen müssen ist mir klar, aber wir müssen uns so bewegen, daß die Gesamtregelungen Sinn ergeben, und solange ich mein Gehalt in Luxemburg und nicht in Bern beziehe, muß ich darauf bestehen, daß beispielsweise, auch die Schweiz in eine derartige normative Neuregelung der Zinssteuerlandschaft in Europa mit eingebunden wird, wie auch die britischen Kanalinseln, und ich muß darauf bestehen, daß wir auch andere Steuerarten und -zweige durchforsten müssen um zu sehen in wie fern Harmonisierungsbedarf besteht und Harmonisierungsmöglichkeiten als realistisch erscheinen.

Wenn man sich auch über Mindest- und Maximalsätze bei der Körperschaftsbesteuerung, über die Messungsgrundlagen der einzelnen Steuerkategorien und Arten unterhält, und wenn man dies in einem grossen steuerpolitischen Gesamtentwurf für Europa zusammenfaßt, was kein Schmelztiegel sein soll sondern eine Annäherung der geltenden Steuerregeln, dann bin ich sehr dafür, daß wir den Gesamtversuch unternehmen die europäische Steuerlandschaft neu zu ordnen.

Wir werden uns auch in Sachen Sozialunion unterhalten müssen, über was wir an gemeinsamen Sozialstandards in der Europäischen Union brauchen wenn wir uns in der Wirtschafts- und Währungsunion befinden werden. Es wird ja dann nicht mehr möglich sein geldpolitisch auf divergierende volkswirtschaftliche Gesamtzustände zu reagieren. Es wird kaum möglich sein steuerpolitisch zu reagieren. Dann kann es auch nicht sein, daß einzig und allein soziale Ventile übrigbleiben um auf auseinanderdriftende Irrungen und Wirrungen in den europäischen Volkswirtschaften reagieren zu können. Das heißt, daß wir auch nach Abschluss des Eintretens in die dritte Stufe der Wirtschafts- und Währungsunion noch erheblichen Diskussionsstoff und Diskussionsbedarf in der EU haben werden.

Erleichtert wird uns dies allerdings dadurch, daß die Finanzminister am vergangenen Wochenende in Dublin, sich im wesentlichen auf die Instrumente des europäischen Währungssystems geeinigt haben, das die Währungsbeziehungen zwischen der EURO-Gruppe und den noch nationalen Währungen regeln soll.

Es darf nicht so sein, daß die noch nationalen Währungen sich in einem Abwertungswettbewerb mit dem EURO befinden und daß die Währungspolitiken der Länder, die nicht zur ersten Gruppe gehören, sich in völligem Widerspruch mit der Politik befinden würden, die in der EURO-Gruppe gemacht wird. Es muß so sein, daß Beschlüsse gemeinsam getroffen werden. Wir brauchen ein festes Paritätengitter zwischen dem EURO und den nationalen Währungen, nach Möglichkeit in einer etwas breiteren Bandbreite; wir brauchen bilaterale Flexibilitätssmasse um unter den nicht EURO Währungen Paritäten herzustellen, die sich abheben von den allgemein gültigen Regeln, aber diese Beschlüsse müssen alle gemeinsam getroffen werden. Es geht schließlich um die Zukunft aller Europäer und wir müssen die Entwicklungen so fest in einer Hand zusammenbehalten, daß wir auf dem Gesamtweg zur Europäischen Union keine währungspolitischen Unfälle erleben, die das Ganze in Gefahr bringen würden.

Es muß abschließend angefügt werden, daß die europäische Wirtschafts- und Währungsunion keinen Selbstzweck verfolgt, sondern daß sie viel mehr nur ein Teil eines gesamtpolitischen Projektes für unseren Kontinent ist, sich also einschreibt in eine Ambition, die das Geld- und Finanzpolitische wesentlich übersteigt. Die Wirtschafts- und Währungsunion ist ein Teil der gesamten politischen Union Europas.

Ich habe einmal, auch in dieser Stadt, bei einem Fernsehgespräch gesagt, daß Währungs- und Geldpolitik eigentlich Friedenspolitik mit anderen Mitteln ist. Das ist ein pathetisch gewagter Satz, er entspricht aber meiner Grundüberzeugung, daß wir in Europa, um zu verhindern, daß die alten Dämonen wieder wach werden, ein täglich wachsendes Netz an transnationalen Inter Solidaritäten brauchen, die es einfach zur Folge haben werden, daß der Krieg als Option zwischen europäischen Völkern im nächsten Jahrhundert endgültig entfallen wird.

Insofern kommt der Wirtschafts- und Währungsunion, neben dem vielen technischen Rüstzeug, eine politische Bedeutung zu, die das Währungspolitische bei weitem übersteigt.

M. BODRY à la réunion informelle de l'OTAN à BERGEN

Monsieur Alex BODRY, Ministre de la Force publique, a participé à la réunion informelle des Ministres de la Défense de l'OTAN qui s'est tenue les 25 et 26 septembre 1996 à BERGEN, en Norvège.

Le but de ces réunions, qui sont organisées en dehors des sessions traditionnelles

de printemps et d'automne au siège de l'OTAN, est de permettre aux Ministres de faire un tour d'horizon, en l'absence d'un ordre du jour rigide, des problèmes d'actualité intéressant la défense.

Ainsi les Ministres ont analysé à BERGEN le développement de la situation en

Bosnie-Herzégovine dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de DAYTON dont est chargée l'OTAN. Ils ont évalué la nécessité de continuer à y assurer une présence militaire au-delà de la durée actuelle du mandat de l'IFOR, afin de consolider la sécurité et la stabilité dans la région.

D'un autre côté, les Ministres ont débattu de la mise en place de nouvelles structures de l'OTAN.

L'adaptation externe de l'OTAN, comme son élargissement et le partenariat pour la paix ont constitué un autre sujet de discussion. Sur ce point, les Ministres de la Défense de l'OTAN ont eu une réunion avec leur homologue russe, M. Igor RODIONOV.

En marge de cette réunion informelle, les Ministres de Défense des trois pays du BENELUX ont signé une convention sur la constitution d'une «BENELUX Deployable Air Task Force». En vertu de cette convention, des éléments des forces aériennes belges et néerlandaises pourront, sur une base intégrée, participer à l'avenir à une action commune de soutien de la paix sous l'égide de l'ONU, de l'OSCE, de l'OTAN ou de l'UEO. L'armée luxembourgeoise fournira dans le cadre d'une telle action un appui terrestre de protection et de transport.



M. Alex BODRY et les Ministres PONCELET et VOORHOEVE

L'allaitement maternel, quoi de plus naturel



Le Ministre de la Santé M. Johny LAHURE et M^{me} Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de la Promotion Féminine au cours de la conférence de presse

Le 26 septembre a eu lieu à la Chambre de Commerce une conférence de presse sur les différentes actions organisées conjointement par:

- la Division de la Médecine Préventive et Sociale de la Direction de la Santé,
- le Comité National pour la Promotion de l'Allaitement Maternel et
- l'Initiatiiv «Liewensufank» avec le soutien de l'Horesca.

Ces actions furent organisées à l'occasion de la Semaine européenne de l'allaitement maternel (40^e semaine de l'année), dont le thème de cette année était identique à celui de la Journée mondiale du 1^{er} août, à savoir: «L'allaitement maternel, responsabilité de la communauté».

La conférence a eu lieu en présence de Monsieur le Ministre de la Santé et de Madame le Ministre de la Famille et de la Promotion Féminine, ainsi que d'un représentant du Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme.

M. FISCHBACH à DUBLIN

Le Ministre de la Justice, M. Marc FISCHBACH, a participé les 26 et 27

septembre 1996 à DUBLIN à une réunion informelle du Conseil des Mi-

nistres s'occupant, dans le cadre de l'Union Européenne, de la Justice et des Affaires intérieures. Les Ministres ont discuté entre autre des questions relatives à une lutte renforcée contre l'abus sexuel des enfants et la pédophilie.

La GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE aux Ateliers Thérapeutiques de WALFERDANGE

Le 27 septembre 96, Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE a visité les Ateliers Thérapeutiques de WALFERDANGE.

Pendant la visite de la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE



La Gendarmerie Grand-ducale, – «sentinelle de la paix sociale» – a célébré la St.-MICHEL, le 27 septembre 1996

Saint MICHEL, le plus grand des anges dans les traditions juive et chrétienne, fut le protecteur d'Israël dans la Bible, avant d'être désigné protecteur de l'Église; il est généralement représenté en guerrier livrant combat à un impressionnant dragon, plus rarement comme peseur d'âmes. Dans l'une comme dans l'autre des ces approches, St. MICHEL reste un caractère noble, disponible au service des communautés humaines. Et ce sera très probablement dans cette approche encore que la Gendarmerie Grand-ducale l'a choisi comme patron, il y a près de vingt ans déjà.

Fidèle à cette belle tradition, le Corps de la Gendarmerie luxembourgeoise a marqué la fête de son grand patron, par cérémonies commémoratives, un service religieux dans l'ancestral sanctuaire de St. MICHEL dans la vieille ville, Marché-aux-Poissons, comme encore par une réception avec allocutions très informatives, le tout vendredi, le 27 septembre de l'année.

Une première cérémonie commémorative, – particulièrement émouvante déjà – fut celle devant le nouveau bâtiment administratif de la Gendarmerie à VERLORENKOST, où la nouvelle stèle fut fleurie par le Colonel-Commandant du Corps Fernand DIEDERICH; ce monument est fait pour rappeler tous les membres du Corps qui sont décédés en service commandé depuis la dernière guerre et dont les noms s'y trouvent gravés.

Plateau du St.-Esprit en ville, le Monument de la Force publique fut fleuri Boulevard F.D.ROOSEVELT, par le Commandant du Corps toujours, aux sons de la Sonnerie aux Morts, exécutée par les solistes de la Musique militaire grand-ducale Monique BERNOTTE et Christiane SCHAUL.

Le service religieux en l'Église St.-MICHEL était célébré par l'Aumônier, le Lt.-Colonel Gustave WEIS, assisté par l'Aumônier adj. de la Force publique Nicolas WENNER,

alors que le Chanoine Georges VUILLERMOZ, – délégué de Mgr. l'Archevêque – et l'Abbé Chanoine honoraire Emile GLESENER assistaient dans le chœur.

Dans une métaphore biblique à l'homélie, l'Aumônier WEIS insista sur les difficultés immanentes au service de sécurité et d'ordre qu'assurent les membres de la Gendarmerie, tous les hommes étant, par principe, égaux devant Dieu, les hommes actifs étant tous appelés à suivre cette réa-



Un service religieux a eu lieu en l'église St.MICHEL

lité: une brebis s'étant égarée et éloignée du troupeau de MOÏSE, celui-ci, d'abord irrité, l'aurait poursuivie pendant un certain temps, et la retrouvant s'abreuvant dans une onde pure, MOÏSE aurait de suite retrouvé toute sa sérénité, comprenant que la brebis ne s'était pas éloignée par méchanceté ou par caprice, mais bien par soif. Indulgent et compréhensif, le grand libérateur et législateur d'Israël aurait saisi que l'animal n'était ni meilleur, ni encore pire que toutes les autres bêtes de son troupeau; il en serait sensiblement de même des hommes, parmi lesquels tous naissent et vivent égaux devant Dieu, l'indulgence, l'amour et la sympathie restant des qualités majeures requises, parce que souvent bien plus efficaces que la force pure et les punitions. Il incomberait à chaque officier ou agent de faire usage de ces mêmes préceptes, conclut l'Aumônier, avant de souligner que ce service religieux devait être le dernier du genre à être célébré par lui-même, M. Gustave WEIS prenant sa retraite au début 1997, succédé à son poste par le Lt.-Aumônier Nicolas WENNER.

«Présence-prévention-répression»

Dans la grande salle du Cercle municipal de LUXEMBOURG, le commandant de corps Fernand DIEDERICH convia à une réception à laquelle on a remarqué le Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ, le Ministre de la Force Publique Alex BODRY, les Députés Anne BRASSEUR, John SCHUMMER et René KLEIN, le Maréchal de la Cour Henri AHLBORN, Mgr. l'Archevêque hon. Jean HENGEN, le Lt.-Colonel René ALZIN, Commandement de l'Armée, le Lt.-Colonel Jean-Léon CLEMENT représentant la Direction du Corps de Police; des représentants du Pouvoir judiciaire, le Commissaire divisionnaire Lt.-Colonel Romain NETTGEN, Directeur de la Police judiciaire et son adjoint, le Commissaire prin-

cipal Capitaine Roland GENSON, les Officiers, Sous-Officiers et gendarmes du Coprs, les Officiers des Unités de Gendarmerie allemande, française et belge que le Colonel F. DIEDERICH salua en particulier dans son allocution, le Lt.-Colonel d'EUROPOL Georges RAUCHS, de nombreux Directeurs et Chefs d'administration étatiques ou communaux.

Ci-après nous reproduisons l'allocution du Colonel Fernand DIEDERICH, Commandant, qui insista sur les devoirs multiples et souvent difficiles des membres du corps, avant de faire une analyse de ce que fut 1995 au niveau de ce corps de la Force publique.

«Monsieur le Président de la Chambre des Députés,
Monsieur le Ministre de la Force Publique,
Monsieur le Maréchal de la Cour,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Monseigneur l'Archevêque honoraire,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Messieurs les Procureurs d'État,
Messieurs les Magistrats,
Mesdames et Messieurs les représentants des Ministères, des Administrations, des Villes et Communales,
Monsieur le Commandant de l'Armée,
Monsieur le Directeur de la Police
Madame et Messieurs les Officiers et Sous-Officiers,
Chers invités,

L'ensemble du personnel de la Gendarmerie est fier et honoré de pouvoir fêter une nouvelle fois la Saint Michel en votre présence.

Nous ressentons votre présence comme un témoignage de considération et de soutien moral et je vous en remercie vivement.

Je remercie le Ministre de la Force Publique Alex BODRY d'avoir bien voulu nous honorer de sa présence.

Je souhaite une chaleureuse bienvenue à nos hôtes allemands, belges et français, qui nous font le plaisir d'assister à ce jour de fête depuis tant d'années déjà.

Je salue particulièrement

le Général GUILLAUME, Commandant de la Région de Gendarmerie Nord-Est et de la Circonscription de Gendarmerie de Metz,

le Colonel HUGUENET, Chef d'État-Major du Commandement de Légion de Gendarmerie départementale de Lorraine,

et le Commissaire principal HREHOWSKI, de la CILEC (= Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins),

le Colonel VERHEYEN, du Groupe territorial de Gendarmerie de la Province de Luxembourg-Arlon,

le Colonel GALLAIS, Attaché de Défense auprès de l'Ambassade de France, ainsi que Madame Sandra FOWLER, représentant le FBI auprès de l'Ambassade des États-Unis à BRUXELLES.

Ein spezieller Gruß geht ebenfalls an die Kollegen der deutschen Polizei aus Rheinland-Pfalz und aus dem Saarland. Ich möchte mich besonders bedanken für die außergewöhnlich gute tägliche Zusammenarbeit bei Herrn Polizeipräsident Jürgen POLKA, und bei Herrn Kriminaldirektor Wolfgang DAHMEN der Bezirksregierung TRIER, sowie Herrn Polizeidirektor ENGELBERT, Leiter der Polizeidirektion West (Saarlouis).

Mesdames, Messieurs,

«La Gendarmerie, c'est une organisation à part. C'est la manière la plus efficace de maintenir la tranquillité d'un pays, c'est une surveillance moitié civile, moitié militaire, répandue sur toute la surface, qui donne les rapports les plus précis.» Ainsi NAPOLÉON BONAPARTE précisait-il la nature et la finalité de cette force instituée dans la tourmente révolutionnaire.

Tout au long de son histoire, la Gendarmerie s'est efforcée de préserver sa spécificité, qui apparaît tout d'abord dans la diversité des missions exercées tant dans le domaine de la défense du territoire que dans celui du maintien de l'ordre public. Une approche socio-politique récente effectuée en France qualifie la Gendarmerie comme une «organisation sociale éditée, hiérarchisée et ordonnée selon un système de valeurs particulier.»

La présence de la Gendarmerie dans la vie quotidienne de la population et les différentes représentations du gendarme donnent tout d'abord l'illusion d'une connaissance parfaite de l'institution.

Mais, malgré les efforts d'ouverture déployés les dernières années, la Gendarmerie est encore méconnue. Son caractère mili-



Le dépôt de fleurs au Monument de la Force Publique

taire et la nature de ses missions font que la Gendarmerie reste partiellement astreinte aux règles du secret et au devoir de réserve.

Étant chargée d'assurer la préservation de l'ordre social par l'usage de la contrainte, la Gendarmerie suscite invariablement controverses et débats idéologiques qui soulignent combien l'ordre inquiète, dérange et en même temps fascine.

La peur du gendarme comporte un volet manifestement sécurisant :

Car il s'agit de maintenir un climat de sécurité chez les citoyens respectueux des lois et un climat d'insécurité chez les délinquants, marginaux et autres chauffards.

Le gendarme est alors la sentinelle de la paix sociale, à l'image du guet de jadis, veillant au repos des honnêtes gens. Dans le temps, cette réponse apportée au besoin de sécurité accentue de façon latente le sentiment d'insécurité qui réside dans l'assimilation de la présence des forces de l'ordre à l'existence d'une menace d'agression justifiant les craintes et les angoisses ainsi que les mesures de protection privées et publiques.

Il est aujourd'hui acquis que l'insécurité procède davantage d'un sentiment obsessionnel, d'un imaginaire insaisissable généré par les représentations individuelles et collectives des phénomènes de déviance, que d'une donnée objective construite à partir d'un examen rationnel de la situation effective de la délinquance. Dans cette perspective, le gendarme apparaît comme le symbole d'une force mécanique, le policier armé et casqué ne parvenant pas à dissimuler derrière son allure martiale une forme de désarroi et d'impuissance. Cette ambivalence des réactions suscitées par la dimension ostentatoire de l'action policière conduit alors à souligner les limites du discours politique sécuritaire, selon lequel la réponse à l'insécurité suppose nécessairement un renforcement de la présence dissuasive des forces de Gendarmerie et de Police.

Nos deux Ministres successifs de la Force Publique ont réussi à persuader notre monde politique de choisir une voie nouvelle pour améliorer l'efficacité des forces de l'ordre et partant, répondre à la recherche frénétique de la sécurité de notre population. Comme le disait déjà il y a quelques années Monsieur Pierre JOXE, en sa qualité de Ministre de la Défense «face à cette demande constante, profonde, qui renvoie à nos peurs collectives, les pouvoirs publics doivent organiser en conséquence l'offre de sécurité en rapprochant l'activité des services qui y concourent».

Notre Gouvernement a décidé de faire un pas supplémentaire: du simple rapprochement nous nous trouvons à la veille d'une réorganisation structurelle des



De nombreux invités d'honneur...



... écoutent attentivement les discours.

forces de l'ordre et d'une mise en place d'un nouveau système de police unique.

En révisant notre mode de recrutement, en exigeant des études préalables supplémentaires, en modifiant notre formation initiale, en diminuant le travail administratif et en réduisant certains échelons de commandement, nous tenterons d'augmenter notre présence sur le terrain par un travail de proximité permanent exécuté par du personnel spécialisé et expérimenté.

Notre réponse à la délinquance consistera à créer des centres d'interventions judicieusement répartis à travers tout le pays pour être en mesure de répondre rapidement et efficacement à tout appel de secours.

La prévention de la criminalité et la collaboration avec les autorités civiles et les élus locaux seront améliorées par la mise en place d'une cellule de concertation permanente dans chaque région.

La répression sera augmentée par une décentralisation des enquêteurs judiciaires pour leur permettre le démarrage des enquêtes à chaud.

L'exploitation centrale des renseignements judiciaires sera améliorée grâce à une équipe d'analystes et grâce à l'informatisation de nos fichiers dont l'étude fonctionnelle avance à grands pas, à condition que les moyens budgétaires continuent à suivre.

La collaboration internationale sera augmentée par la création d'une cellule spécialisée qui assurera notamment une présence plus active de nos services dans les diverses enceintes communautaires EUROPOL, SCHENGEN, JAI et qui centralisera les renseignements pour combattre le crime organisé, le terrorisme, les trafics de toute nature et notamment la traite des personnes.

Au cours de l'année écoulée le Corps de la Gendarmerie, qui compte actuellement un effectif de 15 officiers, de 594 sous-officiers et gendarmes et de 47 fonctionnaires, artisans et employé civils, peut se prévaloir des activités suivantes au service de la Nation.

- a) au bénéfice des autorités judiciaires: 17.496 procès-verbaux, 35.341 rapports, 56.450.000 de francs perçus sous forme d'AT, 880 arrestations et 4.815 heures de service auprès des tribunaux par huissiers ou témoignages, 15.020 heures de service transport de détenus;
- b) au bénéfice des autres Administrations: 13.988 enquêtes et rapports et comme 2.200 rapports statistiques;
- c) au niveau national 43.779 messages, plus 1.192 messages à la presse, ont été diffusés; sur le plan international 3.365 rapports, dont Interpol 2.433, Schengen 784 et JAI 148.
- d) La Gendarmerie a presté plus de 72.771 heures de service à l'occasion de missions extraordinaires lors de visites d'État et de réunions officielles, services de protection et de surveillance ou services d'ordre;
- e) La Gendarmerie a participé à 35 groupes de travail au niveau national et à 40 groupes de travail dans le cadre des réunions d'INTERPOL, d'EUROPOL, de SCHENGEN et de l'UNION EUROPÉENNE.

Je tiens à témoigner ma satisfaction aux officiers, sous-officiers et gendarmes qui ont su se mobiliser non seulement pour faire face à notre mission quotidienne, mais également pour assumer avec compétence notre Présidence de SCHENGEN.

Je tiens également à remercier le Colonel REITER et l'ensemble du personnel policier pour l'excellente coopération.

Face à la demande constante de sécurité, Gendarmerie et Police sont obligées de se remettre constamment en cause pour répondre aux attentes de nos concitoyens.

L'année passée, la criminalité a enfin diminué de 2,23% et elle a accusé un volume de 28.380 crimes et délits importants ce qui représente, malgré tout, la perpétration de 3 à 4 crimes et délits graves par heure sur notre territoire.

Le sentiment d'insécurité ressenti par de nombreux concitoyens résulte surtout de la montée constante de la petite et moyenne délinquance représentée par les vols qui constituent encore plus de 55% du volume de notre criminalité.

Le nombre des affaires de stupéfiants reste préoccupant – il y a 764 affaires et 20 morts- même si ces chiffres ne constituent que 2,7% de la criminalité totale enregistrée. Il faut en effet garder à l'esprit que la grande majorité de notre délinquance

contre les biens et les personnes est l'oeuvre de drogués.

Les accidents de la circulation constituent un autre fléau de notre société. Même si les chiffres sont en légère baisse par rapport aux années précédentes, les 68 morts et les 439 blessés graves sont un lourd tribut à payer.

Le recrutement et la formation de notre personnel restent une des principales préoccupations et nous gardons grand espoir quant à une rapide amélioration du niveau du recrutement à la suite des réformes envisagées.

Je tiens à remercier tous les représentants des Ministères, des Administrations, des Villes et Communes pour le soutien efficace que la Gendarmerie a trouvé auprès d'eux au cours de l'année.

La fête de notre patron est pour nous l'occasion de nous souvenir, chaque année, des gendarmes qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission, et de rendre publiquement hommage à ceux qui ont encouru des blessures graves dans l'exercice de leur fonction. Nous profitons de cet instant pour leur exprimer notre sympathie et pour leur souhaiter beaucoup de courage. Nous avons également eu aujourd'hui une pensée émue pour tous les amis et collègues, officiers et sous-officiers, qui nous ont quitté cette année.

Je remercie également les volontaires qui représentent notre Corps à MOSTAR en Yougoslavie pour leur courage et leur abnégation.

Un merci spécial aux représentants de l'Association Professionnelle des Officiers et du Syndicat Professionnel des Gendarmes pour leur précieuse collaboration.

Enfin je tiens à remercier le personnel civil et militaire du Commandement et des Services Techniques de la Gendarmerie qui par leur dévouement contribuent au bon déroulement de la présente fête.

Je vous remercie pour votre attention et je cède la parole à notre Ministre de la Force Publique, après quoi je vous inviterai à lever votre verre et de boire avec moi à la prospérité de notre Grand-Duc Jean et de notre Famille Grand-Ducale. Merci.»

Il appartient au Ministre de la Force Publique Alex BODRY d'exprimer les chaleureux compliments et remerciements du Gouvernement au Corps de la Gendarmerie grand-ducale qui, bien que continuellement sollicité et dans les approches les plus diverses, s'acquitterait admirablement de leur dû professionnel, d'où impérieux besoin de les remercier en cette occasion de fête.

Insistant sur les faits criminels particulièrement odieux qui se sont produits en Belgique en matière pédophilie, le

Ministre souligna l'impérieuse nécessité d'une coopération internationale, continue et efficace.

Nous reproduisons ci-dessous le discours ministériel:

«Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Ministre de la Force Publique j'éprouve un grand honneur de pouvoir me joindre à la fête de la Saint MICHEL, fête patronale de la Gendarmerie.

La tradition veut qu'en cette circonstance, le membre du Gouvernement en charge de la Force Publique remercie au nom de la population les officiers, sous-officiers, gendarmes et membres civils de la Gendarmerie de leur engagement pour la sécurité de nous tous et le travail quotidien accompli au niveau national et international.

Cette cérémonie, je ne la conçois point comme une formalité banale, mon discours, une simple formule de style. Après deux années de «service» à la tête du Département de la Force Publique, j'ai pu me rendre compte de la complexité du travail policier et du sens de dévouement de la grande majorité des membres des Forces de l'Ordre.

Dans la mesure où vous cherchez à rendre votre travail plus efficace et adapté aux besoins du temps, vous trouverez en moi un allié fidèle et un défenseur acharné de votre cause, qui est en fait celle de la sécurité de ce pays et de ses citoyens.

Les événements dramatiques que viennent de vivre des parents et toute la population de notre voisin, la Belgique, m'amène à partager avec vous quelques réflexions sur les actes criminels odieux envers les enfants et l'indispensable protection dont doivent bénéficier les plus jeunes parmi nous.

Est-ce que des problèmes semblables pourraient se poser chez nous? Comment faut-il réagir face à une telle menace? Ces questions viennent tout de suite dans nos esprits.

Les données statistiques dont nous disposons actuellement font ressortir qu'en 1995, 121 mineurs ont été victimes de viols, 70 de ces crimes sont qualifiés d'inceste. Le nombre réel risque d'être beaucoup plus important encore.

Autre chiffre remarquable, mais – oh combien – inquiétant. Une plainte a été déposée seulement dans 57 cas. Oui, nous devons en conclure que l'abus sexuel des enfants existe également chez nous. Oui, il est souvent, sinon dans la majorité des cas, commis dans le cadre familial. Loin d'être confinés à des milieux sociaux plutôt marginaux, les experts admettent aujourd'hui que les abus sexuels sont commis dans toutes les couches de notre société.

La violence physique et psychique dirigée contre les enfants correspond à une réalité sociale. Il faut bien l'admettre non pas pour l'accepter, mais pour mieux la combattre.

Le nombre réduit des dénonciations pour abus sexuels reflète les difficultés que les victimes éprouvent à dénoncer le crime dont elles sont victimes. Le milieu familial constitue un frein à la dénonciation.

L'accueil réservé aux victimes par les forces de l'ordre est également cité comme cause pour le défaut d'engagement de poursuite dans un rapport national récent sur les droits de l'enfant au Grand-Duché de LUXEMBOURG.

N'oublions néanmoins pas que l'omission de la dénonciation peut souvent résulter également des menaces de chantage de l'auteur et du sentiment de culpabilité de la victime. Quoi qu'il en soit, il est de notre responsabilité de créer un environnement qui motive les victimes à s'adresser à un personnel compétent et sensibilisé pour le problème. En cette matière, j'ai envisagé dès la fin de 1995 la création d'une section spécialisée du service de la Police Judiciaire ayant mission de traiter les actes délictueux et criminels par et envers des mineurs. Cette section spécialisée composée actuellement de 3 fonctionnaires a été effectivement créée au début de l'année. Il reviendra en priorité à ces agents qualifiés de traiter désormais les affaires d'abus sexuels sur enfants. Par ailleurs j'inviterai les responsables à prévoir des locaux appropriés pour accueillir dans un environnement adapté les victimes de la maltraitance. Renouant avec une expérience positive de début d'année, la formation des enquêteurs inclura des modules destinés à les familiariser avec les particularités des techniques d'interrogation auprès des enfants, victimes d'agressions sexuelles.

Dans ce contexte, il me tient à cœur qu'en général une attention plus grande soit réservée aux victimes de tout acte délictueux. L'État ne peut se décharger de cette mission sur des organismes privés. Ainsi, je viens de demander aux responsables des forces de l'ordre de me soumettre des propositions spécifiques qui seront intégrées dans les activités du bureau spécial de prévention des forces de l'ordre. À noter également que le service psychologique qui est en train de se mettre en place est appelé à contribuer à cet important aspect du travail policier.

Le code pénal nous permet de poursuivre et de sanctionner la violence exercée contre les enfants. Nous avons confiance dans la sagesse de notre Justice pour fixer les peines appropriées et à veiller – dans le cadre de leur exécution – à ce qu'aucune libération avant terme ne puisse comporter un risque sérieux de récidive.

Tant mieux si les initiatives nationales prises dans ce domaine sont relayées par une mobilisation au niveau européen. Les

projets visant à renforcer la coopération internationale entre polices, avec l'idée d'étendre le mandat de l'Unité drogue d'Europol aux trafics humains ne peuvent qu'être salués.

Mais c'est essentiellement au niveau de la prévention que nous devons concentrer nos efforts. En améliorant l'éducation sexuelle et l'information des jeunes, en ciblant la formation des enseignants, des éducateurs, animateurs, moniteurs, c.à.d. tous ceux qui sont en contact régulier avec les enfants sur la détection précoce d'anomalies liées à des phénomènes de violence nous réussirons peut-être à faire reculer ce phénomène abominable.

Seule une vigilance accrue de toute la société peut conduire à une meilleure protection des filles et des garçons contre toute forme d'agression.

D'une façon générale, le droit fondamental de tout citoyen à la sécurité de sa personne et de ses biens ne peut être garanti qu'à travers un travail policier de qualité.

La qualité du service est également fonction des structures des forces de police, leur motivation et la performance de leur équipement. L'année passée, à ce même endroit, j'ai clairement pris position en faveur d'une réorganisation de la Gendarmerie et de la Police. Depuis cette date, et grâce à un dialogue poussée tant avec la hiérarchie des deux corps qu'avec les associations professionnelles, il a été possible d'obtenir une percée dans ce dossier.

Désormais le principe de la création d'un service de police unique au niveau national est accepté. Les conditions préalables à l'accord ont pu être levées. Lors d'un débat d'actualité à la Chambre des Députés, j'aurai prochainement l'occasion de présenter les grandes lignes de la réorganisation projetée.

Je vois dans ce grand projet la traduction concrète de la volonté politique du Gouvernement de moderniser et de réformer en profondeur les structures et le fonctionnement de l'Administration de l'État dans le seul souci de répondre au mieux aux besoins des citoyens. Le travail qui nous attend est fastidieux. Le travail d'explication et de conviction a porté ses fruits. Maintenant il s'agit de persévérer, de faire preuve d'imagination et d'audace, de sens pragmatique, aussi, pour tracer les contours et pour définir le contenu du nouveau Corps.

Monsieur le Commandant en a donné un premier aperçu.

Les groupes de travail chargés d'élaborer les propositions sont en place. Ils disposent des directives politiques nécessaires pour entamer leurs travaux de finissage. Le projet sera le résultat d'un effort collectif, d'une collaboration que je veux exemplaire entre la Gendarmerie et la



Le Colonel Fernand DIEDERICH, Commandant



Le Ministre de la Force Publique Alex BODRY

Police et le Ministère de la Force Publique, en y associant de près les associations représentatives du personnel, les autorités communales et les autres départements ministériels concernés.

Le concours de toutes les bonnes volontés est indispensable pour faire avancer cette réforme, que je n'hésite pas à qualifier d'historique. De la détermination des nouvelles structures d'organisation à la définition légale des missions de la Police en passant par les questions de statut du personnel ou de répartition des compétences publiques, les casse-tête ne manquent pas et constituent autant d'obstacles à un déroulement rapide du processus d'élaboration.

En tenant compte des aléas de procédure, il me paraît dès lors réaliste d'envisager une entrée en application du nouveau régime dès le 1^{er} janvier 1999.

Tel est du moins l'objectif que je me suis moi-même fixé.

Mesdames, Messieurs,

En ce jour de fête, il me paraît approprié de réitérer la confiance que le Ministre de la Force Publique et le Gouvernement, apportent au Corps de la Gendarmerie Grand-Ducale.

Sur le plan national et international, notamment à MOSTAR dans le cadre de

l'unité de police UEO, et lors de la présidence «SCHENGEN», vous avez fait preuve et vous faites preuve d'un professionnalisme remarquable. L'évolution régressive des dernières statistiques sur la délinquance doit constituer pour vous un encouragement dans l'accomplissement de vos missions. Le fait que le Gouvernement va continuer de renforcer vos effectifs et à vous accorder en 1997 des moyens budgétaires accrus, en progression sensible par rapport à l'année en

cours devrait constituer un autre motif de satisfaction pour les membres de la Gendarmerie.

Un encouragement supplémentaire, donc, à la veille d'une année 1997, marquée par la présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, avec de nouveaux défis pour le maintien de l'ordre et la sécurité intérieure, des défis que vous saurez, j'en suis convaincu, maîtriser avec bravoure.»

Grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Fall von Waldbränden

Großangelegte Feuerwehrrübung an der deutsch-luxemburgischen Grenze



Die Feuerwehrrübung fand in Anwesenheit von Innenminister Michel WOLTER statt.

In Anwesenheit von Innenminister Michel WOLTER und seinem rheinland-pfälzischen Kollengen Walter ZUBER fand am 28. September in BIESDORF (gegenüber von BOLLENDORF-BRÜCKE) eine große grenzüberschreitende Feuerwehrrübung statt, an der sich neben etwa 350 freiwilligen Feuerwehrleuten aus den Landkreisen BITBURG-PRÜM und TRIER-SAARBURG auch sieben Luxemburger Einheiten mit insgesamt 62 Mann und mehreren Lösch- und Schlauchfahrzeugen beteiligten.

Simuliert wurde ein Waldbrand im zum Naturpark Südeifel gehörenden Bereich WALLENDORF-BIESDORF-BOLLENDORF. Aufgrund des hohen Fremdenverkehrsaufkommens im Naturpark werden auch die Waldgebiete sehr stark durch Erholungssuchende frequentiert und somit ist in trockenen Jahreszeiten eine erhöhte Waldbrandgefahr gegeben. Erfahrungen von größeren Waldbränden der vergangenen Jahre zeigen, daß eine wirksame Brandbekämpfung nur dann möglich ist, wenn rechtzeitig ausreichendes Personal und Material zur Verfügung

stehen und klare Führungsstrukturen gewährleistet sind.

Daher werden seit einigen Jahren Alarm- und Einsatzpläne aufgestellt, die nun mit dieser Übung in die Praxis umgesetzt und erprobt wurden. Besonders sollten aber durch den länderübergreifenden Einsatz von luxemburgischen Einheiten und durch die Zusammenarbeit mit amerikanischen, auf dem Flugplatz SPANGDAHLEM stationierten Feuerwehreinheiten, Melde- und Alarmierungswege überprüft und die gute und vertrauensvolle Zusammenarbeit der Feuerwehren dokumentiert werden.

Die großangelegte Ernstfall-Übung stand unter Leitung von Alwin MEES von der Bezirksfeuerwehr TRIER. Neben der eigentlichen Brandbekämpfung wurde vor allem die Wasserentnahme aus diversen Weihern sowie aus der Sauer, und die damit verbundene Verlegung von mehreren Kilometern Leitung in zum Teil unwegsamen Waldgebieten geübt. Der Einsatz der luxemburgischen Einheiten aus REISDORF, BEFORT, ROSPORT, ECHTERNACH, LINTGEN, ESCH/ALZETTE und ETTTELBRÜCK, der über die Zentrale der «Protection Civile» angefordert wurde, stand unter Leitung von Michel KRIEPS, Ausbildungs-Leiter der freiwilligen Feuerwehr im Innenministerium, und Julien BETTENDORF, Vorsitzender der technischen Kommission der freiwilligen Feuerwehr.

Nach etwa vier Stunden konnte die Übung, bei der auch Hubschrauber mit Außenlastbehältern der Bundeswehr, die aus dem Oberbecken des Pumpwerks in VIANDEN aufgefüllt wurden, zum Einsatz kamen, und die durch einen simulierten Verkehrsunfall eines mit Öl beladenen Tankfahrzeuges erschwert wurde, erfolgreich abgeschlossen werden.

«LUXEMBURGER WORT» (W.S.)

Assermentation de nouveaux brigadiers de POLICE...

Le 30 septembre, le Directeur de la Police, le Colonel Marcel REITER, a procédé à l'assermentation de cinq brigadiers de police ayant terminé avec succès leur cycle de

formation à l'École de Gendarmerie et de Police. Les nouveaux fonctionnaires de police ont été affectés aux commissariats comme suit: Joël BARONE (DIFFERDANGE)

Luc KREMER (MONDERCANGE), Mike SIEBENALER (PÉTANGE), Serge STELAND (Bettembourg) et Ray TRAUSCH (LUXEMBOURG).



... et de GENDARMERIE

C'est le Colonel Fernand DIEDERICH, Commandant de la Gendarmerie grand-ducale, qui a procédé également le 30 septembre à l'assermentation de neuf brigadiers de gendarmerie de la 43^e promotion de l'Éco-

le de Gendarmerie et de Police qui sont affectés aux brigades suivantes: Paul BISENIUS (BASCHARAGE), Serge BACKES (LUXEMBOURG), Luc SCHOLTES (COLMAR-BERG), David CHENET

(LUXEMBOURG), Alfred VAN DYCK (JUNGLINSTER), Romain GAASCH (RUMELANGE), Jean ANTUNES (LUXEMBOURG), Mike SZÖLLÖSY (FISCHBACH) et Luc DE WAHA (RODANGE).



Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale

Jean-Claude JUNCKER et Marc FISCHBACH à WASHINGTON

Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER, Ministre des Finances, et Marc FISCHBACH, Ministre du Budget ont participé du 1 au 3 octobre aux Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale qui se sont tenues cette année à WASHINGTON. Elles furent précédées les 29 et 30 septembre par les réunions du Comité Intérimaire et du Comité de Développement. Les Ministres furent ac-

compagnés entre autres par le Directeur Général de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, Pierre JAANS et le Directeur du Trésor Yves MERSCH.

Du côté du Fonds, à part l'évaluation générale des perspectives économiques dans le monde, les discussions ont porté plus spécialement sur les moyens de financement futur de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (ESAF), l'état des négociations autour de la II^e revue des

quotas, ainsi que le lancement des Nouveaux arrangements d'emprunt (NAP) destinés à donner au Fonds plus de moyens face à des crises dans le système monétaire international.

Du côté de la Banque Mondiale, le débat s'est orienté autour de l'état d'avancement de l'initiative pour alléger la dette des pays les plus pauvres, ainsi que des changements institutionnels mis en chantier depuis l'année passée par son nouveau président, Monsieur James WOLFENSOHN.

En marge de ces réunions, les Ministres ont eu des contacts avec les milieux financiers intéressés à la place de LUXEMBOURG.

Dimanche, le Premier Ministre a eu une entrevue avec le Ministre américain des Finances.

Coopération judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique

Les Ministres de la Justice luxembourgeois et américain, Monsieur M. FISCHBACH et Madame J. RENO, ont signé le 30 sep-

tembre 1996 à WASHINGTON un nouveau traité bilatéral d'extradition entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-

Unis d'Amérique. Ce traité est destiné à remplacer l'ancien traité datant de 1883. Il constitue un pas supplémentaire important pour renforcer encore la coopération judiciaire entre les deux pays. Il sera suivi bientôt d'un traité d'entraide judiciaire en matière pénale, réglementation dont le texte est en train d'être finalisé.

Avant le sommet de WASHINGTON:

Le Président ARAFAT à LUXEMBOURG,

le 30 septembre 1996

Accueilli par Jacques F. POOS,

le Chef de l'Autonomie palestinienne a rencontré la troïka européenne

Après Anouar el-SADATE, venu jadis à LUXEMBOURG pour s'adresser aux parlementaires européens, ce fut le tour hier soir le 30 septembre, du Président de l'autonomie palestinienne.

M. Yasser ARAFAT avait tenu à se rendre dans la capitale luxembourgeoise où il fut reçu à l'aéroport par le Chef de la diplomatie Jacques F. POOS, avant de s'entretenir avec les membres de l'actuelle troïka.

Le signal fut important, le plus haut responsable palestinien ayant tenu à voir les Européens avant de s'envoler, toujours hier soir, pour WASHINGTON à l'invitation du Président Bill CLINTON.

Aujourd'hui le 1^{er} octobre, heure locale, à l'invitation du Président CLINTON, MM. ARAFAT et NETANYAHOU, ainsi que

le Roi HUSSEIN de JORDANIE tenteront de débloquer à Washington la crise très grave apparue au terme de cents jours de maladroites et de provocations du nouveau Gouvernement israélien.

Le Président égyptien ne se rendra pas dans la capitale américaine, mais a insisté auprès de Yasser ARAFAT pour qu'il s'y rende, comme il nous l'a confirmé hier soir.

Geste hautement symbolique, le Président palestinien, à la tête d'une importante délégation, avait tenu à rencontrer les représentants européens avant même de partir pour les États-Unis. Preuve que l'Union européenne, aux yeux des Palestiniens, a un rôle à jouer dans le processus de paix.

«L'Europe a une mission politique et morale» disait encore M. ARAFAT.

ARAFAT:

«Je ne demande pas la lune»

À l'aéroport, le président de l'Autonomie palestinienne, vêtu d'une veste kaki, pantalon beige et traditionnel fekkieh, sorti d'un Gulfstream saoudien, s'est entretenu pendant une vingtaine de minutes avec le Vice-Président du Gouvernement et Ministre luxembourgeois des Affaires Étrangères Jacques F. POOS. M. ARAFAT était assisté du Président du Conseil législatif palestinien (le parlement de l'Autonomie), M. Ahmand WURIE.

Au terme de cet échange de vues, au cours duquel M. ARAFAT a estimé que l'Europe pouvait contribuer à la relance du processus de paix par plusieurs biais, il nous a précisé qu'il «ne demandait pas la lune». «J'ai signé des accords officiels

avec le Gouvernement israélien et non point avec le parti travailliste. Ces accords lient la partie israélienne comme ils lient la partie palestinienne. Je demande simplement que tous les engagements pris soient respectés à la lettre.»

Une quarantaine d'agents de sécurité étaient postés à l'aéroport pour assurer la sécurité d'un des hommes les plus menacés au monde, une vingtaine surveillaient son transfert en voiture à l'Hôtel Intercontinental, où quelque quarante hommes supplémentaires étaient stationnés.

Là-bas l'attendaient les Ministres des Affaires étrangères qui composent ces temps-ci la troïka, à savoir l'Irlandais Dick SPRING, l'Italien Lamberto DINI et le Néerlandais Hans van MIERLO.

Après une concertation, le Président et la délégation palestinienne se sont envolés pour les États-Unis, tandis que les «Quinze», réunis en conseil des Ministres au Centre européen, pourront s'exprimer une nouvelle fois sur le plus récent conflit moyen-oriental, après leur déclaration commune de la semaine dernière à NEW YORK.

Jacques POOS: «Un succès pour l'Union européenne»

Avant même d'accueillir le président de l'Autonomie palestinienne en sa qualité de représentant du pays hôte, le ministre des Affaires étrangères s'est réjoui du passage de M. Yasser ARAFAT à LUXEMBOURG avant son départ pour WASHINGTON.

«Le fait que le président palestinien ait cru nécessaire de s'entretenir avec la troïka, est un succès pour l'Union européenne», affirmait Jacques POOS.

«M. ARAFAT doit savoir que l'Europe est aux côtés de tous ceux qui veulent la poursuite du processus de paix. Pendant les cent premiers jours au pouvoir, M. NETANYAHOU a commis beaucoup d'erreurs et de maladresses. Cela suffit. Nous privilégions le partenariat sachant parfaitement que sans dialogue, il n'y aura ni sécurité ni paix.»



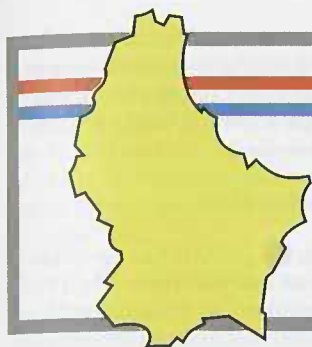
M. Yasser ARAFAT



Le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS a accueilli M. ARAFAT à l'aéroport

«Chacun connaît la position européenne, a poursuivi M. POOS. Y compris à JÉRUSALEM. La déclaration des Quinze en marge de l'assemblée générale des Nations Unies, à NEW YORK était suf-

fisamment claire. Nous avons demandé le retour des deux parties, Israéliens et Palestiniens, à la table des négociations et nous voulons le respect des accords d'OSLO.»



Le LUXEMBOURG, aux quatre coins...

Mémoire historique et nostalgie: le Musée «Jangeli», – voie vicinale étroite – inauguré à NIEDERPALLEN

Bref historique des chemins de fer vicinaux et cantonaux

NOERDANGE, gare sise à 271 m d'altitude, – NIEDERPALLEN REDANGE/Attert-NAGEM-HOSTERT-ROODT/Halte-RAMBROUCH KOETSCHETTE- (à 503 m d'altitude) – un point culminant à 510 m (max./ligne) avant BONDORF/HOLTZ-WOLWELANGE-PERLÉ MARTELANGE/Haut-les ardoisières et MARTELANGE-ROMBACH/Gare furent les stations/gares ou haltes de l'ancienne ligne de chemin de fer vicinal, à voie étroite, train aimablement appelé «de JANGELI», créée par loi des dernières années '80 du siècle passé.

La ligne de NOERDANGE à MARTELANGE était installée dans une région habitée par une «clientèle potentielle» de 11.692 vers 1890, époque de la création du chemin de fer vicinal.

De longues discussions et des échanges controversés à la Chambre des Députés avaient eu lieu dès 1875, les tarifs ferroviaires fixés par «cahier des charges» en août 1880 fixant un prix maximal de 6 centimes par personne par km de trajet en 3^e classe, 10 cts. en «seconde», alors que 100 kg de charge/marchandises en nature ou en bagages étaient redevables d'un paiement de 6 cts. par km, 12 cts. ayant été mis en compte pour le transport «vaches, boeufs, taureaux, chevaux, mulets ou autre bétail d'élevage» par km de trajet toujours.

L'année 1880

La première ligne vicinale du LUXEMBOURG, celle de la capitale à REMICH, fut créée suivant accord intervenu, le 1^{er} octobre 1880, entre le Gouvernement luxembourgeois et la «Fabrique de locomotives et de machines de WINTERTHUR», contrat qui impliquait également la ligne vicinale de CRUCHTEN à LAROCLETTE, à réaliser.

La construction de la ligne LUXEMBOURG par HESPERANGE-ALZINGEN WEILER-ASPELT, ALTWIES-MONDORF-les-BAINS et ELLANGE, puis SCHEUERBERG à REMICH fut initiée en juin 1881, des contrôles techniques, quant au souassement des voies et de celles-ci mêmes étant opérés fin 1881. L'autorisation ministérielle datait du 5 février 1882, l'inauguration du 16 février de l'année.

Le capital financier de la ligne C.V.E. LUXEMBOURG à REMICH, – encore un «JANGELI» –, fut de 2 millions de francs-or, 4.000 «papiers» à 500F se trouvant dans les trésors de la «Société des Chemins de Fer secondaires Luxembourgeois».

Ladite ligne, longue de 27,2 km, demandait 1h37min à 1h50min de route suivant le nombre des arrêts prolongés pour chargement; le train vers REMICH circula jusqu'en 1955, un tronçon secondaire ayant été créé entre ASPELT et BETTEMBOURG à partir du 1^{er} septembre 1899, ligne supprimée le 19 avril 1934.



La vieille locomotive Type LA MEUSE de l'ancestral «JANGELI» en gare de NIEDERPALLEN, station à voie ferroviaire unique

De «BENNI»

La ligne cantonale à voie étroite, de «BENNI», reliant DIEKIRCH à VIANDEN, – tronçon long de 14,186 km –, fut créée en 1886-88, inaugurée le 9 avril 1889, passant par GILSDORF-BLEESBRUCK-BASTENDORF-TANDEL – un tunnel de 160m de long vers WALSDORF/Halte-FOUHREN-BETTEL et VIANDEN; cette ligne, qui fut économiquement la plus prolifique, était supprimée et «fermée» le 2 mai 1948.

Relevons encore deux autres lignes mineures vicinales:

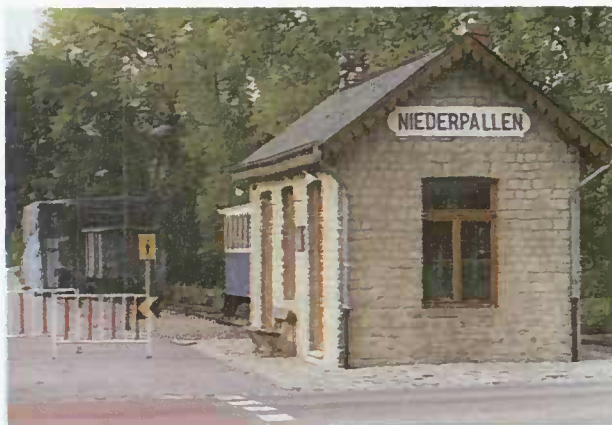
- celle qui de 1892 menait de CRUCHTEN/Gare par SCHRONDWEILER-NOMMERN et MEDERNACH à LAROCLETTE/Gare, sur une distance de 12,1 km. La ligne fut prolongée dans les années '20 aux carrières d'ERNZEN, fermée suite à un manque de rentabilité en 1948;

- celle encore promue par la «Société des Lignes cantonales», plus tard par la «PRINCE HENRI S.A.» et menant de WAS-SERBILLIG à GREVENMACHER, mise en service le 25 novembre 1891, reprise par l'État le 1^{er} janvier 1924.

De «CHARLY»

La dernière ligne vicinale à voie étroite tronçon de réelle importance économique, fut celle du «CHARLY», ouverte le 12 avril 1904, peu de temps après l'inauguration du PONT ADOLPHE en ville, en 1903.

Les stations ou haltes du «CHARLY» furent: LUXEMBOURG/Gare par PONT ADOLPHE à la Place de l'Étoile/ROLLINGERGRUND-EICH-DOMMELDANGE SENNINGERBERG (tronçon privé, en 1905, vers les carrières de pavés SCHAMBOURG)-HOSTERT-ERNSTER-GONDERANGE-JUNGLINSTER BEIDWEILER-RIPPIG-HEMSTAL-ZITTIG-BECH/tunnel-CONSDORF-SCHEIDGEN ECHTERNACH/Ville et Gare, une ligne de 45,849 km de long, dont 6006 m sur chaussées publiques.



La Gare-station de NIEDERPALLEN, admirablement restaurée par les «JANGELIS-FRÈNN», nouveau musée de la Ligne vicinale à voie étroite NOERDANGE-MARTELANGE

La ligne du «CHARLY», fortement concurrencée par les transports en autocars, fut supprimée le 13 juin 1954.

Relevons finalement la ligne à voie étroite (1.000 mm) de GRUNDHOF – par DILLINGEN à BEAUFORT, tronçons créés en 1904, respectivement en 1911, qui cessèrent leur service le 2 mai 1948. La rentabilité de cette ligne, longue de 10 kilomètres seulement, les tronçons purement industriels y compris, desservait principalement les importantes carrières de pierres de DILLINGEN; de ces carrières, des téléfériques spéciaux et des wagonnets se déplaçant par plan incliné, transportaient les pierres vers la vallée, où elles furent reprises par les trains C.V.E. vers GRUNDHOF et ECHTER-NACH.

Où il fut question de rentabilité...

Toutes ces lignes vicinales ou cantonales en gestion privée propre ou plus trad reprises par les Chemins de fer PRINCE HENRI souffrirent, pour certaines, dès le début de leur création, d'une rentabilité un peu juste, voire hautement déficitaire...

Il y eut d'importants travaux d'entretien des voies, gares ou haltes à assurer, de nombreux déraillements ayant causé des dégâts appréciables, menaçants.

Près de 12.000 clients potentiels au canton de REDANGE pour la ligne C.V.E. de l'ATTERT vers MARTELANGE, avec les ardoisières comme premiers clients importants; suite à des démêlés surgissant à propos de prix à payer pour les transports d'ardoises par voie ferrée, les ardoisières firent assurer de plus en plus leurs transports par la route, d'où bilan rapidement négatif pour la petite ligne ferroviaire.

La ligne LUXEMBOURG-REMICH transporta 201.631 voyageurs en 1898, quelque 333.000 en 1911 encore; plus tard, la concurrence par route se fit également sentir.

La ligne C.V.E. cantonale de DIEKIRCH à VIANDEN fut celle qui transporta de loin le plus grand nombre de voyageurs, – de 1910 à 1930 –, bien que les transports «marchandises» fussent beaucoup moins significatifs sur ce tronçon...

Bien que la «REICHSSBAHN» eût restructurée ou redéfinie les lignes et leurs «Zwecksbestimmungen» par des prescriptions strictes autant que nombreuses, ces différentes entreprises ferroviaires à voie étroite devaient toutes appartenir à l'histoire depuis 1948 à 1955: il en resta et il en reste le souvenir et la nostalgie certaine, finalement une mémoire collective à conserver de ce «grand» chapitre de transport essentiellement, sinon exclusivement local.

En son temps, celui-ci avait ému les esprits, suscités de longues controverses et jalousies, 6 ou 7 autres lignes ayant été complètement sollicitées entre 1875 et 1900..., rêves et aspirations d'habitants des régions du pays que le «FEIERWÖN» de 1858-59 n'avait pas... ou alors très mal servies...

Le 17 novembre 1890...

Pendant 63 ans, la voie vicinale du «JANGELI» desservait la grande région du Canton de REDANGE/Attart, du 17 novembre 1890, – jour de l'inauguration – au 15 février 1953, sur une ligne ferroviaire longue de 29,540 km, un va-et-vient journalier de 3 paires de trains, «vivant» au rythme propre de la «puissance» des petites locomotives, qui donnèrent leur possible toujours: pour certains traçons en montée, la «vitesse» du «JANGELI» était telle que de jeunes gens s'amusaient parfois à courir à petits pas à côté du train, pour y reprendre place avant que le train ne reprît sa réelle vitesse de croisière qui fut plus ou moins égale à une bonne trentaine de kilomètres par heure, 40 km en pointe...

Aux époques des hivers très neigeux de 1901 à 1950, plus d'une fois des «commandos de neige» des services voirie, du conducteur comme de son chauffeur-chaudronnier, finalement les Forces armées furent engagés pour libérer des tronçons de voies disparus sous près d'un mètre de neige aux congères!

Pour le seul mois de février 1901 par exemple, le «JANGELI» resta bloqué dans des congères de neige le 2, les 6 et 7 du mois près de HOSTERT, le 5 il y eut un déraillement suite à la neige, le 14 février 1901 encore un autre, causé par le verglas.

Du 17 au 22 février de l'année, le trafic ferroviaire se trouva tout simplement suspendu, suite à des chutes de neige trop abondantes.

Le train assurait des transports de voyageurs et de marchandises, les gares de NOERDANGE et RAMBROUCH ayant eu une fonction essentiellement «agricole» – blé, engrais ou matériaux de construction en tout genre, tout comme la gare de REDANGE/Attart d'ailleurs, centre commercial et administratif –, alors qu'à MARTELANGE, le «JANGELI» desservait essentiellement les ardoisières, qui possédaient des lignes secondaires «privées» vers et sur leurs terrains d'exploitation.

Le 29 août 1953...

De réels calculs et de prudentes estimations faits en 1950-53 firent que la Chambre de Députés, par vote du 15 juillet 1953, décidait la suppression de la ligne «secondaire vicinale» vers MARTELANGE, le dernier train de marchandises devant y circuler le 29 août de l'année.

Tout le parc roulant, les voiries, gares et haltes furent voués au marteau-piqueur ou simplement à la ruine... par les décennies qui passaient!

Restent aujourd'hui comme seuls témoins majeurs de la «grande époque» du «JANGELI» la gare principale de NOERDANGE, – station importante, en son temps, de la «Ligne ATTERT» PÉTANGE-ETTELBRÜCK –, la station ferroviaire restaurée de NIEDERPALLEN, finalement une sorte de ruine de l'ancienne station-gare de MARTELANGE-Haut, sur les domaines des ancestrales ardoisières abandonnées elles aussi depuis les dernières années '60.

Ce fut en 1981 que quelques citoyens de NIEDERPALLEN intéressés par l'histoire nationale et celle du «JANGELI» en particulier décidèrent de restaurer complètement l'ancienne gare-station locale, où un pan de mur s'était déjà affaïssé, restauration qui connut une nouvelle «bouffée de vent» en 1990, au 80^e Anniversaire de la Société Chorale de NIEDERPALLEN, comme du 30^e Jour-anniversaire de la section locale du tennis de table.

Le 17 novembre 1991, jour pour jour un siècle plus une année après la première sortie du «JANGELI», les «JANGELIs-Frënn» furent fondés: avec l'aide de l'Administration communale de REDANGE/Attert, comme du Service des Sites et Monuments nationaux près le Ministère des Affaires culturelles, la Gare de NIEDERPALLEN fut restaurée selon toutes les règles de l'art, un wagon de marchandises année 1890 acquis et mis sur les anciens rails, dès 1992.

Le 26 février 1995, une ancienne locomotive d'ARBED, Type «La Meuse», année de construction 1929, fut achetée, une locomotive très similaire à celles qui desservirent la ligne NOERDANGE-MARTELANGÉ dans le temps...

Depuis octobre 1995 encore, une «voiture», — année de construction 1888 — troisième classe avec 63 places assises put être acquise, voiture qui avait circulé sur la ligne pendant 63 ans, — wagon qui jusque-là avait servi de pigeonier! C'est en 1.400 heures de travail bénévole que cette belle pièce de musée put être «remise à neuf»!

Fin juin-début juillet, la localité, ses habitants et un nombre majeur d'hôtes ont vécu l'inauguration du nouveau «Musée C.V.E-JANGELI» à NIEDERPALLEN, l'événement ayant été précédé par une grande soirée musicale, les ensembles Alphonse THOMAS et de la Société Fanfare LAMBERT de PERLE ayant donné le «ton» en l'occurrence, le Duo de DIEKIRCH, avec ses harmonicas contribua généreusement à recréer une atmosphère de fête, avec les nostalgies et traditions rythmiques d'antan.

Aux cérémonies d'inauguration, du samedi, ce fut la Société de Musique du chef-lieu cantonal qui assura l'encadrement, «FAUSTI» ayant créé l'ambiance souhaitée; service de commémoration le lendemain dimanche, les «Anciens» de la Ligne «JANGELI» s'étant trouvés à l'honneur en cette belle journée. Des auditions musicales par les Sociétés de BECKERICH et de BIGONVILLE offrirent les concerts sous chapiteaux, un train miniature fonctionna pour le plaisir des plus jeunes, tout l'après-midi.

Des conditions optimales pour Personnes handicapées: Les nouveaux ateliers à «KRAÏZBIERG»-DUDELANGE inaugurés

Quelques contestations ayant pu être apaisées en ce qui concernait l'implantation des nouveaux ateliers pour personnes handicapées à «Kraïzbierg»-DUDELANGE, ceux-ci ont pu être inaugurés le 5 juillet 1996, en présence de Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille, Ministre aux Handicapés et aux Accidentés de la Vie également, de plusieurs Députés, du Député-Maire de DUDELANGE Mars DI BARTOLOMEO, des Échevins de la Ville, de l'Administrateur général Marcel REIMEN, du Curé Robert SIBENALER.

Alors qu'en janvier '96, la première pierre pour les nouveaux ateliers avait été posée, les installations fonctionnelles ont pu être inaugurées en avril dernier, l'investissement financier s'étant élevé à 240 millions, au bénéfice de 90 personnes physiquement handicapées, actuellement occupées à «Kraïzbierg».

Il appartient au Dr.-Prof. Henri METZ, Vice-Président de l'institution, de souhaiter la bienvenue aux hôtes, remerciant d'emblée les Ministères du Travail et de l'Économie pour 44 res-

pect. 12,5% des frais repris par lesdits départements ministériels, remerciements également aux firmes qui intervinrent dans la réalisation, ceci dans des délais très favorables.

Le personnel du Centre, y en activité depuis 1983, a assuré son apport, notamment en ce qui concernait la conception technique des ateliers, la nouvelle construction abritant des unités administratives, des locaux pour thérapies diverses, des ateliers d'imprimerie et de poterie, jusqu'à 25 personnes pouvant être occupées dans les diverses sections.

L'orateur souligna que les projets futurs du Centre comporteront une section dans laquelle des handicapés physiques graves pourront être occupés, une maison pour handicapés plus âgés devant être réalisée à SCHIFFLANGE, une ferme à FRISANGE recevra des personnes physiquement et mentalement handicapées, un projet dont l'État assurera le financement à 100%. Finalement, un foyer de jour recevra des handicapés qui auront suffi à leur scolarité obligatoire.

DUDELANGE aura en complément un centre de réhabilitation, le Dr. METZ soulignant que de la sorte la situation technique et d'occupation adéquate aux bénéfices des handicapés serait optimale.

Le Bourgmestre Mars DI BARTOLOMEO souligna qu'au «Kraïzbierg», du fait de ces nouvelles installations fonctionnelles, de nouveaux postes de travail auraient été créés, les échanges-contestations au début du projet ayant valu finalement une coopération, qualifiée d'excellente. DUDELANGE serait depuis longtemps une ville adaptée aux besoins particuliers des handicapés, un prix spécial ayant déjà honoré les efforts des édiles dans cette approche, dès les années '80, l'orateur terminant son exposé par l'expression de sa satisfaction en ce qui concernerait l'implantation du Centre de Réhabilitation dans la Forge du Sud.

L'Administrateur général Marcel REIMEN expliqua la nécessité de la nouvelle réalisation par le fait que l'État n'arrivait pas à suffire complètement à l'obligation légale en ce qui concernerait l'engagement de personnes handicapées sur le marché du travail. Il existerait bien la Loi de 1991, prescrivant à l'État et aux Communes d'engager des handicapés jusqu'à concurrence de 5% de l'embauche, la pratique s'avérant être différente de la lettre de ladite loi. Cet état de fait serait essentiellement dû à une réalité professionnelle qui ne serait pas préparée à embaucher des personnes handicapées.

L'orateur toucha encore à la question d'une rémunération adéquate des handicapés, soulignant que sous ce rapport, la loi ne fait pas de différence entre handicapés et personnes parfaitement valides.

Il appartient au Ministre Marie-Josée JACOBS de conclure avec le souhait que des infrastructures complémentaires puissent être réalisées au profit des handicapés, des efforts particuliers devant être faits au niveau «marché du travail», les personnes handicapées ayant des droits égaux, ceci en tout point, à ceux des personnes et occupés valides. Le Ministre termina sur la constatation que la «route serait encore longue», comme sur les vœux que les personnes à «Kraïzbierg» puissent trouver les satisfactions escomptées.

M. l'Abbé Robert SIBENALER implora la bénédiction pour tous les pensionnaires et le personnel appelé à s'occuper d'eux dans une besogne journalière parfois difficile, mais attachante et méritante.

Les CAVES BERNARD-MASSARD ont fêté leur 75^e Anniversaire, le 5 juillet

Au Théâtre du Millénaire à LUXEMBOURG, les Caves BERNARD-MASSARD ont célébré le 75^e Anniversaire de leur fondation dans le cadre d'une séance académique, le 5 juillet 1996, séance qu'honora S.A.R. le GRAND-DUC par Sa présence.

M. Carlo CLASEN, Président du Conseil d'administration des Caves BERNARD-MASSARD de GREVENMACHER fit l'allocation de bienvenue, remerciant notamment le Souverain de la présence, de même que le Ministre d'État honoraire Pierre WERNER; les Ministres Jacques F. POOS, Fernand BODEN et Robert GOEBBELS encore, finalement toutes celles et tous ceux qui assuraient développement et expansion de l'entreprise depuis 1921, année de la fondation.

L'orateur, lui-même responsable de la gestion de la Maison BERNARD-MASSARD sur quelque cinquante ans, fit une éloquente rétrospective depuis ce 2 juin 1921, où Jean BERNARD-MASSARD – fondateur d'une cave vinicole à TRÈVES en 1919 déjà – présidait aux destinées de la nouvelle fondation. Celle-ci se situa en gros à l'époque où cessa la participation du Luxembourg au «Zollverein» allemand. Le fondateur eut à l'époque un collaborateur précieux et dynamique en la personne de l'avocat Bernard CLASEN de GREVENMACHER, l'oncle de l'actuel Président Carlo CLASEN. À côté de Bernard CLASEN, président de l'Association des Vignerons de 1918 à 1930, Max LAMBERT s'engagea très tôt dans la nouvelle entreprise.

Après les difficultés économiques des débuts, écueils auxquels il fallait faire face crânement, – dont plusieurs dévaluations successives du «Deutsche Mark» –, des périodes bien plus fastes s'annoncèrent dès 1924, avec une stagnation commerciale toutefois pour les années 1929 et 1930, période de la crise économique. Ce fut à cette période-là précisément que la gestion de la Maison BERNARD-MASSARD passa sous responsabilité de Joseph CLASEN, père du président actuel.

La Seconde Guerre mondiale eut encore des influences économiques peu propices aux Caves, et ce ne fut qu'en 1945 que la production vinicole reprit complètement, année également du décès de Joseph CLASEN. Sous la direction des Léon WIES et André CLASEN de nouvelles approches furent définies, les Accords BENELUX s'étant montrés très profitables à l'expansion de l'entreprise, comme à l'entrée sur de nouveaux marchés importants, dont la Belgique et les Pays-Bas.

La «vraie grande percée économique», selon Carlo CLASEN, ne fut pleinement réalisée qu'en 1952 quand la modeste entreprise artisanale devint une réelle entreprise moyenne, qui perdit, en l'espace de quelques mois de 1957, MM. Max LAMBERT, Président et son successeur André CLASEN.



L'anniversaire '96 d'une Maison à longue tradition

Les premières grandes transactions économiques devaient dater de 1958, période particulièrement favorable.

La Maison-mère «Caves BERNARD-MASSARD S.A.» de GREVENMACHER a des succursales de production à LUXEMBOURG, en France comme en Allemagne, totalisant un chiffre d'affaires qui dépasse le milliard de LUF.

Au Luxembourg, les Caves BERNARD-MASSARD sont propriétaire de 22 hectares de vignobles, qui les font ranger en première place parmi les entreprises viti-vinicoles privées; au centre de la production se trouvent les produits champagnisés, fondés sur la méthode traditionnelle: fermentation en bouteilles, de même que les vins des domaines «CLOS des Rochers» ou «THILL Frères». En 1995 p.ex. les Caves BERNARD-MASSARD, avec 3,2 millions de bouteilles de vins champagnisés, rangea en première place au Luxembourg, les produits «crémants» de la maison, créés depuis 1990, ayant «décroché» des médailles d'or aux concours internationaux annuels. La production de la Maison se situe autour de 4,5 millions de bouteilles par an, dont 75% en gros sont destinées à l'exportation.

Depuis 1920, la Maison BERNARD-MASSARD se trouve solidement implantée sur le marché allemand, notamment par sa filiale de TRÈVES qui assure annuellement une production de l'ordre de 5 millions de bouteilles pour le marché allemand précisément.

Depuis 1995, la Maison viti-vinicole de GREVENMACHER s'est assurée une base commerciale solide en France, par l'acquisition des Établissements «MONMOUSSEAU» près de CHENONCEAUX, une autre visée directe de la maison restant la promotion touristique: 50.000 visiteurs, amateurs des «champagnisés» s'informent annuellement «à la source», à GREVENMACHER, les Jardins aux Papillons, créés en 1988 dans les parages des Caves, en attirant tout autant.

Ce fut au nom du Gouvernement que le Ministre de l'Économie Robert GOEBBELS exprima les meilleurs vœux et félicitations à l'entreprise, soulignant l'importance qui revient aux Caves dans le contexte vinicole luxembourgeois. Une excellente gestion et une continuelle adaptation technique aux nouveautés du marché auraient fait des Caves un établissement parfaitement bien armé pour un avenir à succès encore. – Nous reproduisons l'allocation ministérielle intégralement ci-après.

Dernier orateur à la séance, le Député-Maire Norbert KONTER mit en évidence l'éminent rôle tenu sur soixante-quinze années par les Caves-anniversaires, le chef-lieu cantonal de GREVENMACHER ayant marqué une présence extraordinairement importante sur le marché et la culture viti-vinicole sur trois quarts de siècle. Un des mérites majeurs reviendrait certainement à la Famille CLASEN, l'entreprise en elle-même restant le premier fournisseur d'emplois de la riantie cité mosellane.

On notera qu'un vidéo-show, admirablement conçu et très informatif, fut présenté sur trois quarts d'heure par les animateurs-commentateurs Cécile BOSI et Henri LOSCH, alors que la soirée devait se terminer sur une grande réception BERNARD-MASSARD, comme il se devait...

**Intervention de Monsieur le Ministre de l'Économie
à l'occasion du 75^e anniversaire de la constitution
de la société BERNARD-MASSARD S.A.
à GREVENMACHER, le 5 juillet 1996**

«Altesse Royale,
Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Députés,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un plaisir très particulier de pouvoir assister aujourd'hui à la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la société BERNARD-MASSARD.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous exprimer à cette occasion les félicitations les plus cordiales du Gouvernement ainsi que les miennes propres.

Monsieur le Président,

Vous venez de retracer les principales étapes du chemin parcouru par BERNARD-MASSARD depuis sa création en 1921 avec ses difficultés et ses succès.

Vos propos, j'en suis convaincu, ont permis à cet auditoire d'apprécier à sa juste valeur les efforts réalisés par toutes celles et tous ceux qui ont contribué à faire de votre entreprise, à l'issue de 76 années d'activités, ce qu'elle est aujourd'hui: une entreprise moderne et performante, occupant un personnel motivé et offrant des produits dont l'éloge n'est plus à faire.

Mesdames, Messieurs,

Rares sont les entreprises au Luxembourg qui peuvent se vanter d'une origine remontant à 75 ans. C'est dire aussi que depuis sa création en 1921 par Messieurs Jean BERNARD-MASSARD et Bernard CLASEN, ensemble avec quelques amis, elle a su s'adapter aux défis récurrents d'un environnement économique toujours changeant.

Les débuts furent difficiles: crise de 1929, seconde guerre mondiale. En fait ce n'est qu'au début des années soixante que la société connaît son réel essor et se développe.

Depuis lors, l'importance de BERNARD-MASSARD dans l'économie viticole du pays n'a cessé de se renforcer.

D'aucuns doivent se demander comment BERNARD-MASSARD a su réaliser ces performances et cette expansion dans un environnement dans lequel les petites et moyennes entreprises sont souvent les otages de leurs concurrents, d'envergure multinationale.

BERNARD-MASSARD a démontré qu'elle a su faire face à ces défis en pratiquant une politique de développement et de diversification conséquente et rigoureuse, basée sur la qualité de ses produits, la créativité de ses collaborateurs, le goût du risque industriel de ses dirigeants et une politique d'expansion commerciale orientée en fonction des besoins du marché.

Confronté à une politique d'entreprise fondée sur ces principes, le Gouvernement n'a pas hésité à accompagner les plans d'investissement et de développement successifs de la société BERNARD-MASSARD par la mise en oeuvre de ses instruments d'encouragement des investissements.

Grâce entre autres à ces investissements, la société est aujourd'hui munie d'un appareil de production à la pointe du progrès. L'entreprise, au fil du temps, s'est dotée d'un ensemble de moyens qui lui permettent de faire face dans les meilleures conditions à la concurrence et aux demandes des marchés internationaux exigeant une qualité constante et parfaite.

Aujourd'hui, la société BERNARD-MASSARD est implantée non seulement au Luxembourg, mais aussi en Allemagne et en France. C'est encore un témoignage, si besoin en était, de l'esprit d'entreprise, de la nécessaire recherche de développement sur de nouveaux marchés.

Avec un effectif dépassant les soixante-dix personnes, BERNARD-MASSARD produit plus de 4 millions de bouteilles de vins, vins mousseux et crémants sur le seul site de GREVEN-MACHER; sa contribution à l'économie régionale est significative alors que les caves BERNARD-MASSARD sont parmi les plus importants producteurs et distributeurs luxembourgeois de vins et de vins mousseux.

En effet, au-delà de la commercialisation de sa propre production, les caves BERNARD-MASSARD exercent au Grand-Duché une activité croissante d'importation et de distribution de vins et de spiritueux étrangers.

Parallèlement à ses activités vini- et viticoles, le Groupe BERNARD-MASSARD apporte aussi une contribution significative au développement du tourisme mosellan, non seulement en ouvrant les portes de ses caves aux visiteurs, mais encore en mettant son imagination à profit dans une branche «apparentée». Le «Jardin des Papillons» est ainsi devenu en quelques années seulement une importante attraction touristique de l'est du pays.



À l'accueil de S.A.R. le GRAND-DUC les Députés-maires Norbert KONTER et Lydie WURTH-POLFER; le Ministre de l'Économie Robert GOEBBELS, le Lt.-Colonel Fernand BROSIUS et le Président Carlo CLASEN

Je ne voudrais pas terminer sans avoir rendu hommage aux auteurs de cette belle histoire mosellane. Sans eux, sans ces femmes et ces hommes, dirigeants et salariés, innovateurs, compétents et travailleurs, elle n'aurait sans doute pas été écrite de la même façon.

J'adresse un merci spécial à Monsieur Carlo CLASEN, qui en sus de ses activités à la tête de BERNARD-MASSARD, consacre pendant de longues années une part importante de son emploi des temps à la tête de la Fédération des Industriels luxembourgeois, témoignant ainsi son engagement pour la chose publique.

Je termine en souhaitant à la société BERNARD-MASSARD un plein succès dans la continuation de son développement, dans l'intérêt de ses collaborateurs, de ses dirigeants et surtout dans l'intérêt des nombreux consommateurs de ces produits raffinés et nobles dont la terre et le soleil ne cessent de nous combler. *Ad multos annos!*



Le Ministre de l'Économie Robert GOEBBELS pendant son allocation

La Commune de DIFFERDANGE investit 160 millions dans sa piscine en plein air

Créée au début des années '40, élargie et aménagée à diverses reprises, la piscine en plein air de DIFFERDANGE-OBERKORN reste un point d'attrait majeur pendant les années où des étés méridionaux tiennent ce que peut promettre une saison estivale «normale».

Suite à l'étude qu'avait commandée l'Administration communale de DIFFERDANGE dès 1994, quant à l'état de sa piscine en plein air, il ressort que les installations sont partiellement dégradées au point qu'une modernisation d'urgence s'impose dans l'ensemble.

La vétusté de certains équipements techniques de la piscine differdangeoise s'est révélée telle qu'elle s'avère être dangereuse, l'entretien annuel avant la belle saison demandant régulièrement une intervention suivie de l'équipe technique communale, regroupée autour de l'Administrateur Gast SEIL. Le brassage des eaux des bassins finalement ne permettait plus d'obtenir une qualité suffisante, conforme aux prescriptions légales et autres normes en vigueur.

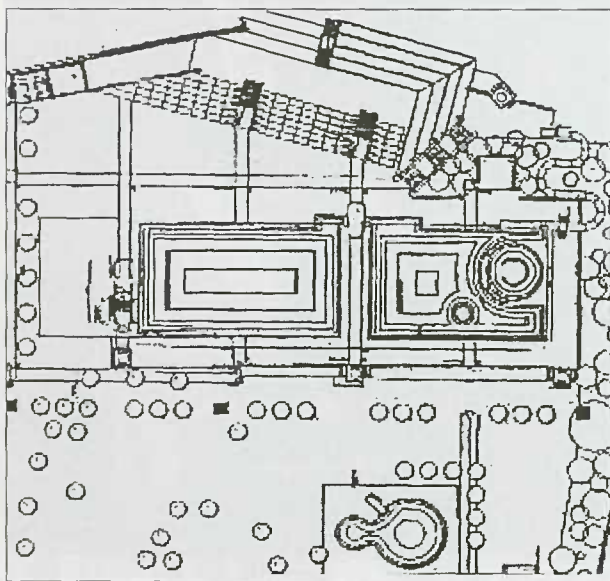
Investissement important

Élaboration des plans d'aménagement dès 1994, force échanges politiques et discussions acerbes par moment, le projet de modernisation des installations put être mené à bonne fin au cours de 1995, pour un investissement financier global évalué à 160 millions de francs.

Une première tranche de ces dépenses se trouve ponctionnée au budget 1996, crédits destinés à une réfection complète des bassins, le traitement de l'eau devant subir également cure de jouvence.

À l'exercice 1997-98, les édiles ont prévu des crédits appelés au financement de nouveaux vestiaires et des aménagements des alentours, tous les travaux étant exécutés dans l'inter-saison. On notera que le Ministère des Sports interviendra pour 20 millions de francs dans les dépenses.

L'entretien annuel sera facilité du fait que des cuves en inox seront installées dans les bassins existants, d'où hygiène améliorée également, les micro-organismes ne pouvant plus faire dépôt dans les fentes et interstices des bassins «classiques», une étanchéité complète étant garantie du même coup.



Le plan des nouvelles installations de la piscine differdangeoise

La surface d'eau du bassin «non nageurs» restera pratiquement au niveau d'avant, un champignon d'eau, un canal hydraulique et un toboggan devant compléter les installations dudit bassin.

La surface d'eau du bassin «nageurs» se trouvera diminuée dans sa longueur de quelque 17 mètres, cette réduction de niveau devant permettre de récupérer la surface nécessaire à l'implantation de la station de traitement des eaux, le coût de fonctionnement se trouvant diminué du même effet.

La rénovation des installations nautiques vise directement une promotion plus générale des sports loisirs, les 33 m de long du bassin principal permettant des compétitions officielles en waterpolo; on notera qu'un canal «nageurs» doit relier les deux bassins principaux.

Nouveaux aménagements également côté pataugeoire, où différents jeux pour enfants pourront être aménagés, un filet séparant pataugeoire et aire de jeux. Dans une seconde étape, les vestiaires et douches seront complètement reconstruits, construction en forme de gradins facilitant accès et circulation. Plages «minérales» et plages «végétales» se compléteront harmonieusement, une zone couverte pour pique-nique devant être aménagée à la hauteur de l'ancienne piste pour patins à roulettes. Une station surveillance pour maîtres-nageurs et pour secouristes sera de même réalisée.

Les Anciens de la Guerre de CORÉE se sont souvenus

Au Square d'Honneur de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique et au Monument du Souvenir en ville, autorités coréennes, dont l'Attaché militaire KWON, l'Ambassade des États-Unis, représentée par le Deputy Chief of Mission Robert FAUCHER, le Président des Anciens Combattants luxembourgeois de la Guerre 1939-45 Emile KRIEPS et le premier Commandant de l'Unité militaire volontaire luxembourgeoise, le Col. Joseph WAGENER se sont souvenus au 43^e Anniversaire de l'Armistice de la Guerre de CORÉE.

Ledit conflit opposa, de juin 1950 à juillet 1953, la Corée du Sud, appuyée par les Forces de l'O.N.U., – fournies surtout par les États-Unis, puis par la France, la Grande-Bretagne, le BENE-LUX, – dont un bataillon belge au sein duquel opéraient successivement deux pelotons de volontaires luxembourgeois, – par la Turquie finalement – à la Corée du Nord, elle, plus tard appuyée par des forces armées de la Chine populaire.

Devant l'Ambassade américaine, Bd. Emmanuel SERVAIS, le Drapeau des «Missed men» américains fut hissé, alors qu'une Garde d'honneur de la Air Force Base de SPANGDAHLEM rendit les honneurs militaires.

En présence des anciens Chefs de Pelotons luxembourgeois Joseph WAGENER et Rudy LUTTY, le D.C.M américain Robert FAUCHER mit en évidence la spontanéité et l'engagement qu'avaient témoignés les volontaires luxembourgeois à l'époque, la fin des conflits ayant laissé à déplorer des victimes luxembourgeoises également, les États-Unis d'Amérique ayant dû enregistrer la perte de 33.629 militaires tués ou portés disparus.

En présence de l'Attaché militaire coréen KWON, la «Luxembourg-Korean Association» déposa des fleurs au pied du Monument du Souvenir, Boulevard ROOSEVELT, alors que d'autres gerbes furent déposées par MM. E.C. LEVY-RAUS et François MEYER au nom de «l'Association luxembourgeoise pour les Nations-Unies», par le Président Emile KRIEPS, comme par une délégation des UNPROFOR/Unité luxembourgeoise. Le Peloton d'Honneur fut luxembourgeois, alors que Sonnerie aux Morts et la «Heemecht» clôturaient la cérémonie commémorative.

L'Amicale des RÉFRACTAIRES «HONDSBËSCH» s'est souvenue

Cachés dans un bunker aménagé en janvier 1944 dans une galerie secondaire des collines ferrugineuses de NIEDERKORN, – au «Hondsbësch» –, 122 réfractaires, désertés des armées hitlériennes où ils avaient été enrôlés de force, ont survécu les derniers mois de la guerre 1940-45, protégés et soignés par d'ardents patriotes de l'agglomération differdangeoise.

L'idée datait de 1943, au moment où des réfractaires de plus en plus nombreux cherchaient un refuge pour se soustraire aux griffes nazies, omniprésentes et en grand éveil; la réalisation du dit bunker «Honds'b'sch» était due aux porions et porions en chef de la mine, appuyés par quelques mineurs et rouleurs de l'établissement minier.

Le 5 février 1944 exactement, le gardien de nuit aux mines GRATIA et le porion suppléant QUAINO menèrent les six premiers réfractaires sous terre, dans une caverne élargie d'une ancienne galerie, aménagée provisoirement avec le plus nécessaire, l'indispensable.

Au fil des semaines, des couchettes superposées, bancs et tables furent confectionnées nuitamment, alors qu'à l'ancienne «GEL», – installation qui produisait de la glace brute en grands blocs, rue de DIFFERDANGE à NIEDERKORN, – servait d'entrepôt pour les vivres et boissons aux «protégés de la Résistance», au «Honds'b'sch». Car le nombre des réfractaires allait croissant à 34, puis 58, plus tard 80, au point qu'ils ne furent finalement pas moins de 122 réfractaires qui auraient dû y séjourner jusqu'aux 9 et 10 septembre 1944, jours de la Libération du Bassin minier, Emile MAAR s'étant principalement occupé à rendre le bunker le plus vivable possible, habitable avec les comforts possibles.

La vie s'était organisée de façon précise, sinon rigoureuse «sous terre»: calme de cimetière le jour, l'affairement reprit la nuit: aménagements, évacuations, soins médicaux, ravitaillements divers, en provenance de la «GEL» et du Garage Jean-Pierre SCHAACK de NIEDERKORN, le «klenge Jängy mam klengen Auto» ayant assuré clandestinement des transports défendus de par le bassin minier, sur de longues et périlleuses semaines, 500 à 600 litres d'eau déjà étant nécessaires chaque jour...

MM. E. LUSSOT et Victor KLINCKER se trouvaient au nombre des «anges gardiens» des réfractaires qui puitaient la cachette sure quelques semaines avant la libération, suite à une fausse alerte, mais à laquelle on avait cru bien faire de réserver suite.

C'est pour se rappeler les sombres journées vécues dans le bunker qu'annuellement, les anciens Enrôlés de Force réfractaires se réunissent pour commémorer, mais également pour remercier les toujours plus rares bienfaiteurs de cette époque difficile entre toutes, commémoration qui, cette année, s'est tenue à la mi-juillet: dépôt de gerbes à l'entrée du tunnel d'antan, aménagé en monument.

Côté «divertissement» à la journée, les Anciens se sont donné rendez-vous à la crypte archéologique du «BOCK» à LUXEMBOURG-Ville, pour vivre «1000 ans d'histoire en cent minutes» sur le nouveau Circuit WENZEL, sous la conduite de M. Metty FEIDER, un film sur les anciennes installations au «Honds'b'sch» ayant été projeté à «l'Hostellerie du Petit Casino» en fin d'après-midi: émotions comme il y a plus de 50 ans, et rappel.

La Grand-Rue à LUXEMBOURG plus riche d'une belle sculpture

Zone piétonne et surtout artère commerciale de grande tradition, la Grand-Rue à LUXEMBOURG se voit enrichie d'une belle plastique artistique, érigée au coin de l'artère même avec la Rue BECK.

Due à l'artiste luxembourgeois Bertrand NEY, la sculpture est associée à une fontaine, douce et limpide, l'ensemble constituant un réel enrichissement de l'artère à très intense circulation piétonne.

La réalisation de Bertrand NEY fait suite à un concours artistique public que la Municipalité de LUXEMBOURG avait initié en mai 1995, quand LUXEMBOURG fut «Ville Européenne de la Culture '95», voire «de toutes les cultures», selon l'adage du Coordinateur général à l'époque, Claude FRISONI.

La sculpture de B. NEY représente en fait un pendant à la création «HÄMMELSMARSCH» que Will LOFY réalisa Place du Puits-Rouge, point de départ en quelque sorte de cette zone piétonnière municipale.



La nouvelle sculpture réalisée par Bertrand NEY

Quand «l'Art à l'École» embellit...

Suite à une demande émanant du Collège échevinal de la Commune de DIFFERDANGE, la Société locale «Art à l'École» a contribué à un réel embellissement du nouveau passage souterrain, reliant la Rue du Chemin de Fer au nouveau parking récemment créé dans les parages du contournement de NIEDERKORN: en effet, ce fut sous la régie artistique du peintre local Gast HEUSCHLING que sept membres du comité de ladite association se sont mis au travail pour réaliser d'admirables peintures partiellement abstraites, d'autres plus figuratives sur les parois du souterrain; ce travail prit les heures de loisirs du

lundi au vendredi d'une semaine entière, de 9 heures à midi et de 14 à 18 heures. Une paroi montre des sujets et thèmes chers à l'artiste-peintre Gast HEUSCHLING, des visions cosmiques multicolores et bien éloquentes, le mur d'en face offrant une vue panoramique locale très réussie, avec une impressionnante rangée de saules, réalisés dans une perspective admirable, verdure, fleurs, peu de personnages.

Un Musée de la Vie rurale au «RÉISERBANN»-PEPPANGE

L'idée et la détermination de MM. Léon SCHILTZ et Dr Joseph MERSCH, de créer un Musée de la Vie rurale à PEPPANGE, – Réiserbann – remonte à 1984, l'appui pour l'acquisition de la Ferme «I' wescht MEESCH» remontant, – lui! – à 1989, au Ministre des Affaires culturelles Robert KRIEPS.

Ancienne maison-siège du maire, – commune instituée sous l'ancien régime par la Seigneurie de RODEMACK, – la propriété a une contenance en terrains de quelque 30 ares, sis au centre de l'agglomération, facilement accessibles de toute part.

Investissements financiers bien sûr, mais surtout également d'innombrables heures de loisirs personnels «sacrifiées» au projet jusqu'au jour, le projet bénéficie actuellement d'un apport budgétaire public annuel, fonds offerts par le Ministre de la Culture Erna HENNICOT-SCHOEPGES, tous les nouveaux aménagements opérés tendant à conserver jalousement le caractère typiquement rural du site.

Actuellement, ce sont essentiellement MM. Norbert QUINTUS, historien; le Député Marcel GLESENER, René BALLMANN et Robert QUINTUS qui s'occupent de toutes les questions de planification, généreusement appuyés par les membres du comité des «Amis de l'Histoire», cercle local dynamique.

Pour l'été 1997, on compte réaliser les infrastructures muséales dans la spacieuse grange, où les machines agricoles des dernières décennies – on remontera même dans le temps jusqu'avant ce siècle! – seront exposées, dont des bateuses, des faneuses et grands rateaux mécaniques, planteuses et arracheuses de pommes de terre, chariots et tombereaux de divers types, une installation de distillerie agricole finalement, à côté de tous les petits appareils et autres ustensils de la ferme d'antan.

Dans les étables, on exposera tout l'outillage ayant servi à la récupération et au traitement du lait, comme à la fabrication des sous-produits laitiers, l'accoutrement chevalin dans son ensemble devant être montré dans les écuries; l'ensemble des installations sera complété par une forge et un jardin potager paysan...

Pour 1999, on compte pouvoir réaliser l'intérieur de la maison-ferme elle-même, où devront se trouver mobilier et ustensils fermiers d'époque, dont un authentique vieux four à pain; une petite salle-réception et une installation de bar, cadrant avec l'ensemble, sont prévues, finalement aussi des ateliers artisanaux.

À l'extérieur, ruches, clapiers et volières-basse cour compléteront les aménagements, question «d'insuffler vie» à l'ensemble.

PEPPANGE, charmant site et village remontant à l'époque du bronze, se trouva déjà desservie par un diverticulum romain qui était relié à l'importante artère militaire de METZ à TRÈVES, de sorte qu'on peut souligner que Celtes, Francs et Romains ont foulé les anciens terroirs de PEPPANGE, lieux sis plus tard au centre des convoitises baroises, avant de devenir un fief assez important de la Seigneurie de RODEMACK, soit de 1492 à la Révolution Française (1795).

L'ancestral Cloître des Soeurs Bénédictines, – filiale de l'établissement qui se trouva en ville de LUXEMBOURG dès la fin

du XV^e – présente comme curiosités et trésors historiques les très belles fresques réalisées par Notker BECKER de l'Abbaye de MARIA LAACH. La Chapelle St.-PIERRE abriterait un vieil autel dont la provenance semble aller à l'Église St.-MICHEL à LUXEMBOURG-«F'schmaart», sanctuaire remontant à 1.000 après J.-Chr, l'époque de nos Comtes d'Ardenne.

Le Musée de la Calèche, – tout un chapitre de transports cadrant avec les très anciennes diligences postales – est d'ores et déjà réalisé; tous ceux qui sont friands d'anciens attelages ou moyens de transports seigneuriaux, ou ruraux, y trouveront de quoi s'émerveiller...

En effet, on y découvre la «PHAETON», la calèche richement fournie de cuir, la spectaculaire «wagonette» du siècle dernier, le «MILORD» américain et ses caractéristiques, finalement LE bijou de la collection «calèches», le «Coupé grand-ducal», cette luxueuse calèche en forme de canot, richement décorée, joyau historique datant de 1870.

MM. Arthur SINNER, Bourgmestre, et le Directeur de l'Office national du Tourisme Robert PHILIPPART ont chaleureusement félicité les promoteurs locaux de leurs initiative et savoir-faire, lors de l'inauguration début juillet dernier, le 9 du mois.

6,3 millions de visiteurs au Parc Merveilleux de BETTEMBOURG

Point d'attrait majeur du Bassin minier, destination fréquente pour les très traditionnelles excursions scolaires annuelles, le Parc Merveilleux de BETTEMBOURG a pu faire un bilan particulièrement encourageant, le 18 mai 1996, jour de son 40^e Anniversaire.

Ouvert au grand public le 18 mai 1956 avec ses enclos d'animaux, ses volières d'oiseaux, ses grands tableaux féériques et de contes, installés dans un admirable cadre de verdure, – autant de découvertes pour les plus petits au coin d'un chemin qui débouche, le «Parc» ayant créé et recréé sans cesse ce petit monde du conte et de la découverte, pour le plus grand plaisir de jeunes visiteurs: Tom Pouce et le gigantesque géant, le Chaperon Rouge, «Hänsel et Gretel», La Belle au Bois dormant...

Jeux divers au luna-parc, plaines de jeux et bacs à sables, mini-golf et train miniature, les poney express et la cafétéria-restaurant font finalement que tout le monde y trouve de quoi se divertir ou de passer d'agréables moments.

Les 7 et 8 septembre, le parc prêta son cadre accueillant au X^e American Car-Festival, une organisation de plus en plus prisée.

L'Administrateur délégué du Parc, M. Marcel GALES, a eu toutes les raisons de se montrer satisfait en cette année-anniversaire, jusqu'auquel on a enregistré quelque 6,3 millions de visiteurs, enfants et personnel enseignant pour une majeure partie, venus du Luxembourg ou de France. Non rares sont également les hôtes des Pays-Bas, d'Allemagne fédérale comme de Belgique, la société anonyme privée ne bénéficiant pas de subventions étatiques, mais conservant, sinon augmentant régulièrement ses attraits multiples pour des visiteurs fidèles ou qui découvriront le parc seulement, après ses quarante ans bien sonnées.

Notons que les prix d'entrée sont actuellement fixés à 130 LuF pour adultes, 100 LuF par entrée en groupes, les enfants de 2 à 14 ans payant également ce même montant.

MM. Léon MOES et Jos ENGEL ont quitté les services de la Chambre des Députés

La clôture de la Session de la Chambre des Députés, jeudi, le 11 juillet, fut suivie d'une réception particulièrement chaleureuse: en effet, il s'agissait de remercier vivement deux fonctionnaires «piliers» qui quittent Chambre des Députés et vie professionnelle après une prestance professionnelle qui n'est pas coutumière, ni en engagement pur, ni encore en durée.

Le Premier Conseiller Jos ENGEL et le Premier Huissier dirigeant Léon MOES partent pour une retraite bien méritée, M. ENGEL ayant assumé en dernier les fonctions du Secrétaire des Commissions parlementaires, de ce fait «actif dans les bureaux», très peu en contact en somme avec le grand public.

Il n'en fut pas de même du Premier Huissier dirigeant Léon MOES, lui, selon les dires du Président de la Chambre des Députés, M. Jean SPAUTZ, en contact permanent avec les membres de la Chambre et les nombreux visiteurs, ceci sur 40 années. De ce fait, Jean SPAUTZ qualifia le huissier quittant de «pilier de l'institution», où, par une jovialité et une prévenance extraordinaires, comme encore par une disponibilité professionnelle peu commune, il se serait acquis les sympathies et l'estime de toutes celles et de tous ceux que M. Léon MOES était appelé à côtoyer tout au long d'une carrière qu'il assumait pleinement.

Le Greffier Guillaume WAGENER se fit à son tour l'interprète de l'ensemble du personnel de la Chambre des Députés à l'adresse des deux «pensionnaires», qui se virent remettre des caméras en guise de remerciements, après quoi, — chose inattendue — l'ensemble du personnel se fit Chorale pour souligner artistiquement les bons vœux et remerciements exprimés.

Nouveau bâtiment des Postes et Télécommunications à SANDWEILER

La tradition postale, à SANDWEILER, ne date ni d'hier ni d'avant-hier, le village en 1828 déjà ayant bénéficié de la concession postale et de diligence accordée à B. CLEMENT de SANDWEILER même, service de diligence qui relia le bourg à la capitale comme à REMICH également, correspondances journalières!

Extension et amélioration encore à partir du 31 mai 1873 quand le «service bagages» fut initié, amélioré qu'il fut encore à partir du 15 mars 1893, quand une «Agence postale pour paquets» fut créée à la gare SANDWEILER-CONTERN.

Le service téléphonique local fut créé en 1903, par des «cabines publiques» aménagées dans les maisons Gust. WEBER-SCHON, comme aux Cafés HOFFMANN-DRESCH et Demy WEBER, — dans l'actuel Centre paroissial —, trois cabines téléphoniques publiques modernes ayant amélioré ces prestations postales en 1978.

Depuis l'ouverture de la station ferroviaire en 1890, une correspondance-diligence fut assurée entre CONTERN et la gare SANDWEILER-CONTERN, un «débit officiel» pour timbres et formules administratives postales fonctionnant à l'Épicerie Victor HOFFMANN dès 1927.

Le premier bureau postal pour SANDWEILER date du 1^{er} août 1945, qualifié de «relais» et reprenant les fonctions de l'ancienne «agence aux colis»; après la démolition de l'ancienne Maison MEYSEMBOURG, en septembre 1992, les travaux de terrassement pour le nouvel édifice postal furent entamés le 21 janvier 1994, l'Entreprise des Postes et Télécommunications faisant ériger le nouveau bâtiment postal par la Firme T-COMA-

LUX de CRAUTHEM, selon des plans dressés par l'Architecte Alain LEER. La surface utile du bâtiment comporte 1.200 m² à l'intérieur, 400 m² à l'extérieur, pour un volume bâti total de 6.000 m³.

Trois guichets, le bureau du préposé postal, les locaux de tri et bureaux pour facteurs sont aménagés à l'intérieur de l'édifice, tout comme à l'extérieur un parc-garages pour véhicules, un quai couvert de chargement, les guichets fonctionnant depuis le 20 novembre 1995. Depuis le 1^{er} janvier 1996, l'ancien «relais» est défini comme «agence», ce qui causa un renforcement en personnel postal à 8 fonctionnaires, les bureaux desservant SANDWEILER, OETRANGE, SCHUTTRANGE, SCHRASSIG, MUNSBACH, ÜBERSYREN, NEUHAEUSGEN, CONTERN, MOUTFORT, MILBECH, MEDINGEN, BIRELERGRONN, SCHEIDHOF et SANDWEILER-Gare dans leur rayon de compétence directe.

L'inauguration de la nouvelle agence postale eut lieu jeudi, le 11 juillet 1996, en présence du Directeur général Edmond TOUSSING, du Collège des Bourgmestre et Échevins, des Conseillers communaux, architecte, entreprises générales, des allocutions ayant été prononcées par le Directeur général Edm. TOUSSING et le Bourgmestre Charles UNSEN.

Travaux archéologiques au Plateau du St.-ESPRIT à LUXEMBOURG

Au petit bonheur la chance et par le hasard des grands chantiers qui, parfois, s'ouvrent sur les territoires de notre capitale, le savoir sur notre passé historique se complète, se clarifie, de façon sensationnelle autant qu'inattendue parfois.

Des travaux de fouilles, complémentaires et parallèles à un projet de construction au Plateau du St.-ESPRIT, exécutés en mars et avril 1996, ont conduit par des «fouilles-sondage» à des découvertes intéressantes.

En effet, l'équipe de Madame Christiane BIS-WORCH, dirigeante de la section muséale pour l'époque du Moyen Âge, a mis à nu d'importants et révélateurs vestiges de l'ancien Couvent du St.-ESPRIT, qui datait de 1230.

L'ancienne maison des religieuses, sise en bordure de l'actuel Plateau, se trouvait au lieu-dit «SCADEBURCH», nom-désignation dont d'aucuns «dévient» la dénomination de notre «Scadefouer», «Schadefouer» qui aurait finalement abouti à notre «SCHUEBERFOUER», grande fête patronale annuelle, sinon nationale, de notre capitale.

Le couvent fondé ladite année par la Comtesse ERMESINDE fut offert aux Soeurs de l'Ordre de Ste. Marie MADELEINE, avant d'être incorporé, en 1257 respect. en 1264, dans l'Ordre des CLARISSES, fondation Ste. CLAIRE.

L'église du couvent fut agrandie à la fin du XV^e, une partie étant abolie en 1675, apparemment pour d'impérieuses raisons militaires, à l'intérieur de la très puissante forteresse, à l'époque «Gibraltar du Nord».

Quand l'architecte français et concepteur de grandes fortifications VAUBAN, — époque de LOUIS XIV — confisqua les édifices du couvent en 1687, ceux-ci étaient voués à la destruction pure et simple, après que pendant une certaine période, les bâtiments des Clarisses eussent été utilisés comme dépôts militaires; menaçant ruine après le milieu du XVIII^e siècle, le couvent fut complètement démoli en 1770.

C'est ainsi que de sensationnelles découvertes archéologiques ont récemment pu être faites sous l'ancien parking, situé en contre-bas du grand square: un système de caves, dont on ignorait la disposition générale jusque-là, deux mètres de haut en murailles de l'aile Est du couvent également, alors que deux passages souterrains en casemates, situés sous le niveau général, seraient faits pour en étonner plus d'un;

on suppose que ces casemates seraient les prolongements de passages souterrains jadis découverts sous le bâtiment de «l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines» sur ledit plateau toujours.

À des fouilles à 3,5 m de profondeur, des fondations du cloître, fortes de quelque 50 cm, ont pu être mises «à jour», fondations ayant leurs assises directes sur le roc sous-jacent. Par des fouilles complémentaires, on s'attendrait à pouvoir arrêter le tracé général de l'église du cloître, comme celui du cloître lui-même. On attendra avec grand intérêt de nouvelles découvertes et révélations archéologiques.

Congrès F.S.C.L.: M. Georges WOHLFART nouveau Président

Ce fut le Président intérimaire Albert HANSEN qui ouvrit les travaux des congressistes de la Fédération du Sport Cycliste Luxembourgeois en la salle des fêtes de l'Institut d'Études éducatives et sociales – (I.E.E.S), vendredi, le 12 juillet, travaux pour lesquels 38 sociétés locales sur 40 possibles furent présentes.

Après la présentation de leurs vues et candidatures quant à la présidence à pourvoir nouvellement à la Fédération, par MM. Ed. BUCHETTE et Georges WOHLFART, la situation particulière du sport cycliste au Luxembourg était assez fidèlement analysée: il ne s'agirait pas, selon Georges WOHLFART, de présenter des candidatures à la présidence tournées l'une contre l'autre, mais plutôt de faire front commun, de regarder dans une même direction, un nombre appréciable de problèmes et questions restant effectivement à résoudre pour le seul bien du sport même. En cas de son élection personnelle à la Présidence, selon G. WOHLFART toujours, il ne manquerait pas de désigner Ed. BUCHETTE comme le responsable au niveau technique de la F.S.C.L.

Alors que le bureau de vote s'occupa du dépouillement des scrutins, en la salle différentes prises de position furent enregistrées, notamment relatives aux Championnats nationaux qui se déroulèrent à KAYL et à des décisions prises par le jury à la même occasion.

Plébiscité par le congrès national, le nouveau Président Georges WOHLFART analysa un certain nombre de questions pratiques qui semblèrent toutes pouvoir trouver solution adéquate dans un plus proche avenir, dont la réalisation d'infrastructures sportives nécessaires. Côté technique, l'appareillage «Photo-finish» s'avérerait être indispensable, surtout lors de compétitions internationales aboutissant ou organisées chez nous; furent encore élucidées les questions de l'entraîneur-«full time», de l'institutionnalisation d'un service de sécurité efficace, du mode de la prise des décisions aux niveaux fédéral et du C.A., de l'absolue nécessité d'entendre les responsables des clubs affiliés en leurs souhaits et autres doléances, la nécessité de coopérer avec les anciens dirigeants fédéraux, comme celle d'une table ronde avec la presse sportive, rendez-vous annuel au moins!

Le nouveau Président, – médecin du Tour de LUXEMBOURG depuis douze ans, et membre de l'Union Cycliste du Nord d'ETTELBRÜCK – promit de mettre tout en œuvre pour la réalisation du programme qu'il s'est fixé, tout plébiscité qu'il fut par le congrès annuel à 90% des voix exprimées.

Un nouveau Hall sportif à SCHIEREN

Vendredi, le 12 juillet, les édiles de SCHIEREN ont pu inaugurer leur nouveau hall sportif, imposant bâtiment fonctionnel qui doit abriter complémentirement des locaux appropriés pour les sapeurs-pompiers volontaires, un dépôt communal spacieux finalement, inauguration à laquelle assistèrent le Ministre de l'Intérieur Michel WOLTER, le Ministre des Sports et de l'Éducation physique Alex BODRY, le Secrétaire d'État Georges WOHLFART, le Député-Maire honoraire Vice-

Président de la Chambre des Députés Ed. JUNCKER, le bourgmestre Jos LUTGEN entourés des Échevins de la commune de SCHIEREN; le Bourgmestre honoraire Gust GOERENS, le Député au Parlement Européen Charles GOERENS, les Députés Agnès DURDU, Emile CALMES, Claude HALSDORF et Jean-Pierre KOEPP; le Commissaire de district Jean JUNG, les Abbés Jos REUTER et Pierre REUTER, curés, des délégués de la Force Publique, du Personnel enseignant et administratif.

Prélude musical par la Société Fanfare de SCHIEREN, présentation du programme par le Secrétaire communal Camille SCHAUL, prestations rythmiques et de ballets par la jeunesse scolaire, tout comme des interludes vocaux, exercices et démonstrations gymniques par la section nationale, bénédiction des nouveaux locaux par M. l'Abbé Pierre REUTER.

Les Ministres Alex BODRY et Michel WOLTER, entourés des autorités locales, coupèrent le ruban tricolore, avant qu'une démonstration entraînant en tennis de table par la championne sino-luxembourgeoise de tennis de table NI XIA LIAN et Stéphane DIJOU n'accaparât l'attention et l'intérêt de l'assistance pour de longs moments.

110 millions de francs

Dans son allocution, le Bourgmestre Jos. LUTGEN analysa le devenir de l'imposant complexe dont la réalisation se fit en 21 mois, causant une dépense budgétaire de l'ordre de 110 millions de LUF. Côté sport, les installations comprennent 300 places-tribunes et estrades, vestiaires, aires de stockage, le sanitaire, des terrains de sport de 44 m. sur 25, avec revêtement spécial pour les surfaces de jeu.

Les locaux destinés aux sapeurs-pompiers volontaires comprennent deux garages spacieux pour le charroi d'intervention et du matériel en tout genre, salle d'instruction et vestiaires, les services techniques communaux devant profiter de nouvelles halles de stockage ou de garages.

Le chef de corps des Sapeurs-Pompiers Jules HILGER remercia l'administration communale, avant que le Ministre Alex BODRY n'exprimât les remerciements vis-à-vis de l'autorité communale, ceci aux noms des Ministères de l'Intérieur et des Sports.

Le Ministre Michel WOLTER et le Bourgmestre Jos. LUTGEN procédèrent à l'inauguration proprement dite à l'intérieur, quand une tricolore fut enlevée au centre de la plaine des jeux, laissant apparaître l'écusson communal encadré artistiquement dans le revêtement du sol, après quoi la visite des lieux et le traditionnel vin d'honneur clôturèrent les cérémonies d'inauguration.

Nouvelles Écoles primaires et du préscolaire à BERDORF

Jour de liesse à BERDORF, où le 12 juillet dernier, les nouveaux locaux scolaires, – écoles primaires occupées depuis la dernière rentrée, et les installations pour le préscolaire, elles, occupées depuis la dernière Pentecôte – furent officiellement inaugurés et bénis, en présence des Ministres Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Éducation nationale; Michel WOLTER, Intérieur, et Fernand BODEN, Tourisme, en présence encore des Députés Norbert KONTER, Neckel STROTZ, Lucien CLEMENT, Roby MEHLEN; de l'inspecteur des écoles Jos DIETRICH; de Norbert MERTENS, représentant le Commissaire de district Jean-Pierre SINNER, des Invités-Bourgmestres des communes limitrophes, du personnel enseignant, de la Force publique, de l'administration finalement.

Le Bourgmestre Georges KONSBRUCK fit la bienvenue, avant d'analyser la situation scolaire d'avant cette réalisation, les anciennes infrastructures ne s'étant pas prêtées à une extension adéquate. Les nouveaux locaux scolaires, fonctionnels et répondant en tout aux exigences pédagogiques nouvelles, auraient occa-

sionné une dépense budgétaire globale de plus de 100 millions de francs, appelées qu'elles seraient à offrir des conditions d'études et de formation à de nombreuses générations à venir.

Il appartient à l'Abbé Arsène BRAUN de bénir les nouveaux locaux scolaires, avant que M^{me} Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, n'exprimât compliments et remerciements à tous ceux qui furent de la réalisation: à l'Administration communale et à l'Architecte Marcel NIEDERWEIS, au personnel enseignant et à la jeunesse scolaire responsables d'un encadrement culturel, rythmique et vocal de la cérémonie, élèves récompensés subsidiairement par une journée de classe... chômée, tel de tradition à l'inauguration d'une école!

Le Ministre de l'Intérieur Michel WOLTER se fit l'interprète de son département pour apprécier à la juste valeur les efforts de planification judicieuse et de budget consentis par les édiles, au profit de la jeunesse scolaire: investissements indispensables, louables. Les aspirations de la nouvelle pédagogie supposeraient des efforts conséquents de la part de la jeunesse villageoise, comme encore du personnel enseignant, assumant une fonction noble, mais délicate.

Intonation de la «Heemecht», le ruban tricolore tranché, visite des locaux scolaires, dans lesquels 25 enfants à l'enseignement préscolaire et 100 des classes primaires vivront leur enfance scolaire, enfants des sections communales de BOLLENDORF-Pont, WEILERBACH-Grundhof, KALKESBACH et BERDORF.

L'ACTION FAMILIALE et POPULAIRE a 50 ans

Fondée en juillet 1946 à l'Institut St.-JEAN à LUXEMBOURG-Belair, l'Action Familiale Populaire a pu fêter un cinquantenaire le 12 juillet 1996, cérémonies qui furent marquées par un service en action de grâce en la Cathédrale Notre-Dame de LUXEMBOURG, par une Séance académique au Cercle Municipal de la Ville, une cérémonie commémorative au Monument national de la Solidarité luxembourgeoise, une audience privée encore que Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSE a daigné accorder aux membres du Conseil d'administration et du Comité d'organisation, au Palais grand-ducal à LUXEMBOURG.

L'A.F.P., comme idée et comme institution altruiste et engagée au service de la Famille luxembourgeoise, daterait d'une décision que prirent, le 7 juin 1942 sur un chemin rocailleux du Camp de concentration de DACHAU, les «internés» luxembourgeois Batty ESCH et Emile SCHAUS, ce qui incita lesdits Comités à rappeler le souvenir de ces deux initiateurs-promoteurs par un dépôt de fleurs au Monument national.

Le Service religieux en la Cathédrale fut célébré par Mgr. Fernand FRANCK, Archevêque, le Vicaire général Mathias SCHILTZ, le Chanoine André HEIDERSCHIED, le Curé à Notre-Dame Joseph MORN, le Curé hon. Nicolas WIRTZ, en présence de Mgr. Jean HENGEN et du Curé Camille FOURNELLE, membre fondateur en 1946.

Avec Maître Carlo HOMMEL aux grandes orgues, les Chorales Ste. CÉCILE de DIFFERDANGE et St. JOSEPH d'ESCH-sur-ALZETTE assuraient l'encadrement vocal, sous la direction de John HUYBRECHTS.

À son homélie en la Cathédrale, Mgr. l'Archevêque mit en évidence les soucis permanents et l'engagement total que l'AFP a fait siens tout au long d'un demi-siècle, ayant reconnu la valeur irremplaçable de la famille en tant que cellule vitale de toute société judicieusement organisée: la famille en tant que base et modératrice d'effets ou de dangers néfastes, le partenariat familial en tant que principe essentiel de société, les obligations éduca-



Lors de la séance académique de l'AFP au Cercle municipal

tives seraient autant de postulats moraux majeurs par lesquels notre société conserverait force et vitalité, défaut desquels toutefois, toute vie se verrait fondamentalement menacée, en grand péril.

Séance académique au Cercle municipal

Encadrée musicalement par un orchestre de chambre de la Musique militaire grand-ducale placé sous la direction du Major André REICHLING, la Séance académique devait se dérouler en présence de nombreux hôtes d'honneur, dont le Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ, le Ministre d'État honoraire Pierre WERNER, l'Ambassadeur du Royaume de Belgique Baudouin de la KETHULLE de RYHOVE; Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille; le Ministre des Classes moyennes Fernand BODEN, des Députés; l'Échevin de la Ville Willy BOURG, les Conseillers municipaux Dr. Henri METZ et Pierre MORES, les Archevêques Fernand FRANCK et Jean HENGEN, le Vicaire général Mathias SCHILTZ, le Curé à Notre-Dame et Doyen Joseph MORN, le Grand Rabbin Joseph SAYAGH, le Pasteur de la Communauté protestante Michel FAULLIMMEL, le Président de la Cour Supérieure de Justice Paul KAYSER, le Président hon. de la Chambre des Députés Léon BOLLENDORF, le Ministre hon. de la Famille Benny BERG, le Directeur Léon ZECHES; Fernand BLEY, Directeur adj. de la CROIX-ROUGE luxembourgeoise; Jean-Pierre OESTREICHER, Président du «Conseil Supérieur de l'Éducation nationale»; les délégués-fonctionnaires de divers ministères, les représentants des mouvements de jeunesse nationaux.

Dans son allocution introductive, le Secrétaire général Roby ZENNER, Président du Comité d'organisation, souhaite la bienvenue, avant de remercier toutes celles et tous ceux qui contribuèrent à l'organisation du Cinquantenaire de l'A.F.P. qui, malgré de sérieuses difficultés de démarrage, aurait pleinement assumé ses nombreuses visées, appuyée sinon portée par l'idéalisme et l'engagement total de ceux qui se mirent à son service sur cinq décennies. L'orateur analysa succinctement les dangers qui, de nos jours, guettent la famille, ses institutions morales et sociales, insistant encore sur le «credo» qu'un chacun devrait faire sien dans l'approche de la famille à protéger par tous les moyens adéquats.

Le Président de l'A.F.P. Nicolas ESTGEN mit en évidence les multiples mérites de toutes les instances qui s'engagèrent au profit de la famille et de ses problèmes tout au long des cinquante années révolues, dont essentiellement aussi les Ministres qui eurent dans leurs attributions la famille précisément. Initier moralement et civiquement les jeunes à la vie familiale sous propres responsabilités, assurer les meilleures conditions sociales et de sécurité à la famille luxembourgeoise, contribuer efficacement à une diminution nécessaire des taux relatifs aux divorces,

défendre les droits particuliers de la femme dans notre société, telles auraient été et resteraient les visées principales de l'Action Familiale et Populaire, finalement au service de toutes les familles du pays.

Au centre: la Famille

Ce fut l'Échevin Willy BOURG qui transmit les chaleureux remerciements, compliments et meilleurs vœux de prospérité aux responsables de l'AFP et à l'adresse de tous ceux qui contribuèrent à la défense de l'institution «famille», mettant encore les efforts à fournir dans le futur dans le contexte des nombreux dangers qui guettent la famille de toute part et les problèmes qui peuvent en résulter: éducation monoparentale, le rôle éducatif du père, drogues, chômage, divorces.

Le Ministre de la Famille Marie-Josée JACOBS référé à ses contacts personnels avec des membres fondateurs et leurs réalisations, rappelant diverses améliorations ou adaptations réalisées au profit de la famille. Toutefois, selon le Ministre, il resterait une kyrielle de questions ou problèmes à résoudre, tâche à laquelle son département tendrait à trouver solution adéquate, en coopération avec toutes les institutions voulant s'atteler à cette réalisation, dans l'optique de l'aide aux socialement défavorisés, des problèmes de drogue et du sida, de l'aide aux mourants, de l'homosexualité, de la «nouvelle pauvreté», de la consommation, comme de l'égalité des sexes notamment.

Transmettant les plus chaleureux vœux de prospérité et d'action continue aux responsables de l'AFP, Madame M.-Josée JACOBS en vint à évoquer la nécessité d'une coopération constante, la ratification indispensable de conventions entre l'État et des organisations non gouvernementales, tout en remerciant en particulier le Président sortant Nicolas ESTGEN de son précieux apport et d'un engagement total à la tête et au sein de l'institution sur de nombreuses années.

Le Prof. Jean-Claude LEHNERS, dans son exposé «d'Famill: vun der Harmonie an de Chaos?», analysa à son tour la situation familiale du pays, une conférence d'une demi-heure que l'A.F.P. publiera dans son intégrale à la plaquette anniversaire qui devrait paraître en décembre 1996.

«d'LIGUE vun de POLITESCHE PRISONNÉIER an DEPORTÉIERTEN» a fêté le Cinquantenaire du «RAPPEL», le 13 juillet 1996

La visée de la publication «RAPPEL», éditée depuis un demi-siècle par la L.P.P.D., est reprise par l'éditeur responsable, M. Aloyse RATHS, Président du Conseil national de la Résistance quand il stipule dans un avant-propos: «Depuis un demi-siècle déjà le périodique de la L.P.P.D. portant le nom significatif «RAPPEL», remplit sans relâche sa mission de rappeler. Son but est en effet de rappeler aux générations montantes les horreurs de la guerre, les méfaits d'un régime détestable, les souffrances du peuple luxembourgeois, le courage de ceux qui ont osé résister à un oppresseur puissant, atroce, brutal, impitoyable. Afin que plus jamais ne se répète ce qu'à dû endurer la génération qui est au point de disparaître!»

Le 1^{er} juillet 1946, – il y a eu cinquante ans! – parut le premier exemplaire du RAPPEL, suivi par 409 éditions au rythme de trois à quatre cahiers de bien plus de cent pages chacun par an, y compris les numéros spéciaux, édités pendant les années anniversaires de la publication même ou d'événements de sinistres mémoires qui semaient terreur, misères, persécution, trépas.

30.708 pages furent ainsi publiées, soit 1,7 page par jour depuis la création du précieux périodique, authentiques sources d'histoire nationale.

Conçu d'abord comme organe de liaison entre les anciens prisonniers et autres déportés ou concentrationnaires, le RAPPEL prit, au fil des années, valeur et symbole pour une documentation historique, précise autant que variée. De ces faits, la publication ne manqua point d'être très vite connue et appréciée bien au-delà de nos confins nationaux, de sorte que la collection se retrouve de nos jours dans chaque bibliothèque importante et toutes les archives internationales ou étrangères, à prétention.

Il y a quelques années parut le «Livre d'Or des Camps», publication qui relate les particularités des anciens camps concentrationnaires et de déportation, avec un relevé judicieusement constitué des déportés, concentrationnaires, des trépassés Morts pour la Patrie, édition comportant plus de 500 pages.

En cette année jubilaire, le rédacteur en Chef Aloyse RATHS, – on notera que le Prix René OPPENHEIMER lui fut décerné il y a quatre ans pour le remerciement de l'acribie avec laquelle il assura la publication – vient d'ajouter un livre encore, fort de 650 pages, le «Livre d'Or des Prisons».

Au Buffet de la Gare, 70 convives s'étaient réunis pour célébrer cet anniversaire, comme pour remercier vivement le rédacteur en chef du «RAPPEL» Aloyse RATHS, secondé à cette publication par Madame Jeanny FRIEDERICH-SCHMIT de MERSCH, qui lui fut d'un concours précieux dans la saisie de milliers de données personnelles du livre. Cette séance-anniversaire eut comme invités, outre les membres du Conseil, d'administration de la LPPD, dont le Président M. Albert HOMMEL, le Président de l'Oeuvre nationale de Secours GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE, le Premier Conseiller de Gouvernement Gast GENGLER, représentant le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER; M. Roland DERNOEDEN, Directeur de l'Imprimerie Centrale, réalisatrice des produits imprimés sur 50 ans également, la Secrétaire générale Adrienne JACOBY, le Président Lucien WERCOLLIER, la Présidente Mady MOYSE-JACOB de l'Amicale AUSCHWITZ-LUXEMBOURG, les Présidents et Délégués des Sections locales de la LPPD.

Il appartient en premier lieu à M. Albert HOMMEL d'exprimer compliments et remerciements à M. Aloyse RATHS pour «l'authentique travail de Bénédictin, précieusement historique, constituant une documentation de tout premier choix quant à la Guerre 1940-45 et les malheurs des Luxembourgeois cités plus haut: Aloyse RATHS, en effet, assura plus que les 30 dernières années de la publication, qui s'étoffa au fil des années, suite à de très minutieux travaux de recherche ou de documentation photographique; de chaleureux remerciements furent également exprimés à M. le Président de l'Oeuvre nationale de Secours GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE Henri DELVAUX, grâce à l'appui financier de laquelle il fut possible d'assurer la publication sur la dernière décennie notamment.

M. Aloyse RATHS fournit de plus amples détails sur la publication même, remerciant toutes celles et tous ceux qui lui furent d'un appui certain tout au long des années; le Livre d'Or parviendra aux sections locales aux mois d'août et de septembre de l'année.

Gast GENGLER transmit les compliments et remerciements du Gouvernement, soulignant l'importance de la substance historique ainsi fixée dans le contexte «rédaction de l'histoire nationale» pour la période incriminée.

Des exemplaires du Livre d'Or furent remis en remerciements à Madame Jeanny FRIEDERICH-SCHMIT, comme à MM. H. DELVAUX et Gast GENGLER.

Au cours des cérémonies d'anniversaire, le drapeau de la LPPD fut décoré de la «Médaille de l'Internement et de la Déportation», alors que M. Lucien WERCOLLIER remit une copie de son bronze «Disque tronqué» à M. Aloyse RATHS, remerciement concret de grande valeur.

Des départs à l'Ambassade d'AUTRICHE

Ce fut dans le cadre d'une grande réception, à laquelle furent conviés les diplomates accrédités au Luxembourg, comme les Chefs d'administration de la vie publique, que S. Exc. le Dr Joseph MAGERL, Ambassadeur de la République d'AUTRICHE, et Madame prirent congé de deux hauts fonctionnaires qui quittent ladite Ambassade en ville pour de nouvelles obligations diplomatiques à l'étranger.

La Secrétaire d'Ambassade Ingrid KÖHN quittera LUXEMBOURG pour l'ambassade autrichienne à BONN, alors que le Conseiller d'Ambassade Walter GRAHAMMER sera en fonction à l'Ambassade bilatérale autrichienne à BRUXELLES, affaires européennes et nationales.



À g. l'Ambassadeur d'Autriche et Madame J. MAGERL; la nouvelle secrétaire Madame Monika Müller-Fembeck; Ingrid KÖHN, 3^e à partir de la dr., ainsi que Madame et Walter GRAHAMMER, lors de la réception

Photo: Tessy GOEDERT

Vibrant hommage aux Victimes de la MINE à KAYL-TÉTANGE

Dimanche 21 juillet, sur les hauteurs «de terre rouge» de la «LÉIFFRÄCHEN» à KAYL s'est déroulée la Journée Internationale des MINEURS, à l'initiative de la Société Mutualiste et du Syndicat d'Initiative de la Commune de KAYL-TÉTANGE.

Il appartient au Secrétaire général de la Fédération des Mineurs et Sidérurgistes de la grande région SAR-LOR-LUX de souhaiter la bienvenue aux délégations venues spécialement de la Sarre et de Lorraine, nombre moins important que par le passé, il est vrai, d'où regrets; mais le fait s'expliquerait en somme par une importance décroissante en effectifs des prolifiques installations de mines et de sidérurgie, dont un certain nombre auraient dû cesser toute activité, hélas! «La guerre du travail minier ayant été perdue, selon l'orateur, il s'agirait de ne pas perdre celle du patrimoine».

Du «BROMMESCH-BIERG» résonnaient les symboliques coups de mortiers, au moment où les délégations opéraient les dépôts de fleurs au pied du monument de la «LÉIFFRÄCHEN» où des plaques gravées renseignent la mort dans les mines de 1.452 mineurs ou rouleurs, finalement aussi d'un nombre majeur de

«Blehbouwen», ces jeunes d'une quinzaine d'années, – bien trop tôt engagés dans le très dur et laborieux processus du travail minier.

Alors que les anciens Mineurs, les Sapeurs-Pompiers locaux, les Majorettes de BASCHARAGE et un groupe de jeunes mineurs de la Mutualité formaient haie d'honneur, les Chorales et Harmonies réunies de KAYL-TÉTANGE assuraient un encadrement vocal et musicale adapté à la circonstance, M. le Curé Raymond STREWELER assurant la bénédiction en fin de cérémonie.

Pour ARBED, associées à la Journée, ce fut M. Carlo PANUNZI qui souligna la nécessité de se rappeler les origines et développements fructueux et économiquement déterminants de l'industrie sidérurgique de Sar-Lor-Lux, menacée par divers développements nouveaux; le Directeur de ProfilARBED analysa l'histoire du minerai de fer régional, en remontant jusqu'aux sources d'une exploitation soumise à d'importantes évolutions au fil des millénaires, – point de départ l'époque celtique; côté sidérurgie, 500 millions de tonnes d'acier de grande qualité furent coulées depuis 1860, les «gueules jaunes», bien plus que d'autres, ayant contribué aux richesses assurées, payant intérimairement le lourd tribut en vies humaines que l'on sait!

Le délégué Georges PIERRARD, Société Mutualiste, tout en adressant ses vifs remerciements aux délégations présentes, souligna que la Journée 1997 constituera en fait le 40^e Anniversaire du Monument des Mineurs à KAYL, l'Échevin René WINANDY exigeant à sa conclusion le maintien du Souvenir des Mineurs et sidérurgistes, pionniers à jamais d'une exploitation qui créa les premières grandes richesses du pays.

Cette 17^e Journée des Mineurs avait donné lieu à l'organisation d'un très riche programme culturel, fête sous chapiteaux: cortège à travers les artères des cités communales, jeux pour enfants, concert par la Société Harmonie de MONDERCANGE, auditions vocales, prestations rythmiques par les Majorettes de BASCHARAGE, 72 «anciens» des mines kayloises et tétangeoises s'étant trouvés au centre de cette belle journée et des remerciements exprimés.

Haute distinction allemande pour le Clairon de la Résistance Johnny SCHMIDT

C'est à l'initiative de S.Exc. l'Ambassadeur Rolf-Eberhard JUNG, République fédérale d'Allemagne, qu'une haute distinction a été remise mardi, le 6 août à Monsieur Johnny SCHMIDT, ancien membre de la Musique militaire grand-ducale, Clairon d'honneur de la Résistance, remise opérée à l'Ambassade d'Allemagne à LUXEMBOURG.

Ancien Enrôlé de Force luxembourgeois, réfractaire des armées allemandes, Johnny SCHMIDT se fit résistant dans les rangs français, engagement qui lui valut d'être du nombre des Médailleurs Militaires de la République française.

Tel que le souligna l'Ambassadeur JUNG à la remise de la Croix du Mérite «am Bande» allemande, – distinction décernée par le Président fédéral, M. Roman HERZOG – Johnny SCHMIDT fut de ceux qui, en dépit des multiples souffrances endurées pendant des années de guerre, plaida pour l'entente et la fraternisation entre nations, antérieurement devenues ennemies par les concours de circonstances qu'on sait.

Depuis près de 40 ans, Johnny SCHMIDT assumait les fonctions bénévoles du «Clairon de la Résistance» et en tant que tel il a exécuté la Sonnerie aux Morts ou des Sonneries nationales des centaines de fois, aux cérémonies commémoratives au Luxembourg, comme en bien des lieux à l'étranger, dont le Camp de HINZERT, de sinistre mémoire. L'Ambassadeur remercia le récipiendaire tout



L'Ambassadeur Rolf-Eberhard JUNG remet la haute distinction à M. Johnny SCHMIDT.

spécialement pour son apport artistique bénévole au Cimetière militaire allemand à SANDWEILER, où au 40^e Anniversaire de celui-ci comme lors des Journées annuelles du «Volkstrauertag», Johnny SCHMIDT oeuvra régulièrement.

«Ce seraient beaucoup moins, selon M. l'Ambassadeur Rolf-Eberhard JUNG, les grands gestes ou paroles, les déclarations d'intention politiques ou les discours bien intentionnés qui, par-delà les fossés et les tombes, par-delà également des misères et souffrances causées, réussiraient à jeter des ponts, mais bien plus solidement et plus directement la manière d'agir d'un chacun des concernés d'alors, manifestant personnellement et concrètement sa disposition au pardon, premier pas vers une reconduction l'un vers l'autre des peuples, — et ceci durablement.», l'Ambassadeur concluant sur le vœux exprès que la vie communautaire en Europe soit définitivement telle que l'avenir ne donnât plus jamais motif de devoir pardonner ou oublier.

Aux VIII^e Concours des CRÉMANTS à COLMAR/Alsace:

Six Médailles d'Or et deux d'Argent pour les crémants luxembourgeois

Dans le cadre de la 49^e édition de la «Foire aux Vins d'Alsace», le 13 août 1996 à COLMAR, les crémants d'Alsace ont pu fêter un 20^e Anniversaire, parallèlement à l'organisation des concours annuels «Crémants», une initiative très prisée, à laquelle le Luxembourg participe depuis 1992.

Les succès du passé ont été nettement confirmés pour notre pays, qui cette année encore s'est bien représenté dans le concert des régions d'Alsace, de la Bourgogne, de Die, du Bordelais comme du Jura, de la Loire, du Limoux finalement, une organisation portée par le «Syndicat des Producteurs de Crémants d'Alsace», présidée par Pierre DOPPF, avec Yvan FURSLOSS au secrétaire général.

La participation luxembourgeoise était assurée par le Domaine viticole «HAEREMILLEN» d'EHNEN, les Caves FEIPEL-STAR de WELLENSTEIN et KOHLL-LEUCK d'EHNEN; le Domaine viticole MAX-LAHR & Fils d'AHN, les domaines de VINSMOSELLE du Château de STADTBREDIMUS, les Domaines viticoles BECK-FRANK Gaston & Fils de GREI-VELDANGE et A. GLODEN & Fils de WELLENSTEIN; les Domaines viticoles Laurent & Benoît KOX de REMICH, MATHES & Cie de WORMELDANGE, LINDEN, HEINISCH

Jean d'EHNEN; pour EHNEN encore le Domaine viticole KOHLL-REULAND Michel; pour REMICH les Caves St. REMY-DESOM et KRIER Frères, finalement le Domaine CLOS des ROCHERS de GREVENMACHER.

Des 413 crémants concourant au total, 186 étaient en provenance d'Alsace, 53 de la Bourgogne, 46 du Bordelais, 26 de la Loire, 20 du Limoux, 17 de Die, deux du Jura et 24 du Luxembourg, dont 19 Brut, 4 Brut Millésimé et 1 Rosé Brut.

29 jurys, de 5 respect. 6 membres chacun, appréciaient les produits quant à leur valeur, les crémants luxembourgeois sortant bien plus qu'honorablement des concours.

En 1995, sur 32 crémants autochtones présentés par 20 caves luxembourgeoises, 6 avaient été porteurs d'une médaille d'or, nombre qui fut exactement réussi cette année encore par les Luxembourgeois, à savoir: MATHES & Cie de WORMELDANGE, une cuvée Brut; Domaine viticole Laurent et Benoît KOX de REMICH, Cuvée Brut; le Domaine de VINSMOSELLE de STADTBREDIMUS, la Cuvée Brut Poll FABAIRE; les Caves KRIER Frères de REMICH avec une Cuvée Brut Millésimé 1993; les Domaines de VINSMOSELLE de STADTBREDIMUS également avec une Cuvée Brut Poll FABAIRE Millésimé 1993, finalement la Cuvée ROSÉ Poll FABAIRE desdits Domaines de VINSMOSELLE.

Des Médailles d'Argent furent décernées aux Caves St. REMY-DESOM de REMICH pour leur Cuvée Brut, comme au Domaine viticole Max LAHR et Fils d'AHN, Cuvée Brut.

L'Alsace sortit meilleur concurrent avec 22 distinctions en vermeil, 15 d'argent et 10 de bronze; l'année dernière 500 producteurs avaient produit 15,7 millions de bouteilles, contre 2,2, millions en 1982, une production fondée sur la réglementation arrêtée le 24 août 1976.

On notera que le Luxembourg organisera les concours crémants 1997, ceci du 4 au 6 septembre.

L'Union Commerciale de la Ville de LUXEMBOURG: nonagénaire

Réunie pour le traditionnel «Dîner de la Braderie» samedi, le 24 août à l'Hôtel INTERCONTINENTAL à LUXEMBOURG, l'Union Commerciale municipale, présidée par Jean-Claude BECKER, mit l'occasion à profit pour honorer des membres actifs méritants, comme pour une rétrospective annuelle de la «vie de l'Union», finalement pour entretenir l'assistance de projets majeurs en réalisation directe ou dans un proche avenir en ville.

La vente publique en plein air lors de la Braderie verrait la participation de 500 commerçants.

Du fait de travaux d'aménagement importants, l'Avenue de la Gare se transformerait en un très grand chantier, par la transformation du quartier entier en un centre-quartier commercial de premier rang; sur les quatre, respect. 3 bandes de circulation publique, il n'en resterait plus que deux, les trottoirs devant être sensiblement élargis, — bref: une atmosphère plus purement commerciale se créerait dans un entourage propice à la vie commerciale, comme au bien-se-sentir d'une bonne clientèle, à élargir encore.

Après des échanges entre l'Administration municipale et «l'Union commerciale», on serait tombé d'accord sur les principes et modalités relatifs au Parking souterrain à réaliser à «MONTEREY»: l'importante construction pourrait être entamée fin 96-début 97, les vestiges historiques étant conservés suivant nouveaux plans et accords. C'est ce que confirma également Madame Lydie WÜRTH-POLFER, Député-Maire, tous les travaux préliminaires étant terminés, le projet pouvant être soumis au vote du conseil municipal dès octobre 96.

Remerciant tous les intervenants au dernier exercice commercial, le Président BACKES cita les membres de l'Union, la municipalité, les services de l'ordre, la presse, saluant également une meilleure coopération avec l'Union Commerciale et Artisanale de la Ville d'ESCH-sur-ALZETTE.

Côté «membres» furent à l'honneur: la «Boutique SOCOTEX», établie Avenue MONTEREY de 1945 à 1991, et qui s'est réétablie dans les quartiers de l'ancienne ville, 3, Rue de la Boucherie, établissement de Madame FRANTZEN; les «Chaussures GOEDERT», unité commerciale créée en 1935 au N° 31 de l'Avenue de la Gare par Elise et Jean GOEDERT, changèrent d'adresse en 1948 à l'Avenue de la Gare toujours, où Tessy GOEDERT conduisit ce commerce jusqu'en 1975, avant d'ouvrir une succursale à la Grand-Rue, en 1975.

La Papeterie «R & G. LINSTER» ouvrit son unité commerciale en ville il y a 90 ans, époque à laquelle naquit également l'Union commerciale de la Ville. En 1991, l'établissement commercial changea de raison sociale, s'appelant «LINSTER-Bureautique», Gaston LINSTER continuant à diriger l'ancêtre entreprise, appuyé qu'il est par ses fils Marc et Jean-Luc, qui absolvèrent des études commerciales et de gestion à NANCY et à BOCHUM. Les trois maisons commerçantes se virent remettre les diplômes d'honneur et de mérite de la part de l'Union commerciale, diplômes avec médaille.

La Commune de KAYL compte 7.000 habitants

C'est en présence du Bourgmestre honoraire Jules KAUFFMANN que le premier magistrat communal de KAYL-TÉTANGE, M. Fred KOULLEN, a pu annoncer une double cérémonie l'après-midi du vendredi, 23 août: l'enregistrement du 7.000^e habitant pour la commune et un geste de gratitude vis-à-vis d'un artiste local.

De 4.500 âmes, puis de 4.800 habitants au début de ce siècle, la commune a connu une expansion démographique lente d'abord, plus importante par la suite du fait de l'importance que prirent les installations ferrugineuses dans la commune jusque vers 1975-80, quand les minières locales durent fermer une à une, notre minerai concurrencé par d'autres minerais étrangers, plus économiques du fait de leur très grande teneur en fer.

En 1991, la Commune de KAYL, promotrice de nouvelles cités dans les deux sections, connut un nouvel afflux démographique, au point que les établissements scolaires communaux purent à peine encore recevoir la jeunesse d'écoles, avec une population qui était montée à 6.288 unités.

Le cap des 7.000 est désormais dépassé, les édiles ayant pu recevoir SVEN, né le 9 mai 1987 au foyer des époux Jerry et Cathy MAYER-DEROVER, - SVEN étant le 7.000^e citoyen communal. L'occasion était belle et les trois citoyens à l'honneur en l'occurrence, - SVEN, MORGANE et JERRY - se sont vu remettre des livres-cadeaux de valeur de la part de la municipalité.

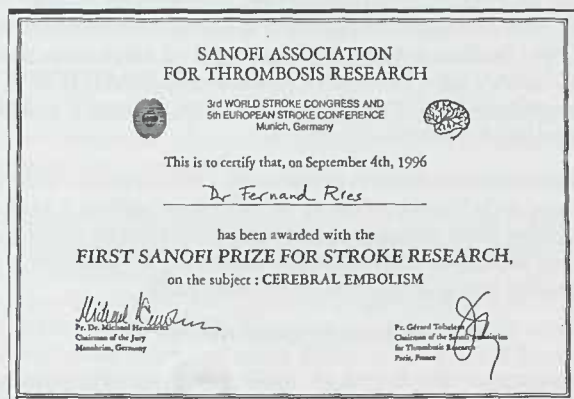
Charles BETTENDORFF, artiste local, habile restaurateur et citoyen communal, fut à son tour reçu par la municipalité, question de le remercier; M. BETTENDORFF a exécuté d'importants travaux de restauration dans les églises de JUNGLINSTER et de VIANDEN, travaux qui lui valurent une appréciation sans réserve de la part des connaisseurs en la matière.

Pour KAYL, Charles BETTENDORFF a restauré «aux frais de la princesse» une ancestrale statue de la Ste. Vierge, objet d'art réellement historique qui orne l'ancien Café ITALIA, actuellement maison de rapport, sise coin Rue du Commerce/Grand-Rue. Livres-cadeaux également à M. Ch. BETTENDORFF, remis par l'ancien Maire Jules KAUFFMANN.

Le Dr. Prof. Fernand RIES récipiendaire du Premier Prix SANOFI pour recherches sur l'attaque d'apoplexie, le 4 septembre 1996 à MUNICH

C'est dans le cadre du III^e Congrès mondial sur les études d'apoplexie à MUNICH que le Dr. Professeur luxembourgeois Fernand RIES vient d'être distingué par le Premier Prix SANOFI, très haute appréciation qui honore de longues et patientes recherches, comme les aboutissements scientifiques en matière recherches précisément sur les embolies cérébrales.

Le Certificat du Prix est signé par les Professeurs Dr. Michael HENNERICI de MANNHEIM, Président de jury, comme par le Prof. Gérard TOBELEM, Président de la «SANOFI-Association for Thrombosis Research», des Facultés de PARIS.



Le Prof. Dr. Fernand RIES

Né le 15 janvier 1952 à LUXEMBOURG, Fernand RIES suivit l'enseignement primaire en ville, avant d'être élève du Lycée de Garçons de LUXEMBOURG de 1964 à 71, ayant passé l'examen de maturité en 1979, de même que le «Großes Latinum», pour absolver des études de philologie allemande et à la section des langues romanes aux Cours universitaires de LUXEMBOURG, avec la mention «très bien».

Étudiant au Luxembourg, le jeune Fernand RIES décrocha les prix spéciaux décernés par l'Ambassade de la République Française à LUXEMBOURG, conjointement offerts par le Centre Culturel Français en ville, en 1970 et 1971, lauréat qu'il fut également pour les prix annuels offerts par l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne en 1969, 1970 et 1971; Lauréat Européen encore de l'Alliance Française à PARIS en juillet 1971, finalement Premier Prix en Philologie allemande, prix décerné par l'Ambassade d'Allemagne en juillet 1972.

Du semestre d'hiver 1972 au semestre d'été 1978, le brillant étudiant Fernand RIES fit des études de médecine à la Faculté de médecine de l'Université de BONN: il passa brillamment l'épreuve médicale préliminaire en août 1974, les trois volets spécialisés subséquents en août 75, août 77 et d'août à novembre 1978, s'accompagnant de stages pratiques en soins de malades à divers hôpitaux et cliniques en Allemagne et à l'étranger. Ce fut au «Evangelisches Krankenhaus» de BAD GODESBERG que le jeune scientifique absolva une année de pratique en médecine interne et de chirurgie en 1977-78, tout comme un stage scientifique en neurologie à la Faculté universitaire de BONN, l'approbation médicale datant de novembre 1978.

Une étape importante encore fut franchie en mai 1979, quand le Dr. Fernand RIES promut par des travaux en cardiologie, - section chirurgie expérimentale - mention «magna cum laude».

Revenu au Luxembourg pour une plus courte période, le Dr. RIES pratiqua en médecine générale et en service d'urgence à MERSCH, de décembre 1978 à mai 1979, pour être sur les six mois suivants Médecin assistant à la Division psychiatrique de la «Rheinische Landesklinik BONN», division «psychiatrie en phase aiguë», sous la régie du Prof. Dr. A. HUHNS, avant de devenir médecin assistant à la Clinique d'Université de BONN en psychiatrie, neurologie et épileptologie, section dirigée par le Prof. Dr. H. PENON, finalement, de novembre 1982 à mars 1983, médecin-hôte à l'Institut pour Neurophysiologie de l'Université de FRIBOURG-en-BRISGAU.

Étape importante et particulièrement fructueuse que celle passée par le Dr. Fernand RIES comme fonctionnaire-collaborateur scientifique à la Clinique neurologique de BONN, sous la direction du Prof. Dr. F. JERUSALEM; de mai 1981 à septembre 1987, avec comme promotion et engagements successifs: le titre de médecin-spécialiste en neurologie, attribué par la Chambre médicale de la Rhénanie-Nord en septembre 1983, la création et la direction du Laboratoire à ultra-sons de la Clinique lui confiées à partir de 1983, promotion en octobre 1987 comme médecin en chef de la Division neurologique à la Clinique Universitaire de BONN, Professeur-hôte au «Department of Neurology» à la «BOWMAN GRAY School of Medicine», – WAKE FOREST University/WINSTON-SALEM dans l'État de North Carolina, États-Unis d'Amérique.

L'habilitation médicale et professorale «*venia legendi*» en neurologie de la Faculté médicale de BONN fut réalisée d'avril à décembre 1990, période pendant laquelle diverses divisions cliniques hautement spécialisées furent confiées à la direction et à la gestion médicale du Prof. Dr. Fernand RIES.

Médecin dirigeant en Chef

En novembre 1992, le Prof. Dr. RIES connut sa promotion comme médecin en chef dirigeant, de même que directeur adjoint de la Clinique neurologique des Clinique et Polyclinique de l'Université de BONN.

En novembre 1995, la direction de la Clinique neurologique revint au Prof. F. RIES, alors qu'en cette année 1996, il fut nommé Professeur dudit institut scientifique et clinique, de même qu'il assume les fonctions du Directeur commissionné de la Clinique universitaire.

Publications et conférences

Pas moins de 209 publications scientifiques dans divers domaines médicaux et cliniques spécialisés se trouvent à l'actif du prolifique Professeur RIES, comme des conférences-exposés scientifiques, dont 110 datant d'après l'habilitation scientifique. Les exposés

sont essentiellement publiés dans les magazines médicaux spécialisés, comme recueils de conférences, sur propre initiative de M. RIES ou alors très souvent sur invitation en Allemagne comme à l'étranger.

Aux États-Unis, on relève surtout les travaux et publications du Dr. RIES au «North Carolina Board of Science and Technology», à l'International Symposium of Microbubble Technology, de 1988, comme les publications dans le cadre de l'Accord de Coopération Rhénanie-Palatinate avec l'État de North Carolina, portant sur les «Noninvasive Cerebrovascular Diagnostics», datant d'octobre 1989.

Des domaines scientifiques multiples

Les travaux de recherche du Dr. Prof. RIES sont multiples; on citera les maladies cérébro-vasculaires en rapport avec le diagnostic «non-invasif», les malformations artériovéneuses, les relations entre les maladies cardiovasculaires et des lésions cérébrales, opérations du cœur, maladies neuropsychiatriques, pressions cérébrales et détermination de la mort cérébrale, les thérapies interventionnelles neuroradiologiques.

Relevons encore quelques institutions scientifiques dont est membre le Prof. Dr. Fernand RIES: la Société allemande de Neurologie, le DUGUM-Société allemande pour l'application de l'ultra-son en médecine; la Société des Sciences de l'Institut luxembourgeois; l'International Stroke Society, l'American Society of Neuroimaging; le Neurosonology Research Group de la «World Federation of Neurology» dont le Dr. F. RIES est membre depuis 1993; la «International Hemodynamics Society», «American Association for the Advancement of Science», – invested member depuis 1994, finalement encore The NEW YORK Academy of Sciences», dont le Dr. RIES est membre depuis 1995.

Marié à Annick SCHILTZ, le Dr. Prof. Fernand RIES est père d'une fille LAURA, âgée de 12 ans.

La «Rheinische Friedrich-WILHELMS-Universität», Clinique neurologique et Polyclinique de BONN, nous a fait tenir un résumé scientifique relatif aux travaux de recherche qui valurent le Premier Prix SANOFI, décerné le 4 septembre dernier à MUNICH, au Dr. Prof. Fernand RIES, texte que nous tenons à publier intégralement ci-dessous, en version allemande, pour rester fidèle à la substance scientifique:

Neurologischer Forschungspreis für wissenschaftliche Arbeit über Emboliedetektion beim Schlaganfall

Herr Prof. Dr. Fernand RIES, kommissarischer Direktor der Neurologischen Universitätsklinik BONN, wurde im Rahmen des III. World Stroke Congress mit dem «First SANOFI Prize for Stroke Research» ausgezeichnet. Der alle vier Jahre organisierte Weltkongreß für Schlaganfall-Forschung fand Anfang September in MÜNCHEN statt. Der mit 20 000 US Dollar dotierte Preis wurde erstmals von der SANOFI-Stiftung für Thromboseforschung mit dem diesjährigen Schwerpunkt Emboliedetektion vergeben; die wissenschaftliche Bewertung erfolgte durch eine internationale, mit Fachleuten aus mehreren Kontinenten besetzte Jury. Der Preis ging je zur Hälfte an Nancy FUTRELL aus der amerikanischen Arbeitsgruppe von Clark MILLIKAN für eine tierexperimentelle Untersuchung über Hirnembolien, sowie an Fernand RIES und seine Arbeitsgruppe für neue Erkenntnisse im Bereich der Erkennung und Charakterisierung von Embolien in einem Gefäßmodell, das weitgehend die physiologischen Bedingungen der Hirndurchblutung imitieren kann. Die Ergebnisse erlauben eine bislang nicht beschriebene Charakterisierung von embolischen Partikeln durch Ultraschalluntersuchungen, die bis auf eine derzeit noch bestehende, gerätebedingte Einschränkung ohne weiteres auf die Ultraschalluntersuchungen der hirnersorgenden Gefäße am Menschen übertragbar sind. Embolien können z.B.



Le Dr. Prof. Fernand RIES

durch Auflagerungen auf Herzklappen oder in den Halsschlagadern hervorgerufen werden; sie stellen die häufigste Ursache des Schlaganfalls durch Verschleppung dieser Partikel in den Hirnkreislauf dar. Auch bei Eingriffen am offenen Herzen unter Einsatz der Herz-Lungenmaschine können gehäuft Embolien in Form kleinster Luftbläschen zu späteren neurologischen oder psychiatrischen Auffälligkeiten führen. Mit den neu entwickelten Untersuchungstechniken lassen sich vor allem auch in der Ultraschalluntersuchung auftretende Artefakte, d.h. falsche Emboliesignale mit großer Zuverlässigkeit abgrenzen. Die erst seit wenigen Jahren erkannte Möglichkeit der Darstellung von Embolien im strömenden Blut ist mit den bislang entwickelten Methoden nur unzuverlässig möglich. Die Konsequenz einer zuverlässigen Embolieerkennung liegt u.a. auch in der Erfolgskontrolle einer entsprechenden medikamentösen Therapie, z. B. durch die Hemmung der Blutgerinnung. Als Nachteil wird die derzeit noch personal- und zeitintensive Untersuchung angesehen. Das Preisgeld soll zur Weiterentwicklung des Projektes, vor allem im Hinblick auf eine automatisierte Erkennung von Embolien eingesetzt werden.

Prof. RIES leitet seit November 1995 die Neurologische Universitätsklinik in BONN; neben der Betreuung von Patienten mit neurologischen Erkrankungen und den Aufgaben der akademischen Lehrtätigkeit liegt der wissenschaftliche Schwerpunkt seit vielen Jahren auf dem Gebiet der cerebrovasculären Erkrankungen. Für Arbeiten auf dem Gebiet der ultraschallgestützten Diagnostik von Veränderungen der Hirngefäße erhielt er 1988 das erste International Fellowship des Christian DOPPLER Institute for Science and Technology in SALZBURG; 1993 wurde er für grundlegende Arbeiten zur Unterscheidung der ALZHEIMER-Erkrankung von durchblutungsbedingten Demenzformen mit dem Hirnforschungs-Preis der Universität WITTEN-HERDECKE ausgezeichnet.

La F.L.F. appuie le «VILLAGE d'ENFANTS S.O.S.» à MERSCH

Les responsables fédéraux de la F.L.F., Norbert KONTER, Président; Paul PHILIPP, entraîneur et le Secrétaire général Joël WOLFF ont annoncé début septembre, – de concert avec le Directeur du Village d'Enfants S.O.S. de MERSCH, M. Régis THILL, une campagne d'appui au profit du Village d'Enfants-SOS, dans le cadre des rencontres sportives de qualification aux Championnats mondiaux de 1998.

Cette campagne s'inscrit dans les efforts que consent la fédération mondiale FIFA et le Village S.O.S.-KDI, suivant un arrêté du Président fédéral international Joao HAVELANGE, suivant lequel SOS-KDI seront les bénéficiaires du FIFA Youth Fund, dont le promoteur majeur et parrain est l'international de football allemand Jürgen KLINSMANN.

La rencontre internationale au GIANTS Stadion de NEW YORK, entre une sélection mondiale et les Brésiliens, permet d'ores et déjà de collecter des fonds importants, versés essentiellement aux Villages SOS du Tiers Monde.

Au LUXEMBOURG, avec l'appui de RTL, un spot TV fut créé, préambule optique aux rencontres qualificatives que l'équipe fanion luxembourgeoise devra jouer, de jeunes pensionnaires du Village SOS merschois devant être les invités particuliers de la F.L.F. à chaque compétition internationale. Les revenus nets de cette opération altruiste doivent revenir à parts égales au Village merschois, comme à S.O.S.-Interfonds, une initiative luxembourgeoise, créée il y a une bonne dizaine d'années, et oeuvrant pour tous les villages SOS démunis de fonds suffisants de par le monde.

Maison communale et station d'épuration inaugurées à BOURSCHEID

Double inauguration à BOURSCHEID, le 13 septembre, en présence des Ministres Johny LAHURE et Michel WOLTER, du Vice-Président de la Chambre des Députés Ed. JUNCKER, du Député au P.E. Charles GOERENS; des Députés Emile CALMES, Claude HALSDORF, Nico LOES et Lucien WEILER, du Commissaire de district Jean JUNG, des Bourgmestres des Communes limitrophes, pour la nouvelle Maison communale et la station d'épuration à MICHELAU.

Bienvenue par le Bourgmestre Jean SCHOCKMEL, le premier magistrat communal soulignant que sur les 8 villages composant les six sections communales, quatre villages seulement auraient une canalisation; les nouvelles installations d'épuration desserviront BOURSCHEID-Moulin, BOURSCHEID-Plage, LIPPERSCHEID et MICHELAU, le besoin d'action s'étant fait sentir autant plus impérieusement que pendant les mois d'été les touristes et autres estivants triplent par période la population locale. D'où établissement d'un plan général d'assainissement en coopération avec le Ministère de l'Environnement, la station de MICHELAU en constituant la première étape-réalisation.

Les nouvelles infrastructures ont causé une dépense de l'ordre de 100 millions de francs, une somme de 890 millions supplémentaires étant envisagée pour la section de WELSCHEID, travaux qui seront suivis par ceux à réaliser à KEHMEN et à SCHLINDERMANDERSCHEID. L'orateur mit en exergue les aspects néfastes à subir par la commune du fait de l'évacuation des eaux utilisées, pratique nouvellement arrêtée depuis l'adhésion au Syndicat SIDEN, et par laquelle la commune se sentirait désavantagée quant à la répartition des frais à supporter.

Les installations d'épuration réalisées constitueraient un réel projet-pilote pour le Grand-Duché, MM.WELTER et HAMEN des bureaux URBATECNIC ayant fourni, à l'inauguration, les données suivantes: la station, construite entièrement sous toit, est conçue pour une population de 2.500 personnes; elle est «meilleur marché» que le «classique» réalisé autre part au jour, – dépenses: 40 mio. LuF –, l'infrastructure s'intègre parfaitement dans le paysage, l'assainissement mécanique et biologique des eaux ne requérant qu'un minimum d'énergie électrique, opérations sans bruit, sans odeurs ni de gaz libérés, d'où conditions de travail optimales pour le personnel desservant.

Monsieur le Ministre Johny LAHURE félicita autorités communales et réalisateurs techniques de cette parfaite nouvelle installation, soulignant les efforts consentis par le Gouvernement en matière traitement et évacuation des eaux utilisées, avant de fournir divers aspects relatifs aux taxes d'eau à traiter ou épurée. L'appui financier étatique impliquerait nécessairement l'adhésion communale à un syndicat spécialisé, une planification unitaire du prix d'eau restant par ailleurs visée et souci gouvernementaux.

Un quintette à vent reçut les hôtes de la journée depuis le balcon de la nouvelle Maison communale, devant laquelle le Ministre Michel WOLTER et le Bourgmestre Jean SCHOCKMEL dévoilèrent la plaque officielle, le Curé-Doyen Jean-Pierre HEUSCHLING de DIEKIRCH procédant à la bénédiction du très bel édifice public.

Cordiaux souhaits de bienvenue à un ancien G.I. américain, Citoyen communal d'honneur, Mr. Chester HENSHAW, qui remit à la municipalité locale un drapeau «stars and stripes» ayant claqué au vent au Capitole, le 16 mars dernier.

La nouvelle Maison communale, – ancienne propriété de dentiste et ayant été acquise il y a deux ans pour un montant de 14,5 millions – fut transformée et aménagée suivant plan de l'Architecte Arlette SCHNEIDERS, les travaux exécutés par des artisans et entreprises de la grande région, – pour un montant 13.200.000 LuF.

Sis au centre du bourg, le complexe administratif augmente sensiblement la qualité de vie des administrés, les conditions de travail pour les fonctionnaires et employés s'avérant être excellentes; la mairie abrite les locaux pour le bourgmestre et les échevins, la salle du conseil communal, bureaux pour les commissions, la salle des séances, des locaux d'archives accessibles aux citoyens.

On notera que les archives ont été restructurées de fond en comble par les soins de la Secrétaire communale Alice KOOB et du Receveur Marc GILSON, détails qui n'échappaient pas à l'attention du Ministre de l'Intérieur qui dans l'ensemble loua l'excellente gestion communale, désormais installée dans des locaux fonctionnels, les subventions gouvernementales ayant été majorées en général, pour garantir appui aux communes rurales soucieuses d'adapter leurs infrastructures bureaucratiques et scolaires aux nouvelles exigences.

La Commune de GOESDORF a inauguré son École régionale à NOCHER

Une année et demie après avoir été projetée et construite, la nouvelle École régionale de NOCHER, – commune de GOESDORF – a pu être inaugurée lundi, le 16 septembre, belle réalisation et bien à terme pour cette rentrée scolaire automnale.

Par un jeu de scènes, habilement animé par un accompagnement musical choisi, la jeunesse scolaire a représenté par plusieurs tableaux d'ensemble ce que fut la vie scolaire communale dans les années révolues: augmentation des effectifs scolaires de 50 unités en 1988 à 107 enfants des enseignements préscolaire et primaire réunis, pour 1996.

L'inauguration fut célébrée en présence de MM. Michel WOLTER, Ministre de l'Intérieur; du Vice-président de la Chambre des Députés Ed. JUNCKER, des Députés Agnès DURDU, Camille GIRA, Claude HALSDORF, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES et Camille WEILER, du Commissaire de district Jean JUNG, des Bourgmestres des communes avoisinantes, comme de la jeunesse scolaire régionale avec l'ensemble du personnel enseignant.

Bienvenue par le Bourgmestre Arthur SCHOCKMEL et bénédiction des nouveaux locaux scolaires par M. l'Abbé Ernest WAMPACH, avant la visite des «lieux»: six salles de classes, une salle pour initiation aux travaux sur ordinateur, salles pour cours d'appui, leçons de silence et l'enseignement audiovisuel, ainsi qu'une spacieuse salle de musique dans le comble du nouveau complexe scolaire, celui-ci restant accessible de l'ancien bâtiment par une passerelle vitrée. Dans l'ancien bâtiment, un logement de service sera aménagé.

Le nouveau mobilier scolaire, ergonomique et de conception suédoise, permettra une très judicieuse adaptation à la morphologie enfantine, tant pour les pupitres individuels que pour les chaises. Peintures intérieures en tons jaunâtre et bleuâtre, mobiliers fournis en bois naturels, la salle des ordinateurs étant équipée de 12 postes. La cour de la nouvelle école est couverte pour un tiers, les plaines de jeux, situées sur deux niveaux, étant «réunies» par des plans inclinés que les enfants peuvent emprunter comme par jeu... On notera que pour les leçons de gymnastique

les élèves se déplaceront vers le hall omnisport, construit il y a quelques années seulement, à NOCHER même.

Le projet scolaire dans son ensemble a causé une dépense de l'ordre de 70 millions de LuF.

72 enfants à la rentrée se réjouiraient, selon le délégué du personnel enseignant Gérard ROETTIGERS, des nouvelles installations fonctionnelles, inondées de lumière, accueillantes; une adaptation des enfants comme du personnel à cette nouvelle situation serait de mise, mais il conviendrait de louer l'ardeur au travail et la visée à long terme des édiles et de tous les intervenants.

Le Bourgmestre Arthur SCHOCKMEL analysa l'expansion démographique constatée, les nouveaux besoins scolaires exigés, planification et réalisation, le tout dans un laps de temps optimal, grâce au Bureau d'architectes SCAHT, dont Francis HOFFMANN, à l'entreprise générale comme aux artisans ou corps de métiers impliqués.

L'inspecteur des écoles primaires Carlo MULLER releva tout ce que le nouveau bâtiment comporte en fonctionnel et... futuriste, dont l'initiation aux ordinateurs, – ceux-ci toutefois ne pouvant nullement se substituer à la compétence ou à l'engagement au travail éducatif et d'instruction du personnel enseignant.

Il appartient au Premier Conseiller de Gouvernement Henri HOS-
TERT, – délégué du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Erna HENNICOT-SCHOEPGES – et au Ministre de l'Intérieur Michel WOLTER de conclure, chaque orateur insistant sur des aspects techniques, humains ou financiers relevant des ressorts respectifs.

RTL-Télé Lëtzebuerg a déménagé

La chaîne de télévision luxembourgeoise, RTL-Télé Lëtzebuerg, a quitté ses studios et sa salle de rédaction installés dans les locaux appartenant à la CLT à BERTRANGE, pour opérer, dorénavant, depuis le tout nouveau centre de télévision érigé à côté du siège de la CLT à LUXEMBOURG-KIRCHBERG.

Le déménagement fut terminé le 16 septembre, date à laquelle RTL-Télé Lëtzebuerg et RTL-Radio Lëtzebuerg présentèrent également leurs nouvelles grilles de programmes 1996/97.

Le Directeur des programmes luxembourgeois Alain BERWICK expliqua que le rapprochement géographique des rédactions de télévision et de radio allait permettre aux deux équipes d'intensifier leur collaboration en vue d'une complémentarité plus équilibrée.

Du côté des modifications des programmes retenons que RTL-Radio Lëtzebuerg diffuse dès à présent des bulletins d'informations jusqu'à minuit et qu'un programme musical est diffusé de minuit à 6 heures du matin.

Autre nouveauté, le montage des reportages télévisés se fera dorénavant par les journalistes de manière numérique sur écran d'ordinateur, la CLT ayant opté pour un logiciel inédit et faisant figure de pionnier dans ce domaine.

Radio et télévision bénéficient également du concours du météorologue suisse Jörg KACHELMANN pour leurs prévisions et peuvent s'appuyer sur un certain nombre de stations météorologiques placées à différents endroits du pays.

Notons encore que Jean-Marc STURM a été nommé rédacteur en chef adjoint de RTL-Radio Lëtzebuerg.

«Exchanges»

Inauguration de la sculpture de Richard SERRA à KIRCHBERG

Le plan de développement, conçu par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de KIRCHBERG, tel que ce plan a été approuvé par le Gouvernement et inscrit dans le projet général d'aménagement de la Ville de LUXEMBOURG comprend, entre autres, la réalisation d'un projet d'art urbain dont le but consiste à articuler l'espace public entre le paysage et la ville.

Au cours des dernières années, différentes oeuvres créées par des artistes luxembourgeois ou étrangers ont déjà été implantées au plateau de KIRCHBERG ou le seront dans un proche avenir.

Dans le cadre de cette initiative, l'artiste américain Richard SERRA vient de réaliser une oeuvre monumentale en acier destinée à marquer, à partir du rond-point, l'entrée Est du plateau de KIRCHBERG.

L'oeuvre fut présentée au public le mercredi, 18 septembre 1996, en présence de l'artiste.

Lors des discours, Fernand PESCH, Président du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de KIRCHBERG, a vivement remercié tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de ce projet exceptionnel, notamment les mécènes: HT-Luxembourg, Euro-Motor, la Banque Générale du Luxembourg, Paul WÜRTH ainsi que SCHROEDER & Associés (responsables des calculs de statique), dont la générosité et l'ouverture d'esprit ont été remarquables.

Porte-parole de ces mécènes, Alain GEORGES, qui représentait la Banque Générale du Luxembourg, a félicité l'artiste pour sa contribution à l'enrichissement artistique de KIRCH-

BERG, tandis que Lucien KAYSER a souligné la place de Richard SERRA – que beaucoup considèrent comme le sculpteur le plus important depuis 1945 – dans l'histoire de la sculpture récente.

Pour sa part, M^{me} Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture, a mis l'accent sur la nécessaire complémentarité des financements privés et publics, afin de laisser assez de place à la culture artistique pour s'épanouir. Enfin, Richard SERRA a tenu à remercier chaleureusement tous ceux qui, sur le terrain et souvent dans l'ombre, ont contribué à ce que «Exchanges» se dresse aujourd'hui à l'entrée de notre capitale. C'est ce titre riche en associations, comme toujours chez SERRA, – circulation, commerce, société cosmopolite, culture des frontières – que le sculpteur américain a finalement choisi pour cette oeuvre qu'il a qualifiée lui-même «d'une de mes plus belles réalisations».

«CHRISTOPH LUX 2» stationné à ETTELBRÜCK

AIR RESCUE, avec ses plus de 80.000 membres, consentit de grands efforts afin d'assurer des services d'urgence et d'intervention par la voie des airs: le 19 septembre, le nouvel hélicoptère CHRISTOPH LUX 2 fut présenté et «attaché» pour une période d'essai de six mois à la clinique ETTELBRÜCK, nouvelle base de stationnement; les 57 vols d'intervention opérés jusqu'au jour sont concluants, et l'on peut raisonnablement penser qu'un stationnement définitif puisse être envisagé dans le futur au bénéfice des régions du nord du pays: moins d'une dizaine de minutes sont nécessaires pour des interventions opérées à TROISVIERGES, à WILTZ ou à VIANDEN!

Le nouvel engin d'intervention du type MD EXPLORER/Mac DONALD DOUGLAS, – 2 appareils du genre se trouvant seulement en service de par le monde actuellement! – voit le second rotor arrière supprimé, au profit d'une turbine d'orientation et de direction, les deux turbines de propulsion développant 1.500 chevaux-puissance, CHRISTOPH 2 restant maniable même en cas de panne à une turbine, d'où sécurité optimale!

En présence du Ministre de l'Intérieur Michel WOLTER, des Bourgmestres des communes des cantons nordiques, de la Direction de la Clinique d'ETTELBRÜCK comme des services de sauvetage, le Président René CLOSTER expliqua type et opérations de sauvetage où d'intervention, essentiellement en connexion avec l'hôpital ettelbruckois; celui-ci, selon Marc MOHR, compte 458 employés spécialisés, 75 médecins, sur 365 jours de l'année, ceci 24 heures sur vingt-quatre, avec service médical d'urgence permanent.

Le Médecin Marcel JAMINET expliqua les restrictions en autorisation d'intervention pour l'hélicoptère, – le «fameux» rayon d'action minimal de 15 km, arrêté par convention entre la Protection Civile et LUXEMBOURG AIR RESCUE, interdisant selon circonstances l'intervention de CHRISTOPH LUX 2, tout de même plus rapide que l'intervention par route.

Le Ministre Michel WOLTER souligna les excellents rapports de son ministère avec LAR, l'hélicoptère représentant un complément judicieux au n° d'appel «112» de la Protection civile, la convention intervenue restant à respecter, en principe, certaines pratiques et des cas particuliers pouvant trouver les solutions adéquates d'un commun accord, l'apparition de l'ambulance et de l'hélicoptère à un même lieu de sinistre devant être évitée à tout prix. D'où exigences quant à une coordination fructueuse, pour le plus grand bien des blessés et patients concernés. Le Ministre souligna que la période d'expérimentation pratique du service pourrait donner lieu à un stationnement définitif, pour le cas où cette décision s'avérerait être nécessaire et opportune. Geste de la part des «BÄNKEL SÄNGER» et de la Chorale Municipale LYRA d'ETTELBRÜCK: remise d'un chèque d'un montant de 20.000 LuF au Vicaire général Mathias SCHILTZ, don que celui-ci transmet à LUXEMBOURG AIR RESCUE.



«Exchanges», la sculpture de Richard SERRA

Prestations encore élargies au nouveau «Centre Médico-Social» de DUDELANGE

Depuis 80 ans, l'ancienne Ligue contre la Tuberculose, – désignée actuellement par «Ligue Luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales» à DUDELANGE fut d'abord installée à l'hôpital de la ville, au Château THILGES ensuite – bâtiment administratif du Lycée Technique Nic. BIEVER actuellement – puis encore dans un pavillon proche des écoles, finalement dans une nouvelle construction, rue du Parc, construction aménagée sur une aire de l'ancien parking de la halle omnisports.

Cette nouvelle construction, fonctionnelle dans toute approche, doit pouvoir héberger des pensionnaires des Communes de DUDELANGE, de BETTEMBOURG et de KAYL, le nombre des prestations médicales et socio-médicales se trouvant considérablement élargi, voire amélioré: services sociaux, consultations en matière appareil respiratoire, conseils quant à un mode de vie sain, conseils aux fumeurs, service médico-sportif ou encore de prélèvement de sang, une nouvelle initiative-service, – «Initiative Départ dans la Vie» ayant complémentirement été réalisée.

Inauguration jeudi, le 26 septembre rue du Parc, l'événement s'est fait en présence de MM. Johny LAHURE, Ministre de la Santé; du Bourgmestre honoraire Nic. BIRTZ, du Bourgmestre Mars Di BARTOLOMEO, des Échevins Alphonse GRIMLER, Marc ZANUSSI et Fernand MENEGHETTI, des Conseillers municipaux, comme du Bourgmestre Fred COULLEN et de son Échevin Jules WILHELM, pour la Commune de KAYL.

La Ligue 1908

Tel que l'expliqua dans son allocution rétrospective le Dr. Jean GOEDERT, Président, la Ligue anti-tuberculose fut fondée en 1908, ayant reçu ses bases légales en 1910. En 1983, la Ligue eut sa nouvelle dénomination, fidèle à de nouvelles obligations qui devaient lui incomber. De par le pays, la Ligue gère 13 maisons spécialisées, occupant 150 personnes expertes.

Démarrage des travaux de la Ligue à DUDELANGE en 1914 dans les constructions successives que nous évoquons, l'institut dudelangeois compta 30 lits en 1940, le sanatorium proprement dit ayant existé jusqu'en 1970, année de son transfert au Château de BETZDORF.

En 1972, DUDELANGE vécut la création du «Dispensaire Emile MAYRISCH»; cette maison seigneuriale ne répondait plus aux réels besoins dès le début des années '90, le soin social faisant apparaître de nouvelles exigences, les services se spécialisant au fil des années.

Fête du Bouquet pour le nouvel édifice le 22 juin 1994, pour des travaux de gros-œuvre démarrés en janvier de l'année, la maison étant prête au fonctionnement dès le printemps '96.

Le volume bâti comporte 6.224 m³, la surface utile 1.640 m², la maison devant offrir service à une population dudelangeoise, bettembourgeoise et kayloise, soit 31.700 personnes, appelée qu'elle est en fait à améliorer très sensiblement les infrastructures sociales desdites communes, 4% de la population seraient régulièrement intéressés à être conseillés par des agents sociaux, le Dr. Jean GOEDERT termina sur les très vives félicitations à l'adresse du Ministre de la Santé, des édiles locaux, comme de tous ceux qui intervinrent à la réalisation de la nouvelle Maison, pour un coût total de 90,5 millions de francs.

Le Bourgmestre Mars Di BARTOLOMEO loua l'engagement et les services de la Ligue tout au long des décennies impliquées, une amélioration et une multiplication des services à offrir aux citoyens

s'avérant être indispensables: au Luxembourg, 8.000 personnes chercheraient régulièrement appui et secours auprès des services sociaux, dont 1.000 pour les seuls trois communes rentrant directement dans le projet.

Dernier orateur: le Ministre Johny LAHURE mit en évidence les conditions de travail nettement améliorées pour le personnel soignant et traitant, les efforts et excellents résultats de la Ligue se voyant honorés comme il se doit par l'État, du fait d'une plus importante contribution financière publique.

M. l'Abbé Robert SIBENALER procéda à la bénédiction des nouvelles installations, avant la visite des lieux par les hôtes et l'assistance, nombreuse.

Quand la Musique militaire grand-ducale donne l'aubade musicale à son ancien Chef Norbert HOFFMANN

Ambiance cordiale au grand auditorium de la Musique militaire grand-ducale, au Conservatoire de Musique de la Ville, vendredi, le 27 septembre, où le prestigieux ensemble musical militaire reçut son ancien Directeur Norbert HOFFMANN, à l'occasion du 80^e Anniversaire de celui-ci.

Réelle atmosphère de fête et de cordiales retrouvailles pour Norbert HOFFMANN lui-même, mais également pour ses anciens «camarades de registre» ou alors des musiciens qui interprétèrent sous sa baguette, de même que pour le Lt-Col. Pierre NIMAX, ancien directeur, le Lt-Colonel René ALZIN, représentant les Forces armées luxembourgeoises; pour l'Adjudant-Major Gustave MOES et l'actuel Chef de l'ensemble musical grand-ducal, le Major André REICHLING.

Bien sûr, il ne fallait puiser que dans le très riche répertoire musical créé par un Norbert HOFFMANN, fin connaisseur, compositeur sensible et prolifique, auquel le répertoire artistique et les archives musicales nationales ne doivent pas moins de 250 compositions, les arrangements ne se comptant presque plus...

«Prélude baroque» de HOFFMANN donna le ton d'emblée, le Lt-Colonel René ALZIN retraçant les grandes étapes d'une vie faite d'engagement musical et de créations qui durent, qui durent.

Né en 1916, fils aîné des parents HOFFMANN, qui eurent trois enfants, à DUDELANGE, – Forge du Sud –, Norbert HOFFMANN se découvrit très tôt un grand penchant pour la musique, essentiellement attiré qu'il fut par le violon et la clarinette, «son» instrument.

Le 3 août 1937, Norbert HOFFMANN s'engagea, à l'âge de 21 ans, dans la musique militaire, dont la très riche tradition remonte au milieu du siècle dernier.

Enrôlé de force dans les armées nazies, N. HOFFMANN subit une formation militaire pour la police du «Reich» à WEIMAR, où avait été déportée la Compagnie des Volontaires luxembourgeois; pendant la guerre, le soliste luxembourgeois devait faire partie du «Polizei-Musikkorps» à LUXEMBOURG.

Après la libération, l'ancien chef de l'orchestre d'harmonie grand-ducal reprit ses études musicales à BRUXELLES, au «Conservatoire Royal», pour être professeur de musique à DUDELANGE, dès 1945. Appelé à la tête de la Musique militaire, à la succession d'Albert THORN en 1960, Norbert HOFFMANN devrait oeuvrer avec succès sur divers plans musicaux publics jusqu'au 28 juillet 1971, jour de sa retraite officielle bien méritée.



Norbert HOFFMANN entouré de l'ancien Directeur, le Lt-Col. Pierre NIMAX et de l'actuel Chef de l'ensemble musical grand-ducal, le Major André REICHLING

Toutefois, l'excellent compositeur continua à créer de nombreuses compositions encore, tout comme il assumait pleinement son rôle quand il était sollicité pour être membre de nombreux jurys nationaux et internationaux, aux Conservatoires, comme au bénéfice de l'Union Grand-Duc Adolphe, finalement à l'étranger.

Visiblement ému, Norbert HOFFMANN remercia toutes celles et tous ceux qui intervinrent à ce jour anniversaire, rappelant plus d'une anecdote qui furent toutes faites pour égayer encore l'assistance. Sur l'interprétation de «Feu d'Artifice», — on devinera le nom du compositeur — se terminèrent ces chaleureuses retrouvailles d'anniversaire. Bonne fête!

La Station d'épuration belgo-luxembourgeoise inaugurée à MARTELANGE

Un pas important dans l'assainissement de la Sûre a été réalisé par la création transfrontalière commune au Luxembourg et à la Belgique des nouvelles installations d'épuration à MARTELANGE, infrastructures importantes inaugurées le 27 septembre 1996 en présence du Ministre belge de l'Environnement de la Wallonie, M. Guy LUTGEN, du Ministre luxembourgeois de l'Environnement Johny LAHURE, des Présidents des Syndicats belge AIVE, Jean-Marie CARRIER et luxembourgeois, SIDEN Ernest RASSEL; du Commissaire de district de DIEKIRCH Jean JUNG, des Bourgmestres Frantz CLEMENT, Roger MERTES et Ferd UNSEN pour les Communes de MARTELANGE, de FAUVILLERS et de RAMBROUCH.

Les installations, financées en majeure partie par la Belgique, seront entretenues au moyen de crédits luxembourgeois, la station étant conçue en principe pour traiter les eaux utilisées pour une population de 3.500 personnes, jusqu'à concurrence de l'ordre de 7.200 personnes environ, aux mois de la bonne saison, touristique.

Question aduction des eaux d'un niveau plus bas vers les bassins de décantation supérieurs, huit vis sans fin, type de «tire-bouchons» impressionnants, furent aménagées sur un plan incliné, la décantation biologique se faisant dans deux bassins pendant les mois d'été, dans un seul l'hiver; les eaux ainsi traitées passent dans cinq bassins de décantation complète, où toutes les parties vaseuses sont recueillies, les phosphates en étant séparés par un ingénieux processus spécial, aux fins d'éviter une eutrophication du bassin de barrage d'ESCH-sur-SÛRE.

Le Président du SIDEN Ernest RASSEL caractérisa ces nouvelles installations comme une étape très importante en matière traitement des eaux de la région, regrettant toutefois que les raccordements pour eaux utilisées à partir de la Nationale 4, comme celles des localités de MARTELANGE-Haut et de WOLWELANGE ne soient pas encore réalisés. Alors que la Belgique aurait terminé les installations d'épuration de BASTOGNE et de VAUX-sur-SÛRE, le collecteur de barrage sur la Haute-Sûre, avec la station d'épuration prévue à HEIDERSCHEIDER-GRUND, resteraient toujours en souffrance. La cause majeure de ce manque serait imputable au fait que 9 communes n'aient pas voulu adhérer au syndicat, l'orateur lançant un ardent appel aux édailes desdites communes aux fins d'une adhésion proche, pour le meilleur du Parc naturel de la Haute-Sûre à créer.

Jean-Marie CARRIER, Président du AIVE, mit en évidence les efforts consentis côté belge, dont la station d'épuration de BASTOGNE, — améliorant nettement l'état des eaux de la WILTZ —, comme celle de VAUX-sur-SÛRE, contribuant efficacement à l'assainissement des eaux de la Haute-Sûre. On nota que la Wallonie a contribué pour 85% aux dépenses des 400 millions de francs dépensés pour la station d'épuration de ROMBACH-MARTELANGE.

Le Ministre belge Guy LUTGEN souligna à son tour l'important investissement assuré par la Wallonie, la reprise des frais de fonctionnement et d'entretien par le Grand-Duché rétablissant un juste équilibre dans les postes de frais. La réalisation commune témoignerait d'une franche volonté de coopération, voire d'une aspiration de trouver et de réaliser d'excellentes solutions en commun; la population dans son ensemble devrait honorer les efforts gouvernementaux et publics dans ce sens que chacun veuille contribuer à la sauvegarde d'un environnement sain, l'éducation et l'instruction permanentes dans cette approche s'avérant être nécessaires, indispensables.

Le Ministre Johny LAHURE insista sur l'importance qui reviendrait à la réalisation d'un collecteur commun, essentiellement au service des stations d'essence des parages martelangeois, stations nombreuses; il s'agirait de même d'éviter au maximum des accidents routiers pouvant causer préjudice à l'environnement aussi, les grands et lourds transports devant obligatoirement emprunter les tronçons routiers de contournement.

Le Ministre souligna que des subventions publiques directes en matière assainissement sur le plan communal seraient directement tributaires d'une adhésion obligatoire aux syndicats communaux existants, les plans d'investissements pluriannuels gouvernementaux restant sujets à révision sous peu.

En ce qui concernerait la station d'épuration à HEIDERSCHEIDER-GRUND, le plan pluriannuel gouvernemental préverrait des crédits de l'ordre de 700 millions LuF.

Une visite des nouvelles installations martelangeoises et un vin d'honneur clôturèrent l'inauguration.

L'annexe à la Maison de Retraite de CLERVAUX inaugurée

C'est en présence de Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille, des Députés Lucien WEILER, Nico LOES, Claude HALSDORF, Agnès DURDU et Jean-Pierre KOEPP; de Madame Marie-Pierre MAJERUS, déléguée du Commissaire de district; du Curé-Doyen Georges GEVIGNÉ, du Président des AMIPERAS Jos. WOHLFART et des Bourgmestres Emile EICHER pour MUNSHAUSEN, Lucien MAJERUS pour TROISVIERGES et Henri RINNEN pour WEISWAMPACH que l'imposant nouveau pavillon-annexe de la Maison du 3^e ÂGE fut inauguré vendredi, le 27 septembre.

Les maîtres de l'oeuvre, en l'occurrence les Communes de CLERVAUX, HEINERSCHIED, HOSINGEN, MUNSHAUSEN, TROISVIERGES, WEISWAMPACH et WICKRANGE, plus récemment, — depuis 1996 — la Commune de CONSTHUM

également se sont vu placées devant l'impérieuse nécessité d'agir: les 48 lits de la Maison, fonctionnant depuis le 1^{er} août 1983, n'étaient plus guère suffisants en nombre.

Selon le premier orateur, le Bourgmestre Aloyse NOSBUSCH de CLERVAUX – Président du Conseil d'administration également –, une première extension en 1990 avait valu une augmentation du nombre des lits de sept unités, insuffisants encore !

La liste d'attente des pensionnaires en puissance s'étant allongée encore, on projeta cette nouvelle annexe qui fait monter le nombre des lits disponibles à 75, une station médicale pour soins ambulants, l'agrandissement des réfectoires, un nouvel ascenseur et la rénovation de l'ancien étant complémentarément de réels gains à cette nouvelle situation; en complément encore, l'orateur cita de nouveaux locaux pour stockage-réserves alimentaires, un garage pour le minibus de la Maison, finalement une nouvelle salle socio-thérapeutique put être projetée. Les systèmes d'alerte-feu et la «téléalarme» furent améliorés respect. aménagés, les nouvelles infrastructures ayant causé une dépense de l'ordre de 111,5 millions de francs, dont 80% à charge du Ministère de la Famille.

Le personnel soignant ou technique est monté à 26 personnes, dont 12 à plein temps, la Maison hébergeant actuellement – à 95% de ses capacités – 59 dames et 11 hommes; la tendance au vieillissement des pensionnaires est constatée en général sur des années, 26 personnes, âgées entre 65 et 80 ans, y vivant actuellement, les pensionnaires de 80 à 90 ans représentant 50% de la population de l'institut. Le doyen est âgé de 95 ans!

La «porte ouverte» et le «Foyer de jour» constituent les offres particulières aux pensionnaires, les services de la transfusion sanguine, du transport vers les stations médicales, les navettes locales, les visites médicales, du masseur comme des coiffeurs représentant d'autres commodités offertes. L'offre culturelle implique le séjour à la cafétéria, échanges ou jeux, des soirées de théâtre, de films ou de musique, finalement des excursions organisées.

M. Jos WOHLFART mit en évidence les efforts consentis sur 33 années par les sections communales ou locales des AMIPE-RAS, les efforts consentis par tous les responsables ayant sur ce plan considérablement augmenté et l'offre aux gens âgés, et la diversité de celle-là.

La présence de la Rév. Soeur MARGOT assurée, le Ministre de la Famille Marie-Josée JACOBS mit l'occasion à profit pour évoquer l'époque pionnière du travail à la congrégation des Soeurs; de belles traditions se seraient ainsi instaurées, pratiques et techniques souvent reprises par l'autorité publique, avec des moyens grandissant, sur le vu également de nouveaux besoins.

Félicitant les édiles des communes impliquées, l'oratrice mit en évidence la situation nettement améliorée pour le nord du pays quant à l'implantation de Maisons du 3^e Âge et de Gériatrie, les institutions et leur personnel se chargeant non pas exclusivement du bien-être physique, mais encore de soins et attentions psychologiques, également importants, dont une occupation thérapeutique des plus bénéfiques.

Il appartient au Curé-Doyen Georges GEVIGNÉ d'implorer la bénédiction sur la Maison et ses pensionnaires.

Fin de carrière pour un Messancéen à l'Ambassade Belge de LUXEMBOURG

René DILLEMBOURG, originaire de MESSANCY, conseiller à l'Ambassade Belge à LUXEMBOURG depuis 1990, a pris sa retraite en date du 30 septembre. Né le 1^{er} septembre 1931, il a suivi les cours à l'école communale de MESSANCY, puis ceux de l'Athénée de VIRTON où il a décroché la médaille d'or et le Prix spécial du Gouvernement. Attiré par l'aventure africaine, il a préparé pendant 4 ans à l'Université coloniale d'Anvers, sa carrière de futur administrateur territorial dans l'ex-colonie belge.



M. et M^{me} René DILLEMBOURG, en compagnie de M. le Ministre d'État honoraire Pierre WERNER et du Président de la Chambre des Députés Jean SPAUTZ

Avant de partir pour l'Afrique, il a «fait» l'École d'Infanterie dont il est par ailleurs sergent d'honneur, avant d'être affecté comme Officier de réserve au 3^e Chasseur Ardennais à VIEL-SALM, dans une Compagnie de fusiliers germanophones issus des cantons de l'Est. Très attaché aux traditions des Chasseurs Ardennais, où son père avait servi en 1940, il a tenu l'an dernier, à assister aux émouvantes cérémonies qui ont marqué la dissolution de son Bataillon d'élection.

Sa carrière coloniale a été éphémère par la force des choses. Il a été obligé de quitter le service territorial fin 1960, non sans avoir en qualité de maître de stage, brillamment formé son propre successeur congolais qui est d'ailleurs devenu par la suite un éminent Ambassadeur du Zaïre dans différents Pays étrangers. René DILLEMBOURG a eu une conduite exemplaire lors des tragiques événements de septembre 1960 et il a sauvé, parfois au péril de sa vie, nombre de compatriotes isolés en Brousse. Après son retour en Belgique, il a repris du service au Ministère des Affaires Étrangères qui l'a envoyé dans différents postes à l'Étranger, DUSSELDORF, SAO PAULO, KINSHASA, TUNIS, LISBONNE, ATHÈNES et enfin à LUXEMBOURG dans un Pays qu'il considère comme le sien. À TUNIS, il avait été victime d'une mémorable prise d'otages.

Grâce à lui et à son sang-froid, l'attentat s'est terminé sans effusion de sang. Sa fierté est d'avoir toujours reçu les citoyens grand-ducaux dans les postes où il représentait leurs intérêts consulaires, dans leur langue maternelle. Le Gouvernement luxembourgeois a d'ailleurs reconnu ses mérites en lui octroyant la décoration de Commandeur de l'Ordre du Mérite et celle d'Officier de la Couronne de Chêne.

extrait: «Le Sudiste» au «Journal des Trois Frontières» – 26.9.96

«STEFAN ZWEIG Ein Österreicher aus Europa»

Du 18 septembre au 13 octobre 1996, le Centre national de littérature à MERSCH a accueilli l'exposition: «Stefan ZWEIG – Ein Österreicher aus Europa». L'exposition organisée dans le cadre de «1000 Jahre Österreich» fut placée sous le patronage de l'Ambassade d'Autriche, du Ministère des Affaires Étrangères de VIENNE et du Ministère de la Culture, Luxembourg.

L'inauguration de l'exposition «Stefan ZWEIG – Ein Österreicher aus Europa» a eu lieu le 17 septembre 1996. Des allocutions furent faites par Madame Germaine GOETZINGER, Chargée de Direction du CNL; Son Excellence Monsieur Joseph MAGERL, Ambassadeur d'Autriche au Luxembourg; Monsieur Johann PADUTSCH, Bürgermeister-Stellvertreter der Stadt SALZBURG et Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture.



À l'écoute de nos COMMUNES: Projets et Réalisations

ESCH-sur-Alzette, «Métropole du fer», chef-lieu cantonal, centre industriel et commercial du Bassin Minier

Projets et réalisations: 1992-1996/97:

- * Rénovation urbaine à «ESCH-Centre» – Quartier BOLTGEN
- * Rue de l'Alzette, – la zone piétonnière inaugurée
- * Rénovation du Théâtre municipal
- * Nouveau Centre national de Formation professionnelle continue
- * Centre intégré pour Personnes âgées

Située aux confins du bassin ferrugineux de BRIEY, – Meurthe-et-Moselle française – «ESCH la Mauvaise», centre industriel d'importance européenne pendant un siècle, a réalisé son «va-tout» au cours d'une histoire mouvementée, souvent difficile, économiquement excellente dans l'ensemble, engagée et laborieuse toujours...

Les premières traces des peuplades préhistoriques qui se fixèrent aux bords marécageux d'une «Alsatz» génératrice d'un très fruste bien-être, remontent probablement aux nuits des temps, aux périodes du paléolithique inférieur – il y a plus de 10.000 années –, à l'holocène – période florissante du quaternaire, il y a dix mille ans – pour passer par l'âge du Bronze (1.800 à 750 av. J.-Chr.) à la période du Fer, à partir de 750 avant notre ère.

Les silex et tessons de poteries sont nombreux à avoir été découverts aux abords d'ESCH, «Op BESING», «Am Hädefeldchen», au «Hongrege Bour», les ossements d'un aurochs, découverts lors de travaux de minage à ce dernier lieu-dit précisément, en 1892, restant témoins des premières «villégiatures» préhistoriques aux bords d'une Alzette, aux ondes claires et très poissonneuse à l'époque.

Bien plus près de nous, ESCH-sur-ALZETTE devait faire son «apparition officielle» dans l'histoire de l'humanité et des Eschois en particulier, documenté que le modeste site se trouvait dans un parchemin datant de 773-774 apr. J.-Chr.

Vocation minière et ferrugineuse dès le II^e avant notre ère

Ce n'est certes pas un effet du hasard que l'époque minière et sidérurgique moderne ait démarré dans toute son ampleur et son énorme rayonnement économique à ESCH-sur-ALZETTE et dans les parages directs, entendons SCHIFFLANGE et RUMELANGE,

DUDELANGE dans la partie orientale du bassin, BELVAUX-DIFFERDANGE et RODANGE à «l'occident».

Au IV^e et surtout au II^e siècles avant notre ère, des groupuscules de peuplades celtiques se fixaient là, où le fer, le bois et l'eau semblaient promettre les meilleures conditions de vie, d'où nombreuses traces de cultures anciennes aux bords de l'Alzette, dans les environs d'ESCH en particulier, dénommé ASKES et ASK à ces lointaines époques, dit-on!

Citons, pour l'époque du bronze, – ce précieux amalgame de cuivre et d'étain des périodes préhistoriques –, le «ESK», – entendons ESCH –, des lieux-dits tels le «Langhélzerweyer», quatre endroits du «Clair-Chêne», – situé au sud de BELVAUX et les actuelles installations de ARBED-Belval – à «REMERICH», au KAZEBIERG, aux «ESCHER-BÜSCH» et «SCHLOSSBÜSCH», au «GALE(T)S-LOCH», au «Other Brühl» encore, comme à la «Homécht» et finalement en 4 endroits également du «Lallénger Paesch», – en vingt-deux lieux d'exploitation en tout, où les grands ancêtres celtiques, plus tard les Romains, savaient travailler le bronze et le fer, ce dernier essentiellement à partir de minerais oolithiques y récoltés et fondus sur place, notamment aussi à la «EISEKAUL»...

Cette industrie sidérurgique, modeste par son rayonnement uniquement local sur des siècles, mais florissante par les premiers succès, était conduite au charbon de bois que nos vastes forêts fournissaient alors à bon marché et en abondance, tout autour d'ESCH également.

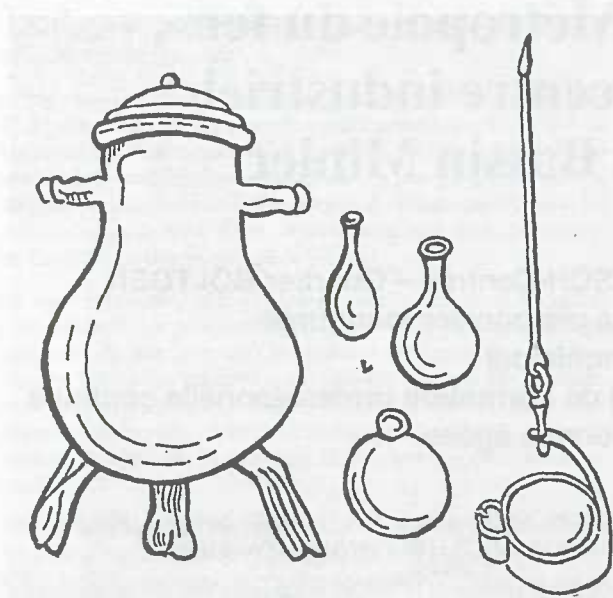
Les Celtes, depuis le III^e siècle avant J.-Chr., étaient fondeurs et forgerons habiles, tel que le témoignent les deux admirables anneaux ciselés de bronze, découverts dans les années '30 de ce siècle à la «Acht», grande surface de près à l'époque.

Comme le diverticulum romain vers «ESK» et MONDERCANGE – rue secondaire romaine de l'artère militaire principale TRÈVES-

LUXEMBOURG-REIMS –, traversait l'Alzette par gué dans les environs d'ESCH-sur-ALZETTE, pour rejoindre l'Oppidum au TITELBERG-Jez-RODANGE, les Romains, eux aussi, ont laissé de nombreuses traces ou des vestiges «éloquents» de leurs passages et installations de villégiature.

Les Romains: 53 av. J.-Chr. jusqu'à 476 de notre ère

L'historien Alexander WILTHER cite en 1665 «l'oppidum ibi amoenum ESCH», – la «belle» petite ville fortifiée d'ESCH – où «au Faubourg», un sarcophage bien conservé, d'origine romaine fut découvert au hasard d'un labour automnal, sépulture qui contenait, outre les ossements, un grand récipient, type haute cruche ventrue en verre verdâtre, avec deux anses, le tout monté sur tripied, des fioles en verre encore, un récipient en terre cuite et un quinquet à huile, en fer avec longue tige de suspension;



Ustensiles provenant du sarcophage romain découvert en 1665 aux environs de la Ville d'ESCH: un cruchon à trois pieds, en verre verdâtre, rempli de cendres et de petits ossements; trois fioles vertes et un quinquet à huile

à la «HIEHL» à ESCH, on découvrit au XIX^e des urnes taillées dans la pierre, de type carré, ainsi qu'une autre urne ronde, trouvée au «ELLERGRONN» et renfermant un grand nombre de monnaies romaines, un réel trésor...

Une douzaine de cruchons, type amphores minuscules de diverses tailles, furent encore mises à jour en 1930 au lieu-dit «Auf der LEER»-Jez-Esch, – trouvailles romaines également.

«HESC», la cité franque à la fin de la «Pax Romana»

La «Pax Romana», qui avait duré trois siècles, prit fin en l'an 253, quand les Goths, les Alamans, les Suèves et les Francs firent leurs incursions belliqueuses et conquérantes dans les territoires romains de la «trans-alpina», dont nos territoires du sud.

À diverses intensités, les échanges belliqueux duraient près d'un demi-siècle, jusqu'à la paix que les Empereurs DIOCLETIEN et CONSTANTIN assuraient pour près de 70 ans, de 285 à 355.

Les sites eschois de «MONKLER», – aujourd'hui ban schifflangeois –, «Op ZAEPT» ou «ZAEPERT» et «THIEPACH», – nommé «DIPBÉCH» de nos jours – sont des lieux rappelant l'époque belliqueuse franque, avec le «HESC» d'avant la date! – qui en souffrit pendant près de deux siècles, jusqu'à l'apaisement des nouvelles peuplades «civilisées».

Après les conquêtes germaniques et une christianisation plus générale, – entamée sous CONSTANTIN à partir de 333 –, les grands monastères de la région commencèrent à faire sentir leur influence civilisatrice, dont St. MAXIMIN de TRÈVES à partir du V^e et ECHTERNACH, après que le missionnaire frison St. WILLIBRORD, Archevêque d'UTRECHT, y eût fondé son Abbaye, en 698.

«HESC»-ESCH est cité dans un parchemin, copie d'un document latin, publié au Folio 78 du «Liber Aureus Epternacensis», – ce livre d'or de St. WILLIBRORD, précieux document historique, réalisé vers 1200 au scriptorium epternacien, concernant une donation datée entre 770 et 775 probablement, «liber» conservé au «Germanisches Nationalmuseum» de NUREMBERG et dont un fac-similé existe dans la ville abbatiale luxembourgeoise. La copie du parchemin original semble effectivement avoir été rédigée vers 1200 de ce millénaire à ECHTERNACH.

Ego in di noīe hebulung? pro di intūitu & premedio anime mee ad eccliam sã Willib. dono res meas in uilla que uocat hesc. q̄c̄q̄r ibide uisul sū habere. id ē mansol. uy. cū omībz suis appendiciis. id ē tam fr̄is. casis. campis. pratis. pascuis. siluis. aq̄s. aquarūue decursibz. mancipiis. Siq̄. ū de hereditibz meis. ut s̄. dēb. anno. uy. regn̄ karolo rege.

Le parchemin de 773, par lequel NEBULUNGUS fit don de toutes ses propriétés eschoises à l'Abbaye d'ECHTERNACH – terres, champs, prés et pâtures, plans d'eau ou «eaux courantes», les «vils serfs» qui en firent partie y compris, quoique ces derniers se soient déjà «libérés» en grande partie de l'esclavage dans lequel ils se trouvaient antérieurement –. Un document du Monastère de MARIENTHAL, en 1390, comme de plus nombreux affermage epternaciens entre 1600 et 1788, finalement une déclaration de justice d'ESCH datant de 1741 confirmeront que «HESC» – lisez le nom au début de la troisième ligne du parchemin de 773! – restait redevable pour 10 setiers de blés à ECHTERNACH, ce que des documents définiront comme le «WILWERTSZEHTEN»...

«Ego in Dei nomine Nebulungus pro Dei intuitu et pro remedio anime mee ad ecclesiam sancti Willib(rordi) dono res meas in villa que vocatur HESC – il existe une variante se lisant HEGT!, – quicquid ibidem visus sum habere, id est mansos IIII cum omnibus suis appendiciis, id est tam terris, casis, campis, pratis, pascuis, silvis, aquis aquarumve decursibus, mancipiis. Si quis vero de hereditibus meis qui hanc donationem infringere valuerit, iram Dei incurrat. Actum anno III regnante Karolo rege.»

Ainsi, entre le 9 octobre 773 et la même date de 774, NEBULUNGUS, pendant la troisième année du règne de CHARLEMAGNE (742-814), fit don de ses propriétés de HESC à l'Abbaye St. WILLIBRORD d'ECHTERNACH: 40 hectares de terrains «bâtissables» avec toutes les dépendances de terrains, bâtiments publics ou constructions, champs et prés, forêts, plans d'eau et eaux coulantes; on suppose que ce NEBULUNGUS fut un neveu de CHARLES MARTEL, (vers 685 à 741).

Le 25 juin 789, un autre seigneur franc, du nom de WICBERTUS, fit don au Maître-Prieur ASSUERUS de PRÛM de ses propriétés foncières de LALLANGE, – «ZAEPET»; le parchemin afférent cite: «... hac benivolencia ut res iure proprietatis mee, in villas qui vocantur LULLINGAS et ADDEOBACE et ACALIAIMO sitas in pago wabrinse...» Lesdites propriétés lallangeoises permettaient annuellement des semences de 200 setiers à 25 litres en grain, comprenaient une forêt pouvant offrir de quoi engraisser 1.060 porcs, les redevances fixées s'élevant à 38 poules, ... 15 oeufs et du matériel de quoi encore couvrir une cinquantaine de toits...

Domino scō & in xpō patri asuario abbe. ego uuibert' quatenus a mea petitione ur̃a habuit pietas. hac benivolentia ut res iure proprietatis mee in villas qui uocant̃ lullingas & addeobaco & acaliaimo sitas in pago uuabrinse quō ego p anime mee remediū ad monasteriū scī saluatoris p frumenta cartarū delegauī, in beneficium dū aduiuo excolere pmisistis. ea scilicet ratione ut annis singulis ad missā scī saluatoris solido uno in luminarib; ipse basilice soluere

Extrait de l'Acte de donation du 25 juin 789, par lequel WICBERTUS – «... ego uuibertus quatenus...» offrit ses propriétés «... in villas qui vocantur lullingas...», don à l'Abbé-Prieur de PRÛM

Le lieu-dit «ACALIAIMO», d'origine franque, s'identifia à partir du XIX^e siècle – «URKADASTER 1824» – à «A KALHEIM», nom pour lequel les autochtones lallangeois et eschois avaient créé la désignation «An der Kaal lēchtche», «in der kleinen Kaal-ACHT», – «UECHT» se retrouvant encore pour un autre lieu-dit eschois.

«L'autre ASC» de 874

Dans un parchemin de donation de 874, CHARLES le CHAUVÉ et son Épouse RICHILDE font don entre autres de leurs propriétés de «ASC-lez-MESSANCY», – entendons ESCH-sur CLOIX-et de terrains sis «apud alium ASC» – «l'autre ESCH», dénomination qui se retrouvera, sous diverses formes, jusqu'au XVIII^e, dont «Ander» ou «Andere ESCH» pour la future Métropole du Fer.

Cette très longue conservation du qualificatif «Ander» s'explique par le fait que les parchemins papaux et impériaux étaient

très connus et répandus, ce qui valut leur utilisation répétée lors de la gravure de cartes, comme de la rédaction de nouvelles chartes, ceci pendant des siècles!

ESCH filiale de St.MARTIN, la paroisse schifflangeoise

Si au VIII^e siècle déjà, HESC fut cité comme filiale de la paroisse de «St. PETERSBERG» de KAYL, en 983 le modeste site eschois fit partie de la paroisse-mère de SCHIFFLANGE, St. MARTIN en l'occurrence, une dépendance ecclésiastique qui devait durer jusqu'en 1742, année à laquelle, – le 14 octobre – l'Archevêque FRANZ-GEORG de TRÈVES érigea ESCH en paroisse autonome.

Au X^e siècle, le «Pagus Wabrensis», tout comme l'empire des Carolingiens se disloquèrent, unités seigneuriales dont avaient notamment fait partie HAGENEN, – un pauvre site près du château de «CELOBRIUM», disparu au XVII^e – SOLEUVRE, SCHIFFLANGE et «HESC/ASC», RUSSANGE et AUDUN-le-TICHE/OTH.

Dans les nouveaux «pagi ARLUNENSIS» (ARLON), VIRDUNENSIS – VERDUN et «MENTENSIS» furent imbriqués les villages et sites du sud de notre pays, dont ASCH au «Pagus MENTENSIS» ou «MATENSIS», cité comme tel dans un parchemin destiné à l'Abbaye de MÜNSTER, en 1128.

Quand SIGEFROI, Comte ardennais et fondateur de l'ancestrale première «dynastie» luxembourgeoise, acquit le Castellum LUCILINBURHUC le 12 avril 963, les territoires eschois devinrent comme un point fort de protection contre la convoitise des proches seigneuries de LOTHARINGIE et de BAR, SIGEFROI encaissant les dîmes dues par SCHIFFLANGE, – le petit bourg et la paroisse – et par ESCH; on notera que l'Abbaye d'ECHTERNACH et plus tard le Monastère de MARIENTHAL – fondé en 1231 par ERMESINDE, – reçurent de même une partie desdites redevances annuelles, de même que MUNDERCHINGA, – qui eut de nouveaux liens administratifs avec ESCH et surtout avec les DE BERWART, propriétaires du château eschois, – resta redevable de taxes à LUXEMBOURG et ECHTERNACH.

Aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles, des redevances eschoises étaient versées au Comte de LUXEMBOURG, aux Abbayes d'ECHTERNACH, de PRUM et de St. MAXIMIN à TRÈVES, à la «Prévosté» de SOLEUVRE, comme au monastère de MARIENTHAL.

Au XII^e également, les fours catalans du ban eschois, fondant de modestes quantités de minerais d'alluvion du site eschois comme des environs, – ainsi ceux de NIEDERKORN, de CLEMENCY et HAGEN, de STEINFORT ou SEPTFONTAINES – prirent de l'importance, les Comtes de LUXEMBOURG soutenant à l'époque la Seigneurie de SOLEUVRE et les nouvelles créations fortifiées de BERWART-lez-ESCH, comme de RODEMACK. Une branche des DE RODEMACK, – les DE BERWART, originaires de Belgique – prit, dès la fin du XII^e siècle, racines aux portes d'ESCH, aux abords immédiats de ce qui devait devenir «ESCH neuve villes», une «franchise», un bourg affranchi.

«DE BEAUREWARD» 1294 – BERROWART 1357

Les DE BEREWART ou BERWART, – étymologiquement la «Belle Tour de guet» – d'autres dénominations furent BYAUREWART en 1309 et BELREWART pour 1351, – eurent de nombreux liens familiaux avec les DE RODEMACK et ceux DE HUNCHE-RANGE, des liens politiques avec ceux de SOLEUVRE, de BETTINGEN/Eifel et de DUDELANGE/Seigneurie Mont St.JEAN.



1495 – «ESCH sur l'Alsus» – les DE BERWART sont seigneurs au Château, où les DE SCHAUWENBURG suivront à partir de 1497

Le château des DE BERWART eut ses premières assises fortifiées au milieu du XIII^e, les installations – tour centrale de guet, maisons seigneuriales et dépendances agricoles ou manufacturières datant de différentes époques – étant entourées par un fossé d'eau protecteur. Dès 1254, le Seigneur de SOLEUVRE, ALEXANDRE, avait construit un moulin banal au bord de l'Alzette, à quelque distance du château, moulin érigé contre la volonté du Prieur d'ECHTERNACH, propriété qui devait passer plus tard aux mains des DE BERWART, puis des DE SCHAUWENBURG/ Bertrange, propriétaire du château par union matrimoniale vers 1497, sur plus de 200 ans.

«AYS la neuve ville»

Le 4 avril 1281, une Charte de Franchise, établie selon droits ou Loi de BEAUMONT-en ARGONNE, fut octroyée par le Comte HENRI V de LUXEMBOURG, fils d'ERMESINDE, aux bourgs et villages de PÉTANGE, LINGER, BASCHARAGE et HAUTCHARAGE; par les stipulations de ce parchemin, les bourgeois «lybres» devinrent seulement redevables de services militaires vis-à-vis du souverain, comme de redevances, bénéficiant des droits banaux de mouture et de vaine pâture, suivant des dispositions assez clairement définies.

La lettre de franchise originale, concernant ESCH-sur-ALZETTE a été égarée ou perdue; mais comme les stipulations et arrêts de celle-là, conservée par copie ultérieure, sont sensiblement identiques aux détails cités dans les «lettres» pétangeoise et bascharageoise, on suppose qu'ESCH ait pu ou dû être affranchie à la même époque, vers la fin du XIII^e siècle également.

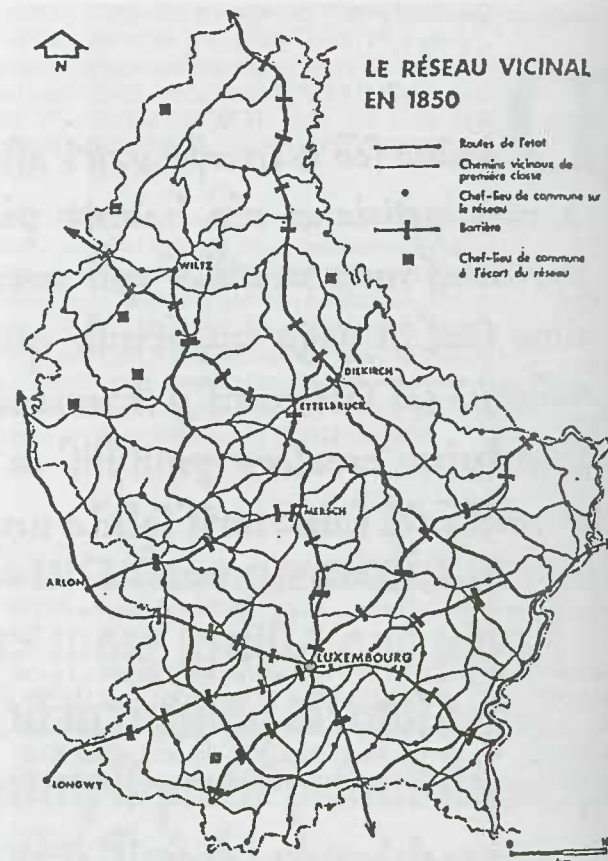
Ladite copie de l'acte, datée au 16 mai 1323 et dans laquelle le Roi-Duc Jean l'AVEUGLE règle l'exécution de la Justice dans «AYS la neuve ville», reconstitue la majeure partie des «libertés» dont bénéficiaient ESCH et les «nouveaux bourgeois» du modeste bourg. Un autre document, dû à PHILIPPE II, daté au 22 novembre 1577, retrace à son tour l'essentiel des «franchises» bourgeoises eschoises.



Les pauvres habitations de «manouvriers», constructions à deux pièces, couvertes de bardeaux ou de chaumes pendant des siècles, telles qu'elles existaient à la «SCHNEIER», parages de l'ancienne première gare eschoise, – bien pauvres domiciles comme ce fut la règle à ESCH dès le Moyen Age...

(photo d'après un vieux tableau)

ESCH, citée «neuve ville» en l'an 1311 déjà, devait dès lors être affranchie bien avant cette année, au plus tard en 1286 ou 1287, par HENRI VI, père de l'Empereur HENRI VII, peut être même avant, du temps du règne de HENRI V. Le cartulaire domanial de la Prévôté de LUXEMBOURG toutefois stipulait



De mémoire d'homme, les étrangers ou commerçants entrant dans une «franchise» fortifiée avaient à payer le «cens de ville», une taxe comme droit d'accès.

Dès la fin du XVIII^e, des barrières à taxes existaient sur un grand nombre de routes du Duché. La barrière eschoise, aux environs de LALLANGE, fut créée suite à une décision du Conseil communal en date du 15 janvier 1837. Une première disposition légale, le 30 décembre 1862, abolit les droits de barrière. D'autres réglementations suivront...

Carte: Prof. Charles BARTHEL

encore le 22 août 1632 que les citoyens eschois restaient redevables de dîmes multiples, pour lesquelles le juge, les sept échevins et le «nonce» étaient les seuls exempts. Ces derniers fonctionnaires publics et de justice changeaient «tous les ans à la Pentecôte», élus par les bourgeois sous les arbres de Justice, – des tilleuls !

Citoyens libres de se mouvoir, de se marier sans consentement seigneurial et d'élire leurs magistrats, les Eschois reprirent les travaux de construction des murailles de la ville en 1266, – serait-ce l'année de la Charte ? – pour les mener à bonnes fins en 1311.

Les Eschois devaient également fournir les pierres de meule au moulin banal, le bois requis pour la construction et l'entretien de bâtiments ou constructions publics, dont les ponts et passerelles. Les agriculteurs, – notons que ESCH devait être un bourg essentiellement agricole et artisanal pendant des siècles – durent céder en dîmes toute quatorzième gerbe de blé des champs qu'ils cultivaient, toute vingt-quatrième gerbe encore comme taxe seigneuriale à LUXEMBOURG. Une autre redevance était constituée par la «grasse chair» : droit de vaine pâture pour les porcs sur les chaumes, après la récolte ou dans les prés après la fenaison, taxes payées par tête de bétail, confiée au porcher ou berger du bourg.

Le souverain encaissera également les «droits de barrière» sur plus de deux siècles, taxes qui étaient obligatoirement payées par quiconque circulait sur route ou chemin public, à pied, à «dos de cheval, de mulet ou d'âne», comme par chariot de tout genre; des taxes analogues valaient également pour l'entrée «en ville».

Au XVII^e et XVIII^e siècles, une dernière fois en 1815-37, la «municipalité» d'ESCH-sur ALZETTE tenait à créer une «barrière» aux environs de LALLANGE, question d'encaisser des taxes pour l'entretien de ses voiries, souvent en très mauvais état. De ce fait, il y eut démêlés avec les communes de HOLLERICH, de MONDERCANGE et RECKANGE qui contestèrent ce nouveau droit aux Eschois.

Par la Loi du 30 décembre 1862, l'État supprimera les droits de barrière sur toutes les routes d'État, comme les barrières elles-mêmes.

Un parchemin de justice de 1714 confirma finalement encore qu'ESCH était affranchie, selon la «Loi de BEAUMONT».

Malheurs d'une «franchise»

Les Eschois eurent de fréquents démêlés et échanges en justice avec les Seigneurs de BERWART, qui géraient mal une propriété qui avait longtemps été importante, proprement seigneuriale.

Ainsi les éleveurs-agriculteurs de la franchise eschoise critiquaient le fait que les bourgeois de «BELVEYS-(Belvaux), REDANGE/Moselle et RUSSANGE» bénéficiaient d'un droit de vaine pâture sur les propriétés DE BERWART, alors qu'eux-mêmes en étaient privés. Par contre, les DE BERWART continuaient à solliciter les droits de justice – haute, moyenne et basse justice – dans la franchise eschoise, exigences qu'ils ne réussirent jamais à réaliser, face au juste entêtement des Eschois: défendre les droits acquis!

Les Eschois auront, dès 1676 au plus tard, deux potences directement «compétentes» pour leurs affaires criminelles: la première se trouvait au «Galgebiërg» la deuxième moitié du XVII^e, la seconde sur une colline proche de LALLANGE. Une troisième potence auxiliaire pour la «Justice et Seigneurie eschoise» se trouvait dans les parages de l'église paroissiale de «SUFFLINGAS» – Schiffflange au «Martinsberg», surmontant le petit village d'alors, instrument du supplice suprême dès lors bien en vue. Au «Galgebiërg», la première exécution capitale aurait eu lieu en 1678.



Pauvres et modestes maisonnettes d'ouvriers et de manoeuvres, telles qu'elles se trouvaient à ESCH pendant des siècles... La situation reproduite montre des habitations de la rue de RÉDANGE/MOSELLE, d'après un tableau de Jemp MICHELS

Côté démographie, ESCH comptait 49 ménages en 1473, SCHIFFFLANGE 23, BERGEM 13, alors qu'on en dénombrait 49 pour toute la vallée de KAYL.

51 familles, toutes «lybres», étaient comptées à ESCH en 1501, – l'époque fut bourguignonne – contre 24 à SCHIFFFLANGE, dont une de «condition serve», ménages qui devaient souffrir de plus en plus, suite aux interminables guerres que le Roi CHARLES V livra au Roi de France FRANÇOIS I^{er}, à partir de 1521. Ces guerres furent suivies par celles menées jusqu'en 1600 par le Roi d'Espagne PHILIPPE II, contre les Pays-Bas réformés, batailles rangées dont eurent encore à souffrir Eschois, Schiffflangeois et tout le «bassin».

ESCH, mise à sac et brûlée par une soldatesque des plus féroces, ne comptait plus que 40 ménages appauvris et mendiants en 1526, – suite à 9 incursions militaires –, faits qui incitèrent le gouvernement central à exempter les Eschois, – comme les Schiffflangeois, 27 ménages – de toute redevance annuelle jusqu'en 1530.

En 1532 encore, la misère des bourgeois libres est ainsi caractérisée: «ESCH sur alisz... tellement esté adommaigiez, pilliez prins prisonniers et ranchonnez... bruslez par les ennemis que impossible leur seroit payer leur cote et porcion en l'ayde d'un florin d'or à nous accordé en l'an XV et vingt huit dernier sur chascun feu ou mesnaige de nostre pays de Luxembourg montant leur dicte porcion assavoir ledicte villaige de esch à quarante florins d'or...»

Famine à «ESCH Alseit» encore en 1536 et 1537, où le ban du bourg saccagé ne rapporta en tout plus que 310, respectivement 205 double-setiers de blé; les étangs eschois, vidés tous les trois ans de leurs poissons, rapportaient 16 florins d'or en 1538, revenu versé intégralement au trésor impérial...

La «frieheyte ESCH uff der ailset»: 1541 à 1561

Sur les 65 familles que la «frieheyte ESCH» comptait en 1541, 49 seulement étaient redevables; furent exempts de toute taxe le juge, les échevins, nonces de justice, les non propriétaires, bergers, orphelins et mendiants. Les veuves, comptées pour «demy-feux», étaient exemptes pour la moitié des taxes dues, de sorte qu'en tout, 39 ménages locaux, tant soit peu solvables, devaient payer des taxes-impôts que les Trois États avaient définies et destinées à l'Empereur CHARLES V, le 6 janvier 1541.

15.000 hommes de troupes françaises et 3.000 cavaliers armés s'étaient mis sur route de guerre le 3 janvier 1544: ayant conquis la capitale, les unités armées se dirigeaient sur ESCH, qui fut pillée et brûlée, occupée encore jusqu'au 6 juin de l'année, jour de départ des unités dévastatrices françaises. Ce fut en 1552, lors de nouvelles incursions que les Français détruisirent complètement le château de SOLEUVRE, au «KNAPP», comme un quar-



1589 – Carte gravée par Matthias QUAD: «LUTZENBURG(n)SIS MONTVOSISSIMI/ ac saltvosissimi DVCATVS vera et compendiosa descriptio avec «... ANDRE ECHE, LUTZENBURG, Mont St. JEHAN, SOULEUURE, TUTELBERG et BARTRANGE...»

tier de BASCHARAGE, finalement une partie de LINGER et de PÉTANGE. Notons que LINGER avait une église «fortifiée» à cette époque, qui semblait avoir résisté à la destruction!

«ESCH uff der Alsytt» n'est pas un village, avaient déclaré les bourgeois en 1545, «mais bien une franchise et vieille ville, ainsi qu'elle fut qualifiée par le Roi JEAN de Bohême et de



Le 16 mai 1328, JEAN l'Aveugle, qui avait antérieurement été le «protecteur de la Ville d'ESCH» contre les Seigneurs-Comtes de BAR et ceux de la Ville de METZ certifica: «Stadt und Freiheit ESCH an der Alzette und Bürger haben in der vergangenen Zeit so gelitten, daß die genannte Stadt beinahe verwüstet und leer ist von Leuten...»

– JEAN l'Aveugle, d'après un dessin à la plume aux «Mémoires de SUCCA» – origine vers 1602

Pologne, Comte de LUXEMBOURG...», déclaration faite dans le contexte d'un nouveau différend administratif et économique qui avait surgi entre les Eschois et ceux de BERWART-SCHAUWENBURG. ESCH était définie comme «hochgericht ESCH», siège dès lors de la haute justice, droit que les châtelains eschois voulurent s'arroger. Les mêmes DE BERWART désignaient, en 1556 encore, 4 habitants d'ÉHLERANGE et 1 de LALLANGE comme leurs serfs.

En 1561, sur les 66 ménages eschois, 14 vivaient toujours dans la mendicité, 44 et demi restant taxables, la «fréyheit SCHIFFLINGEN», avec 36 ménages ayant versé ses dîmes et taxes à la seigneurie de SANEM à cette époque-là; les deux franchises, appauvries par un demi-siècle de guerre et de passages militaires armés, eurent encore à héberger dans leurs foyers des troupes espagnoles durant les mois «d'hyver» 1567. Seuls les «hern zu BERFARDT» vivaient dans quelque aisance matérielle, fin 1570. À «ESCH im BOLGH» (=BOLTGEN), les habitants avaient leurs premiers jardins, irrigués à l'époque avec les eaux claires et poissonneuses de la proche Alzette. Les légumes et tubercules constituaient la base des plats journaliers de la commune gent; la viande fut rare.

Relevons, pour 1563, un fait-divers plutôt hilarant que mentionnent les comptes prévôtaux quant à ESCH, où une amende de 2 florins, est imposée à «ung nomme N. d'ESCH sur lalsat pour avoir battu la femme du maistre descolle dudit lieu», une authentique «nouvelle» qui nous confirme un maître d'école à ESCH pour l'année mentionnée...

Sorcellerie et guerres encore...

Comme un éclair du ciel, les procès et persécutions pour sorcellerie s'abattaient sur une population démunie par la guerre déjà et menacée par des épidémies de peste répétées, à partir de 1586 de par tout le Duché.

Les comptes prévôtaux évoqués ci-dessus relevaient une amende encore pour 1588, d'un montant de 50 florins infligée au nommé K.B. «avec banissement hors de la juridiction d'ESCH pour adultère et suspicion de sorcellerie»...

En 1601, Maria MULLER d'ESCH, soupçonnée de sorcellerie également, fut brûlée en public, sous la croix de Justice en place centrale, excès populaires heureusement peu rares à ESCH même, alors que des exécutions fortuites similaires se firent également à CLEMENCY, MONDERCANGE, BETTEMBOURG, KAHLER, HAGEN et MAMER.

Les Archiducs ALBERT et ISABELLE exemptaient les Eschois, dont les chaumières étaient «paulvres et cadusques», de toutes taxes officielles pour 1602 à 1604, les Eschois sollicitant en novembre 1610 une fois encore la confirmation de leurs droits de bourgeois libres par les souverains: droits patibulaires, c'est-à-dire d'ériger potence et de ne pas être astreints obligatoirement aux services militaires et de guerre, à côté d'autres droits «fixeis de longues années»...

82 ménages peuplaient la franchise d'ESCH en 1611, dont 16 démunis de tout avoir et 5 exempts de taxes, pour 41 feux dénombrés à SCHIFFLANGE, qui restait toujours siège paroissial pour ESCH; à la même époque, LALLANGE comptait 4 feux, dont un «paulvre», taxés à 1 et un quart de feu en tout.

La Guerre de 30 Ans – 1618 à 1648 – ne ménagea pas les Eschois, bien au contraire: le relevé des feux de 1624 ne cita plus que 8 ménages, chacun taxé à 16 florins (!), SCHIFFLANGE à 10 feux et demi, BERGEM 6 et demi, LALLANGE 1 1/4 de feu. Il y eut encore un procès de sorcellerie pour ESCH en 1624, où une femme fut torturée, finalement mise à mort par jets de pierres, alors qu'un cavalier à cheval était passé au galop sur la malheureuse. Pour ces cruautés, ESCH devait perdre ses droits de haute justice, suite à un procès également «généant» qui n'était pas encore venu à terme ou jugement en 1628!



Armoiries des Archiducs ALBERT et ISABELLE (1598 à 1621) – «... les archiducz nos Princes Souverains en leurs Pais de parçeda...», époque à laquelle les Pays-Bas, dont le Duché de LUXEMBOURG, bénéficiaient d'une certaine autonomie. L'Archiduc ALBERT réintroduisit le marché du mardi à ESCH...

Si nous ajoutons à ces égarements civiques et malheurs d'un obscurantisme acharné les ravages de la peste et les affres d'autres épidémies, nous aurons peine à nous figurer tout cet immense poids de privations et de souffrances que les ancêtres eschois devaient porter et supporter en ces temps-là.

Droits des ESCHOIS en 1632-1650

Le «Receveur général des Domaines royaux» redéfinissait les droits des Eschois en 1632, dont bénéficiaient tous les redevables solvables, à savoir: le droit de citoyen, à verser par un chacun; – le droit de vaine pâture; – le droit de mouture au moulin banal royal et celui de se pourvoir en osier aux saules à tête au barrage du moulin, dans les parages de l'actuelle Rue du Canal; – les droits au moulin à tanin/écorces de chêne, installation manufacturière gérée par les tanneurs et les cordonniers-maîtres bottiers, sise aux abords de l'ancienne PLACE Norbert-METZ; – le droit de place, taxes de marché à payer le lundi de la Pentecôte; – le droit foncier, constitué par la 14^e gerbe de blé à verser en dîme; – une taxe particulière («Pesseler») à verser au site d'OTH; – le droit à l'étang de pisciculture au «BROUCHE», les actuels parages de l'Eglise St. HENRI; – le droit de «grasse chair», à verser sur les propriétés foncières en prés; – la construction et l'entretien des ponts et passerelles, dont celui de PONTPIERRE; – le droit de marché finalement.

En dépit de la Guerre de 30 ans, – dans la 17^e année des conflits, en 1635 – on compta de nouveau 90 ménages pour ESCH, 42 pour SCHIFFLANGE, 18 à BERGEM et 4 à LALLANGE, les Croates et les Polonais faisant leurs grandes incursions dévastatrices et de pillage dès 1636, agissements brutaux, pillages et ravages dont les effets néfastes furent accentués encore par une épidémie violente de peste et une disette d'une rare durée. Le chef-meneur militaire COLLOREDO et d'autres adjoints du Général autrichien PICCOLOMINI sont restés tristement célèbres, tout comme ISOLANI.

16 incursions armées pendant les années 1636 à 1640 firent que les Eschois terrorisés à l'approche des hordes militaires non ou mal contrôlées, se réfugièrent à l'époque dans les forêts environnantes, dont celle de LEUDELANGE; une chronique relate que «...les pauvres gens vivoient dans la forest en ceste saison d'hyver transys de froid et de peur...». La population ne retrou-



1592 – LUTZENBURGENSIS DUCATUS VE(rissima) DESCRIPT(io), carte par Iacobo SURHONIO, imprimée à ANVERS par Christophe PLANTIN, avec «... ANDRE ECHE, BETTENBERG, Mont St. JEHAN, SOLEURE, CERASHAULT (Hautcharage), TIFFRING (Differdange) et BERTRANGLE...»

vait, à son retour dans le site eschois, «ny un poil ny une plume», ni porc, ni poule ou coq...

On écrivait l'an 1640, où un régiment commandé par le Nancéen STREFF pillait et brûla la ville, une fois encore.

Les bourgeois libres, appauvris par tous les malheurs qui s'étaient abattus sur eux pendant 40 ans, furent comptés 43 ménages et 3 demi-feux pour veuves au recensement de 1656, année à laquelle le nombre des chevaux était indiqué à 87, celui des bovins avec 80. ESCH dans son ensemble fut taxée à 8 1/2 feux à 24 florins d'or chacun; SCHIFFLANGE compta la même année 8 «feux entiers» et 1 ménage de veuve, BERGEM cinq familles, valant et payant deux feux. À LALLANGE, le recensement porta sur 2 familles encore. Deux ans plus tard, les 43 familles eschoises restantes furent propriétaires de 104 chevaux et 80 bovins, l'endettement général étant caractérisé de «plus grave» qu'avant.

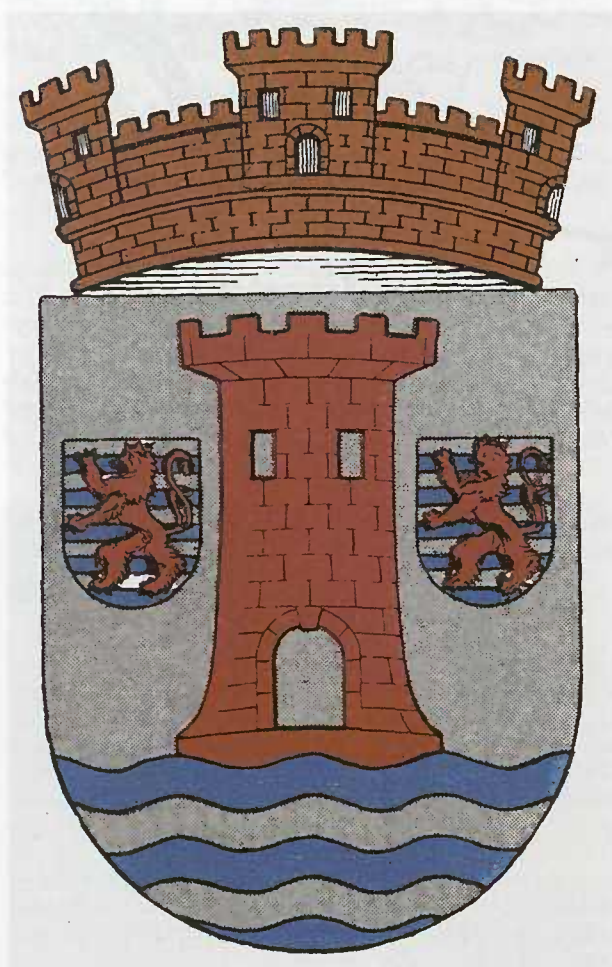
1671: ESCH ville ouverte

Impuissant contre les incursions interminables des troupes françaises, le régime espagnol décida le démantèlement d'ARLON, du Château de BÜBINGEN et des fortifications de la ville d'ESCH, c'est-à-dire des murailles d'enceinte et des quatre tours-portes, suite à une décision datant du 1^{er} août 1671, où «la petite ville, appelée la «Mauvaise ESCH» est démantelée, sans frais pour l'Empereur...

Ces travaux de destruction et de démantèlement, exécutés en décembre de l'année et en janvier 1672, furent réalisés selon les instructions de KARL-BERNARD de SCHAUWENBURG, Seigneur de BERWART et de BERTRANGE (1626-1708), qui avait fait réquisitionner à ces fins les habitants des villages environnants, tributaires de la franchise eschoise, d'où profond mécontentement et violentes protestations contre le Seigneur de LOUVIGNIES et le Prince de CHIMAY également, instigateurs directs.

Pendant 400 ans, ESCH avait été ville fortifiée: «...la ville est perdue, mais la liberté reste...» avait-on arrêté dans une chronique d'époque. Les anciens fossés autour de la ville furent remblayés et on en fit des jardins..., la dernière tour au pont de l'Alzette ne sera démolie qu'en 1826, vieille et caduque. Elle aura servi encore de prison sur près de 125 ans. – peinte en rouge, – l'accès en étant défendu par trois lourdes et solides portes en bois armé, situées l'une directement derrière l'autre. C'est cette majestueuse tour que la ville d'ESCH et le canton plus tard devaient arborer dans leur armoirie.

Présumant que tous leurs maux, déboires et misères étaient dus à leur dépendance de la Prévôté de LUXEMBOURG, les Eschois, – dans leur désespoir – se vendirent proprement pour 500 Livres flamandes, le 4 août 1676, afin de dépendre directement de la royauté, en tant que ville d'ESCH libre...



L'écusson-armoire de la Ville d'ESCH-sur-ALZETTE et du Canton du même nom – une résurrection héraldique d'importance

Sous les lys de France et vers une seconde période espagnole

Quand à partir du 4 février 1684, le Maréchal français DE CRÉQUI fit évacuer 70 localités sises autour de notre capitale vers les villes françaises de THIONVILLE et de LONGWY, SCHIFFLANGE en fut, alors que ce sort resta épargné aux Eschois; après que le 7 juin 1684, LUXEMBOURG dût capituler devant les armées de LOUIS XIV, notre pays passa sous domination française, la première du nom, ceci à partir de l'année, occupation – domination qui dura jusqu'en 1697.



Du Château DE BERWART-SCHAUWENBURG, il ne subsiste plus que la belle tour reconstruite en 1721, – incorporée dans l'imposant nouveau Centre administratif ARBED à ESCH, route de LUXEMBOURG (SCHAUWENBURG)

ESCH était pauvre, les caisses publiques vides, beaucoup de citoyens contraints à la mendicité, les cultivateurs vivant encore le mieux parmi une population démunie; les artisans souffrirent du manque général d'argent et d'une clientèle peu solvable...

Quand en 1691, l'Abbesse de MARIENTHAL, gérante spirituelle de l'Eglise de St.MARTIN à SCHIFFLANGE, voulut faire contribuer les paroissiens eschois à la réfection du toit dudit sanctuaire, une commission officielle visita les foyers eschois pour fixer solvabilité et contribution financière envisageable; toutefois, la majeure partie des demeures eschoises furent trouvées vieilles, caduques, détruites, démunies souvent du plus essentiel. La paroisse néanmoins mit à la disposition d'un fondeur de cloches le bronze de l'ancienne cloche eschoise – fondue dans le brasier de la chapelle brûlée – 20 livres de lin, 300 oeufs et deux livres de cire d'abeilles, finalement 8 livres de saindoux pour payer l'artisan-fondeur et les couvreurs à SCHIFFLANGE.

Après que le Traité de Paix de RYSWICK eût défini l'armistice entre la France et les Espagnols en 1697, les cultivateurs du Duché de LUXEMBOURG, dont les eschois, durent mettre à la disposition des troupes françaises à l'évacuation leurs attelages vers GIVET, les Eschois se plaignant par après d'avoir dû traverser du territoire français sur 24 jours entiers, «de long en large, du Nord au Sud».

Le Conseil Provincial – 2^e période espagnole 1697 à 1714 – restitua aux bourgeois eschois leurs droits de pêche et de chasse dès le 2 juillet 1699, alors qu'en 1700, leur droit de tenir marché hebdomadaire leur fut également réaccordé par le Roi d'Espagne CHARLES II. Notons que 1709 fut encore une année de grande disette, – une de plus pour tout le pays!



En 1700, la «Mauvaisesch» était Seigneurie autonome, dépendant seulement de la «PRÉVOSTÉ de LUXEMBOURG» en matière répartition foncière et de taxes. La carte de Nicolas SANSON, PARIS renseigne «OberCherange et NiderCherange, Sannen, Solleure en tant que Seigneurie, Mondecange et «OLZET R(ivière)»

Sous l'Empire d'Autriche: 1714-1795

Les DE SCHAUWENBURG firent reconstruire l'ancienne tour du Château de BERWART en 1721 – ruinée en 1684 –, alors qu'un décret de CHARLES VI, – du 4 juin 1725 – confirma le marché hebdomadaire du mardi à ESCH, tel que l'avaient arrêté d'autres lettres seigneuriales en 1602 et en 1700 déjà.

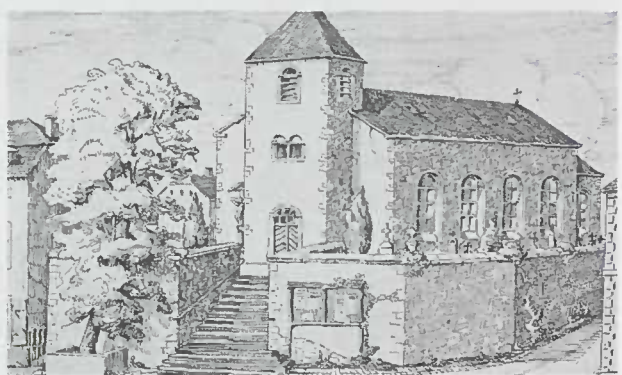


Située au «LUXEMBOURG FRANÇOIS» – carte de Nicolas SANSON de PARIS, en 1705: «Ander ESCHE»-«MAUVAIS ESCHE» avec «DIEFFRETINGE, OUVÉR KERSE et NEDER KERSE, MONDRESID, BERRGE, SOLEURE et STENBRUGGE

En 1736, un incendie monstre incinéra 49 maisonnettes eschoises, toutes couvertes de chaumes; l'année suivante, trois maisons furent encore réduites en cendres.

A cette époque, le Monastère des Religieuses de MARIEN-THAL recevait toujours le tiers des dîmes eschoises, tel que de longue tradition, le Souverain encaissant un autre tiers, le troisième étant versé au Château de BERWART-SCHAUWENBURG, suivant nouvelle répartition partielle des taxes.

De 1712 à 1742, d'interminables différends administratifs et d'autonomie se multipliaient entre SCHIFFFLANGE-ST.MARTIN, église paroissiale, et la filiale eschoise, généralement gérée par un vicaire. Les redevances eschoises ne se limitaient pas seulement au sanctuaire schiffflangeois, mais furent également sollicitées pour la mise en état du bâtiment d'écoles, pour l'en-



L'ancienne Église St.-JEAN – sur le document sa nouvelle configuration en 1815 – existait certainement vers 1690, quand les Eschois entamèrent les premières procédures officielles pour voir ESCH érigée «en paroisse autonome», séparée de St.-MARTIN à SCHIFFFLANGE

Témoin historique précieux: «SIGEL der FREIHEIT ESCH an der ALSIT»: 1722

retien du cimetière et la réfection de routes ou chemins, de passerelles finalement, d'où profond mécontentement des Eschois vis-à-vis des Schiffflangeois, et procès fréquents qui duraient des décennies.

L'Archevêché de TRÈVES en matière «église», et le grand Conseil de MALINES, pour les affaires civiles, eurent à assurer des arrêts répétés qui ne donnaient, le plus souvent, pas satisfaction au parti civique ou paroissial eschois; quelques arrêts restaient tout simplement en suspens, dont celui d'une nouvelle répartition équitable des taxes-impôts d'église et autres.

ESCH paroisse: 1742

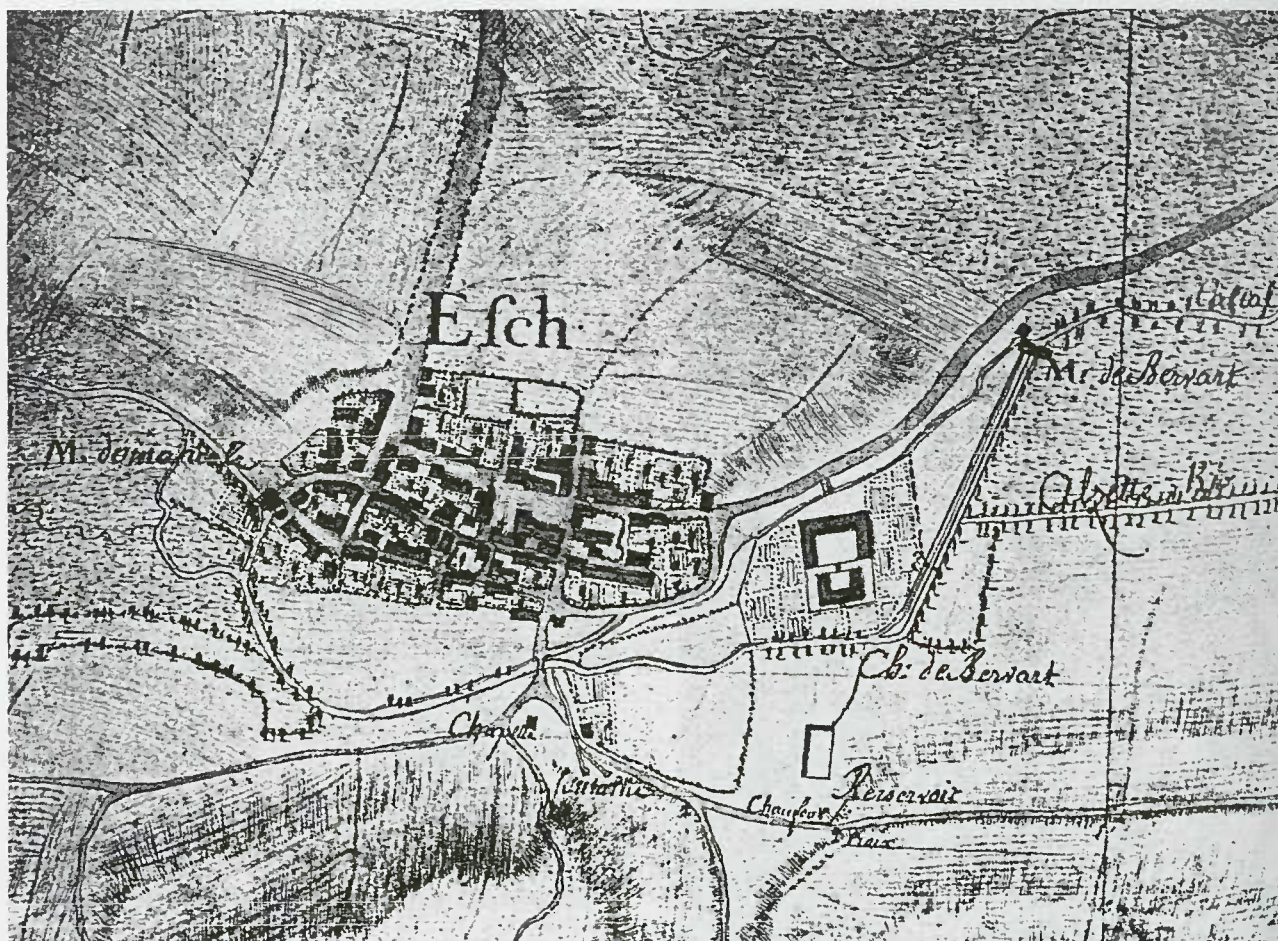
Sur un point important toutefois, le Grand Conseil donna finalement satisfaction aux Eschois en statuant, le 16 février 1742, que l'Église St. JEAN d'ESCH serait instituée «paroisse autonome»; le Monastère de MARIENTHAL présenta recours contre cet arrêt, par crainte de perdre sa part en dîmes. Ce recours fut toutefois rejeté, par le grand Tribunal de MALINES en seconde instance également.

26 chênes magnifiques et 111 hêtres majestueux toutefois furent encore abattus dans les forêts eschoises pour ériger la nouvelle église schiffflangeoise en 1741-44, alors que les Eschois, aigris, durent à la même époque faire face au Seigneur Baron Antoine-Joseph de SCHAUWENBURG. Celui-ci avait été investi des

droits de haute justice sur LALLANGE, BERWART, MONDERCANGE et ÉHLERANGE, droit qu'il voulait étendre également à ESCH-sur-Alzette, moyennant le versement de 300 florins d'or pour ce droit et... 500 autres florins pour l'achat de la franchise eschoise elle-même! La ténacité des Eschois toutefois réussit à faire avorter ce méchant projet!

Pour 1750, le curé HUTTIN d'ESCH fixa aux registres paroissiaux le relevé détaillé des professions des citoyens eschois, à savoir: 28 agriculteurs, 19 manoeuvres, 13 tisserands, 12 menuisiers et charpentiers, 11 cordonniers-bottiers et 4 tanneurs, 11 casseurs et tailleurs de pierres, 11 maçons, 11 marchands-tailleurs, 7 commerçants, 5 forgerons, 5 cabaretiers cafetiers, 3 meuniers, trois bergers, 1 jardinier, 1 notaire, un clerc public, 1 maître d'écoles, 1 curé, un vicaire desservant. À cette époque, la plupart des artisans étaient regroupés en corporations, généralement au nombre de treize pour le Duché, dont la corporation des «transporteurs et porteurs de sacs.» Pendant près de deux siècles et en cette année-là encore, les cordonniers et tanneurs étaient gestionnaires d'un moulin qui travaillait les écorces des haies de chênes, dans la tannerie sise dans les parages de l'ancienne Place Norbert-METZ, «d'kleng Plaz», selon les Eschois.

Après l'incendie de l'ancienne chapelle eschoise, qui existait en 1742, une nouvelle église, vouée à l'Apôtre St. JEAN, fut construite à ESCH en 1769, sur la hauteur toujours où s'élève



ESCH en 1790: une carte-dessin d'après la Carte «DE FERRARIS» reproduit les quartiers de la ville effectivement habités: hors des murailles d'ESCH- «...vor ahn der portt» se trouvait l'ancienne Chapelle «NOTRE-DAME des 7 Douleurs», petit sanctuaire qui datait probablement du XV^e ... «gemelter beyder Kirchen...» stipula un acte de donation à l'église paroissiale de St. JEAN en 1738. Non loin de la chapelle se situaient: une tannerie, à une bonne cinquantaine de mètres de la future Place-Norbert-METZ, un réservoir d'eau alimenté par le minuscule ruisseau «Flaß». À l'Ouest de la ville s'élevait le «Moulin domanial(e)», à l'Est du bourg le Moulin de BERVART, alors que le «Breede Wee» au Nord avait déjà sa largeur «royale»...

Curiosité encore... le «Chaufour» au sud, cette chétive installation où l'on «brûlait» la chaux, le «ciment de cette époque-là»

actuellement le bâtiment des écoles primaires, Grand-Rue. Pendant plus d'un siècle, l'église – jusqu'en 1878 – était entourée par un mur d'un 1,5m de haut, tout comme du cimetière de la ville. Des tilleuls imposants – «arbres de justice» – se trouvaient devant l'église, sur la grande place. Les Eschois avaient sollicité une contribution du Monastère de MARIENTHAL, aux fins d'assurer un toit d'ardoises au sanctuaire, après que celui-ci fût incendié de nouveau en 1794, demande qui ne fut pas favorablement reçue, de sorte que l'église n'eut initialement qu'un toit de chaumes, quand elle fut reconstruite en 1804 seulement! De 1794 à 1804, ESCH n'avait pas eu d'église paroissiale. On ignore le sort exact de la minuscule chapelle NOTRE-DAME à ESCH, à cette époque.

Toutefois, les Eschois contribuèrent généreusement par après et leur église St. JEAN fut couverte d'ardoises: «CONCURSU UNANIMI ET MUNIFICENTIA POPULI», – «par l'esprit et la générosité du peuple», de la communauté paroissiale, en mai 1812.

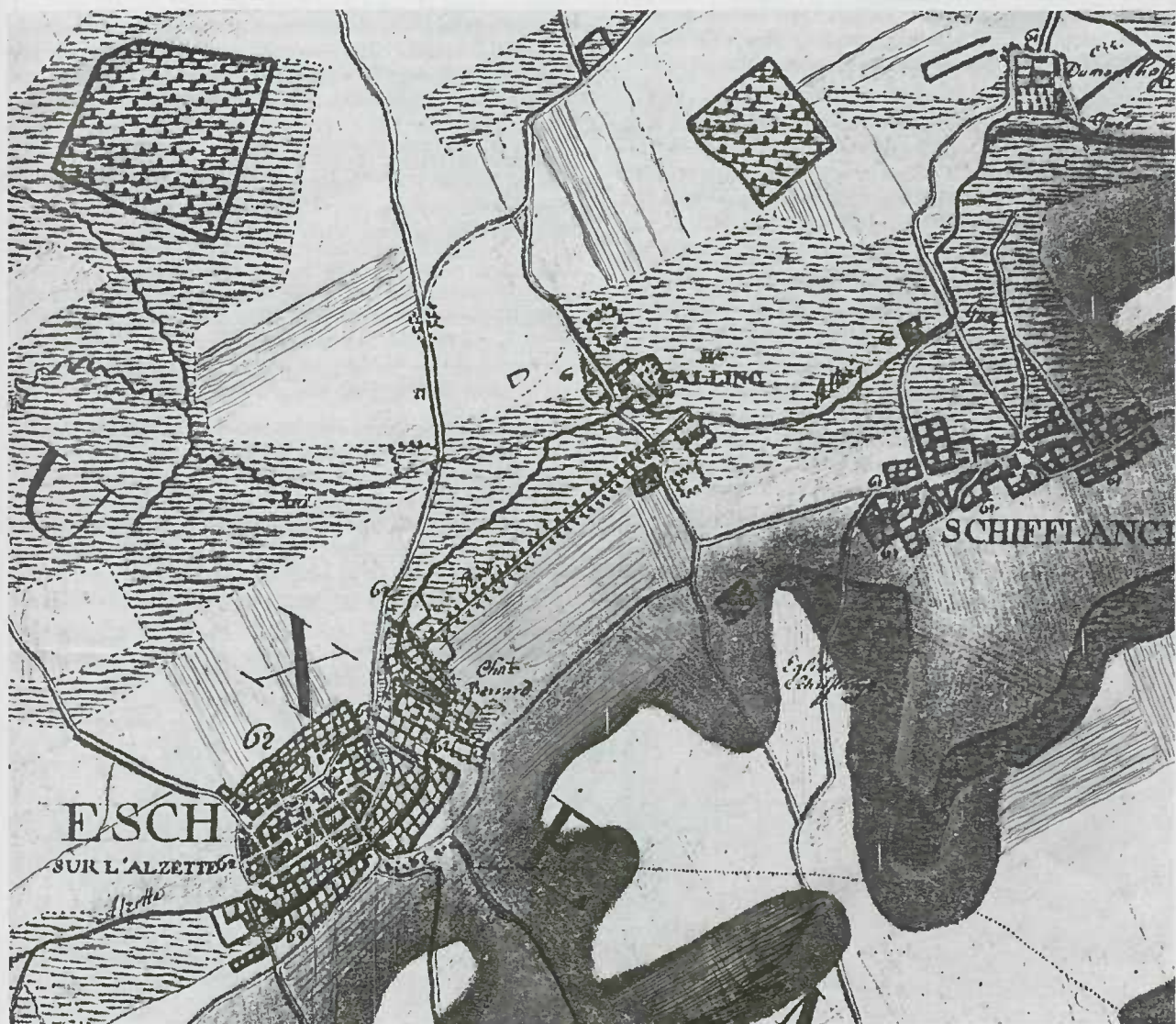
Notons qu'en 1770, le dernier Eschois – un douanier – fut condamné à mort pour meurtre et pendu publiquement au «Galgenberg», alors que sensiblement à la même époque, le

Seigneur de BERWART aurait fait passer de vie à mort, sur sa potence au lieu-dit «Auf PERCHESKOP»-lez-LALLANGE, son premier serviteur pour meurtre de son jeune collègue.

Vers les temps « modernes... »

En 1777, l'Impératrice MARIA-THERESIA, par l'intermédiaire de son Gouverneur et Capitaine général – fit confirmer certains droits administratifs à la ville d'ESCH, alors que le droit de haute justice passa à la capitale, sous souveraineté impériale. L'impératrice prescrivit aux communes la création de services et d'installations contre les incendies: réservoirs d'eau publics à créer à défaut d'eau courante des ruisseaux, acquisition de pompes à incendie, constitution d'unités de surveillance contre le feu, couverture en tuiles pour les toits...

Quand l'Empereur JOSEPH II ferma, en 1783, le Monastère de MARIENTHAL dans le cadre de ses multiples réformes ecclésiastiques et publiques, ESCH cessa définitivement ses redevances à ladite institution religieuse, le curé d'ESCH se plaignant, en 1788, que les versements en nature dont il bénéficiait de la part de ses paroissiens, ne lui permettaient pas une vie dé-



1771-77 – La «Carte de Cabinet des Pays-Bas Autrichiens Levée à l'initiative du Comte de FERRARIS» illustre encore la configuration plus ou moins géométrique de la Ville d'ESCH, à l'étroit dans ses anciens murs, montrant un extraordinaire parcellement jardinier tout autour. On reconnaît de même la RUE LARGE, orientée Nord-Ouest, l'ancien lit de l'Alzette, le Château de BERWART-SCHAUWENBURG, l'ancienne route-«de Kiirchepad» vers SCHIFFLANGE, le chemin bien droit et bordé d'arbres vers LALLANGE, finalement sur la route vers le Nord, direction de MONDERCANGE, la potence qui s'élevait à gauche du grand chemin, à quelque deux kilomètres de la ville...

cente, tant soit peu digne: jardinet, quelques setiers de blé et oeufs de Pâques, le presbytère étant qualifié de «vieux et caduc». Finalement il y a à relever que les curés et desservants devaient concourir aux dépenses qualifiées de «techniques», tels les réparations en tout genre, le remplacement des cordes pour cloches, l'achat des cierges et du bois de chauffage... De cette façon, ils vécurent plus que chichement; certains furent pauvres, presque mendiants!

Batailles encore aux frontières du Duché, épidémies graves – communément désignées par «die sterbende lofft» – dans les environs en avril 1792, pour lesquelles les Eschois craignaient une extension sur leur territoire; invasions françaises les 21, 22 et 23 octobre 1792, notamment au Château de BERWART pillé, incertitudes quant au lendemain, ESCH s'arma: 180 hommes «aptes aux armes» et 149 chevaux furent enregistrés le 28 juillet 1793, le curé eschois payant 5 shillings à un coursier public pour qu'il amenât les registres paroissiaux à LUXEMBOURG, question de les savoir en sécurité.

ESCH brûlée une fois de plus...

Le Jeudi-Saint 1794, le cheval d'un adjoint du Général français François-Joseph LEFÈVRE, en tournée d'inspection sur territoire eschois, fut tué sous son cavalier; 5.000 soldats, en représailles, occupèrent ESCH le lendemain. La population s'enfuit à PONTPIERRE et dans les bois, une fois encore...

Courts échanges de feu entre les Français et quelques Eschois restés en ville et retranchés dans la dernière tour, pillages, comme à SCHIFFLANGE, où l'on vola la dîme... chargée sur onze chariots – et ESCH, où l'église et des quartiers entiers brûlaient – 180 maisons en tout! ESCH fut française pour la seconde fois, en 1794 républicaine d'abord, – «impériale» dès 1804!

La résistance que les Français avaient rencontrée au Duché de LUXEMBOURG les avait exaspérés; la répression avait été sanglante et cruelle au-delà de toute mesure; une brasserie, le moulin banal, la Chapelle Notre-Dame, située hors de la cité, restaient saufs à ESCH.

Lors de cette même campagne de 1794, les Français avaient mis à sac et brûlé également SOLEUVRE, le château de SANEM, une trentaine de maisons de BASCHARAGE. L'église St. JEAN d'ESCH, ruinée et pillée, fut seulement reconstruite en 1804, avec un nouveau toit de chaumes.

«Promue» Agence municipale d'ESCH pour 1795 à 1800, le site eschois, peuplé de 680 habitants à l'époque, devait d'abord faire partie du Canton de SOLEUVRE, à partir du 14 Fructidor de l'An III, soit le 31 août 1795; toutes les instances judiciaires et admi-

nistratives ayant localement existé jusque-là étaient abolies par décrets français. Les potences furent supprimées après le mois de FLORIAL de l'An IV dans «ledit canton de HESPERANGE, plus tard «...sur le Mont St.-JEAN, laquelle (potence) insulte par la hauteur de laquelle on la peut voir, l'humanité.» Mais en l'An VI encore, on souligna «que les fourches patibulaires, – entendons des potences – soient abattues dans le canton de BASCHARAGE et de MERSCH, où l'on s'est arriéré en cela...»

A partir du 5 décembre 1795, suite à une réforme ultra-rapide encore, ESCH-sur-Alzette faisait administrativement partie du Canton de HESPERANGE, de même que SCHIFFLANGE avec LALLANGE et BERGEM, MONDERCANGE et PONTPIERRE notamment, alors qu'en l'An VII-1798/99 – les municipalités furent converties en Agences, les anciennes agences en Communes. L'Agence d'ESCH comprit SCHIFFLANGE, LALLANGE, BERWART-Château, DUMONTSHOF appelé UDINGEN, ainsi que quatre moulins. La commune d'ESCH devait conserver en gros cette configuration administrative jusqu'en 1876.

C'est du 10 août 1795 que date la création d'une Justice de Paix à ESCH, alors que le notariat local fut institué le 20 mai 1796, par une administration française, très appliquée dans la «confection» d'arrêts et de décrets.

Restructurations administratives de nouveau le 30 Frimaire de l'An V, – 30 novembre 1796 – avec la création du Canton de BASCHARAGE, dont firent partie ESCH, SCHIFFLANGE avec LALLANGE et BERGEM, MONDERCANGE et PONTPIERRE notamment.

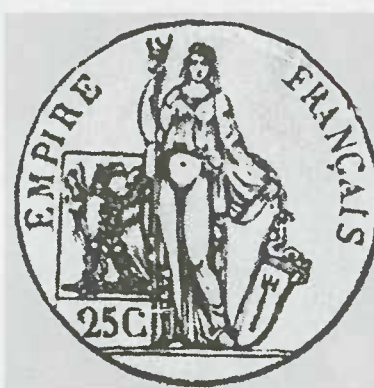
Administrativement, il y eut un changement de plus, quand, par décret français, ESCH fit partie du Canton de BETTEMBOURG nouvellement créé le 6 mars 1802, – soit le 15 Ventôse An X –, une situation qui devait durer jusqu'en 1841.

Le Jour du Nouvel An républicain fut le 22 septembre, date à laquelle, annuellement les Agences communales élurent les agents municipaux et leurs adjoints; côté confessionnel, des biens ecclésiastiques furent confisqués, toutes les églises, dont les curés et desservants ne juraient pas fidélité à la République, fermées et les biens mobiliers vendues aux enchères.

Redevances financières, confiscation de biens fonciers, taxes diverses en nature, – énormes quantités de bois, pierres et blé confisquées – , l'astreinte des jeunes Luxembourgeois au service militaire républicain causèrent de profonds mécontentements au Duché occupé, tout comme la poursuite des réfractaires luxembourgeois finalement. Certains de ceux-ci furent déportés à CAYENNE, bien qu'un nombre majeur de jeunes concitoyens s'enrôlaient volontaires dans les rangs français, dont des ESCHOIS,



1



2



3

1: «MAIRE de ESCH» – Premier cachet officiel de la Mairie d'ESCH, à partir de 1800, communes pour lesquelles le Premier Consul BONAPARTE désignait les bourgmestres et adjoints communaux – suivant la Loi du 28 Pluviôse An 8, le 17 février 1800 – nominations qui faisaient suite à une liste de candidats proposés par les Préfets, tous candidats «...déclarés dévoués aux principes républicains...»

2 et 3: Monnaies de l'Empire qui avaient cours au «Département des Forêts» de 1804 à 1812-13, période politique mouvementée pendant laquelle J.-Pierre NOTHOMB fut secrétaire et huissier de justice à ESCH, poste qu'il devait occuper au-delà de l'empire, jusqu'en 1821, où il mourut à l'âge de 45 ans.

surtout sous NAPOLÉON BONAPARTE et l'Empire, à partir de 1804 seulement.

En 1796, les 960 habitants eschois, les 356 Schifflangeois et les 15 citoyens de LALLANGE avaient invoqué notamment le grand incendie du 21 mai 1794 à ESCH, pour voir leurs redevances en taxes et en nature allégées. Diminution démographique très sensible pour 1800 et 1802, quand ESCH ne comptait plus que 439 respect. 499 âmes, SCHIFFLANGE 378 et 277, contre 21 et 0 pour LALLANGE!

Mais les sites allaient se repeupler assez rapidement: en 1805, respect. en 1808 et 1815, ESCH dénombra successivement 764, puis 820 et 829 habitants, SCHIFFLANGE 418, puis 426 et 400 âmes, LALLANGE 23, 25 et 20 personnes.

ESCH, Mairie républicaine en 1800

NAPOLÉON BONAPARTE, devenu premier Consul en 1799, coopéra à la création de la «Constitution de l'An VIII», qui valut une nouvelle loi électorale valable au «Département des Forêts» également, le cabaretier eschois Jean VANDYCK devenant maire, son parent GILLES, cultivateur, adjoint au maire!

Les bordereaux des taxes dues pour 1806 à ESCH citent les montants-impôts à payer, dans l'ordre: Charles SCHAUWENBURG, antérieurement membre des États, avec 1.189,84 francs français en impôts, le cultivateur lallangeois Henri WEIS 216,67 F, le clerc de justice J.-Baptiste JOST 145,95F, le cultivateur adjoint au maire Gilles VANDYCK 101F, la V^{me} Anne HASSE (=HAAS), agronome à 99,51F, le maréchal ferrant Pierre SCHMIT 99,73 F, le cultivateur Jacques SCHMIT d'ESCH et Charles KERGEN (=KERSCHEN), 93,06 F et 89,74 F. En 1812, un certain J.Pierre FRÉMION gérait le château de BERWART avec des redevances annuelles de 792, 52 F à verser au trésor impérial.

En 1804-05, les biens fonciers et propriétés ecclésiastiques de la Confrérie St. GEORGES, ayant regroupé les curés et desservants d'ESCH et du Canton de BETTEMBOURG, avaient été vendus aux enchères, rapportant successivement 60.500 F, 40.200 F, 30.200 F, finalement 9.200 F à la caisse centrale française.

En 1811, Alexis BRASSEUR succéda à P.-N. MONTJEAN au poste de secrétaire municipal, fonction qu'il assumait jusqu'en 1829, veille de la révolution belge.

Après le Congrès de VIENNE 1815, un renouveau

La Campagne de Russie, le passage de la Bérésina, la grande «Bataille des Nations» à LEIPZIG du 16 au 19 octobre 1813 avaient annoncé le déclin napoléonien et la fin de l'Empire; le 21 février 1814, les Alliés entraient au Luxembourg. Le 3 mai de l'année, les dernières troupes françaises quittèrent le pays.

L'ancien Moulin DE BERWART, — ici d'après un dessin à la plume de Victor ROBERT — existait dès la fin du XVI^e; l'installation fut brûlée et complètement détruite par les troupes françaises en 1794, — reconstruite en 1795, année à laquelle KARL-LUDWIG de SCHAUWENBURG la céda en gage à la meunière Marie-Catherine HAUTUS de VAUX-lez-NAUVILLE, à condition que les aménagements techniques intérieurs fussent restitués comme avant. De cette façon, l'ancienne roue à eau fut conservée.

Un moulin pour huile et une scierie complétaient l'importante entreprise, le gérant du moulin, Georg LÖWENBRÜCK ayant construit de l'autre côté de la «très mauvaise route menant à LUXEMBOURG» une maison seigneuriale en 1820, construction que les Rév. Soeurs de Ste.ÉLISABETH acquirent à la fin du siècle dernier pour agrandir, en 1935, le «Pensionnat MARIE-CONSO-LATRICE», rue de LUXEMBOURG

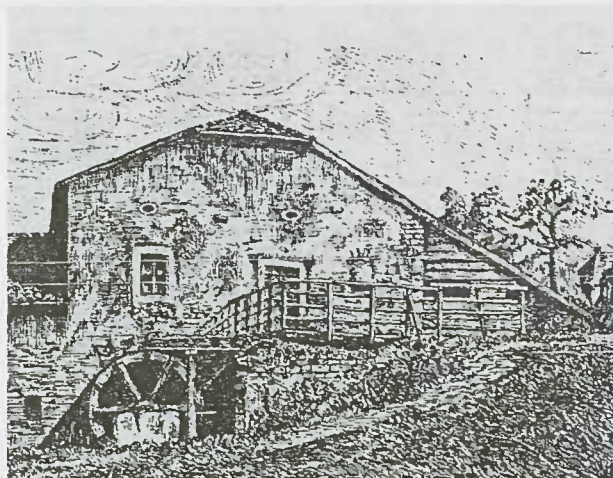


1814-1815: ESCH-sur-Alzette, ville du Grand-Duché de LUXEMBOURG nouvellement constitué sous le Roi Grand-Duc GUILLAUME I^{er}, est définie d'abord «Bürgermeisterei von ESCH», — Generalgouvernement von NIEDER- und MITTEL-RHEIN

Des unités prussiennes d'abord, les Hessois ensuite prirent possession des installations militaires du Duché, que le Congrès de VIENNE instituera GRAND-DUCHÉ avec le second démembrement du pays, après le premier, décidé au Traité des Pyrénées, en novembre 1659.

La vie eschoise se réorganisa: le clocher caduc de l'Église St. JEAN, pour la reconstruction duquel l'autorisation sollicitée datait de 1794 et pour laquelle reconstruction on avait réuni les fonds nécessaires dès 1811, fut finalement accordée le 17 juillet 1819, les travaux exécutés l'année même, terminés en oct. 1820; on sonnera ces cloches de la petite ville pendant toute une heure pour annoncer, la veille du «KINNÉKS-GEBURTSDAG», l'anniversaire du Roi-GRAND-DUC GUILLAUME I^{er}, le 23 août 1823.

En 1821, année pendant laquelle la population d'ESCH atteignit le cap des 1000 âmes, le conseil communal décida la construction d'une tuilerie, question de supprimer au maximum et le plus rapidement possible les toits de chaumes. Le succès de cette «opération» grandissait surtout, au moment où dès 1833, la municipalité offrit gratuitement le bois pour la recouverture des





Plan de situation du «Dorf ESCH a/d. ALZETTE» – situation de 1842 «hinter dem Thiergarten», montrant également le tracé général des anciennes murailles de fortification, comme l'emplacement de 4 tours-entrée, dont la dernière démolie fut celle sise près du pont, «Stadthaus Platz»

toits. De grandes quantités d'arbres avaient été abattus au «CLAIR CHÊNE» eschois, une forêt qui avait déjà souffert bien longtemps, suite aux coupes qu'on y pratiquait pour le bois à hauts-fourneaux. Bien des routes furent sommairement refaites, de nouvelles maisons construites avec les pierres provenant de la «Tour Rouge», démolie en 1826, alors qu'en 1834, la grande Foire commerciale annuelle et les Marchés hebdomadaires furent réinstitués à ESCH, avec un rayonnement régional grandissant.

ESCH chef-lieu cantonal

Le 12 octobre 1841, un décret royal-grand-ducal désigna ESCH-sur-Alzette nouveau chef lieu cantonal, une stipulation qui avait

et devait animer encore pendant plus d'une décennie les autorités mécontentes et les habitants de BETTEMBOURG, antérieurement chef-lieu cantonal républicain; ESCH, à cette époque, comptait 1.366 âmes, LALLANGE 24, DUMONGSMÜHL 21, DUMONGSHOF 16, SCHIFFFLANGE 604 personnes.

– Dominique STOFFEL fut maire à d'ESCH à partir du 30 mai 1841, successeur du «deuxième bourgmestre belge» François-Joseph HOFERLIN – (1836 à 1841). STOFFEL présidait aux destinées communales jusqu'en 1843, où, en date du 2 mai, Jakob SCHMIT absolvait un second mandat de premier magistrat, depuis décembre '43 à 1861. Sous lui, les travaux cadastraux, entamés à ESCH en 1803, furent menés à bonne fin vers 1852, les premières levées cadastrales ayant démarré sous

l'Impératrice MARIE-THÉRÈSE d'Autriche, base du «URKADASTER», établi sur plans-supports gravés, saisie foncière réalisée en 1820-24 par «l'administration» afférente du Grand-Duché, une sous-section de la Direction générale des Finances.

En 1842, l'on compte 1.392 habitants et 225 constructions à ESCH, relevé démographique selon lequel les habitants se réclamaient professionnellement comme suit: 55 agriculteurs, 43 manoeuvres, 26 maçons, 16 tisserands, 9 marchands-tailleurs et 8 cordonniers-bottiers, 8 cabaretiers et 5 menuisiers, 5 maréchaux-ferrants, 5 tanneurs, 5 charpentiers, 3 charrons, 3 employés publics, 2 meuniers et 2 gardes-forestiers, 2 commerçants et 2 cloutiers, 2 bouchers-écorcheurs, 2 gardes-frontières et un représentant pour chacune des professions du messager, du vitrier, du jardinier, du berger, un notaire, un curé, un instituteur, un teinturier, un garde-champêtre, une rentière.

On notera qu'ESCH-sur-Alzette n'avait toujours pas de médecin à l'époque, après que le Dr. NEUENS, installé pour 2 ans à ESCH depuis 1836, eût quitté le bourg: le Dr Willibrord Théodore DE WACQUANT, né à FOETZ en 1815, y domicilié depuis 1840, assurait urgences et soins médicaux à ESCH. On soulignera que W.Th. de WACQUANT fut le seul médecin «ambulante» du canton d'ESCH de 1843 à 1866, qu'il passa inspecteur d'écoles pour 1849 à 54, pour être plébiscité Député du canton d'ESCH de 1854 à 1890. En cette année, il fut élu Président de la Chambre des Députés jusqu'en 1896, année de sa mort que regrettaient les milliers et milliers de citoyens qui le connurent dans diverses fonctions.

En 1850, l'ancien presbytère eschois fut siège d'un poste fixe de la maréchaussée, – l'ancien corps de ce qui sera la gendarmerie, – comme des bureaux de la justice de paix, installée un peu plus tard à l'ancien Hôtel-de-Ville, «op der grousser Plaz», agrandi en 1865.



Le Dr. en médecine Willibrord-Théodore de WACQUANT, bienfaiteur de la Ville d'ESCH, Président de la Chambre des Députés.

Photo: 1892

«Dat as sèch de la Mine»

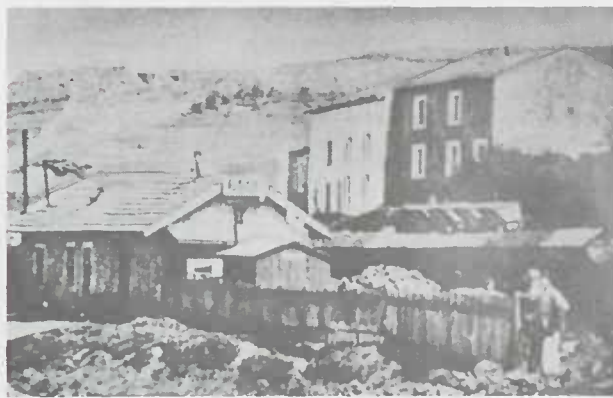
August METZ, – 1812-1854, maître des forges de BERBOURG/Müllerthal, fut le père du Directeur des Usines sidérurgiques d'ESCH, Léon METZ. On notera que ce fut à BERBOURG, où les premiers minerais qu'avait découverts, lors d'une partie de chasse dans la grande région eschoise, le géomètre français RENAUDIN, – avec l'exclamation devenue célèbre: «Dir, dat as sèch de la Mine», furent analysés, enfournés et fondus avec succès, vers 1841 à EICH également. À partir de 1846, les cultivateurs eschois amenaient des minerais eschois en plus grandes quantités à l'Usine Auguste METZ et Cie à EICH, au «Mühlenbachtal», transports onéreux et pénibles par charrettes agricoles sur des routes souvent mauvaises...

Les premiers essais concluants pour fondre des minerais eschois furent entamés à ESCH même fin 1852, entrepris par Auguste et Norbert METZ, avec Édouard METZ comme ingénieur sidérurgiste, après de multiples essais, opérés à EICH. Le minerai eschois fut appelé jusque-là «Backewesteng», ceci parce que les pierres difficiles à fondre et à éclater étaient généralement utilisées comme pierres de construction pour les fours à pain. Ce type de four existait dans toutes les maisons d'agriculteurs; les boulangers furent longtemps peu nombreux à ESCH.

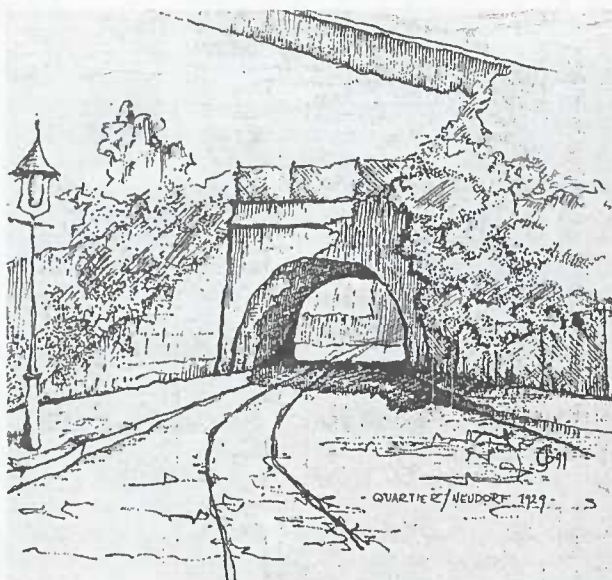
Après la mort d'Auguste METZ en 1853, son frère NORBERT constitua la «Société Forges d'EICH METZ et Cie», deux ans avant que l'industriel anglais Henry BESSEMER ne découvrit son ingénieux procédé pour transformer la fonte en acier, par insufflation d'air sous pression dans un appareil à revêtement intérieur réfractaire spécial, la très fameuse «Poire BESSEMER», comme on appelait communément le convertisseur.

Victor TESCH, un Luxembourgeois natif de MESSANCY, fonda la «Société Anonyme des Mines du LUXEMBOURG et des Forges de SAARBRUCK» en 1856, avec usines à BURBACH/Allemagne.

Quand en 1859, les lignes de chemin de fer furent réalisées dans le sud du pays – le tronçon LUXEMBOURG-BETTEMBOURG-ESCH datait du 9 mars 1860 –, des minerais luxembourgeois avaient déjà été exportés par voies fluviales sur la Moselle et la Sarre, acheminés par la route dite «des 3 cantons», – CAPELLEN, ESCH et REMICH. Celle-ci devait contribuer à une exportation de minerais, grandissante en importance jusqu'en 1870, année de naissance des usines sidérurgiques eschoises. À cette époque, on défendit en principe l'exportation de minerais luxembourgeois!



1859: la première Gare d'ESCH avec les modestes maisonnettes «ënner der SCHNEIER», où un quai minier existait, d'où les bogies miniers déchargeaient leur précieuse charge dans les talbots C.F.L., rangés sur la voie principale en contrebas



«Am Quartier»-NEUDORF-ESCH: le premier pont construit pour porter la nouvelle voie de chemin de fer, en 1858 – appelé «d'Knachemillen» par les Eschois jusqu'en 1929, date de sa reconstruction et d'un élargissement substantiel, permettant le passage-croisement de deux véhicules, dont les tramways électriques, plus tard les bus et autres lourds camions. La Firme NENNIG finissait les travaux de modernisation le 17 janvier 1930, jour d'inauguration

Le choléra: 1866

Inquiétude générale et même panique en 1865-66, quand le choléra – déclaré à GILSDORF et DIEKIRCH en mai – se répandit comme un feu de paille au sud du pays, à NIEDERKORN, DIFFERDANGE et ESCH-sur-ALZETTE, alors qu'une commission présidée par le Maire eschois Peter CLAUDE avait fourni un travail de surveillance exemplaire. En dépit de toute prudence, le fléau n'avait pas pu être évité et le 29 juin 1866, le premier cas de maladie à ESCH fut connu, un 2^e le 15 juillet.

De ce 15 au 22 du mois, 142 autres cas furent détectés; sur les quelque 1750 âmes eschoises, près de 800 personnes furent atteintes, dont 116 décédèrent en août et septembre '66, dont 8 journaliers, deux facteurs des postes, 2 tonneliers, 30 ouvrières, 5 agriculteurs et 9 mineurs, une sage-femme, 3 cordonniers et 3 mendiants.

Croque-morts et personnel soignant ne savaient plus se protéger contre le mal ou se faire courage autrement que par un état de continuelle ébriété avancée par alcools clairs et presque... purs. Les cloches n'étaient plus sonnées, tellement les enterrements en hâte furent nombreux, un hôpital de fortune ayant fonctionné dans les anciennes écuries HAMMEREL, vieille bâtisse transformée, que dorénavant on appelait «d'SPIDOL».

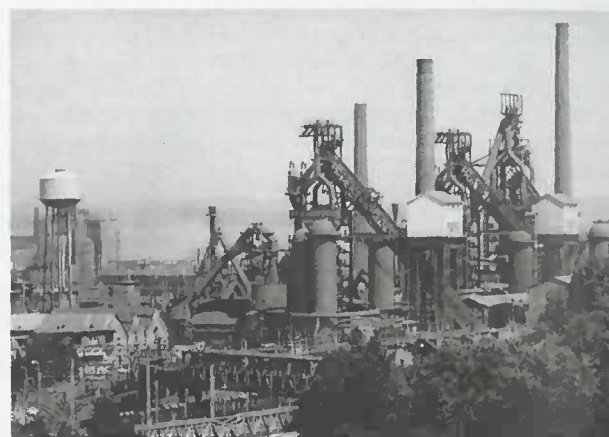
La loi des Mines: 1870

Quand la Loi des Mines, – réglant et expliquant le détail sur les concessions étatiques et droits particuliers, les travaux et techniques, – comme encore les dangers à éviter – était votée, la sécurité générale comme les dûs fonciers étant également définis, – ceci dès le 15 mars 1870 –, ESCH compta près de 3.000 habitants. Pas moins de 10 sociétés minières régulièrement constituées, occupant 1.200 ouvriers-mineurs, exploitèrent les champs ferrugineux à ciel ouvert d'abord, par quelques minières plus tard. Selon les législations du 21 avril 1810, tout minerai, exploitable à ciel ouvert était inconcessible, exploitable sur simple initiative privée, alors que toute ex-

ploitation par mines et galeries était sujette à accord et concession gouvernementale préalable. On en reparlera plus loin!

Dans la «Schlaß-Uecht» des BERWART, que la Société Norbert METZ avait acquise pour 350.000 francs d'or en 1869, l'USINE METZ fut construite, dont Léon METZ fut le premier directeur, alors que Hubert MULLER-TESCH était directeur de la filiale de SAARBRUCK. À cette «Schlaßuecht», le premier haut-fourneau fut terminé en 1871, un second inauguré le 10 mars 1872, un 3^e le 25 décembre 1872 et un 4^e fut sous feu le 25 février 1873: rythme vertigineux imprimé par des Eschois actifs, soucieux de gagner un pain plus abondant, quoique «dur» par de fréquents moments...

À partir de 1872, DUMONTSHOF, DUMONTSMÜHLE et le chef-lieu SCHIFFLANGE constituèrent une commune autonome, l'une des 14 administrations communales du Canton d'ESCH.



ARBED-ESCH-SCHIFFLANGE, – la «METZE-Schmelz» dont les origines remontent à 1870-71, eut 4 hauts-fourneaux à feu dès 1873, de nouvelles aciéries en 1912-13, une coulée continue d'un type très moderne y fonctionnant depuis 1992-93, une autre du même genre à ARBED-DIFFERDANGE depuis 1995. La prise de vue date de 1953-54, ancienne «Schlaß-Uecht» de BERWART

Photo: Marcel SCHROEDER



Le 30 octobre 1911, les anciennes Usines ADOLF-ÉMILE, réunies avec la «Pierre-BRASSEUR-Schmelz», mit à feu les deux premiers hauts-fourneaux, suivis par 4 autres pour la seule année 1912. – Le même 30 octobre, ARBED se constitua par fusion des «Forges d'EICH LE GALLAIS METZ et Cie», la «S.A. des Mines du LUXEMBOURG et des Forges de SAARBRUCK» et la «société des Hauts-Fourneaux et Forges de DUDELANGE», Hubert MULLER-TESCH en devenant premier Président-Directeur général

Photo: Ministère du Tourisme

L'USINE BRASSEUR «Op Barburg»: 10 avril 1872

Probablement informé sur les «plans METZ» à la «Schlaßuecht», Pierre BRASSEUR, – directeur de mines depuis 1861 et candidat – notaire pour ESCH en 1865, – fondait le 4 déc. 1869, la «S.A. des HAUTS-FOURNEAUX LUXEMBOURGEOIS», en coopération avec ses frères HUBERT et ALEXIS, son beau-frère André MACHER-WÜRTH, avec le directeur des Contributions et du Cadastre Lucien RICHARD, le directeur des P.T.T. Valentin BERNARD, le directeur de l'Athénée Auguste de COLNET d'HUART et une vingtaine d'autres actionnaires, tous hautement solvables!

Le 10 avril 1872, le premier haut-fourneau fut sous feu chez les BRASSEUR, un 2^e en mai 1873, le 3^e le 1^{er} janvier 1892. Constant FISCHER – (1874 à 1881), Théodore DE ROEBÉ – (1881 à 1890), Adolf KROLL jusqu'en 1898 et Rudolf SEIDEL jusqu'en 1911 furent des directeurs aux USINES BRASSEUR – Terre Rouge.

La population eschoise connaîtra une croissance rapide et le premier habitat social ouvrier sera créé en 1910 dans la Cité Léon WEYRICH et à la Rue Dr. WELTER, en ville.

Côté socio-administratif, on nota la nomination de Charles-Léon LAVAL à ESCH, à la fonction de notaire en 1876, le Parc LAVAL, avec la maison patricienne et l'admirable plan de verdure au «Breede Wee» rappelant le souvenir de ce généreux Eschois, en fonction jusqu'à sa mort en 1920. Au Château LAVAL, la ville d'ESCH avait installé sa bibliothèque municipale de 1929 à 1941, finalement en 1944-46. Elle fut définitivement transférée Rue Emile MAYRISCH en 1952-53.

Un courant culturel et social

Contre-partie culturelle à l'expansion industrielle de la fin du XIX^e siècle et surtout à l'engagement physique total qu'avaient sollicité mines et usines sidérurgiques: la tendance et l'intérêt marqués vers le culturel et la photographie par exemple, se généralisaient à ESCH vers 1860, cette belle et magique invention de «l'image fixe» qu'avait fait Nicéphore NIEPCE, ce Français inventeur, en 1826. ESCH allait avoir le premier Photo-Club du pays, en juin 1917.

Les instituteurs Johann MATTES et Johann STOFFEL fondèrent la première chorale laïque à ESCH en 1863, société qui fut active jusqu'en 1872, année à laquelle «l'UNION» eschoise, soignant également chant et théâtre, prit la relève. Le goût du culturel était pris et les rares loisirs commençaient à «s'organiser» avec méthode et aspirations apparentes.

En 1871, – le 16 avril – la Société «ESCHER FANFARE-GESELLSCHAFT» naquit, sous l'impulsion de Félix KLEIN, douanier qui fut en poste à ESCH après la Guerre de 70-71; il avait été sergent, puis capitaine de l'ensemble musical du Bataillon des Chasseurs epternaciens. Le drapeau de la fanfare eschoise, inauguré en 1873, arborait déjà l'écusson de la Ville d'ESCH: la tour rouge, montée au-dessus des ondes bleues de l'Alzette, symbole héraldique devenant de plus en plus cher aux Eschois, comme aux «Minettsdepp» en général.

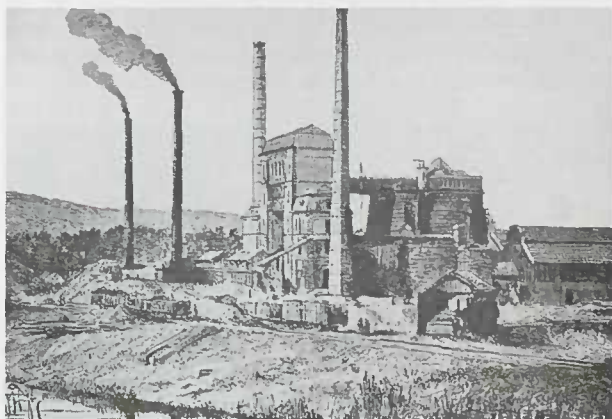
Côté «culture» toujours, il y a lieu de relever les sociétés ci-après: le «Cercle Symphonique» fondé en 1902, la première «Société de Musique des Mineurs» datant de 1903, ainsi que la Fanfare de «l'École Industrielle et de Commerce», ensemble qui exista quelques années à partir de 1905.

Naquirent encore la Chorale «HARMONIE» en 1906, cette autre, italienne, la «GARIBALDINA» au quartier «HIËL» en 1908, la «VERDI» créée par des concitoyens italiens en «union luxembourgeoise» en 1911, toutes disparues dès les années '30. En 1912, on enregistra la fondation des ensembles «LIEDER-TAFEL» et «SÄNGERLUST», associations éphémères! Bien plus active restera la «FANFARE OUVRIÈRE», promue par les premiers syndicalistes, à partir de 1912 également. La Société «Harmonie des Mineurs» naîtra en 1920, dont le Député eschois Jean SCHORTGEN fut un ardent promoteur avant la date!

Le 30 août 1916, le syndicat «Berg- und Hüttenarbeiterverband» fut fondé à ESCH, alors que le 3 septembre de l'année, le «Metallarbeiterverband» fut constitué à HOLLERICH. Les syndicats ouvriers naîtront bientôt et s'engageront corps et âme pour l'amélioration nécessaire des conditions de travail, de salaire et de sécurité pour le monde ouvrier.



La première tuilerie d'ESCH, telle qu'elle se présentait en 1822-30, se trouva en dehors de la ville, derrière les Rues des Remparts et du Fossé, alors que l'établissement «Tuileries WECKER» se trouva au Quartier WOBRECKEN depuis 1895, élargi en 1910 (Dessin à la plume par Foos DELOOS, 1954)



1871: L'Usine des «METZ et Cie» d'ESCH-SCHIFFFLANGE, – la genèse proprement dite de l'époque minière et sidérurgique –, où un premier haut-fourneau de l'époque moderne fut en service, un deuxième en construction pour 1872...

Les soins médicaux s'organisent

Côté médical, le Dr généraliste Jean MEYERS, Bettembourgeois, vint se fixer au chef-lieu cantonal en 1872; il devint médecin en chef-directeur du modeste Hôpital des Frères Miséricordieux, établissement créé par les maîtres d'usines METZ, rue de LUXEMBOURG à ESCH, inauguré le 15 novembre 1873. Deux Frères en religion et des aides-soignants y furent de service d'abord, à côté de deux nouveaux médecins, Nicolas METZLER, décédé en 1894 et le Dr. Victor STEICHEN, établi à ESCH depuis 1890.

En 1885, le service sanitaire et médical comptait seulement 41 médecins pour tout le pays, corps médical dont la très grande majorité des membres était docteurs en chirurgie et en accouchements, toutefois fort inégalement répartis: la ville et le Canton de LUXEMBOURG réunis comptaient 11 médecins pour 43.330 âmes, sans médecins oculiste, ni dentiste!

Les Cantons d'ESCH-sur-Alzette et de DIEKIRCH, – populations 26.599 respect. 18.823 habitants – comptaient la même année chacun 7 médecins, les Cantons de RÉDANGE/Attert et de VIANDEN un seul médecin, les cantons restants chacun 2 médecins-spécialistes, situation qu'en 1885, le Dr med. Jean-Pierre GLAESNER, membre du Collège médical depuis 1867, qualifia comme «ne laissant rien à désirer dans l'ensemble»!

Chaque canton du pays comptait à l'époque un médecin-vétérinaire, nommé par le Gouvernement, à côté de 5 «vétérinaires privés», libres de toute «contrainte administrative»...

Après que le choléra eût fait 3.500 victimes au pays en 1866, les surveillances techniques et autres contrôles médicaux furent généralisés, plus sévères; la construction de fosses à purin par exemple, en pierres ou briques devenait obligatoire, question de protéger les eaux potables, à un moment, où peu de communes avaient déjà construit des conduites d'eau locales.

ESCH, paroisse autonome depuis 1842, accueillit en 1874 l'Abbé Jean-Joseph KOPPES, natif de CANACH, comme curé, après que celui-ci eût été vicaire à Notre-Dame à LUXEM-

BOURG, de 1863 à 1873. Le chanoine J.-J. KOPPES quitta la paroisse eschoise en septembre 1883 pour être investi des insignes et pouvoirs épiscopaux jusqu'en 1918, année de sa mort.

Église et Paroisse St. JOSEPH: 1877

En mai 1867 déjà, le Conseil communal d'ESCH avait penché vers la décision unanime et le projet définitif quant à une nouvelle église paroissiale à construire, raison pour laquelle les édiles saluèrent le souhait exprimé par le Vicaire apostolique N. ADAMES, en date du 10 janvier 1869: «...soit d'agrandir suffisamment l'ancienne église ou d'en construire une nouvelle...»

La Guerre de '70 retarda le projet d'une année encore, mais les idées et décisions des édiles furent claires: la nouvelle église aurait 60 à 65 m de long en nef principale, une surface totale de quelque 900 m² et 150 m² en estrades ou jubé, de style à définir par les architectes concourants, avec une préférence toutefois pour le style à ogives: arcs diagonaux de renfort aux voûtes, avec de belles colonnes porteuses, pour une dépense maximale de 200.000 francs-or, entrée principale située vers l'Ouest, le chœur aménagé côté Est.

En 1873, les terrains nécessaires à ladite construction furent acquis au «Thiergarten», vingt et un propriétaires ayant été expropriés et/ou simplement dédommés. Les deux clochers, – suivant modèle pris sur la Cathédrale de MELUN –, initialement prévus dans la façade frontale, furent finalement placés vers l'arrière de l'église côté chœur, l'abbé-curé ayant pensé pouvoir ainsi surveiller le mieux les enfants de chœur, ...sonneurs de cloches...

Le 13 mars 1873, les «sieurs JACQUEMIN, père et fils, architectes – entrepreneurs à METZ» furent chargés de l'exécution des travaux pour lesquels les devis s'élevaient déjà à 247.000 francs!

Quand le curé François KEISER, très apprécié, voire aimé par les Eschois, quitta ce monde le 8.12.1873, les murs et colonnes à St. JOSEPH étaient déjà réalisés à 3 mètres de hauteur, les travaux finis reçus officiellement le 27 avril 1877. Un différend surgit toutefois pour le surplus en dépenses, suite à la reconstruction des colonnes,

Les deux clochers de l'Église paroissiale St.-JOSEPH font partie de la silhouette urbaine depuis 120 ans.

Le Vieil-ESCH vu de la «SCHNEIER», vers 1868; au centre, l'Église St.-JEAN avec les majestueux tilleuls de Justice, à l'ombre desquels s'élevait l'ancienne Croix de Justice, détruite par les troupes républicaines en 1792. – Une première chapelle «intra muros» est mentionnée pour 1333, le «Escher Kapellenregister» relevant également deux maisons de Dieu en 1652.



de section imposante et sculptées. On passait devant les instances judiciaires économiques pour décision-jugement.

Le Tribunal de Commerce de LUXEMBOURG statua qu'un cinquième desdits frais supplémentaires incomberait à charge de la commune, 2/5 à celle de l'Architecte de l'État Charles ARENDT, les deux cinquièmes restants seraient à payer par les Entreprises messines JACQUEMIN, un malheur solidairement assumé s'avérant être plus facilement supportable.

Comme le nombre des sidérurgistes, mineurs, rouleurs et autres porions était en nette et constante croissance à ESCH, on décida de vouer la nouvelle église à St. JOSEPH, la consécration ayant été fixée au 14 mai 1877. Peu de semaines plus tard, l'ancienne église St. JEAN, centre spirituel eschois depuis près de six siècles, fut démolie pour faire place, dès 1879, au premier pavillon de la 4^e école primaire eschoise: l'École Grand-rue, qui fut agrandie une première fois en 1882 déjà.

Notons que l'Église protestante à ESCH fut inaugurée le 22 octobre 1880, construite selon des plans de l'Architecte Karl ARENDT; en 1903, le bâtiment fut agrandi.

Les Gares

La première Gare d'ESCH, – un bâtiment peu représentatif, voire laid, construit en briques dès 1858-59 au quartier «ënner der SCHNEIER», Rue St.-ANTOINE, agrandi fortuitement par des annexes toutes aussi laides autant que peu fonctionnelles, cédait place et fonctions à la nouvelle Gare, érigée en 1880, suivant plans dressés par l'Architecte NIEMANN.

Les 9,556 km en voie ferrée double de BETTEMBOURG à ESCH/Guillaume LUXEMBOURG furent mis en service le 23.4.1860, alors que la liaison ferroviaire ESCH-PÉTANGE/Prince HENRI fut terminée le 1^{er} août 1873.

Les deux tronçons miniers ESCH-LALLINGERBERG vers «GALGEBIERG» et ESCH/Frontière «OTH» furent réalisés en 1875, respect. au 1^{er} 4.1880. La ligne CFL ESCH-PÉTANGE-ETTELBRUCK, – dite «Ligne de l'ATTERT» – fut inaugurée le 17 avril 1880.

L'actuelle Gare d'ESCH construite en 1959 et rénovée en 1982-85, continuellement adaptée aux nouvelles exigences: grands parkings environnants, gare d'autobus également, kiosque, restaurant-buffet, billetterie ou administration...

1880-1890: La nouvelle station ferroviaire à ESCH, terminée en 1880, eut fière allure comparée à l'ancienne gare surannée de 1859; en face s'élevait l'imposant Hôtel CRESTO, et peu après 1920, la première Maison syndicale ouvrière. L'actuelle Avenue John F. KENNEDY s'appela «Rue de la Gare».



Le 27 juillet 1890, le premier kiosque de musique fut solennellement inauguré sur la Place de l'Hôtel de Ville, qui était couverte d'un étang assez étendu au XVII^e siècle encore, plan d'eau bordé d'abondantes verdure de jones; dans cet environnement propice à la culture de ... grenouilles, d'ingénieux Eschois tenaient une culture importante de ces amphibiens qui enrichissaient généreusement un menu culinaire journalier plus que frustre en général.

Religieuses «visionnaires»...

Avant les années '90 du siècle dernier, depuis 1867 et 1884, les deux premières écoles de couture existaient à ESCH, une troisième ayant été inaugurée le 15 octobre 1892 par les Religieuses de Ste ÉLISABETH, Rue-Large, école se destinant principalement à l'enseignement ménager, type d'enseignement essentiellement promu aussi par le Ministre d'État Paul EYSCHEN.

Cette même année 1892, le service médical scolaire fut officiellement introduit à ESCH, alors qu'un nouveau service de diligence ESCH-MONDERCANGE fut créé, question d'offrir à une population villageoise mondercangeoise la possibilité de faire bénéficier ses jeunes filles de l'enseignement ménager eschois, – offrant également cours de comptabilité et d'hygiène.

En 1896, les Soeurs de Ste ÉLISABETH quittèrent leur modeste établissement Rue-Large et leur domicile Rue St.-VINCENT, pour s'établir dans une imposante nouvelle construction, le futur «Pensionnat MARIA HILF», Rue de LUXEMBOURG; en 1897, les Soeurs avaient également acheté la maison seigneuriale contiguë, – ancienne demeure de la famille meunière à BERWART, les G.LÖWENBRÜCK-HAUTUS, – maison dans laquelle furent aménagés les appartements des Rév. Soeurs, comme également la petite clinique ophtalmogique, où le spécialiste Dr. Pierre METZLER opérait jusqu'en 1922. C'est dans ces mêmes parages que fut entamée, en 1921 encore, la construction de la nouvelle Clinique Ste MARIE, inaugurée le 30 novembre 1927. Cet institut médical sera agrandi à diverses reprises.





1930-35: La Place de l'Hôtel de Ville et du Marché, avec l'ancienne Mairie, construite dès 1855 et agrandie en 1865; le bâtiment hébergea tous les services publics, des écoles, des habitations vicariales jusqu'en 1900, année de déménagement des services publics vers la Rue de l'Alzette à la nouvelle Maison communale, alors que les vicaires élurent domicile à la Maison St.-JOSEPH, en face de l'Église. Depuis 1874, les marchés hebdomadaires eschois se tinrent les mardi Place GRAND-RUE, alors qu'ils furent transférés dès 1875 «op d'grouss Plaz», où ils eurent lieu les mardi et vendredi. Le premier kiosque eschois date du 27 juillet 1890...

Les TRANSPORTS et le SOCIAL

1927: le premier trajet des «Tramways Intercommunaux du Canton d'ESCH» fut construit vers DIFFERDANGE, le 29 mai, année à laquelle on nota aussi la création de la «Société de Transport d'Énergie électrique pour le Grand-Duché de LUXEMBOURG», – la SOTEL, installée à RAEMERICH/Esch, un quartier qui se développera plus tard.

En 1927 encore, la Gendarmerie grand-ducale déménagea vers ses nouveaux locaux, Rue du Nord à ESCH.

D'autres lignes T.I.C.E./tramways électriques eschois, – exigées par la population dès 1901(!), autorisées par Loi du 2 juin 1914 – furent réalisées vers SCHIFFLANGE le 13 juillet 1927 seulement, le 14 juillet une ligne intérieure à la ville, le 15 du mois celle vers RODANGE, le 14 août vers KAYL-DUDELANGE, le deux octobre finalement vers RUMELANGE. Depuis 1948, les premiers BUS «CHAUSSEON» remplaçaient peu à peu les lignes électriques, la dernière de celles-ci ayant été supprimée en 1956: le 22 septembre, la ligne électrique T.I.C.E. ESCH-KAYL.

En 1927 toujours, Madame Aline MAYRISCH-de SAINT HUBERT créa la «CRÊCHE de POEKESCHHAFF», projet réalisé en coopération avec la première «cellule» de la CROIX ROUGE luxembourgeoise et les ARBED; le 29 avril 1934, le «Foyer Ste. ÉLISABETH – Crèche Ste. ÉLISABETH» fut inauguré dans la Paroisse St.HENRI à ESCH, alors que la première pierre de l'Église paroissiale St. HENRI fut posée le 14 juillet 1935 par l'Évêque Coadjuteur Mgr. Joseph PHILIPPE. Notons que cette paroisse avait été créée en 1928, année à laquelle «l'ÉCOLE au BOIS» avait été fondée également.

Côté socio-culturel, les Guides et Scouts eschois prirent de l'importance pendant ces mêmes années '20, offrant vie en plein air et contacts sociaux multiples à la jeunesse eschoise: L'AGGL, la Troupe «les Coureurs Indiens», les groupes St JOSEPH et St. HENRI, plus tard les «Diablos Mauves» et la troupe d'ESCH/Sacré-Coeur, à la «Grenz», celle-ci en 1938.

L'Église Sacré-Coeur à ESCH fut construite à partir de mai 1931, au quartier très peuplé et industriel de la «Grenz»; de nouvelles cloches étaient bénies le 26 juin 1932, la consécration du sanctuaire célébrée le 10 juillet 1932. Une mission italienne



L'ancien bâtiment de l'École Professionnelle et Ménagère, ultérieurement Pensionnat MARIE-CONSOLATRICE – route de LUXEMBOURG – datant de 1896, partie de gauche, – celle de droite et les deux agrandissements derrière le bâtiment central datant de diverses époques, sur près de trente ans: 1936-38 et 1964-65.



L'Église paroissiale St.-HENRI, rénovée en 1965-66, fut réouverte le Dimanche des Rameaux 1966, après 17 mois de travaux qui en firent un réel joyau architectural intérieur...

devait être fondée au même quartier plus tard, avec une chapelle érigée par les ouvriers de la paroisse eux-mêmes, grands spécialistes en matière construction qu'ils furent.

À la même époque sensiblement, l'École primaire «Auf BROUCH» fut réalisée: début des travaux en automne 1929, gros-œuvre terminé en octobre 1930, l'ouverture ayant pu être fêtée au printemps 1931, dans un quartier où la construction allait bon train.

Jusqu'en 1930, l'ancien Hôtel-de-Ville eschois, qui datait de 1845, avait hébergé les services de la gendarmerie, la Justice, deux cellules d'arrêt pour malfaiteurs ou grands adeptes de la «dive bouteille», finalement aussi le premier Bureau social, créé à ESCH dès 1820, «élargi» en 1914, définitivement institutionnalisé lors des Grèves de 1917 et 1921.



Les Entreprises Ant. et Jean CROLLA réalisèrent le gros-œuvre de l'Église SACRÉ-COEUR en 1931-32, – inauguration le 10 juillet de l'année

Progrès et améliorations encore

Imposants progrès sociaux et médicaux-hospitaliers encore en 1930, quand le grand Hôpital de la Ville – projet réalisé de concert par la municipalité locale et les ARBED – fut inauguré le 15 mars de l'année; les travaux de terrassement et de construction furent entamés dès 1925, le méritant promoteur en ayant été le Dr. Nicolas SCHAEFTGEN, natif d'ESCH en 1879, y décédé en 1950.

La situation hospitalière s'était admirablement améliorée, le Dr. médecin en chef J.-Pierre KNAFF n'ayant eu que 30 lits d'hôpital à sa disposition en 1923. En 1928-30, ESCH comptait déjà 23 médecins généralistes, chirurgiens ou de puériculture, 8 médecins-dentistes, 6 pharmaciens et deux médecins-vétérinaires.

Inauguration-bénédiction encore à ESCH, le 1er mai 1953 de la Chapelle «Jésus Ouvrier» à ESCH-RAEMERICH, pour laquelle Emile HULTEN créa une statue de St.FRANÇOIS en 1955, – des cloches pour la nouvelle église de LALLANGE furent bénies le 14 mai 1953, LALLANGE étant instituée paroisse en 1961, la 4^e pour la Ville d'ESCH. Le 23 novembre de la même année eut lieu la consécration de l'Église «MARIA Regina Mundi», – dépense pour la construction: 8.275.000F. Le 4 décembre 1953 finalement, la nouvelle statue de Ste. BARBE au Monument des Mineurs fut bénie aux Mines de la Firme John COCKERILL, au «KAZEBIERG».

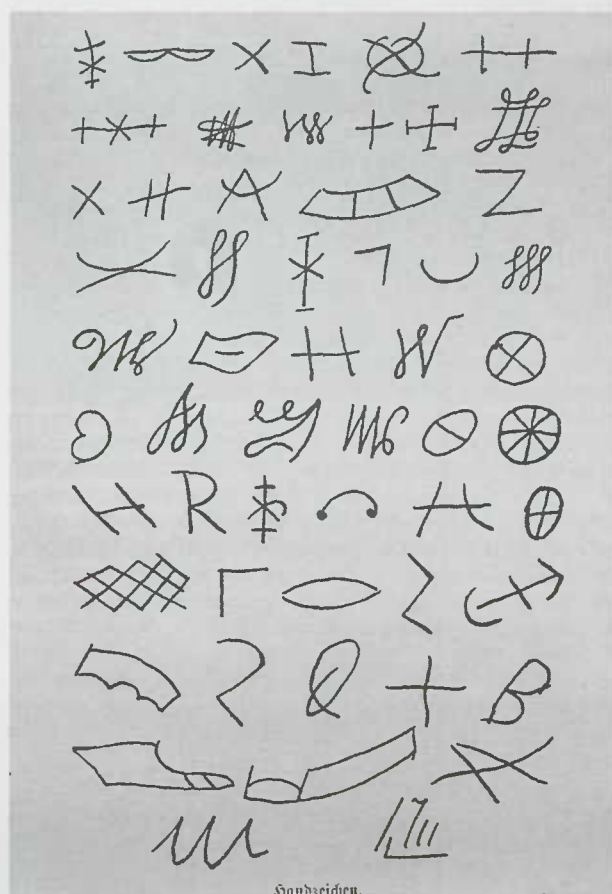
Le 17 octobre 1954, la Communauté juive d'ESCH inaugura la nouvelle Synagogue, Rue du Canal, – sous Présidence de M. René HERRMANN, le Dr. Charles LEHRMANN, Grand

Rabbin, ayant procédé au cérémonial inaugural, en présence de l'Échevin Jean KINSCH et de Jean FOHRMANN, Directeur du «Escher TAGEBLATT» à l'époque. En 1958, le Dr Emmanuel BULZ sera Grand Rabbin jusqu'en 1993, M. Roger-P.MOYSE ayant assumé la présidence à la Communauté juive eschoise sur une quinzaine d'années, depuis 1974.

Où il est encore question d'écoles et de culture

ESCH-sur-Alzette avait, à l'instar de tous les chefs-lieux, – non encore définis comme tels à l'époque – une seule école primaire en l'an 1541, tout comme la ville de LUXEMBOURG dès 1166, ECHTERNACH au XV^e, MERSCH en 1523, REMICH pour 1570, SOLEUVRE 1577, WILTZ en 1599, DIEKIRCH au début du XVII^e et en 1674. Quelques-unes de ces écoles avaient longtemps fonctionné dans des constructions privées, voire paroissiales ou communales plus tard

Le premier bâtiment scolaire eschois fut seulement construit en 1760, derrière l'ancienne Église St.-JEAN, dans l'actuelle



Handzeichen.

En dépréciation ou dans son «état» réel, un parchemin officiel d'époque avait défini la masse des gens comme la «...MISERA CONTRIBUENS PLEBS...» Tous ces gens étaient complètement illettrés, tout comme l'on présume que la grande majorité des clercs et autres personnes se faisant fort d'enseigner, – en dehors de quelques mots de latin et du rituel liturgique – n'avaient pas de connaissances fort étendues... Dans les documents officiels – tel au «Livre de Justice» du XVII^e siècle à ESCH – les illettrés signaient par quelque signe ou symbole librement choisis par eux, un magistrat ou un clerc certifiant la «signature», longtemps désignés par «Handzeichen», comme authentique: «Ira testatur...»

Grand-Rue; le premier instituteur, qui y fit la classe jusqu'en 1768, fut un manoeuvre avec quelque érudition.

L'enseignement était longtemps une institution insuffisamment organisée, mal structurée, peu fréquentée pendant de longs siècles; les grandes écoles monastiques et les collèges classiques des villes ou agglomérations majeures mis à part, l'enseignement se limitait aux rudiments, - entendons la lecture, le calcul élémentaire, quelques modestes exercices d'orthographe, à côté de ce que l'on appelait «d'Kannerléier», catéchisme et bible. Les enseignants manquaient souvent de qualification professionnelle, voire même de connaissances approfondies pour les disciplines qu'ils se faisaient fort d'enseigner, s'ils n'étaient pas juges, notaires, curés ou desservants érudits.

Souvent les premiers enseignants de nos écoles étaient d'anciens militaires ayant vu du monde, des clerics publics ou messagers avec quelque instruction, trop souvent de très jeunes gens, au point qu'une exigence impériale au XVI^e encore fixait l'âge minimum des enseignants «adjoins» à 15, voire à 16 ans...

Les classes scolaires, fonctionnant le plus souvent seulement pendant les mois d'hiver jusqu'au XVII^e, se faisaient soit au domicile du desservant paroissial, d'un sonneur de cloche tant soit peu instruit, du curé souvent, - parfois à l'église, plus rarement dans un bâtiment d'école particulier, directement destiné aux fins scolaires.

100 élèves et davantage...

Longtemps les classes eschoises, réunies dans la seule école que nous évoquions, étaient très peuplées, une seule personne enseignante surveillant jusqu'à cent et davantage d'enfants; «heureux» le maître qui, aux époques hivernales, pouvait «renoncer» à une dizaine, voire une vingtaine d'enrhumés...

En 1814, le bourgmestre Johann HAAS déclarait à l'autorité supérieure qu'il comptait faire engager un deuxième instituteur à ESCH, le nombre des enfants de l'âge de la scolarité étant monté à 260! A l'engagement de cette nouvelle personne enseignante, on comptait se faire procurer un certificat de la part du Gymnase de LUXEMBOURG, attestant que le candidat avait la qualification pédagogique requise. C'est ainsi qu'ESCH eut, en 1815, Peter STEFFEN au poste du «Unterlehrer», instituteur adjoint. Il est établi que l'instituteur et son adjoint faisaient la classe à 120 enfants, 50 garçons et 70 fillettes, le 3 avril 1815, chaque enfant voulant apprendre à lire seulement payant 30 centimes par mois, ceux qui apprenaient à écrire 60 centimes. METZLER était en même temps sacristain, ce qui lui valut un revenu annuel supplémentaire de 200 francs, de même que 30 centimes encore pour chaque messe qu'il chantait.

Le minerval, à payer même pour les cours élémentaires, excluait presque automatiquement les enfants des parents pauvres ou moins aisés, comme il désavantageait injustement les enfants des familles nombreuses.

La première école eschoise, on l'a dit, se trouvait derrière l'Eglise St.JEAN, à l'emplacement où l'École GRAND-RUE, la 4^e à ESCH, était construite après la démolition de l'ancienne église paroissiale en 1878; le premier bâtiment scolaire comportait une seule salle, chauffée au feu de bois, faiblement éclairée au kinket à pétrole. Le bâtiment abritait également le domicile du vicaire eschois. On reste à se demander où le grand nombre des élèves pouvaient bien trouver une petite place, - toute petite! - dans une salle de classe «normale», au début du siècle dernier...

En 1827 déjà, ESCH avait construit une seconde école, sise «au Schoulbiert», comprenant une salle très spacieuse dans laquelle enseignaient l'instituteur et son adjoint; le secrétariat communal et le domicile du vicaire y étaient également aménagés.

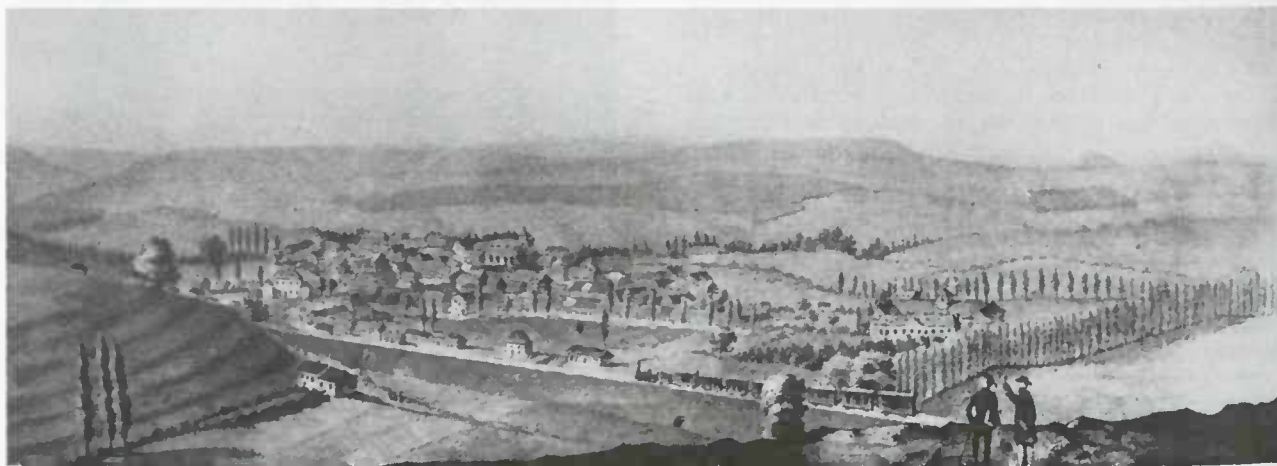
Notons que de 1827 à 1843, l'instituteur eschois Karl HASTERT entretenait une école privée très bien fréquentée, dans une maisonnette sise dans l'actuelle Avenue de la Gare, en partie Bâtiment SOCLAIR de nos jours; de 1844 à 1854, Karl HASTERT, fut instituteur «communal», régulièrement engagé et nommé.

Une organisation scolaire améliorée...

Suite à la démission presque simultanée de deux institutrices à ESCH, le Collège échevinal fit une demande à la Maison-mère des Religieuses de la Doctrine chrétienne pour engager deux Soeurs aux écoles eschoises, projet qui fut réalisé dès 1857-58; 245 élèves étaient dorénavant instruits par 2 instituteurs et deux religieuses. Celles-ci enseignèrent en plus grand nombre dans les écoles publiques à ESCH jusqu'en 1919, année après laquelle elles assuraient des cours ménagers et l'instruction religieuse; en 1910, douze religieuses enseignaient à ESCH, ordre de la Doctrine Chrétienne.

En l'an 1870 déjà, 313 enfants eschois fréquentaient 1 classe mixte, deux classes de garçons et 2 autres pour fillettes; en 1880, ils furent 629 élèves dans 2 classes mixtes, 3 pour garçons et 6 pour filles, 4 instituteurs et 8 religieuses, alors qu'en 1900, on compta 1.257 élèves, chaque fois 11 classes pour filles et pour garçons, 11 instituteurs.

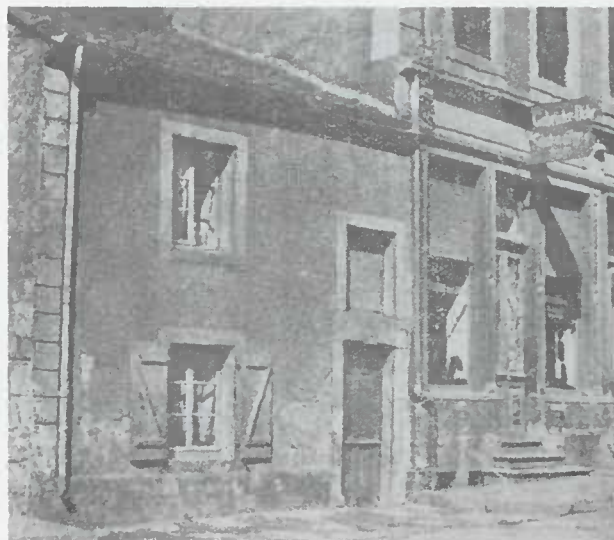
La première école pour fillettes eschoises, - simultanément 3^e bâtiment scolaire communal, - fut érigée en 1854, Rue de l'Eglise; elle comprenait deux salles au rez-de-chaussée, un logement de service pour institutrice au 1^{er} étage. Ce même bâtiment devait héberger l'École municipale de musique depuis 1929, plus tard le Conservatoire municipal jusqu'en 1992-93, année de la



ESCH: vue générale de 1860, le chef-lieu cantonal sera très rapidement industriel. À l'avant-plan, un des premiers trains circulant entre LUXEMBOURG et la future Métropole du Fer, comme le grand Chemin vers LALLANGE, soigneusement bordé d'arbres



Quand les écoles primaires eschoises se trouvaient par trop à l'étroit dans les bâtiments scolaires existants, jusqu'à neuf classes de garçons furent logées, entre 1875 et 1907, dans les anciennes «Casernes ouvrières» transformées, que les «METZ et Cie», – maîtres d'usine – avaient acquises comme dépendances commerciales à l'ancien Château DE BERWART. Le Directeur Léon METZ habita le pavillon seigneurial dudit château de 1870 à 1908



Romantisme ou modestie: Avenue de la Gare, l'ancienne maisonnette HASTERT – plus tard PFEIFFER – où Karl HASTERT avait créé une petite école privée de 1827 à 1843...



1870: le Château eschois des BERWART avec la tour reconstruite en 1721 et ses dépendances seigneuriales et économiques. La maison patricienne centrale fut érigée en 1763, brûlée en 1794, restaurée en 1806 par le médecin régimentaire français FRÉMION. La maison principale fut habitée par le juge de Paix et le receveur de l'Enregistrement à partir de 1867, jusqu'à «l'arrivée» de Léon METZ en 1870. La majeure partie des grands jardins châtelains furent loués à des horticulteurs eschois, les «METZ et Cie» devenant propriétaires du domaine en 1869-70, propriété ARBED finalement à partir de 1910-11

réalisation du nouveau Conservatoire de musique de la Ville dans l'ancien bâtiment de direction et Casino ARBED/«Grenz»-Terre Rouge.

A considérer la situation scolaire nationale d'ensemble pour diverses périodes du siècle dernier, on nota pour l'enseignement primaire: 382 écoles/classes en 1843-44 (1^{re} à 7^e année d'études réunies), 472 en 1850-51, 541 en 1860-61, 620 en 1870-71, 672 en 1878-79, au moment, où, en ville comme dans les bourgs plus importants, on commençait à dédoubler les écoles, respect. les classes. Celles-ci étaient souvent peuplées chacune de plus de 90 élèves encore, la moyenne au Canton de LUXEMBOURG/campagne ayant été de 54 enfants en 1880, de 57 en ville, de 47 dans les Cantons d'ESCH, de CAPELLEN et de WILTZ, de 48 pour REMICH et DIEKIRCH, la plus faible moyenne par école/classe s'étant trouvée au Canton de CLERVAUX, avec 37 enfants. 31.527 élèves fréquentaient les écoles primaires du pays en 1879-80.

En 1883-84, le pays compta déjà 871 classes/écoles, dont 6 pour l'enseignement primaire supérieur, – dont deux à ESCH –, 19 écoles gardiennes (!), 141 écoles du soir ou du dimanche.

Les écoles publiques, la même année, furent dirigées par 413 instituteurs, dont 2 prêtres et 330 institutrices, parmi lesquelles 152 religieuses.

Sur la dépense nationale totale 1883-84, – 1.107.758 francs-, 541.000 F étaient versés pour traitements, 36.419 F comme indemnités de logement, 78.605 F pour divers suppléments/charges spéciales.

Les Écoles «GRENZ» eschoises furent construites en 1882-83 aux environs de l'ancien passage à niveau ferroviaire, dans un quartier très habité, proche de la frontière; les plans et la surveillance en avaient été confiés au Conducteur des travaux eschois MAJERES. Ce bâtiment d'écoles fut le 5^e à ESCH, après qu'à la GRAND-RUE, le 4^e du nom eût été réalisé: une aile centrale en 1879, l'aile Sud en 1882, l'annexe Nord en 1894. En 1933 finalement, un 2^e étage fut ajouté à l'imposante construction Grand-Rue.

LALLANGE, section eschoise pleinement intégrée depuis 1912, – la décision du Conseil municipal datait du 28 mai 1910, – allait connaître sa pleine expansion après la Seconde Guerre mondiale, avec des cités résidentielles autour de l'Église et dans les grands terrains vagues judicieusement «lotissés», des écoles, de grands centres commerciaux et sportifs.

Le secondaire et le technique...

C'est à l'ancienne École du BRILL, au pavillon Ouest construit en 1901, – 7^e école primaire eschoise, élargie par deux fois jusqu'en décembre 1911, que les premiers cours d'apprentissage professionnel démarraient en 1910, avec l'appui des ARBED. En 1919 déjà, vingt et une personnes enseignantes firent la classe «am BRILL», dont 9 dames dans l'enseignement primaire. Le «professionnel» y occupa trois salles au début.

Alors que l'École Professionnelle d'ESCH était créée par une loi de 1924, il fallait attendre l'année scolaire 1936-37 pour voir toutes les classes professionnelles réunies au nouveau bâtiment, Place Victor HUGO, après que les classes eussent été jusque-là «éparpillées» dans ESCH, fortuitement, au hasard de locaux libres. Les grandes annexes du Lycée technique eschois à LALLANGE datent de 1977-78, les deux établissements recevant annuellement quelque 2000 élèves et apprentis.



La nouvelle école du BRILL, sensiblement le triple en volume de ce qu'elle fut aux années de la première phase de réalisation, en 1899-1901



Le Lycée des Jeunes Filles Hubert CLÉMENT, Rue Jean-Pierre MICHELS

La nouvelle «École Industrielle et du Commerce» d'ESCH, – devenu Lycée de Garçons à partir de 1945 –, fut construite en 1903-1906, inaugurée le 1er octobre 1909, modernisée et adaptée aux nouvelles exigences pédagogiques à diverses reprises, ainsi pendant ces années '90; au début du siècle, les élèves du Lycée furent hébergés dans différents bâtiments de la ville, de 1901 à 1909.

Le «Lycée des Jeunes Filles» eut, côté bâtiment, une histoire toute aussi mouvementée, très difficile au début: quelques classes furent souvent «en pèlerinage» d'un bâtiment à l'autre, à l'Hôtel de Ville, rue de l'Alzette, à l'ancien Conservatoire, dans l'ancienne École primaire supérieure et à l'École «au Schoulbiere». A partir de 1910 jusqu'en 1917, la presque totalité des élèves du Lycée pour filles toutefois fut «logée» à l'ancien Hôtel de Ville, Rue de l'Alzette, – 3^e bâtiment municipal administratif, datant de 1899. En 1955, le nouveau Lycée des Jeunes Filles eschois était construit et occupé Rue J-Pierre MICHELS. Sous le Directeur Théodore KAPP en 1939, le Lycée comptait 16 enseignants, dont le compositeur local Louis PETIT pour l'enseignement musical.

Soulignons que les étudiants des deux lycées classiques eschois firent partie du «Luxembourg résistant» contre le régime nazi dès 1940, raison pour laquelle de nombreux jeunes furent renvoyés des écoles ou amenés dans des camps allemands, dont STAHLACK, où ce «Deutschum» spécial aurait dû leur être inculqué, – sans succès, comme on sait...

En 1909-10, «ARBED-ESCH avait créé une École des Mines au chef-lieu cantonal; elle était gérée par les Ingénieurs des Mines DONDELINGER et HUBERTY. L'institut fonctionnait jusqu'au début de ces années '60, période à laquelle l'embauche dans les mines stagnait, puis cessait...



L'École Grand-Rue, dont le premier pavillon central fut érigé en 1879 et occupé dès 1880; l'agrandissement par l'annexe Sud datait de 1882, la nouvelle annexe-Nord de 1894...

Démographie

Petit village insignifiant longtemps, «... une petite ville, détruite et au pire pais de la Duché», selon le chroniqueur bourguignon Olivier de LA MARCHE en 1444, – certains terrains marécageux et de très mauvaises routes ayant contribué à ce méchant renom, – ville franche, «fortifiée», puis ville ouverte, – Métropole du Fer, chef-lieu cantonal et siège administratif important, ville aux trois lycées et autre pensionnat, grand centre commercial, scolaire et à très intense vie culturelle et sportive, ESCH mit relativement longtemps à connaître le réel développement définitif, dont celui démographique...

Villette de quelques centaines d'habitants, bourg à diverses reprises décimé par suite de guerres ou de pernicieuses épidémies, ESCH compta 16 ménages ou quelque 120 habitants seulement en 1495, une cinquantaine d'année après que le 4 novembre 1441, PHILIPPE le BON, Duc de Bourgogne, eût acquis comme engagiste, d'ELISABETH de GOERLITZ, et deux ans plus tard de GUILLAUME de SAXE, tous les droits sur le LUXEMBOURG, plus récemment institué DUCHÉ. Le «prix» du LUXEMBOURG avait comporté 700.000 florins d'or à l'époque...

On compta 65 ménages eschois et 4 à LALLANGE au recensement ordonné par CHARLES QUINT en 1541, époque à laquelle le Duché et ESCH firent partie du royaume d'Espagne; 90 ménages eschois furent dénombrés le 22 août 1635, sous domination espagnole toujours.

1656: ESCH compte 40 ménages essentiellement artisanaux ou agricoles, soit 245 à 350 personnes, dont l'instituteur; en 1671, le Prince de CHIMAY, en accord avec l'Ingénieur général LOUVIGNIES, fera démolir totalement les murailles de la «franchise» eschoise, qualifiée «ESCH-sur-AYLSENCE», en 1328. La ville va se développer, libérée qu'elle fut de son carcan de fortifications.

La ville n'ayant plus compté que 8 ménages «redevables» en 1692 – dépeuplée à l'instar de tout le Duché suite aux guerres et au choléra –, LOUIS XIV transposa un certain nombre de familles françaises au Duché, dont un nombre majeur à LUXEMBOURG et à ESCH; c'est de cette époque précisément que datent des noms français qu'on trouve encore de nos jours au chef-lieu cantonal.

En 1741, – vingt et une années après que la pomme de terre eût été introduite et propagée au Duché par PARMENTIER – ESCH

compta 464 habitants et 92 ménages «taxés», ce dernier nombre étant de 128 en l'an 1792, au début de la Révolution Française.

Devenu territoire de la «République» dès le 1^{er} octobre 1795, – «Département des Forêts», le LUXEMBOURG fut dénombré officiellement, question de fixer impôts et redevances dus à l'État français: ESCH compta 690 âmes, LUXEMBOURG 8.696, DIFFERDANGE-NIEDERKORN-OBERKORN 696, DUDELANGE 635, BETTEMBOURG 350 et RUMELANGE 245.

En 1800, la mairie d'ESCH- «Agence républicaine», dénombra 839 habitants, dont la section eschoise 439, SCHIFFLANGE 378 et LALLANGE 21, nombre qui diminua à 812 en 1806, «époque de l'EMPIRE», avec 155 hommes électeurs !

Un premier médecin s'établit pour 2 ans à ESCH en 1836, époque à laquelle la route ESCH-LUXEMBOURG fut construite en «semi-dur» – (1840), la route ESCH-AUDUN-le-TICHE (Oth) achevée deux ans plus tard. Pendant des siècles, des chemins marécageux, non ou très difficilement praticables aux périodes d'hiver et de grandes pluies, reliaient ESCH à la capitale. Même en 1844, la nouvelle route LUXEMBOURG-ESCH ne fut classée que «Route 2^e classe», ce qui impliquait un entretien très irrégulier, insuffisant.

Pendant des siècles, la liaison routière principale d'ESCH vers la capitale passait par MONDERCANGE, LIMPACH et DIP-PACH, le «grand Chemin de LONGWY»...

En 1845, – quatre années après la définition d'ESCH comme chef-lieu, les démêlés administratifs avec BETTEMBOURG reprirent quant au siège/chef-lieu cantonal précisément, «titre» accordé à ESCH le 12 octobre 1841-: le bourg avait une population de 1.448 âmes, – la commune avec LALLANGE et SCHIFFLANGE 2.138 personnes, – la population eschoise augmentant à 1.635 personnes pour l'an 1860.



Délaissées, d'anciennes installations minières derrière le quartier de la Frontière/«HIEHL»

C'est à partir de cette dernière année que, suite aux travaux généralisés dans les mines de fer plus nombreuses, «à ciel ouvert» d'abord, une immigration jamais vécue avant aidant, que toutes les agglomérations du nouveau «Bassin minier» allaient voir monter en flèche leur population, d'où charges publiques multipliées et soucis constants pour les responsables communaux, côtés infrastructures scolaires, de transports, d'approvisionnement en eau, canalisation, gaz plus tard, finalement l'électricité et autres, dont la culture.

À comparer anticipativement les populations de 1869 et 1935 dans diverses communes sidérurgiques, on note: pour DIFFERDANGE 2.238 et 16.073 personnes, pour DUDELANGE 1678 et 13.652 âmes, pour ESCH 2.869 et 27.603, pour PÉTANGE 1.101 et 10.569 habitants, SANEM 1.268 et 4.770, finalement pour KAYL 2.864 et 5.492 personnes. RUMELANGE avait quintuplé sa population, à 4.270 habitants en 1935.



1890: Quand le charron J. RIX construisait encore des charrettes agricoles dans ses ateliers à la partie inférieure de la Grand-Rue

La première école des filles, datant de 1854 à ESCH; elle recevra deux classes et l'habitation de l'institutrice, plus tard deux classes du Lycée de Jeunes Filles en 1914-19, pour devenir École municipale de Musique en 1929, avant d'être «promu» Conservatoire de la ville sur près de 60 ans...

Une certaine année 1867...

Un recensement détaillé, avec les noms «populaires» des familles eschoises – listes dressées par rues et quartiers – pour 1867, – année à laquelle le Traité de LONDRES fut signé, – renseigne quelques 1850 habitants pour ESCH, dont 869 enfants en bas âge ou d'une scolarité qui était «presque obligatoire»! Grand nombre des foyers eschois constituaient des familles nombreuses, dont 49 avec au moins 4 enfants en vie, 31 foyers à 5 enfants, 14 à 6 jeunes, 10 foyers à 7 enfants, 6 en comptant 8, 4 avec 9 enfants, 3 à 10 et une famille avec 11 enfants. Les familles à trois enfants furent très nombreuses également, d'où certainement difficultés souvent pour nourrir toutes ces petites bouches, à côté de celles des adultes, souvent au nombre de 5 à 6 par habitation ou ménage.

Pour tout – ESCH, qui allait très vite être une cité hautement industrialisée – Métropole du Fer –, on comptait un nombre important de citoyens-ouvriers prenant logis et nourriture dans des foyers de la ville, souvent chez des femmes-veuves, dont ce fut certainement parfois la seule façon de faire face aux dépenses courantes ou extraordinaires, d'une vie chère, avec des revenus souvent plus que modestes, peu assurés.

À ESCH, on dénombrait 48 veuves pour 1867; le nombre des preneurs de logis était de 237 personnes, très probablement de nationalité étrangère en grande majorité. On ne donne, audit relevé, pas de spécification quant à leur emploi professionnel. Raisonnablement on peut penser qu'il y avait un nombre plus important de mineurs-rouleurs parmi eux, comme également les premiers maçons ou carreleurs italiens.

Parmi les Eschois les plus généreux ou peut-être les plus habiles à recevoir ces preneurs de logis, il y eut la sage-femme Marguerite MORHENG qui en hébergeait 8, l'ouvrier Peter SCHMIT en reçut 11, un autre manoeuvre du nom de Joh. MATHGEN 9, alors que le cordonnier-bottier HAMMEREL n'en reçut pas moins de 38 à ses tables journalières!

Dans ce même relevé démographique de 1867, les professions ou occupations sociales les plus souvent citées sont les suivantes: 95 ouvriers, 43 cultivateurs hébergeant avec leurs parents et familles plus de 900 personnes à eux seuls.

ESCH compta ladite année 17 maçons, 9 cabaretiers et 8 forgerons, 13 cordonniers, 4 personnes définies chaque fois comme facteurs, tisserands, ferblantiers, maîtres-tailleurs, couturières, employés, 11 transporteurs, 5 jardiniers, 3 bouchers et 3 boulangers, ce qui paraît très peu, – deux bergers, une modiste, un pâtissier, 8 commerçants et un médecin vétérinaire, 7 contrôleurs aux frontières, dont un à cheval, 6 fonctionnaires des chemins de fer, 3 meuniers, le curé et le vicaire, le directeur des mines, le chef de l'enregistrement, deux cloutiers et un pharmacien, le secrétaire communal et le juge de paix, deux notaires (!), ainsi qu'une trentaine d'autres professions différentes, dont 12 commerçants, un marchand de bestiaux, un autre spécialisé en tissus. Les ménages comptaient entre 5 et 7 personnes souvent, en sus les enfants.

La gendarmerie-maréchaussée eschoise comprit un brigadier et 4 gendarmes en 1867, les bureaux des gardiens de l'ordre étant renseignés «op der Plätz», dans l'ancien Hôtel de ville, qui comprit également deux cellules d'arrêt. En 1930, la seconde mairie – Rue de la Poste, appelée plus tard Rue de l'Alzette – hébergera également deux classes du «Lycée des Jeunes Filles» d'ESCH encore.

Pour le chef-lieu cantonal, on enregistra successivement les populations suivantes: 2.133 habitants dans 351 ménages en 1869, puis 2.253 âmes en 1870, autres 3.265 pour l'an 1871 et 5.026 citoyens dès 1875. On notera qu'en 1873, le 15 novembre, le premier hôpital de la Ville avait été érigé Rue Léon METZ, par la Société sidérurgique METZ et Cie précisément.

Le bâtiment scolaire sis montée de l'École avait été agrandi en 1874 pour trois nouvelles salles, alors qu'en 1880, ESCH devait dénombrer une population de 5.082 personnes, pour 1.057 ménages avec un nombre grandissant d'étrangers – Italiens, Polonais et Allemands –, 574 maisons; côté constructions, 34 maisons avaient été comptées sur la rive droite de l'ALZETTE, aux alentours de la Place N.-METZ et de l'Avenue de la Gare.

La mine et la sidérurgie: grands effets

Un rapport technique de septembre 1874 explicite la situation sidérurgique d'alors, citant les hauts-fourneaux «existants dans un périmètre assez limité du Grand-Duché de LUXEMBOURG», 78 hauts-fourneaux, savoir:

a) Dans le Grand-Duché:

- * 10 hauts-fourneaux en activité à STEINFORT et COLMARBERG, avec un laminoir et 4 fours aux environs de la ville de LUXEMBOURG; – (il faut voir ici les fours d'EICH et de HOLLERICH notamment qui avaient produit chacun 40 t de fonte par jour);
- * 4 en activité à STEINFORT et à LA SAUVAGE, – (48 t de fonte/jour);
- * 2 en construction près de LA MADELAINE – (entendons: RODANGE)
- * et 6 en activité à ESCH.

b) Sur le territoire belge:

- * 2 en construction près d'ATHUS

c) En ALSACE-LORRAINE:

- * 28 hauts-fourneaux en activité;
- * 2 en construction.

d) Sur le territoire français:

- * 13 en activité
- * 6 en construction.

8 ans plus tard, en 1882, douze mines de fer étaient «disséminées» dans les communes de KAYL, SCHIFFLANGE, ESCH-sur-Alzette, SANEM, DIFFERDANGE et PÉTANGE; les exploitations dudelangeoises et rumelangeoises devaient démarrer un peu plus tard.

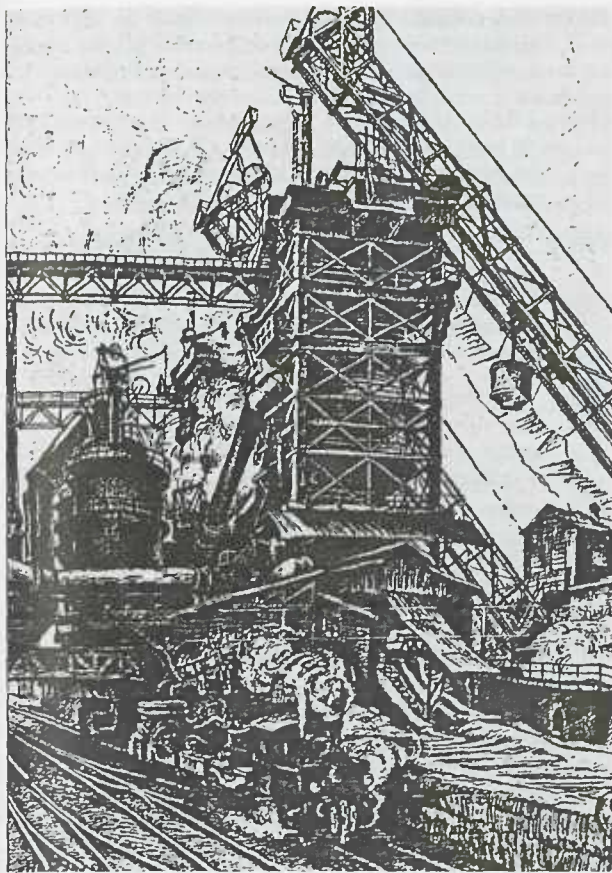
Pour ESCH, les principales mines de fer, essentiellement exploitées «à ciel ouvert», furent: le LALLINGERBIERG et le GALGEBIERG, le ELLERGROND, le OSTBIERG, les Mines TERRE ROUGE et ARBED, les KAZEBIERG et HENZEBIERG, la Mine COCKERILL, la Mine «EISEKAUL» et la Minière «HAEDEFELDCHEN», – exploitation de 1868 à 1970-72/73.

En 1935, quarante entreprises-minières occupaient 2.867 personnes dans 66 «chantiers» à ciel ouvert et en galeries, pour un nombre maximal de 4.031 mineurs et employés en 1938, – 32 entreprises et 66 lieux d'exploitation.

En 1946, moins de 20 entreprises occupaient 2.616 spécialistes dans 26 galeries ou grands chantiers à ciel ouvert, alors qu'en 1953, 25 entreprises et sociétés n'occupaient plus que 2.891 personnes dans 12 mines sous terre et 15 à ciel ouvert.

Le déclin des mines luxembourgeoises, trop fortement concurrencées par des minerais étrangers à très forte teneur, se montra définitivement dès 1965, quand le nombre des personnes occupées dans nos mines, – 18 entreprises, 6 galeries et 12 chantiers à ciel ouvert – était tombé à 1.651 mineurs, porions, ingénieurs, artisans et transporteurs.

De 736 personnes occupées par 6 entreprises, dans 2 mines sous terre et 4 à ciel ouvert en 1975, le nombre descendit à 482 en 1977, – 4 entreprises, 2 mines-galeries et deux chantiers «ouverts».



L'usine ARBED-ESCH-SCHIFFLANGE, telle que la vit le peintre Hary RABINGER en 1933

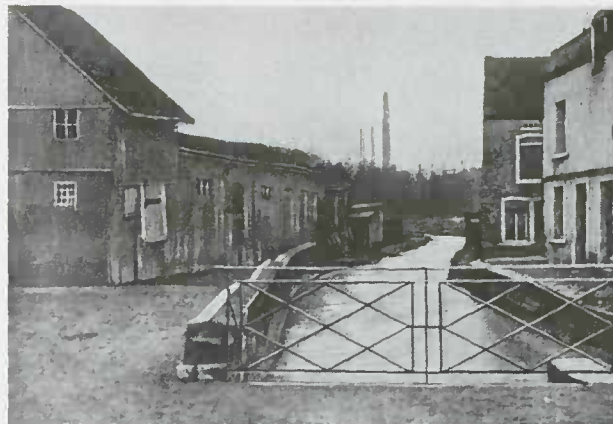
Le 29 juin 1978, la dernière galerie de RODANGE, à «DOIHL» ferma, et la toute dernière mine sous terre, – «THILLEBIERG» – DIFFERDANGE devait encore fonctionner jusqu'en 1982-83, avec 230 occupés d'abord, qui furent de moins en moins nombreux, jusqu'à la fermeture avec laquelle la grande et très riche histoire des Mines luxembourgeoises avait définitivement tourné sa dernière page...

«Explosion» démographique

L'explosion démographique sur 20 ans enregistra 6.856 âmes eschoises en 1886, – en 1890, il y en eut 6.855 dans 746 maisons, – parmi lesquels les Italiens essentiellement s'affairaient à la construction, un peu plus tard comme entrepreneurs à ESCH. On citera encore 7.794 habitants pour 1893, les 9.181 de 1897, finalement le cap des 10.000 dépassé en 1900, quand on dénombra 10.971 âmes, dont 4.015 de nationalité étrangère, repartis sur 2.047 ménages en tout. De plus en plus d'étrangers prirent logis et nourriture dans des appartements et chambres exiguës; bientôt les premières «casernes ouvrières-cités industrielles» naîtront...

Avec 2.400 ménages, 1.076 maisons et 683 électeurs seulement, la Métropole du Fer compta 12.135 habitants dès 1906, nombre qui s'accrut à 16.461 âmes en 1910, – avec 2.965 ménages, 1.494 maisons et bâtiments publics, une population étrangère de 55,4%!

Après le décret grand-ducal du 29 mai 1906, les Eschois purent fêter officiellement le titre de ville. Le Cinquantenaire fut célébré en 1956. LL.AA.RR. le GRAND-DUC HÉRITIER JEAN et la GRAND-DUCHESSE HÉRITIÈRE JOSÉPHINE-CHARLOTTE honoraient la Séance académique du 1^{er} juin 1956 de Leur présence, à l'Hôtel de ville, séance à laquelle Félix CHOMÉ, directeur des Usines ESCH-SCHIFFLANGE en 1926, fut nommé Citoyen d'Honneur de la Ville.



1900: Quand l'Alzette avait encore «libre cours» aux environs de la Place-Norbert-METZ. Au fond du document, les cheminées et hauts-fourneaux des Usines «METZ et Cie» ESCH-SCHIFFLANGE



1900: la partie inférieure du «BREEDE WEE», où, dans la troisième maison de gauche, se trouva le troisième ouvroir pour jeunes filles en ville, institution qui sera fermée peu de temps après que le Pensionnat «Marie Consolatrice», rue de Luxembourg, aura ouvert ses nouvelles classes...

Séances de théâtre et concerts d'anniversaire, congrès et manifestations se suivirent pendant des mois, dont Henri PENSIS avec le grand Orchestre de Radio-LUXEMBOURG, les «Guides» de BRUXELLES, la «Garde Républicaine» de PARIS, concours nationaux et internationaux de musique et de chant encore.

L'exposition «Vieil ESCH» au Château de BERWART partiellement restauré, la Crèche «POECKESCHHAFF» inaugurée Rue de BELVAL, l'Avenue de la Liberté en construction, le nouveau Bâtiment «Justice de Paix» terminé Place du BRILL, un Home JOC à la Grand Rue furent quelques réalisations encore de l'année 1956.

Revenons à l'année 1910, où les seuls nouveaux immigrants italiens à ESCH furent au nombre de 3.320, autres 1917 encore se fixant au chef-lieu cantonal en 1919, en 1927 encore 3.809 personnes italiennes.

La fusion de trois sociétés sidérurgiques donna naissance, le 30 octobre 1911, à ARBED: «Acieries Réunies de BURBACH-EICH-DUDELANGE».

En 1911 encore, la nouvelle tuilerie, réalisée en 1895, fut agrandie au quartier WOBRECKEN, entreprises WECKER qui fabriquaient jusqu'à 300.000 tuiles par an, établissement dont la «Rue de la Tuilerie» rappelle le souvenir aux Eschois; la même année 1911, la «voiture postale» reliant ESCH à ÉHLERANGE et MONDERCANGE fonctionnait dans sa 19^e année, sur une



1905: la partie moyenne de la Rue de l'ALZETTE, appelée Rue de l'Hôtel de Ville – d'Post-Strooss par les autochtones – l'Hôtel des Postes, le premier, à gauche sur la photo...

route 2^e classe refaite, souvent en mauvais état encore dans les années qui suivront.

Les années de guerre 1914-1918 allaient être particulièrement difficiles pour la population du Grand-Duché tout entier, un rationnement alimentaire très strict ayant été décrété, suite à un approvisionnement en denrées nettement insuffisant. Les troupes allemandes d'occupation confisquèrent tout ce qui n'était pas «cloué»...

«Varia et curiosa» concernant un bourg de 1810 devenant officiellement Ville en 1906

1811 – Le premier avril, Alexis BRASSEUR est nommé secrétaire communal avec un traitement annuel de 100 F.

Le même jour, les édiles eschois stipulèrent «que le grand pont près de la tour dans la rue de LUXEMBOURG et le pont dit «PERCHESBRÜCK» doivent être rétablis pour empêcher leur ruine et afin que les communications ne soient pas interrompues!»

1813 – Coupe dans les bois communaux, à laquelle 0,90 F sont accordés aux Entreprises Johann VANDYCK par doublestère confectionné, 1,75 F par lot de 100 fagots, le bourgmestre, ne touchant pas d'indemnité, se voyant accorder 8 stères de bois pour le chauffage de son bureau !

1817 – Pour rééquilibrer le budget «municipal» de 1818, il est décidé de prélever une taxe communale par tête d'habitant et par tête de bétail, – sans autre spécification.

1818 – Le 12 février, les édiles décident que le cautionnement du receveur communal est porté à 200 Florins, eu égard au fait que les recettes 1817 étaient de 1.768 Florins, la caution étant à fournir en biens immobiliers.

1818 – 30 août – 55 porcs seulement sont «admis» au troupeau du porcher communal pour la «grasse chair» dans les forêts de chênes de la ville, les propriétaires «élus» ayant été désignés par voie du tirage au sort, moyennant paiement de 6 florins par tête/bétail comme «droit à la glandée».

1818 – 8 octobre – Les laveuses non-eschoises payeront 50 centimes par lessive à «l'agent de police», montant mis à profit pour le renouvellement ou l'entretien du toit en bardeaux du lavoir public municipal, l'agent se voyant autorisé à en empocher 2% comme commission.

1823 – Le 26 février, le Conseil communal décide de restaurer ledit lavoir, menaçant ruine! Les pierres nécessaires proviendront de la dernière tour eschoise à démolir, l'administration communale fournissant le bois, une «indemnité» de 172,70 florins étant prévue pour l'entrepreneur désigné.

On estimait que la «glandée» des dernières années couvrirait les frais ainsi occasionnés.

1823 – Le 10 décembre, le Conseil décide d'offrir gratuitement le bois à 30 habitants qui s'étaient déclarés prêts à couvrir le toit de leur maison avec des tuiles.

Par décret royal grand-ducal du 1^{er} juillet, les «Bureaux centraux de Bienfaisance» sont remplacés par «l'Office communal de Bienfaisance», sous régie du mayer. En furent membres le Curé HAANEN, le tanneur Nik. SCHMITZ, les agriculteurs Dom. STOFFEL et Johann VANDYCK et Nik. BRENDDEL, échevin.

1825 – Le 17 février, 157 chênes des bois «CLAIR-CHÊNE» sont «donnés en secours» à 33 habitants eschois pour refaire les charpentes de leur toit, à couvrir de tuiles.

Le 1^{er} mars de l'année, le conseil désigne MM. HAANEN, curé et MOTTÉ; PINTH, curé et BRENDDEL, échevin pour SCHIFFLANGE, LALLANGE et «DUMONTSHOF», ceci «à l'effet de se transporter au domicile des habitants pour réclamer d'eux les secours qu'ils payeront pour les victimes des inondations du nord et de l'ouest du royaume – (On notera que le Grand-Duché faisait partie du Royaume des Pays-Bas).



Die Stadt Esch vom Lallingerberg aus gesehen.

1909: la Ville d'ESCH vue du «LALLINGER BIERG», avec l'École Industrielle et du Commerce», – à droite sur le document –, imposante réalisation qui sera occupée dès le printemps 1910.

1826 – Le 20 octobre, – suite aux instructions gouvernementales relatives à la «récolte des noisettes» en date du 29 août – le conseil stipule que ladite récolte ne sera pas vendue aux enchères, vu qu'il en résulterait davantage de dégâts que de profit. La cueillette serait dès lors à considérer comme «délit silvestre» et à punir comme tel. Pour la conservation des circulaires gouvernementales et autres «titres et effets importants», le conseil décida l'acquisition d'un «coffret spécial à 3 clés, à déposer toutes au domicile du bourgmestre».

1830 – Au début de la «Révolution belge», le Gouvernement «provisoire» avait décidé de la création d'une «garde civique» dans chaque commune, à laquelle appartinrent à ESCH MM. Johann VANDYCK, bourgmestre, le notaire MOTTÉ et le secrétaire communal Dominik Léopold BRASSEUR.

Cette garde devait veiller à faire respecter les lois et règlements par tout citoyen, à sauvegarder ordre et calme, d'appuyer «l'armée nationale» dans ses opérations, de sauvegarder finalement l'indépendance et l'intégrité «du territoire belge», tous les citoyens âgés entre 21 et 25 ans devant par ailleurs se faire inscrire dans «les listes entre le 26 octobre et le 7 novembre de l'année.»

1833 – Le 17 juin, le bourgmestre Jakob SCHMIT transmet une facture sur un montant de 70,40 Florins à l'autorité supérieure «pour obtenir le remboursement des fonds par lui avancés lors de la résistance qu'a opposée la garde civique eschoise, conjointement avec les douaniers et gendarmes, – aux brigands de la bande TORNACO – dans la journée du 17 au 18 octobre 1831, le Commissaire de district proposant de reporter ce montant au budget public de l'année suivante!

1833 – «Je jure fidélité au Roi et obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuple Belge», telle fut la formule de serment à «prester par un chacun au service public».

1834 – Le 20 septembre, le conseil eschois décide d'offrir trois arbres du «CLAIR-CHÊNE» à des habitants d'ÉHLERANGE, sinistrés par un incendie, la commune engageant un «appariteur» municipal avec un traitement annuel de 80 francs.

Une nourrice est indemnisée par un montant de 12 francs pour s'occuper et soigner le bébé que, le 13 novembre, on avait trouvé aux abords du Château.

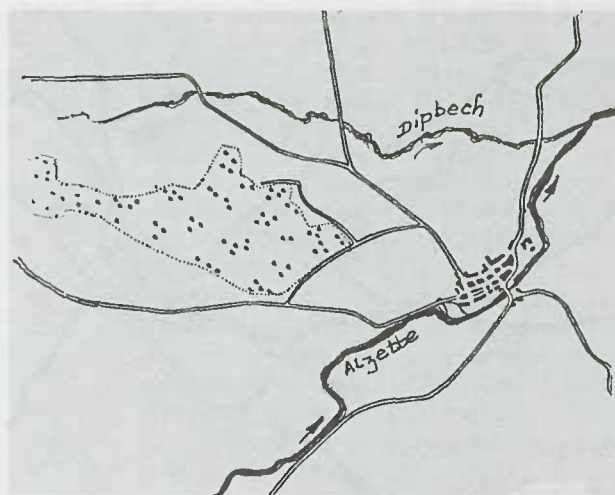
1835 – Le 1^{er} avril, Nik. CHARPENTIER est engagé pour 9 ans aux fins d'entretenir le toit de la maison communale, couverte pour la moitié d'ardoises, pour l'autre de tuiles, moyennant une indemnité de 4 francs par an.

1842 – Le conseil municipal envoie une demande à l'autorité supérieure, afin de voir un relais postal créé à ESCH, la petite ville jusque-là n'ayant bénéficié que de deux distributions postales par semaine, ceci à partir du relais postal de FRISANGE.

1843 – Le 12 juillet, l'industriel Norbert METZ présente sa demande relative à une autorisation pour des installations de lavage de minerais à SCHIFFLANGE; accord de l'autorité communale, sous condition d'un loyer annuel à verser à la trésorerie municipale.

1844 – Un pont est construit pardessus le ruisseau «DIPPACH» – Dipbëch, sur la route ESCH à ÉHLERANGE, où jusque-là, il n'existait qu'un gué, difficilement praticable par temps d'hiver ou de grande pluie. Complémentairement, cette construction devait faciliter le passage de la diligence qui reliait régulièrement lesdites localités, ceci depuis 1821.

1845 – Le coursier communal voit son revenu annuel diminué de 80 à 60 francs, vu qu'il ne lui incombe plus le devoir de porter les avis de décès à BETTEMBOURG, une justice de paix ayant été créée à ESCH.



1825: ESCH-sur-ALZETTE, avec une rivière claire, poissonneuse encore et coulant librement, au sud du grand village, essentiellement artisanal et agricole, écoute une «histoire» qu'on chuchote: celle des «Bäckuëwesteng», ce précieux minerai de fer avec lequel on fit les premiers «essais» à l'époque, – et qui ne fera pas seulement la richesse eschoise...

1848 – Renforts de gendarmerie, – 5 agents – sollicités à LUXEMBOURG pour garantir «calme et ordre» à la fête paroissiale eschoise; frais: 80 cts. par jour et par agent, plus 16 centimes supplémentaires par heure de route, – au total: 18,60 francs.

Éphémérides historiques: un demi-siècle enrichissant...

1852 – 6 février: Les «habitants notables d'ESCH» adressent une demande au Gouvernement, en vue de la création d'un service de diligence régulier entre la future Métropole du Fer et la Capitale, le conseil y marquant son appui par décision du 2 mars suivant.

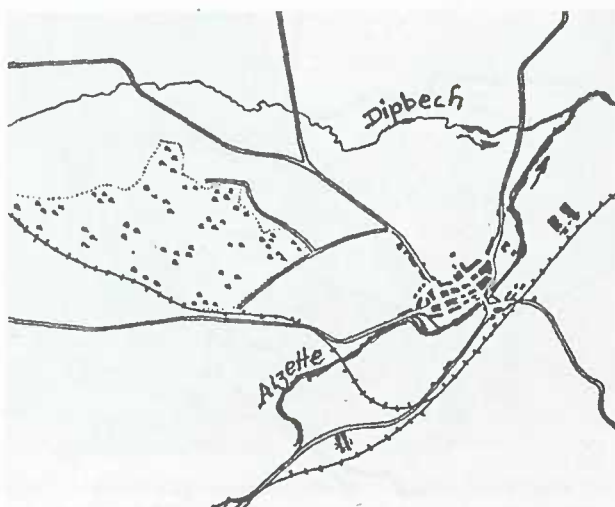
1856 – Quiconque creuse des trous de prospection pour minerais de fer est passible d'une amende de 6 à 10 francs.

1857 – Le Collège échevinal au Conseil communal d'ESCH: «Nous avons fait faire des recherches dans la section chef-lieu pour découvrir de la minette de fer et jusqu'ici les résultats sont satisfaisants, quoique ce rapport ne soit pas considérable».

1858 – Missive du Collège encore au Conseil, le 30 septembre faisant part de projets: Construction d'une «prison»; réparations à l'Église St.JEAN, le plafond menaçant de tomber; érection d'une «salle de justice», d'un presbytère pour le vicaire finalement. Ce serait en vain, expliqua le Collège, qu'on aurait essayé de vendre «de la minette pour couvrir les frais», l'année suivante devant promettre de bien meilleurs rendements encore, au moment où la ligne ferroviaire vers ESCH serait réalisée.

1859 – La construction de la ligne ferroviaire entamée, on «voudrait attendre le moment favorable pour la vente de minerais», déclara le Collège échevinal.

1859 – 31 juillet – À une demande du Commissaire de district pour savoir, si cela valait «la peine de maintenir la correspondance par diligence d'ESCH à LUXEMBOURG, – pour 4 personnes et sur 4 roues» –, vu la très proche ouverture de la ligne de chemin de fer devant relier LUXEMBOURG à THIONVILLE, – une alternative



1874: Deux hauts-fourneaux sont à feu à l'Usine «METZESCHMELZ» de ESCH-SCHIFFFLANGE, construite en 1869, deux également aux installations «ESCH-BRASSEUR-TERRE ROUGE.» La ligne de chemin de fer ESCH-BETTEMBOURG, ouverte le 23 avril 1860, améliora sensiblement la liaison avec la capitale, le tronçon ferroviaire BETTEMBOURG-LUXEMBOURG, – premier «Feierwôn» ayant daté du 11 avril 1859. Le 1^{er} août 1973, la ligne de chemin de fer «Prince HENRI» d'ESCH par PÉTANGE à RODANGE et ATHUS fut en service.

«diligence pour deux personnes et sur deux roues étant envisageable» –, les responsables communaux optaient pour le maintien de la diligence «type 4 personnes et 4 roues», ceci deux fois par jour!

1859 – Suite à une demande du Commissariat de district à l'Administration communale eschoise de savoir, si celle-ci ne jugeait pas opportun d'assurer les bâtiments publics contre le feu, celle-ci riposta «que non, toutes les constructions communales étant situées de façon isolée, complétement couvertes par des tuiles ou de l'ardoise.»

1860 – Le 1^{er} mars, le Conseil communal décide d'acquérir quatre exemplaires de l'édition nouvelle de «Feldpolizei von SIVERING», au prix global de 11,20 francs, l'ouverture de la ligne ferroviaire en 1859 ayant encouragé les édiles à «des dépenses d'un type nouveau»... avec des caisses communales mieux «garnies» – 100 F en majoration de son traitement sont accordés au curé eschois pour assurer conjointement les obligations d'un vicaire; M. l'Abbé gagnera 250 F par mois.

1860 – La voie ferroviaire connaît le succès escompté; le commerce s'en est réjoui !

1861 – Les «clients» importants du minerai de fer luxembourgeois, transporté partiellement par voie ferrée jusqu'aux «voies aquatiques», furent: RHEINLAND-HÜTTEN von QUINT, près de TRÈVES, St. INGBERT à NEUNKIRCHEN et BURBACH. STADTBREDIMUS fut le principal port mosellan pour les minerais vers l'Allemagne, la «Route des 3 Cantons», construite à partir de 1847, ayant joué un rôle économique de tout premier ordre.

1862 – «Die kleine Schule von ESCH», l'ancien presbytère du vicaire sis dans les parages de l'ancestrale Église St. JEAN a été démolie au moment où l'on agrandissait de très peu le cimetière de la ville, autour du sanctuaire.

Développements majeurs encore...

1862 – Sous la dénomination «Escher Bergbau-Gesellschaft» – Société des Mines d'ESCH, la Société luxembourgeoise «METZ et Cie» et la firme belge «PROVIDENCE» fondent une coopérative minière, qui aura une succursale à LAMADELAINE-RODANGE en 1887.

1865 – La ville acquiert, en partie par expropriation, les terrains où sera aménagé le nouveau cimetière de la ville, au lieu-dit «Hinter dem Thiergarten», – d'une étendue de 3,64 ares pour les chemins et plantations, 4,77 ares pour sépultures!

1866 – Le choléra sévit à ESCH, – du 29 juin au 20 octobre – dont mourront 116 personnes: 27 enfants de l'âge de 2 à 15 ans, douze jeunes filles et jeunes gens âgés jusqu'à 25 ans, 28 hommes et femmes au-delà de la cinquantaine. Le Curé Jacques HIPERT, qui sera plus tard curé-doyen de REMICH, s'est tout particulièrement dévoué au service des malades frappés par le choléra.

1867 – On projette une première extension du nouveau cimetière qui reçut toutes les tombes des victimes du choléra à ESCH; plus tard encore, le cimetière sera agrandi par deux fois.

1867 – Le Conseil communal avise favorablement une demande de Jean BINDER quant à l'installation d'une brasserie à ESCH, «hautement profitable à la ville, parce qu'elle créerait de nombreux emplois.»

La même année, les Soeurs de la Doctrine Chrétienne créèrent un premier «Ouvroir» à ESCH, type d'école ménagère pour jeunes filles ayant suffi à leur obligation scolaire: l'institution fermera ses portes en 1874, «faute de locaux scolaires»...

1868 – Le 23 octobre, la première école maternelle est créée au chef-lieu cantonal, alors qu'à partir de la même année, la Société STUMM de NEUNKIRCHEN commence à «creuser» à ciel ouvert une partie du majestueux cône et toute la pente du «Galgebierg» qui recevront bien plus tard le Parc de la Ville et le «Stade Emile MAYRISCH», en 1910-18.

1869 – La place de l'Hôtel de Ville, – «d'grouss Plaz» – est aménagée, l'aire dégagée des troncs d'arbres qu'y en-



Cette terre ferrugineuse qui était fouillée, jusque dans ses plus intimes couches, engendrant le bien-être pendant plus d'un siècle...

treposaient les charrons et charpentiers pendant 50 ans: «d'Zammermanns-Platz».

1870 – Complémentaire à la législation minière du 21 avril 1810, la Loi du 15 mars régla en détail toutes les questions concernant les concessions minières: sont terrains concessibles, appartenant à l'État, tous les gisements ferrugineux sis à 6 m ou davantage sous terre, – ceci à droite de l'Alzette, alors qu'à gauche de celle-ci, tous les sédiments ferrugineux à 24 m ou davantage de profondeur restent sujets à concession étatique.

1870 – La Veuve BRASSEUR, née Marguerite DE WACQUANT acquiert 8 concessions funéraires au prix total de 64 F, au cimetière d'ESCH, question d'y faire construire une chapelle funéraire avec caveau.

1872 – Après la mort du Dr. DE WACQUANT, le Dr. Jean STEICHEN fut nommé médecin cantonal, depuis 1872 à 1891. En 1871-73, le premier hôpital eschois fut en réalisation, la gestion en étant assurée principalement par les Frères Miséricordieux et 2 médecins.

1873 – Un second médecin-vétérinaire est nommé pour le canton d'ESCH: Nicolas SCHMIEDELER qui allait seconder le Dr. Hippolyte BIVORT.

1874 – l'Abbé Joseph KOPPE est nommé curé d'ESCH; à cette période la population de la ville monta de 3.600 à 5.028 habitants, ceci en deux ans, après les premiers établissements sidérurgiques.

1876 – SCHIFFLANGE, avec UDINGEN et NEUMÜHLE, sont séparés de la Ville d'ESCH, le 21 juin.

1882 – ESCH connut une épidémie terrible de la petite vérole; on ignore le nombre exact des victimes. Mais les registres de l'état civil, renseignant 108 décès pour 1881 et 126 pour 1883, en comptèrent 247 pour l'année 1882.

1884 – Création d'une école de couture privée, fréquentée par 53 jeunes filles, Rue St.- VINCENT; le succès de l'établissement fut tel que la Ville d'ESCH créera une École Ménagère supplémentaire à partir de 1910. Une des enseignantes fut Ketty THULL, restée connue pour le livre ménager et de cuisine qu'elle édita...

1884 – Création des deux Écoles Primaires Supérieures à ESCH, une pour filles et une pour garçons; les établissements fermeront au moment où les deux lycées d'enseignement secondaire seront créés: l'École Industrielle et de Commerce en 1901, – plus tard «Lycée de Garçons» – et le Lycée de Jeunes Filles Hubert CLÉMENT, ouvert en 1910-11.

1885 – Dès 1884, sur instance des Drs. N.METZLER et J.MEYERS, la Ville d'ESCH réalisa la première conduite d'eau – 15 km de tuyaux – avec le premier bassin «Op der SCHNEIER», essentiellement alimenté par la très prolifique et excellente source du lavoir municipal.

La presse eschoise

1885 – Première grande imprimerie à ESCH, Place Norbert-METZ, celle de Joseph ORIGER-ROUSSEAU, qui édita le premier grand journal quotidien d'ESCH: «ESCHER ZEITUNG», ceci jusqu'en 1896.

Suivront comme journaux: «Die ESCHER Post», publication éphémère du 17 juillet 1889 au 30 octobre 1890; le «ESCHER COURRIER», une édition publicitaire, imprimée aux Éditions G. WILLEMS, Rue du Commerce, qui cessa sa parution avant 1906.

1897 et 98 – Pendant ces années parurent la «ESCHER KLEINE PRESSE» par J.-Nik. MOES, le «ESCHER VOLKSBLATT» encore, ayant paru en 1898 pour la première fois, remplacé probablement par le «ESCHER JOURNAL» dès 1900, journal qui s'appellera «NEUES JOURNAL», quand il s'installera comme hebdomadaire. Ce dernier fut essentiellement promu par le Dr. Michel WELTER qui y exposa des idées sociales et franchement socialistes; il parut jusqu'en 1913.

«Der arme Teufel», publication sociale-démocrate de 1903 à 1929, fut à proprement parler le premier journal syndical, paraissant simultanément avec deux autres périodiques de plus courte durée, «Die Schmiede» et «Escher Anzeiger».

Le «ESCHER TAGEBLATT» apparut en public le 30 juin 1913.

1888 – La Communauté d'Église réformée protestante eut son premier centre religieux au quartier de la Gare eschoise, réunissant dès le début tous les croyants étrangers de cette confession, venus se fixer au Luxembourg suite à l'expansion industrielle et sidérurgique, dont à KAYL, RUMELANGE, TÉTANGE, ESCH et RODANGE. L'Église, réunissant d'abord les lieux de prière et l'habitat du pasteur sous le même toit, sera agrandie en 1903.

1890 – Inauguration du premier kiosque de musique, Place de la Mairie à ESCH, le 27 juillet de l'année.

1894 – Construction de la «ESCHER BRAUEREI», l'entreprise BUCHHOLTZ.

1895 – Les Soeurs de Ste.-ÉLISABETH acquirent l'ancienne Maison LÖWENBRÜCK HAUTUS, qui sera l'habitat des Religieuses, avant que le complexe ne soit incorporé au «Pensionnat MARIE-CONSOLATRICE», route de LUXEMBOURG.

Naissance de la Chorale «SÄNGERBOND», qui sera Chorale Mixte «UELZECHT», ayant inauguré un premier drapeau en 1896, – ensemble à très belle tradition culturelle pendant plus d'un siècle.

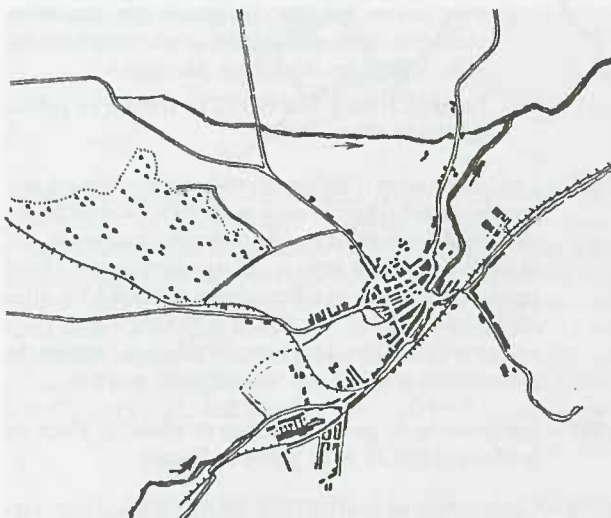
1896 – Publication à la «Luxemburger POST», journal de promotion touristique, des «Wanderbilder aus der Heimat» qui relatèrent, à propos de la Ville d'ESCH, que la «cité» comptait «8.300 habitants, dont 4.500 ouvriers, mineurs et sidérurgistes au moins, les concitoyens allemands constituant la majorité avec 2.500 personnes, les Italiens 1.800, les plus fortes densités démographiques se situant à la «HOEHL» et au «NEIDIÉRFCHEN». Le Nouvel-ESCH s'étendait aux quartiers de la Gare, l'éclairage public, assuré par gaz, en ajoutant au confort relatif d'une population très laborieuse, «vivant la situation générale le mieux possible...»

1898 – La première Pierre pour la Synagogue eschoise est posée, Place St.VINCENT, sur un terrain que l'administration communale avait cédé à la communauté juive, le 7 mai 1897; les entreprises J.B. KERSCH réaliseront le sanctuaire qui sera détruit par les envahisseurs et occupants nazis, au début de la Seconde Guerre mondiale. L'inauguration en avait été célébrée le 28 juillet 1899, Coin Rue VINCENT-Rue de l'Eau.

1902 – Le 8 août, le Conseil communal décide de l'installation d'une horloge publique pour l'Église St.-JOSEPH, sur proposition de l'Échevin Jakob STOFFEL, boulanger en ville.

1905 – La Rue de l'Hôtel de Ville, – actuellement Rue de l'Alzette – est recouverte dans la partie inférieure-Est, suite à la canalisation du ruisseau.

1906 – L'ancestrale Franchise d'ESCH devient Ville du Grand-Duché, par Loi du 29 mai de l'année, décret que S.A.R. le GRAND-DUC GUILLAUME IV signa à HOHENBURG; les cérémonies y relatives eurent lieu à ESCH les 19 et 20 août, – la ville déplorant le décès du Bourgmestre D.-J. HOFERLIN, survenu le 18 du mois, la veille...



1906: Le titre officiel de Ville vient d'être récemment conféré au bourg en pleine voie d'essor et de progrès, avec le LALLANGE, encore modeste qui sera bientôt section communale, offrant des centaines d'hectares en places à bâtir. Au sud-ouest et à l'est de la petite ville, les cheminées et hauts-fourneaux, aciéries et moulin à scories, la petite cimenterie et d'autres nouvelles installations créent et recréent du bien-être journalier, par de très durs labeurs toutefois, dont ceux des galeries ferrugineuses également...



1910: La partie inférieure de la Grand-Rue, avec à droite, un Hôtel-Café-Restaurant, où sera érigé le Restaurant «FAL-STAFF» en 1955, alors qu'à gauche, la photo reproduit une partie des anciens bureaux de la Gendarmerie, installée à l'ancien Hôtel de ville – (1844-1935)

«Syndicat des Eaux du Sud»: à partir de 1908

Ce fut par Arrêté grand-ducal du 8 juin 1908 que le «Syndicat de communes pour l'Exploitation d'une Conduite d'Eau Intercommunale pour les Cantons de CAPELLEN et d'ESCH/Alzette» fut fondé, avec siège social à ESCH et administration à KOERICH, brièvement désigné par «Syndicat des Eaux du Sud» – (S.E.S.) – depuis 1945.

Le Canton d'Esch compta 68.579 habitants en 1908-09, pour 159.027 personnes au Grand Duché.

Dès 1912-13, les 48 premières villes, autres bourgs, villages et hameaux furent alimentés en eau depuis les installations de KOERICH, avec réservoir de distribution au «Rehbiert»-lez GARNICH, quantités d'eau fournie qui se chiffraient à 865.130 m³ en 1912, à 775.358 m³ en 1913, au prix de 0,13 F par mètre cube!

Les entreprises industrielles consommaient des volumes d'eau en constante croissance, ainsi déjà plus de 3 millions de m³ en 1970, quand la consommation privée au syndicat S.E.S. fut de plus de 10 millions de m³ déjà.

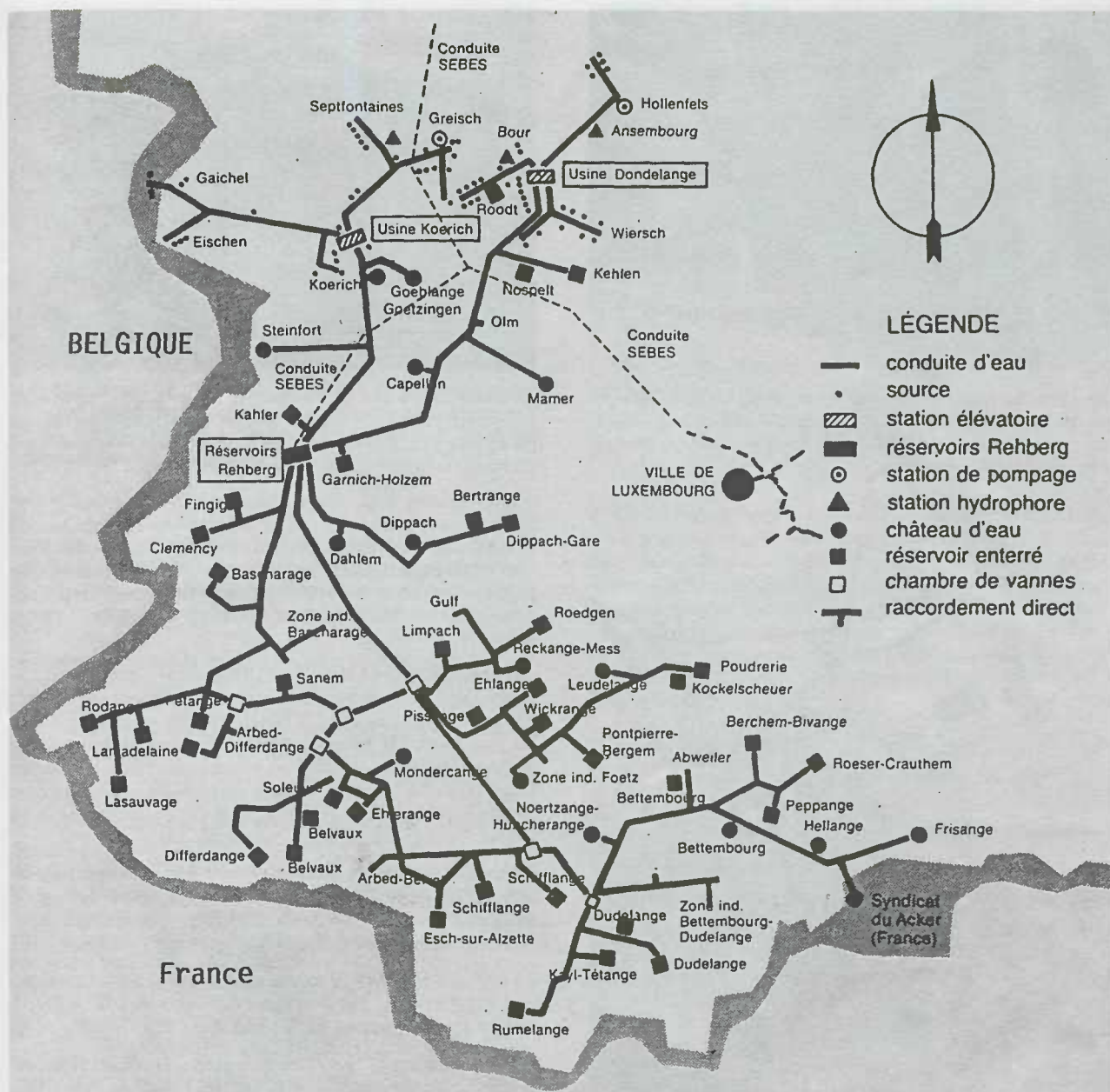
Pour cette simple raison, comme pour garantir l'eau potable, de ménage ou d'industrie en quantité suffisante à long terme, le «Syndicat des Eaux du Barrage d'ESCH-sur-Sûre» – (SEBES) – avait été créée en 1955, la construction du barrage même entamée le 30 juillet de l'année, alors que le 14 octobre 1957, l'élégant «mûr» fut mené à bon terme. Remplissage du grand bassin, d'une contenance de 64 millions de m³ d'eau de la Sûre, à partir du 1^{er} mai 1959, ledit Syndicat ayant eu ses bases légales le 31 juillet 1962.

En 1983, le «Syndicat des Eaux du Sud», relié aux installations de SEBES-ESCH-sur-SÛRE, avait fourni 11.288.369 m³ sur l'année, complémentaiement plus de 3,73 millions de m³ en eaux industrielles.

Quand les grandes conduites d'eau SEBES, – tuyaux à forte section et conçus pour hautes pressions – furent aménagées vers le sud et le bassin minier en particulier, les problèmes de l'eau potable furent tous résolus, tant en quantité qu'en qualité également...

De 1962 à 1979, SEBES a fourni 121, 4 millions de m³ d'eau traitée, le grand réservoir du S.E.S. à «Rehbiert» ayant été agrandi pour 11.000 m³ en capacité, alors que la même année '79, le S.E.S. à KOERICH créa son ingénieux système de télé-guidage et de contrôles des vannes du réseau de distribution, ainsi à DIFFERDANGE, SOLEUVRE/Aessen et SCHIFFLANGE.

On suppose, suivant des estimations prudentes, que le «Syndicat des Eaux du Sud» fournira annuellement bien plus de 30 millions de m³ d'eau en l'an 2.000 et après...



1984-85: Le plan de raccordement de plus de 25 communes du sud du Grand-Duché au «Syndicat des Eaux du Sud» à KOERICH, avant que toutes les grosses conduites d'adduction – diamètre entre 1 et 0,7 mètre – du SEBES ne fussent posées. Depuis sa fondation technique en 1912 jusqu'en 1983, le S.E.S. avait fourni la quantité inimaginable de 534.822.786.000 m³ d'eau

Schéma-carte: S.E.S. KOERICH/Rapport '83.

2.8.1914: la première Guerre mondiale: grandes misères

Des 23.900 personnes en 1913, la ville n'en comptait plus que 20.615 en 1915; plus de 3.000 Luxembourgeois s'étaient engagés Légionnaires dans les armées alliées, essentiellement en France. Parmi ces braves volontaires luxembourgeois, quelques centaines tombaient aux Champs d'honneur, dont 9 Eschois. La Ville leur a dressé Monument et plaque commémoratifs, dès le 14 juillet 1919!

Ces années de guerre avaient été marquées par l'arrêt complet des usines sidérurgiques d'août 1914 au 1^{er} mars 1915, ce qui incita de plus nombreuses familles, en tout 2 500 personnes à quitter ESCH, avec 269 enfants, cause majeure du dépeuplement re-

latif eschois. En 1915, 2.950 élèves avaient fréquenté les 60 classes, avec 31 instituteurs, 23 institutrices et 6 religieuses qui s'étaient évertués à garantir le fonctionnement des classes scolaires pendant la guerre, 7 prêtres en ayant fait autant pour les deux paroisses de la ville d'alors.

En 1917, – le 24 octobre – et le 9 mars 1918, des bombes étaient tombées sur ESCH, où il n'y eut, heureusement, que de graves dégâts matériels, au centre de la ville essentiellement.

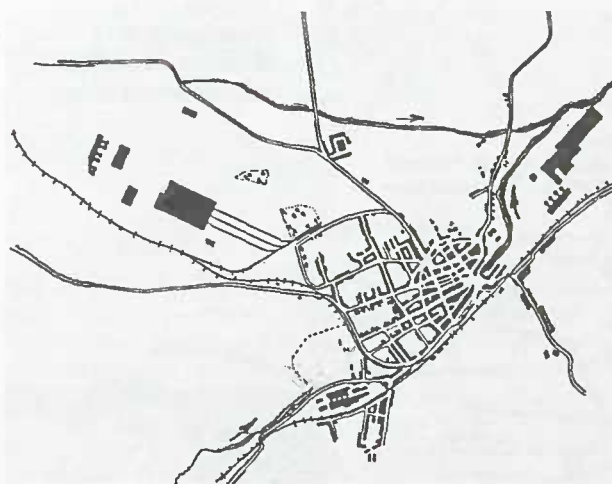
Les lampadaires publics à gaz – installés à ESCH en 1899-1900, en même temps que l'électricité dans les bâtiments publics –, ne fonctionnaient plus, les rues étaient sombres, la nourriture insuffisante, le travail et les justes salaires non assurés. Une grève syndicale en fut la suite, en juin 1917: Privés de l'indispensable journalier pour eux et leurs familles, s'étant vu refuser des allocations spéciales pour pouvoir faire face au renchérissement



Dès 1910, sur les pentes et au plateau du «GALGEBIERG» un parc public fut aménagé, agrandi et enrichi au fil des décennies: plaines de jeux et de sports, belvédère, pavillon, cité jardinière, camping, parc d'animaux...



Le nouvel Hôtel de ville inauguré le 15 août 1937: «Mir wölle bleiwe wat mir sin». – Sur la Place, le nouveau kiosque musical fut inauguré en 1950, année qui vit également l'ouverture des Bains municipaux, Rue de Belvaux/Rond-Point



1914: Sous le Bourgmestre Jean-Pierre MICHEL, – à ce poste de 1912 à 1917– S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE MARIE-ADÉLAÏDE fit intégrer la section de LALLANGE à la Commune d'ESCH, décret du 19 juin 1912. – Une guerre éclatera avec les convulsions économiques qu'elle causera; l'Usine ARBED-BELVAL «am Bësch» tourne déjà à fond, bientôt les syndicats ouvriers seront de plus en plus actifs.

L'Alzette, coulant partiellement dans un nouveau lit, est confinée dans son «canal» en ville et recouverte sur tout son parcours interurbain. Le commerce fleurira.



1920: La Rue LEFÈVRE, – actuellement Rue du BRILL – artère commerciale et de résidence depuis la fin du siècle dernier, fut transformée en zone piétonnière en 1979-80.

presque journalier de la vie, insécurisés quant à ce que serait l'avenir du pays, travaillant sous de très difficiles conditions matérielles, sans sécurité financière ou physique, les ouvriers et mineurs se mirent en grève, contre des «patrons allemands» par endroits...

Les usines ESCH-SCHIFFLANGE/ARBED s'enrichirent toutefois d'une fabrique de ciment et d'un moulin à scorie en 1915-17; le 17 septembre 1917, l'École primaire «DELLHÉICHT» fut inaugurée, 10^e bâtiment scolaire communal, – le «Sprëzenhaus» des Sapeurs-Pompiers volontaires avec tour pour guet et les tuyaux d'incendie, fut mis en service, le 22 septembre 1918. On notera que le grand Quartier général de la 5^e Division US fut transféré à ESCH le 17 décembre 1918.

Pendant les années '20, l'année 1921 vit une grève syndicale encore, alors que les engagements et exigences sociales par les Syndicats ouvriers se précisèrent, entraînant de multiples améliorations matérielles, techniques et sociales; il était temps!

La Clinique Ste.MARIE reçut ses premiers patients et malades en 1922. Les Pères Franciscains s'établirent en 1922 à ESCH, où ils érigèrent paroisse, le 30 septembre 1928.

Le 19 septembre 1929, la première pierre du nouvel Hôtel des Postes sera posée par le Ministre des Finances Pierre DUPONG, une construction imposante réalisée par l'Entreprise CROLLA, d'après les plans du bureau d'architecte N. SCHMIT-NOESEN.

L'École «au BROUCH», – onzième établissement communal – fut construite en 1929-30, inaugurée en octobre 1931; le 3 juillet 1932, l'Église paroissiale St.JOSEPH vécut la consécration de ses grandes orgues, fournies par les manufactures Georges HAUPT de LINTGEN.

Le cap des 20.000 dépassé...

Au début d'une Première Guerre mondiale, pendant laquelle les denrées et vivres en tout genre étaient très rares et proportionnellement trop chers, ESCH compta 21.390 habitants en 1914, contre 20.437 dans 4.770 ménages en 1922.

Le quartier populaire de la «GRENZ», souvent défavorisé, bénéficia essentiellement de la nouvelle piscine en plein air Rue d'AUDUN, installations inaugurées le 21.6.1925 par le Cercle nautique E.R.A.

5 ans plus tard, ESCH devait approcher sa plus forte densité démographique avec 27.143 habitants en 1927, puis 29.439 âmes –, nombre maximal jamais atteint dans la mouvementée histo-

re du chef-lieu –, et 7.511 ménages pour 1929, vivant dans 3.754 constructions, LALLANGE y compris, à partir de 1912.

Années de crise en 1931-32, avec un nombre grandissant de chômeurs à ESCH: Légère régression démographique en 1935, année pour laquelle on enregistra 27.517 âmes, – dans 7.463 ménages et 4.053 maisons, – pour 26.851 habitants et 7.978 ménages en 1947, diminution sensible du nombre de la population, suite à la Seconde Guerre mondiale. En cette même année, les écoles primaires et maternelles eschoises comptaient 88 classes.

Le 10 mai 1940...

Les 10, 11 et 12 mai 1940, d'âpres combats eurent lieu à LALLANGE et à ESCH même, à l'invasion par les troupes nazies, à une époque où les Eschois avaient préparé la kermesse annuelle de la Pentecôte; deux bataillons du 253^e Régiment motorisé allemand encerclèrent la ville, forces supérieures contre lesquelles les SPAHIS, les 13^e Brigade motorisée et 3^e Régiment auto-mitrailleurs français tentèrent l'impossible.

Pour quelque 46.000 Luxembourgeois, dont près de 26.000 Eschois, ce fut l'exode vers les terres françaises amies, du 11 mai jusqu'au 22 juin, jour de cette «drôle d'armistice». Les Eschois avaient passé l'évacuation dans les régions de MÂCON, en Côte d'Or, en SAÔNE et LOIRE et aux départements de la NIÈVRE, de l'ALLIER et de l'YONNE.

Le «bilan» eschois, à la fin de la guerre était bien lourd: huit tués eschois dès l'invasion, une quinzaine de maisons détruites route de LUXEMBOURG, à la «BOURGAASS», terreur et répression sanglante par G.SIMON, par le «Kreisleiter» DIEHL et Cie... La Synagogue de la Communauté juive eschoise, bâtiment confessionnel érigé en 1899, fut démolie par l'occupant le 3 juin 1941, répression de la Grève générale du 31 août 1942; enrôlement de force de 1.364 jeunes Eschois, dont 89 furent tués au front, 5 fusillés à SLONSK/Sonnenburg, 5 autres à LYON, 6 réfractaires tués. 287 hommes de la ville furent incarcérés dans les prisons et camps, dont 48 trépassèrent de mort violente; 60 familles eschoises furent déportées vers les camps de l'Est, dont 4 personnes moururent à l'étranger; 30 jeunes Eschois combattirent dans les Maquis alliés, dont 7 tombés aux champs d'honneur. Il y eut 25 destitués politiques finalement.

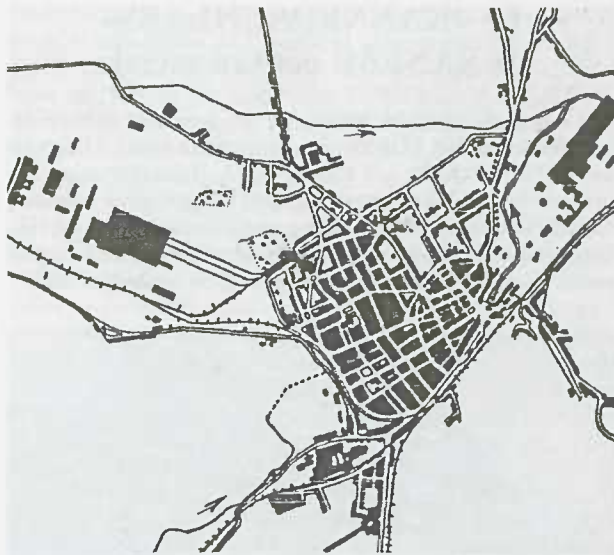
«Looss viru blénken d'Fräiheetssonn...»

Le 10 septembre 1944, – à 15.15 heures – les premières troupes américaines libératrices furent à ESCH, en ville. A partir du 11, l'UNIO'N commença son engagement d'épuration contre les «Giëlmännercher», alors que le Bourgmestre Hubert CLÉMENT, résistant activement recherché par le régime nazi, ne retourna à ESCH qu'en octobre 1944.

La vie se réorganisa, l'administration luxembourgeoise reprit ses droits, le peuple ses espoirs et attentes, les mineurs, sidérurgistes, fonctionnaires et commerçants leurs besognes professionnelles, à corps le bras de nouveau...

De longs mois se passeront encore, avant qu'en 1945, les derniers déportés, concentrationnaires ou certains enrôlés de force ne rentreront au pays. Bien des places resteront vides, inoccupées pour longtemps, certaines pour toujours...

En 1945, la Chorale municipale «UELZECHT» put fêter un cinquantenaire d'existence dans la liesse d'une indépendance recouvrée, l'Harmonie municipale ses 75 ans en 1946; Arthur USELDINGER sera maire de février 1946 à avril 1949, Louis PETIT, – directeur de l'UELZECHT depuis 1920, mourra en 1953, une année après que Hubert CLÉMENT aura été nommé membre du Conseil d'État, le 2 mai 1952.



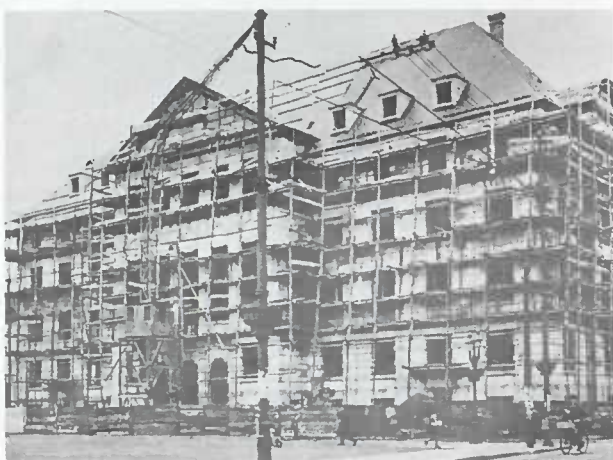
1940: Le développement «tentaculaire» du chef-lieu cantonal s'amorce, puis se précise, au moment où les quartiers «Hinter dem Thiergarten», «Uëcht», «Dellhéicht», «Brill» et vers la «Grenz» sont réalisés. LALLANGE connaît une première expansion, modeste encore. – Au nord de la Ville, route de BELVAUX, les installations techniques et hangars du T.I.C.E. – (tramways intercommunaux) – existent depuis 1928-30, la Rue d'EHLENGE commence à se peupler. Bientôt RAEMERICH connaîtra sa genèse...



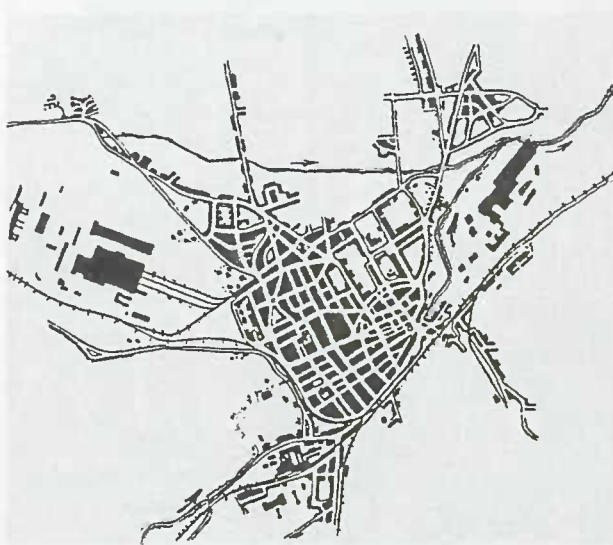
1899: Construit Rue de l'Alzette avant ce siècle, le 3^e Hôtel de Ville eschois recevra l'administration publique jusqu'en 1937, de même que les bureaux de la Justice de Paix et de la Police-Gendarmerie. Après 1914, le bâtiment hébergera plusieurs classes du «Lycée de Jeunes Filles», le «Wirtschaftsamt» de 1941 à 1944, l'Office de l'Emploi après la guerre, 4 classes commerciales de l'École Professionnelle de 1957 à 1963/64, année de sa démobilisation.

Le «KANNERSCHLASS» de SANEM: oeuvre sociale

Le Château de SANEM, ancien fief des Seigneurs d'ANSEMBOURG et de SOLEUVRE, a probablement existé à l'époque des DE BERWART, soit l'année 1274. Il fut détruit par les Français en 1552. Reconstitué en 1596-97, le château sanemois fut brûlé encore en 1639, en même temps que la «Mauvaise H.». Trois ans plus tard, les seigneurs de SANEM refirent leur propriété, flanquée de deux belles tours et d'enceintes fortifiées.



1934-1937: Décidée en séance publique du 23 mars 1934, sous le Bourgmestre Victor WILHELM, les Échevins Eugène REICHLING et François CIGRAND, la construction du nouvel Hôtel de Ville fut entamée par la pose de la première Pierre, le 7 octobre 1934 à 11 heures. La construction fut terminée en deux années et occupée au printemps 1937, après une inauguration solennelle, le 15 août de l'année. – Un bon mois plus tard, le 26 septembre, ESCH ouvrit son champ d'aviation à LALLANGE, où d'importants meetings aériens auront lieu jusqu'en 1939...



1956: Une expansion urbaine tous azimuts se confirme sur tous les plans; «RAEMERICH» est né, des cités entières, de nouvelles écoles et unités commerciales jailliront du sol, de même que le nouveau théâtre, la troisième gare de la Ville; celle-ci s'étendra vers LALLANGE et ses grands terrains vagues, ESCH connaissant une de ses plus fortes densités démographiques.

Une partie de la monumentalité qui reste de l'ancien Château de SANEM, sis dans un admirable plan de verdure

Le 3 octobre 1753, le Comte Emmanuel de TERRING vendit son terroir de SANEM à la Famille anoblie des DE TORNACO, transaction au prix de 62.000 Florins d'or, les droits de haute, moyenne et basse justice y compris; ces droits se perdront à la Révolution Française.

A partir de 1760, les murs d'enceinte, une des magistrales tours et les douves du château, côté sud, furent supprimés, question d'élargir la propriété dans cette direction.

De 1860 à 1867, le Château de SANEM devait connaître encore une période de grande notoriété, quand le Baron Victor de TORNACO fut Ministre d'État du Grand-Duché, signataire des Actes du Traité de LONDRES en mai 1867, dans cette fonction.

Les DE TORNACO restaient propriétaires à SANEM jusqu'en 1950, année pendant laquelle ils cédaient leur domaine sanemois à l'Administration communale d'ESCH-sur-Alzette, qui l'acquiert moyennant un don généreux de la Famille MULLER-TESCH.

En août 1950 déjà, un grand camp international de jeunes fut organisé dans l'ancienne enceinte seigneuriale de SANEM, propriété s'étendant sur 6 ha 92 ares et 40 centiares. Le succès de cette manifestation, promue par la FICE – «Fédération Internationale des Communautés Éducatives» –, fut tel que la



municipalité eschoise décida d'institutionnaliser le Château de SANEM en «Kannerschlass», institution sociale, devant recevoir des enfants provenant de milieux sociaux moins aisés ou difficiles, enfants d'abord, adolescents plus tard également.

A partir du 13 novembre 1951, Monsieur et Madame Ferd OTH y reçurent un premier groupe de jeunes pensionnaires, 14 enfants âgés de 11 à 13 ans, orphelins ou enfants à placer en milieu protégé.

Sous l'impulsion des «Amis du Kannerschlaß SUËSSEM» et grâce à de plus nombreux dons, un pavillon-annexe moderne put être réalisé pour recevoir des jeunes filles, âgées de 16 à 21 ans, agrandissement survenu en 1958.

Conventionné en 1980-81 avec le Ministère de la Famille, le «Kannerschlaß» reçut des moniteurs, monitrices et experts en plus grand nombre, l'ensemble du personnel éducatif ayant plus tard dépendu entièrement du Ministère de la Famille. Le «Kannerschlaß», cette belle «Institution d'Éducation et de Thérapie pour enfants, jeunes et adultes» connut d'admirables succès sur le plan social, assurés de façon plus conséquente encore après la reprise institutionnelle par l'État.

Antoine KRIER sera maire eschois de 1951 à 1965. Le 17 octobre 1954, la nouvelle Synagogue de la Communauté juive eschoise fut inaugurée; en mai '55, le Home GUIDES St. JOSEPH fut solennellement ouvert, un mois après la bénédiction du nouveau Lycée de Jeunes Filles Hubert CLÉMENT à ESCH, le 24 avril 1955, jour de visite de S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE.

Relevons deux démolitions majeures dans la métropole du fer: celle, le 20 novembre 1954, par laquelle la plus importante partie-résidence de l'ancien château de BERWART était démolie, dont à la présente décennie, il ne reste plus que la majestueuse tour, – cette autre démolition également du Bâtiment d'écoles «GRENZ» en 1956, où un parking fut aménagé. D'autres nouvelles écoles naîtront, dont celles de LALLANGE-WOBRECKEN.



En 1954-1955, – année de la construction du Bd. Pierre KRIER et de la démolition de l'ancestral château de BERWART –, ESCH compta 28.705 habitants, 8.877 ménages et 5.021 maisons, en 1960, un peu moins avec 27.921 âmes pour 9.070 ménages dans 5.331 constructions toutefois. La tendance vers l'habitat unifamilial et les appartements dans des constructions à étages multiples se précisa.

En 1961, le «Lycée de Jeunes Filles Hubert CLÉMENT» célébra son 50^e anniversaire, sous la direction d'Albert GOEDERT. M. Albert GOEDERT fut directeur du Lycée de Jeunes Filles de novembre 1950 à septembre 1978, un «chef» engagé et magnanime. Ayant conçu et rédigé une grammaire de la langue française, Albert GOEDERT marqua par cet excellent manuel plus d'une génération de lycéens, des «fournées entières d'élèves: ce livre où l'on se heurtait pour de bon aux difficultés nombreuses, souvent embarrassantes, d'une langue qui, si elle ne tardait pas à nous devenir très chère, le devenait en partie à ce manuel; il nous apprenait à l'utiliser correctement pour le moins, mieux, à la manier avec habilité...» En 1962, la Cité CECA-Résidence Michel RASQUIN fut inaugurée.

En 1970, le Lycée Hubert CLÉMENT inaugurera un imposant nouveau pavillon scolaire, Rue Jean-Pierre-MICHELS.

Le «bâtiment va»

Telle fut la parole, et de plus en plus d'habitants se décidaient pour les ménages unifamiliaux au domicile, un nombre maximal de foyers étant enregistrés en 1976 à ESCH, avec 9.830 unités, pour 26.734 personnes. La même année, le Bd. Grande-Duchesse CHARLOTTE fut construit, la Place BENELUX inaugurée. Le nombre des élèves aux lycées fut en constante croissance; le 15 mai 1965, une magistrale aile fut ajoutée au Lycée de Garçons eschois. Cette même année, le grand viaduc ferroviaire, long de 746,6 m, comportant 16 ponts juxtaposés et 43 groupes de piliers, fut ouvert à la circulation CFL, le 19 décembre 1965: du même coup, trois passages à niveau entravants furent supprimés.



Sans grande beauté d'architecture: les nouvelles ailes du Lycée Technique d'ESCH, annexes de LALLANGE

1963: Extrait de la Carte cadastrale, montrant le développement extraordinaire de LALLANGE. Tous les vastes terrains vagues à l'Est de l'agglomération, – les lieux-dits « LANKHËLZER-WEIER », « DIRWIIS » et « ZAEPERT » recevront des quartiers entiers encore le long du nouveau Bvd. Grande-Duchesse CHARLOTTE, une dizaine de rues résidentielles aux alentours de la RUE KINSCH et de la Place de l'EUROPE, les Halles omnisports et de tennis, le Centre H.M.C., les nouveaux pavillons du Lycée Technique, – le tout entre 1970 et 1988, – finalement les routes de contournement par l'autoroute LUXEMBOURG-ESCH, en 1992-93



Panorama partiel en 1990: à l'avant-plan à gauche, le viaduc ferroviaire, à droite l'Église Sacré-Cœur GRENZ. Au fond et à l'horizon: les Usines ARBED-BELVAL, le «LOETSCHER» (à gauche) et le «ZOLWERKNAPP»

La même année 1965 encore, la construction du Centre MERCURE, Rue de l'Alzette, fut entamée: 1^{re} pierre posée le 12 novembre, à l'emplacement qui avait porté la deuxième, sinon la troisième maison communale-mairie, érigée en 1899.

28.034 âmes en 1977, 27.371 habitants en 1978, dont 8.257 étrangers, – soit 30,16%, – année à laquelle 1.899 personnes quittaient ESCH, pour 1.207 autres, s'étant nouvellement installées. Cette même année 1978, l'École HMC et les nouveaux pavillons du Lycée technique d'ESCH à LALLANGE accueillirent les jeunes dans leurs salles respectives, équipées selon les dernières exigences pédagogiques et professionnelles.

En 1986, sous le bourgmestre Joseph BREBSOM, la ville d'ESCH compta 25.113 habitants, dont 7.834 non-Luxembourgeois, 5.941 maisons, 9.718 ménages, – 14.344 électeurs, – un territoire communal de 1.435 ha.

En 1991, ESCH fut peuplée par 24.012 habitants, ce qui équivaut à une densité de 1.673 âmes au km², pour un nombre de 11.351 personnes actives sur le territoire communal, – la Métropole du Bassin minier créatrice d'emplois pendant bien plus d'un siècle, conforme à une tradition, consciente également d'une obligation de fait encore...

Le cap des 26.000 habitants à ESCH: pour 1997?

25.970 habitants, 40,40 % de concitoyens étrangers et 2,21 personnes par ménage, tels furent les chiffres de la population août



Le «ESCH uff der Alseijt» 1561 – 420 ans plus tard, en 1984, plan de la Ville. Les Cités CECA-Michel RASQUIN, dont la deuxième phase fut terminée en 1962 – le nouvel habitat pour seniors «Edm. MULLER-TESCH» réalisé en 1963, la «Cité Albert SCHWEITZER» datant de 1964, des cités entières encore à LALLANGE, – bourg en extension que la municipalité d'ESCH avait d'abord «refusé d'incorporer à la commune» – a vu des cités et quartiers entiers se développer, dont l'École de WOBRECKEN et le Lycée technique. Bientôt de nouveaux joints routiers se préciseront: boulevard et routes de contournement, des ronds-points BELVAL et Place Norbert-METZ, alors que des constructions à multiples étages jaillirent du sol ça et là pendant les derniers 15 ans...

1996, les administrés du Bourgmestre François SCHAACK. L'année 1992 mise à part, la population eschoise fut en constante croissance, l'immigration y étant pour beaucoup, le nombre de Luxembourgeois se trouvant en stagnation, – sinon en légère baisse.

La population masculine est de 12.628 personnes actuellement, la féminine de 13.342, ce qui constitue une augmentation de 360 personnes par rapport à 1994; les Luxembourgeois y sont pour 15.571 habitants, soit 59,96%, pour 10.399 non-Luxembourgeois.

Les étrangers résidants sont originaires de 66 nations, les «nouveaux venus» étant des Biélorusses, des Mauriciens, comme des personnes en provenance du Kazakhstan et de la Macédoine.

Par taux d'importance pour les étrangers, on nota en 1995: 0,96% de la population eschoise sont Allemands, 1,03% des Belges, 0,59% des Cap-Verdiens, 2,41% des Yougoslaves; avec 4,22%, les Français sont en léger recul, tout comme les Italiens avec 7,07%, les Portugais avec 20,86%, les Luxembourgeois ayant compté pour 61,24% en 1994 encore...

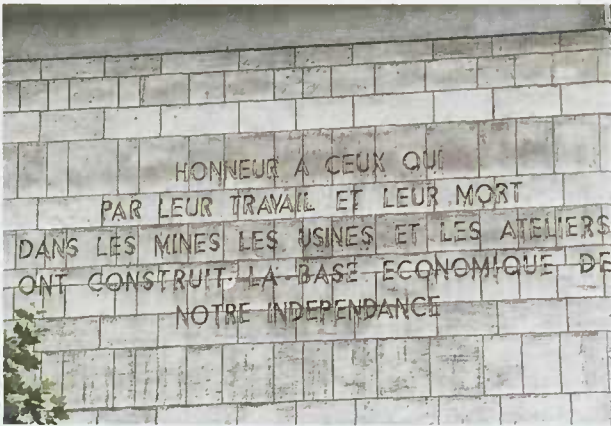
Le ménage «moyen» eschois se compose de 2,21 personnes, chiffre qui peut-être n'est pas très significatif, l'étude ne considérant cet aspect que depuis 1994.

En tout et pour tout, ESCH compte 11.744 ménages, dont une majorité comptant moins de 4 personnes; les ménages à une seule personne constituent les 38,99% de l'ensemble, ceux à deux personnes encore 27,52%, les ménages à 3 personnes totalisant à 15,74%.

1985: on aménage, on assainit

S'il est bien vrai que toute ville a gardé dans son plan et sa physionomie générale, dans sa vie économique et sociale même, la marque d'ancestrales traditions et de réalisations lointaines, tenant à la fois de son origine et de sa topographie, ESCH n'échappe point à cette règle.

De forme plutôt géométrique rectangulaire à ses origines, – on y retrouve certaines «rigueurs» de concept autant qu'une forte symétrie, – le grand oval qu'avait dessiné aux lointaines origines les fortes murailles de la ville affranchie, – avec ses quatre tours tout de même monumentales – s'est dissipé au fil des siècles, les expansions tentaculaires, tous azimuts, de nouvelles routes et rues de la ville, partant des quartiers «noyau d'antan» dans les directions: AUDUN-le-TICHE, RAEME-RICH/METZERLACH, ÉHLERANGE, MONDERCANGE,



En haut:
... vibrant hommage mérité aux victimes du travail: mines, usines et ateliers

Au centre:
1924: «XII. Stadtbauplan-Skizze-Blatt 3» par l'éminent concepteur-architecte Joseph STÜBBEN, août de l'année, – plan/vision futuriste pour 40 à 50.000 habitants pour ESCH-sur-Alzette: cohésion stricte, structures claires pour les nouvelles artères, plans verts nombreux et biens répartis caractérisaient ce projet, dont quelques aspects majeurs furent implicitement réalisés sur 7 décennies...

Ci-contre:
L'Église de la Communauté protestante réformée, restaurée en cette année '96

LALLANGE et SCHIFFLANGE – ont causé quelque distance pour un nombre majeur d'Eschois, par rapport au «vieux» noyau citadin.

Ce centre, précisément, dans lequel battait le poulx de la pauvre «Villa HESC», comme celui du bourg pré- et post-moyenâgeux, convoité en tant que place «fortifiée», où passèrent pêle-mêle, où s'étendirent, où sévirent soldatesques, épidémies, attaques surprises, incinérations suivies d'étonnantes «renaissances», – avec au centre toujours, le Vieil ESCH, avec les Eschois pour refaire ce que l'histoire avec ses velléités inhibitrices, mais également les heurts brutaux, leur avait cassé en morceaux ou fortement lésé.

L'âme de ce vieil ESCH, au centre de 10 hectares de superficie bâtie au XIX^e siècle, avec 1.275 habitants, avec 225 maisonnettes et de rares édifices publics dont l'église paroissiale, les premières écoles primaires, moulins et brasseries, un commerce déjà florissant, scierie de bois, de très habiles artisans travaillant avec de faibles moyens techniques parfois, – l'annonce de la découverte des premiers minerais de fer dans la grande région vers 1825-30 ouvrant de nouvelles perspectives à moyenne ou très longue échéance...: ESCH fut bien cela, tout ça...!

En 1985 – pressés par d'impérieuses nécessités nouvelles peut-être, prenant exemple sur d'autres villes confrontées aux mêmes exigences ou à des problèmes similaires – les édiles mirent «en route» le projet d'assainissement et de réaménagement de l'ancien Quartier «Um Boltgen», avec les rues ancestrales tout autour, dont la Rue St.-Vincent, la Rue du Commerce, l'ancien «Schoulbiert»...

Si le Plan que Joseph STUBBEN avait dressé dès 1924 devait donner et assurer «espace de vie» à 40.000, voire 50.000 habitants, 25.000 devaient se trouver à l'étroit, malgré que certains aspects dudit plan aient été réalisés, en tout ou en partie, sur des décennies: plans verts, cités périphériques, – une grande cité jardinière en somme...

Le «Parteiforum in ESCH», – les années afférentes marquent clairement les origines de ce projet, si l'on cite «1940-1942», – avait de même fourni quelques rares idées à défendre ultérieurement, à côté d'aspects «monumentaux» tels que le «Reich» et ses promoteurs à tous les échelons semblaient les chérir, vouloir les promouvoir dans une approche de grandiose propagande...

A diverses reprises encore, entre 1956 et 1980, des expositions, des plans et projets ou des conceptions plutôt fragmentaires offertes par divers architectes ou bureaux d'études avaient coopéré, en fait, à une certaine décantation d'idées plus nombreuses, un plan d'ensemble ayant été voté par la municipalité eschoise, le 14 mars 1977. En attendant le lancement et le bilan d'un concours global d'architecture en ce qui concernait la «réfection» du vieux centre-ville, toutes les autorisations de construire furent bloquées à priori dans lesdits parages, au «BOLTGEN» et dans ses environs directs, le Centre MERCURE ayant constitué la dernière grande réalisation dans ces parages.

Sur les 26 concurrents-architectes qui présentèrent un projet d'ensemble y relatif, le Conseil communal d'ESCH en retint les «trois meilleurs», en mai 1978: 135 unités d'habitation, quelque 10.000 m² en surface commerciale, une maison-parking avec 300 emplacements, des bureaux et des locaux scolaires nouveaux auraient dû ou pu en résulter.

Le 30 juin 1980...

Le Conseil municipal se décida pour un premier prix encore, au projet de l'Architecte Romain HOFFMANN, ceci en date du 30 juin 1980; grandes discussions sur la «place publique», tractations politiques et «Biërgerinitiativ», quand S.E.R.V.E., – une société liée à ARBED, – présenta un nouveau plan, de nouvelles idées, suivis en mai 1981, par le projet du jeune Architecte Lucien STEIL, où l'on avançait que «La reconstruction du Quartier du Vieil-ESCH doit radicalement affirmer l'espace urbain contre ce dérisoire et cynique urbanisme officiel...», un centre à refaire, mais surtout à la juste «dimension humaine», une qualité de vie assurée par «le respect d'une substance historique existante grâce à un assainissement «en douceur»...

Aucun des plans d'ensemble présentés sur deux décennies et concernant le réaménagement du Quartier BOLTGEN ne fut finalement ni retenu comme ensemble, ni exécuté dans son intégralité, ni celui des HOFFMANN & THELEN, ni encore celui dû à Léon KRIER, pas plus que Lucien STEIL ou WELTER-KUHMANN, des idées «STUBBEN» se miroitant dans plus d'un des concepts présentés.

Planification nouvelle au «BOLTGEN», bien sûr, mais surtout, à la réalisation, écouter les architectes avisés et conserver au maximum substance et caractère de ce qui fut, les réalisations de 1987-88-89 et au-delà, ayant réellement créé du nouveau qui s'allie harmonieusement à l'ancestral, dont la substance a partiellement pu être préservée, voire améliorée ou adaptée à de nouvelles exigences économiques ou de «villégiature»: un nouveau quartier, moderne et contemporain, respectant une atmosphère d'antan... et y ajoutant généreusement!

La nouvelle Place BOLTGEN est finalement passée et promue «d'gutt Stuff vum Al-ESCH», l'atmosphère qu'elle respire



... où s'allient le cosu ancestral du Lycée de Garçons avec le contemporain moderne, conciliant et vivificateur



... accueillante, à la mesure des hommes: la nouvelle Place «Am Boltgen», réunissant le commercial, le résidentiel et l'administratif

constituant un authentique point d'attrait pour les Eschois, comme pour les visiteurs, d'un jour ou ceux occasionnellement de passage... La Place BOLTGEN avec ses grands alentours est réussie!

Réussi également le nouveau Centre ARBED-BERWART, – un projet Gottfried BÖHM –, qui connut à juste titre, un «Prix international d'architecture» très convoité, projet pour la mise en valeur de l'ancien site BERWART: trois galeries nouvelles relient symétriquement les trois aires d'époques différentes, dont la très belle Tour, et symbolisent de la sorte la mémoire historique et «les nouvelles synergies de la dialectique de l'ARBED et de la Ville d'ESCH», avec un nouvel apport en surfaces de travail pour quatre cents emplois. La construction de ce complexe ne change pas seulement la topographie du parc de l'ancien château, mais bien toutes les données du développement urbain de la ville dans ce quartier, – ayant comme une fonction «d'entrée» dans le chef-lieu cantonal, en quelque sorte la grande Porte, côté capitale.

Le projet Antonio MOURA, datant de 1990, concernerait un aménagement possible de la très vieille Place GRAND-RUE, une vision certainement de ce qui reste «réalisable» dans ce quartier, porteur lui également d'une partie non négligeable de l'histoire de l'ancienne ville: Église St.-Jean disparue, quartier également de la première école de la «ville franche-neuve», où l'une ou l'autre sculpture pourrait avantageusement enrichir la Place Grand-Rue refaite, tel que le font les sculptures proposées par Jean FLAMMANG, Place du BOLTGEN ou la nouvelle Fontaine «De Wëlle Mann», dont les auteurs furent FLAMMANG & LINSTER sur la même aire, point d'attrait central attachant, vivifiant.

«L'Artère commerciale et piétonnière la plus longue du pays»

Trois Ministres, en l'occurrence Jacques F. POOS, Ministre des Affaires Étrangères, Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux publics, et Alex BODRY, Ministre de la Force publique furent présents, quand le Bourgmestre François SCHAACK coupa le ruban Rue de l'Alzette pour inaugurer «la plus longue et la plus attachante zone piétonnière» du Grand-Duché, samedi le 29 juin 1996, en présence d'une foule nombreuse, intéressée autant que curieuse, voulant être en ce beau jour; car critiques, il y avait bien eu, bien avant la date, notamment en ce qui concernait l'implantation des structures-pylônes obliques, élancés et massifs, en fer-fonte, avec des éléments géométriques fixés à quelque hauteur, soutenus par fils-câbles métalliques...: vision futuriste, courageuse, mais que tout le monde n'avait pas «comprise» ou judicieusement interprétée dès le début!



... éloquente et vivificatrice perspective à la principale artère commerciale du Canton d'ESCH



Rue de l'ALZETTE, – zone piétonnière: les pylônes que Peter RICE conçut, donnent une extraordinaire impression d'une perspective qui anime...

L'atmosphère fut à la fête en ce jour de juin, où tout le monde ou à peu près! – s'accordait pour dire que la nouvelle Rue de l'Alzette, zone piétonnière «new look» était un ensemble fort réussi, une belle unité citadine, une zone où le piéton resterait roi.

Effectivement, elle l'est, – réussie, accueillante, cette nouvelle zone piétonne avec l'inclinaison progressive, de pylône en pylône, donnant un très agréable jeu de perspective pour les mâts, auquel le lilas-violet desdits pylônes ne fait qu'ajouter en couleur, au «gris» que, – par tradition! – on est habitué de voir, – à ESCH, comme dans tout le Bassin minier, ceci depuis 1870..., s'il n'y avait pas les plans verts, «modérateurs». Il était dit qu'on ne resterait pas, à ESCH, tributaire nostalgique d'un «gris» qui symbolisait finalement la première grande richesse du pays....

Après cinq ans de planification et de réalisation, la nouvelle Rue de l'Alzette, – pour un investissement de quelque 190 millions de francs – a belle allure; les Eschois furent de la grande fête, majorettes en tête, la Société Harmonie municipale, jubilaire pour 125 ans, assurant un programme de choix, très apprécié, substantiel élément vivifiant de cette grande Fête.

Le programme culturel «d'accompagnement» offrit encore folklore et chansons luxembourgeoises par l'Ensemble «DULLE-MAJIK», par Gollo STEFFEN, finalement par "Lidder-Jann", le Quintette» BRASS CONSTRUCTIONS LODOMEZ», ensemble belge, se produisant en divers points du défilé, dont à l'Agence BGL. L'ensemble allemand de jazz «NEVER-GREENS» avait pris position à la hauteur de l'UCL, trois Groupes eschois, – noblesse oblige! – ayant assuré rythmes et entrain sur la Place de la Résistance, en face du Théâtre municipal, en instance de restauration complète également: on citera» DEFDUMP», «SUPPER's READY» et «d'JUJU», des ensembles qui ne restèrent pas en-deçà de leur réputation, déjà excellente.

La Place BOLTGEN – «déi gutt nei Stuff eschoise» – accueillit les plus prestigieux ensembles de jazz sur le plan autochtone, à savoir le «Erny HAMMES-Quintett», l'incontournable Gast WALTZING et «CHASS SPLEEN», animation choisie pour les hôtes eschois aux terrasses du nouveau «square», le cœur de l'ancien BOLTGEN.

Ambulantes et non réticentes pour un sou, les brigades d'intervention musicales de Luciano PAGLIARINI assuraient leurs prestations rythmées un peu partout dans la ville, au hasard des attroupements populaires, bien secondés qu'ils furent par le Groupe «ZALTIMBANCQ».

Au moment où le cortège officiel, parti à la Place de la Résistance, déboucha sur la Place de l'Hôtel de Ville, les nombreux spectateurs et auditeurs eurent droit à leur «Happy Hour», – une bonne bière, gratuite par dessus le marché! CITY ESCH avait fait sabler le champagne à l'assistance à partir de 18 heures, et tout, ou presque, devait se terminer en chansons.

Discours officiels tout de même, dont celui de M. Johnny HOFFMANN, Président de l'Union commerciale et artisanale de la ville d'ESCH, qualifiant la nouvelle artère piétonnière comme point d'attrait particulier, comme une nouvelle plate-forme de rencontre pour tous; bien des propriétaires qui ont rénové les façades de leurs unités commerciales auraient substantiellement coopéré à l'attractivité de la Rue dans son ensemble.

Dans d'autres allocutions, dont celle du Bourgmestre François SCHAACK, il ressortit que le projet «Zone piétonnière Rue du BRILL», réalisé en 1979, avait fait prendre idée et goût pour une réalisation similaire Rue de l'Alzette, impression bien plus forte ici, il est vrai.

Dès 1992, on avait retenu le projet du regretté ingénieur Peter RICE, les pylônes avec leurs structures à membranes complé-

mentaires, l'artère étant réservée aux piétons la journée, tous les fournisseurs devant «opérer» plus tôt le matin.

Le détail des dépenses se chiffre ainsi: 135 millions prévues en 1991, 202 millions devaient finalement figurer au budget public 1996, divers changements ou améliorations ayant été projetés en cours de réalisation.

«Vivre» avec l'ALZETTE...

On se souvient... à l'occasion que l'ALZETTE, chantée par notre hymne national, coule sous l'artère représentative, du même nom! – Rue de la Poste et «Rue de l'Hôtel de Ville» qu'elle fut également, et même «Adolf-HITLER-Straße» à une toute autre époque...

Pendant des siècles et des siècles, bien sûr, le fleuve – le terme sera propre en l'occurrence! – coulait «à ciel ouvert» depuis ses proches origines françaises, de petits ponts-passerelles réunissant les deux côtés de la rue, aujourd'hui principale artère commerciale.

En 1885, les deux berges de l'Alzette étaient endiguées, notamment aussi de part et d'autre de la rue à la hauteur de l'actuelle Place de l'Hôtel de Ville, où se dressait déjà l'ancienne Maison communale. Ces travaux mirent une idée en tête de deux propriétaires-riverains, à savoir KREMER et GILLAIN, qui sollicitèrent, de la part de la municipalité, l'autorisation de couvrir en dur quelque 25 à 30 mètres du «canal» devant leurs unités commerciales, ceci à leurs propres frais. Dès 1889, l'Administration communale recouvrit la longueur restante à la hauteur de la Place, alors que le recouvrement du «ruisseau», depuis la Place jusqu'à la hauteur de l'Avenue de la Gare était réalisé en 1906, tronçon suivi par celui menant jusqu'à la Rue de la Libération, lui, couvert en 1907.

De là, le dernier recouvrement fut réalisé jusqu'au Boulevard Prince HENRI en 1911; simultanément, le minuscule ruisseau «BÄLER» qui rejoignit jusque-là l'Alzette à la hauteur de la Rue DICKS, fut «dévié» de son ancien lit au-delà de la ligne du chemin de fer. La partie proche de la Place Norbert-METZ avait déjà été recouverte en dur en 1905.

Rappelons finalement que de 1899 à 1937, une partie de l'Administration communale était installée dans un bâtiment sis à la hauteur de l'actuel Centre MERCURE, qu'un tronçon des Tramways Intercommunaux du Canton d'ESCH traversait également la Rue de l'Alzette, par une ligne «dite locale», ouverte le 14 juillet 1927...



1885: le lit de l'ALZETTE est complètement redressé hors de la ville, comme dans les quartiers peuplés; elle sera complètement canalisée par des travaux d'envergure. Dans dix ans, on en entamera la recouverture totale en dur...

Le Théâtre municipal

Dans les grands projets et autres réalisations par lesquels l'Administration municipale d'ESCH «joue son va-tout», – par ailleurs sollicité et salué par les administrés, – rentre également la restauration de fond en comble du Théâtre municipal de la Ville.

Avant d'en venir à l'historique écourté du théâtre municipal, relevons quelques réalisations et inaugurations d'importance qui se firent à ESCH, de 1956 à 62, notamment:

- Réalisation en 1954-55 du «Monument aux Morts» et du «Musée National de la Résistance» à la Place du BRILL à ESCH, inaugurés le 22 juillet 1959, en présence de S.A.R. le GRAND-DUC HÉRITIER JEAN, du Président de la Chambre des Députés Emile REUTER, du Ministre des Finances Pierre WERNER;
- Inauguration du nouveau pavillon-demeures des Rév.Sœurs de l'Hôpital de la Ville, le 21 novembre 1956;
- Ouverture solennelle du «Pavillon-Restaurant» au «GALGEBIERG», le 7 juin de l'année, comme de l'annexe-pavillon Section Puériculture-Maternité du nouvel Hôpital de la Ville d'ESCH, le 19 juillet 1958, en présence du Ministre de la Santé Emile COLLING et du Bourgmestre Antoine KRIER. Autre inauguration le 28 août 1959: le Pavillon scolaire au «NOSSBIERG».

Entretemps, une démolition au Coin Rue de l'Alzette-Rue du BRILL, en automne 1957, était directement «préparatoire» à un projet culturel d'importance: en effet, l'ancien Théâtre «Nouveautés-Palace» audit coin avait été voué au marteau-piqueur, en vue de créer l'espace et l'emplacement libres pour la construction du nouveau Théâtre municipal. Au «Palace» d'antan, –



1906-08: un tronçon de la Rue de l'ALZETTE, – elle portera bien vite cette nouvelle dénomination – est recouvert pour intensifier la vie économique de ce que fut déjà l'artère commerciale à l'époque...

Le nouveau grand Pavillon du «Centre médical Ste.-MARIE» 1993-94. Construite en 1920-21, la petite «Clinique Ste. MARIE» fut en service en 1922. Nouvelle construction en 1926, élargie en 1950, l'avant-dernière partie, – le complexe chirurgical et de soins en forme de tour à 7 étages – fut construite en 1966-68 et occupée à partir de l'automne 1972.

construction que l'Entreprise BREGOLI avait réalisée en 1898-99, les programmes culturels étaient essentiellement constitués par du théâtre «type provincial», produit par des troupes semi-professionnelles régionales comme par les associations locales, des conférences encore, de plus rares séances «exploration du monde», projection de films, concerts vocaux et instrumentaux importants, dont la «production» de la IX^e Symphonie de BEETHOVEN, avec le concours de l'Orchestre municipal de METZ et la Chorale municipale mixte «UELZECHT» – 71 voix d'hommes et 21 femmes –, concert sous la direction d'Eugène WEBER, en avril 1960.

Le «Nouveautés-Palace» sacrifié, les travaux de terrassement, de fondation et de construction furent entamés dès l'été 1958, l'avancement des travaux permettant la fête du bouquet fin mai 1960; le gros-oeuvre déjà permettait d'entrevoir une maison de la culture spacieuse, moderne à l'époque, avec certaines restrictions techniques toutefois, impérieusement dictées par l'exiguité relative de la surface au sol, aire de construction à bâtir...

Inauguration: le 26 mai 1962

En présence de LL.AA. RR. la GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE et du PRINCE FÉLIX, comme de 600 Invités, l'inauguration solennelle du nouveau Théâtre put se faire le 26 mai 1962, le programme culturel de la séance académique étant assuré par le Grand Orchestre de Radio-TÉLÉ LUXEMBOURG et la Chorale municipale mixte «UELZECHT».

Ce très bel événement se déroula en présence des Maires des villes étrangères avec lesquelles ESCH avait signé, le matin du même jour, les Chartes de Jumelage, en particulier: PUTEAUX, OFFENBACH, MOEDLING, VELLETRI et SAINT-GILLES, les maires et les délégations desdites villes ayant eu l'après-midi le plaisir de voir une rue du nouveau Quartier de RAEMERICH, à ESCH, porter le nom de chacune de leurs villes, comme en-



core l'inauguration d'une Place publique, appelée «SQUARE BETHNAL GREEN».

Notons que M. Jos WAMPACH fut administrateur-directeur du Théâtre eschois depuis sa création jusqu'en 1985-86, saison à laquelle Guy WAGNER lui succéda à la direction; depuis 1993-94, Philippe NOESEN assume direction et gérance culturelle de l'institut.

Rénovation 1996-97

Selon les souhaits particuliers de l'administrateur Ph. NOESEN, en accord avec le Collège échevinal d'ESCH qui vota un crédit de plus de 100 millions de francs, le Théâtre eschois fait peau neuve en cette année 1996 essentiellement, «prêt» qu'il devrait être en principe pour la reprise des spectacles dès mars 1997, – réouverture impatientement attendue par les nombreux amis.

La grande salle de spectacle sera réaménagée, de même que la scène, la fosse pour orchestre et une partie majeure des installations techniques; les péristyles intérieurs et les espaces réservés aux expositions se trouveront assez généreusement élargis ou restructurés, ce qui se vérifie surtout également pour la nouvelle «Theater-Stiffchen», mieux intégrée, plus accueillante.

La Galerie d'Art de la Ville d'ESCH: 1959

Il convient de souligner que quatre maisons de commerce ou familiales durent être «sacrifiées» et démolies, quand en juillet-septembre 1954, les plans pour le réaménagement du côté Est de la Grand-Rue, – partie comprise entre les Rues de LUXEMBOURG et du Faubourg – furent terminés. Au Coin Rue de LUXEMBOURG et Grand-Rue, le nouvel Hôtel Restaurant «FALSTAFF» fut érigé, gros-oeuvre réalisé du 29 mars au 23 octobre 1955.

Un peu plus tard, une dépendance culturelle du Théâtre eschois allait être construite à la Grand-Rue, jusqu'au Coin Rue du Faubourg: la «Galerie d'Art et d'Exposition municipale», dont la gestion incombe au directeur-administrateur de l'institut culturel majeur de la Ville d'ESCH également.

La Galerie fut officiellement ouverte le 12 avril 1959 –, trois ans avant l'inauguration du nouveau théâtre; depuis, d'excellentes expositions, hautement informatives, plus rarement rétrospectives pour l'oeuvre complète d'un artiste peintre, d'un sculpteur ou d'un photographe y furent montrées, le Théâtre municipal lui-même offrant toujours d'excellentes possibilités pour des expositions tout genre.



D'autres projets majeurs encore...

Début juillet 1996 à ESCH-sur-Alzette, le Secrétaire d'État Georges WOHLFART, Ministère des Travaux publics, et l'Administrateur général – Secrétaire du Ministère des Travaux publics Fernand PESCH ont expliqué à la presse les chantiers et le devenir des grands projets publics actuellement en instance de réalisation au chef-lieu cantonal du Bassin minier. Il s'agit en l'occurrence de réalisations à caractère supra-régional, voire national.

Un nouveau C.N.F.P.C.

C'est ainsi que le «Centre national de Formation professionnelle continue» se trouve actuellement en chantier, nouvelle institution principale dans la lutte contre le chômage, le «recyclage» technique ou la réorientation professionnelle devant devenir règle principale générale et logique au moment où un particulier s'aperçoit que la voie ou la formation professionnelles choisies ne garantissent plus le plein emploi ou l'engagement professionnel tout court à brève échéance, voire à long terme.

Les possibilités de réorientation professionnelle furent réduites, voire très insuffisantes jusque-là au Luxembourg, fâcheuse situation à l'amélioration sensible de laquelle le C.N.F.P.C. doit contribuer efficacement.

5 grandes halles multi-fonctionnelles, dans lesquelles toutes les orientations et possibilités professionnelles seront représentées, constitueront la pièce-maîtresse, le coeur en somme de l'institution: les infrastructures techniques et unités de formation, – entendons machines ou chaînes de production, ateliers ou labs, outillages – permettront une production industrielle moderne, tout comme surtout l'initiation théorique et la formation pratique à de multiples procédés techniques, artisanaux, de commerce ou autres. La formation dispensée aux candidates et candidats sera pratique autant que théorique, des salles de classe ou d'instruction se trouvant jointes aux halles, – les alentours directs étant agrémentés par de généreux plans verts. Généreuses possibilités de parking encore, le nouveau restaurant finalement devant pouvoir accueillir jusqu'à 400 convives.

Comme l'Architecte Paul MULLER l'expliqua, les fondations terminées dès juin 1996 et les travaux avançant au rythme prévu, les halles seraient terminées pour la fin de cette année, le C.N.F.P.C. pouvant être entièrement occupé fin 1997 au plus tard.

Contigus au nouveau Centre, des ateliers complémentaires seront réalisés au profit du Lycée technique d'ESCH-sur-Alzette, la loi correspondante restant à voter toutefois.

Les nouveaux pavillons du grand Hôpital de la Ville d'ESCH



L'Imprimerie ÉDITPRESS Luxembourg, – rue du Canal – où sont journallement imprimés le «Tageblatt» et des publications en tout genre; le Directeur en est Alvin SOLD, qui suivit Jacques F. POOS à ce poste.



... vers la Place »Am BOLTGEN«: unités architecturales réussies et verdure invitent à un séjour délassant, récréateur et d'échange humain



... d'imposantes constructions «à caractère» ont rendu une atmosphère agréable aux nouveaux quartiers et résidences



Une architecture moderne, riche, faisant bon ménage avec les plans verts...

L'imposante réalisation ARBED – «Schlaßbüecht BERWART», projet primé par un concours d'architecture en 1995

Le «Centre intégré pour Personnes âgées»

Le 5 juillet 1995, un incendie majeur détruisit en grande partie la Maison de Retraite eschoise, – «Centre Grande-Duchesse JOSÉPHINE-CHARLOTTE», inauguré le 3 septembre 1966 –, le feu et surtout les eaux d'extinction ayant causé de très importants dégâts en 1995.

Un nouveau projet de loi afférent fixe une rénovation des tracts «récupérables», comme la construction de nouveaux pavillons, d'une unité de réception et d'un restaurant.



Le Ministère de la Famille promeut actuellement la création d'unités résidentielles intégrées pour personnes âgées, plutôt que les maisons de retraite «classiques», réalisées jusqu'à là. Cette nouvelle approche toutefois ne pourra pas être réalisée entièrement au Centre intégré eschois, 160 chambres individuelles, récupérables malgré ledit sinistre, se trouvant installées dans l'ancienne construction, datant des années 1966-75.

Chaque chambre sera néanmoins équipée d'une unité de bain avec douche, comme d'un balcon, des salles de bains communes devant compléter les installations confortables et fonctionnelles.

Dans une première phase, uniquement des personnes physiquement valides seront admises au nouveau centre intégré, de sorte que les soins physiques – cliniques ou gériatriques ne dépasseront pas une mesure-proportion normale. Des personnes, dont l'état physiologique empirerait, pourront toutefois rester pensionnaires audit Centre, où une section du type gériatrique leur garantira soins et bien-être journaliers.

Les promoteurs du projet «Centre intégré» pensent voir les installations prêtes pour la fin 1998, eu égard à l'avancement des travaux, en fin 1996.

... presque une conclusion !

S'il n'est pas sûr que «l'Histoire», – selon un adage littéraire – ait commencé à SUMER, il est bien établi que la grande et riche Histoire de la Sidérurgie et des Mines a connu sa genèse prometteuse à ESCH, – avec les «METZ & Cie», les BRASSEUR et bien d'autres.

Depuis le milieu du siècle dernier et plus particulièrement les années 1869 à 1900, jusqu'au début de ce que l'on pourrait désigner de «crise» sinon de reconversion profonde, la sidérurgie a largement dominé la structure industrielle du Grand-Duché.

Les demandes des industries consommatrices d'acier en effet diminuant entre 1975 et 1987, une concurrence «des plus redou-

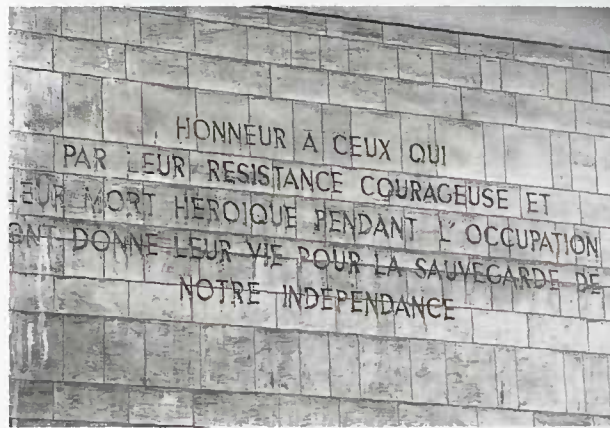
tables des pays nouvellement industrialisés» aidant, on a restructuré et réduit en bien des points.

En 1938, 38 hauts-fourneaux dont 19 à feu, en 1950 pas moins de 32 hauts-fourneaux, parmi lesquels 20 à 26 étaient productifs, finalement encore une trentaine de ces grands fours en 1970, dont 25 en fonction. assuraient une production qui variait entre 2 et 4,8 millions de tonnes d'acier, pour un nombre d'occupés qui dépassait largement les 30.000 personnes dans les années '50 et '60, pour 23.500 en 1970 et quelque 17.700 en l'an 1980. En cette dernière année, il n'y eut plus que 8 hauts-fourneaux à très grande capacité de production, dont 3 à 6 à feu.

Les phases de restructuration et de modernisation avec les procédés de production les plus rapides et les plus performants étaient initiées: 3 hauts-fourneaux en 1990, avec deux à feu, précédaient la nouvelle époque des «aciéries électriques», dont la première fonctionna dès la fin 1991, avec une très grande capacité de production à ESCH-SCHIFFFLANGE: un million de tonnes d'acier haute qualité en coulée continue. Une deuxième aciérie du même type fonctionne à ARBED-DIFFERDANGE depuis l'été 1995, une troisième restant en projet à ARBED-BELVAL-ESCH: capacités 1,4 respectivement 0,75 millions de tonnes d'acier «high standing», le nombre des occupés s'étant établi autour de 7.000 actuellement, ce qui fait toujours ranger ARBED au premier rang des employeurs privés du pays.



Le Monument aux Morts de la Ville, rappelant les victimes du Travail comme ceux des Guerres, haut lieu de recueillement, contigu au Musée National de la Résistance



... résistance à un régime sanglant, – sacrifices suprêmes: la Patrie reconnaissante



Une très riche sculpture: les armoiries urbaines et cantonales. Un nombre majeur de maisons bourgeoises présentaient d'admirables éléments architecturaux, comme la Maison MEDER, promue musée

«Am Bësch», – parages RAEMERICH-ESCH-BELVAUX –, les nouvelles installations sidérurgiques de ARBED-BELVAL furent créées et développées en 1913-18; elles eurent des connexions techniques directes avec les Usines «ESCH/OTH-ARBED» et de «TERRE ROUGE» par voie ferrée, par conduites d'électricité et de gaz, depuis avril 1927.

Sur des décennies, ARBED-BELVAL compta parmi les installations sidérurgiques les plus modernes et les plus performantes d'Europe: 7 trains de laminage performants, les nouveaux hauts-fourneaux «A» et «C» dès 1965, le procédé L.D.-A.C. en 1967. Capacité de production annuelle: 1.200.000 t d'acier à BELVAL, 1.300.000 t à DIFFERDANGE, 700.000 t à ARBED-ESCH-SCHIFFLANGE, DUDELANGE spécialisé dans les «produits plats», un demi-million de tonnes à RODANGE.

Le 1^{er} mai 1953, le Président de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier Jean MONNET avait procédé à une coulée symbolique d'acier à «BELVAL», – ouverture du Marché commun européen des produits sidérurgiques...

Photo: Marcel SCHROEDER



«HESC» 773 – «Ander ESCH» 1592 – «ESCH la mauvaise» en 1700...

– ou «Mauvaisesch», – ESCH la Martyre en 1544, – en 1552, en 1736, puis encore en 1794, ESCH la Courageuse en 1865 à la «naissance» du Bassin minier sidérurgique, – ESCH l'Active en 1890 quand les mines de fer fouillaient les entrailles de la terre –, ESCH la Sportive quand en 1907, «La JEUNESSE de la Frontière» créa son grand club sportif champion à la «HIEHL» – frontière, après que le CS FOLA, «FOotball-and LAwnTennis Club» fût déjà né, première société du genre au pays, – ESCH la Culturelle avec son nouveau Conservatoire de musique, ses Harmonies, la Chorale «UELZECHT» et d'autres, bien plus d'une centaine d'associations soucieuses de concevoir et de gérer intelligemment des loisirs, – ESCH la Syndicale, où le L.A.V., le L.C.G.B., le F.L.A. et l'O.G.B.-L. naquirent et agirent en premier, – ESCH la continuellement Commerciale, Dynamique et Inventive de 1996 encore, – chef-lieu cantonal, Centre humain, à la mesure encore et toujours des hommes, de ces «Minettsdepp» qui l'aiment bien. «ESCH la Nouvelle», appréciée au même titre que tout Luxembourgeois par ailleurs aime LUXEMBOURG, sa capitale...



Les constructions à étages multiples restent belles, «en dialogue», avec le résidant, comme avec le passant



... où de nouveaux et très riches biotopes renaissent.



Le nouveau Conservatoire municipal de musique d'ESCH à l'ancien CASINO-ARBED, 1992-93.

En 1923, une «Coopération des Mélomanes» avait été créée; école de Musique à partir de 1930, au bâtiment Rue de l'Église, qui reçut en ladite année davantage d'élèves que le Conservatoire de la Ville de LUXEMBOURG. Furent Directeurs à ESCH: Alfr. KOWALSKY de 1926 à 1940, Jules SPEDENER de 1940 à 1964, intérimairement relevé par un «Commissaire artistique» nazi pendant la Guerre; Gust. REIMEN de 1964 à 1983-84, où Fred HARLES reprit la direction.

... la pourpre d'or de nos crassiers, fanal lumineux et bouillant d'une ancestrale richesse



- Source: – «Das andere ESCH» – Prof. Jos FLIES – Ein Gang durch seine Geschichte – Imprim. St. PAUL-LUXEMBOURG- 1979.
- Tatsachen zur Geschichte der Stadt ESCH/ALZETTE - 1937 – Impr. KREMER-MULLER, ESCH.
 - AL-ESCH-Déclin et Renaissance du Vieil-ESCH par J. GOEDERT - L.STEIL - P.WEIDIG - 1991-92 Éditions: AL-ESCH.
 - Cartes du Duché de LUXEMBOURG – Emile van der VEKENE – Imp. St.Paul - LUXEMBOURG - 1975
 - ESCH-sur-Alzette - Photos Norbert KETTER – Éd. Claude DIDERICH, ESCH - 1970
 - Publications/anniversaires: Lycée Hubert CLÉMENT, Lycée Technique d'ESCH; Centenaire du Pensionnat Marie-Consolatrice, ESCH/Alzette – Publiés de 1985 à 1995.
 - Carte de Cabinet du Comte de FERRARIS, Éd. Crédit communal de Belgique -Pro Civitate/Bibliothèque Royale de Belgique- 1965.
 - Les voies de communication au Grand-Duché de LUXEMBOURG – Création d'un réseau routier (1839-1880) – Prof. Charles BARTHEL – 1986.
 - Le Grand-Duché de Luxembourg historique et pittoresque – Prof. J-Pierre GLAESENER – Réédition 1985 par Carlo HURY – Editions Paul SCHORTGEN, Esch/Alzette
 - Statistiques diverses: ARBED
 - Archives du Service Information et Presse du GOUVERNEMENT – 1944 à 1996

Notes documentaires

ENSEIGNEMENT

A. Examen de fin d'études secondaires

	Total	Admis	Ajournés	Refusés	Absents	Très bien	Bien
A1	95	86	6	2	1	11	49
A2	291	208	48	29	6	1	84
B	128	114	7	4	3	26	50
C	237	187	18	27	5	23	75
D	164	133	20	10	1	17	62
E	82	56	17	5	4	1	25
F	14	7	3	3	1	2	3
Total	1.011	791	119	80	21	81	348

A. Examen de fin d'études secondaires

	Total	Admis	Ajournés	Refusés	Absents	Très bien	Bien
A1	95	90,5%	6,3%	2,1%	1,0%	12,7%	51,6%
A2	291	71,4%	16,4%	9,9%	2,0%	0,3%	28,8%
B	128	89,0%	5,4%	3,1%	2,3%	22,8%	43,8%
C	237	78,9%	7,5%	11,3%	2,1%	12,3%	40,1%
D	164	81,0%	12,2%	6,1%	0,6%	10,3%	37,8%
E	82	68,2%	20,7%	6,0%	4,8%	1,7%	30,4%
F	14	50,0%	21,4%	21,4%	7,1%	14,2%	21,2%
Total	1.011	78,2%	11,8%	7,9%	2,0%	10,4%	54,2%

Comparatif

* nouveau régime
** ancien régime

	Admis	Ajournés	Refusés	Absents
95/96*	78,20%	11,80%	7,90%	2,00%
94/95*	74,40%	15,50%	7,90%	2,20%
93/94*	79,90%	10,80%	6,40%	2,90%
93/94**	66,20%	19,00%	11,20%	3,60%
92/93**	59,88%	19,27%	16,80%	4,05%
91/92**	59,70%	17,80%	18,50%	4,00%
90/91**	64,50%	18,00%	13,80%	4,70%
89/90**	63,40%	18,10%	14,80%	4,70%

Examen de fin d'études de la formation de technicien

	Admis	Ajournés	Refusés	Mentions	
	Admis	Ajournés	Refusés	Bien	TB
Division mécanique sect. maintenance de syst. méc.	14	2	1	2	0
Division électro-technique sect. électroméc. et énergie	6	7	7	3	0
Division électro-technique sect. communication	27	7	13	14	2
Division génie civil sect. constructions civiles	9	2	0	8	0
Division génie civil sect. architecture	30	7	2	19	4
Division informatique	7	1	1	2	0
Division chimique	1	2		1	
Division hôtelière et touristique	18	1		15	
Division artistique	39	4	0	22	1
Division agricole/horticole	10	1	2	4	
Total	161	34	26	90	7

	Total	Admis	Ajournés	Refusés	Bien	Très bien
95/96	318	161 (50,62%)	34 (10,69%)	26 (8,17%)	90 (28,30)	7 (2,20)
94/95	284	145 (77,54%)	28 (9,85%)	14 (4,92%)	90 (31,69%)	7 (2,46%)
93/94	278	146 (76,43%)	28 (14,65%)	17 (8,90%)	76 (39,79%)	11 (5,76%)
92/93	319	154 (67,54%)	51 (22,36%)	13 (5,70%)	92 (40,35%)	9 (3,94%)
91/92	287	128 (64,43%)	51 (25,63%)	20 (20,05%)	82 (64%)	6 (4,7%)
90/91	181	102 (56,30%)	57 (31,40%)	22 (12,10%)	-	-
89/90	166	113 (68,00%)	44 (26,70%)	9 (5,30%)	-	-
88/89	135	88 (65,20%)	32 (23,70%)	15 (11,10%)	-	-
87/88	106	66 (62,30%)	23 (21,70%)	17 (16,00%)	-	-

* * *

Examen de fin d'études secondaires techniques

1. Division: enseignement technique général

				Mentions	
	Admis	Refusés	Ajournés	Bien	TB
LTE	6	3	3	2	
LTAM	12	10	3	4	
LTC	10	5	3	4	
LTML	10	11	5	2	2
LN	8	2	1	2	
LTMA	-	-	-	-	-
LTÉtt.	3	6	1	-	-
TOTAL	48	38	16	14	2
En %	47,0%	37,3%	15,7%		

	Total	Admis	Ajournés	Refusés
95/96	102	48 (47,0%)	16 (15,7%)	38 (37,3%)
94/95	97	61 (61,6%)	13 (13,2%)	23 (23,3%)
93/94	70	44 (61,1%)	9 (12,5%)	17 (23,6%)
92/93	71	47 (65,30%)	9 (12,50%)	15 (20,80%)
91/92	96	57 (59,40%)	19 (19,80%)	20 (20,80%)
90/91	130	74 (37,90%)	30 (23,10%)	26 (20,00%)
89/90	141	63 (44,70%)	39 (27,60%)	39 (27,60%)
88/89	131	50 (38,20%)	41 (31,30%)	40 (30,50%)
87/88	139	57 (41,00%)	39 (28,10%)	43 (30,90%)

2. Division: administrative et commerciale

				Mentions	
	Admis	Refusés	Ajournés	Bien	TB
LTE	25		15	16	5
LTECG	93	43	33	47	6
LTML	29	7	5	17	1
LTÉtt.	26	5	5	14	3
LN	21	3	4	13	4
LTECHT.	11	1	4	7	
Enseignement privé	34	4	4	13	3
TOTAL	239	63	70	127	22
En %	64,2%	16,9%	18,9%		

	Total	Admis	Ajournés	Refusés
95/96	372	239 (64,2%)	70 (18,9%)	63 (16,9%)
94/95	335	221 (65,97%)	48 (14,32%)	66 (19,70%)
93/94	362	261 (70,30%)	50 (13,40%)	51 (13,40%)
92/93	342	166 (46,20%)	92 (25,60%)	84 (23,40%)
91/92	372	184 (47,40%)	101 (26,20%)	87 (22,40%)
90/91	345	151 (43,76%)	116 (33,64%)	78 (22,60%)
89/90	354	200 (55,40%)	92 (25,48%)	62 (17,17%)
88/89	384	169 (49,00%)	110 (28,60%)	105 (27,40%)
87/88	379	156 (41,60%)	59 (15,60%)	164 (43,30%)

La rentrée scolaire 1996/97

1. Les chiffres

Nombre d'élèves

Préscolaire:	10.005
Primaire:	28.972
Secondaire classique:	9.118
Secondaire technique:	15.502
Supérieur:	2.152

On constate une augmentation sensible du nombre de jeunes scolarisés dans le primaire au cours des dernières années. Les classes d'âge sont actuellement de 5.000, alors qu'elles étaient de 4.000 au début des années 90. À terme, cette évolution touchera le postprimaire.

Les enseignants

Le nombre définitif ne peut pas encore être arrêté. En 1995/96, celui-ci était le suivant:

Préscolaire et primaire: 2.882 dont 429 non brevetés;

Secondaire et Second. Technique: 2.839 dont 349 non brevetés.

2. L'organisation scolaire

Enseignement primaire

Le rapport de l'inspection fait état d'une rentrée scolaire qui s'est passée dans le calme et dans la sérénité, sans accrocs notables.

Enseignement postprimaire

Le bilan ne peut pas encore être établi de façon officielle, mais les informations qui parviennent au ministère font état de beaucoup moins de problèmes lors de la mise en place de l'organisation scolaire.

3. Les nouveautés entrant en application à la rentrée 96/97

Réforme des modalités du passage primaire-postprimaire

Toutes les initiatives nécessaires ont été mises en place. La formation et l'information de toutes les parties concernées est en cours.

Remodelage du cycle supérieur de l'ES

Conformément au programme gouvernemental, la réforme de l'enseignement secondaire classique sur la base de la loi afférente de 1989 a été soumise à une évaluation. Les corrections nécessaires entrent en application pour les classes de 4^e et 2^e.

Nouveaux critères de promotion dans le cycle inférieur de l'EST

Les nouveaux critères – dont le principe sera arrêté également pour le secondaire classique au cours de cette année – permet de lutter contre l'échec scolaire et valorise le travail régulier.

Critères de promotion partiellement changés aux examens de fin d'études de l'ES et de l'EST

Toujours dans le contexte de l'évaluation des réformes, des modifications ont été ou seront apportées aux critères de réussite aux examens de fin d'études. Le principe de la compensation de certaines faiblesses par des moyennes générales supérieures à la moyenne est renforcé dans l'optique d'inciter les élèves au travail. Il est à souligner que dans le secondaire technique, une moyenne générale de 45 points peut dans certaines circonstances suffire à la réussite à l'examen.

4. État des lieux concernant les infrastructures

- Lycée de garçons d'ESCH-sur-ALZETTE

La dernière phase des travaux, à savoir la réhabilitation de l'ancien bâtiment, est achevée.

Les infrastructures louées auprès de l'Arbed SCHIFFLANGE qui abritaient provisoirement 5 classes du lycée ont été mises à disposition du Lycée technique pour Professions de Santé, Centre de formation d'ESCH-sur-ALZETTE.

- Mise en place d'installations provisoires

Pour l'actuelle rentrée scolaire, l'Administration des Bâtiments Publics vient d'installer 28 salles préfabriquées sur les sites suivants:

Emplacement	Nombre	Motif
KIRCHBERG (à proximité de l'IST)	6	Au profit du Lycée technique du Centre Augmentation du nombre d'élèves Réorganisation de l'enseignement modulaire Résiliation du bail de deux salles de classe de la rue Henri VII
Athénée	6	Augmentation du nombre d'élèves de l'enseignement secondaire des lycées de la Capitale, mise en place de mesures de sécurité au troisième étage
PÉTANGE	6	Augmentation du nombre de classes Résiliation du bail concernant 2 ateliers de LAMADELAINE et 2 d'OBERCORN
Lycée technique de BONNEVOIE	6	Abandon de deux salles préfabriquées de l'annexe de l'avenue du X Septembre (suite à des réclamations des voisins) Augmentation du nombre d'élèves réorganisation de l'enseignement modulaire Abandon partiel des locaux de l'école de HOLLERICH
Collège Vauban	4	Augmentation du nombre d'élèves du préscolaire Démarrage de la première classe de l'enseignement primaire

Déplacement de deux salles préfabriquées du Lycée classique de DIEKIRCH et de deux autres de l'annexe de l'avenue du X Septembre à LUXEMBOURG vers l'annexe du Lycée classique de DIEKIRCH à MERSCH.

Programme d'action 96/97

Mise en oeuvre des lois votées récemment

- Loi sur l'enseignement supérieur: il importe de s'assurer que cette mise en

oeuvre soit déterminée par des critères de qualité. La coopération étroite enseignement-recherche s'impose. Dans ce contexte la mise en place d'une plate-forme de coopération a été décidée;

- Loi sur la maîtrise: les travaux de préparation pour la mise en oeuvre sont en cours;
- Loi sur les professions de santé: malgré les initiatives d'urgence déjà prises, des problèmes subsistent quant à la faisabilité d'une formation professionnelle de

qualité, à une maîtrise budgétaire ainsi qu'à la pléthore de candidats pour cette formation.

Finalisation de réformes se situant à un stade de préparation avancé et/ou exigeant la préparation d'un projet de loi

- **Loi cadre sur la formation continue;**
- **Institutionnalisation de l'encadrement psycho-socio-pédagogique des demandeurs d'emploi, jeunes et adultes, y compris la coordination entre CPOS, ALJ, CFPC et ADEM;**
- **Réforme de l'ISERP** à laquelle est liée la réforme de la formation des enseignants du préscolaire et du primaire;
- **Réforme de la loi 1912**, notamment en ce qui concerne l'éducation religieuse et la formation morale et sociale ainsi que la définition de l'autorité scolaire;
- **Réforme du stage pédagogique** qui devrait entrer en application à la prochaine rentrée;
- **Le statut des chargés d'éducation** (act. chargés de cours);
- **Définition de l'autonomie des établissements** et mise en application d'une première étape et/ou de projets pilotes;
- **Évaluation des 40 Mesures d'Intégration** en collaboration avec tous les partenaires concernés. Le pilotage de l'évaluation se fait par une Task Force qui comprend tous les partenaires concernés; développement de l'accueil dans le préscolaire à partir de 3 ans; promotion de cours de luxembour-

geois pour les mères de nationalité étrangères;

- **Mesures visant une meilleure compatibilité entre activités sportives/artistiques et l'école.** Pour ce projet, qui a déjà fait l'objet d'un échange de vues avec le COSL, le contact a été établi avec le Ministère des Sports en vue d'une étroite collaboration.

Contrat scolaire, partenariat, conseil d'éducation, droits et devoirs des associations de parents d'élèves et des associations des élèves;

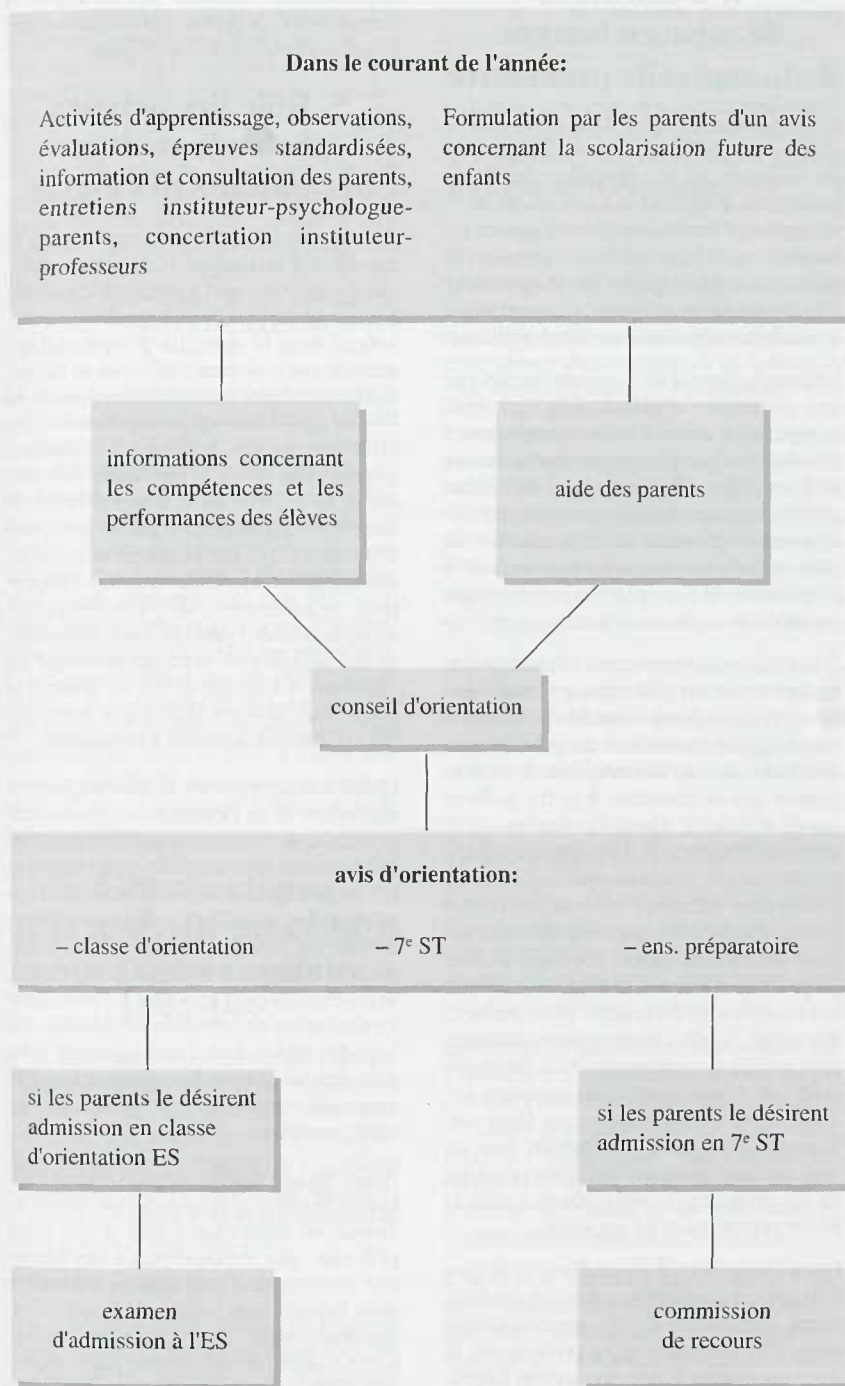
- **Projet «Nouvelles Technologies»** mis en oeuvre par une Task Force sur la base d'un document d'orientation présenté à la Chambre dans le contexte du débat sur les TIC;
- **Mise en place de centres de ressources pour le théâtre scolaire et l'éducation artistique** à l'ISERP;
- **Projet «Indicateurs»:** Dans le but de disposer d'une base de connaissance pertinente et rigoureuse sur les données essentielles de notre système éducatif ainsi que sur le coût et sur certains aspects de la qualité de l'enseignement qui est dispensé aux différents paliers, le MENFP a confié au SCRIPT la tâche de réaliser, en collaboration avec les autres services un système d'indicateurs éducatifs sous la forme de statistiques qui fournissent des renseignements sur les résultats et les performances du système scolaire, à l'instar de ce qui se fait dans tous les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE.

L'objectif de ce projet est d'une part de rendre disponible un ensemble cohérent de données statistiques, susceptibles de faciliter la prise de décisions politiques, administratives et pédagogiques, et, d'autre part de nous mettre en mesure de mieux répondre aux demandes d'informations d'organismes nationaux (chambres professionnelles, administration de l'emploi, STATEC) et internationaux (Commission Européenne, OCDE, UNESCO);

- **Étude sur le flux des élèves** (cartes scolaire éventuellement). Cette étude, dont l'objectif est aussi le développement d'un nouveau concept concernant la répartition entre les établissements des différentes voies scolaires ou de formation, exige un travail de professionnel spécialisé et une coopération étroite entre les Ministères de l'Éducation et de la Formation Professionnelle, des Bâtiments publics, du Transport et de l'Aménagement du territoire;
- **Révision de la méthodologie à mettre en oeuvre** lors de la planification des besoins en personnel enseignant;
- **«École de la seconde chance»** sous forme de cursus spéciaux et accélérés offerts dans les lycées techniques aux jeunes qui ont des difficultés d'insertion professionnelle.
- **La deuxième voie de qualification** exige aussi une réforme fondamentale afin qu'elle attire un nombre beaucoup plus grand de personnes obligées de se former «tout au long de la vie».

Nouveautés pédagogiques et administratives entrant en application à la Rentrée scolaire 96/97

I. Schéma de la nouvelle procédure de passage



Le «Dossier-ressource à l'attention des institutrices et des instituteurs de la sixième année d'études» explicite la «Mise en oeuvre de la nouvelle procédure de passage de la sixième année d'études primaires vers une classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique ou vers la classe d'orientation de l'enseignement secondaire», comme certaines innovations et recherches pédagogiques.

2. Les raisons du changement

Jusqu'à présent, le Luxembourg restait le seul pays de l'Union Européenne où le passage de l'enseignement primaire vers l'enseignement postprimaire était strictement réglementé par un examen d'admission, à l'exception de l'accès au régime préparatoire et à la classe de 7^e préparatoire de l'enseignement secondaire technique, c'est-à-dire l'ancien enseignement complémentaire qui était considéré comme étant la suite de l'enseignement primaire.

Même si cet examen avait objectivement perdu en grande partie son caractère sélectif avec près de 80% de réussite, il avait des effets négatifs sur l'enseignement primaire. En fondant l'accès à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire et la classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique sur des épreuves qui prennent en compte un nombre réduit de performances, l'examen d'admission, par la pression qu'il exerçait sur les programmes effectifs de l'enseignement primaire, définissait les objectifs de cet enseignement d'une manière trop restrictive et empêchait la réalisation de l'ensemble des objectifs pédagogiques prévus par le plan d'études. En effet, d'une part, le temps qui était consacré à la préparation d'épreuves qui portaient sur des performances limitées n'était pas disponible pour le travail pédagogique en profondeur et d'autre part, les résultats obtenus à la suite d'une préparation intense d'un éventail très circonscrit d'épreuves faussaient l'image que les élèves donnaient de leurs compétences.

L'idée même de focaliser uniquement sur un examen l'évaluation décisive pour l'évolution scolaire des enfants est contraire aux conclusions qui se dégagent de la recherche européenne sur le processus d'apprentissage qui s'efforce de considérer l'enfant dans sa globalité et dans son devenir.

D'autre part, vu l'important taux d'échec dans la division inférieure de l'enseignement secondaire classique ainsi que dans le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, cet examen apparaissait comme un outil peu efficace pour orienter les élèves vers la filière qui leur convenait le mieux, selon leurs compétences et leurs aspirations. En effet, l'examen dirigeait vers l'enseignement secondaire un nombre relativement important d'élèves qui, au moment de leur entrée dans une classe de 7^e, n'avaient pas développé les capacités et les attitudes qui leur permettaient de tirer profit de l'enseignement qui y est dispensé, malgré l'effort de l'ensemble de la communauté des enseignants d'adapter cet enseignement à un plus grand nombre d'élèves. Une partie relativement importante de la population scolaire était ainsi réorientée vers l'enseignement secondai-

re technique sur la base d'un constat d'échec. Une telle manière de procéder est préjudiciable à la fois à la représentation qu'ont les élèves d'eux-mêmes et à l'image qui en résulte de l'enseignement secondaire technique.

3. Les objectifs du changement

La modification de la procédure de passage de l'enseignement primaire vers l'enseignement postprimaire s'inscrit dans un processus à moyen et à long terme qui vise les objectifs suivants:

– Établir une plus grande convergence et une plus grande continuité entre l'enseignement primaire et l'enseignement postprimaire sur la base des objectifs et méthodes du plan d'études de 1989 de l'école primaire et des défis de la société de l'information et de la communication.

– Réduire la pression exercée par les modalités de passage actuelles sur les activités de la 6^e année d'études primaires et permettre ainsi aux enseignants et aux élèves de poursuivre en toute sérénité les objectifs d'apprentissage, tels qu'ils sont définis par le plan d'études. L'école primaire ne doit pas préparer à une épreuve, mais elle doit contribuer à l'épanouissement aussi large que possible des capacités et des personnalités de tous les élèves qui lui sont confiés.

– Réduire l'effet de la sélection par l'échec et diriger les élèves vers la classe de septième qui leur offre les plus grandes chances d'un développement positif, tout en les aidant à adapter leur projet personnel à leurs capacités.

– Développer une orientation positive en fondant le passage vers l'enseignement postprimaire sur une meilleure connaissance de l'élève, donc sur une information aussi large que possible des facteurs suivants:

- * le processus d'apprentissage à l'école primaire et le développement de chaque élève en 5^e et 6^e années d'études;
- * les dispositions, intérêts et aspirations des élèves;
- * les compétences effectives des élèves constatées sur un vaste éventail de performances.

– Préparer les enseignants à de nouvelles pratiques d'évaluation qui tiennent mieux compte des aspects essentiellement qualitatifs des compétences et du processus de développement.

En déléguant la décision d'admission à des épreuves, l'examen d'admission ne favorisait pas la communication entre les enseignants. Des sondages ont montré que les enseignants souhaitent pourtant le dialogue dans le but de réduire la rupture entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire et secondaire technique. Afin de

faciliter l'orientation des élèves dans le sens d'une plus grande continuité des apprentissages, la communication entre enseignants des différents niveaux sur les potentialités et les préoccupations des élèves, institutionnalisée dans la procédure d'orientation, devra être développée et approfondie.

4. Conditions de mise en oeuvre de la nouvelle procédure

Pour atteindre les objectifs exposés dans le chapitre qui précède, l'examen d'admission est remplacé par une procédure qui fonde la décision d'admission à une classe de 7^e sur un avis d'orientation portant sur une information plus large sur les compétences et les attitudes développées par chaque élève à la fin du cursus primaire ainsi que sur la dynamique individuelle de développement.

Le remplacement de l'examen actuel par une procédure d'orientation, qui tient compte de l'ensemble des compétences développées par l'enseignement primaire et à moduler en fonction de la filière postprimaire envisagée, permettra à l'enseignement primaire de mieux réaliser la diversité de ses missions par rapport à l'ensemble de la population scolaire qui est en droit d'y trouver son compte.

Il faut cependant se rendre à l'évidence que malgré toutes les précautions et améliorations, pour un certain nombre d'élèves, il sera toujours hasardeux de prendre une décision claire sur la seule base de l'information qui se constitue à la fin de la 6^e année d'études. Dans la mesure où le pronostic porte sur les capacités d'apprentissage et le développement futur de l'élève dans un milieu nouveau, un certain facteur d'insécurité subsiste toujours, et aucune décision ne saurait s'arroger le droit de prononcer une orientation définitive et irrévocable vers un ordre d'enseignement déterminé. À cela s'ajoute que ces décisions sont prises à un moment où l'élève est sujet à des bouleversements importants liés à son entrée dans l'adolescence. Dans cette perspective, des réorientations dans un sens ou dans l'autre doivent rester possibles en fonction des résultats obtenus dans la filière postprimaire en question.

Dans l'immédiat, il s'agit d'ouvrir la voie à des développements nouveaux qui facilitent, sur la base d'une communication entre les instituteurs et les professeurs, la mise en oeuvre d'une orientation formative, c'est-à-dire fondée sur le développement des compétences des enfants, dans la continuité du plan d'études de l'école primaire et des objectifs des différentes filières de l'enseignement postprimaire. Par ailleurs, il importe que l'école luxembourgeoise donne aux élèves les moyens d'exploiter le potentiel pédagogique des nouveaux médias, face au défi de la société de l'information et de la communication qui se développe.

Il est clair que dans la perspective énoncée plus haut, la recherche commencée sur le développement des compétences des élèves doit être continuée et que des efforts sensibles doivent être investis dans l'accompagnement de la mise en oeuvre de la nouvelle procédure, sur le plan du développement de l'innovation, sur le plan de la formation continue des enseignants concernés et sur le plan de l'évaluation des effets des nouvelles dispositions.

5. Rôle des acteurs professionnels et des parents des élèves

Par rapport à l'ancienne procédure où le travail de l'instituteur et de l'institutrice consistait avant tout à préparer les élèves à un examen, ce rôle change fondamentalement dans la nouvelle perspective qui accorde une importance décisive au travail, au comportement et au développement de l'élève dans l'enseignement primaire. En effet, dans ce cas de figure, l'instituteur, qui est celui qui a la meilleure connaissance de l'élève qu'il s'agit d'orienter, intervient directement dans le processus d'orientation, ce qui lui donne une responsabilité différente. Dans la même perspective, le professeur de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, qui était celui qui proposait les questions d'examen et qui en assurait la correction, devra accepter que cette responsabilité soit accordée à l'instituteur.

Quant aux professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, ce sont eux qui détiennent les informations concernant les programmes et les usages de la structure d'accueil et qui peuvent donc équilibrer la décision en fonction de ces critères externes à l'école primaire. De plus, si le dialogue se développe, le professeur peut apporter à l'instituteur l'information en retour sur l'évolution scolaire des élèves dans l'enseignement postprimaire. En ce sens, le professeur a un rôle important et nouveau à jouer dans la nouvelle procédure.

Ainsi, malgré le rôle central et décisif attribué à l'instituteur, la nouvelle procédure ne saurait se fonder sur l'avis d'une seule personne; elle implique plutôt une démarche commune d'une équipe éducative dans laquelle sont impliqués l'instituteur, des professeurs, un psychologue scolaire. Cette équipe est coordonnée par l'inspecteur d'arrondissement qui dispose à la fois d'une bonne connaissance du contexte local et d'un certain recul par rapport à celui-ci et qui peut assumer un rôle de médiateur dans la communication entre les divers acteurs.

Cependant, les décisions relatives au passage de l'enseignement primaire vers le postprimaire ne peuvent rester l'affaire des spécialistes de l'école. Il est vrai d'un côté que les décisions des enseignants qui sont

prises dans le meilleur intérêt de l'élève doivent tenir compte des aspirations des ces derniers. D'autre part, aucune procédure, quelle que soit la qualité du processus et des intervenants, ne peut ignorer la volonté parentale qui, dans le contexte de l'ancienne procédure, s'exprimait par le choix de l'examen auquel était inscrit l'enfant. Il est vrai que, dans l'ancien système, l'autorité parentale connaissait des restrictions importantes dans la mesure où l'admissibilité aux examens était subordonnée à la réussite de la 6^e année d'études primaires et où l'admission à une classe de 7^e se faisait exclusivement sur la base de la réussite aux examens. Néanmoins, dans la mesure où la décision d'admission à une classe de 7^e ne sera plus assujettie à la régulation par une épreuve nationale à laquelle les parents avaient la possibilité d'inscrire leur enfant, il faut retracer le cadre dans lequel s'exerce la volonté parentale.

La nouvelle procédure accorde une place explicite à la demande des parents tout en permettant à l'école de prendre ses responsabilités. Pour permettre aux parents de formuler une demande compatible avec les possibilités réelles de l'enfant, il sera nécessaire de renforcer les structures actuelles de consultation et d'accorder une plus grande importance au rôle de l'instituteur qui informe régulièrement les parents des progrès accomplis par les enfants. L'accompagnement par un psychologue scolaire doit également être garanti. En dernier ressort, la volonté parentale ne peut constituer un droit absolu, l'école doit avoir la possibilité d'assumer ses responsabilités dans l'intérêt de l'élève et de la justice scolaire.

6. Grandes lignes de la nouvelle procédure pour l'année scolaire 1996-1997

6.1.- La nouvelle procédure prévoit que l'admission à une classe de l'enseignement préparatoire de l'enseignement secondaire technique, à la classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique ou à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire se fera sur la base d'un avis d'orientation fondé sur les critères suivants:

- l'avis des parents;
- la synthèse des observations de l'instituteur-titulaire de la sixième année d'études primaires par rapport au développement des compétences de l'élève en français, allemand et mathématiques ainsi que dans les activités pratiques, artistiques, techniques et scientifiques;
- les notes des bulletins des trois trimestres de la sixième année d'études primaires;
- les résultats à des épreuves standardisées à organiser dans le courant de la sixième année d'études primaires;

- le bilan des compétences transversales dressé par un psychologue en collaboration avec l'instituteur-titulaire de la classe.

Les élèves admis à l'enseignement préparatoire de l'enseignement secondaire technique seront scolarisés, sur décision du lycée technique d'accueil, soit dans une classe de 7^e préparatoire, soit dans une classe modulaire du régime préparatoire.

Un redoublement de la sixième année d'études primaires est possible seulement dans des cas exceptionnels, sur décision de l'instituteur-titulaire et avec l'accord de l'inspecteur d'arrondissement.

6.2.- Les élèves bénéficiant d'un avis d'orientation vers la classe de 7^e secondaire technique et dont les parents demandent une admission à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire sont admis à cette classe d'orientation, s'ils subissent avec succès un examen d'admission.

Une commission de recours statue, après avoir entendu l'inspecteur d'arrondissement concerné, sur les cas qui lui sont soumis par les parents des élèves bénéficiant d'une orientation vers une classe de l'enseignement préparatoire et qui demandent une admission à la classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique.

À la demande des parents, tout élève qui bénéficie d'un avis d'orientation vers la classe d'orientation de l'enseignement secondaire peut être inscrit à une classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique.

7. Le conseil d'orientation

Pour chaque classe de sixième année d'études primaires, il est créé un conseil d'orientation qui élabore et formule, pour chaque élève, un avis d'orientation selon les critères définis plus haut.

Le conseil d'orientation est présidé par l'inspecteur d'arrondissement et comprend en outre l'instituteur titulaire de la 6^e année d'études, le psychologue qui a dressé le bilan des compétences transversales des élèves ainsi qu'un professeur de l'enseignement secondaire et un professeur de l'enseignement secondaire technique.

L'instituteur titulaire d'une classe de 6^e année d'études est l'instituteur ou l'institutrice qui assure l'essentiel de l'enseignement dans cette classe. L'instituteur-titulaire se concert avec les autres intervenants de la classe pour dresser les différents bilans. Au cas où deux instituteurs se partagent l'enseignement dans une classe en raison d'une mi-tâche chacun, les deux instituteurs sont considérés comme titulaires de la classe en question.

L'inspecteur d'arrondissement et l'instituteur-titulaire font partie d'office du conseil d'orientation. Le psychologue ainsi que les professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique

sont nommés par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

8. Modalités d'orientation

8.1.- Les inspecteurs de l'enseignement primaire coordonnent l'ensemble des opérations d'orientation dans le cadre des arrondissements dont ils ont la charge. Ils convoquent le conseil d'orientation en réunion finale et, si nécessaire, en union préparatoire. Les interventions des psychologues sont coordonnées par le CPOS, en collaboration avec les inspecteurs concernés. Les professeurs qui sont membres du conseil d'orientation se concertent avec l'instituteur-titulaire avant la réunion finale de ce conseil.

8.2.- Les instituteurs informent régulièrement les parents des progrès de leurs enfants dans le but de les mettre en mesure de formuler un avis relatif à la scolarisation future qui tient compte des capacités et des intérêts de l'élève. Les parents sont entendus par l'instituteur-titulaire et le psychologue afin d'exprimer leur avis avant la réunion dans laquelle le conseil d'orientation émet son avis.

8.3.- L'instituteur-titulaire observe les comportements d'apprentissage des élèves par rapport à un ensemble de compétences en mathématiques, en français et en allemand ainsi que dans d'autres domaines tels que les activités pratiques, artistiques, techniques et scientifiques. Il établit la synthèse de ses observations en vue de l'élaboration de l'avis d'orientation.

Deux épreuves standardisées sont organisées en français, en allemand et en mathématiques dans toutes les classes de sixième année d'études. Ces épreuves sont les mêmes pour tous les élèves. Elles sont administrées et corrigées par les instituteurs concernés selon des consignes communes. Les réponses des élèves sont traitées statistiquement dans le respect de l'anonymat de ces derniers par une cellule d'évaluation désignée par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et l'information qui résulte de ce traitement est retournée à l'instituteur concerné.

L'instituteur-titulaire communique aux membres du conseil d'orientation l'information relative à chaque élève concernant l'avis des parents, la synthèse des observations quant au développement des compétences, les notes des bulletins et les résultats aux épreuves standardisées.

8.4.- Le psychologue procède, en collaboration avec l'instituteur-titulaire de la classe, au recueil de l'information concernant les compétences transversales des élèves. Il communique aux membres du conseil d'orientation l'information concernant ces compétences.

8.5.- Lors de sa réunion finale, le conseil d'orientation émet un avis d'orientation

pour chaque élève. Pour faciliter le travail du conseil d'orientation, l'instituteur-titulaire établie pour chaque élève de sa classe une feuille d'information contenant la synthèse des cinq critères d'orientation présentés à l'article 1^{er} du règlement y relatif.

En cas de désaccord entre les membres du conseil d'orientation, l'avis est émis à la majorité des voix. Au cas où un conseil d'orientation comprend deux instituteurs-titulaires qui se partagent l'enseignement d'une même classe de sixième année d'études en raison d'une demi-tâche chacun, l'avis commun des deux titulaires compte pour une voix.

Si aucune majorité n'est réalisée dans le conseil d'orientation, la voix de l'instituteur est prépondérante.

8.6.— L'avis d'orientation émis par le conseil d'orientation est documenté par écrit et est remis aux parents par l'instituteur-titulaire au plus tard le 20 juin de l'année scolaire.

9. Examen d'admission à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire

9.1.— L'examen d'admission à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire pour les élèves qui bénéficient d'un avis d'orientation vers la classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique et dont les parents souhaitent une admission à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire aura lieu au début du mois de juillet de l'année scolaire.

Les parents qui désirent y inscrire leurs enfants doivent présenter leur demande au Ministère pour le 25 juin au plus tard.

Les demandes doivent être accompagnées d'une copie du bulletin de la 6^e année d'études primaires ainsi que de l'avis d'orientation. Ces copies doivent être certifiées conformes par l'instituteur.

9.2.— L'examen se fait par écrit et porte sur les trois branches suivantes: français, allemand, mathématiques. Toutes les épreuves portent sur les matières du programme des 5^e et 6^e années d'études primaires.

L'examen est commun à tous les lycées ainsi qu'à tous les lycées techniques auprès desquels est organisée la division inférieure de l'enseignement secondaire.

Il est nommé une commission d'examen unique pour toutes les épreuves, indépendamment des établissements d'enseignement dans lesquels ont lieu les épreuves.

9.3.— Toutes les épreuves sont cotées sur un maximum de soixante points.

Pour les branches comportant plusieurs épreuves, la note d'examen est égale à la

moyenne arithmétique, arrondie à l'unité supérieure, des notes obtenues dans les différentes épreuves.

Une note d'examen est suffisante, si elle est supérieure ou égale à trente points; elle est insuffisante si elle est inférieure à trente points.

Sont admis à la classe d'orientation de l'enseignement secondaire les élèves ayant obtenu un total des notes d'examen égal ou supérieur à 110 points et des notes suffisantes dans les trois branches.

10. Recours en vue de l'admission à la classe de 7^e de l'enseignement secondaire technique

Les parents des élèves qui n'acceptent pas l'avis d'orientation vers l'enseignement préparatoire pourront s'adresser à une

Commission de recours au Ministère jusqu'au 25 juin de l'année.

Cette commission qui est composée de responsables et d'enseignants de l'enseignement secondaire technique statue après avoir entendu l'inspecteur de l'arrondissement concerné.

Division supérieure de l'enseignement secondaire

I. Modifications portant sur la classe de quatrième

1. En classe de quatrième (et en classe de troisième), une option de préspecialisation, dont le programme sera déterminé par l'établissement et soumis à l'approbation du Ministre, s'ajoute aux nombres des options de préspecialisation offertes d'après l'ancienne grille.

2. En classe de quatrième, la physique et la chimie formeront une seule branche dénommée «sciences physiques et chimiques».

Tableau de promotion



RÉGIME TECHNIQUE

RÉGIME DE TECHNICIEN

RÉGIME PROFESSIONNEL

- Pour être admis de la 9^e théorique au régime technique, de la 9^e polyvalente au régime de technicien, de la 9^e pratique à certaines sections du régime professionnel, l'élève doit avoir un bilan de 40 points ou des moyennes de 40 points dans les branches fondamentales pour la section qu'il souhaite suivre.
- Pour être admis de la 9^e modulaire aux sections menant au CATP l'élève doit avoir réussi tous les modules.
- Il peut arriver qu'un élève ne soit pas admis dans la formation que lui ou ses parents souhaitent.
Si l'élève a obtenu une note profil de 5 ou 6 points, ses parents peuvent demander que l'élève soit admis à un test d'aptitude.

9^e THÉORIQUE

9^e POLYVALENTE

9^e PRATIQUE

9^e MODULAIRE

8^e THÉORIQUE

8^e POLYVALENTE

8^e MODULAIRE

7^e SECONDAIRE
TECHNIQUE

7^e PRÉPARATOIRE

7^e MODULAIRE

3. En classe de quatrième, le coefficient de la quatrième langue est porté à 2. Une note insuffisante non compensable dans la quatrième langue vivante donne donc lieu à un ajournement, aussi bien en classe de quatrième qu'en classe de troisième.

II. Modifications portant sur la classe de deuxième

1. Les options seront enseignées à raison de deux leçons hebdomadaires et s'adresseront, à l'exception des options «mathématiques pour la section A1» et «approche pluridisciplinaire des sciences pour les sections B et C» indifféremment aux élèves de première et de deuxième. Une option d'approfondissement «italien/espagnol», destinée aux élèves des sections A2, B, C, D, E, F ayant étudié une de ces deux langues en classe de quatrième et de troisième, est ajoutée, de même que deux options dont le programme est déterminé par l'établissement et soumis à l'approbation du Ministre.

2. En section E, la leçon de chimie de la classe de première est transférée en classe de deuxième.

3. En classe de deuxième, section A2, enseignement classique, le latin sera une langue à option, au même titre que les langues allemande, anglaise et française.

4. En section A1 en classe de deuxième, enseignement moderne, un cours d'une leçon hebdomadaire d'éducation musicale (même cours que pour la section E) est ajouté.

Les nouvelles mesures

L'attitude de l'élève face au travail est prise en compte dans les notes.

À la fin du trimestre, chaque professeur évalue la préparation des devoirs à domicile, la participation au travail en classe, le soin apporté à la correction des fautes. C'est la note-profil. À la fin de l'année, le conseil de classe se base sur les notes-profil pour ajouter 6 à 0 points à la moyenne générale. C'est le bilan. Exemple: Moyenne générale des branches 36 + note-profil 4 = bilan 40.

Plus le bilan est élevé, plus les chances de réussite sont grandes.

Il existe à chaque niveau plusieurs voies pédagogiques adaptées aux capacités des élèves. Il s'agit des voies théorique, polyvalente, pratique et modulaire. Avec des notes suffisantes dans toutes les branches de promotion*, l'élève progresse dans la même voie pédagogique. Avec un bilan de 50 points il est admis dans une voie pédagogique plus exigeante. Avec un bilan de 45 points il progresse dans la même voie pédagogique et il n'est pas tenu

compte d'éventuelles notes insuffisantes. Avec un bilan de 40 points il peut compenser.

Dans la voie modulaire, un module est réussi, si l'élève a obtenu 60% des points. L'élève qui réussit rapidement ses modules est admis dans une voie pédagogique plus exigeante.

La compensation permet d'être admis malgré une faiblesse.

Une seule note insuffisante dans une branche de promotion peut être compensée, si elle n'est pas inférieure à 25 et si le bilan est 40. L'élève qui a compensé est admis, mais ses difficultés n'ont pas disparu et risquent de lui causer des problèmes l'année suivante. C'est pourquoi, s'il compense en mathématique, allemand ou français, son professeur lui donne une répétition à faire pour la rentrée.

Le travail de vacances remplace l'ajournement traditionnel.

L'élève qui ne peut pas compenser sa note insuffisante doit faire un travail pour combler ses lacunes. Il peut répartir ce travail sur les 8 semaines de vacances et travailler à son rythme. À la rentrée, une commission vérifie s'il a bien réalisé le travail. Si ce n'est pas le cas, l'élève est admis dans une voie pédagogique moins exigeante.

Les élèves en difficulté doivent redoubler moins souvent.

Si un élève a des notes insuffisantes dans 2 branches de promotion ou s'il n'a pas bien réalisé son travail de vacances, il ne peut pas continuer dans la même voie pédagogique.

En classe de 7^e, le conseil de classe décide de le faire redoubler ou de le faire progresser dans une voie pédagogique moins exigeante. Si par la suite, il obtient un bilan élevé, il est de nouveau admis dans une voie plus exigeante. En classe de 8^e et de 9^e, le conseil de classe le fait progresser dans une voie pédagogique moins exigeante.

Il se peut cependant que l'élève ou ses parents souhaitent un redoublement volontaire. Dans ce cas, un seul redoublement volontaire est autorisé pendant les trois années du cycle inférieur.

Si un élève ne progresse plus dans la voie modulaire et s'il a plus de 16 ans, l'école et les services sociaux l'aident à chercher un travail.

Les buts de la réforme

- éduquer les élèves au travail soigné et régulier
- encourager les élèves à travailler plus que le minimum exigé

- éviter les redoublements inutiles et faire progresser les élèves dans un temps normal qui correspond à leur âge
- mieux orienter les élèves vers les classes qui sont adaptées à leurs capacités.

Programme pluriannuel concernant le Fonds d'Investissements Publics scolaires

1. Projets votés

Lycée de garçons
d'ESCH-sur-ALZETTE

La dernière phase des travaux, à savoir la réhabilitation de l'ancien bâtiment, est achevée.

Centre national de formation continue

Le projet a été voté en date du 8 février 1994. Les travaux ont commencé en septembre 1995.

Institut pour infirmes moteurs cérébraux

Le projet, dont la planification était extrêmement complexe étant donné les besoins spécifiques des élèves concernés, a été voté le 21 janvier 1993. L'Administration des Bâtiments Publics a terminé l'élaboration des cahiers de charge. Les travaux ont commencé en juillet 1996.

Lycée technique des Arts et Métiers

Le projet de loi relatif à l'agrandissement et à la rénovation partielle a pour objet de doter l'établissement en question de salles de classe ordinaires et de salles spéciales en nombre suffisant, de rénover l'aile dite d'agrandissement sise rue des Cerisiers et de regrouper les locaux des différentes sections, éparpillés sur les trois bâtiments scolaires différents. Il a été voté le 27 mai 1993. Les travaux ont démarré en juillet 1993. À noter que 12 salles préfabriquées ont été mises en place près de l'IST pour loger des classes pendant les travaux de construction. Cependant, les travaux de remise en état de l'aile dite d'agrandissement seront plus importants que prévus, ce qui retardera probablement sa mise en service.

Lycée du Nord

Le programme de construction prévoit l'extension des ateliers, la construction de salles de classe et de salles spéciales et la mise en place de structures d'accueil pour élèves. La loi concernant les travaux de la première phase a été votée en date du 28 avril 1995. Parallèlement, les travaux concernant la mise en place de 18 salles de classe supplémentaires pour les élèves

* Il y a 6-7 branches de promotion. Certaines branches sont regroupées et comptent pour une branche de promotion. Exemple: Histoire + Géographie = Sciences sociales. Si l'élève obtient une note de moins de 20 points dans une de ces branches, il est ajourné dans cette même branche, même si la note de la branche de promotion est suffisante.

du régime préparatoire ont été autorisés par le biais de la loi budgétaire. Les travaux sont sur le point de commencer. Le programme relatif aux travaux de la deuxième phase est élaboré.

Lycée de garçons LUXEMBOURG

Le projet était voté en date du 23 mars 1995.

Les travaux de réhabilitation de l'aile des sciences sont terminés.

Lycée classique de DIEKIRCH

Le projet de loi porte sur trois volets

1. Extension du bâtiment sis Avenue de la Gare, en construisant une annexe sur le terrain LORTZ.
2. Réalisation d'une infrastructure sportive et construction d'ateliers à côté du bâtiment sis Rue Joseph MERTEN.
3. Réaménagement de l'internat et redistribution du volume disponible dans le but d'améliorer la sécurité des élèves.

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 17 juillet 1995. Il a été voté le 7 février 1996. Les cahiers de charge pour la mise en chantier de l'agrandissement de l'annexe de la Rue Jos MERTEN sont prêts.

Lycée technique de MERSCH

Le projet de loi relatif à la construction d'ateliers, de structures d'accueil pour élèves, d'un hall sportif et d'espace scolaire au profit du régime préparatoire vient d'être voté en date du 21 mai 1996. Les cahiers de charge sont en voie d'élaboration.

Campus scolaire international

Le projet de loi concernant la construction d'immeubles au profit du cinquième lycée et de l'American International School, de structures d'accueil pour tous les élèves du Campus «Geesekneppchen» et d'une piscine a été voté la 24 janvier 1996. Le projet définitif est en voie d'élaboration.

École européenne

Le projet de loi relatif à l'extension des écoles d'enseignement primaire et secondaire a été voté en date du 4 février 1994. Les travaux ont commencé en juillet 1995.

2. Projets à présenter au législateur

Lycée technique Joseph BECH GREVENMACHER

Le projet de loi relatif à la construction d'ateliers, de structures d'accueil pour élèves et d'espace scolaire au profit de l'enseignement préparatoire a été déposé à la Chambre des Députés, en date du 16 août 1995. Toutefois, un terrain reste à acquérir pour l'implantation d'un hall spor-

tif supplémentaire. Le projet de loi sera présenté au législateur vers la fin de l'année en cours.

Lycée technique d'ETTELBRUCK

Une étude de faisabilité est en cours qui concerne les besoins du Lycée Technique Agricole (extension et infrastructures pour les besoins de la section horticole), le Lycée technique d'ETTELBRUCK (besoins en infrastructures pour le régime préparatoire) et le nouvel internat pour tous les élèves de la région. En ce qui concerne les besoins spécifiques de la section horticole, notons qu'une solution partielle a pu être trouvée dans l'aménagement d'infrastructures dans l'enceinte de la LADUNO.

Lycée technique Mathias ADAM PÉTANGE

Étant donné l'évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement primaire de la région de PÉTANGE, il y a lieu d'augmenter la capacité d'accueil du lycée à quelque mille élèves. Or, pour suffire aux dispositions du règlement relatif à la sécurité dans les écoles, le terrain d'implantation doit avoir au moins une superficie de 2,51 ha. Compte tenu du délabrement de l'actuel bâtiment et du terrain trop exigu, la décision a été prise de rechercher un autre site. À l'heure actuelle, les architectes mandatés sont en train de réaliser une étude de faisabilité concernant les 4 sites suivants:

- terrain du PED à RODANGE
- terrain à LAMADELAINE
- terrain vis-à-vis de la maison de retraite de NIEDERCORN
- terrain situé à BASCHARAGE sur la route de NIEDERCORN à PÉTANGE.

Internat de la région de DIEKIRCH

L'étude de faisabilité a montré que la construction de l'internat sur le site de l'ancienne brasserie est possible. Il aura une capacité de quelque 160 élèves et hébergera les élèves du Lycée classique de DIEKIRCH et du Lycée Technique Hôtelier.

Internat de la région d'ETTELBRUCK

L'étude de faisabilité est en cours. Il sera probablement construit sur l'actuel terrain des sports du LTA et du LTët (le terrain de sports sera reconstruit sur la Hardt). Capacité d'accueil 110 élèves. Il sera complété par une structure d'accueil pour les deux lycées.

Lycée technique d'ESCH-sur-ALZETTE

Les dégâts au bâtiment sis à la place Victor HUGO sont tels que la décision a été prise de l'abandonner. Ceci vaut également pour le Bâtiment WOBRECKEN qui héberge les élèves du régime préparatoire. En attendant le relogement, il est prévu de fermer une partie du bâtiment de

la Place Victor HUGO et d'installer les ateliers et laboratoires dans des bâtiments qui seront construits sur le terrain du Centre de Formation Professionnelle Continue. Le projet de loi afférent est prêt d'être présenté au législateur.

Étant donné l'évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement primaire de la région d'ESCH, il y a lieu d'augmenter la capacité d'accueil du lycée à quelque 2800 élèves. Ils seront logés dans deux bâtiments, à savoir dans l'immeuble de LALLANGE (qui sera agrandi) et dans un nouvel immeuble qui sera construit à côté du Centre de Formation Professionnelle Continue.

Infrastructures sportives de l'ISERP

La commune de WALFERDANGE se propose de réaliser un complexe sportif auquel participera le MENFP, en vue de faire réaliser une salle d'éducation physique.

6^e Lycée pour la capitale

Actuellement plus de 900 élèves fréquentent le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique à LUXEMBOURG. Ils sont éparpillés sur 11 sites ce qui entraîne des problèmes insurmontables en ce qui concerne la mise en oeuvre du système modulaire. Par ailleurs, toutes les infrastructures sont louées auprès de la Ville de LUXEMBOURG; elles sont en général vétustes et mal adaptées.

Il est prévu de regrouper les élèves sur trois sites, à savoir le Lycée technique du Centre, le Lycée technique de BONNEVOIE et le 6^e lycée technique.

La population scolaire du nouveau site comprendra des élèves des cycles inférieurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi que des élèves du régime préparatoire.

Le programme de construction est élaboré. Actuellement l'Administration des Bâtiments Publics est en train de déterminer un terrain d'implantation. Les études se concentrent actuellement sur un terrain situé à MAMER.

Lycée technique Nic BIEVER DUDELANGE

L'Administration des Bâtiments Publics est chargée d'une étude de faisabilité concernant la construction de salles de classe et d'ateliers sur le site du Lycée.

En ce qui concerne le logement des élèves du régime préparatoire, notons qu'une solution provisoire a pu être trouvée sur le site d'Arbed DUDELANGE.

Lycée Hubert CLEMENT ESCH/ALZETTE

Le MENFP est en train d'élaborer un programme concernant la construction d'un hall sportif et la mise en place de mesures de sécurité.

Neue Versetzungsbestimmungen (critères de promotion) im Technischen Sekundarunterricht

Wozu eine Reform?

In letzter Zeit mehren sich die Klagen über das Ausufern des Mißerfolgs auf allen Klassen des Technischen Sekundarunterrichts. Lehrer, Schuldirektoren und Eltern, Politiker, aber auch Schüler kritisieren das einseitige Bewertungssystem, die unangepaßten Lerninhalte, die übergroße Zahl von Sitzenbleibern, die wuchernde Demotivierung, sowie das Fehlen von Anreizen für leistungswillige Schüler.

Ab Schulbeginn dieses Jahres gelten auf den unteren Klassen des Technischen Sekundarunterrichts neue Versetzungsbestimmungen, die versuchen, eine erste Antwort auf diese Besorgnis zu geben.

Neu sind vor allem die Einführung der Profilnote, die Ersetzung des traditionellen Nachexamens durch eine Ferienarbeit, die Begrenzung der Möglichkeiten des freiwilligen Sitzenbleibens, das sich zur Sonderlichkeit im Technischen Sekundarunterricht entwickelt hat, sowie Anreize für die Schüler, die mehr als das erforderliche Minimum leisten.

Erziehung zur Sorgfalt und zum regelmässigen Arbeiten gehören auch zur Aufgabe der Schule.

Die Schüler werden nicht mehr ausschließlich auf Grund ihrer Leistungen in den schriftlichen und mündlichen Prüfungen bewertet. Die Sorgfalt, mit der sie ihre Hausaufgaben erledigen, ihre Mitarbeit im Unterricht und ihre Bemühungen, Fortschritte zu machen werden systematisch mit in Betracht gezogen. Die neuen Versetzungsbestimmungen beinhalten also auch eine Bewertung des Arbeitsverhaltens der Schüler. Damit wird dieser erzieherische Schwerpunkt im Unterricht systematisch valorisiert.

Die Bewertung des Arbeitsverhaltens ermöglicht es dem Schüler seine Leistung besser einzuschätzen, und die Eltern sind besser informiert. Die traditionellen Informationsversammlungen für die Eltern werden ausdrücklich im Reglement festgehalten. Zusätzlich sollen bis Ende Januar eines jeden Schuljahres die Eltern vom Klassenlehrer zu einem individuellen Gespräch eingeladen werden. Zu Jahresende mündet die Bewertung des Arbeitsverhaltens in die sogenannte positive Profilnote. Schüler, die zufriedenstellend gearbeitet haben können zur Jahresnote bis zu 6 Punkte hinzuerlangen, das sind immerhin 10% des Maximums.

Die Einführung der Profilnote erfordert vom Schüler eine sorgfältige, regelmäßige Arbeit; für manche wird dies eine Umstellung sein. Diese zusätzliche Bewertung der Schüler erfordert auch eine Umstellung seitens des Lehrers. Ein jeder muß, insofern er es nicht schon praktiziert hat, sich für diese Erziehungstätigkeit etwas Zeit in seinem Unterricht reservieren. Zu Jahresbeginn werden die Schuldirektoren dafür Sorge tragen, daß die Lehrer der verschiedenen Klassen sich zusammensetzen, um die Schwerpunkte, welche sie für die Profilnote in der jeweiligen Klasse vorgesehen haben, zu besprechen und abzustimmen.

Es ist dem jeweiligen Lehrer freigestellt, die erzieherischen Akzente zu wählen, welche er in seinem Unterricht setzen will. Allerdings müssen die Schüler von Beginn an vom Lehrer informiert werden, welche Aspekte er für die Profilnote in Betracht ziehen wird.

Die positive Bewertung des Arbeitsverhaltens soll die Schüler zum Erwerben von Ausdauer und Sorgfalt bei der Arbeit anhalten. Dies ist eine wichtige Erziehungsaufgabe der Schule, zum ersten weil diese «Tugenden» Bestandteil der beruflichen Arbeit sind und zum zweiten, weil man immer häufiger feststellen muß, dass diese Tugenden in unserer Konsum- und Anspruchsgesellschaft nicht mehr ausreichend gepflegt werden.

Ziel des Nachexamens ist es, dem Schüler zu ermöglichen, eine Wissenslücke zu schließen

Trotz Kompensationsmöglichkeiten hat die Zahl der Nachexamen nicht abgenommen. Diese Prüfung, welche eigentlich eine außergewöhnliche Maßnahme darstellen sollte, gehört mittlerweile zum Alltag des Schülers und entwickelt sich allmählich zum obligaten Ritual bei der Versetzung. Nicht selten haben Schüler 2 oder 3 Nachexamen; dabei ist es statistisch erwiesen, daß sie so gut wie keine Erfolgchance haben. Deshalb wird die Zahl der möglichen Nachexamen pro Schüler auf das sinnvolle Machbare, d.h. auf 1 reduziert. In der Form werden die Nachexamen an die Schüler des Technischen Sekundarunterrichts angepaßt. Gerade diese Schüler haben oft Schwierigkeiten, große Mengen Wissensstoff zu verbreiten und in einer kurzen Prüfung wiederzugeben. Deshalb wird ihnen eine Ferienarbeit auferlegt. Sie soll ihnen erlauben in einer regelmäßigen, über einen längeren Zeitraum

erstreckten Zeit anhand von Aufgaben ihre Wissenslücken zu schließen. Es wird darauf geachtet, daß jeder Schüler die Aufgaben erhält, die seinen Lücken entsprechen. Zugleich sollen aber alle dasselbe Arbeitsvolumen zu erledigen haben. Zu Schulbeginn wird in einem Gespräch geprüft, ob die Aufgaben richtig gemacht wurden und ob der Schüler das Notwendige hinzugelernt hat.

Effizient orientieren heißt, die Schüler auf die Klassen zulassen, auf denen sie nicht überfordert sind

Die Versetzungsbestimmungen werden so geregelt, daß die Schüler die 3 Klassen des unteren Zyklus in einem annehmbaren Zeitraum absolvieren; Schüler mit Lernschwierigkeiten sollten nicht mehr als 5 Jahre dazu brauchen, um die 9. Klasse zu erreichen. Es muß verhindert werden, daß immer mehr Schüler erst mit 17 oder mehr Jahren die 9. Klasse abschließen und somit zur hoffnungslosen Überalterung der Schülerbevölkerung im EST beitragen. Zur Zeit totalisieren rund 14.000 Schüler des EST 17.000 Jahre Verspätung. Es ist höchst bedenklich, wenn besonders in den Entwicklungsjahren jüngere Schüler mit viel älteren Kommilitonen dieselbe Schulbank drücken müssen.

Ziel der Reform kann es natürlich nicht sein, sich auf eine mehr oder weniger elegante Art und Weise der unbequemen und schwierigen Schüler zu entledigen. Tatsache ist, daß in unserer Gesellschaft die Tendenz besteht, mit allen Mitteln den Eintritt in die Arbeitswelt möglichst lang hinauszuzögern. Es ist auch gewußt, daß die Unternehmen zusehends Schwierigkeiten haben, unreife, unmotivierte und unvorbereitete Jugendliche in die Betriebswelt zu integrieren. Die Schule kann diese Gegebenheiten nicht ignorieren, geschweige denn aus der Welt schaffen. Deshalb muß überlegt werden, wie diese Jugendlichen aufgefangen werden können, wie ihnen in bestimmten Abständen wieder eine neue Chance angeboten werden kann, durch eine Verlängerung der Schulpflicht, durch die Einführung eines praktischen Grundausbildungsjahres in verwandten Berufen, durch Überdenken des dualen Systems usw. Es gibt viele Möglichkeiten, welche mit den Partnern der Schule in nächster Zukunft besprochen werden müssen. Auf keinen Fall aber sollte man sich damit zufrieden geben, dem unteren Zyklus eine Wartesaal- oder Abstellgleis-Funktion zuzumuten.

Kein Sitzenbleiben bis zur endgültigen Entmutigung

Seit 1990 besteht im unteren Zyklus des Technischen Unterrichts ein vielgliedriges System von «voies pédagogiques» mit abgestuften Ansprüchen, welches es erlaubt, einen Schüler zum Abschluß einer 9. Klasse zu bringen, ohne daß er eine Klasse wiederholen muß, wenn dies sich nicht als pädagogisch sinnvoll erweist. Diese Struktur soll besser als in der Vergangenheit genutzt werden. Die Schüler werden in die jeweilige «voie pédagogique» befördert, die am ehesten ihren Fähigkeiten entspricht, sowohl nach «oben» als auch nach «unten».

Wenn ein Schüler in der 7. Klasse, welches ein Aufbaujahr ist, schlechte Resultate erzielt hat, kann er gezwungen werden, die Klasse zu wiederholen. Das freiwillige Sitzenbleiben allerdings wird eingeschränkt. Innerhalb von 3 Jahren darf nur mehr einmal freiwillig eine Klasse wiederholt werden.

Der Übergang von der 9. auf die 10. Klasse wird etwas restriktiver gestaltet, so daß die Schüler Zugang zu denjenigen Ausbildungswegen haben, in denen sie reale Erfolgchancen haben.

Es sei hierbei bemerkt, daß die gesamte Neuordnung so angelegt ist, daß die Schüler, welche mehr als das Minimum

leisten, auch jeweils mehr Möglichkeiten bei der Versetzung haben. Bei guter Leistung bestehen immer Aufstiegschancen in eine andere «voie pédagogique».

Beim Übertritt in den mittleren Zyklus, in dem die Berufsausbildung beginnt, können die Eltern unter gewissen Bedingungen Rekurs beantragen, falls ihr Kind in der 10. Klasse nicht auf die Sektion zugelassen ist, welche die Familie sich gewünscht hatte.

Das Prinzip des Ausgleichs einer schwachen Leistung durch mehrere gute Leistungen ist fester Bestandteil der Bewertung im Sekundarunterricht

Die Möglichkeit der Kompensation bleibt natürlich erhalten und wird den neuen Bedingungen angepaßt: einige Fächer, welche einen nahen Verwandtschaftsgrad besitzen, werden miteinander verrechnet; dies vermindert die hohe Anzahl von Fächern von 13 auf 7 und ermöglicht eine interne Kompensation, bspw. zwischen Physik und Chemie. Wer dann noch eine Ungenügende hat, kann diese kompensieren, wenn seine Bilanz (Jahresnote + Profilnote) wenigstens 40 beträgt. Fehlleistungen in einem Fach können mit etwas Anstrengung und besseren Noten in anderen Fächern ausgeglichen werden.

Die «voie préparatoire» wird vollständig in den unteren Zyklus integriert und, nach der

Spezifität ihres Curriculums in «voie modulaire» umbenannt. Auch die anderen «voies pédagogiques» erhalten Namen, die mehr über ihre inhaltliche Eigentümlichkeit aussagen: théorique, polyvalente, pratique.

Diese Maßnahmen sind im Zusammenhang eines Überdenkens der Inhalte und der methodologischen Schwerpunkte im unteren Zyklus des Technischen Unterrichts zu sehen, welcher allen Schülern bis zum Ende ihrer Schulpflicht genügend Allgemeinbildung vermitteln und das Fundament für die darauffolgende Berufsausbildung legen soll. Eine Reform solchen Ausmaßes kann nur etappenweise durchgeführt werden. Dies kann durch eine stetige Neuentwicklung von Programmen und Einführung neuer Unterrichtsmethoden bewerkstelligt werden; der Erfolg ist allerdings gefährdet, wenn nicht ebenfalls erzieherische Werte in den Vordergrund gestellt werden.

Das Ministerium hat auf Grund der vielen Klagen über die Demotivierung und Resignation beschlossen, als erstes die Versetzungskriterien zu reformieren. Es gilt ein Signal zu setzen, daß dem schulischen Mißerfolg Einhalt geboten werden soll und daßs alle Schulpartner, Schüler, Eltern und Lehrer hierzu gleichermaßen einen Beitrag leisten müssen.

CONSEIL D'ÉTAT

CONSEIL d'ÉTAT Rapport d'activité 1995-96

FICHE DESCRIPTIVE de l'INSTITUTION

*Dénomination:

- pour la fonction consultative:
CONSEIL D'ÉTAT (ou Grand Conseil)
- pour la fonction juridictionnelle:
Comité du Contentieux

*Composition:

Le Conseil d'État se compose de 22 membres, y compris un Membre de la Famille Grand-Ducale. Il comprend 1 président et 2 vice-présidents.

Le Comité du Contentieux est formé par 11 membres, choisis parmi les conseillers d'État. Il comprend 1 président.

*Secrétariat:

Le Secrétariat est formé par 1 secrétaire, 3 fonctionnaires, 3 employés à plein

temps et 1 employée à mi-temps.
Adresse: 5, rue Sigefroi L-2536
LUXEMBOURG – Téléphone: 47 30 71
– Téléfax: 46 43 22

GRAND CONSEIL

A) Attributions

Dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues par la Constitution et sa loi organique, le Conseil d'État est appelé à donner son avis sur les projets et propositions de loi, sur les projets de règlement à intervenir pour l'exécution des lois, sur les amendements proposés à ces projets, ainsi que sur des questions de haute administration qui lui sont déférées par le Gouvernement ou par les lois.

Les avis du Conseil d'État sont préparés en commission avant d'être soumis, pour examen et approbation définitive, au Grand Conseil.

B) Tableau des activités

(Entre parenthèses les chiffres correspondant à la période 1994-1995)

Pendant la période du 1^{er} août 1995 au 31 juillet 1996:

Le Conseil d'État s'est réuni
24 (24) fois en séance plénière
15 (14) fois en séance publique,

les commissions de travail ont siégé 169 (168) fois;

le Conseil d'État a émis les avis suivants:

- 70(87) avis sur des projets et propositions de loi,
- 3(1) avis sur un projet de révision de la Constitution,
- 73(106) avis sur des projets de règlement et d'arrêté grand-ducal,
- 35(37) avis complémentaires sur des

projets et propositions de loi et sur des projets de règlement grand-ducal,

soit au total: 181 (231) avis;

- 294(254) avis sur des demandes en naturalisation, 37(45) avis sur des questions diverses, dont 33(41) sur des changements de nom ou de prénom, 4(3) sur des demandes d'utilité publique des a.s.b.l.

Le Conseil d'État a dispensé du second vote constitutionnel:

- 53(64) projets et propositions de loi et 36(277) projets de naturalisation.

Il a refusé la dispense du second vote constitutionnel à 1(4) projets de naturalisation et 1 projet de loi.

Les commissions compétentes ont émis des avis sur 217(229) projets d'arrêté grand-ducal d'allocation d'une pension et 60(76) demandes en matière de cabaretage.

Il résulte d'un relevé dressé à la date du 1^{er} septembre 1996 que le Conseil d'État a émis un avis sur 140 (134) projets et propositions de loi qui peuvent être soumis aux délibérations de la Chambre des Députés, soit un avis sur 69 projets de loi, 43 propositions de loi et 28 projets de révision de la Constitution.

Sur le plan international, le Conseil d'État a participé à la préparation du IV^e Congrès de l'Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives.

Il a pris part au XV^e Colloque des Conseils d'État des pays-membres de l'Union Européenne. Ce colloque s'est tenu à BRUXELLES les 22, 23 et 24 avril 1996, sous le thème «La transposition en droit interne des directives de l'Union européenne», pour lequel chaque délégation avait établi un rapport national.

COMITÉ du CONTENTIEUX

A) Attributions

En vertu de l'article 83bis tel qu'il a été introduit dans la Constitution par la révision du 13 juin 1989, le Comité du Contentieux a exercé les attributions de juridiction suprême en matière administrative. Il continue à les exercer jusqu'au 31 décembre 1996, date à partir de laquelle le contentieux administratif sera du ressort du tribunal administratif et de la Cour administrative, ceci en application des lois du 12 juillet 1996 portant révision des articles 83bis et 95 de la Constitution.

Le Comité a compétence générale comme juge de l'annulation et lorsque la loi lui en attribue compétence, il statue comme juge de réformation.

L'arrêté ministériel du 10 avril 1946 lui attribue encore compétence comme juge d'appel en matière fiscale.

Par la loi du 13 mars 1993 relative à l'exécution en droit luxembourgeois de la directive n° 89/665 CEE, le Président du Comité du contentieux du Conseil d'État peut être saisi par voie de référé en matière de marchés publics.

Par la loi du 27 octobre 1995, le Comité du Contentieux, qui comprend 1 président et 10 conseillers, a été complété par 5 membres suppléants pour la période du 27 octobre 1995 jusqu'au 15 juillet 1996, période prorogée jusqu'au 31 décembre 1996 par la loi du 12 juillet 1996.

Conformément à cette loi, le Comité a siégé en chambres de trois membres, composées chaque fois de façon à ce que les membres n'aient siégé dans des affaires ayant trait à l'application de dispositions légales ou réglementaires au sujet desquelles ils avaient pris part aux délibérations du Conseil d'État.

B) Tableau des activités (ci-dessous)

(Entre parenthèses les chiffres correspondant à la période 1994-1995)

Le Comité a prononcé 165 (147) arrêts définitifs, 9 (7) arrêts d'avant dire droit, 1 (1) arrêt sur requête en sursis d'exécution et 30 (21) arrêts de radiation pour désistement.

Les arrêts prononcés au contentieux administratif ont porté sur les matières reprises dans le second tableau ci-dessous.

Dans 141 (142) arrêts définitifs en matière administrative, le Comité a statué 96 (82) fois en annulation, 45 (55) fois en réformation.

Il s'est prononcé deux (deux) fois par référé en matière de marchés publics et une fois sur requête en sursis à exécution.

Le Comité

- a déclaré fondés 37 (28) recours,
- a rejeté comme non fondés 83 (67) recours,
- a déclaré irrecevables 21 (30) recours.

Dans 24 (12) affaires en matière fiscale,

- 7 recours ont été déclarés non fondés,
- 7 recours ont été déclarés fondés,

Période du 1^{er} août 1995 au 31 juillet 1996

Audiences publiques (débat et prononcés)	86(75)
Visites des lieux	13(11)
Réunions de délibéré	70(60)
Affaires fixées à l'audience	226(193)
Arrêts prononcés	205(176)
dont affaires administratives	181(162)
affaires fiscales	24(14)
Affaires mises au rôle général	12(14)
Affaires restant en délibéré	9(3)

Étrangers	35 (21)
Urbanisme et aménagement des agglomérations	24 (33)
Droit d'établissement	19 (14)
Fonction publique	17 (32)
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes	12 (19)
Enseignement	10 (1)
Marchés publics	9 (4)
Protection de l'environnement	6 (9)
Permis de conduire	5 (1)
Logement-aides	4 (2)
Armes prohibées	1 (4)
Agriculture et Viticulture	2 (-)
Travail et Sécurité sociale	1 (2)
Élections communales	- (2)
Voirie	- (2)
Conflits avec la Chambre des Comptes	- (1)
Chasse-adjudications	- (-)
Sites et monuments	- (-)
Divers	6 (15)

- 8 recours ont été déclarés irrecevables,
- 1 recours a été déclaré sans objet,
- 1 recours a donné lieu à un arrêt d'avant dire droit.

Pendant la période du 1^{er} août 1995 au 31 juillet 1996:

268 (222) recours ont été déposés au secrétariat du Conseil d'État, dont 254 (208) en matière administrative et 14 (14) en matière fiscale.

Des 268 (222) recours déposés au courant de l'année judiciaire 1995/96

Les 254 (208) affaires administratives portent sur les matières reprises dans le tableau ci-contre.

- 38 (38) ont été évacués par arrêt définitif (dont 10 (5) par radiation)
- 1 affaire reste en délibéré
- 6 (2) affaires ont été fixées au rôle général;

Étrangers	61 (35)
Urbanisme et aménagement des agglomérations	45 (34)
Fonction publique	25 (29)
Droit d'établissement	25 (29)
Travail et Sécurité sociale	25 (3)
Établissements dangereux	23 (24)
Protection de l'environnement	14 (11)
Agriculture	7 (2)
Permis de conduire	6 (2)
Marchés publics	5 (9)
Enseignement	5 (9)
Communes	3 (2)
Santé publique	3 (-)
Armes prohibées	2 (4)
Cabaretage	1 (-)
Divers	4 (14).

- 53 (133) affaires figurent à l'ordre du jour des audiences d'octobre 1996 à février 1997 pour fixation, pour contrôle ou pour débats;

- 170 (48) affaires administratives sont en voie d'instruction.

- septembre 1996 -

DÉMOGRAPHIE

10% vivent seuls, 28% des moins de 30 ans vivent en union consensuelle La FAMILLE traditionnelle «s'érode» dans l'UE12 5,62 millions d'enfants vivent avec un seul parent

Les familles traditionnelles - un homme et une femme, avec ou sans enfants - prédominent toujours au sein de l'UE12, 72% d'entre nous vivent dans un tel cadre. Mais la «norme familiale» est en voie d'érosion par rapport à d'autres types de ménages: 10% des individus vivent seuls, 6% dans des familles monoparentales, 28% des personnes de moins de 30 ans vivant en couple ne sont pas mariés. Les résultats d'une nouvelle enquête révèlent toutefois des tendances différentes entre les États membres du Nord et ceux du Sud ensemble avec l'Irlande.

Conformément au rapport, 8% des enfants - ou 5,62 millions - des 72 millions d'enfants de moins de 16 ans de l'UE vivent dans des familles monoparentales. La proportion varie de 4% en Grèce et en Espagne à plus de 14% au Danemark et plus de 15% au Royaume-Uni.

Le rapport, publié sous le titre *Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne*, a été élaboré par EURO-STAT, l'Office statistique des Communautés européennes à LUXEMBOURG. Les données ont été collectées dans le cadre du Panel communautaire de ménages (PCM) dans l'UE12.

Dans les États membres méditerranéens et en IRLANDE, les enfants continuent à vivre avec leurs parents jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de fonder leur propre foyer, usuellement jusqu'au mariage. Dans les mêmes

pays, un tiers des individus vit dans des ménages dans lesquels au moins un enfant de plus de 16 ans vit avec ses parents. Dans les pays du Nord, la transition entre le foyer familial et la formation d'une nouvelle famille est moins directe, car marquée par des périodes de vie seule ou une vie en union consensuelle.

Également dans les États du Sud, les grands-parents continuent à vivre traditionnellement dans la famille: près d'un cinquième de la population en Grèce, en Espagne ou au Portugal vit dans des ménages à générations multiples.

Vivre seul - ou non

* Dans le cadre de l'UE12, environ 10% des personnes vivent seules, 21% dans des familles de deux personnes et 47% dans des familles de trois ou quatre personnes, alors que 22% en comprennent cinq ou plus.

* Au Danemark, près de 22% vivent seuls, contre approximativement 14% en Allemagne et aux Pays-Bas. Ce mode de vie est moins habituel en Italie (7,5%) en Grèce (6,7%) et en Irlande (6,6%), et encore moins au Portugal (4,4%) et en Espagne (4%).

* Au niveau de l'UE, 4,8% des personnes vivant dans des ménages ont plus de 65 ans et sont seules, 5,5% vivent seules en-dessous de cet âge. Dans les pays du Sud, la majorité des personnes vivant seules ont plus de 65 ans. En Espagne et au Portugal, seulement

0,2% des personnes vivent dans des ménages d'une personne de moins de 30 ans. Au Danemark, aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, il y a plus de personnes en-dessous de 65 ans qui vivent seules que celles en-dessus de 65 ans.

* L'Irlande compte de loin les familles les plus nombreuses: la moitié de la population vit, en effet, dans des ménages de cinq personnes ou plus.

Marié, avec ou sans enfants

* Dans l'UE, 90% des couples sont mariés. Dans les pays méditerranéens, quasiment tous les couples sont légalement mariés. Au Danemark, uniquement 76% ont choisi ce statut. Ce pays est suivi par la France, avec un taux de 87%.

* «Caractéristique de l'évolution des mœurs, le phénomène de la cohabitation hors mariage est très répandu parmi les jeunes», souligne le rapport. Au niveau communautaire, 28% des personnes de moins de 30 ans vivant en couple vivent en union consensuelle, le taux descend à 6,7% pour les personnes âgées entre 30 et 40 ans et à 2% pour les personnes de plus de 45 ans. Pour les jeunes en-dessous de 30 ans, les taux varient entre 70% au Danemark et 9,7% en Grèce et au Portugal.

* «Si les couples avec enfants représentent toujours le modèle familial prédominant, ajoute le rapport, cette tradition cède du

terrain sous l'effet du nombre croissant de personnes vivant seules ou de couples sans enfants». Dans l'UE, 17,3% des personnes vivent dans des ménages de couples sans enfant, les taux variant entre 8% en Irlande et 25,9% au Danemark.

* Toutefois, 55,2% des personnes vivent toujours dans des ménages de couples avec enfants – 13,6% dans des ménages avec deux enfants en-dessous de 16 ans.

* Plus d'un quart de la population communautaire vit dans un ménage dans lequel au

moins un enfant a plus de 16 ans. Tel est particulièrement le cas pour un tiers de la population en Espagne, en Italie, au Portugal et en Irlande. Au Danemark et au Royaume-Uni, moins qu'un cinquième de la population vit dans un tel ménage.

* Environ 6% de la population vit dans des ménages monoparentaux. Dans le Sud et en Irlande, la plupart représentent des ménages dont au moins un des enfants a plus de 16 ans, cette constatation reflétant à nouveau la tendance des enfants de quitter les parents plus tard. En Belgique, au Danemark et spé-

cialement au Royaume-Uni la proportion des familles monoparentales, dont les enfants ont moins de 16 ans, est supérieure à la moyenne, à savoir environ 4%.

* Eurostat, Statistiques en bref, Population et conditions sociales, n° 5/96, «Vivre sous le même toit, Modèles familiaux dans l'Union européenne.»

Source: Service de Presse EUROSTAT, Bâtiment Jean MONNET, L-2920 LUXEMBOURG

Fécondité la plus basse depuis fin de la guerre: **MOINS de 4 MILLIONS de BÉBÉS NÉS** dans l'UE en 1995

L'immigration constitue le principal facteur d'augmentation de la population

En 1995, pour la première fois depuis 1945, moins de 4 millions de bébés sont nés dans les 15 États membres de l'UE, selon un rapport (1) publié aujourd'hui par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes à LUXEMBOURG. Le taux de fécondité est tombé également au niveau le plus bas depuis la deuxième guerre mondiale, à savoir 1,43 enfants par femme.

L'accroissement net de la population de l'UE (naissances vivantes moins décès) a atteint 290.100 personnes, auxquelles il faut ajouter une immigration nette de 800.000. Sans immigration, la population aurait diminué en Allemagne et en Italie, selon le rapport. La contribution de l'immigration à l'accroissement de la population, se situant à environ 75%, a atteint un nouveau record depuis la dernière guerre. Au 1er janvier, la population de l'UE s'est élevée à 372.662.100 personnes (données provisoires), soit une augmentation de 1.086.900 personnes ou 0,3% en 1995.

Plus de 6,5% de la population mondiale vivaient au sein de l'UE. L'accroissement naturel de la population de l'UE de moins de 300.000 personnes en 1995 était de loin inférieur à celui des États-Unis (1,6 mio), de l'Inde (15,7 mio) et de la Chine (près de 12, mio). Même le Japon, avec un tiers seulement de la population de l'UE, a connu un accroissement naturel de la population de 303.000 personnes.

Fécondité élevée en Irlande et dans le Nord, basse en Méditerranée

La fécondité a baissé dans la majorité des États membres de l'UE durant les 15 à 25 dernières années. Dans l'Europe du Sud et en Irlande, elle a même baissé de 30%. En 1995, l'Irlande a gardé toutefois le taux le plus élevé de l'UE, avec 1,87 enfants par femme. Elle est suivie par la Finlande (1,81), le Danemark (1,8) et la Suède (1,74), États membres qui, ensemble avec le Luxembourg (1,68), ont enregistré un certain redressement de la fécondité. La Suède, quant à elle, a connu la baisse la plus forte de la fécondité au cours de l'année dernière (-0,14 enfants par femme), en réaction probablement aux augmen-

tations relativement fortes du début des années 90.

Les taux les plus bas ont été notés en Italie (1,17) et en Espagne (1,18), l'Allemagne suivant avec 1,24. La France et le Royaume-Uni gardaient des taux relativement élevés avec resp 1,7 et 1,71.

La fécondité de l'UE était comparable à celle du Japon et de la plupart des autres pays développés. Les États-Unis tranchaient cependant avec un taux de 2,06. Les pays en développement ont enregistré des taux de fécondité de 4,0; en Inde, il se situait à 3,27. La Chine, par contre, s'est rapprochée des taux occidentaux, avec 1,82.

L'immigration nette s'élève à nouveau à 0,8 mio

En Allemagne, la population a connu une diminution naturelle de 115.500 personnes et une immigration nette de 421.900 personnes, de loin les entrées nettes les plus élevées dans l'UE. Une évolution similaire s'est dessinée en Italie, avec une diminution naturelle de 32.100 personnes et une augmentation des migrations nettes de 94.000 personnes. Le Royaume-Uni était le seul État membre dont l'immigration atteignait un niveau comparable, avec 90.000 personnes, chiffre toutefois similaire à celui de l'accroissement naturel.

Dans certains États membres cependant, l'immigration nette était substantiellement inférieure à l'accroissement naturel: la France enregistrait un accroissement naturel de 200.000, deux tiers du total de l'UE, et une immigration nette de 45.000; pour les Pays-Bas, les chiffres s'élevaient à 53.200 (accroissement naturel) et 15.500 (immigration nette); pour la Belgique, à 9.700 et 2.800; pour la Finlande, à 13.800 et 4.300.

Les seuls États membres à enregistrer une émigration nette étaient l'Irlande (5.400) et le Portugal (1.200).

Entre 1992 et 1994, les entrées nettes d'immigrants dans l'UE ont diminué substantiellement. Après avoir atteint, avec 1,3 mio de personnes, un sommet en 1992, elles

sont tombées à 1,0 mio en 1993 et à 0,8 million en 1994, chiffre noté également en 1995.

Espérance de vie la plus longue pour les petites filles françaises

Après les records absolus atteints en 1994, l'espérance de vie (2) à la naissance a reculé légèrement en 1995 à 80,1 ans pour les femmes et 73,7 ans pour les hommes. Au cours des 15 dernières années, l'espérance de vie a progressé en moyenne d'environ 2,5 mois par année.

Sur la base des taux de mortalité observés en 1995, les petites filles françaises peuvent s'attendre à la vie la plus longue, à savoir 81,9 ans. Leurs sœurs danoises peuvent anticiper 76 ans. Pour les jeunes garçons, le meilleur lieu de naissance est la Suède (76,1 ans); au Portugal, leur espérance de vie s'élève à 71,5 années.

L'espérance de vie est comparable au Japon et aux États-Unis, même si les femmes japonaises détiennent le record du monde pour la longévité, avec 82,6 ans. Dans la plupart des autres pays développés, l'espérance de vie est inférieure au niveau de l'UE: la Fédération de Russie semble représenter un cas extrême: en effet, l'espérance de vie des garçons y est inférieure d'au moins 15 années à celle de leurs frères dans l'UE.

En Inde, l'espérance de vie est voisine de celle en Fédération de Russie, environ 60 années pour les hommes et les femmes. En Chine cependant, l'espérance de vie est «seulement» de 8 années en-dessous de celle de l'UE.

1) Eurostat, Statistiques en bref, Population et conditions sociales, n° 6/96, Arrêt du recul des migrations en 1995, Principales tendances démographiques pour l'UE en 1995.

2) Nombre moyen d'années de vie d'une personne qui serait soumise depuis sa naissance au taux de mortalité du moment.

Service de presse Eurostat – Bâtiment Jean Monnet – L-2920 LUXEMBOURG – 30 septembre 1996.

Les activités du Fonds du Logement en 1995

Tout à la fois promoteur public et gestionnaire de logements locatifs, le Fonds pour le logement à coût modéré est actif tant dans le domaine de la construction que dans la location de logements sociaux.

Il est ainsi structuré en trois départements autonomes, mais interdépendants:

1. le département locatif dont la mission consiste dans la gestion du parc locatif du Fonds;
2. le département «promotion» qui s'occupe de la construction proprement dite;
3. le département «administration générale» qui gère le Fonds et qui répercute ses frais sur les deux départements productifs précités.

1. Le département LOCATION

a) Le parc locatif du Fonds du Logement

Au 31 décembre 1995, le parc locatif du Fonds du Logement s'élève à 845 unités. Il est en augmentation de quelque 6 % par rapport à l'exercice 1994.

En valeur brute, il représente un investissement réalisé de quelque trois milliards cent cinquante millions de francs.

LUXEMBOURG	244 logements
DIFFERDANGE	239 logements
ESCH/ALZETTE	119 logements
SCHIFFLANGE	54 logements
RUMELANGE	40 logements
DUDELANGE	37 logements
GREVENMACHER	31 logements
BELVAUX *	25 logements
ECHTERNACH	23 logements
WILTZ	13 logements
SCHWEBSANGE	10 logements
WARKEN	8 logements
BETTEMBOURG	1 logement
HEISDORF	1 logement

(+ chambres en logements communautaires à LUXEMBOURG-Ville).

Par rapport à l'exercice précédent, l'immobilisé locatif est en augmentation de quelque 588 millions de francs. Plus de 75% de cette augmentation sont imputables au lotissement «Sauerwiss» à



GREVENMACHER, route de Luxembourg

(Architectes: HERMANN & VALENTINI)

LUXEMBOURG-GASPERICH et concernent une immobilisation partielle des lots A et C qui seront mis en location au cours de l'exercice 1996.

b) La localisation des nouveaux apports au parc locatif

– 36 nouveaux logements à DIFFERDANGE, rue de Lasauvage (ancien bâtiment ARBED).

En 1993, le Fonds du Logement a acquis sur la S.A. ARBED un ancien immeuble résidentiel occupé jadis par des cadres de la société.

Afin de pouvoir être intégré dans le parc locatif du Fonds, cet immeuble a fait l'objet d'une complète restructuration. Ainsi les 8 appartements spacieux existant ont chacun été divisés en 3 logements distincts, à savoir deux appartements à une chambre à coucher et un appartement à deux chambres à coucher.

Au total, ce sont donc 24 nouveaux logements «sociaux» qui ont été créés de cette manière. Les 8 garages existant, situés au rez-de-chaussée de l'immeuble, ont été transformés en 4 studios portant ainsi le nombre des logements à 28.

Les combles quant à eux, ayant abrité antérieurement les chambres de bonnes et les greniers, ont été réaménagés afin d'y installer un logement communautaire comprenant 8 chambres individuelles; une cuisine et une salle de séjour communes; toutes les chambres sont pourvues d'une unité sanitaire – WC, lavabo et douche – individuel.

– 15 nouveaux logements à LUXEMBOURG-KIRCHBERG, «KIEM III».

Cet immeuble constitue la dernière phase de construction réalisée par le Fonds du Logement au Domaine du KIEM – terrains acquis en 1985 sur la Société Nationale des Habitations à Bon Marché.

Il comprend 15 appartements répartis sur trois niveaux: 11 appartements à 2 chambres à coucher et 4 appartements à une chambre à coucher ainsi qu'un Commissariat de Police, loué à la Ville de LUXEMBOURG.

Au total, ce sont 47 logements destinés à la vente, 43 logements locatifs ainsi qu'un parking souterrain collectif qui ont été réalisés sur cette partie de KIRCHBERG, dénommée «Domaine du KIEM».

* dont 6 maisons unifamiliales appartenant à la Commune de SANEM et mises à disposition du Fonds du Logement.



LUXEMBOURG-MÜHLENBACH, Foyer

Architecte: Michel PETIT

c) Les loyers pratiqués par le Fonds du Logement

Les recettes de loyers «logements locatifs» s'élèvent en 1995 à 69 millions de francs contre 61 en 1994. Cette augmentation de quelque 13% résulte principalement de l'augmentation du niveau des loyers perçus.

Le nombre de mois de location réalisé en 1995 s'élève à 9.967 contre 9.580 en 1994.

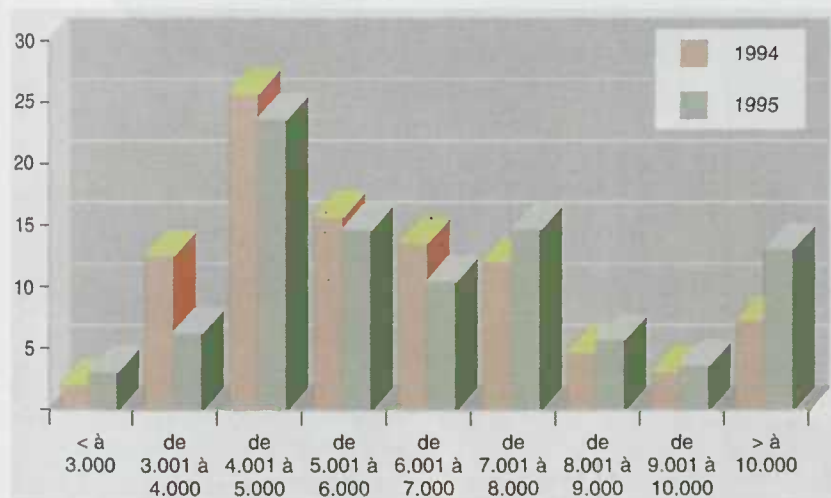
Le loyer moyen mensuel perçu en 1995 s'élève à 7.180,- francs. Il est en augmentation de 12% par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation résulte

de l'adaptation annuelle des loyers aux revenus des ménages locataires.

En examinant plus en détail l'évolution de ces loyers (cf. graphique ci-dessous), on constate, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation du pourcentage de locataires dans les tranches supérieures à 7.000,- francs et plus particulièrement encore dans la tranche des loyers supérieurs à 10.000,- francs, où le pourcentage de locataires concernés passe de 7% à 13%.

Au niveau de son résultat d'exploitation, le département «Location» présente pour l'exercice 1995 un résultat positif de 2,052 millions de francs.

Évolution des loyers pratiqués par le Fonds du Logement
pendant la période 1994-1995



d) Le registre des candidats locataires auprès du Fonds du Logement – Situation au 16 avril 1996.

Au 16 avril 1996, le registre des candidats locataires auprès du Fonds pour le logement à coût modéré s'élève à 1.224 unités, un niveau qui est comparable à la situation de l'exercice précédent, où quelque 1319 de-

mandes de location étaient enregistrées à pareille époque.

Ce maintien d'un niveau relativement élevé des demandes pour un logement «subventionné» reflète une situation de tension persistante sur le marché de la location à coût modéré.

Qui sont les demandeurs d'un logement locatif auprès du Fonds?

Comme il ressort des tableaux figurant à la page suivante, les demandeurs d'un logement locatif auprès du Fonds du Logement sont en majorité de nationalité luxembourgeoise; ouvriers, ils sont âgés de 25 à 55 ans et disposent d'un revenu mensuel imposable inférieur à 55.000,- francs.

Plus d'un quart de ces demandeurs sont des personnes seules, alors que près de la moitié des ménages (46%) sont de structure monoparentale.

Quelles sont les raisons qui poussent les candidats locataires à s'inscrire auprès du Fonds du Logement?

La principale raison invoquée est sans doute la condition actuelle de logement qui se caractérise, d'une part, par un rapport loyer/revenu élevé et, d'autre part, par une qualité matérielle déplorable: logement non adapté à la taille du ménage, déficience d'équipements sanitaires, logement insalubre, etc.

Viennent ensuite divers éléments extérieurs, perturbateurs du droit élémentaire au logement, tels que la réception d'une lettre de résiliation de bail, la vente du logement occupé ou la démolition prochaine du logement occupé.

e) La procédure de calcul des loyers pour un logement locatif auprès du Fonds du Logement

Les loyers pratiqués par le Fonds du Logement pour ses logements locatifs sont déterminés sur base du Règlement grand-ducal du 25 février 1979 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la construction d'ensembles ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la Loi modifiée du 25 février 1979, concernant l'aide au logement.

Ainsi, les loyers sont fonction à la fois de la composition du ménage locataire et de son revenu. Ils représentent un pourcentage du revenu imposable, pourcentage qui est lui-même variable en fonction du nombre de personnes composant le ménage.

Chaque année les loyers sont revus, à la baisse comme à la hausse, en fonction de l'évolution des revenus du ménage locataire.

À cette fin, le ménage locataire doit transmettre au Fonds du Logement, dans le courant du mois de février de chaque année, une déclaration de tous ses revenus touchés l'année précédente.

De cette façon, un certain parallélisme est installé entre l'évolution du revenu perçu et le loyer versé: les ménages, dont le revenu a augmenté par rapport à l'année précédente, paieront un loyer plus élevé,

Tableau d.1
Répartition des demandeurs suivant leur nationalité

	1993	1994	1995
Luxembourgeoise	54%	54%	51%
Portugaise	24%	24%	25%
Italienne	6%	5%	5%
Ex-yougoslave	—	—	5%
Française	—	5%	4%
Autres	16%	12%	10%

Tableau d.2
Répartition des demandeurs suivant leur âge

	1993	1994	1995
Moins de 25 ans	10%	10%	11%
de 25 à 35 ans	37%	35%	34%
de 35 à 55 ans	34%	36%	38%
plus de 55 ans	19%	19%	17%

Tableau d.3
Répartition des demandeurs suivant leur profession

	1993	1994	1995
Ouvrier	54%	51%	53%
Employé	7%	6%	5%
Pensionné	25%	24%	23%
Autres	14%	19%	19%

ceux dont le revenu a diminué verront leur loyer diminuer.

À partir d'un certain niveau de revenu, il peut apparaître plus intéressant pour un ménage locataire de chercher un logement sur le marché privé plutôt que de rester locataire auprès du Fonds du Logement où le loyer est directement proportionnel aux revenus perçus.

De cette manière, de nouveaux logements deviennent vacants pour satisfaire les besoins en logement des personnes les plus démunies.

f) La procédure d'attribution d'un logement locatif auprès du Fonds du Logement

Conformément aux termes

1° du Règlement grand-ducal du 25 février 1979, fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la construction d'ensembles ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit de superficie, prévus par la Loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et

2° du Règlement grand-ducal du 15 juin 1979, fixant les critères de priorité pour l'admission des locataires aux logements locatifs aidés sur la base des chapitres 3 et 4 de la Loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

les logements locatifs du Fonds du Logement sont attribués aux ménages en fonction de différents critères.

Parmi ceux-ci on retiendra par ordre d'importance:

1. Les critères de revenu déterminant l'éligibilité aux logements locatifs subventionnés

Étant donné l'objectif du secteur locatif public, qui est de favoriser en priorité les personnes les plus démunies de la société, il est tout à fait normal que soient fixés des plafonds de revenus déterminant l'accès à ces logements. Ces limites de revenus sont adaptées en fonction de la composition du ménage du candidat-locataire.

À titre indicatif, le seuil maximum de revenus imposables pour un couple avec un enfant se situe à 61.000,- francs en 1995.

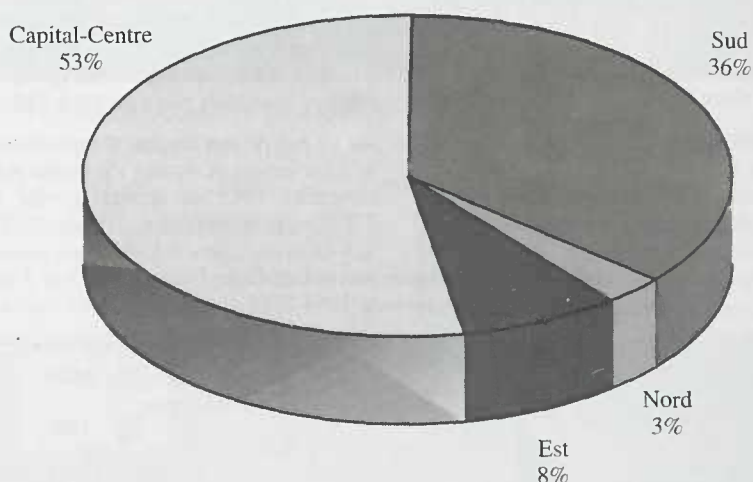
Tableau d.4
Répartition des demandeurs suivant la composition du ménage

	1993	1994	1995
Personne seule (PS)	24%	28%	26%
Couple (C)	11%	9%	9%
PS ou C avec 1 enf.	36%	31%	29%
PS ou C avec 2 enf.	19%	21%	23%
PS ou C avec 3 enf.	8%	2%	10%
PS ou C avec ≥ 4 enf.	2%	9%	3%

Tableau d.5
Répartition des demandeurs suivant le revenu imposable du ménage

	1993	1994	1995
Moins de 35.000,- frs	25%	25%	25%
de 35 à 45.000,- frs	26%	29%	32%
de 45 à 55.000,- frs	18%	18%	17%
de 55 à 65.000,- frs	12%	11%	12%
plus de 65.000,- frs	19%	17%	14%

Répartition des demandes de location par régions



Graphique/Source: Fonds du Logement

2. Les critères de priorité

Ceux-ci s'appliquent par ordre décroissant, la condition suivante étant prise en compte, si aucun candidat ne remplit la précédente. Bénéficie donc de priorité le candidat-locataire:

- 1° qui est condamné à déguerpir de son logement.
- 2° qui occupe un logement qui n'est pas adapté à la taille de son ménage.
- 3° qui occupe un logement non équipé de commodités.
- 4° dont le ménage comprend des personnes âgées et/ou handicapées physiques et qui occupe un logement qui n'est pas adapté aux besoins spécifiques de ces personnes.

5° qui occupe un logement non conforme quant à sa structure ou quant aux matériaux utilisés.

2. Le département PROMOTION

Le chiffre d'affaires «promotion» de l'exercice 1995 s'établit à 1.007- millions de francs. Bien qu'en légère diminution par rapport à l'année précédente (-171 millions de francs), celui-ci reste toutefois à un niveau très élevé.

a) Les nouveaux chantiers de l'année

- Les travaux de construction de 18 logements locatifs à BETTEMBOURG;
- les travaux de construction de 32 logements destinés à la vente et de 28 logements locatifs à LUXEMBOURG-GASPERICH: phase D du Projet SAUERWISS;
- les travaux de démolition et de terrassement relatifs à la construction de 25 logements locatifs à TROISVIERGES;
- les travaux d'infrastructure générale relatifs au site de la «Nuddelsfabrik» à DUDELANGE sur lequel sont en construction 45 logements destinés à la vente et en planification 45 logements destinés à la location;

- les travaux d'infrastructure générale relatifs au Lotissement CARMEL à LUXEMBOURG-CENTS, réalisés en collaboration avec la SNHBM et sur lequel le Fonds a planifié la construction de quelque 172 logements locatifs et 49 logements destinés à la vente.

b) Les chantiers en cours pendant toute l'année 1995

- Les travaux de construction de 45 logements destinés à la vente sur le site de la «Nuddelsfabrik» à DUDELANGE;
- les travaux d'aménagement de 3 logements locatifs dans les annexes de l'ancien Couvent d'EISENBORN;
- les travaux de construction de 21 logements destinés à la vente ainsi que d'un Foyer accusant 17 logements pour la Fondation Sclérose en plaques à ESCH/ALZETTE, projet: «AI-ESCH»;
- les travaux de construction de 51 logements locatifs et de 58 logements destinés à la vente à LUXEMBOURG-GASPERICH: phase A du Projet SAUERWISS;
- les travaux de construction de 36 logements locatifs et de 42 logements destinés à la vente à LUXEMBOURG-GASPERICH: phase C du Projet SAUERWISS;
- les travaux de construction de 80 logements destinés à la vente à LUXEM-

BOURG/GASPERICH: phase E du Projet SAUERWISS.

c) Les chantiers qui se sont clôturés en 1995

En 1995, trois chantiers destinés à la location et deux destinés à la vente sont venus à leur terme, il s'agit:

- de la rénovation et de l'aménagement de 28 logements locatifs et de 8 logis pour travailleurs immigrés dans l'ancien immeuble «ARBED» sis à DIFFERDANGE, rue de LASAUVAGE;
- de la construction de 15 logements locatifs et d'un Commissariat de Police à LUXEMBOURG-KIRCHBERG, projet: «Kiem III»;
- des travaux de terrassement relatifs à la construction de quelque 200 nouveaux logements sur le site «Eecher Schmelz» à LUXEMBOURG-MUHLENBACH;
- de la construction de 81 logements destinés à la vente à LUXEMBOURG-GASPERICH: phase B du Projet SAUERWISS;
- des travaux d'aménagement et de rénovation du Foyer pour travailleurs immigrés à LUXEMBOURG-MUHLENBACH, travaux réalisés par le Fonds du Logement pour compte de l'État en sa qualité de promoteur «public».

En plus de l'activité construction proprement dite (c.-à-d. les chantiers ouverts) qui porte sur quelque 693 logements, l'activité du Fonds du Logement s'est également portée sur la planification et la préparation de nouveaux projets, parmi lesquels:

- la construction de quelque 200 logements sur le site «Eecher Schmelz» à LUXEMBOURG-MUHLENBACH;
- la construction de 49 logements destinés à la vente et de 172 logements locatifs à LUXEMBOURG-CENTS, lotissement «CARMEL»;
- la construction de 21 logements locatifs à WASSERBILLIG;
- le projet de réaménagement de l'ancien bâtiment «ARBED» sis à ESCH/ALZETTE, bd. PATTON, où quelque 34 logements locatifs seront aménagés;
- la phase F du Projet SAUERWISS-GASPERICH où sera construit un foyer de jour destiné à la vente;
- la restauration de divers immeubles achetés en 1995, à savoir: 2 bâtiments sis à LUXEMBOURG, 32, Rue des ÉTATS-UNIS et 327, Route de LONGWY;
- le projet de construction de 30 logements locatifs à BERTRANGE au lieu-dit «Eechels»;
- le projet de construction de 8 logements destinés à la vente à LUXEMBOURG-GRUND, Rue du Rham.



Ci-contre: LUXEMBOURG-GASPERICH, Sauerwiss phase A
Architectes: Jean HERR & Gilbert Huyberechts

Au 31 décembre 1995, l'ensemble des travaux en cours s'élevait à 1.737 millions de francs. Par rapport à l'exercice précédent, le stock des opérations en cours, constitué d'une part de terrains non encore immobilisés et d'autre part de travaux de construction, est en diminution de 201 millions de francs.

À l'exception de la part terrain qui représente toujours, au 31 décembre 1995, 450 millions de francs, le stock a été presque entièrement renouvelé au cours du présent exercice. Ainsi, 410 millions de francs en sont sortis par les ventes de logements achetés en 1995 et 711 millions de francs ont été immobilisés soit en terrains, soit en logements locatifs.

Les ventes de l'exercice

Avec un chiffre d'affaires «ventes aux particuliers» de 410 millions de francs, le Fonds réalise, en 1995, une année remarquable au niveau de la promotion de ses constructions.

Les ventes se répartissent de la façon suivante:

- 20 appartements à LUXEMBOURG-GASPERICH, lot B du Projet SAUERWISS;
- 20 logements en maisons quadrifamiliales à LUXEMBOURG-GASPERICH, lot B du Projet SAUERWISS;
- 13 maisons unifamiliales à LUXEMBOURG-GASPERICH, lot B du Projet SAUERWISS;
- 9 logements en maisons bifamiliales à LUXEMBOURG-GASPERICH, lot B du Projet SAUERWISS;
- 3 logements en maison trifamiliale à LUXEMBOURG-GASPERICH, lot B du Projet SAUERWISS;
- 1 surface commerciale sise à LUXEMBOURG-GRUND;
- 13 emplacements de parking sis à LUXEMBOURG-KIRCHBERG.

Au total, ce sont 65 logements, 13 emplacements de parking et une surface commerciale qui ont été vendus au cours de l'exercice écoulé.

L'année 1995 constitue aussi l'année de vente des lot A et C du Projet SAUERWISS à LUXEMBOURG-GASPERICH; quelque 90 compromis de vente ont été conclus. Ils feront l'objet d'un acte authentique au cours de l'exercice 1996.



Ci-dessous: LUXEMBOURG-GASPERICH, Sauerwiss phase C
Architectes: E. DECKER, M. LAMMAR & R. MASSARD

3. Le département Administration Générale

À côté des deux départements «location» et «promotion», le Fonds dispose d'un département «Administration Générale» qui a en charge la gestion administrative et financière du Fonds.

Sont regroupées au sein de cette section toutes les charges de fonctionnement non facturées et rémunérées en contrepartie de services spécifiques rendus: assurances, publicité, frais de gestion ainsi que les frais de personnel.

Du côté produits, y sont comptabilisés: les contributions des départements location et promotion à la couverture des charges administratives (coefficients d'entreprise), les produits financiers ainsi que diverses recettes provenant de la location d'immeubles non affectés dans le secteur locatif social: garages, commerces, etc.

En 1995, le résultat de ce département s'élève à 56,2 millions de francs. Il provient d'une part des produits financiers (46 millions de francs) et d'autre part des produits d'exploitation tels que les loyers de commerces et parkings ainsi que les coefficients d'entreprise.

De par les niveaux d'activités atteint tant en «location» qu'en «promotion», les coefficients d'entreprise (coefficient d'entreprise promotion et coefficient d'entreprise location) permettent une couverture intégrale des charges administratives.

Les loyers générés par la location des surfaces commerciales, bureaux, foyers et

parkings s'élèvent à quelque 13 millions de francs.

Parmi les actifs immobilisés de ce département, se retrouvent principalement:

- les terrains loués par bail emphytéotique et sur lesquels ont été construits des logements vendus,
- les surfaces commerciales et de bureaux situées en majorité au rez-de-chaussée de résidences locatives,
- les foyers principalement réalisés pour les besoins des réfugiés et donnés en location à l'État,
- les participations détenues dans les sociétés liées à savoir: une participation de 100% dans le capital de la «Chauffage Al-ESCH» dont le siège social est situé à LUXEMBOURG ainsi qu'une participation de 100 % dans le capital de la S.A. «Chauffage SAUERWISS» dont le siège social est situé à LUXEMBOURG. Ces deux sociétés ont pour activité l'exploitation d'un système de cogénération chaleur-électricité.
- l'équipement propre du Fonds du Logement.

Source: Extrait des rapports et bilan 1995 du Fonds du Logement

Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville en 1995

Le 9 juillet 1996, le comité-directeur du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville a présenté à la presse le rapport d'activité et bilan pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 1995.

La présentation a eu lieu au Ministère des Travaux Publics à LUXEMBOURG, en présence de Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux Publics.

Travaux du Fonds

Les travaux du Fonds, en cette deuxième année, ont porté pour l'essentiel sur deux volets, à savoir l'approfondissement des études concernant l'affectation future des quatre îlots et un important travail de recherche sur les aspects esthétiques, historiques et archéologiques du quartier. Les travaux répondant ainsi aux objectifs de base de la mission du Fonds, qu'il y a lieu de rappeler brièvement:

1. Revalorisation et revitalisation de la Vieille Ville en y favorisant une affectation mixte, avec priorité à l'habitat.
2. Sauvegarde du patrimoine culturel en promouvant une recherche scientifique avant le commencement des travaux sur le terrain.

Dans l'étude de potentialité et l'étude des fonctions, différentes possibilités de réaménagement des îlots avaient été analysées, montrant à chaque fois les avantages et les inconvénients de ces options. Il en ressortait clairement que pour atteindre les objectifs visés, au moins l'une des deux grandes institutions publiques, qui occupent actuellement la majeure partie des îlots, – institutions judiciaires et musée – devrait être transférée vers un autre site. Aussi le comité du Fonds était-il unanime pour préconiser la variante qui prévoit le départ des institutions judiciaires, ce qui a l'avantage de permettre de réaffecter l'îlot D à l'habitat et de réorganiser l'intérieur de cet îlot avec la possibilité de créer un parking souterrain, réservé principalement aux habitants du quartier.

Le Musée National d'Histoire et d'Art, par contre, devrait rester dans le quartier puisqu'il constitue un pôle d'attraction non négligeable au sein de la ville, à condition d'être réaménagé. Toutefois, certaines maisons d'habitation dans l'îlot B, actuellement occupées par les services du Musée, seraient à récupérer pour le logement.

Pour l'îlot A, la variante retenue prévoyait le maintien du Musée folklorique et du Conseil d'État. Un agrandissement de ce

dernier ne pourra se faire qu'au détriment de la Clinique St. JOSEPH adjacente. Le Fonds devrait donc se porter acquéreur de celle-ci et transformer la partie restante en logements.

Enfin le Fonds avait proposé, au moment où la discussion concernant le projet d'une nouvelle Chambre des Députés dans l'îlot PRINTZ battait son plein, de transférer celle-ci dans l'ancien Palais de Justice, dernier bâtiment représentatif dans le quartier.

Avec la décision du bureau de la Chambre de renoncer à la construction d'un nouvel hémicycle et de prévoir que des bureaux dans les maisons Richard et Printz, la question d'une nouvelle affectation pour la Palais de Justice reste ouverte dans l'hypothèse d'un déménagement des institutions judiciaires.

Aussi les travaux du Fonds se sont-ils concentrés sur les deux îlots B et C, respectivement le Musée et le Palais de Justice, en posant la question d'une réorganisation du Musée, permettant également de récupérer des surfaces pour l'habitat, et d'une éventuelle reconversion du bâtiment du Palais de Justice en Musée.

1. Programme pour le Musée

La nécessité d'une réorganisation du Musée ne fait plus de doute. Plusieurs facteurs y concourent:

- le départ du Musée d'Histoire Naturelle libère sur différents étages des surfaces qui seront à réintégrer dans un circuit logique;
- les maisons d'habitation, accaparées au fil des années pour y loger dépôts, ateliers et administration, sont à reconvertir en logements;
- la structure du bâtiment, résultat de nombreuses extensions et transformations, rend difficile l'orientation pour le visiteur et ne répond plus aux critères de fonctionnalité et de sécurité d'un musée moderne;
- la création d'un Centre d'Art Moderne et d'un Centre Culturel Luxembourgeois influera sur le futur programme du Musée National d'Histoire et d'Art.

Le Fonds a donc fait établir une étude qui a pour objectif de définir d'abord les besoins du Musée national d'Histoire et d'Art – besoins fonctionnels, spatiaux et techniques – avant d'analyser les possibilités d'hébergement ou encore les problèmes

d'adéquation des bâtiments existants au programme établi et aux exigences posées.

L'étude, établie en concertation avec les responsables du Musée, comporte dans une 1^{re} partie les volets suivants:

- missions du Musée,
- organigramme et description des différentes sections et de leur fonctionnement,
- diagramme des relations internes,
- programme détaillé des besoins spatiaux,
- exigences spécifiques des différentes fonctions concernant la logistique, la sécurité, le confort, la gestion et l'exploitation.

La mise au point du programme a été facilitée sans aucune doute par les préparatifs pour la grande exposition archéologique «Empreintes du passé». Cette exposition montre, dans un cadre original apprécié par le public, des collections entières, jusque-là enfouies dans les dépôts, faute de place.

Les besoins spatiaux et fonctionnels étant ainsi définis, l'étude montre ensuite différentes hypothèses d'hébergement à l'intérieur des îlots B et C, parmi lesquelles trois variantes seront analysées de plus près:

1. le musée actuel, sans les maisons autour de la cour intérieure, mais transformé et agrandi par une construction nouvelle sur la place du Marché-aux-Poissons.
2. l'ancien Palais de Justice agrandi par une construction souterraine dans le jardin arrière.
3. l'ancien Palais de Justice ensemble avec le musée actuel dans les maisons d'habitation autour de la cour.

Si cette dernière solution semble le mieux correspondre aux surfaces exigées, elle présente cependant les inconvénients notoires en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement.

La variante 2 nécessiterait d'importants travaux de construction et de transformation, sans pour autant donner un fonctionnement intérieur optimal.

La variante 1 présente certes un déficit en surface d'exposition et les travaux de construction ne seront pas des moindres, mais elle semble garantir le meilleur fonctionnement et la meilleure intégration dans le quartier. Avec la nouvelle construction sur la place, l'ancienne cave du Marché-aux-Poissons pourrait être incorporée dans le complexe du musée et rendue accessible au public. Il reste à voir



si le manque de surface ne pourrait pas être comblé par adjonction de l'aile latérale du Palais de Justice.

2. La Place du Marché-aux-Poissons

Les fouilles entamées sur la Place du Marché-aux-Poissons et dans le jardin du Palais de Justice ont été achevées en 1995.

Les fouilles étaient destinées, en dehors de leur intérêt archéologique, à sonder les sous-sols en ces endroits, où l'étude de potentialité et des fonctions avait prévu des constructions nouvelles.

Pour le Marché-aux-Poissons, un plan précis a été dressé renseignant sur la cave souterraine, l'épaisseur de sa voûte, les

niveaux de la roche et toutes autres cavités. Les murs porteurs de l'ancien bâtiment du Conseil provincial ont pu être repérés, mais seulement partiellement.

L'aménagement en sous-sol des W-C aux abords de la rue WILTHEIM avait détruit la partie la plus intéressante de ces structures, puisque les caves étaient orientées vers cette rue, d'où elles avaient leur accès.

La décision de remblayer la place fut prise ensemble avec les archéologues. Le Fonds dispose maintenant de données suffisantes pour pouvoir faire élaborer à tout moment un projet de construction au-dessus de la cave voûtée.

En attendant, les responsables du Fonds ont convenu, d'un commun accord avec la Ville, de réaménager la place et de l'offrir

exclusivement aux piétons, qui y retrouvent l'ancien pavé, longtemps enfoui sous une couche d'asphalte.

3. Levés des bâtiments

Les levés des immeubles du Palais de Justice, du Musée National d'Histoire et d'Art et de la maison dite «Gölle Klack», commencés dès la première année, ont été achevés. Ils sont complétés par des coupes et des dessins de façade réalisés par procédé photogrammétrique. Les plans, disponibles sur support informatique, renseignent également sur certains éléments décoratifs tels que les plafonds de stuc et constituent une bonne base pour tout projet de réaménagement et de rénovation.

FORÊT

«La forêt luxembourgeoise»

Une opération d'information et de promotion par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts

Un tiers de la superficie de notre pays se trouve à l'état boisé et la forêt accomplit une multitude de fonctions: fonctions écologiques, économiques et récréatives. Si, dans le passé, on avait peu de raisons de se faire des soucis pour un écosystème forestier proche de la nature et en excellent équilibre, l'augmentation des activités humaines et la modification des exigences vis-à-vis de la forêt rendent indispensable qu'on s'occupe, sinon se préoccupe réellement et efficacement de la protection de la forêt et du paysage forestier. Dans ce contexte, trois brochures éditées par l'Administration des Eaux et Forêts, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le Ministère de l'Environnement, ont été présentées au cours d'une conférence de presse, le 10 septembre 1996, par Monsieur Johny LAHURE, Ministre de l'Environnement, Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture et Monsieur Edmond LIES, Directeur de l'Administration des Eaux et Forêts.



Monsieur Johny LAHURE, Ministre de l'Environnement, entouré de Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture et de Monsieur Edmond LIES, Directeur de l'Administration des Eaux et Forêts lors de la conférence de presse

- la Direction;
- l'Aménagement des Bois et l'Économie Forestière, la Chasse et la Pêche, la Conservation de la Nature,
- les services régionaux: 3 arrondissements de la Conservation de la Nature, 6 cantonnements forestiers avec les brigades, les triages et services de régie qui s'y rattachent.

Les brochures

La première brochure, intitulée «Éléments de politique forestière» retrace la situation de nos forêts, leurs fonctions et les nouvelles stratégies à appliquer. Cette publication richement illustrée est éditée par l'Administration des Eaux et Forêts.



Dans sa préface, Johny LAHURE, Ministre de l'Environnement, résume ainsi le but de cette édition: «Une bonne gestion des forêts ne peut évidemment tenir compte d'un point de vue strictement économique. Si nous voulons préserver nos forêts, leurs rôles économiques, écologiques et sociaux, une stratégie s'impose impérativement: celle d'un développement et d'une gestion durables, stratégie qui doit se baser sur une concertation et collaboration améliorées de tous les milieux politiques concernés, propriétaires, exploitants, gestionnaires et politiques. Les professionnels de la forêt, en veillant à son entretien et à sa survie, dans le souci de préserver un écosystème forestier sain et stable, apportent une contribution indispensable à son maintien. Que cet ouvrage constitue la trame des réflexions et discussions à venir qui définiront la gestion future de nos forêts, gestion qui intégrera toutes les fonctions vitales de nos forêts, afin de nous permettre de conserver ces ressources inestimables aux générations futures».

Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural, explique dans son message les stratégies à suivre: «Parmi ces stratégies, qui elles mêmes doivent être intégrées dans le développement d'une gestion durable, il faut citer, d'une part, le choix adéquat des essences utilisant au mieux les facteurs éco-

logiques et, d'autre part, la production de bois de haute qualité, sachant profiter de la palette d'essences la plus large possible. Font également partie de ces stratégies les aides financières portées par la collectivité, permettant aux propriétaires d'assurer les interventions les plus coûteuses dans leurs forêts. Enfin, la promotion du produit bois aidera elle aussi à assainir la forêt, car l'écoulement normal des produits permet de faire des interventions sylvicoles indispensables à la stabilité et à la diversité des peuplements».

La deuxième brochure «Hecken: Bedeutung, Anbau und Pflege» est consacrée aux haies et taillis, ces «doigts de la forêt» dont l'importance n'est pas à nier. Cette édition de 50 pages est fournie par l'Administration des Eaux et Forêts, Service de la Conservation de la Nature. Son objectif principal y est défini comme suit: «Neben dem Aufzeigen der Bedeutung von Hecken will diese Veröffentlichung vor allem Hinweise für die Anlage und die Pflege von Hecken geben... Ein wichtiges Ziel dieser Broschüre ist es, bei der Neuanlage von Hecken den naturräumlichen Gegebenheiten Luxemburgs Rechnung zu tragen. Der Hauptakzent in dieser Broschüre liegt dabei auf Hecken in der Agrarlandschaft. Die Angaben zur Artenwahl gelten aber ebenfalls für die Gestaltung der Strauchzonen von Waldrändern. Sie sollten wei-

terhin bei der Gestaltung von Zierhecken bei Wohnhäusern, von Grünanlagen oder Sichtschutzhecken bei Großgebäuden Anwendung finden».

Ces deux brochures peuvent être obtenues gratuitement auprès de l'Administration des Eaux et Forêts.

Enfin, la troisième brochure «Naturräumliche Gliederung Luxemburgs» a pour sujet la classification du Luxembourg en régions écologiques.

Cette dernière publication éditée par l'Administration des Eaux et Forêts, Service Aménagement des Bois et Économie Forestière (ISBN N°: 2-495- 28002-1 disponible en librairie; Format: DIN A4 80 pages), comporte de multiples cartes polychromes, photos, graphiques et tableaux.

Le sujet en est la subdivision du pays en territoires biogéoclimatiques, selon la méthode de la classification écologique basée sur le climat, la nature de la roche-mère et le sol. Les quatre domaines écologiques, respectivement les dix-huit secteurs écologiques, y sont considérés comme régions, à l'intérieur desquelles les arbres forestiers et les autres plantes trouvent des conditions de développement similaires, généralement favorables.

Ladite publication offre les chapitres suivants: tables de production forestières, matériel de reproduction forestier, planification et aménagement forestiers, statistiques forestières, écologie appliquée, aménagement du territoire, agriculture, météorologie, géographie appliquée.

La publication a pour objectif de fournir une vue d'ensemble simplifiée des principaux facteurs de production qu'on trouve au Luxembourg. A cet effet, les résultats d'une étude scientifique ont été traités et présentés de façon à permettre à toute personne intéressée un accès facile aux informations de base. Dans cet esprit, la publication s'adresse non seulement à un public averti, mais également aux propriétaires forestiers privés, au personnel enseignant, aux écoliers et autres amis de la nature.

Après l'introduction dans la matière, la publication présente la carte des domaines et secteurs écologiques. Ensuite, les quatre domaines écologiques Oesling, Bon Pays, Vallée de la Moselle et Bassin minier ainsi que leurs secteurs correspondants (18 secteurs) sont présentés systématiquement. Chaque secteur écologique est décrit sur une page double. De nombreuses illustrations en couleurs (photos, diagrammes, tableaux) accompagnent le texte explicatif.

Contenu: À l'introduction, la publication fournit des informations sur l'importance et les possibilités d'utilisation d'une classification du pays en régions écologiques, ainsi qu'une explication de la méthode employée pour identifier, classer et déli-



miter les différents territoires écologiques (utilisation d'un système d'information géographique).

La présentation des secteurs comprend la description des formes paysagères typiques, du climat régional, de la géologie et des principaux types de sols, ainsi que de la végétation forestière naturelle. En outre, elle donne un aperçu, sous forme de diagrammes, de l'importance des principaux types d'utilisation du sol, des classes de pente et des classes d'altitude. Finalement elle présente un tableau synthétique contenant des recommandations pour le choix des essences en forêt de production.

Eléments de politique forestière

Situation géomorphologique

Malgré son territoire limité, le Luxembourg présente une grande variabilité naturelle. Deux régions géographiques s'en dégagent, qui se distinguent par la géologie et le climat: L'Oesling (Ardennes) au Nord et le Gutland (Bon Pays) au Sud.

L'Oesling, avec ses roches schisteuses et gréseuses, forme un plateau d'une altitude d'environ 500 m, dans lequel se sont entaillés des cours d'eau, comme la Sûre, l'Our, la Wiltz, la Clerf, coulant dans des vallées étroites et profondes. Le Gutland

est une région à cuestas caractérisée par une alternance de couches gréseuses, marneuses et dolomitiques, et dont l'altitude moyenne se situe entre 300 et 350 m.

En somme, le territoire du Grand-Duché est caractérisé par un seul bassin versant dont l'exutoire se trouve à Wasserbillig; c'est-à-dire, toute goutte d'eau, collectée par un des nombreux ruisselets et ruisseaux, quitte le pays à l'est par la Moselle pour atteindre ensuite le Rhin. La Chiers, au sud-ouest du pays, fait exception à cette 'règle'; elle se déverse dans le bassin de la Meuse, près de SEDAN.

Le réseau hydrographique de l'Oesling est très dense, dû au fait que la roche-mère est pratiquement imperméable. Au niveau du

Grès de Luxembourg, très perméable, la densité est plus faible. Cette formation couvre à peu près un tiers du pays et présente le plus grand réservoir d'eau souterraine du pays, assurant environ 65% de l'alimentation en eau potable naturelle, non traitée spécialement, telles les eaux fournies par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).

Superficie et répartition des essences forestières

Les types de forêts naturelles colonisant le territoire du Grand-Duché sont principalement la hêtraie sur les sols meubles ainsi que la chênaie et la hêtraie-chênaie sur les sols lourds. A ces types de forêts sont associées des essences dites disséminées, comme l'érable sycomore, le frêne, le merisier, le charme, l'orme, le tilleul, le bouleau et le tremble.

Actuellement, la forêt couvre environ 88.000 ha, soit plus d'un tiers du territoire du Grand-Duché. Les feuillus occupent 64% de cette surface, les résineux 36%. Avec 55% de la surface forestière totale, l'Oesling est plus boisé que le Gutland.

Dans l'Oesling, la part des essences résineuses est très élevée (48%), alors que dans le Gutland les essences feuillues dominent (72%). Les hêtraies les plus productives, se trouvent sur les couches calcaires du Dogger, au sud-ouest du pays (Minette - Bassin minier).

Les forêts de la région mosellane sont principalement constituées par des chênaies sur les sols lourds et par des forêts mélangées feuillues à cormier sur le calcaire coquillier (Muschelkalk).

Répartition des classes d'âge

Actuellement, il existe un grand déséquilibre au niveau des classes d'âge des peuplements feuillus. Jusqu'au 19^e siècle, la forêt luxembourgeoise était exploitée et même surexploitée pour servir de source d'énergie à la sidérurgie. Vers la moitié du 19^e siècle, les haut-fourneaux ont été transformés pour utiliser de la houille, meilleur marché et disponible en abondance. C'est à partir de ce moment qu'ont pu se constituer nos grandes hêtraies adultes que nous connaissons actuellement.

La majorité des forêts, à savoir 54%, appartiennent à des particuliers, 10% à l'État et 36% aux communes et établissements publics. Les forêts soumises au régime forestier - forêts de l'État, des communes et des établissements publics - sont gérées par l'Administration des Eaux et Forêts.

Dans l'Oesling, 81% des forêts appartiennent à des particuliers, tandis que dans le Gutland, les communes détiennent plus de la moitié de la surface boisée.

La forêt privée est principalement constituée de peuplements résineux et de taillis

de chêne dans l'Oesling, alors que la futaie feuillue domine en forêt soumise.

La forêt privée est caractérisée par la structure de la petite propriété forestière, présentant une dispersion importante des parcelles. 70% des propriétaires possèdent moins de 2 ha, ce qui souligne à merveille l'extraordinaire parcellement de nos surfaces boisées.

Difficultés de gestion de la forêt de l'Oesling

Dans l'Oesling, la propriété forestière est très morcelée. Les peuplements sont souvent situés en pente raide et dépourvus de toute infrastructure valable - tels chemins forestiers. Ainsi dans la région du lac de la Haute-Sûre, la surface moyenne des parcelles boisées est de 0,57 ha. Le terrain y est fortement accidenté, 49% de la surface boisée se trouvent en pente moyenne (20-40%) et 14% en pente raide (>40%). Dans ces conditions, l'exploitation pose des problèmes techniques. Aussi les forêts autour du lac exercent-elles principalement une fonction de protection des sols et des eaux.

Le taillis de chêne est un héritage de l'ancienne industrie du tanin, très florissante à WILTZ pendant plus de deux siècles. Le taillis domine aujourd'hui encore l'image de la forêt feuillue dans l'Oesling (> 70%). L'essor de cette industrie manufacturière aux 18^e et 19^e siècles avait provoqué une extension considérable de ce type de forêt.

Encouragés par les prix élevés de l'écorce du chêne, les communes et les propriétaires privés avaient converti la majeure partie de futaie feuillue en taillis de chêne.

En 1741, la première tannerie fut fondée à CLERVAUX. En 1811, 66 tanneries existaient sur le territoire du Grand-Duché, dont la majorité dans l'Oesling. La clientèle principale des industries du tanin au cours de ces deux siècles étaient les différentes armées qui occupaient à tour de rôle le territoire du Luxembourg. Pendant la période autrichienne, plusieurs régiments de l'Impératrice MARIE-THÉRESE étaient équipés exclusivement de bottines en provenance de cuir luxembourgeois.

Étant donné que la teneur en tanin est plus élevée dans les jeunes chênes et dans les rejets de souches que dans les arbres adultes, la révolution des taillis variait entre 16 et 20 ans.

Vers 1900, le taillis de chêne occupait une surface de 25.725 ha, ce qui souligne l'importance économique de ce type de forêt au début du siècle.

L'importation de tanin en provenance de l'Amérique du Sud (bois de quebracho) et plus tard l'utilisation de sels chimiques, provoquaient une sérieuse régression de l'économie du taillis de chêne vers la fin du 19^e siècle et son déclin total dès la fin de la Deuxième Guerre Mondiale.

Aujourd'hui, la surface du taillis de chêne se chiffre à 13.300 ha, dont la presque totalité (90%) se trouve en main privée.

La forêt du Grünwald

Avec ses 4.500 ha, la forêt du Grünwald représente la plus grande surface boisée d'un seul tenant du Grand-Duché. Depuis le 13^e siècle, cette forêt est citée dans des documents historiques. La plus ancienne ordonnance forestière, en vue de sa protection, semble être celle du 24 janvier 1496.

Principalement constituée de hêtraies, cette forêt est sise sur le grès de LUXEMBOURG et fait partie de la zone de protection du plus grand réservoir d'eau potable du pays. Comme elle est située à l'entrée de la Ville de LUXEMBOURG, sa fonction récréative est considérable.

Depuis 1966, le Grünwald est classé monument national. En 1981, lors de la «Déclaration d'Intention Générale», le Gouvernement en Conseil souligna une fois de plus l'importance et la protection de cette forêt en tant que système écologique.

Réserves forestières

Aujourd'hui, l'homme est loin de mettre en évidence la seule fonction économique de la forêt.

Le progrès de la civilisation, les changements intervenus dans la structure de la population et les graves perturbations du milieu naturel qui en découlent, ont conduit à apprécier à leur juste valeur les fonctions sociales et de protection que les forêts sont en mesure d'assumer, plus que toute autre formation naturelle ou artificielle.

Ainsi la forêt est protégée sur base d'un grand nombre de dispositions légales et réglementaires. En plus, le Gouvernement luxembourgeois vise la protection de 8.100 ha de forêts, dont 2.558 ha de réserves proprement dites et 5.545 ha de zones tampon.

Parcs naturels

Le Grand-Duché disposera sous peu de deux parcs naturels.

Le premier, le «Parc Germano-Luxembourgeois» vient de fêter ses 30 ans d'existence. Il s'agit du premier parc naturel international qui a été créé en Europe. L'idée de concevoir un tel parc basait sur la volonté de préserver et de surveiller ce magnifique paysage de part et d'autre de l'Our et de la Sûre frontalière, suivant des critères aussi uniformes que possible et d'y développer une région de récréation riche en patrimoine culturel et naturel, tout en favorisant son développement économique. L'étendue de la partie luxembourgeoise s'élève à 35.800 ha, dont 37% sont boisés.

La forêt domine l'image globale du paysage, même s'il existe des régions à taux de

boisement relativement faible. L'absence de grands massifs d'un seul tenant et le refoulement des forêts sur les versants donne l'impression que le taux de boisement serait nettement plus élevé qu'il ne l'est en réalité. Ces forêts, constituées par une multitude d'essences forestières et arbustives, satisfont aussi bien aux critères écologiques qu'économiques.

Le deuxième parc naturel, le «Parc Belgo-Luxembourgeois» est en voie de réalisation. Sur le territoire luxembourgeois, il sera dénommé «Parc Naturel de la Haute-Sûre», totalisant quelque 28.000 ha, dont environ la moitié est couverte de forêts. Ce sont surtout des taillis de chêne et des pessières; dans la partie sud-ouest, la futaie feuillue joue un rôle dominant. La forêt occupe principalement les versants, alors que le plateau est réservé à l'agriculture.

La santé des forêts

L'inventaire phytosanitaire national

Le réseau d'observation «national» couvre systématiquement l'intégralité du territoire national; il est basé sur le maillage du système géodésique Gauß-Krueger. Il a été mis en place au courant du mois de juillet 1984 sous la forme d'un réseau 2x2 km. Pour ce réseau, les centres des placettes étaient localisés à chaque point de croisement de coordonnées paires, sous condition que ce point tombe dans une surface boisée (210 placettes). A la suite des dégâts qui avaient été occasionnés par les ouragans du début de l'année 1990 et vu le manque de personnel pour réaliser les travaux de terrain et pour traiter les données recensées, le réseau 2 x 2 km a été remplacé par un réseau 4 x 4 km (51 placettes en 1995), inclus dans le réseau 2 x 2 km. Il est constitué de placettes localisées à chaque point de croisement de coordonnées Gauß-Krueger divisibles par 4, si ce point tombe dans une surface boisée. Chaque placette est constituée de 24 arbres qui sont marqués au spray. La disposition du réseau «national» ainsi que sa gestion sont conformes aux recommandations méthodologiques du «Manuel» du «Programme de Coopération Internationale sur l'évaluation et de la surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur les forêts» (PIC Forêts) de la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies (UN/CE).

Cet inventaire statistique dans le réseau «national» est basé sur l'observation de l'état des cimes; l'état de vitalité des arbres-échantillons est estimé par le biais d'une estimation de la perte de feuilles et de la décoloration anormale des feuilles.

Le réseau 4 x 4 km compte 1166 arbres échantillons (situation 1995). Puisqu'ils ont été numérotés, ce sont en principe toujours les mêmes arbres qui sont inventoriés. Pour chaque arbre individuellement, 17 variables différentes sont notées.

L'équipe de terrain était composée, en 1995, de 6 ingénieurs forestiers qui en principe sont accompagnés par le préposé du triage dans lequel se situe la placette. Dans la mesure du possible, ce sont toujours les mêmes personnes qui, au fil des années, font les observations dans les mêmes placettes.

Les résultats de l'inventaire 1995 confirment la tendance observée déjà au courant des inventaires précédents vers une aggravation de l'état sanitaire des arbres inventoriés. Seulement un tiers des arbres inventoriés peuvent être considérés comme étant sains et plus d'un tiers présentent des signes nets de défoliation (classe 2+3+4). La situation actuelle peut être résumée par les chiffres suivants:

classe 0:	arbres sains:	32%
classe 1:	arbres maladifs:	30%
classe 2:	arbres malades:	35%
classe 3:	arbres dépérissants:	3%
classe 4:	arbres morts:	1%

Depuis 1985, l'état phytosanitaire des arbres observés s'est graduellement dégradé. L'amélioration constatée en 1989 pourrait être expliquée par le fait que les deux années précédentes étaient assez favorables à la forêt du point de vue météorologique. Le taux d'arbres malades a atteint les dernières années un seuil préoccupant puisqu'en 1992, le cap des 50 %

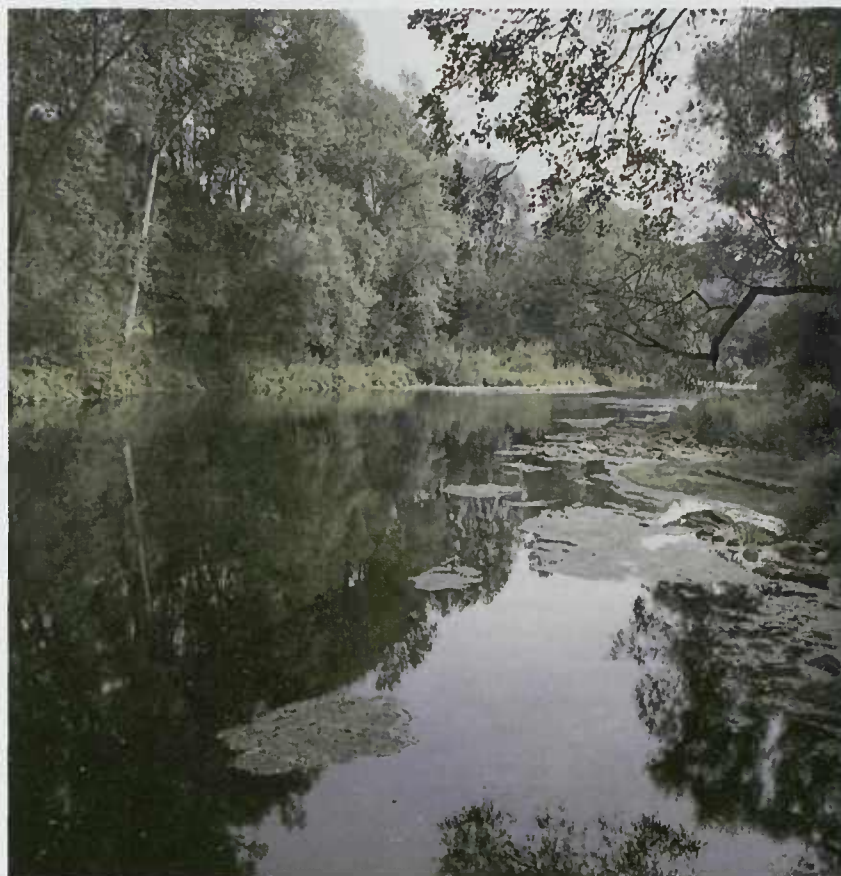
d'arbres malades a été dépassé.

Pour l'année en cours, moins d'un tiers des arbres présentent un aspect sain (classe 0), ce qui est une diminution de 47 points par rapport à l'année 1984, première année d'inventaire. Ce sont surtout les classes cumulées 2+3+4 qui ont subi une hausse inquiétante. Aujourd'hui, 38% des arbres présentent des signes nets de défoliation (35% en 1994 et moins de 5%, il y a dix ans). Cette classe cumulée permet entre autre d'éliminer les cas douteux qui pourraient se trouver en classe 1, celle des arbres maladifs.

Le hêtre, essence dominante de nos régions, est le plus atteint. Seulement 7,6% des hêtres ne présentent aucun symptôme anormal (classe 0), ce qui est alarmant; tandis que la moitié, soit plus de 59,6%, ont des dommages facilement détectables (classes cumulées 2+3+4).

La moyenne annuelle de tous les pourcentages de défoliation qui ont été notés lors de l'inventaire constitue un bon critère pour estimer l'évolution de l'état phytosanitaire des placettes d'observation.

La courbe en question est caractérisée par une variation pratiquement linéaire, qui est uniquement interrompue en 1989, fait qui est dû en premier lieu à une présence plus abondante d'arbres de la classe 0.



En ce qui concerne la répartition des dégâts par catégories d'essences, le nouvel

inventaire fournit les résultats suivants (en %):

1994	0	1	2	3	4	total
futaie feuillus (tous)	16,9	25,7	52,	74,0	0,7	100
hêtre	7,6	32,8	56,	1 3,2	0,3	100
chêne+autres	29,8	15,9	47,8	5,2	1,3	100
taillis	19,2	43,2	35,2	1,9	0,5	100
résineux (tous)	59,8	27,2	12,0	1,0	-	100
tous	32,1	29,6	35,3	2,6	0,4	100

Le réseau de placettes de suivi à long terme des écosystèmes forestiers

Dès la moitié des années '80, la majorité des pays d'Europe centrale, dont notamment le Grand-Duché, ont lancé des programmes pour tenter d'évaluer et de suivre l'état de vitalité de leurs forêts. Les observations et expériences ont permis de déceler certaines variations inter-annuelles, voire même des évolutions globales de l'état phytosanitaire. En valeurs absolues, les statistiques qu'elles ont fournies ne peuvent toutefois être utilisées qu'avec prudence, puisqu'elles sont entachées d'une certaine subjectivité inhérente à la méthode utilisée. Par ailleurs, ces actions du passé ont fait apparaître qu'en fait nous savons très peu de choses sur le fonctionnement de certains mécanismes qui peuvent intervenir au niveau des écosystèmes forestiers.

A plus forte raison, on ne sait pas expliquer tous les mécanismes qui interviennent quand des écosystèmes forestiers ne fonctionnent plus «normalement».

Lors de la Conférence Ministérielle pour la Protection des Forêts en Europe à STRASBOURG en 1991, le Grand-Duché a été un des états signataires d'une résolution sur la mise en place d'un réseau européen de placettes permanentes de suivi de l'écosystème forestier. Le Grand-Duché participe à ce projet international avec deux placettes en hêtre, puisque le hêtre est l'essence autochtone dominante, dans deux régions forestières caractéristiques: l'une située dans la forêt domaniale du «Grünwald» (sur le Grès de Luxembourg) dénommée HET L2, l'autre dans la forêt domaniale de Hosingen, au lieu-dit «Penzberg» (en Ardenne), dénommée HET L1.

Le projet est réalisé en étroite collaboration avec l'Office National des Forêts (ONF/France) puisque, dans le cadre d'une convention avec l'ONF, le Grand-Duché a demandé le rattachement de ses deux placettes au réseau français, dénommé «RENECO-FOR», qui comporte 102 placettes permanentes. L'ONF fournit à l'Administration des Eaux et Forêts une assistance technique et scientifique pour la mise en place et le suivi du réseau. Les résultats sont traités et conservés dans la banque de données de l'ONF. La durée de la période de fonctionnement a été retenue dans un premier temps à 30 ans.

À l'intérieur d'une placette clôturée dite «hors couvert», l'Administration a mis en place, avec l'aide de l'ONF et de la société PULSONIC, une station météorologique automatique. Cette station permet d'ef-

fectuer des mesures météorologiques précises et soutenues à proximité de la placette proprement dite.

Le réseau en question permettra un «monitoring» permanent et intensif de l'état des forêts, notamment afin de mieux connaître le comportement des peuplements forestiers face aux aléas climatiques et à l'évolution de l'environnement atmosphérique. Évidemment, les paramètres observés seront bien plus nombreux que ceux observés dans les deux autres réseaux.

La collecte de données météorologiques

Ces dernières années, il est devenu de plus en plus évident que le climat et les aléas climatiques jouent un rôle important en ce qui concerne la situation de la santé des forêts. La répartition des précipitations sur les différentes périodes de l'année et les périodes de températures élevées (sécheresse pendant la période de végétation) sont susceptibles d'avoir un impact important sur l'état sanitaire des peuplements, au moins en ce qui concerne certaines essences.

Pour déceler les rapports entre les facteurs météorologiques et le dépérissement des forêts, il faut disposer de données météorologiques qui sont valables pour les sites où se trouvent les placettes de suivi des écosystèmes forestiers.

Dans cette optique, l'Administration des Eaux et Forêts a décidé d'installer des stations météorologiques à proximité immédiate des placettes de suivi à long terme des écosystèmes forestiers. L'installation et l'exploitation des stations se font en collaboration avec l'ONF et avec la société PULSONIC.

La station est composée de 3 unités: la station de base, le pluviomètre et le mât basculant portant l'anémogirouette et le capteur de rayonnement.

La station fonctionne de manière complètement autonome, puisqu'elle est alimentée via des panneaux solaires et qu'elle possède un «data logger» qui permet le stockage des données pendant environ 70 jours. La station est reliée à une ligne téléphonique qui permet de l'interroger à distance et de procéder à des téléchargements.

La station mesure et enregistre 7 paramètres:

- température de l'air ambiante
- température du sol à -10 cm de profondeur
- pluviométrie (quantité de pluie)

- hygrométrie (humidité de l'air)
- vitesse du vent
- direction du vent
- rayonnement solaire global.

Ces mesures sont stockées en mémoire interne ainsi que sur carte-mémoire. La société PULSONIC est chargée de la maintenance de la station et du traitement des données.

Les mesures de dépôts atmosphériques

Dans la placette permanente du Grünwald, un dispositif de collecte des eaux de pluie, de pluviollessivats et de ruissellement le long des troncs des hêtres a été installé fin 1993, afin de déterminer aussi bien la pluviosité, la qualité des pluies ainsi que la quantité annuelle des éléments ou composés qu'elles apportent en plein champ et sous le couvert forestier. Pour la période du 29.12.1993 au 28.12.1994, les premiers résultats des mesures sont disponibles.

La première année de mesure des dépôts atmosphériques permet déjà de donner un aperçu du climat de pollution en forêt de Grünwald et d'identifier les composés susceptibles d'intervenir de manière défavorable dans le cycle nutritif du peuplement étudié. Toutefois, il est nécessaire de confirmer ces premiers résultats dans les années à venir.

Le réseau d'observation de l'état des sols forestiers: réseau «pédologique»

Le réseau «pédologique» est un réseau international qui permet à chaque État participant d'élaborer, au niveau national, un rapport décrivant l'état des sols forestiers et de communiquer les résultats des analyses à la Commission Européenne qui en fait la synthèse. Au Grand-Duché, ces descriptions et analyses chimiques sont réalisées sur un réseau de 17 placettes, suivant la «méthodologie harmonisée de caractérisation des sols», adoptée également au niveau communautaire. Il est important de suivre l'évolution des sols, puisqu'ils sont susceptibles de jouer un certain rôle dans le mécanisme de dépérissement des forêts.

L'échantillonnage du sol se fait sur le réseau «pédologique», dont fait partie le réseau communautaire 16 x 16 km (4 placettes) ainsi que 13 placettes supplémentaires réparties suivant une maille de 8 x 8 km. La répartition des placettes est telle qu'une représentation adéquate des différentes formations géologiques est assurée. Les échantillons pris en 1994 ont été analysés aux laboratoires de l'«Unité de la Science du Sol» de la Faculté des Sciences Agronomiques de GEMBLOUX (F.S.A.Gx). Les échantillons ont été prélevés à la tarière, sur environ 30 endroits par placette à 4 niveaux différents: couche holorganique, couches 0-5 cm, 5-10 cm et 10-20 cm.

Au travers de ce catalogue de problèmes, réflexions et propositions de solutions, l'Administration des Eaux et Forêts entend montrer d'une part sa position acquise sur le plan de la gestion des forêts et d'autre part les efforts qu'elle entend

poursuivre pour aller encore au-delà de la situation actuelle.

Il s'agit d'une première approche qui ne prétend pas être exhaustive, ni définitive, mais qui est plutôt sujette à modification suivant les connaissances scientifiques à escompter au vu des nombreux programmes de recherche en la matière...

Et le Directeur Edmond LIES, Eaux et Forêts, de conclure: «Les pollutions atmo-

sphériques, combinées avec les excès climatiques, sont indiscutablement la source de multiples perturbations dans les écosystèmes forestiers. Le rôle des gestionnaires, appelés à réparer des dégradations du milieu naturel, dont ils ne sont pas responsables, n'est assurément pas facile. Mais tous doivent s'efforcer de dépasser leurs horizons habituels, afin que les travaux visant à préserver ou à restaurer les écosystèmes concernés soient entamés le

plus tôt possible et dans les meilleures conditions. Sous l'impulsion d'une recherche bien définie, les responsables politiques et les gestionnaires de forêts sont appelés à se rencontrer, à se concerter. Aux responsables politiques d'endiguer les sources de pollution, aux gestionnaires de forêts d'assumer leur responsabilité en bon père de famille et de se monter soucieux de conserver, voire d'enrichir le patrimoine qui leur a été confié.»

PHILATÉLIE

Nouveaux TIMBRES-POSTE – septembre 1996

Le 23 septembre 1996, l'Entreprise des Postes et Télécommunications du Luxembourg a mis en vente:

1) une série de deux valeurs sur le thème «VIVONS ENSEMBLE» et dans le but de sensibiliser le public aux problèmes des relations entre les différentes communautés qui forment le Luxembourg d'aujourd'hui. La série se présente comme suit:

* 16 F, DESSIN D'ENFANT par Michèle DOCKENDORF de LIP-PERSCHIED

Dans le cadre de l'action «La Poste à l'École», le CDAIC (Centre de Documentation et d'Animation Interculturelles), en collaboration avec l'Entreprise des Postes et Télécommunications, a organisé en hiver 1994 un grand concours de dessin en vue de la réalisation d'un timbre-poste. Les enfants des écoles primaires ont créé plus de 6000 illustrations sur le thème «Vivons ensemble – pluralisme culturel au Luxembourg». Le jury n'a pas eu tâche facile en sélectionnant parmi ces nombreux travaux les 60 dessins primés. Une affiche a été imprimée avec une douzaine des meilleures œuvres. Les quatre premiers prix ont été reproduits sur cartes illustrées disponibles à l'Office des Timbres et au Musée des Postes et Télécommunications. Le premier prix l'œuvre de Michèle DOCKENDORF, figure sur la nouvelle valeur postale.

* 16 F, «L'ABBRACCIO», statue en bronze créée par l'artiste luxembourgeoise Marie-Josée KERSCHEN et érigée en 1992 à ESCH-sur-ALZETTE, Place de la Résistance, pour le Centenaire de l'immigration italienne au Grand-Duché de LUXEMBOURG. Prix de la série: 32 F; Procédé d'impression: héliogravure par Hélio COURVOISIER S.A., La Chaix-de-Fonds; 5 couleurs; format: 35,95 x 28,00 mm papier fluorescent; 50 timbres à la feuille;

2) une série dite «MUSTÉLIDÉS» en trois valeurs:

* 16 F, BLAIREAU (Meles meles)

* 20 F, PUTOIS (Mustela putorius)

* 80 F, LOUTRE (Lutra lutra), Prix de la série: 116 F

Procédé d'impression: taille douce et offset combinés par l'Imprimerie des PTT de

BERNE;

dessin: Jean-Sébastien ROUSSEAU-PIOT, BRUXELLES;

mise en page et gravure par l'artiste suisse Pierre SCHOPFER;

format: 39,6 x 30 mm; 4 couleurs en offset et une couleur en taille douce papier fluorescent;

40 timbres à la feuille;

Le Groupe Loutre

Le Groupe Loutre est composé de représentants de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration des Eaux et Forêts, de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, du C.R.P. Centre Universitaire cellule C.R.E.B.S., du Musée National d'Histoire Naturelle, de la Fondation Oeko-Fonds, du Bureau d'études ECOTOP et de la Fondation «H'llef fir d'Natur». Il a pour objet l'étude des causes de la régression de la loutre au Luxembourg, la mise en œuvre de mesures de protection de l'espèce et la sensibilisation au respect de nos rivières et plans d'eau qui constituent l'habitat privilégié de la loutre.

Objectifs

Cette émission de timbres-poste est consacrée aux mustélidés, famille qui regroupe différents mammifères munis d'une glande anale dont les sécrétions permettent de marquer leur territoire. Cette série vise essentiellement à sensibiliser chacun de nous à la protection de certaines espèces menacées. Le choix des mustélidés est lié à leur mauvaise réputation auprès de l'homme. Il illustre également la réussite et les échecs dans le domaine de la conservation de la nature.

En effet, le blaireau constitue un exemple positif, car ses effectifs sont en expansion. L'espèce semble sauvée.

Le putois, dont les populations sont en régression, a beaucoup moins de chance. Ce mustélidé peut toujours être chassé du 15 octobre au 1^{er} mars. Sa protection intégrale est une nécessité pour la survie de l'espèce et l'équilibre de la nature (élimination des petits rongeurs).

Bien que protégée depuis 1972, la loutre, symbole d'eau pure et de rivière naturelle, est en voie de disparition. Les causes

de régression sont multiples, mais toutes attribuées à l'action de l'homme.

LE BLAIREAU (Meles meles L.)

Le blaireau est un animal nocturne. Son régime alimentaire omnivore varie en fonction des ressources localement abondantes. Il se nourrit préférentiellement de vers de terre, mais ne dédaigne pas les insectes, les fruits ou les graines. En automne, il accumule des graisses en vue du repos hivernal. Le blaireau n'est pas un animal solitaire comme la majorité des mustélidés, mais vit en clans sur un territoire bien déterminé. Il creuse son terrier de préférence en forêt sur une faible pente. Le terrier principal, qui est utilisé pendant plusieurs générations, a une structure très complexe et comprend plusieurs entrées.

Un couple de blaireaux demeure uni toute une vie. La reproduction a lieu en février/mars. La femelle met bas 2 à 3 jeunes l'année suivante à la même époque. C'est la nidation différée. L'oeuf fécondé reste en attente environ 10 mois pour reprendre ensuite son développement de décembre à février. Les jeunes restent avec les parents jusqu'à l'automne. L'âge maximum des blaireaux est de 15 ans.

Après un gazage systématique des terriers dans les années soixante, le blaireau fut presque totalement exterminé au Luxembourg. Suite à leur protection intégrale fin 1984, les populations de blaireau se sont rétablies progressivement et ont recolonisé les terriers abandonnés.

LA LOUTRE D'EUROPE (Lutra lutra L.)

La loutre, mammifère merveilleusement adapté au milieu aquatique, a longtemps été considérée par l'homme comme un animal nuisible aux poissons de nos rivières. Cependant, en chassant préférentiellement les poissons faibles et de petite taille (10-15 cm), cette espèce joue un rôle régulateur au niveau des populations de poissons. Amphibiens, petits mammifères, oiseaux aquatiques, crustacés et mollusques figurent parfois à son menu quotidien. C'est un mustélidé opportuniste dans son alimentation: il se nourrit des proies les plus abondantes.

Les loutres adultes sont individualistes et se rencontrent sporadiquement pour défendre

les frontières de leur territoire ou pour s'accoupler. Le domaine vital, parcouru lors de longues pérégrinations nocturnes (jusqu'à 20 km), peut atteindre une superficie de 1.000 à 3.000 ha. Pendant la journée, la loutre dort profondément dans un terrier ou sur une couche à l'air libre parfaitement cachée dans un fourré ou une roselière. Elle évite les contacts directs avec l'homme.

Ne connaissant pas de saison de reproduction bien définie, l'accouplement et la mise-bas ont lieu à n'importe quel moment de l'année. La mère élève 2 à 3 loutrons sans l'aide du mâle. Les catiches (terriers de reproduction) ont classiquement une entrée sous l'eau qui mène à une chambre située sous la berge entre les racines d'arbres.

La durée de vie moyenne de la loutre serait de 10 à 15 ans.

Sa mauvaise réputation et sa fourrure recherchée ont eu comme conséquence une régression drastique des effectifs. Des facteurs supplémentaires, comme la pollution des cours d'eau et la destruction de son habitat ont accéléré le déclin de la loutre. Au Grand-Duché de Luxembourg, elle est intégralement protégée depuis le 3 novembre 1972. Des traces de loutres ont encore été observées en 1991 le long de l'Attert et de la Haute-Sûre et en 1993 le long de la Haute-Sûre. Depuis lors, plus aucun indice de présence n'a été découvert au Luxembourg.

LE PUTOIS (*Mustela putorius L.*)

Le putois animal solitaire, occupe un territoire déterminé (une femelle/+ 12 ha, un mâle/20-40 ha). Il chasse la nuit les campagnols, les souris et les surmulots qui constituent ses proies principales. Ce prédateur joue donc un rôle important comme régulateur naturel des petits rongeurs. Les

amphibiens, les oeufs et les oiseaux ne constituent que des proies secondaires pendant la période estivale. Des cadavres peuvent représenter une fraction importante du régime alimentaire hivernal.

Le rut des mâles, qui sont polygames, a lieu durant les mois de mars et avril. Après environ 40 jours de gestation, la femelle met bas 3 à 8 jeunes dans un terrier, le plus souvent sur les rives d'un cours d'eau, en dessous des racines ou dans une falaise. Le mâle ne participe pas à l'élevage des jeunes. L'âge maximal du putois est de 8 à 10 ans.

Le putois s'est bien adapté à la présence de l'homme et on le retrouve parfois dans des granges ou des bâtiments divers aux abords des villages. La fourrure dont la mue a lieu deux fois par an, fut largement exploitée dans le passé. Le putois a souffert de la régression des zones humides et de la diminution des populations de lapins, sa proie favorite. D'autre part, il est toujours menacé par la chasse et le piégeage. Son nom luxembourgeois «Sténkert» lui donne une image négative, alors que c'est un prédateur utile.

3) un timbre-poste spécial pour le **BICENTENAIRE DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.**

Valeur: 16 F

Dessin: Pit WEYER, LUXEMBOURG; procédé d'impression: héliogravure par Hélio COURVOISIER S.A.: 4 couleurs; format: 35,96 x 35,96 mm; papier fluorescent; 25 timbres à la feuille.

Créée en 1795, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a eu pour mission première la perception d'un impôt sur les transmissions de biens. Toutes sortes de transactions étaient soumises à

cet impôt qui était perçu lors de l'enregistrement de l'acte. A l'époque, les agents de l'Enregistrement «copiaient» le contenu des actes sur un registre et faisaient la perception des droits.

L'autre grand volet des attributions qui remontent à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle constitue la gestion du Domaine de l'État. En effet, l'État jouit de la personnalité civile et peut donc être propriétaire de biens comme toute autre personne physique ou morale.

Depuis sa réorganisation en 1841, l'Enregistrement a connu de nombreuses modifications. Bien que l'apparition du travail salarié et des impôts directs ait relativisé le rôle prédominant de l'Enregistrement dans les recettes budgétaires de l'État, elle n'en reste pas moins une administration fiscale d'une grande importance.

Un fait nouveau a surgi après la Deuxième Guerre mondiale avec la création de la CECA et plus tard de la CEE. En remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires datant de 1922, le Luxembourg a introduit en 1970 un nouvel impôt basé sur les directives européennes: la TVA dont l'établissement et la perception furent confiés à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les nouveaux timbres seront valables pour l'affranchissement jusqu'à avis contraire.

Un cachet de jour d'émission a fonctionné le 23 septembre au guichet philatélique de l'Office des Timbres à Luxembourg-Centre et au Musée des Postes et Télécommunications à Luxembourg-Gare.

Emissions du 23 septembre 1996

Bicentenaire Enregistrement et Domaines



Mustélidés



10 août 1296:

«700^e anniversaire de la naissance de Jean l'AVEUGLE»

par Jacques DOLLAR

Jean l'AVEUGLE occupe dans le cœur des Luxembourgeois une place de choix. Descendant des chevaliers sans peur et sans reproche qui se sont affrontés et entretenus à WORRINGEN – 1288 –, il est fils et père d'Empereur du Saint Empire, Roi de Bohême, Comte de LUXEMBOURG, beau-frère, beau-père et aïeul de Rois de France.

Durant toute sa vie, Jean l'AVEUGLE garde une nostalgie profonde de son comté natal de LUXEMBOURG. Grand guerrier, il aime toujours y venir se reposer de sa vie tumultueuse ou après avoir chevauché à travers toute l'Europe, nonobstant qu'il possède à un moment donné de vastes domaines en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Basse-Bavière, en Lombardie, en Carinthie et au Tyrol. Luxembourgeois de naissance, Bohémien d'élection, Français de langue, il est l'ami sûr et fidèle du Roi PHILIPPE VI de VALOIS. Vivant dans le sillage de la France, il revient à tout moment à la cour de PARIS pour les plaisirs et les fêtes, les joutes et les tournois, le Roi ARTUS et la Table ronde.

Mêlé à la plupart des guerres de la première moitié du XIV^e siècle, Jean l'AVEUGLE a été également un politique adroit, un opportuniste subtil, un diplomate à la fois médiateur et négociateur. Le chroniqueur tchèque Pierre de ZITTAU écrit à son sujet: «Ce que JEAN patronne réussit, ce qu'il ne veut pas est voué à l'échec.» La vie, de panache et d'épée, de ce professionnel de la guerre vaut bien des romans.

Pour Jean FROISSART¹, notre héros national a été le «gentil Roi de Bohême». En réalité, Jean l'AVEUGLE n'a pas été exempt de défauts. Si certains de ses contemporains ne mettent pas en question sa bravoure et ses talents diplomatiques, ils l'accusent de prodigalité et de dureté. Homme emporté, n'a-t-il pas puni son fils WENCESLAS, alors âgé de trois ans, en l'enfermant pendant deux mois dans une pièce obscure?

Guillaume de MACHAUT², par contre, le présente comme modèle à son petit-fils Charles le SAGE, Roi de France.

Jean l'AVEUGLE, c'est un sujet en or: une vie tumultueuse, un parcours exceptionnel, un personnage controversé et

contrasté, sur lequel il est impossible de porter un jugement si on ne se place pas dans le contexte de l'Europe du Moyen Âge. La légendaire vitesse de ses mouvements continuels a frappé de stupeur ses ennemis et lassé bon nombre de ses compagnons lorsqu'il galopait de PRAGUE à PARIS en deux semaines seulement, et ce sur des routes datant du temps des Romains. Le vol d'oiseaux sur son cimier ne symbolise-t-il pas la rapidité des opérations militaires avec laquelle il a souvent ravi la victoire?

Aux yeux de ses sujets de la Bohême, Jean l'AVEUGLE a été un souverain sévère et rapace. Les Luxembourgeois le jugent beaucoup plus positivement, à l'image de la Comtesse ERMESINDE ou de HENRI VII. Il a indéniablement porté au loin le renom éclatant de son pays d'origine et meublé le souvenir national de façon extraordinaire. Mais, nos compatriotes ne connaissent de ce prince belliqueux que les légendes sur l'épisode grandiose de sa mort à la bataille de CRÉCY, perdue inconsidérément par le Roi PHILIPPE VI et dont la défaite n'a pas fini de départager les historiens.

La guerre de Cent Ans et CRÉCY, c'est loin tout ça. Ce que fut le monde d'alors, l'imaginons-nous? Mal.

À défaut de renseignements exacts sur une époque aussi reculée, la mémoire populaire a donné libre cours à l'imagination et s'est créé son héros de CRÉCY. La prolifération de légendes a été facilitée par les chroniques de Jean FROISSART, duquel on a dit que le bruit de l'Histoire lui en avait caché le sens, ou par les écrits des rares témoins oculaires, qui n'auraient rien compris de ce qui s'était passé autour d'eux. La relation d'un chroniqueur est de première valeur s'il se limite à raconter ce qu'il a vu personnellement et un tel témoignage est souvent partiel. Aussi ne faut-il pas oublier que les pièces d'archives du XIV^e siècle sont peu nombreuses, sauf en Angleterre. Ce sont ces «trous noirs» qui ont permis à la tradition orale de prospérer, en ne laissant de la bataille de CRÉCY que des images d'ÉPINAL. Apprises durant l'enfance et l'adolescence, celles-ci demeurent en quelque sorte ancrées en nous.

Notre travail se fonde sur une documentation sérieuse à l'usage d'un public averti. Comme on ne dispose que d'une seule vie, nous avons attaché le plus grand prix au travail de très nombreux chercheurs que nous citons fidèlement en donnant à chacun la part qui lui revient. Ils ont, longtemps avant nous, dépouillé les archives et les ouvrages de première main. Nous nous sommes appliqués à mener ce procès historique avec impartialité sous un angle que personne, chez nous, n'a encore abordé. Au lecteur de construire son raisonnement et son opinion à partir des textes puisés aux sources les plus indiscutables.

«Onse JANG de BLANNEN»

Jean de LUXEMBOURG, fils de HENRI VII, Empereur germanique de 1308 à 1313, et de Marguerite de BRABANT, est né au château de LUXEMBOURG, le 10 août 1296. Le jeune Prince, Comte de LUXEMBOURG et de la ROCHE, Marquis d'ARLON et Vicaire impérial, s'est marié à SPIRE, le 30 août 1310, avec ÉLISABETH, fille de feu WENCESLAS II, Roi de BOHÊME et de POLOGNE.

Peu après la cérémonie du mariage, JEAN part en guerre contre Henri de CARINTHIE, lui reprend PRAGUE, où il est couronné Roi de BOHÊME, le 5 février 1311, avec des droits sur le royaume de Pologne. Mais, n'oublions pas de dire que tout le mérite en revient à Pierre d'ASPELT, Archevêque de MAYENCE, notre MAZARIN qui est à l'origine de la grandeur du siècle des Luxembourg³. La Bohême reconstituée et la Moravie rassurée, il appartient au jeune Roi et à la souplesse de Pierre d'ASPELT d'en maintenir l'ordre.

Après la mort de son père HENRI VII, survenue en 1313 lors de son expédition d'Italie, Jean de LUXEMBOURG doit d'abord repousser une invasion des Hongrois en Moravie, avant de se rendre en tant que prince électeur à la Diète de FRANCFORT, pour participer à l'élection du nouveau Roi des Romains⁴. Ayant renoncé au trône impérial, il se prononce pour Louis de BAVIÈRE contre son en-

nemi mortel Frédéric d'AUTRICHE, surnommé le BEL. L'un se fait couronner par l'Archevêque de MAYENCE et l'autre par l'Archevêque de COLOGNE, ce qui entraîne une guerre intestine et conduit à la scission de l'empire.

En Bohême, la position du Roi Jean de LUXEMBOURG est de nouveau très critique. Il est entouré d'ennemis puissants: Frédéric et Rodolphe d'AUTRICHE, prétendant être les Rois légitimes de la Bohême, Henri de CARINTHIE, ex-Roi de Bohême, CHARLES I^{er} ROBERT ou CAROBERT, Roi de HONGRIE; LA-DISLAS I^{er} ou LOKIETEK, Duc puis Roi de POLOGNE; Frédéric le MORDU, margrave de MISNIE. Aussi doit-il surmonter bien des difficultés dans ses propres états et faire face à plusieurs complots, dont celui des grands vassaux. Ceux-ci se sont groupés autour de la reine douairière pour s'opposer au rôle joué par les conseillers allemands, appelés à la cour de Bohême par HENRI VII. Le jeune monarque doit finalement se plier aux exigences du parti slave, changer d'attitude et de politique. Au lieu de régner contre les chefs de la noblesse tchèque, il s'entend avec eux, les laisse gouverner pour autant qu'ils ne touchent pas aux revenus de la couronne et aux bénéfices qu'il tire de la mine d'argent de KUTNA-HORA². Henri de LIPA est ainsi nommé Maréchal de BOHÊME, Jean de WARTENBERG accède à la charge de Maréchal de MORAVIE et Pierre de ROSENBERG à celle de grand Chambellan.

Ce revirement n'est pas du goût de la Reine ÉLISABETH, qui, pourvue de caractère et d'intelligence, est d'une autorité cassante. Appuyée par le clergé et la bourgeoisie de PRAGUE, elle ne pardonne pas au roi d'avoir capitulé devant la faction aristocratique et de suivre une politique qu'elle considère comme humiliante. Les rapports entre époux deviennent de plus en plus tendus pour dégénérer en guerre ouverte. La conduite du roi envers la reine n'est pas sans reproches: il la poursuit de soupçons injustes, la prive du nécessaire, la maintient éloignée de la cour, la force à se réfugier en Bavière, lui enlève enfin son fils WENCESLAS qu'il envoie à la cour de PARIS pour le soustraire à l'influence de sa mère et où on lui donne le prénom de CHARLES.

Jean de LUXEMBOURG dilapide des sommes énormes en donnant libre cours à tous ses penchants, le luxe et les plaisirs. Ses guerres continuelles et ses manœuvres politiques dévorent et engloutissent des sommes folles. Il écrase ses sujets de Bohême et de Moravie sous la charge d'impôts ordinaires et extraordinaires; il enlève les biens des couvents et pille les synagogues; il frappe à toutes les portes pour emprunter de l'argent: évêques, ducs, comtes, nobles, prêteurs à gage. Pour opérer la levée de la dîme, il laisse venir un

grand nombre de Lombards, passés maîtres dans l'art de faire finances. Quoi d'étonnant, que notre «roi mendiant» n'ait pas été dans les meilleurs termes avec sa Bohême d'adoption.

* * *

Le chef de la Maison de LUXEMBOURG affectionne par contre son cher comté, dont il a confié l'administration à son oncle BAUDOUIN, Archevêque de TRÈVES. Chevalier errant, il aime cependant se rendre fréquemment à LUXEMBOURG, ARLON, BASTOGNE, DURBUY, ECHTERNACH, la ROCHE-en-ARDENNE, MARCHE-en-FAMENNE, MARIENTHAL, MARVILLE et THIONVILLE, pour y savourer l'ordre, la paix et le repos du guerrier. N'a-t-il pas dit un jour, que pour lui il n'y avait rien de plus cher que le sol luxembourgeois qui l'a vu naître et qui, sans cesse, l'attirait de toutes ses forces?

En contractant des dettes, Jean l'AVEUGLE rassemble un territoire plus ou moins homogène entre la Moselle et la Meuse en éliminant certaines enclaves étrangères par l'achat de la ville de DAMVILLERS avec ses dépendances; des villes et prévôtés de VIRTON, d'IVOIX-CARIGNAN et de la FERTÉ-sur-CHIERS; la moitié des villes de CHINY, de MONTMÉDY et d'ÉTALLE; des seigneuries de BASTOGNE, de HAN-sur-LESSE, de MIRWART et de REULAND; des terres de BELVAUX (dans le Luxembourg belge), HARZÉ, NASOGNE, TERWOGNE, WAVREILLE, etc.

Le Roi de Bohême profite de ses séjours au pays natal pour régler toutes sortes d'affaires. Il dote DIEKIRCH, KOENIGSMACHER et FREUDENBURG de fortifications et d'ouvrages de défense, il confirme, précise ou octroie les libertés et franchises selon la coutume de BEAUMONT à ses sujets de BASBELLAIN, BASTOGNE, COLMEY, CATTENOM, DUDELDFORF, la FERTÉ-sur-CHIERS, MARCHE, MARVILLE, la ROCHE-en-ARDENNE, ROUVRENS-sur-OTHAIN, SORBIEY, etc., et finit par ratifier toutes les franchises et immunités que les bourgeois avaient précédemment obtenues; il accorde à la ville de LUXEMBOURG le privilège d'une foire franche, dite «Schobermesse», qui, annuellement, s'y déroule de nos jours encore; il remet au couvent de MARIENTHAL la dîme des biens ecclésiastiques lui concédée par le pape; il permet aux frères de l'ordre teutonique à LUXEMBOURG de prendre le bois mort dans se bois; il autorise l'Abbaye de CLAIREFONTAINE de prendre et de lever dans les forêts d'EISCHEN les bois d'usage pour l'Abbaye; il accorde aux Trinitaires de BASTOGNE 20 sous de petits tournois sur «les banvins» qu'il y possède, à charge pour les bénéficiaires de prier à ses intentions et à celles de sa famille; il fait donation à DIEKIRCH du petit moulin au-dessus de la ville, il dispense Henri de

BETTENDORF avec ses gens, ses biens et son moulin de BETTENDORF, de la justice des échevins de DIEKIRCH, il fixe les limites de la seigneurie de CLERVAUX et concède au Comte Walter de MEYSEMBOURG le droit d'y exercer la haute justice; il convient de faire avec Henri de BAR monnaie d'un même poids et au même prix, à battre pour lui à LUXEMBOURG et DAMVILLERS et à ST-MIHIEL et ÉTAIN pour le Comte de BAR; il fait savoir que lui et ses successeurs doivent défendre tous les habitants de la cour de GOUSPERCH (= GASPERICH).

On ne peut pas dire que Jean l'AVEUGLE ait écrasé les Luxembourgeois sous la charge d'impôts. Il a certes toujours besoin d'argent, qu'il dépense à pleines mains; il en emprunte à tout venant et engage châteaux, villes et villages du Comté de LUXEMBOURG à ses bailleurs de fonds. Le 27 mai 1334, il concède p.ex. la ville de REMICH à son oncle BAUDOUIN, Archevêque de TRÈVES et engage en sus la ville d'ECHTERNACH et la prévôté de BITBOURG pour la somme de 12.000 florins. Les reconnaissances qui existent de prêts faits par lui auprès d'Arnould d'ARLON dépassent la centaine.

* * *

Tout comme son grand-père, HENRI VI, ou son père, HENRI VII, ou encore son oncle BAUDOUIN, futur Archevêque de TRÈVES, Jean de LUXEMBOURG est élevé à la cour royale de France où il reçoit une solide culture et apprend les bonnes manières. Il est donc Français d'éducation, mais d'autres liens familiaux l'attachent plus étroitement encore à la France.

Jean de LUXEMBOURG est le petit-fils de la Comtesse française Béatrice d'AVENNES. Sa soeur, Marie de LUXEMBOURG, est devenue Reine de France en se mariant avec CHARLES IV le BEL. Sa fille, Bonne de LUXEMBOURG³, a été l'épouse de Jean de VALOIS, Duc de NORMANDIE et de GUYENNE, futur Roi Jean II le BON. Son fils, Charles de LUXEMBOURG, s'est marié en premières noces avec BLANCHE de VALOIS, soeur cadette du Roi Philippe VI de FRANCE. Devenu veuf en 1329, Jean l'AVEUGLE se remarie, en 1334, avec Béatrice de BOURBON, arrière-petite-fille de Saint LOUIS et fille du Duc LOUIS de BOURBON, duquel il reçoit la baronnie de CREIL. Ravi de cette union, Philippe VI de VALOIS cède à son très cher cousin et féal JEAN, Roi de BOHÊME, la châtellenie de MEHUN-sur-YÈVRE, en BERRY, avant de le nommer, le 30 novembre 1338, «capitaine-général et lieutenant sur tous les autres en tout le Languedoc».

Il ne faut cependant pas croire que Jean de LUXEMBOURG s'est laissé réduire au rôle de satellite du Roi de France, auquel

il s'est opposé dans ses revendications sur VERDUN, sur METZ, et dans ses tentatives de prise de possession du trône impérial.

L'Histoire a retenu de Jean l'AVEUGLE l'image d'un roi belliqueux, toujours prêt à revêtir l'armure et à tirer l'épée contre ses ennemis. S'appuyant sur les Papes d'Avignon et les Rois de France, il s'est placé, d'après GUILLAUME de MACHAUT, «à un si haut sommet de la gloire que tout seigneur allait le chercher pour faire la guerre».

Le 19 septembre 1316, Jean de LUXEMBOURG participe avec Louis de BAVIÈRE à la bataille d'ESSLINGEN, qui se termine avec la défaite de FRÉDÉRIC le BEL d'Autriche. La querelle entre les deux prétendants au trône impérial prend fin avec la victoire de MÜHLDORF, remportée le 28 septembre 1322 par Louis de BAVIÈRE et Jean l'AVEUGLE sur FRÉDÉRIC et HENRI d'AUTRICHE, qui quittent le champ de bataille comme prisonniers.

Un pacte est scellé à REMICH, le 22 août 1324, entre l'Archevêque BAUDOUIN de TRÈVES, FERRY IV de LORRAINE et ÉDOUARD de BAR, qui offrent leur concours à Jean de LUXEMBOURG pour réduire la puissante cité de METZ, qui a chassé son évêque. Dans le conflit peu glorieux qui s'ensuit, les bourgeois messins, rebelles à l'empire, résistent jusqu'au 3 mars 1326, avant d'être contraints d'acheter la paix au prix de lourds sacrifices.

Au printemps 1327, le Roi de BOHÈME occupe la Silésie. Lorsqu'il se dirige sur CRACOVIE pour y revendiquer la couronne de Pologne, il se heurte à JEAN XX et n'insiste pas. Le 29 mai 1328, il assiste à REIMS au sacre de PHILIPPE VI de VAULOIS. Le 6 décembre de la même année, il vole au secours de l'ordre des chevaliers teutoniques, opposé aux Lituaniens, les «Sarrasins du Nord». Après s'être emparé de WLADISLAW, capitale de Cujavie, il se rend maître de la Mazovie, chasse ensuite les Polonais de la Poméranie, et rentre en héros à PRAGUE, le 25 mai 1329.

Le rôle italien du «Lussemburghese»

Une raison peut-être sentimentale pousse Jean l'AVEUGLE à intervenir en Lombardie, en Émilie et en Toscane, que se disputent Guelfes et Gibelins. Fort adroit, il se fait appeler par les Lombards eux-mêmes.

Dans son livre «Histoire de l'Italie»⁷, Jules ZELLER nous décrit les succès et l'échec de cette expédition:

«Si l'Italie, après avoir perdu toutes ses illusions au sujet de l'Empire et du Saint-Siège, conserve encore quelque espoir dans la chevalerie – cette sentimentale

expression d'un monde qui approche de sa fin – l'apparition de Jean de BOHÈME, en 1330, le lui fait perdre encore. Ce brillant et généreux chevalier, fils d'Empereur et Roi de BOHÈME, qui parcourt les cours d'Europe en redresseur de torts et en pacificateur, a beaucoup à faire dans la péninsule. L'enthousiasme qu'excite son arrivée parmi les Italiens, toujours prêts à s'éprendre de toute nouveauté, paraît devoir lui rendre tout facile. En vrai chevalier, il met son entreprise sous l'invocation du Saint-Siège, et prétend tout pacifier, tout accorder. La ville de BRESCIA lui envoie la première des députés à TRENTE pour lui déferer la souveraineté, puis les villes de BERGAME, CRÉMONE, PAVIE, VERCEIL, NOVARE. Azzo VISCONTI⁸ lui-même cède la seigneurie de MILAN à Jean (de LUXEMBOURG), et ne s'intitule plus que son vicaire, incapable de résister à l'entraînement général qui saisit aussi les villes de PARME, MODÈNE, REGGIO et LUCQUES. On se livre à lui sans défiance et sans honte. Il n'est point à craindre comme un empereur, et c'est le plus brave et le plus noble étranger qu'on peut prendre pour seigneur.

Jean (de LUXEMBOURG) se méprend cependant en s'imaginant que les Italiens l'appellent sérieusement comme un pacificateur. En rappelant indifféremment tous les exilés, guelfes et gibelins, en cherchant à s'entendre avec les SCALA et le légat du POÏET, avec les VISCONTI et le vieux Roi ROBERT de NAPLES, il mécontente tout le monde. Il veut réunir les partis, il y réussit, mais c'est en les réunissant contre lui-même. FLORENCE, la tête du parti guelfe, qui voit surtout dans JEAN le fils de HENRI VII, donne le premier exemple d'une alliance avec les Gibelins, moins par esprit national, il est vrai, que par ambition, non pour repousser l'étranger, mais pour se partager ses alliés et soumettre des villes italiennes.

D'après un traité d'alliance, conclu en 1332, entre FLORENCE et les seigneurs puissants de la Lombardie, les VISCONTI, les SCALA, les d'ESTE, les GONZAGUE, contre JEAN de BOHÈME et BERTRAND du POÏET, CRÉMONE doit passer aux VISCONTI, PARME aux SCALA, REGGIO à GONZAGUE, MODÈNE au Marquis d'ESTE, LUCQUES aux FLORENTINS.

Pendant une courte absence de Jean (de LUXEMBOURG), une attaque générale a lieu sur tous les points à la fois; Mastino della SCALA, successeur de Cane Grande, prend BRESCIA, AZZO, BERGAME, VERCEIL, NOVARE, le légat du POÏET est battu près de FERRARE. JEAN de BOHÈME, étonné à son retour de ce changement subit, court à PARME, à BOLOGNE, à LUCQUES, mais bientôt las de cette étrange versatilité, suspect même au légat du Pape, pour lequel il s'est

compromis, il termine en brocanteur son rôle de chevalier redresseur de torts; il vend PARME et LUCQUES aux ROSSI pour 35.000 florins, REGGIO aux FOGLIANI, MODÈNE aux PICS et CRÉMONE à PONZONO PONZONE.»

Il faut savoir, que ni l'empereur ni la papauté ont vu d'un bon oeil les visées expansionnistes de Jean l'AVEUGLE en Italie.

Nouvelles chevauchées vers l'Europe

Après avoir repassé les Alpes, Jean l'AVEUGLE désire effacer la défaite de son grand-père à WORRINGEN et récupérer le LIMBOURG. Il participe à la coalition que forme le Roi de France contre le Duc Jean III de BRABANT. Au début du mois de mai 1332, il attaque à la tête des coalisés le LIMBOURG et dévaste la région de SAINT-TROND, mais ne tirera aucun profit de cette petite guerre.

En 1334, Jean de LUXEMBOURG prend une part fort active à la guerre qui s'est rallumée entre l'ancienne coalition et le Duc de BRABANT. Une suspension d'armes intervient sous les murs de MAASTRICHT, le 20 mars 1334. «Jang de Blannen» prend part aux négociations qui traînent pendant cinq mois, avant d'aboutir à la paix conclue à AMIENS, le 26 août 1334.

À la mort de HENRI, Duc de CARINTHIE et Comte de TYROL, survenue le 2 avril 1335, l'Empereur s'entend avec le Duc OTHON d'AUTRICHE pour démembrer les terres du défunt, au préjudice de l'héritière MARGUERITE, dite «Maultasch», et de son époux JEAN-HENRI de MORAVIE, fils de Jean l'AVEUGLE. Ce dernier, guéri d'une grave blessure reçue lors d'un tournoi à PARIS au début de l'année, prépare aussitôt la guerre contre les Habsbourg, joints aux Wittelsbach. Après avoir assuré ses frontières du côté des royaumes de Hongrie et de Pologne, Jean de LUXEMBOURG tombe sur OTHON d'AUTRICHE et le repousse au-delà du Danube. Il marche ensuite sur LOUIS de BAVIÈRE qui refuse de livrer bataille et qui préfère signer un armistice, le 16 septembre 1335.

La vieille alliance Bavière-Luxembourg étant bien morte, Jean l'AVEUGLE conteste à Louis de BAVIÈRE, son ancien allié, le titre d'empereur. Dès le mois de février 1336, JEAN de LUXEMBOURG surprend les Autrichiens par une attaque surprise, tandis que CHARLES de LUXEMBOURG contourné les Habsbourg en attaquant la Carinthie.

La Guerre du Tyrol terminée, Jean l'AVEUGLE organise une deuxième campagne contre les Lituaniens, qui me-

nacent à nouveau les chevaliers teuto-niques. Le 28 décembre 1336, il quitte PRAGUE avec ses troupes et arrive à BRESLAU, le 4 janvier 1337, d'où il repart, le 15 janvier, pour la campagne de Lituanie qui, à cause de pluies diluviennes, est arrêtée prématurément et qui, pour le Roi de BOHÈME, se termine par une très violente inflammation oculaire, due aux fièvres endémiques des marais lituaniens. Il est de retour à PRAGUE, le 4 avril 1337.

Au début de 1338, Jean de LUXEMBOURG se porte au secours de l'Évêque de LIÈGE, ADOLPHE de La MARCK, qui se querelle avec le Duc de BRABANT. Nettement inférieure en nombre à leurs adversaires, la coalition LIÈGE-LUXEMBOURG est contrainte d'accepter des pourparlers de paix qui s'ouvrent, le 14 avril 1338, à MONTENAKEN dans le Limbourg.

Nommé capitaine-général et lieutenant du Roi de France en Languedoc, Jean de LUXEMBOURG établit ses quartiers à MARMANDE sur la Garonne, du 26 décembre 1338 au 24 janvier 1339, d'où il dirige son ost contre les Anglais pour reprendre le château et la ville de PENNE-L'AGENAIS. Sa présence dans le Midi est de courte durée, car nous le trouvons à INGOLSTADT, le 12 février 1339, pour y signer la paix avec HENRI de BASSE-BAVIÈRE.

Atteint de cécité, le plus illustre des Luxembourgeois se fait examiner par un oculiste à MONTPELLIER, avant de se rendre en février 1340, avec son fils CHARLES en AVIGNON. Reçu en audience par BENOÎT XII, il a sûrement évoqué avec lui l'excommunication de l'Empereur LOUIS de BAVIÈRE. Appelé par le Roi de France, il rejoint le camp de BOUVINES en septembre de la même année et assiste PHILIPPE VI dans les négociations avec les Anglais qui sont contraints de lever le siège de Tournai.

Toutes sortes d'intrigues et d'affaires pressantes retiennent le Roi de BOHÈME à PRAGUE de mars 1341 à février 1342. Il est reçu à la cour pontificale le 3 juillet 1342 par le nouveau Pape CLÉMENT VI, qu'il a très bien connu du temps où celui-ci occupait le siège archiepiscopal de ROUEN, sous le nom de PIERRE ROGER. Jean l'AVEUGLE – ainsi désigné à partir de maintenant – passe une grande partie de 1343 dans son comté héréditaire et reprend, en novembre de la même année, le chemin d'AVIGNON pour revoir le Pape et défendre devant lui la cause de son fils JEAN-HENRI, répudié et dépouillé dans des conditions scandaleuses par la Comtesse du TYROL, son épouse. Le Roi repart d'AVIGNON, le 16 janvier 1344, arrive à LUXEMBOURG, le 20 février, qu'il quitte à nouveau pour AVIGNON au début de mars. Il y arrange avec CLÉMENT VI la candidature de CHARLES de LUXEMBOURG au trône impérial.

Malgré son infirmité, le Roi de BOHÈME est contraint d'enfiler les bottes de général après avoir reçu, au début de 1345, sept déclarations de guerre: les Rois de Hongrie et de Pologne, les Ducs d'Autriche et de Schweidnitz, les Marquis de Brandebourg et de Misnie. Mais, Dieu a pris parti pour la Bohême et pour son roi. Les confédérés échouent devant TROPPAU, battus par SDENKO de LIPA, tandis que Jean l'AVEUGLE poursuit CASIMIR III le GRAND jusque sous les murs de CRA-COVIE. Une suspension d'armes demandée par ce dernier, met fin au conflit qui se termine par une dernière et éclatante victoire du lion de LUXEMBOURG.

L'affection que porte Jean l'AVEUGLE à PHILIPPE VI le pousse à venir, en 1346, au secours de la France, envahie par ÉDOUARD III, Roi d'Angleterre. Symbole de la chevalerie abattue, il tombera dans la bataille de CRÉCY, le 26 août 1346.

«LUXEMBURGER WORT
du 10.8.1996»

¹ *Chroniqueur français (1333-après 1400), poète renommé et perpétuel voyageur.*

² *Musicien et poète (né vers 1300, +1377), clerc du diocèse de REIMS, secrétaire et aumônier de Jean l'AVEUGLE.*

³ *Humble curé, Pierre d'ASPELT (appelé parfois Pierre d'AICHSPALTER) débute comme aumônier et médecin des Comtes de LUXEMBOURG. Médecin du Pape BONIFACE VIII et du Roi RODOLPHE I^{er} de HABSBOURG, il couronne sa carrière comme Archevêque et Prince électeur de MAYENCE (1305-1320). Capitaine général du Royaume de Bohême de 1316 à 1317.*

⁴ *La Maison de LUXEMBOURG dispose à cette époque en permanence de trois sièges au collège électoral de l'empire.*

⁵ *Une des mines d'argent les plus lucratives de l'Empire.*

⁶ *Selon les combinaisons matrimoniales de Jean l'AVEUGLE, BONNE ou GUTTA de LUXEMBOURG était destinée auparavant: à LOKETECK, fils du Roi de Pologne; à FRÉDÉRIC, Marquis de la Misnie; au fils aîné du Comte EDOUARD de BAR, ainsi qu'à un des fils de l'Empereur LOUIS de BAVIÈRE.*

⁷ *Édité en 1353.*

⁸ *Famille qui domine à MILAN de 1277 à 1447.*

Extraits du livre «Jean l'AVEUGLE à CRÉCY», de Jacques DOLLAR, préface du Général Jean AUBIER. Ouvrage sélectionné par Maurice DRUON pour être présenté à la Commission de l'Académie française chargée de décerner les Prix d'Histoire de 1992.

26 août 1346: La fin héroïque de Jean l'Aveugle

Il y a 650 ans a eu lieu la bataille de CRÉCY

par Jacques DOLLAR

Deux événements très rapprochés dans le temps, la déposition d'ÉDOUARD II en Angleterre (1327) et l'avènement des Valois en France (1328), sont une des causes immédiates du conflit qui opposera les deux pays dans la lutte la plus âpre et la plus longue qu'ait encore connue l'Europe.

A la mort en 1328 de Charles le BEL qui n'a eu que des filles – se pose une question dynastique. Philippe de VALOIS, plus éloigné d'un degré, mais successeur le plus proche par les mâles, l'emporte

par le jugement des pairs sur le jeune ÉDOUARD III, Roi d'Angleterre et neveu du dernier souverain capétien par sa mère, ISABELLE DE FRANCE. Monté sur le trône, Philippe VI DE VALOIS somme ÉDOUARD III de venir lui rendre hommage pour ses possessions françaises: le Duché de GUYENNE (1) et le Comté de PONTHEU. Le Roi d'Angleterre commence par protester, mais cède sous la menace de confiscation de son fief aquitain et reconnaît finalement le

fait accompli. Humilié, ÉDOUARD laisse provisoirement en sommeil ses prétentions, sans y renoncer pour autant.

Au premier rang des causes lointaines de ce qu'on appellera la Guerre de Cent Ans viennent les difficultés d'ordre territorial et plus particulièrement l'empiétement des Plantagenêts (2) sur les domaines aquitains. À cet irritant problème, pomme de discorde entre les deux dynasties, s'ajoute le chevauchement des sphères d'influence de l'Angleterre dans le Comté de

Flandre, où elle écoule les laines brutes. L'élevage et le trésor anglais dépendent en grande partie du marché flamand. La rivalité entre marchands et marins des deux obédiences dégénère en haine, qui se manifeste par des pillages et des actes de piraterie.

Ni ÉDOUARD absorbé par ses plans de conquête de l'Écosse, ni PHILIPPE, allié de ce petit royaume nordique et trop occupé par ses rêves de croisade, ne songent à se faire la guerre. On parle, au contraire, de paix en mai 1333.

Tout change avec la courte trêve que BENOÎT XII parvient à faire conclure, en novembre 1335, entre ÉDOUARD III et DAVID II Roi d'Écosse, ainsi qu'avec la déclaration papale annulant, en mars 1336, le départ de la croisade prévue sous la haute direction du Roi de France. Ayant accepté de ne pas intervenir dans l'affaire écossaise, au prix de pouvoir cingler vers la Terre Sainte, Philippe VI de VALOIS s'estime berné par cette marche arrière. Furieux, il laisse imprudemment croire au Roi d'Angleterre qu'il est décidé d'envoyer sa flotte au secours des Écossais. Après quoi, le Parlement de NOTTINGHAM dénonce la «perfidie» française et vote les subsides nécessaires pour faire face à toute éventualité.

Le souverain pontife tente en vain d'imposer la paix aux dynasties rivales, mais rien ne peut plus arrêter l'engrenage de la guerre.

Pendant qu'on se prépare des deux côtés, chacun cherche à se donner le prétexte juridique de la rupture. Le fief aquitain du roi d'Angleterre est confisqué par PHILIPPE VI pour raison de félonie, le 24 mai 1337. En tant que Duc d'AQUITAINE, ÉDOUARD III ne peut, juridiquement, répondre à cette sentence que par le retrait d'hommage qu'il doit à son suzerain. C'est ce qu'il fait vers la Toussaint de 1337, sans que le conflit ne sorte du cadre féodal. L'Évêque de LINCOLN est porteur du défi de son maître, adressé à «Philippe de VALOIS, qui se dit Roi de France».

Après avoir fait indirectement acte de prétendant au trône des Capétiens, ÉDOUARD franchit le Rubicon, en prenant le titre de Roi de France et d'Angleterre. Il se voit déjà à REIMS et commande une couronne fleurdelisée, qu'il donnera en gage à l'Archevêque de TRÈVES pour renflouer ses caisses.

Le 24 mars 1338, Nicolas BÉHUCHET, premier corsaire du Roi de France, lance une expédition navale contre PORTSMOUTH, qu'il brûle avant de dévaster l'île de GUERNESEY, tandis que la flotte française conduite par Robert BERTRAN et Hue QUIÉRET, renforcée par les galères génoises d'Ayton DORIA et Charles GRIMALDI, harcèle les convois anglais qui naviguent entre les côtes du Sussex et celles de Gascogne.

Jean de LUXEMBOURG, Roi de Bohême (non encore privé de la vue), est nommé, le 30 novembre 1338, capitaine général et lieutenant du Roi Philippe de VALOIS en Languedoc, avec mission de diriger les opérations militaires contre ce qui reste de la Guyenne anglaise. Il a sous ses ordres: Le Gallois de LA BAUME, maître des arbalétriers, le Comte de FOIX, le Sénéchal de TOULOUSE, Pierre de la PALU, etc.

Après avoir obtenu, non sans mal, les revenus nécessaires pour mener à bien ses ambitieux desseins militaires, ÉDOUARD III débarque au printemps 1339 à ANVERS et se lance dans une campagne peu glorieuse en Cambrésis et en Thiérache, où il ravage tout sur son passage. A l'appel du Roi de France, Jean de LUXEMBOURG et son fils CHARLES rallient l'ost (3) français et se trouvent, le 15 septembre 1339, auprès de lui à l'Abbaye de MAUBUISSON dans le Val d'Oise et, en octobre, au camp de BUIRONFOSSE en Thiérache (4).

En février 1340, ÉDOUARD retourne en Angleterre pour y chercher de l'argent et des renforts, mais doit laisser la Reine PHILIPPA, son épouse qui est enceinte, ainsi que ses enfants, en otage aux créanciers gantois. Peu après, le Duc Jean de NORMANDIE, fils aîné de Philippe de VALOIS, se revanche en Flandre des ravages exercés par les Anglais et leurs alliés sur la frontière française et dévaste ensuite les États du Comté de HAINAUT. Le 22 juin 1340, l'escadre anglaise repart pour la Flandre et surprend, deux jours plus tard, la force navale française qui mouille dans le port de l'Écluse. Celle-ci est anéantie et perd quelque 270 ou 280 navires, donnant à l'Angleterre la maîtrise des mers pour de longues années. Le vindicatif ÉDOUARD, grièvement blessé sur son navire amiral, fait pendre BÉHUCHET, tandis que QUIÉRET aura la tête tranchée.

Philippe VI de VALOIS est assuré de l'absolue fidélité de Jean de LUXEMBOURG et de Louis de NEVERS, Comte de Flandre. Aussi achète-t-il l'alliance de l'Évêque de LIÈGE et du Comte de Deux-Ponts. Il peut, en sus, compter sur l'appui de la flotte du Roi ALPHONSE XI de CASTILLE. Autrement difficiles se présentent les alliances compliquées, coûteuses et inefficaces conclues par ÉDOUARD III avec l'Empereur Louis de BAVIÈRE et l'anglophile Jacob VAN ARTEVELDE – chef populaire de GAND, porté au pouvoir par les acclamations du peuple (5) – ainsi qu'avec un éventail de ducs, de comtes et de barons flamands, néerlandais et rhénans. Toutes se soldent par un échec complet pour le Roi d'Angleterre.

Au cours de l'été 1340, l'armée anglaise assiège en vain pendant deux mois la place importante de Tournai, tandis que les Français mènent une guerre d'escarmouches dans la région lilloise, sans livrer véritablement bataille. Les fourrages se faisant rares

à l'approche de la mauvaise saison et, de guerre lasse, les deux camps rivaux acceptent une suspension d'armes, demandée par les messagers de Benoît XII. La conduite des négociations est confiée à Jeanne de VALOIS, abbesse du monastère des FONTANELLES, qui n'est autre que la Comtesse douairière de HAINAUT, sœur du Roi de France et mère de la Reine d'Angleterre. Comme plénipotentiaires français y assistent Jean de LUXEMBOURG, ainsi que les Comtes d'ALENÇON et de Flandre; les plénipotentiaires anglais étant le Duc de Brabant, le Comte de GUELDRÉ et le Marquis de JULIERS. Aux difficiles pourparlers prennent également part: l'Évêque de LINCOLN et Jean de Hainaut, du côté anglaise, l'Évêque de LIÈGE et le Comte d'Armagnac, pour Philippe de VALOIS (6).

La trêve, provisoirement valable pour un an, est conclue le 25 septembre 1340 à ESPLECHIN, petit village du Tournaisis. Pour Jean FAVIER, la première passe d'armes de la guerre de Cent Ans s'achève ainsi dans la confusion. N'ayant pas réussi à battre son cousin Valois et déçu de ses coalisés, ÉDOUARD III repasse la Manche en toute hâte, dans un état proche de la banqueroute. Officiellement, on parle de trêve acceptée pour faire plaisir au pape.

C'est au cours de cette campagne que Jean de LUXEMBOURG a fait son testament au pont de BOUVINES (à 12 km au S.-E. de LILLE), le 9 septembre 1340, par lequel il ordonne à être enterré au Couvent de CLAIREFONTAINE, près d'ARLON (7); recommande de payer certaines dettes contractées par lui, règle sa succession en donnant le Royaume de Bohême, le Comté de LUXEMBOURG, le Marquisat de Moravie, la Silésie, la Carinthie, Bautzen, Görlitz et ses fiefs français à ses fils CHARLES, JEAN-HENRI (du premier mariage avec Élisabeth de BOHÈME) et VENCESLAS, (fils du second mariage avec Béatrix de BOURBON).

Avec la mort du Duc JEAN III, le 30 avril 1341, se pose le délicat problème de l'héritage breton, qui permet au Roi d'Angleterre d'intervenir de nouveau en France et de mener en Bretagne une série limitée d'opérations militaires pour le compte de son allié, le Comte Jean de MONTFORT.

En octobre 1342, ÉDOUARD III arrive en Bretagne avec un contingent d'environ 12 000 hommes, pille le pays et marche sur VANNES. Avant que la chevalerie des deux camps ne se livre bataille, les légats du pape imposent une trêve en janvier 1343, qui plusieurs fois prolongée, expire après l'échec des pourparlers d'Avignon, au début de mars 1345. Les Anglais repartent aussitôt en guerre avec Thomas DAGWORTH en Bretagne et le Comte de DERBY en Guyenne, qui tâtent le terrain et immobilisent l'armée du Duc de Normandie (8). Ceci se passe dans l'attente du débarquement surprise d'ÉDOUARD dans le Cotentin.

Invasion, raid et repli I du Roi d'Angleterre

Le 12 juillet 1346, au lever du soleil, la flotte d'ÉDOUARD III, partie de l'île de WIGHT, débarque à l'improviste sur les côtes normandes à SAINT-VAAST-la-HOUGUE. À bord des nef anglaises se trouve Geoffroi d'HARCOURT, Sire de SAINT-VENANT-le-VICOMTE, dit «le Boiteux», banni de France en 1344 et réfugié en Angleterre, où il a été comblé d'honneurs.

Ne trouvant que peu de résistance, les GODONS (9) prennent et ravagent BARRILEUR, VALOGNES et CARENTAN dans le Cotentin, avant qu'ils ne poussent de l'avant et occupent, le 22 juillet, la très importante ville de SAINT-LÔ, qui est pillée à son tour. Mille tonnes de vin et un immense butin d'or, d'argent et de bijoux sont enlevés et envoyés en Angleterre, ainsi que de nombreux prisonniers et de riches bourgeois, desquels on tirera une forte rançon.

Complètement surpris, Philippe VI de VALOIS, Roi féodal qu'on dit «ignorant, cruel et avare, plus méfiant que politique, indécis et secret plutôt que réfléchi, d'ailleurs vaillant et généreux pour ses courtisans», réunit sa noblesse et rassemble en toute hâte les forces dont il peut disposer.

Rentré de RENNE où il a assisté à l'élection de son fils CHARLES comme Roi des Romains, Jean l'AVEUGLE se trouve encore, le 1er août, sur ses terres à FREUDENBURG (10), avant de rallier la bannière fleurdelisée. «Ah! Ah! Quoique aveugle, se serait-il exclamé, je n'ai mie oublié les chemins de France, je veux aller défendre mes chiers amis et les enfants de ma fille que les Anglèches veulent rober.»

La Normandie étant sans défense, ÉDOUARD III poursuit sa chevauchée vers l'est, massacrant tout ce qui bouge sur son passage. Le 26 juillet, CAEN – qui d'après Michel de NORTHBURG est alors «plus grosse que nulle ville d'Angleterre, hors pris Loundrez» – tombe aux mains de l'armée anglaise qui y commet des crimes atroces parmi la population civile et y rafle un énorme butin qui est embarqué sur les navires ancrés à OUISTREHAM. Dans une lettre écrite après la prise de CAEN, le Roi d'Angleterre énumère comme prisonniers: RAOUL, Comte d'EU et le Chambellan de TANCARVILLE, 140 chevaliers et bannerets, beaucoup d'écuyers, de riches bourgeois et de gens de communes.

Les bourgeois de BAYEUX, craignant subir la même sauvagerie et les mêmes atrocités que CAEN, s'empressent d'envoyer une députation de 15 personnes au conquérant d'outre-Manche pour lui remettre les clefs de la ville. Les Anglais s'emparent ensuite de LISIEUX (2 août), passent par le NEUBOURG, d'où ils remontent sur ELBEUF et ROUEN, que dé-

fendent Louis de THOUARS, Comte de DREUX, et le Comte Jean d'HARCOURT, frère du proscrit Geoffroi d'HARCOURT.

Ne pouvant prendre ROUEN, ni traverser la Seine à ELBEUF ou à Pont-de-l'ARCHE, ÉDOUARD III remonte la vallée de l'Eure, ravage LOUVIERS et se dirige sur VERNON dans l'espoir d'y passer sur la rive droite de la Seine, qu'occupe l'armée française. Mais Vernon lui résiste, tout comme la ROCHE-GUYON, MANTES et MEULAN. Toujours à la recherche d'un point de passage, les Anglais arrivent à POISSY (13 août), dont le pont sur la Seine a été coupé, les pilotes et les pieux étant restés debout.

À partir de POISSY, les Anglais opèrent une diversion jusque sous les murs de Paris et brûlent SAINT-GERMAIN-en-LAYE, NANTERRE, RUEIL, NEUILLY et SAINT-CLOUD. Philippe VI donne alors l'ordre d'abattre les maisons obstruant l'enceinte de la capitale et gênant la défense, ce qui provoque la colère des bourgeois. C'est alors que, selon la tradition, Jean l'AVEUGLE serait accouru avec 500 chevaux pour dissiper les émeutiers.

Quelle singulière mission à donner à un aveugle, note le Baron Seymour DE CONSTANT, que celle de disperser un peuple en effervescence, dans le dédale des rues étroites et boueuses du PARIS d'alors. Aussi se demande-t-il «quelle figure ferait aujourd'hui, dans les rues larges et sans encombre, un chef à la tête de son escadron, y dissipant un attroupeement, les yeux bandés? Ce conte sur le roi aveugle, ferrailant d'estoc et de taille, nous a toujours paru de la poésie historique qui ne vaut pas à beaucoup près celle des chaumières, qui conserve au moins quelque vraisemblance».

Le 16 août, ÉDOUARD et son armée franchissent la Seine après avoir réparé le pont de POISSY. La route de PARIS est ouverte. Mais, les Anglais ont tendu leurs forces à l'extrême; sans renforts et sans ravitaillement, ils sont obligés de battre en retraite au plus vite. Après avoir «puisé à pleines mains dans les richesses de la France», ils font un rapide mouvement vers le nord-est et prennent, chargé d'un copieux butin, le chemin des Flandres en forçant les étapes et en semant la terreur.

S'étant placé sous la protection de l'apôtre des Gaules, Philippe VI de VALOIS se lance de SAINT-DENIS à la poursuite du Roi d'Angleterre, qui se dérobe vers les passages de la Somme. Repoussés à PONT-REMY – où la présence de Jean l'AVEUGLE est signalée le 22 août, les Anglais n'arrivent non plus à franchir la Somme à LONGPRÉ-les-CORPS-SAINTS. Des forces françaises tiennent solidement tous les points de passage sur la rive droite du fleuve jusqu'au-delà d'ABBEVILLE.

D'AMIENS, le Roi de France et le gros de son ost se portent sur AIRAINES, que les Anglais ont quitté précipitamment pour OISEMENT, d'où ils vont bivouaquer à ACHEUX-en-VIMEU. Talonné par les Français et n'osant pas mettre le siège devant ABBEVILLE, le Plantagenêt se trouve en mauvaise posture, acculé entre la Manche et les marais de la Somme. PHILIPPE VI se réjouit trop tôt croyant enfin pouvoir atteindre son ennemi, le capturer et châtier sa témérité.

Pour se tirer d'embarras, ÉDOUARD III promet la liberté et cent pièces d'or à celui de ses prisonniers qui lui indiquerait un endroit pour faire passer son armée en Ponthieu. Sur quoi se présente le valet Gobin AGACHE, originaire de la région, en disant connaître le gué de BLANQUETAQUE où, au moment de la marée basse, douze hommes peuvent traverser de front la Somme, n'ayant de l'eau que jusqu'aux genoux seulement.

Guidé par Gabin AGACHE, l'armée anglaise n'a qu'à faire 15 km pour arriver avec le lever du soleil, le 24 août, au gué de BLANQUETAQUE, du défendu par GODEMAR du FAY, Jean de PICQUIGNY, Jean du CANGE, le Sire de COUMONT et 12.000 hommes d'après Jean FROISSART, chiffre que Michel de NORTHBURG réduit à 500 hommes d'armes et 3.000 communiens. Ceux-ci ne peuvent empêcher les forces adverses de prendre pied sur la rive droite du fleuve et de s'emparer de NOYELLES-sur-SOMME, appelé aujourd'hui NOYELLES-sur-MER. Tandis qu'un corps de cavalerie d'outre-Manche s'en va brûler le Crottoy, le gros de l'armée anglaise contourne la forêt de CRÉCY par le sud pour prendre position sur un front allant de CRÉCY à WADICOURT. C'est ici, sur les terres héritées de sa mère, que le roi d'Angleterre décide, après une retraite difficile de plus de 200 km, d'attendre les Français pour livrer bataille.

Acculé tel un sanglier aux abois, ÉDOUARD III n'a d'autre alternative que de tenir tête à la meute acharnée à sa poursuite et de vendre chèrement sa peau. Son armée, de loin inférieure numériquement à celle de PHILIPPE VI, est formée en trois «batailles», archers gallois au premier rang et chevaliers démontés en arrière. L'aile droite, appuyée à CRÉCY et à la zone marécageuse de la Maye, est placée sous le commandement du Prince de GALLES, qu'assistent le Maréchal Thomas DE WARWICK, les Comtes de Stafford et de Kent, de même que les Sires John CHANDOS, Geoffroi d'HARCOURT et autres. L'aile gauche, déployée du côté de WADICOURT, est confiée au connétable William de NORTHAMPTON, avec lequel se trouvent les Comtes de SUFFOLK et d'ARUNDEL, ainsi que l'Évêque de DURHAM. Édouard III commande le corps du centre à partir du moulin de CRÉCY, d'où il surplombe le ravin en pente douce qui entrera dans l'Histoire

sous le nom de «Vallée des Clercs». En face, à 3,5 km de cet observatoire, se trouve FONTAINE-sur-MAYE, direction obligatoire du débouché de l'armée française. Les équipages (chevaux et charrettes de flèches) sont abrités dans un enclos adossé au bois de CRÉCY-GRANGE, à proximité duquel on suppose que se sont dressées les tentes de tissus richement brodés du Roi d'Angleterre et de ses maréchaux.

La déroute de Philippe VI à CRÉCY

Après avoir entendu la messe et communie à l'église Saint-ÉTIENNE, le Roi de France quitte ABBEVILLE, le 26 août au matin, entouré de la fleur de la chevalerie, dont: son frère CHARLES, Comte d'Alençon et du Perche; Jean l'AVEUGLE, Roi de Bohême, Comte de LUXEMBOURG; Charles de LUXEMBOURG, Roi des Romains, Louis Ier de CHÂTILLON, Comte de Blois, Raoul I^{er}, Duc de Lorraine; Louis Ier, Comte de Flandre, de NEVERS et de RETHEL. Ils y ont perdu deux jours précieux, laissant à ÉDOUARD III et à ses maréchaux le temps de choisir et d'occuper la position la plus avantageuse à la défense.

Dans l'armée française, partie à la recherche des Anglais, se trouve une multitude d'hommes de guerre inexpérimentés et sans discipline, qui sont conduits à l'ennemi par des chefs incapables. Cette foule en désordre croit marcher à une victoire facile.

Ne voyant toujours rien de l'adversaire, PHILIPPE VI commande à Miles de NOYERS, son maréchal et porte-oriflamme, ainsi qu'aux chevaliers Edouard DE BEAUJEU, Jean d'AUBIGNY et le «Moine de BÂLE» qui, à en croire Jean FROISSART, aurait au nom de ses compagnons conseillé au Roi de France d'arrêter ses hommes sur-le-champ, de leur donner un jour de repos pour disposer le lendemain de troupes fraîches et pouvoir ainsi livrer bataille «plus mûrement et mieux ordonné». François de PRAGUE (12) dit que le Roi de Bohême aurait insisté d'engager immédiatement le combat, tandis qu'il semble d'après d'autres chroniqueurs que Jean l'AVEUGLE ait proposé à Philippe VI «de prendre le temps pour mettre ses troupes en bon ordre».

Selon Jules VIARD, le Roi de France n'aurait pas écouté les sages conseils de ses éclaireurs et aveuglé par sa haine contre l'Anglais, il aurait engagé la bataille trop précipitamment. Il apparaît plutôt que personne n'a obéi à l'ordre: «Arrêtez, bannières! De par le roi, au nom de Dieu et de Monseigneur Saint-Denis, arrêtez!». Chacun a voulu sa part de l'honneur et du profit de la victoire. Jean le BEL (13) rejette sur les seigneurs turbulents et jaloux les uns des autres, la confusion qui a suivi l'ordre d'arrêter les bannières.

Les avis diffèrent sur l'ordre de bataille de l'armée du Roi de France, où tout le mon-

de commande et où personne n'obéit. D'après la «Chronique de Flandre», elle aurait été divisée en quatre corps: le premier aux ordres du grand maître des arbalétriers, le second commandé par le Comte Charles d'ALENÇON, le troisième par le Roi PHILIPPE VI et le quatrième par Jean de HAINAUT. Dans le «Bourgeois de Valenciennes», Kervyn de LETTENHOVE affirme qu'elle s'est composée de cinq corps et que Jean l'AVEUGLE aurait été dans le troisième corps. Louis-Phocion TODIÈRE écrit dans son livre: «L'Angleterre sous les trois ÉDOUARD de la dynastie des Plantagenêts», que le Roi de Bohême aurait mené l'arrière-garde, tandis que Giovanni VILLANI (14) le place dans le premier corps avec les archers d'Ayton DORIA et Charles GRIMALDI.

Les messagers de PHILIPPE VI parviennent à stopper le mouvement de l'avant-garde française, mais celle-ci est talonnée par les chevaliers bannerets du Comte d'ALENÇON qui refusent de s'arrêter. Croyant à un contre-ordre, les groupes de tête se remettent en route pour arriver à l'ennemi dans le plus grand désordre. Lorsque les hommes de pied, épuisés par leur marche forcée, débouchent par le chemin d'ABBEVILLE à HESDIN (15) dans la plaine de la Maye, ils aperçoivent à leur gauche les Godons assis tranquillement à flanc de colline. Bien reposés, ceux-ci attendent de pied ferme l'arrivée de l'armée française marchant à l'aventure sans le moindre plan d'attaque et sans aucune coordination entre les chefs des différents corps.

Tandis qu'un flot incontrôlable de gens de guerre s'étire encore tout au long de la route, les Français s'efforcent de s'aligner, les uns bousculant les autres. Leur aile droite monte à l'assaut de la position fixe d'ÉDOUARD III, laissant ESTRÉES-lès-CRÉCY derrière leur centre, pendant que leur droite se porte au-delà de la ferme de BRANLICOURT.

Il est déjà trois heures de l'après-midi quand l'ordre est donné d'engager l'action par les arbalétriers génois d'Ayton DORIA, amiral gibelin, et de Charles GRIMALDI, amiral guelfe, tous deux embauchés à prix d'or par la France. Les Génois, fatigués, aveuglés par le soleil et sans protection – les voitures chargées des targes et des réserves de carreaux se trouvant encore à l'arrière –, avancent en poussant des cris terrifiants, tendent leurs armes et tirent sur les premières lignes anglaises. Les archers gallois, dotés d'armes plus légères et d'un tir trois fois plus rapide, ripostent avec calme et discipline en semant la panique dans les rangs des mercenaires génois qui, après avoir épuisé leurs carreaux et ne pouvant les renouveler, cèdent devant une cascade de flèches qui «descendent si dru du ciel que ce semble neige».

Voyant cette débandade et soupçonnant une trahison, le Comte d'ALENÇON lan-

ce à sa chevalerie cet ordre monstrueux: «Tuez la piétaille! Tuez la piétaille! Ils nous encombrant et tiennent le chemin sans raison!» Une étrange mêlée s'engage alors au moment où passe une bande de corbeaux, qui ne présage rien de bon. Les chevaliers français s'acharnent comme pourceaux en tas sur les malheureux gens de pied génois, tandis que les Anglais achèvent le massacre en se faufilant à travers eux comme loups entre brebis.

Malgré son infirmité, Jean l'AVEUGLE veut prendre part à la lutte. Les différents témoignages de ses contemporains immédiats diffèrent sur les circonstances qui l'ont amené sur le champ de bataille de CRÉCY, que les Tchèques appellent KRESSCAKU et prononcent Krechtchak.

Selon François de PRAGUE, les nobles de Bohême ont craint pour la vie de leur roi et l'ont exhorté à se tenir en dehors de l'action. Pas d'accord, Jean l'AVEUGLE leur ordonne de le conduire «là où a lieu le choc le plus violent, où le combat est le plus acharné, le cliquetis des armes le plus bruyant»; ce à quoi l'un de ses compagnons aurait répondu mélancoliquement: «Nous vous mènerons dans un endroit d'où nous ne reviendrons plus, ni vous non plus.»

Benes de WEITMIL (16) confirme qu'on aurait engagé Jean l'AVEUGLE à préserver par la fuite sa vie et celle des siens. «Ne plaise au ciel qu'un roi de Bohême s'enfuit (Absit ut rex Boemiae fugeret), mais conduisez-moi là où le combat est le plus archarné! Que Dieu nous soit en aide! Ne craignons rien, veillez seulement sur mon fils», se serait-il écrié.

La version de Jean FROISSARD est tout autre. D'après lui, le vaillant et gentil Roi de Behaigne, qui s'appelle messire Jean de LUCEMBOURC (=Luxembourg), apprend par ses chevaliers le déclenchement de la bataille; car quoiqu'il se trouve là, armé et en grand arroi, il n'y entend goutte et n'y voit rien du tout. En demandant des nouvelles sur le déroulement des opérations, ses compagnons lui rapportent l'affaire des mercenaires génois en disant: «Monseigneur, ainsi est; tous les Gennevois sont déconfits, et a commandé le roi eux tous tuer; et toute fois entre nos gens et eux a si grand toullis (17) que merveille, car ils chéent (18) et trébuchent l'un sur l'autre, et nous empêchent trop grandement.» «Ha! répond alors le Roi de Behaigne, c'est un petit signe pour nous». Pour lui, tout cela n'est pas de bon augure. «Où est messire CHARLES, mon fils?», demande Jean l'AVEUGLE. «Monseigneur, nous ne savons; nous créons (=croyons) bien qu'il est d'autre part, et qu'il se combatte», reçoit-il comme réponse. Noble et idéaliste est le langage que FROISSARD met alors dans la bouche du Roi de Bohême: «Seigneurs, vous êtes mes hommes, mes amis et mes compagnons; à la journée d'huy je vous prie et requiers très espé-

cialement que vous me meniez si avant que je puisse fêrir un coup d'épée».

Dans «Anonymi itali historia», on raconte que Jean l'AVEUGLE aurait été emmené loin de la bataille et que ce dernier se serait alors étonné: «Où sommes-nous, que je n'entende pas le bruit des armes?» – «Seigneur, la bataille est perdue, et nous avons voulu vous empêcher de tomber entre les mains de vos ennemis», lui répond son entourage. Mais le roi, furieux, exige qu'on le reconduise au milieu de la mêlée, nous apprend le chroniqueur italien.

Rien ne prouve à ce propos l'authenticité de cet extrait des «Chroniques des Empeurs et Rois de Bohême»: «Pour ce que le roy JEHAN ne conseilloit pas la bataille aux François, aucuns des François le reprouvoient que s'il avoit douté qu'il s'en pust ramener, et que c'estoit la coustume des Allemands de n'aimer batiller. Adont, respondit ledit roy JEHAN qu'il s'oseroit bien faire mener si avant comme les autres nonobstant qu'il fust aveugle».

D'après un rumeur anonyme tchèque de Moyen Âge, Jean l'AVEUGLE se serait ainsi adressé à Henri de KLINGENBERG: «Souviens-toi que tu as eu un vaillant père... toi aussi tu es un hardi chevalier, jeune, bon, un vigoureux compagnon. Je sais que tu ne m'emmèneras pas du champ de bataille et je compte que tu me conduiras là où je pourrai essayer mon épée.»

Plusieurs gentilshommes, cédant aux instances impérieuses du Roi de Bohême qui porte les ailes de vautour sur son cimier, attachent les brides de leurs chevaux à celle du sien et le mènent au fort de la bataille, où, d'après les récits populaires, il s'élance au cri de guerre: Prague! sur les Anglais, frappant «un coup d'épée, voire trois, voire quatre, et se combattit moult vaillamment.» Peu digne de foi est l'épisode que l'auteur des Martyrs (19), «en prêtant le charme de son imagination» relate d'une passe d'armes qui se serait déroulée entre le Prince de Galles et Jean l'AVEUGLE, «l'un à l'aurore et l'autre au couchant de sa vie.»

Les chevaliers français brûlent également d'en découdre, se présentent en désordre devant ÉDOUARD III et lancent quinze ou seize charges chaotiques mal enchaînées. Toutes se brisent contre les murs de flèches meurtrières des Gallois. Quelques avant-gardistes, conduits par Jacques d'ESTRACELLES, réussissent cependant à pénétrer jusqu'aux premières lignes anglaises et menacer le Prince de Galles, sur quoi Thomas de NORWICH accourt au moulin de CRÉCY pour prévenir le Roi d'Angleterre du danger que court son fils. Estimant qu'il n'y a pas péril, le souverain congédie ainsi le messager: «Retournez devers lui et devers ceux qui ci vous ont envoyé, et leur dites, de par moi, qu'ils ne m'envoient mes huy requerre, pour aventure que leur avienne, tant que mon fils soit en vie; et leur

dites que je leur mande qu'ils laissent à l'enfant gagner ses éperons, car je veux, si Dieu l'a ordonné, que la journée soit sienne, et que l'honneur lui en demeure et à ceux en quelle charge je l'ai baillé.»

Les Français lancent attaque sur attaque sans se regrouper, chargeant à l'aveuglette. Ciblée de traits, la masse française qui opère en terrain découvert, se disloque, se rompt, alors que surgit la cavalerie anglaise, tandis que les coutilliers achèvent l'égolement des chevaliers désarçonnés. Ainsi succombe la fleur de la noblesse française. L'affreuse boucherie ne prend fin qu'au milieu des ténèbres de la nuit.

ÉDOUARD III n'étant pas en force pour exploiter son succès, le Roi de France profite de cette circonstance et s'échappe avec une poignée d'hommes, dont: Charles de MONTMORENCY, Miles de NOYERS, Edouard de BEAUJEU, Robert de WAURIN et Jean d'AUBIGNY. Ils se retirent au château voisin de LABROYE où le seigneur Jean LESSOPIER, dit Grand Camp 209, prend soin d'eux avant qu'ils ne repartent par la Chaussée BRUNEBAUT, en direction de DOULLENS et d'AMIENS.

On lit dans la plupart des anciens manuscrits que PHILIPPE VI aurait répondu à l'interpellation du Châtelain de LABROYE: «Ouvrez, c'est la fortune de la France.» Mais, au moment où cette fortune était tellement compromise, il paraît plutôt que le vaincu se serait annoncé comme l'infortuné Roi de France.

Dimanche, 27 août 1346: Un brouillard épais voile la Vallée des Clercs jonchée d'une foule de cadavres. Renaud de COHAM et Richard de STAFFORD, clercs d'ÉDOUARD III, sont chargés d'aller recenser les morts, de noter les noms de ceux qu'ils pourraient reconnaître et de séparer les riches dépouilles afin de leur rendre les honneurs suprêmes.

Les «Istore et croniques de Flandre» racontent que les Anglais, parcourant le champ de bataille, trouvèrent Jean l'AVEUGLE qui respirait encore sous un monceau de morts et que le Roi d'Angleterre «commanda que on le allast querre et que on l'apportast en sa tente, et quand il le vit, grand pitié en eut et commanda à ses mires que dilligamment regardassent à lui. Et quant ses plaies étaient appareillées, ils l'eurent couché en son lit, son esprit rendit» (21)

Jean FROISSARD ne donne pas ces détails et dit simplement qu'ÉDOUARD III et son fils «complaignirent longuement la mort du vaillant Roi de Behaigne, et le recommandèrent grandement, et ceux qui de lès lui étaient demeurés.»

La dépouille mortelle du Roi de Bohême est ensuite déposée à l'Abbaye de VAL-LOIRES (22), où se trouvait au XVIII^e siècle cette inscription aujourd'hui disparue:

L'an mil quarante-six trois cents

Comme la chronique tesmoigne
Fut apporté et mis céans
Le très-puissant Roi de Behaigne.

Le lecteur s'intéressera certainement au brevet d'une pension accordée par ÉDOUARD III à l'un des écuyers anglais blessé à CRÉCY. Voici la traduction de ce document, déniché jadis par François-César LOUANDRE: «Le roi, à tous ceux qui, etc. Sachez que nous, de notre grâce spéciale et pour les bons services que Jean DUNSTAPLE, l'un de nos écuyers nous a rendus, accordons audit JEAN, mutilé à notre service dans la bataille de CRÉCY, deux deniers de pension par jour; dix sous pour ses robes, et quatre sous et huit deniers pour sa chaussure; ces derniers dons de rente annuelle. Ces diverses sommes lui seront payées toute sa vie, sur les revenus du Comté de Dewonshire, en deux arts, à la SAINT-MICHEL et à Pâques. – A Westminster, le roi étant témoin.»

«LUXEMBURGER WORT» du 24.8.96

Annotations:

- (1) Nom donné au duché d'Aquitaine sous la domination anglaise de 1258 à 1453.
- (2) Surnom souvent employé pour désigner la lignée des rois d'Angleterre, d'HENRI II à RICHARD III.
- (3) Armée à l'époque féodale.
- (4) D'après Raymond CAZELLES.
- (5) Assassiné par les partisans de Louis de Nevers, le 17 juillet 1345.
- (6) D'après Raymond CAZELELS.
- (7) Règlement modifié par un codicille ultérieurement.
- (8) JEAN, Duc de Normandie (1319-1364), fils et successeur de PHILIPPE VI sous le nom de JEAN II. Marié en premières noces avec Bonne de LUXEMBOURG, fille de Jean l'AVEUGLE.
- (9) Soubriquet donné aux Anglais pendant la Guerre de Cent Ans.
- (10) Situé non loin de l'oratoire de KASTEL sur la Sarre.
- (11) Mieux connu sous le nom d'Édouard le Prince Noir.
- (12) Chroniqueur latin, contemporain de Jean l'AVEUGLE.
- (13) Chroniqueur liégeois (1290-1370).
- (14) Chroniqueur florentin (vers 1280-1348).
- (15) Ancienne voie de communication, appelé «chemin de l'armée», en bordure duquel s'élève la croix du Roi de Bohême.
- (16) Chroniqueur tchèque du XIV^e siècle.
- (17) =trouble
- (18) =tombent
- (19) =FRANÇOIS-RENÉ, Vicomte de CHATEAUBRIAND (1768-1848).
- (20) Personnage identifié par François-César LOUANDRE.
- (21) D'après le Comte de PUYGMAIGRE.
- (22) La «Chronographia regum Francorum» dit que ses entrailles y ont été enterrées.

Le Musée d'Art Contemporain Grand-Duc JEAN

Un Musée d'art moderne au Grand-Duché de Luxembourg
Présentation par Bernard CEYSSON, le 18 septembre 1996

Le 18 septembre 1996, le concept du Musée d'Art Moderne Grand-Duc JEAN fut présenté à la presse par Monsieur Bernard CEYSSON, Directeur du Musée d'Art Moderne de SAINT-ÉTIENNE et expert mandaté par le Gouvernement luxembourgeois, en présence de Madame le Ministre de la Culture.

Le Grand-Duché de LUXEMBOURG se doit de se doter d'une institution culturelle adaptée à la présentation de collections permanentes et d'expositions temporaires d'intérêt international, dignes de son statut européen et attestant sa capacité à s'ouvrir, dans le domaine de la création artistique vivante, «aux réalités du monde actuel». Le Musée devrait ainsi contribuer à l'éducation et au développement culturel et artistique des habitants de la grande région dont le Grand-Duché est le centre et, par ses collections et ses expositions, imposer le Luxembourg comme l'un des centres de l'activité artistique internationale.

Le Musée sera visité pour lui-même, parce qu'il sera d'abord perçu comme un chef-d'œuvre de l'architecture moderne inscrit dans un cadre naturel exceptionnel. D'où l'attention qu'il faudra porter à la constitution des collections et à la programmation, lesquelles seront jugées à l'aune du bâtiment.

Car le projet du Musée a précédé la constitution de sa collection. Cette caractéristique ne lui est pas propre: nombre de musées récents ont ouvert sans disposer au préalable d'une collection qu'ils s'emploient à rassembler, en mettant l'accent sur l'art présent. Car aucun Musée ne peut désormais prétendre réunir une collection significative de l'art de ce siècle. La politique d'achat et la programmation des expositions du Musée sont donc comme déterminées par sa courte histoire, par le dessein qui a conduit à la décision de le construire et par le choix de son architecte...

Une collection

Il faut oser exprimer une ambition: celle de pouvoir offrir, dans dix ans, aux visiteurs l'une des plus belles collections au monde d'art de la fin de ce siècle. Et pour ce faire, la collection devra éviter de prétendre atteindre à une «exhaustivité» qui ne serait qu'un leurre. Il faudra composer des ensembles forts et significatifs affirmant les convictions esthétiques caractérisant le Musée. Et ce sont ces ensembles qui détermineront l'orientation d'un nécessaire retour sur l'art des décennies passées, de l'achat de telle ou telle œuvre des années 50 qui ne prendra sens que par rapport à la collection contemporaine...

En résumé, on peut ainsi énoncer les grandes lignes de la politique d'acquisition:

1. acquérir d'emblée, avant l'ouverture du Musée, des œuvres actuelles, en donnant le primat à l'art européen... La peinture dans ses formulations récentes, s'inscrivant dans le sillage du fonds existant des années 50, peut être l'un des axes majeurs de la collection...

Il en va de même pour la photographie qui offre dans ses productions présentes une réponse très actuelle aux interrogations de STEICHEN sur ce que la photographie devrait nous donner à voir de la réalité du monde, de la vie des hommes, aujourd'hui, au quotidien.

La sculpture dans ses manifestations récentes use de matériaux qui caractérisent la vie urbaine. On peut la mettre en correspondance dans bien des cas, avec les «images» du monde que nous



M^{me} HENNICOT-SCHOEPGES et M. Bernard CEYSSON

restitue, de notre réalité, la photographie... Ce qui peut entrer dans les collections de ce qui relève encore de cette catégorie artistique doit donc s'articuler par rapport aux acquisitions photographiques, mais aussi par rapport à celles effectuées dans le domaine de la peinture.

La collection ne devra pas exclure l'architecture, ni le «design», ni les formes électroniques et numériques d'expression. Elle devra prendre en compte tout ce qui, dans le monde contemporain, relève d'une culture du visuel et de l'organisation formelle de l'espace réel ou virtuel...

2. acquérir des œuvres d'artistes que l'on peut désormais considérer comme ayant ouvert la voie aux expressions artistiques présentes...

3. tenter de compléter le fonds existant d'œuvres des années 50, de l'École de Paris, par exemple, en sachant saisir, comme l'on dit, les «opportunités» du marché ou susciter la générosité d'éventuels donateurs.

Des expositions

Le Musée d'Art Moderne Grand-Duc JEAN devra organiser des expositions qui pourraient être réparties en quatre catégories:

1. Des séries significatives d'expositions thématiques consacrées aux orientations et aux perspectives de l'art présent...

2. Des expositions consacrées à de jeunes artistes encore peu connus, mais dont les travaux semblent ouvrir de nouvelles perspectives à l'évolution artistique présente...

Ces deux catégories d'expositions devraient permettre d'expliciter la politique de constitution et d'enrichissement de la collection. Mais elles n'auront de réelle signification qu'au sein d'une programmation plus large comprenant:

3. Des expositions scientifiques et de prestige, de préférence thématiques, permettant de faire découvrir au public luxembourgeois et de la grande région, les tendances et les œuvres majeures de l'art de ce siècle.

4. Des expositions permettant de préciser l'évolution d'un artiste dont la notoriété est indiscutable. Certaines de ces expositions, qui devraient attirer un large public international, pourraient faire l'objet de manifestations complémentaires dans le domaine du cinéma, par exemple, ou de la littérature...

Des activités éducatives...

Telle que définie, la programmation des expositions trace les grandes lignes d'un projet pédagogique à destination d'abord des publics scolaires et répondant aux objectifs assignés au Musée: former, informer, ouvrir aux réalités contemporaines; favoriser la découverte individuelle des oeuvres d'art, l'émotion esthétique et la contemplation...

Le musée se voudra aussi lieu de recherche et se devra de proposer des conférences prononcées par des spécialistes renommés.

Le Musée comme lieu de vie...

Le Musée devra réellement être un lieu de vie, un espace privilégié où le public aimera à venir, sachant avoir accès aux oeuvres dans un cadre architectural et paysager de grande qualité.

Position du Directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

En complément au mémorandum que le Gouvernement a rendu public le 9 août dernier et qui répondait aux questions soulevées par les avis du Conseil d'État concernant les projets de loi du Musée

d'Art Moderne Grand-Duc JEAN et du Musée de la Forteresse, le Ministère de la Culture tient à communiquer la position du Directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, position qu'il a expliquée dans une lettre récente.

Après avoir rappelé que le Fort THÜNGEN se trouve dans la zone tampon dont le but est de protéger la Ville de LUXEMBOURG des empiétements qui pourraient porter atteinte aux valeurs de patrimoine mondial du site inscrit sur la Liste, il précise que la construction envisagée dans la zone tampon ne constitue pas une menace directe sur le site du Patrimoine mondial.

Le Fort THÜNGEN fait partie de l'histoire militaire du LUXEMBOURG et devrait donc être préservé en tant que tel. Le projet du nouveau musée qui le relie physiquement aux vestiges du Fort symbolise la fusion du passé et du présent et la valorisation des monuments historiques par de nouveaux moyens adaptés à la société contemporaine. C'est la raison pour laquelle le Centre du Patrimoine mondial n'a pas d'objection à la transformation de monuments historiques pour les réajuster à une autre fonction.

Quant aux deux questions encore en discussion, (dalle d'entrée du musée et césures dans les murs de l'enveloppe), le Directeur du Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO précise que l'Architecte PEI, dans une réunion de travail fin août à NEW YORK avec ses services, a indiqué que le processus de planification était toujours en cours et, comme l'indiquait déjà le mémorandum, les architectes travaillaient sur des solutions alternatives, solutions qu'ils présenteront d'ici quelques semaines.

«CARMINA BURANA» de Carl ORFF, – «Opéra Open Air» au Stade Josy BARTHEL: Quelque 10.000 auditeurs et spectateurs, le 6 juillet 1996, dont les Couples Grand-ducal et Grand-ducal Héritier

Fondée sur le très fameux manuscrit des «Cantiones profanae», «la Benediktbeurer Handschrift», redécouverte dans les années '30 passées, mise en musique par le compositeur, pédagogue et musicologue Carl ORFF, Allemand, né à MUNICH en 1895, y décédé en 1982 –, la Cantate monumentale connut ses premières interprétations en 1937-38, toutes mises en scène «in-door»: de succès en triomphe populaire, les «CARMINA BURANA», nettement plus prisées que les CATULLI CARMINA du même compositeur, comptent de nos jours aux rangs des «opéras» de la période classique moderne les plus souvent donnés, sinon appréciés.

Sous un ciel qui retenait difficilement ses précipitations, par une atmosphère climatique un peu juste, – très juste en ce 6 juillet, le spectacle s'est déroulé en plein air, sur les pelouses du Stade Josy BARTHEL aménagées en conséquence: après la grande audition José CARRERAS en 1995, ce nouvel essai valait d'être fait, sinon encore vécu...

Extraits de «CARMEN» et de «NABUCCO» en prologue

Question de créer l'ambiance à ce qui devait être un spectacle tout fait de feu, de couleurs et de lumières, les promoteurs et organisateurs de la soirée avaient opté pour un programme musical en prologue, constitué par des airs très connus ou des extraits populaires d'opéras: VERDI, ROSSINI, WAGNER et BIZET furent les compositeurs à l'honneur, – par extraits choisis, on l'a dit! Un choix exquis, somme toute, pour lequel la transmission acoustique s'avérera être un peu juste également, par moments, d'autant plus que les spectateurs-auditeurs les plus éloignés de la magistrale scène se trouvaient quand même à 50 mètres, ou même au-delà, certains survols d'avions ayant complétement gêné l'auditoire.

Les grandes scènes

La régie musicale du spectacle était due à Walter HAUPT, ami de longue date du regretté Carl ORFF, – une amitié qui avait matériellement culminé dans la première mise en scène monumentale et en plein air des «CARMINA BURANA», précisément en 1978 lors de la première «MÜNCHENER KLANGWOLKE», une réalisation qu'avait souhaitée Carl ORFF lui-même. Depuis, les conceptions scéniques et idées de mise en scène de HAUPT ont fait «bouger» les très grands auditoriums, dont 100.000 auditeurs à SAO PAOLO, 40.000 autres à MUNICH, finalement près de 10.000 à LUXEMBOURG par une soirée, – côté temps et température –, mi-figue, mi-raisin.

De par sa conception musicale et l'agencement des différents textes et thèmes, Carl ORFF n'a pas créé quelque développement dramatique apparent ou évident dans les «CARMINA», – pas de fil rouge conducteur dès lors, mais plutôt une juxtaposition habile et entraînante de tableaux de scène, éloquentes par les mélodies, enivrants par les rythmes qui changent, qui s'imposent; il n'y pas, dans la composition, davantage de situations conflictuelles, ni encore de dialogues dramatiques, les tableaux se filtrant, «sortant» de par eux-mêmes d'une musique, parfois d'une mélodie lyrique ou cristalline, – images vivantes, grouillantes par mille et un détails de costumes, dans des couleurs enchanteresses, parfois effarantes du fait qu'elles sont animées ou mises en évidence par de prodigieux effets de lumières et de feu: HAUPT parle de sa liberté de conception quant à «l'action» simple, fondée sur la musique même, d'où «Images magicæ» poignantes par les couleurs, comme par les personnages issus d'un monde fantasque et imaginaire, de féerie, du rêve, du conte.



En scène se meuvent pêle-mêle et dans un grouillement inattendu exigé par les textes ancestraux et la musique d'ORFF: gentilshommes et chevaliers, anges et diables, pape ou troubadours, filles de moeurs légères et truands, arlequins et dominos, hommes ou femmes, danseurs, comédiens et acrobates, prestidigitateurs et jongleurs, des animaux féériques crachant feux et sons, le tout «baignant» dans une extraordinaire richesse de lumières, d'effets de feux, flashes et torches, fontaines magiques, coups de motiers, – une incandescence optique et musicale sur vingt-trois tableaux constituant le spectacle.

Le 14 juillet 1995: une première

Depuis la première mise en scène de Walter HAUPT le 14 juillet l'année dernière, KÖLN CONCERTS en tant qu'organisateur, Franz ABRAHAM et ART-Concerts, responsables de la production d'ensemble et de la tournée, ont assuré un spectacle très haut en couleurs.

La soirée de ce 6 juillet démarra sur l'arrivée en scène d'un groupe de jeunes porteurs de torches, accompagné par le tintement clair d'une seule cloche et d'un roulement de tambours: avant que le ciel ne s'enflammât et que reluisît, par mille et un feux, la Roue de la Fortune, surdimensionnée sur une scène haute de 22 mètres: thème principal de l'oeuvre scénique de Carl ORFF :

«O Fortuna,
Velut Luna
Statu variabilis,
Semper crescis
aut descrecis;
Vita detestabilis
nunc obdurat
et tunc curat
ludo mentis aciem,
egestatem,
potestatem
dissolvit ut glaciem»

Cette même image, imposante entre toutes, sera reprise à la fin du spectacle, où il est mis en évidence que la «fortune» – on entendra bonheur, succès et vie- peut valoir des aspects et des périodicités bien changeants: regnabo/je régnerai – regno/je règne – regnavi/j'ai régné – sum sine regno/je suis sans règne...

Les poignants effets de dramaturgie et la musique enivrante furent portés, admirablement exécutés par l'excellent Orchestre Symphonique tchèque, les très performants Choeurs de la Ville de TREVES, par la Chorale des Jeunes de TREVES; et ce furent surtout encore les solistes Eva LIND, soprano, Christian BAUMGÄRTEL, ténor et Michael KRAUS, baryton qui firent preuve de beaucoup de métiers, fidèles qu'ils furent en tout point à une partition très exigeante par intermittence.

Ondrej SOTH ayant fourni une excellente prestation à la préparation et à la coordination des chœurs et solistes, Hans-Joachim HAAS responsable pour les effets lumineux, le chorégraphe Mihail TCHERNAEV et finalement Walter HAUPT quant à la direction musicale générale, ayant réalisé une excellente prestation d'ensemble, le spectacle fut de toute beauté, – et il aurait mérité toutes les douceurs et clémences d'une belle soirée de plein été...

Après LUXEMBOURG, diverses villes allemandes ont encore hébergé le spectacle en cette année 1996; en 1997, PARIS, BUDAPEST, ZÜRICH et BARCELONE se trouveront en tête d'affiche, alors qu'en 1998 encore, les «CARMINA BURANA» s'exileront aux États-Unis d'Amérique comme au Japon, ambassadeurs culturels européens qu'elles seront essentiellement à ces prestations publiques-là: événement de taille, un véritable feu d'artifice au propre comme au figuré, où alternent les étapes marquantes de ce que peut être «une vie», amours, découvertes et combats, où s'entremêlent vie et mort, hommes et femmes, ciel et enfer, religion et paganisme, nuit et jour...

Une étape de «Wildest Dreams Tour» au Stade Josy BARTHEL le 4 septembre: la «Queen du Rock'n'Roll» Tina TURNER a émerveillé plus de 20.000 fans en présence de la Cour grand-ducale

Dernier grand spectacle musical en plein air de l'année '96 à LUXEMBOURG, la soirée «Rock'n'Roll» de Tina TURNER, l'incontesté n°1 mondial de cette scène particulière, a pleinement tenu toutes les promesses et répondu aux attentes d'un auditoire où toutes les générations furent présentes, confondues, – celles qui dans les années '50 déjà suivirent les rythmes et prestations de «IKE and TINA TURNER», à celles qui, par l'intermédiaire de MTV, la découvrirent plus tard, la pétillante Reine du genre, en scène pour un grand retour après six années «d'abstinence» artistique.

En effet, le nouvel album «Wildest Dreams» de la Star connut une vente de l'ordre de 1,5 millions d'exemplaires en un laps de temps de quelque 5 semaines... en Europe, – d'où, selon la trépidante interprète, nécessité et surtout encore la volonté: «Let's do it together», – entendons une tournée mondiale encore, ayant démarré à BERCY, le 3 mai dernier...

Le cadre général de la grande audition, le Stade Josy BARTHEL, était bon, le temps également, la magistrale scène, surdimen-

sionnée, créée par Mark FISHER, – scénographe aussi au «VOODO-LOUNGE-Concert» des STONES en 1996 – ayant permis une mise en scène qui satisfait tout le monde...

Le prologue musical

Comme de coutume, un part musical en prologue fut offert aux milliers d'auditeurs et fans enthousiastes, impatients de vivre les grands moments de la soirée; d'aucuns ont estimé que 23.000 personnes auraient été du spectacle, «plus de 20.000» ayant été officiellement confirmés.

Comme lors de la tournée en Belgique, – et ce sur vœux exprès de la «Lady du Rock» – ce fut l'exquis ensemble «BLUE BLOOD» qui assura l'ouverture rythmique et musicale de la soirée, – un ensemble qui avec «Blues-Funk» enthousiasmait les adeptes du genre d'emblée, tel qu'ils l'avaient réussi lors de «Rock um Knu'dler», cet été à LUXEMBOURG. La partie essentielle du prologue rythmé toutefois était réservée au groupe luxembourgeois des «COOL FEET»; pour une tâche que d'aucuns encore ont qualifiée «d'ingrate», on retiendra que le groupe s'est très honnêtement acquitté de son «dû», notamment avec «Roude Léiw» qui connut l'écho majeur... La prestation des «COOL FEET» confirma leurs citations dans «the best-top ten», tout comme l'étonnant nombre de CDs vendus par le dynamique groupe.

«What ever you want me to do»

La Reine TINA, dans une «robette» de scène, – argentée et scintillante, belle artiste toujours à 56 ans – entra de suite dans le vif du sujet, en plein feu rythmé sur la grande rampe, – vision optiquement «multipliée» par les immenses écrans qui permirent à une chacune, un chacun de bien suivre les agissements rythmiques, danses, finalement la musique. Relevons d'emblée que les deux danseuses accompagnantes KAREN et CYNTHIA offrirent une prestation de tout premier ordre également, jeunes et dynamiques qu'elles furent et rompues à toutes les finesses scéniques du genre. Le lightshow, judicieusement conçu et techniquement parfait, offrit des effets lumineux changeants, inattendus, cadrant admirablement avec le spectacle en scène.

La voix, emphatique et portante de Tina TURNER, «jouant» dans toutes les tonalités d'un registre particulièrement large, s'adapta fidèlement à chaque interprétation musicale en particulier, – le plein volume, le «medium size», ou quelques notes intermédiaires semblant à peine chuchotées, clins d'oeil et «bisous» envoyés fortuitement dans la foule attentive: aspects d'un métier, dont Tina TURNER a péniblement travaillé et attentivement inventé le détail il y a des décennies, – avec la grandeur qui aujourd'hui est sienne, totalement sienne au présent.

«DEEP RIVER», hit vocal qui tendit l'arc sonore d'un assez lointain passé sur l'époque présente, la présentation complétée sur écran par des «flashes» visuels datant des dernières années '50, du milieu des '60 ou d'autres grands «passages» plus récents encore, la puissance vocale, au fil des années, semblant ne rien avoir perdu, – bien au contraire! –, la technique et l'évolu-



La Reine du Rock, ayant créé l'événement de l'année: Tina TURNER



Plus tôt l'après-midi: les rangs se remplissent: une grande attente

tion sur scène s'étant visiblement peaufinées par le nombre des années, l'expérience consommée et les auditions multipliées.

Le choix musical, tradition et l'inédit

Impressionnantes les interprétations de «Missing You» par la star, comme les évolutions dansées du «muscle man» Timmy CAPELLO, – entrain et variations qui devaient parfaitement illustrer quelques aspects majeurs des «Wildest Dreams» de Tina TURNER.

Autre effet inattendu: un oeil géant, apparaissant au fond de la scène, tout en feu, illustra parfaitement les premières mesures du Song JAMES-BOND, – point culminant quand Tina TURNER sortit, telle une déesse du centre lumineux, avant que l'artiste, comme portée par une main géante et invisible, ne semblât planer sur scène: harmonieux mouvements de danses par les jeunes solistes KAREN et CYNTHIA, judicieux compliment, au point que les 3 artistes formèrent un trio persuasif sur scène.

Il convient encore de souligner l'apport artistique qu'assuraient les solistes accompagnant aux instruments et qui eurent noms: John MILES à la guitare, James TOLSTON guitare d'accompagnement; Kenny MOORE, le superdynamique au piano; le saxophoniste Timmy CAPELLO, également brillant sur keyboards comme à la percussion, un autre spécialiste aux keyboards, Alan CLARKE, Jack BRUNO à la percussion; Bob FEIT, le surdoué bassiste finalement.

«River deep, Mountain high», «Addicted to Love», «Symphy the Best» ou «What's Love Got to Do With it?» furent d'autres «passages» de Tina TURNER qui sollicitèrent des applaudissements frénétiques, surtout encore quand l'artiste, – show-woman au-dessus de toute attente et tout lieu – s'enhardit jusqu'à un échange-exposé vocal avec «son» auditoire qu'elle tenait à conquérir, finalement conquis bien au-delà de toute attente: «What's love go to do with it» -there was a time, when only men said it,

but we must stick together; we must still do it together... Do you still do it together?» – question-échange narquois et taquin – public vibrant de connivence –, complicité musicale, accords tacites...

Le powershow dura un peu plus de deux heures, animé, survolé par une artiste qui visiblement, une fois de plus, se sentit à l'aise, – voulant réellement remplir aux bords un contrat complice avec «son» public, son auditoire, qui le lui rendit bien, à elle, – comme à ses danseuses et solistes, dont les noms, comme par magie, défilèrent sur les grands écrans, en fin de spectacle...

«We never say goodbye»

Le song inoubliable «We don't need an other Hero», «Private Dancer» ou encore «Let's stay together», présentés dans le plus pur style de scène, – show et échange – amenèrent le spectacle vers d'autres points culminants, – fruits d'une pratique, d'une singulière et unique technique et de l'expérience des grandes scènes pendant 41 ans: de mémoire d'homme ce phénomène, durable, comme ces succès réguliers, sont réellement uniques, Tina TURNER savourant visiblement le plaisir et la connivence humaine avec son auditoire, – ce public qui connut une assistance record en 1988, lors du «Foreign Affair»-Concert à RIO: 182.000 fans ou adeptes avertis enthousiastes.

Bis et ter, ajout encore en fin de concert jusqu'au moment où l'assistance put – enfin! – vivre et savourer «NUTBUSH CITY LIMITS», douce souvenance d'un TENNESSEE natal que Tina TURNER porte toujours dans son coeur, sa mémoire, ses souvenirs, – époque du «pain noir» d'une enfance, d'une adolescence...

Une onde musicale plus douce, vers la fin du spectacle, quand Tina TURNER interpréta «Something Beautiful Remains» et «On Silent Wings» – hommage au public-auditoire, larges éclats



... un mythe toujours, après 41 années de prestation en scène musicale

de rire, avant la conclusion qui fit frémir, une fois encore, une fois de plus: «We never say goodbye, we say we will see you soon. See you next time!»

Importante logistique

Des bus-navettes avaient amené les auditeurs dès l'après-midi, l'ouverture du stade ayant été annoncée pour 17.30 heures; le grand rond et la pelouse ne tardaient pas à se remplir, dans une attente fébrile, – arts, mais également air «kermesse» et grand-shop: la filiale «catering» LUXAIR-AIRREST n'avait pas lésiné sur les quantités, bières, petits pains, thuringers, «mettwurst», pizzas, 22.000 demi-litres de cola et un peu davantage d'eau minérale. Badges en tout genre, épinglettes, casquettes, sacs-à-dos, drapeaux et fanions, porte-clés, tee-shirts, sweat-shirts ou polos se trouvaient dans les offres généreuses des stands ambulants bien achalandés.

Plus de 250 collaborateurs contribuèrent à l'organisation dans son ensemble, les forces de police exerçant des contrôles assez conséquents, intentionnellement sollicités par mesures de sécurité, – et tout devait se passer dans le très bon ordre, – sans heurts ni fausses notes!

Princes et Princesses applaudirent

Le spectacle Tina TURNER se fit en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc Héritier, la Grande-Duchesse Héritière, du Prince GUILLAUME et de la Princesse SIBILLA, nos Princes ayant apprécié la prestation comme le firent les visiteurs d'un soir, venus de Belgique, de France et d'Allemagne, du Luxembourg, bien sûr, et de plus rares pays autres, certains rares fans faisant

régulièrement des déplacements sur quelque mille kilomètres.

«ANNA MAE BULLOCK», alias Tina TURNER

Quarante et une années de spectacles se trouvent à l'actif de Tina TURNER, née le 26 novembre 1939 à NUTBUSH, minuscule agglomération du TENNESSEE américain, où elle passa une jeunesse pauvre, peu favorable qu'elle fut du fait que ses parents semblaient très mal s'entendre, jusqu'à une rupture. «Honnêtement, j'ai reçu peu d'amour ou d'affection dans ma vie», dira à regret la jeune Anna Mae BULLOCK, mariée assez tôt à IKE TURNER, dont elle divorça en 1976, moments auxquels sa carrière apparut comme plus que compromise...

Déboires, méchantes expériences, pauvreté ou difficultés ultérieures aux premières prestations artistiques, Tina TURNER a présenté les étapes majeurs dans sa biographie, «Moi, TINA-Ma Vie», oeuvre publiée en 1986.

Certains points de vue qui nous paraissaient particulièrement durs sont exprimés dans «What's love got to do with it», une seconde biographie, filmée, de la grande artiste, où il est dit textuellement: «Le lotus est une fleur qui pousse dans les marécages. Plus le marécage sera profond, plus beau fleurira le lotus», prologue audit film.

Calme et réfléchi dans la vie de tous les jours, s'imposant une retenue qui peut-être même correspond à son «journalier naturel», Tina TURNER, – du temps de sa coopération artistique avec son mari IKE – semblait littéralement vouloir exploser en



LL.AA.RR. le GRAND-DUC HÉRITIER, la GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE, le Prince GUILLAUME et la Princesse SIBILLA sont reçus à l'audition

scène; ce qu'elle fit régulièrement, – Rocklady extrovertie, alliant des mouvements «sexys» à un charme naturel, la prestation d'ensemble bien sûr, portée par une voix extraordinairement belle, aux très grands moyens, – la «force naturelle pure» de sa voix datant de l'époque où sur scène, elle se produisit avec des interprètes masculins seulement.

Ils sont bien loin, les débuts que TINA, discrètement, fit à 17 ans sur la scène du «Club MANHATTAN» à EAST ST. LOUIS, où elle persuada les responsables du Groupe «KINGS of RHYTHM» de ses talents et possibilités artistiques et vocaux.

Première citation au «Hit-Parade» pour TINA et IKE en 1960 avec «A Fool in Love», prestations sur scènes en perruques et petits costumes, osés, période de laquelle «datent» également les «Ikettes», – ces jeunes danseuses qui traditionnellement accompagnent la star sous les feux de la rampe.

Une quatrième place encore pour «Proud MARY» en 1971, au moment où «River deep, Mountain high», song produit par Phil SPECTOR, avait déjà trouvé place parmi les Top Ten britanniques; autre succès, «Nutbush City Limits» en 1973.

Appuyés en Europe par les ROLLING STONES, les TURNERS d'abord, TINA seule ensuite, enregistrèrent de nombreux succès sur toutes les grandes scènes, comme par disques musicaux, pressés par millions...

Rupture après 16 ans

IKE TURNER, cholérique et dur, perdit son épouse par divorce, après 16 ans de productions communes, en 1976.

TINA voulut continuer son travail artistique seule, par respect pour ses deux fils, dont le second issu dudit mariage; la star devait vivre une seconde période plus difficile. Mais ce furent une volonté de fer, l'amour de la scène, les exigences sociales, finalement un talent consommé qui devaient la remettre sur orbite, – et quelle orbite!

La petite scène d'abord

Ayant eu des contacts avec le bouddhisme, Tina TURNER retrouva calme, sérénité, courage et volonté pour aller de l'avant: petites scènes d'hôtels ou de night-clubs aux États-Unis d'abord, les grandes stars du Rock d'alors, – entendons Rod STEWART, les STONES et David BOWIE –, finalement aussi la maison de disques Capitol/EMI appuyant talents et vouloir d'une artiste dont ils admiraient, individuellement et en groupes, la force et l'ardeur au travail, finalement le savoir-faire scénique.

En 1983: succès aux Top Ten britanniques encore avec «Let's stay together», suivi par un autre «tube» en 1985, la LP «Private Dancer», comme encore par un rôle de film dans «Mad MAX-Beyond Thunderdome». Au MARCANA-Stade de RIO de JANEIRO, le succès devant plus de 180.000 auditeurs signifia la nouvelle percée, en 1988... Ce fut un nouveau très grand départ, – avant la «pause» de près de six ans que nous évoquons.

Le Monde sportif par de captivantes images: Exposition Arthur THILL à la Galerie «Am TUNNEL» de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État



Le photographe Arthur THILL

Né en 1950 à LUXEMBOURG, le photographe d'art, – essentiellement aussi intéressé par le document «sport» dans la très riche palette du genre –, émigra en Allemagne, plus précisément à AUGSBOURG pour poursuivre une carrière de photographe professionnel, après qu'il eût absolvé ses premières «classes» d'apprentissage au pays même.

Actif depuis 28 ans en République fédérale d'Allemagne, Arthur THILL assura d'abord de très classiques photographies de publicité et de promotion, avant de se spécialiser dans le domaine des sports; les demandes augmentant, il créa à MUNICH, fin 1973, ses propres studios et les «Arthur THILL Productions». Occupant aujourd'hui un certain nombre de photographes professionnels à son agence, THILL, ayant également étudié à la «Bayerische Staatslehranstalt für Photographie», fut sollicité de plus en plus par les grands magazines étrangers, dont STERN et QUICK, alors que la manufacture mondiale CANON utilisa ses photos «sports» pour l'illustration de ses publicités pour caméras.

Parallèlement à ses établissements en Allemagne, Arthur THILL gère depuis 1984, l'agence de presse "Sports News & Photo Agency" à LUXEMBOURG.

Une réelle consécration sur le plan mondial fut assurée au Luxembourgeois Arthur THILL, quand, dans les heures qui précéderent l'ouverture des XXVI. Jeux Olympiques modernes à ATLANTA, le Président du Comité Olympique International Juan Antonio SAMARANCH lui remit le premier Prix du «IOC Best of Sport Photographic Contest», décerné par les délégués internationaux de la SSF 1995. Ce rare et poignant document photographique fut pris au Grand Prix de Formule I à HOCKENHEIM-(RFA), en juillet 1994, «Fire at the BENETTON Pit Stop», ce brasier de la formule I, dans lequel était impliqué le pilote néerlandais Jos. VERS-TAPPEN.

Outre des prix décernés par «l'Association Luxembourgeoise de la Presse Sportive» et le Premier Prix SSF 1995/IOC, Arthur

THILL fut récipiendaire d'un troisième Prix pour une série de quatre images dans la catégorie «Récits sportifs», au Concours mondial de la Presse Photographique 1995.

Le très connu «Museum of Modern Art» à NEW YORK, – qui accrocha, il y a des décennies déjà, de plus nombreux documents photographiques d'Edward STEICHEN –, a utilisé des photos d'art de THILL, tout comme une série de ses photos fera partie de la grande exposition organisée en 1996 par le «Fernbank Museum of Natural History» d'ATLANTA: le «challenge» sera majeur, vu que l'on projette d'y montrer les «150 photos de sport du siècle»...

Du 3 septembre au 8 octobre 1996, la première rétrospective photographique d'Arthur THILL est présentée à la Galerie «Am TUNNEL» de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, où, lors du vernissage, le photographe doué a donné une très intéressante «initiation» à ce que représente son travail professionnel et artistique. Le choix des documents, exquis autant que révélateur et fascinant, offrit les Jeux Olympiques, les grands événements sportifs de par le monde, finalement les circuits automobiles importants.

On notera que l'exposition Arthur THILL fut complétée par une très prolifique «revue» sur «Un Siècle olympique», photos émanant des collections privées du regretté Tony KRIER Sen.; cette exposition également riche, reproduit des photos, documents, des médailles et des timbres-poste rappelant cent ans de vie et compétitions sportives olympiques, soit d'ATHÈNES 1896 à BARCELONE 1992, l'accent majeur des documents exposés se trouvant sur la participation d'athlètes luxembourgeois.

Au vernissage, le Président-Directeur général Raymond KIRSCH a pu saluer le Colonel Germain FRANTZ, représentant la Cour grand-ducale; le Ministre Fernand BODEN; les Vice-Présidents de la Chambre des Députés Carlo MEINTZ et Jos. SCHEUER; le Président du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois Norbert HAUPERT.

Les documents Tony KRIER reproduisent également la victoire inattendue et la médaille d'or que conquist de haute lutte le regretté Josy BARTHEL, vainqueur du 1.500 mètres à HELSINKI, en 1952. Le 9 septembre 1996 fut par ailleurs le 60^e Anniversaire de la mort du peintre luxembourgeois Jean JACOB, autre médaillé olympique luxembourgeois.

En 1923 déjà, Jean JACOB sortit grand vainqueur d'un concours de peinture et de dessin auquel participaient 3.400 artistes de 16 pays, concours organisé par le périodique «l'AUTO».

Aux concours graphiques et artistiques, organisés dans le contexte des Jeux Olympiques de PARIS en 1924, Jean JACOB décrocha une médaille d'or parmi 63 artistes représentant 16 pays: «Étude du Sport» avec les trois sujets «Corner»/football, «Départ»/Athlétisme et «Rugby» lui valurent l'éminente distinction, le sculpteur luxembourgeois François HELDENSTEIN décrochant aux mêmes concours une médaille d'argent pour le Luxembourg.

Dès 1926, JACOBY, – de plus en plus sollicité pour ses oeuvres artistiques – s'établit à BERLIN, où ses tableaux furent montrés à diverses reprises dans le Château «Belle-Vue», tout comme il fut collaborateur régulier à la BERLINER BZ pendant des années.

Travaillant comme un forcené dans la capitale allemande, l'artiste trouva encore les loisirs de se préparer pour une autre participation olympique: AMSTERDAM 1928: en catégorie



«Peinture-Dessin», Jean JACOBY fut encore récipiendaire d'une médaille en vermeil, pour les sujets «Rugby» et «Match de Championnat de Football», un thème sportif qui fut souvent utilisé par la F.L.F. pour ses affiches officielles. À BERLIN, JACOBY triompha de 200 concurrents, venus de 16 pays encore.

Notons qu'en 1932, l'État luxembourgeois acquit trois des peintures de Jean JACOBY, à savoir: «Ice Hockey», «The last twenty metres» et le dessin «110 mètres haie». On expliqua mal pourquoi, aux Olympiades de BERLIN en 1936, JACOBY n'eut qu'une mention honorable avec «Abfahrtslauf».

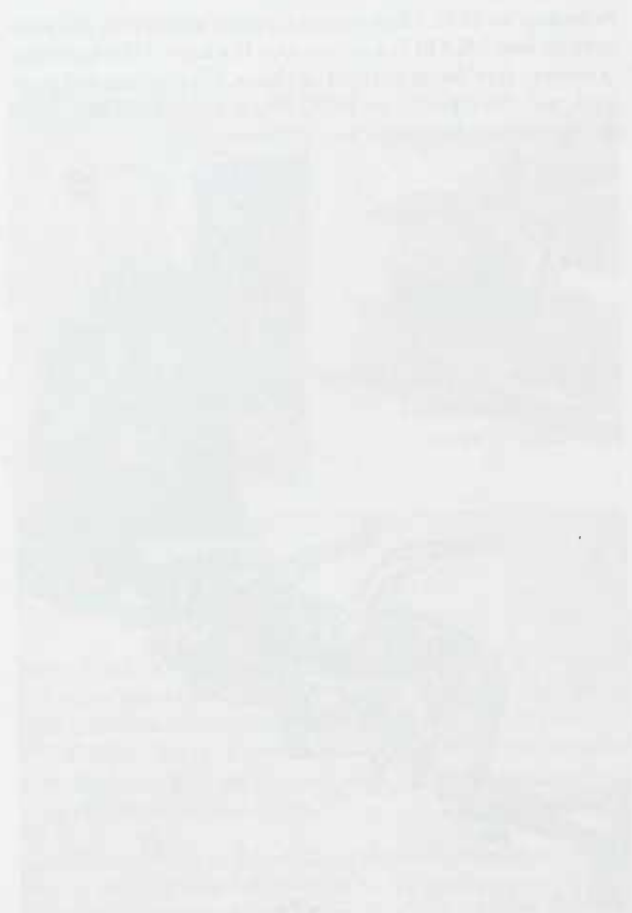
Deux oeuvres de Jean JACOBY:

ci-contre: «Discobole»

ci-dessous: «Départ»



1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.



The map shows a detailed view of the Gulf of Mexico and the Caribbean Sea. It includes the Yucatan Peninsula, the Gulf of Honduras, and the Gulf of Mexico. The map is oriented with North at the top. It includes numerous place names and geographical features, though they are somewhat faded. The map appears to be a historical or official document, possibly related to the title above it.



This map provides a different perspective on the same region, showing a different set of geographical features and place names. It also appears to be a historical or official document.

Il y a 30 ans, dans le «Bulletin d'Information»

La Politique Étrangère du Grand-Duché de Luxembourg

Le 17 novembre 1966, Son Excellence Monsieur Pierre WERNER, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Étrangères, a prononcé un important discours à la Chambre des Députés, à l'occasion de la discussion du budget des Affaires Étrangères. Au cours de son discours, le Ministre des Affaires Étrangères a défini la position du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis des principaux problèmes de politique européenne et internationale. Nous reproduisons ci-après le texte intégral de ce discours :

«Conformément à l'ordonnance consacrée par la tradition, j'exposerai les problèmes que soulèvent en ce moment les relations internationales de notre pays en examinant, tour à tour, les questions politiques et les relations économiques internationales, avant d'en venir à un ensemble de questions plus pratiques qui concernent le budget des Affaires Étrangères. Comme les années précédentes, plutôt que de présenter un rapport exhaustif, qui serait nécessairement fastidieux, je voudrais concentrer mes remarques sur quelques problèmes majeurs et actuels.

Problèmes politiques

Sur le plan mondial, plusieurs grands problèmes ont conditionné la vie internationale au cours de l'année écoulée : la guerre au Vietnam, qui est de tous le plus concret et le plus poignant ; le problème des relations Est-Ouest, dont la composante chinoise constitue un aspect de plus en plus inquiétant ; les problèmes de la défense et du désarmement ; enfin, les rapports avec les pays du «Tiers-Monde». Ces problèmes ont fait l'objet d'innombrables rencontres, conférences et tractations diplomatiques, de manifestations, de débats et de déclarations publiques, ils ont motivé la plupart des voyages d'hommes d'État dont quelques-uns ont eu un retentissement considérable, comme le voyage en Union soviétique du Général de GAULLE et son périple afro-asiatique ainsi que, plus récemment, le voyage du Président JOHNSON au Sud-Est asiatique. Les trois problèmes mentionnés en premier lieu sont d'ailleurs étroitement liés entre eux et peuvent en somme se ramener à un seul : celui de la sécurité dans les rapports entre le monde

occidental et le monde communiste. J'en traiterai plus longuement sous le chapitre consacré à l'Alliance atlantique.

Vietnam

En ce qui concerne en particulier la guerre du Vietnam, j'avais, dans ma déclaration du 25 mai, exposé l'attitude du Gouvernement luxembourgeois. Depuis lors, il n'est intervenu aucun élément nouveau qui aurait pu nous amener à revoir notre position. On ne peut que déplorer le silence, ou les réactions purement négatives de HANOÏ et de PÉKIN aux offres récentes du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et, plus spécialement, à celles qui ont été formulées en rapport avec la déclaration de la Conférence de MANILLE, tenue avec le concours des pays les plus directement concernés par le conflit. On sait que le Gouvernement américain a manifesté son intention d'évacuer le Vietnam dans un délai raisonnable, dès qu'une paix juste et sûre aura été établie. Si l'on peut attendre de la grande puissance que sont les États-Unis une attitude de générosité, on comprendra cependant que, pour mettre fin à la belligérance, un geste manifestant la volonté sincère de paix doive aussi être esquissé par HANOÏ. Tous ceux qui espèrent que le peuple du Vietnam retrouve la paix et la prospérité comptent sur le sens des responsabilités de toutes les parties au conflit.

Ceci dit, je voudrais esquisser la situation politique telle qu'elle se présente dans le cadre de deux organismes d'importance vitale : les Nations Unies et l'Alliance atlantique.

Les Nations Unies et les rapports avec le «Tiers-Monde»

Au cours de la session actuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies, c'est encore le conflit vietnamien qui a assombri tout le débat général. Il faut rendre hommage aux efforts inlassables déployés par le Secrétaire général dans l'intérêt de la paix, mais il est évident qu'aussi longtemps que la Chine communiste est absente des Nations Unies, celles-ci ne peuvent jouer un rôle efficace dans la solution de ce

problème. Or, en face des convulsions étranges et inquiétantes qui ébranlent actuellement l'Empire du Milieu et en présence des attitudes provocantes de ses maîtres, il est douteux qu'une majorité puisse se dégager actuellement en faveur de l'admission de la Chine de PÉKIN.

La situation économique mondiale a été longuement évoquée, tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil économique et social. Ces débats ont illustré à nouveau la gravité de ce problème, caractérisé par l'extrême lenteur du progrès industriel dans les pays en voie de développement et par l'aggravation de la situation alimentaire mondiale. Même si certains représentants du «Tiers-Monde» font preuve d'un certain manque de mesure, en rejetant trop facilement sur les pays «nantis» l'exclusivité de la responsabilité, il faut admettre que l'aide au développement est insuffisante. Loin d'atteindre le niveau fixé par l'Assemblée générale, cette aide a diminué considérablement au cours des trois dernières années. L'aide réellement fournie ne permet que des progrès insuffisants dont les effets sont immédiatement neutralisés par la prodigieuse poussée démographique. L'écart entre les niveaux de vie des pays industrialisés et ceux des pays en voie de développement ne fait donc que s'élargir davantage chaque année.

Or, quelles que soient par ailleurs les difficultés économiques propres auxquelles doivent faire face les pays industrialisés, il est de leur devoir, et d'ailleurs dans leur intérêt, de s'attaquer résolument à un problème qui est vital non seulement pour les pays pauvres, mais pour l'humanité toute entière. Les Gouvernements auront besoin pour ce faire du plus large appui d'une opinion publique informée et sensibilisée sur l'importance fondamentale de ce problème.

Le Gouvernement luxembourgeois, pour sa part, est en train de réexaminer sa politique d'aide au développement, tant sur le plan des contributions aux diverses organisations multilatérales que sur celui des programmes bilatéraux. Il espère qu'il pourra compter sur la compréhension et le concours de la Chambre et du pays dans son effort de définir une politique d'aide

au développement qui permette au Luxembourg d'assumer une part appropriée de l'effort à fournir par les pays industrialisés, compte tenu de la situation économique actuelle.

Problèmes de l'Alliance atlantique

Depuis que le Gouvernement français a décidé, en mars dernier, de se retirer de l'O.T.A.N. — tout en restant par ailleurs membre de l'Alliance — la scène politique européenne est dominée par ce qui est communément appelé la « crise atlantique ». Dans ma déclaration du 25 mai, j'avais donné à la Chambre un aperçu de la situation telle qu'elle résulte du retrait de la France, une situation dont il serait vain de vouloir se dissimuler la gravité; à la même occasion, j'avais exposé les multiples raisons pour lesquelles, à la fois comme membre de l'O.T.A.N. et comme petit pays particulièrement vulnérable, nous regrettons la décision prise. Ensemble avec treize autres pays de l'Alliance, nous estimons que l'expérience des deux guerres mondiales et l'histoire des années d'après-guerre ont fourni la preuve évidente de la nécessité inéluctable, pour notre propre sécurité et la paix en Europe, non seulement de l'Alliance, mais aussi de l'Organisation atlantique et de son système de défense intégré. Nous sommes également convaincus que, quels que soient les changements intervenus dans les relations entre l'Est et l'Ouest, rien dans l'état militaire et politique actuel de l'Europe ne saurait justifier la disparition du dispositif en place.

Pour faire face à la situation créée par la décision française, les quatorze pays ont pris un certain nombre de mesures particulièrement urgentes, lors de la session ministérielle réunie à BRUXELLES les 7 et 8 juin, et ensuite dans le cadre des contacts établis au siège de l'Organisation. Mieux que des déclarations d'intention, ces mesures concrètes témoignent de la solidarité active de nos pays, de leur détermination de maintenir l'efficacité d'une organisation indispensable à leur sécurité, et de leur foi dans la vitalité de l'O.T.A.N. comme un instrument irremplaçable au service de la paix et du progrès.

Les mesures en question concernent en premier lieu le transfert des organismes qui doivent quitter le territoire français avant la date fixée par le Gouvernement français, le 1^{er} avril 1967, et notamment les grands commandements intégrés « SHAPE », et « AFCENT » qui seront transférés, ainsi que l'on sait, en Belgique et aux Pays-Bas.

D'autres mesures ont trait aux réformes de structures militaires. Dans le cadre de la rationalisation de l'organisation militaire intégrée et dans le but de mieux l'adapter aux exigences nouvelles, deux décisions ont été prises:

- la suppression du « Groupe permanent » — qui était l'organisme supérieur chargé de la haute direction stratégique dans la zone couverte par le traité — et dont les attributions passent au Comité militaire, la plus haute autorité militaire de l'Organisation, dont le siège est transféré de WASHINGTON à BRUXELLES;
- une simplification fondamentale de la structure du commandement de Centre-Europe qui est en voie de réalisation.

Enfin, je crois qu'il convient de mentionner ici un problème qui à vrai dire ne tombe pas sous la compétence de l'O.T.A.N., mais auquel l'Alliance est néanmoins directement intéressée: c'est celui du transfert du Quartier général américain et des bases américaines et canadiennes qui sont en train d'être installés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Belgique.

Certes, il reste à résoudre beaucoup d'autres problèmes d'ordre politique et militaire, comme p.ex. celui des forces alliées stationnées en République Fédérale, mais dans l'ensemble on peut affirmer que si tant de décisions importantes ont pu être prises en si peu de temps, c'est là un signe indubitable de la solidarité des pays membres, et par conséquent de la vitalité de l'Alliance.

Quant à la coopération future des Quatorze avec la France, les Ministres des Affaires Étrangères avaient, à BRUXELLES, arrêté de commun accord la procédure de négociations pour régler ensemble les principales questions concernant le rôle et la mission des forces françaises stationnées en Allemagne, la participation française aux systèmes d'alerte et de détection ainsi qu'aux projets d'infrastructure de l'O.T.A.N., les communications, le survol enfin du territoire français par les avions alliés.

Les négociations en question n'ont pas fait de progrès jusqu'ici. Le Gouvernement français, tout en affirmant sa solidarité avec ses alliés, veut cependant limiter sa coopération avec eux en cas de guerre seulement et suivant des précédents classiques. Il refuse donc de maintenir les liens organiques avec un dispositif militaire dont il s'est retiré ou de prendre à l'avance des engagements pouvant impliquer pour lui le moindre automatisme.

Dans ces conditions, le transfert de PARIS du Conseil permanent, — « tête politique » de l'Alliance, et du Secrétariat général, son organe exécutif — était devenu inévitable. La décision de transférer les organismes politiques de l'Alliance à BRUXELLES a été prise à l'unanimité de tous les pays membres, y compris la France. Celle-ci a ainsi manifesté sa volonté de contribuer aux frais du transfert et elle a confirmé par son geste son attachement aux principes de l'Alliance.

Les questions de transfert du Conseil et des grands Commandements, comme de la

rationalisation concomitante des structures militaires, étaient celles qui réclamaient les solutions les plus urgentes, car la vie et l'efficacité de l'Organisation dépendent du bon fonctionnement de son appareil politique et militaire. Mais le problème fondamental pour l'avenir de l'Alliance est beaucoup plus vaste. Il s'agit de développer et de renforcer la coopération politique entre les pays membres, en vue de faire de l'O.T.A.N. un instrument efficace dans la recherche de solutions aux problèmes complexes que pose un règlement européen, et en même temps de définir une nouvelle conception stratégique de l'Alliance.

L'Alliance et les rapports politiques Est-Ouest

À la session de BRUXELLES du Conseil atlantique, tous les Ministres ont insisté sur l'importance de vivifier l'Alliance en imprimant un rythme nouveau à la coopération politique. La tâche primordiale sous ce rapport devrait être l'exploration de toutes les possibilités d'améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest, afin de préparer la voie à une normalisation progressive des rapports entre les pays de l'Alliance et les peuples de l'Europe orientale et de mettre ainsi un terme à la division de notre continent. Ce sera une oeuvre de longue haleine, car la confiance et la compréhension réciproques ne s'établissent que lentement.

Certes, les temps de la « guerre froide » sont heureusement révolus. Il faut s'en féliciter et on peut espérer qu'ils ne reviendront plus. Nous assistons à des changements profonds à l'intérieur du bloc communiste et à une évolution généralement favorable de ses relations avec les pays occidentaux. Le monolithisme de l'ère stalinienne a fait place à un certain pluralisme, à une tendance croissante des pays de l'Europe orientale d'affirmer leur personnalité politique et économique. Ces pays, ainsi que l'U.R.S.S. elle-même d'ailleurs, manifestent un intérêt très concret à développer leurs échanges commerciaux, technologiques et culturels avec l'Occident. C'est là une évolution que nous saluons et qui doit être encouragée dans l'intérêt de la détente et de l'amélioration du climat psychologique en Europe qui sont la condition préalable de tout progrès ultérieur sur le plan politique.

Les initiatives proprement politiques ne manquent pas de part et d'autre. Les communiqués publiés à l'issue des nombreuses visites officielles et rencontres entre hommes d'État de l'Est et de l'Ouest, la déclaration de BUCAREST des pays du Pacte de VARSOVIE, la note du Gouvernement allemand du 25 mars, le discours du Président JOHNSON devant les journalistes américains, le 7 octobre, contiennent tous des idées et des suggestions intéressantes, et même des propositions concrètes

pour l'amélioration des relations Est-Ouest et pour un règlement européen.

Tout cela est utile et même nécessaire, si nous voulons progresser sur la voie choisie. Mais gardons-nous de toute euphorie. L'amélioration des relations Est-Ouest qui, au demeurant, ne touche que le climat et les rapports de courtoisie et de culture, n'est pas une panacée comme voudrait nous le faire croire une certaine propagande. Nous savons qu'aucun règlement européen n'est possible sans la solution de la question allemande qui est la principale cause de tension en Europe, et qui à son tour présuppose un accord sur la sécurité européenne prévoyant des garanties réelles pour toutes les parties en cause. C'est dire que la tâche est grande et qu'elle sera longue.

L'Alliance et la politique de défense

En attendant, il en résulte pour l'Alliance la nécessité de conserver intacte sa capacité de défense et son unité politique, tant que la partie adverse maintient et perfectionne son potentiel militaire, tout en ayant conservé la liberté de durcir à tout moment sa politique. Si nous voulons que nos efforts de mettre un terme à la division de l'Europe, et du monde, soient finalement couronnés de succès, il est donc indispensable que nous restions militairement forts et surtout politiquement unis. N'oublions pas que si jusqu'ici la paix a été préservée en Europe et que si nous connaissons aujourd'hui une détente relative, le mérite en revient en premier lieu à l'existence de l'O.T.A.N. et à la solidarité des pays membres.

Pour créer la sécurité en Europe, l'Occident ne saurait se fier uniquement aux intentions prêtées à l'autre partie. Un relâchement de notre vigilance, la dérobade devant nos responsabilités seraient incompatibles avec la poursuite efficace d'une politique constructive et dynamique à l'égard des nations communistes. Ceci m'amène à dire quelques mots sur la situation militaire de l'Alliance.

Cette situation est actuellement en pleine évolution et tout porte à croire qu'en quatre ou cinq ans elle sera très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. On peut également prévoir que l'évolution se fera dans le sens d'une importance sans cesse accrue de l'équipement et du matériel par rapport aux besoins en personnel. Des études sont en cours en vue d'arriver à une meilleure évaluation des besoins de l'Alliance, à la lumière des possibilités qui découlent de l'emploi des techniques modernes et d'une plus grande mobilité des forces, comme aussi du degré de gravité et d'imminence de la menace. L'appréciation plus adéquate des besoins devrait permettre ensuite une exploitation plus rationnelle des ressources disponibles et donc une répartition mieux équilibrée des charges entre les pays

membres. L'effort entrepris en vue d'empêcher toute prolifération des armes nucléaires sera un facteur important dont il faudra tenir compte dans la définition d'une nouvelle stratégie, car d'une solution satisfaisante de ce problème dépendra, notamment, la possibilité de progresser dans la recherche d'un règlement politique de la question allemande et de la sécurité européenne.

La nouvelle conception stratégique de l'O.T.A.N. devra donc permettre la protection la plus efficace des pays membres avec les moyens les plus rationnels et les plus économiques. En même temps, il faudra qu'elle soit suffisamment souple pour pouvoir s'adapter aux conditions sans cesse changeantes de la conjoncture politique et militaire, afin qu'il soit à tout moment possible d'exploiter au maximum les occasions qui pourraient se présenter pour arriver à des solutions négociées.

La question se pose ici de savoir quelle sera, à l'avenir, la contribution militaire du Luxembourg dans le cadre d'une conception stratégique de pareille envergure. La réponse dépendra des décisions qui seront prises à la suite d'études qui sont en cours. Ce que nous pourrons et ce que nous devrons exiger c'est que l'effort qu'on nous demandera de fournir ait, militairement parlant, un sens c'est-à-dire que malgré sa modestie, il soit cependant d'une utilité réelle et d'une efficacité certaine pour l'ensemble de la défense commune. Mais une chose paraît d'ores et déjà certaine: si nous voulons être un partenaire valable, toute nouvelle contribution, adaptée éventuellement selon un nouveau concept stratégique, comporterait pour notre pays une charge effective, comme telle équivalente et au moins aussi onéreuse que la contribution actuelle.

Dans le présent, et en attendant que la nouvelle conception stratégique prenne corps, notre contribution à l'O.T.A.N. doit être maintenue dans sa forme et à son niveau actuels, conformément aux engagements que nous avons pris à l'égard de nos partenaires. Notre situation à cet égard est exactement pareille à celle de tous les autres pays membres. À ceux qui, peut-être découragés par le climat de malaise et d'insécurité qui caractérise toujours les périodes de transition, voudraient mettre en doute le sens et l'utilité de notre effort actuel de défense, je réponds que dans la conjoncture présente, l'O.T.A.N. a, plus que jamais, besoin de la solidarité active de tous les pays membres sans exception. La politique d'alliance de notre pays soulève incontestablement des problèmes qui concernent la souveraineté et le statut international de notre communauté politique.

L'Alliance atlantique a fait ses preuves dans le passé, elle reste indispensable pour l'avenir. L'O.T.A.N., confrontée brusquement

avec une situation entièrement nouvelle, a traversé des moments difficiles, mais le point critique est déjà dépassé, et le processus d'adaptation, de réorganisation et de réorientation est largement engagé. D'ores et déjà on peut dire que l'O.T.A.N. est entrée dans sa phase politique. Tout en continuant à remplir son rôle dans la défense occidentale, l'Alliance doit assumer de nouvelles tâches constructives et pacifiques dans la normalisation des relations entre les deux parties de l'Europe. Le Gouvernement encourage, au sein de l'Alliance atlantique, tout développement dans la direction de cet objectif.

La politique européenne et les relations économiques internationales

Sous réserve de certains problèmes auxquels je reviendrai dans un instant, il est permis de dire que nos échanges économiques avec l'extérieur se poursuivent normalement.

U.E.B.L., BENELUX, GATT

Le régime révisé de l'Union économique belgo-luxembourgeoise est maintenant en place et les nouvelles institutions fonctionnent à notre satisfaction. Pareillement, les travaux se poursuivent à une cadence régulière dans le cadre du BENELUX où deux tâches précises méritent toutefois d'être mises en évidence. D'une part, il faudra, d'ici le premier novembre 1967, aboutir à l'élimination des derniers obstacles qui s'opposent encore à la liberté complète de la circulation de marchandises à l'intérieur de l'union. D'autre part, il s'agira de mettre au point le régime des échanges économiques avec les pays de l'Est européen. Une doctrine commune a pu se former récemment à ce sujet, de façon que les négociations avec ces pays, qui se trouvaient depuis quelque temps en souffrance, pourront être reprises. Il est permis d'espérer que nous aboutirons ainsi à une plus grande libéralisation des échanges dans cette direction.

Dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, nous allons au-devant de la dernière phase de l'importante négociation multilatérale connue sous le nom de «négociation KENNEDY». Notre Gouvernement y prendra une position solidaire avec celle des autres pays membres de la Communauté européenne, mais on sait que l'unanimité n'est pas encore faite en tous points entre les Six, en ce qui concerne certaines modalités. Je crois cependant pouvoir affirmer que la Communauté est prête, pour sa part, à tout faire pour le succès de ces pourparlers, grâce à des concessions raisonnables et justifiées, mais à la condition, bien entendu, qu'elle ren-

contre des contreparties valables auprès des autres partenaires.

Ceci dit, je dois m'étendre un peu plus longuement sur deux problèmes qui s'imposent en ce moment à notre attention, à savoir: les perspectives d'avenir du Marché commun et les problèmes de la sidérurgie dans le cadre de la C.E.C.A.

La politique européenne

De crise en crise, mais aussi de succès en succès, le Marché commun continue à évoluer, à se développer. Comment doit-on interpréter cette apparente contradiction, dans laquelle la déception et l'espoir se tiennent la balance?

Une première constatation s'impose, c'est que les affaires européennes sont liées, d'une manière plus évidente que jamais, à un complexe plus large, à la fois politique et géographique, à tel point que l'effort vers l'unification de l'Europe ne semble plus revêtir, aux yeux de tous, la place prioritaire qui lui revenait il n'y a pas encore si longtemps, dans l'esprit de tous les hommes politiques européens. Des motivations qui s'inspirent, les unes, de l'intérêt purement national, les autres de rapports avec ce qui est au-delà de l'Europe communautaire, semblent prendre le pas sur le souci de l'unité européenne. C'est ainsi que l'on croit sentir, à l'intérieur des institutions communes, une sorte de vide, un manque de dynamisme dû à ce double mouvement: de repli vers les sphères nationales et de dispersion vers l'extérieur. Il se fait ainsi que nous repoussons devant nous une multiplicité de problèmes graves – et irrésolus. Le prestige, la «crédibilité» de l'Europe en souffre, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Pour notre part, nous sommes convaincus que cette orientation de la politique européenne ou, plutôt, ce mouvement de dérive comporte un grave danger pour nous tous. À l'échelle de ce qu'est le monde actuel, l'Europe n'a en effet une chance de peser dans la balance des forces politiques et économiques qu'à la condition de faire son unité. Or, l'unité européenne ne pourra être fondée que sur la reconnaissance loyale, de la part de tous les États participants, d'une communauté d'intérêts réelle. La sauvegarde de cette unité suppose encore l'acceptation, par tous, sans arrière-pensée, des structures et des procédés qui permettent d'aboutir, dans des conditions à la fois d'objectivité et d'efficacité, à des décisions communes.

Le système des Communautés européennes, soigneusement équilibré, dans ses structures et dans ses procédés, nous avait donné l'espoir, je dirai même la conviction d'avoir dépassé, du moins dans les relations inter-européennes, ce qui causait et ce qui cause toujours l'insécurité des relations internationales au sens traditionnel. Personne n'a encore pu proposer un système concret qui puisse, à de moindres frais

politiques, donner un résultat équivalent.

Dépassement de la «crise européenne»

Vous savez que c'est sous le signe de ce pragmatisme que nous avons pu résoudre, à LUXEMBOURG même, au début de cette année, la crise qui avait paralysé les Communautés depuis l'été 1965. Je ne veux cependant pas épiloguer longuement sur la signification de la crise et la portée des solutions, dont les données sont suffisamment connues.

En ce qui concerne la procédure de vote au sein du Conseil, qui avait formé l'enjeu essentiel des discussions, je me bornerai à constater qu'en fait, l'opposition au principe majoritaire n'a pas sensiblement modifié la nature des négociations, et qu'elle n'a pas non plus empêché l'adoption de décisions importantes.

On sait que le document le plus explicite issu des délibérations de LUXEMBOURG, concerne les rapports entre le Conseil et la Commission de la C.E.E. La résolution du Conseil ne pouvait évidemment modifier les règles du Traité et elle ne comporte aucune diminution de la position constitutionnelle de la Commission. Sauf sur un point d'ordre protocolaire (la présentation des lettres de créance par les Chefs des missions d'États tiers) la résolution de LUXEMBOURG n'a pas encore été débattue entre le Conseil et la Commission. En fait, la Commission a pleinement joué son rôle au cours des dernières sessions du Conseil, et son action n'a pas été sans influence sur les compromis atteints depuis janvier dernier.

Enfin, la session spéciale de LUXEMBOURG a permis d'amorcer la solution du problème capital consistant à régler le déroulement des travaux communautaires de telle façon que, parallèlement avec l'élaboration de la politique agricole, d'autres travaux, intéressant notamment l'industrie et le commerce, aillent de l'avant. Il était ainsi tenu compte des intérêts de tous les partenaires.

À ce titre, les Six avaient adopté, en janvier, un programme de travail portant sur les travaux les plus urgents, à savoir, notamment:

- la politique agricole et la politique tarifaire;
- les négociations commerciales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, dont j'ai déjà parlé;
- enfin, l'entrée en vigueur du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés.

Voici en quelques mots le bilan du travail accompli:

Les deux premiers points du programme – la politique agricole et l'union douanière –

ont été réalisés à la suite de débats longs et difficiles qui ont abouti au cours de l'été de cette année à des décisions formelles. Je les résumerai comme suit:

Tout d'abord, il a été décidé que les droits de douane industriels encore perçus entre les Six seraient complètement éliminés pour le 1^{er} juillet 1968. Le même jour, les restrictions aux échanges agricoles internes seront supprimées et le tarif extérieur des Communautés entrera en vigueur. Ainsi, l'union douanière qui était prévue par le Traité de ROME pour le 1^{er} janvier 1970, se fera avec une année et demie d'avance sur le calendrier prévu.

Les Six ont également admis que ces décisions s'accompagneraient (ou seraient suivies à brève échéance) de progrès dans d'autres domaines, afin de permettre à la Communauté de se construire de façon équilibrée. Dans cet esprit, le Conseil a pris une résolution sur le travail à accomplir pour harmoniser les fiscalités et pour mettre en oeuvre des politiques sociale et régionale. Il a reconnu aussi la nécessité d'étudier la création d'une société de type européen ainsi que les questions liées au droit européen des brevets.

D'autre part, il a été décidé qu'après le 1^{er} juillet 1967, le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole prendra à sa charge la totalité des dépenses de la politique agricole commune, c'est-à-dire, à la fois les interventions sur les marchés intérieurs et les subventions aux exportateurs. Ceci vaut pour tous les produits à partir du moment où ils sont couverts par une organisation commune de marché. Toutes ces dispositions feront que la Communauté sera le premier groupement de pays indépendants doté d'une discipline agricole unifiée et contrôlée par des mécanismes communautaires.

La «fusion des exécutifs»

Reste le problème de la fusion des institutions communautaires qui a retenu l'attention de la Chambre en juin dernier, lorsqu'il s'est agi d'approuver le Traité de BRUXELLES. Pourquoi cette affaire reste-t-elle au point mort, alors que les autorités nationales des six États ont toutes approuvé le Traité de fusion? Sans doute y a-t-il plusieurs ordres de problèmes.

Celui dont on parle le plus, tient à la difficulté de déterminer le roulement entre la nationalité des président et vice-présidents de la future Commission unique. Le principe d'un tel roulement n'est pas contesté, mais l'accord ne s'est pas encore fait sur les modalités, ni sur les personnalités à nommer. Nous en saurons plus long lorsque la fusion aura fait l'objet, d'ici peu de temps, de conversations entre les Six au niveau ministériel.

Pour notre part, grâce surtout à l'existence du nouveau «Centre européen» de KIRCH-

BERG, nous sommes à même de remplir dignement et efficacement le rôle qui nous est assigné par le Traité de fusion, autant que les tâches qui pourraient nous incomber dans le cadre d'autres institutions internationales.

Voilà donc les grandes lignes du bilan de travail communautaire depuis le début de l'année. En mettant à part le problème de la «fusion des exécutifs», il est rassurant de constater que les engagements de janvier ont été honorés. L'ensemble des décisions prises cette année constitue une oeuvre jamais tentée, jamais réalisée jusqu'ici par un groupement de nations. Après avoir exposé les raisons d'inquiétude, il est bon de reconnaître aussi les lumières dans le tableau de l'intégration européenne.

Je ne me cache pas qu'il reste à prendre de nombreuses décisions pour l'application des accords de principe intervenus, notamment en matière agricole. Je n'ignore pas non plus que l'Union économique proprement dite est loin d'être achevée: la disparité des systèmes fiscaux continue à fausser les conditions de concurrence; la politique commune de l'énergie se trouve au point mort; en matière d'établissement et de transport, de même que dans le domaine social, des travaux indispensables doivent encore être accomplis, de multiples entraves doivent être levées. Nonobstant, l'imbrication des intérêts économiques et commerciaux a atteint un stade fort avancé. Il est vrai qu'il faudra un certain temps avant que les courants d'échange, favorisés par l'effet des récentes décisions, aient pu atteindre leur niveau définitif, mais au fur et à mesure que ce processus se développe, une désintégration devient de plus en plus improbable.

La déclaration d'intention du Gouvernement britannique

Un fait tout récent et peut-être décisif est à signaler en ce qui concerne les rapports de la Grande-Bretagne avec la Communauté européenne: à la date du 10 novembre 1966, le Premier Ministre britannique a annoncé à la Chambre des Communes que son Gouvernement allait prendre incessamment de nouvelles initiatives pour préparer l'adhésion de son pays au Marché commun. À cet effet, il envisage la réunion dans les prochaines semaines d'une conférence des Chefs de Gouvernements des pays de l'Association européenne de libre échange, ainsi que des contacts bilatéraux, au niveau gouvernemental le plus élevé, entre la Grande-Bretagne et les États membres des Communautés européennes.

Sans nous dissimuler l'importance des problèmes à résoudre, nous saluons chaleureusement l'action envisagée par le Gouvernement britannique, car notre

conviction a été depuis toujours que la place de la Grande-Bretagne est dans la Communauté européenne.

La C.E.C.A. et les problèmes de la sidérurgie

Monsieur le Ministre de l'Économie Nationale a déjà parlé des difficultés auxquelles notre sidérurgie doit faire face actuellement et il aura sans doute l'occasion de revenir sur ce sujet. Je voudrais pour cette raison me borner à formuler quelques observations sur les causes de la crise actuelle, ses caractéristiques et les solutions qui, de l'avis du Gouvernement luxembourgeois, pourraient l'atténuer et la résoudre. Dans ce contexte, je serai amené à évoquer également la crise charbonnière que traverse la Communauté, compte tenu des liens qui existent entre celle-ci et la détérioration du marché de l'acier.

La cause première de la détérioration que connaît depuis le début de cette année le marché de l'acier brut, consiste dans le déséquilibre entre l'offre et la demande qui découle de la surproduction d'acier à l'échelle mondiale. À l'origine de cette situation il faut voir, sans doute, l'amélioration des procédés de fabrication, la construction de complexes modernes, tant en Europe que dans d'autres pays industrialisés, ainsi que la création de nouvelles unités de production dans les pays en voie de développement. En effet, les techniques de l'acier ne sont plus réservées aux pays dotés d'une infrastructure industrielle ancienne. Elles ne sont plus liées non plus à la présence de gisements de charbon ou d'acier, ainsi qu'il est démontré par l'essor des sidérurgies au bord de l'eau. Enfin, on ajoutera à ce tableau l'apparition et la multiplication des produits de substitution les plus divers.

Par la nature des choses, ces facteurs conduisent sur le marché mondial à une concurrence accrue et à une détérioration progressive des prix. En dehors de ces difficultés et abstraction faite des avantages naturels de certaines sidérurgies concurrentes de la nôtre, les exportations de la Communauté se heurtent à des difficultés de caractère à la fois politique et commercial: droits de douane prélevés par les États tiers, plus élevés que ceux que pratiquent les pays de la Communauté européenne; concurrence de marchandises subventionnées ou produite par une main d'oeuvre à bas salaire; manipulation des prix de revient dans les pays à commerce d'État. Tous ces éléments exercent une pression sur les importations de la Communauté et il s'ensuit qu'actuellement beaucoup d'entreprises sidérurgiques de la Communauté se trouvent en-dessous de la zone de profit. Elles se trouvent dès lors dans l'impossibilité de procéder par

leurs propres moyens aux adaptations et aux rationalisations qui s'imposent pour maintenir leur position compétitive sur le marché mondial de l'acier et, face à la concurrence internationale, à l'intérieur même du marché commun.

Nécessité de la solidarité communautaire

Les Gouvernements et la Haute Autorité de la C.E.C.A., autant que les entreprises sidérurgiques elles-mêmes, sont conscients de cet état de choses et cherchent les moyens d'y remédier.

Des idées circulent en ce moment au sujet des mesures qu'il conviendrait d'adapter pour lutter contre la crise de l'acier: diminution de la production, contrôles statistiques plus serrés, programmes prévisionnels à caractère plus contraignant. D'autre part, il est à prévoir que les mesures relatives à la protection périphérique du marché sidérurgique de la Communauté droits de douane – contingentement, défense d'aligner les prix sur les offres en provenance des pays à commerce d'État – seront maintenues pour l'avenir.

D'autre part, le Gouvernement suit avec une attention particulière les travaux du Comité ad hoc «problèmes charbonniers» institué par le Conseil de Ministres de la C.E.C.A. avec la mission d'examiner la situation et de soumettre des propositions de solution en ce qui concerne les problèmes qui se posent en matière de production et d'écoulement du charbon communautaire. L'intérêt du Luxembourg dans les travaux de ce Comité résulte du fait que les sources d'approvisionnement de la sidérurgie luxembourgeoise, en ce qui concerne le charbon à coke, se situent pour une part prépondérante à l'intérieur de la Communauté. Or, la disparité existant entre les prix payés par les utilisateurs de charbons à coke communautaire, d'une part, et ceux qui s'approvisionnent en charbon d'importation en provenance des États-Unis, d'autre part, entraînent des différences dans les coûts de production qui affectent sensiblement les conditions de concurrence. Pour faire face au problème évoqué, la Haute Autorité a proposé l'instauration d'un mécanisme financier d'aide pour les charbons à coke.

Pour sa part, notre Gouvernement a porté à la connaissance de ses partenaires les considérations qui sont à la base de l'attitude qu'il adopte en face des problèmes, dont le Conseil de la C.E.C.A. est saisi actuellement. Nous estimons que ceux-ci doivent être résolus dans le respect des règles fondamentales du Traité C.E.C.A., en ce qui concerne le libre accès aux sources d'approvisionnement et la règle de non-discrimination. Par contre, toutes mesures qui conduiraient à un cloisonnement du marché charbonnier lui paraissent ex-

trêmement dangereuses dans leurs répercussions sur le marché commun de l'acier. Le Gouvernement considère qu'il faut faire tous les efforts possibles pour arriver à une solution tenant compte des multiples intérêts en cause et conforme aux principes fondamentaux du Traité. Il souscrit à toute solution constructive qui s'inspire desdits principes. tel le système proposé par la Haute Autorité dès le 12 juillet 1966 qui, à notre jugement, constituerait un instrument valable, faisant appel à la solidarité communautaire.

En effet, aux problèmes posés, tant dans le domaine de la sidérurgie que dans celui du charbon, il n'y a pour nous qu'une seule solution concevable, c'est celle qui est fondée sur un principe de solidarité. Il faut, dans le cadre des institutions communes, s'entendre pour mieux adapter la production à la demande, pour garantir un minimum de prix qui assure la rentabilité des entreprises, pour mieux orienter et coordonner les investissements, enfin pour prendre une attitude uniforme en matière de politique commerciale.

Perspectives d'avenir des services extérieurs

Dans l'avis du Conseil d'État, j'ai relevé le passage suivant au sujet de la section des Affaires Étrangères.

«Sans vouloir critiquer l'un ou l'autre crédit en particulier, le Conseil d'État donne à considérer s'il ne conviendrait pas de réétudier dans son ensemble le problème de nos relations extérieures, afin de ramener progressivement nos ambitions aux véritables dimensions du pays.»

En réponse à cette remarque, je voudrais donner à la Chambre quelques éléments concrets d'appréciation qui lui permettront, je l'espère, de juger à quel niveau il convient de situer le point de concordance entre nos ambitions et nos possibilités.

Lorsqu'on prend la peine d'analyser le budget des Affaires Étrangères, on remarque que les dépenses se répartissent en deux grandes catégories: d'une part, les frais de fonctionnement de notre propre service extérieur, qui gravitent autour de 40 millions par an; d'autre part, les contributions aux différentes institutions internationales dont le Grand-Duché est membre. En ajoutant à ce dernier poste les prestations d'assistance technique, on arrive à un chiffre à peu près équivalent, soit un peu plus de 40 millions de francs. Je ferai toutefois remarquer que ce compte n'est pas exhaustif, étant donné que des contributions de même nature, d'un total de plus de 60 millions, sont inscrites aux budgets d'autres Départements.

Voilà donc les chiffres réels qui sont en jeu: 40 millions pour les frais de fonctionnement de nos services extérieurs et un peu plus de 100 millions de contributions versés à des tiers.

Pour la simplicité de l'exposé, je commencerai par analyser les dépenses de la catégorie mentionnée en dernier lieu.

Sauf quelques subventions volontaires de peu d'importance, les contributions versées aux organisations internationales sont soustraites à notre volonté, quant à leur cause et quant à leur montant. Le versement des contributions n'est en effet que la conséquence de la décision – prise dans les formes constitutionnelles, c'est-à-dire, avec l'assentiment de la Chambre – d'adhérer aux différentes institutions internationales. Bien que l'on puisse discuter a posteriori certains cas marginaux, on ne peut pas imaginer que le Grand-Duché de LUXEMBOURG se fût abstenu d'adhérer aux principales organisations internationales de caractère soit régional, soit mondial; or, c'est précisément la participation à ces organismes – là qui occasionne, et de loin, le gros des dépenses qui sont en cause. Je pense donc qu'il est inutile de chercher ici le moyen de faire des économies.

Restent les quarante millions que coûte, bon an, mal an, le fonctionnement de nos propres services extérieurs, y compris les agents diplomatiques de l'administration centrale des Affaires Étrangères.

Le réseau diplomatique luxembourgeois, l'un des plus modestes qui soient dans le monde, comporte actuellement huit missions diplomatiques et trois représentations permanentes établies auprès d'organisations internationales.

Des missions diplomatiques ont été établies dans les capitales des trois États directement voisins, dans celles des autres États membres des Communautés européennes, enfin, dans trois centres internationaux d'importance mondiale, à savoir: WASHINGTON, LONDRES et MOSCOU. On notera que chacun des États en question a donné la réciprocité en installant une mission diplomatique à LUXEMBOURG. Personne ne pourra contester que ces huit Ambassades constituent le minimum absolu de ce qu'on pouvait faire.

Des représentations permanentes ont été établies auprès de trois organisations qui sont, chacune, d'importance capitale pour notre pays: l'O.T.A.N., les Communautés européennes et les Nations Unies. Quant à cette dernière organisation, nous avons essayé, pendant un certain nombre d'années, d'occuper notre place par l'envoi de délégations pour les périodes de l'Assemblée générale; mais nous avons dû nous rendre compte que, par ce procédé, nous sommes singularisés parmi les États du monde qui attachent tous une importance primordiale à marquer une présence permanente et effective au siège des Nations Unies. Là aussi, c'est donc un minimum que nous faisons et je dirai même moins qu'un minimum, puisque nous devons poser très sérieusement la question de savoir si le siège européen des Nations Unies à GENÈVE, qui est en même temps le Centre de plusieurs autres organisations internationales

et le lieu de nombreuses conférences, ne comporterait pas aussi la présence permanente d'un agent diplomatique.

Je pense donc que l'examen de conscience recommandé par le Conseil d'État ne doit certainement pas aboutir à la suppression de tel ou de tel de nos postes extérieurs, bien au contraire. Ceci étant avancé, je voudrais ajouter quelques mots sur l'organisation intérieure des différentes missions.

Celles-ci comportent, bien entendu, en premier lieu un chef de mission, accrédité conformément à l'usage international, soit comme «Ambassadeur», soit comme «Représentant permanent». Mais l'expérience démontre qu'un chef de mission ne peut accomplir convenablement sa tâche s'il n'est pas épaulé par un collaborateur diplomatique. Or, sur les onze chefs de poste, il n'y en a que six qui soient actuellement assistés d'un agent diplomatique du rang de conseiller ou de secrétaire. Notre objectif reste dès lors, du moins en principe, d'adjoindre un collaborateur diplomatique à chacun de nos chefs de poste. Pour le surplus, il est évidemment nécessaire de doter nos postes du personnel administratif indispensable.

Le nombre de nos postes et leur consistance étant ainsi fixés, il est possible de mieux apprécier la question des frais qui en résultent. Sans entrer dans le détail, je ferai remarquer simplement que, par la nature des choses, nos postes sont établis dans les grands centres internationaux, en d'autres termes, dans les endroits qui comptent parmi les plus chers du monde entier, tant pour le logement que pour les autres frais.

C'est donc une illusion de penser que l'on pourrait s'en tirer à de moindres frais: autant renoncer à établir une mission que de lui refuser les moyens indispensables pour la mettre à même de rendre les services que nous attendons d'elle.

Je pense que cette brève analyse aura convaincu la Chambre que ce n'est pas en grignotant sur la représentation internationale de l'État – quatre promille, exactement, du budget global – que l'on pourra faire des économies. Si nous voulons jouer notre rôle comme pays souverain, il faut bien que nous soyons prêts à entretenir un minimum de missions chargées de nous représenter et de défendre nos intérêts. Il faut encore que cette représentation se fasse dans des conditions à la fois d'efficacité et de dignité. En un mot, nous ne pouvons pas subsister dans la vie internationale, si nous refusons d'y mettre le prix.

Je me permets donc de conclure qu'on ne trouvera pas la possibilité de faire des économies, au bout de la piste indiquée par le Conseil d'État. Ceci dit, j'ajouterai toutefois que le Gouvernement aborde avec la plus grande prudence la question d'un développement ultérieur de notre réseau diplomatique et qu'il reste vigilant, en ce qui concerne l'emploi des sommes mises à sa disposition au titre des relations extérieures.

«La Démission du Gouvernement Luxembourgeois», il y a 30 ans...

Les débats budgétaires à la Chambre des Députés avaient commencé cette année le 3 novembre 1966.

Le 15 novembre de l'année, au cours de la discussion du budget du Ministère de la Force Armée, M. Jean SPAUTZ, porte-parole mandaté du Parti Chrétien Social, se rapportant à l'exposé écrit soumis aux Députés par le Ministre de la Force Armée, demanda l'abolition du service militaire obligatoire et le retour au volontariat. Cette demande trouva son reflet dans une motion signée par les représentants des deux partis de la majorité et elle fut ensuite appuyée unanimement par la Chambre des Députés.

Voici le texte de la motion en question:

«La Chambre des Députés,

considérant l'évolution de la situation internationale, ensemble les difficultés économiques et démographiques de notre pays, invite le Gouvernement à reprendre dans un délai rapproché des négociations avec les autorités de l'OTAN, en vue d'arriver à une nouvelle conception de notre contribution à la défense du territoire, selon une formule permettant l'abolition du service militaire obligatoire.

(s.) HENGEL, BIEVER, HILDGEN, SPAUTZ, ABENS.

Le débat de politique étrangère qui se déroula à la Chambre, le 17 novembre 1966 et au cours duquel M. Pierre WERNER, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Étrangères, fit l'exposé ci-dessus sur les principaux aspects de la politique étrangère du Gouvernement, fit rebondir une nouvelle fois la question militaire.

Le 22 novembre enfin, après une question posée par M. Eugène SCHAUS (Parti Démocratique), concernant l'appel sous les drapeaux de nouveaux contingents de recrues, M. Romain FANDEL, Président de la fraction parlementaire socialiste, annonça d'abord une proposition de loi tendant à l'abolition du service militaire obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1967 et il déposa ensuite une résolution invitant le Gouvernement à renoncer à toutes les mesures qui seraient de nature à compromettre le retour au volontariat, à annuler notamment les mesures d'incorporation prises le 21 novembre 1966 et à surseoir à tout autre appel sous les drapeaux.

À la suite de cette intervention et à la demande du Président de la fraction parlementaire chrétien-sociale, la séance fut suspendue, afin d'examiner les conséquences de cette résolution. La séance ne fut reprise que deux heures plus tard et il fut décidé d'ajourner les débats jusqu'au 24 novembre, afin de permettre au

Gouvernement d'exposer sa position concernant la question militaire.

Dès le début de la séance du 24 novembre 1966, M. Pierre WERNER, Ministre d'État, Président du Gouvernement, fit une importante déclaration, au nom de tous ses collègues, sur la politique militaire du Gouvernement luxembourgeois et posa ensuite la question de confiance sur l'ensemble du programme du Gouvernement dans ce domaine.

Nous reproduisons ci-après le texte de la déclaration de Monsieur le Ministre d'État, Président du Gouvernement:

«Déclaration de Monsieur le Ministre d'État, Président du Gouvernement, à la séance de la Chambre des Députés, le 24 novembre 1966

«Conformément à l'invitation qui lui a été adressée mardi dernier, le Gouvernement exposera par ma bouche la façon dont il entend envisager les suites à donner aux désirs exprimés dans cette enceinte dans le sens d'une réforme de structure de notre armée. Si je le fais au nom de tous les membres du Gouvernement, c'est pour marquer l'identité de nos vues et notre volonté d'exécuter le programme que je tracerai, avec diligence, mais avec la pleine conscience de nos graves responsabilités.

J'en arrive maintenant à l'interprétation de la motion votée par la Chambre des Députés, le 16 novembre dernier. Je tiens d'abord à rappeler les conditions auxquelles j'ai déclaré ne pas m'opposer au vote immédiat d'une motion dont certains aspects restaient incontestablement ambigus. Je cite: «Le Gouvernement ne s'oppose pas si la Chambre adopte la motion dans le sens que nos engagements actuels dans le cadre de l'organisation atlantique seront maintenus jusqu'au moment où nous aurons trouvé une nouvelle formule valable. D'un autre côté, je pense exprimer le sentiment de la Chambre, en disant que la discussion autour de la formule et de l'effort militaires ne met pas en cause la volonté du pays de faire une contribution valable et efficace, un effort humain et financier. C'est dans ces conditions et sous ces réserves que le Gouvernement ne s'oppose pas à la motion.»

L'ambiguïté que je viens d'évoquer tenait essentiellement aux malentendus sur le double objectif de défense du territoire et de solidarité militaire à titre de réciprocité, double obligation qui découle de l'article 3 du Traité de l'Atlantique Nord, qui dit ceci: «Afin d'assurer de façon plus efficace la réalisation des buts du présent Traité, les partis, agissant individuellement et conjointement, d'une manière continue et effecti-

ve, par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance, maintiendront et accroîtront leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée.»

Sur un point la motion était claire quant aux objectifs, à savoir, l'abolition du service militaire obligatoire et, en contrepartie, un renforcement du système des volontaires.

C'est dans cette optique que le Gouvernement a reconsidéré tous les aspects des problèmes soulevés. Voici la conception et le programme qu'il propose à la Chambre des Députés:

1° Le Grand-Duché de LUXEMBOURG, signataire du Pacte de l'Atlantique Nord, continue à apporter à l'Alliance, comme par le passé, une contribution militaire active, basée sur le volontariat et supportable pour le pays.

2° Conformément au tableau des forces qui sont prévues pour 1967, cette contribution consiste actuellement dans un bataillon d'artillerie du jour M.

3° Au courant du mois de décembre, le Gouvernement prendra les premiers contacts avec les autorités de l'OTAN pour leur faire part du désir exprimé par la majorité de la Chambre de reprendre dans un délai rapproché des négociations, en vue de dégager une nouvelle conception de notre contribution, orientée dans le sens de la défense du territoire. Le Gouvernement accepte de proposer cette négociation visant à combiner l'aspect défense commune avec celui de défense du territoire. Ce faisant, le Gouvernement agira dans le sens de la déclaration gouvernementale du 22 juillet 1964, dont je cite le passage suivant: «Le Gouvernement respectera les responsabilités assumées par le Grand-Duché. Cette fidélité au Pacte ne l'empêche pas de rechercher les modalités les plus appropriées de notre contribution à l'effort commun par l'exploration de nouvelles voies en collaboration avec les autorités de l'OTAN.»

4° Le Gouvernement élaborera incessamment deux projets de loi.

Le premier tend à accroître sensiblement l'effectif des volontaires de l'armée, en donnant à l'engagement contracté de nouveaux attraits et en lui réservant des avantages de carrière particuliers. Ceci devra permettre, entre autres, de doter le bataillon d'artillerie en 1967 de son effectif complet de volontaires et de disposer des volontaires qu'exigera toute nouvelle structure.

Le second projet tend à abolir le service militaire obligatoire. Ce projet sera soumis au vote de la Chambre au cours des

premiers mois, et sera aménagé de façon à ce que son application complète se situe vers le milieu de l'année (je cite cette date, le 1^{er} juillet, à titre indicatif), à un moment où le recrutement des volontaires aura donné des résultats.

Le Gouvernement est formel pour dire que la loi militaire actuelle doit être appliquée dans toutes ses dispositions jusqu'à son remplacement par d'autres textes de la dégressivité des effectifs du contingent obligatoire et de l'augmentation progressive des volontaires.

La Chambre ne peut exiger du Gouvernement qu'il suspende les lois ou qu'il dispense de leur application. Ce serait contraire à la Constitution. Par ailleurs, le Gouvernement ne peut tolérer de discontinuité dans la défense du territoire, le vide ou la désorganisation des forces armées.

C'est sur l'ensemble de cette conception et de ce programme que le Gouvernement pose la question de confiance.»

* * *

Après la déclaration du Ministre d'État, Président du Gouvernement, M. Romain FANDEL donna lecture de sa proposition de loi tendant à l'abolition du service militaire obligatoire.

La séance fut suspendue à 17 heures et fut reprise à 19 heures. M. Romain FANDEL fit alors, au nom du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois, un long exposé sur la question militaire.

Après cet exposé, le Ministre d'État, Président du Gouvernement, donna des précisions au sujet des questions soulevées au cours de l'intervention du Président de la fraction parlementaire socialiste et insista ensuite pour que la Chambre se prononçât sur la question de confiance posée pour le Gouvernement.

Toutefois, la fraction parlementaire socialiste ne prenant pas une position claire concernant la question de confiance, le Président du Gouvernement demanda une courte suspension de la séance.

Comme après la reprise de la séance la position socialiste à l'égard de la question de confiance ne se précisa pas non plus et que cette attitude ne donna pas satisfaction au Gouvernement. M. Pierre WERNER, Ministre d'État, Président du Gouvernement, déclara à 20 heures 45 que le Gouvernement se retirait.

Le Gouvernement démissionnaire quitta immédiatement la salle et le Président de la Chambre des Députés leva la séance.

Le 25 novembre 1966, Son Altesse Royale le GRAND-DUC reçut en audience M. Pierre WERNER, Ministre d'État, Président du Gouvernement, qui Lui remit la démission du Gouvernement.

Son Altesse Royale le Grand-Duc accepta cette démission et chargea les Ministres démissionnaires de l'expédition des affaires courantes.

Echos de presse de l'étranger

«LE MONDE» du 29.9.96

«Dans les pas du père HUGO au LUXEMBOURG»

Un pays vert, civilisé, reposant. Des forêts, des ruines, des fermes de belle facture et des paysans convertis aux affaires. Un grand romantique français l'a chanté

LUXEMBOURG, de notre envoyée spéciale

Au commencement il y eut la terre, puis le fer, puis les banques. Deux cent vingt-deux à ce jour. Désormais, après des siècles de labours, des lustres sidérurgiques et quelques décennies financières, voici qu'un petit territoire, dont la France avait fait, en 1795, son «département des Forêts», retrouve ses racines.

C'est un pays civil, adepte des bonnes manières. Modeste, cela va de soi – l'amabilité n'est pas fille de l'arrogance. Conscient du don magnifique qu'est la terre et soucieux de le préserver. Quand certains gaspillent à tout venant, le Luxembourgeois, lui, se garde du plastique, ne lâche pas ses déchets au fil de ses déplacements et récupère effectivement ce qui doit l'être, à commencer par la bouteille – en verre – d'eau minérale servie au restaurant. D'où ces espaces agrestes préservés et, s'agissant de loisirs, une prédilection pour leur forme la moins polluante, à savoir le tourisme des mollets.

Dans ce pays tout entier à la campagne, la capitale n'occupe que 2% du territoire. Luxembourg, une belle provinciale à laquelle banques, musées et antiquaires ont donné un nouvel essor, s'est étendue autour de son nouveau historique, le rocher du Bock. Un excellent point de vue sur le GRUND, la ville basse, avec les casernes VAUBAN qui lui ont valu le nom de «Gibraltar du Nord». Victor HUGO, qui vint à cinq reprises au Luxembourg, d'abord comme touriste de 1862 à 1865, puis comme réfugié politique en 1871, s'enthousiasme: «Rien n'est beau comme le précipice-fossé, ravin charmant et riant avec rivière, moulins et prairies, encaissé dans d'effroyables escarpements» (Carnet, 2 juin 1871).

Le quartier du Gouvernement, XVIII^e, avec ses demeures carrées, cossues, sobrement restaurées, a été inscrit au patrimoine mondial en 1994, ainsi qu'une partie des remparts. S'y trouve le palais grand-ducal construit comme hôtel de ville par les Espagnols, au XV^e pour sa partie la plus an-

cienne, et où LOUIS XIV et NAPOLEON ont été reçus. La relève de la garde s'effectue avec simplicité, comme toute chose ici. La Famille grand-ducale réside à 25 kilomètres de là, à COLMAR-BERG. Non loin, l'Hôtel de Bourgogne, le Matignon luxembourgeois.

Un lieu très hugolien

Le circuit classique s'effectue en deux temps: montée vers les Ardennes à travers le «Bon Pays», descente sur la Moselle par la «Petite Suisse». Les ruines restaurées du château de BOURSCHEID planent sur une vallée paisible. Curieusement, les toits d'ardoise, les murs de pierres et les forêts de sapins présentent le même dessin en épi. C'est un lieu très hugolien. Le poète, qui visita BOURSCHEID en 1865, n'a pas résisté. Le 20 septembre, il s'émeut devant cet «énorme arrachement de murs et de tours fait par quelque poing terrible». A l'intérieur, deux petits formats, mine de plomb, plume et lavis d'encre violette, de sa main.

VIANDEN a tout pour plaire: une rivière, des maisons à toit d'ardoise, une tour de guet, un promontoire et un château. Victor HUGO adorait cette villégiature. Il vint à cinq reprises, la dernière du 8 juin

au 23 août 1871. Pour célébrer VIANDEN, il se fait prophète, évoquant «son paysage splendide que viendra visiter un jour toute l'Europe». Il n'avait pas tort: c'est le site le plus court du Luxembourg: 200 000 visiteurs par an. Il change «Cette immense ruine dans cet immense entassement, ce donjon dans ce tas de collines». Le deuxième dimanche après la Pentecôte a lieu la procession de la Fête-Dieu. Le grand homme la vit le 11 juin de cette même année. L'ordre du cortège est resté immuable: en tête la fanfare, puis les enfants de chœur, les petites filles lançant des pétales de rose, le bourgmestre, le collègue échevinal et, fermant la marche, le chapelet à la main, hommes et femmes récitant le rosaire en allemand.

MUNSHAUSEN, près de CLERVAUX, vit une autre histoire. Déjeuner dominical au café rural. Un grand moment de convivialité. La cuisine savoureuse est préparée et servie à tour de rôle par les villageoises. Menu du jour: potage luxembourgeois, collet de porc fumé, salade et pommes de terre au lard. La nouvelle cuisine, avec ses portions de famine, serait ici ridicule.

De VIANDEN, Victor HUGO se rendit en char à bancs au manoir de BEAUFORT. Dans une auberge, un homme le reconnaît,

Carnet de route

- * **Accès.** En train ou en voiture, à 3h30 de Paris.
- * **Écobillet.** Très bon marché (27F/jour) pour sillonner le pays en train. Randonnées sans bagages, à pied ou à bicyclette (200 km de pistes cyclables) avec carte d'état major.
- * **Séjour.** L'hôtel-restaurant REUTER (tél: 352/82917, Relais du silence et table réputée, à WELSCHEID. Également Relais et châteaux et gîtes à la ferme. Fondée il y a cinq ans, l'Association pour le tourisme rural réunit une centaine de membres, classés de 1 à 4 épis.
Prix accessibles: de 7 000 à 12 000 FL/semaine, pour 4 à 8 personnes.
- * **Livres.** Grand-Duché de LUXEMBOURG (Le Guide CASTERMAN, 1995). Le Grand-Duché de Luxembourg dans les carnets de Victor Hugo, édition intégrale, par Tony BOURG et Frank WILHELM (RTL Edition, LUXEMBOURG 1985) et Victor HUGO au Luxembourg. Vues et visions, de Joseph-Emile MULLER (Edition St-Paul, Luxembourg 1981)
- * **Renseignements.** Office national du Tourisme, 21, boulevard des Capucines, 75002 PARIS – tél: 47-42-90-56. À LUXEMBOURG: hall de la Gare, tél: 40-08-08-20.

«jette sa casquette à terre, marche et danse dessus, et crie: Vive Victor HUGO! Vive la France!». Le manoir est, bien entendu, «splendide», et précise-t-il, «se compose de deux châteaux, un du dix-septième siècle, habitable et habité, et un du onzième au seizième siècle, roman et gothique, en ruine». Hautes fenêtres Renaissance dégageant la lumière, meurtrières profondes: en un lieu, deux styles de vie, à quatre siècles de distance. Un petit lac et des moutons enfouis dans l'herbe lui donnent un aspect virgilien.

Ultime étape, oenologique, la Moselle: verre de vin, friture et vignobles mûris-

sants. Dans les caves fraîches sommeillent les pinots blancs, noirs ou gris et ce clos-du – paradis qui accumule les médailles. HUGO, lui n'a pas résisté à son crayon. À SCHENGEN, ville désormais célèbre pour l'espace policier intracommunautaire qui y fut créé, «j'ai dessiné, note-t-il, la vieille tour, qui est vraiment très rare et très belle».

Quel n'aurait pas été son allégresse s'il avait connu la Grande-Duchesse CHARLOTTE – quarante-vingt ans de règne, de 1919 à 1964. Les Luxembourgeois sont très attachés à leurs souverains depuis la

dernière guerre mondiale. CHARLOTTE, en effet, partit en exil avec sa famille à l'arrivée des nazis. C'était la grande amie des ROOSEVELT. «Don't be worried my dear child, I will bring you home»/ «Soyez sans crainte, ma chère enfant, je vous ramènerai chez vous», lui dit le président américain. Promesse tenue, mais le hasard fait parfois bizarrement les choses: il mourut le 12 avril 1945, l'avant-veille du retour de la Grande-Duchesse au LUXEMBOURG.

Daniëlle TRAMARD

Revue de presse internationale en rapport avec le Grand-Duché de Luxembourg

Abréviations

FT:	Financial Times
HB:	Handelsblatt
F:	Figaro
LB:	Libre Belgique
FAZ:	Frankfurter Allgemeine Zeitung
M:	Monde
HT:	Herald Tribune
SZ:	Süddeutsche Zeitung
S:	Soir
NZZ:	Neue Zürcher Zeitung
T:	Times
Z:	Zeit
L:	Libération
W:	Die Welt
SAZ:	Saarbrücker Zeitung
TV:	Trierischer Volksfreund
AV:	Avenir du Luxembourg

1.7.96. (lundi)

HB: G-7 streitet über Globalisierung: Aufgeschoben

M: Élargir le G7

FT: Greater co-operation promised at industrial nations' Lyons meeting: G7 to aim for monetary stability

LB: Les limites du G7

FT: Move to bypass Emu procedures halted (Brussels warns against drive for flexibility on Maastricht)

LB: Union européenne: L'Eire à la présidence (Le programme monétaire-social de Dublin sera-t-il torpillé par la crise de la vache folle?)

HB: Irland übernimmt EU-Vorsitz: Hoher Anspruch

HB: Italien/Dreijahresplan für den Haushalt: EWWU-Beitritt 1997 nicht möglich

HB: EU-Kommissar Monti will innergemeinschaftliches Mehrwertsteuersystem vereinfachen: Neues Umsatzsteuerverfahren in Sicht

FAZ: Der Riesen-Erfolg (Bosnien)

2.7.96. (mardi)

SZ: Musterknabe Irland am EU-Steuer

F: Fin de la présidence italienne: Union européenne: l'Irlande reprend le flambeau (Dublin entend faire progresser la difficile négociation sur la révision du Traité de Maastricht pour préparer l'Europe à l'élargissement.)

FT: Brussels rejects fixed targets for Emu

HT: EU Should Imitate Britain on Jobs

LB: Un peu moins européens (Belgique)

LB: Empêchement temporaire (Karadzic)

FT: Karadzic at bay

3.7.96. (mercredi)

HB: Die Politiker melden das Urteil über die Konvergenzkriterien: Auf einem schmalen Grat zum Euro

FT: EU lawyers to discuss how to beat speculators on road to single currency: Quest for an Emu without tears

F: Le compte à rebours a commencé pour les banques (À neuf cents jours de la naissance éventuelle de l'Euro, les banques européennes doivent lancer leurs investissements de préparation. Avant que les politiques décident, en mars 1998, s'ils font l'union monétaire.)

F: Deux ministres reçus par Vladimir Meciar: Démarche franco-allemande à Bratislava (La dérive autoritaire du premier ministre slovaque inquiète Paris et Bonn. Les entretiens d'hier ont été «tendus».)

FAZ: Russischer Bonaparte

SZ: Trotzdem: Boris for President!

FAZ: Staatsdienst muß für EU-Auländer offen sein (Ausnahme nur für hoheitliche Aufgaben (EuGH-Urteil))

F: Audiovisuel: La possible germanisation de la CLT (Malgré son droit de préemption sur les actions d'Electrafina dans CLMM, Havas n'a pas les moyens de s'opposer à l'éventuelle absorption de la CLT par Bertelsmann.)

4.7.96. (jeudi)

FT: Victory for Yeltsin predicted in early returns from poll

HB: Rußlands Präsident in der Pflicht: Wahl der Mitte

F: Russie: Le troisième homme

FT: Fiscal fuge threatens Emu

HB: Europäische Union/Neuer Vorschlag zu Maastricht II. Brüssel präzisiert Rechte des EU-Parlaments

HB: Währungsunion/Checkliste für Unternehmer: BDI: Der Euro muß kommen

F: Audiovisuel: Bertelsmann: un mariage à l'allemande (Première étape de la germanisation: la CLT a fusionné avec la filiale audiovisuelle du groupe allemand Bertelsmann. L'ensemble des deux donnera naissance au premier groupe européen.)

5.7.96. (vendredi)

F: Allemagne: Helmut Kohl joue la carte de l'emploi (Le chancelier défend bec et ongles son plan d'austérité, panacée contre le chômage. Et, au passage, il reproche au patronat de ne pas recruter suffisamment d'apprentis.)

HB: Frankreich/Kein Kurswechsel in Sicht: Juppé gegen Senkung der Mehrwertsteuer

SZ: Zeugnisse des Grauens setzen IFOR unter Druck (Den Haag weist Karadzic und Mladic direkte Verantwortung für Kriegsverbrechen zu)

FT: Boris Yeltsin's famous victory

HT: Yeltsin's Mandate

6.-8.7.96. (samedi, dimanche, lundi)

HB: EU/Finanzminister beraten über Wirtschafts- und Währungsunion: Nur ein formaler Probelauf

FT: Even the strongest candidates for single currency still need to cut public debt: Emu warning for Germany and Austria

F: Nuages sur l'Europe de la Défense: Bonn menace de renoncer au projet Hélios (Invoquant des restrictions budgétaires, le Ministre de la Défense, Volker Rühe, envisage d'abandonner la réalisation de ce satellite espion.)

LB: Bosnie: Grave face-à-face entre Serbes et Américains (Il s'agit d'une des crises les plus sérieuses depuis le déploiement de l'Ifor)

W: Neue Rindfleisch-Lage

W: Jelzins Zwickmühle

SZ: Das US-Jobwunder setzt sich fort (Spektakuläre Zahlen bringen Finanzmärkte in Turbulenzen)

9.7.96. (mardi)

F: Union européenne: L'Ecofin au quotidien (Les Ministres des Finances des Quinze ont entamé, par des exercices de routine, le semestre de présidence irlandaise.)

FT: EU states censured over Emu progress

HB: EWWU/EU-Finanzminister verabschieden Mahnbrieft über Staatsdefizite: Bonn bemüht sich intensiv um wirksamen Stabilitätspakt

SZ: Waigel muss noch viele Kröten schlucken (Ob die finanzpolitische Gratwanderung Richtung Maastricht gelingt, steht in den Sternen)

LB: Ankara: l'heure des islamistes

M: Le retour en force d'Ariel Sharon

HT: 2 Media Giants Seal European TV Alliance (Murdoch and Germany's Kirch Take Aim at a \$5 Billion Market)

F: Numérique: Rupert Murdoch s'allie avec Kirch (À l'heure où Bertelsmann signe son accord de fusion avec la CLT, Murdoch quitte l'alliance avec MMBG pour prendre 49% de la DF1 de Leo Kirch. NBC rejoint ce bouquet.)

10.7.96. (mercredi)

LB: Union européenne: Le PPE célèbre ses vingt ans

FT: UK Emu stance worries BT chief (Vallance fears retaliation from EU partners over exchange rate policy)

HB: EU/Brüssel präsentiert neue Mehrwertsteuerpläne: Umfassende Harmonisierung nötig

SZ: Die deutsche Industrie kann Kosten des «Euro» noch nicht abschätzen (Banken veranschlagen für sich bis zu 300 Millionen DM/Mittelständler tapen im dunkeln)

LB: Accès de faiblesse du franc belge (Après la «recommandation» européenne, notre devise a légèrement fléchi face au mark allemand)

F: Fonction publique: Retraite anticipée: les fonctionnaires aussi (L'accord conclu hier devrait permettre le recrutement de 15.000 jeunes fonctionnaires en échange du départ de leurs aînés dès 58 ans.)

SZ: Die Schlacht ums Fernsehen

11.7.96. (jeudi)

F: Union européenne: TVA: Bruxelles veut un régime commun pour l'Europe (corollaire de la monnaie unique, le régime unique de TVA que souhaite la Commission européenne aboutirait à la perception de la taxe dans le pays d'origine et à une harmonisation des taux. Mais les réticences restent fortes.)

SZ: Währungsunion ja – europäische Mehrwertsteuer nein

HB: EU-Kommission legt Steuerpläne vor: Erneuter Anlauf

SZ: Italien schließt sich vom Euro aus (Roms Notenbank gibt der Wirtschafts- und Preisstabilität Vorrang)

F: Union européenne: Un Irlandais à l'Elysée (Le Premier Ministre John Bruton rencontre aujourd'hui Jacques Chirac. Monnaie unique et «Maastricht 2» au menu.)

12.7.96. (vendredi)

FT: Pressure for law and order campaign in Maastricht review conference: EU states revive Euro-FBI idea

SZ: Mit dem Euro auf die Reise geh'n (Waigel signalisiert Urlaubern: Die Währungsunion kommt bestimmt)

Z: Gemeinsam zu europäischen Zielen (Frankreich und Deutschland gehen bei der Erweiterung und den Reformen der EU Hand in Hand)

Z: Die Nation bleibt Basis der Entscheidungen (Großbritannien will mehr Deregulierung in Europa und die EU als Unternehmermodell)

F: Finance: Les banques allemandes se préparent à l'Euro (Le passage à la monnaie unique mobilisera 25% des capacités

informatiques des banques allemandes et leur coûtera 200 à 250 millions de marks. Mais elles s'y préparent.)

F: Europe: Bruxelles menacé de censure (Le Président du Parlement européen accuse la Commission d'avoir sciemment laissé exporter des produits contaminés par l'ESB.)

SZ: Verhaftet Karadzic!

LB: NBC rejoint Kirch et Murdoch (Canal+ et CLT-UFA se retrouvent bien essoulés en Allemagne)

13.-15.7.96. (samedi, dimanche, lundi)

FT: German budget puts pressure on Paris (France may have to try harder to meet Maastricht criteria for monetary union)

HB: Frankreich/Deutsche Zinsen zu hoch: Chirac auf Reformkurs

HB: Spanien/Konjunkturwende – Vorschläge zur Rentenreform: Madrid setzt auf weiche Maastricht-Kriterien

HB: Rückenwind für den Finanzplatz Deutschland: Die Zeit der Aktie

16.7.96. (mardi)

F: Union européenne: Cuba: les Quinze unanimes contre l'embargo américain (Hier soir, les Européens sont tombés d'accord sur la riposte à apporter à la Loi Helms-Burton, et cela sans attendre la décision de renforcement de l'embargo que pourrait annoncer aujourd'hui le Président américain.)

SZ: Die Europäer drohen den Amerikanern mit wirtschaftlichen Gegenmaßnahmen (Brüssel hofft noch auf Veto von US-Präsident Clinton gegen umstrittenes Handelsgesetz)

FT: Greece drops veto on Turkish participation in aid programme

HB: EU/Außenminister beraten über irisches Arbeitsprogramm: Neuer Verwalter für Mostar benannt

T: Continental Shift (Labour should rule out monetary union in the next Parliament)

F: Les travaux du Parlement européen: La réglementation des groupes de pression à l'ordre du jour (Pour peser sur les décisions parlementaires, les lobbies sont omniprésents à Bruxelles et Strasbourg. Les élus européens veulent mettre plus de transparence dans leur fonction et écarter les lobbies des prises de décision.)

F: Emploi: Chômage: les remèdes de l'OCDE (Dans son rapport annuel sur l'emploi, l'OCDE préconise avec prudence un ciblage des prestations sociales sur ceux qui ont de faibles rémunérations.)

LB: Bosnie: Karadzic: le bras de fer se précise (L'OSCE fixe à vendredi le délai pour qu'il se retire complètement)

17.7.96. (mercredi)

F: Union européenne: La «vache folle» émeut le Parlement européen (Devant les Eurodéputés, la Commission rejette les accusations de «désinformation» et de négligence.)

F: Parlement européen: Marchés publics: la Commission de Bruxelles en échec (La directive libéralisant le code des marchés publics a été rejetée par l'Assemblée de Strasbourg. Elle favorisait trop les entreprises américaines.)

HB: EU/Regierungskonferenz zu Maastricht II – Irlands Präsidenschaft setzt Prioritäten: Bonn und Paris planen neuen Vorstoß

LB: Cuba: Bill Clinton s'offre six mois de sursis (L'article de la Loi Helms-Burton, blâmé par le Canada et l'Europe, est différé)

SZ: Arbeitslosigkeit begleitet den Westen (Die OECD sieht noch auf zwei Jahre hinaus keine Besserung)

W: Die Bosnien-Falle

18.7.96. (jeudi)

F: Interview: Jacques Rigaud: «Il n'y a pas germanisation de la CLT» (Le PDG de RTL et administrateur délégué de la CLT assure qu'Havas ne serait pas oubliée, si des recompositions financières concernant Audiofina, actionnaire de la CLT, avaient lieu.)

W: Nato-Partner kehren Deutschland den Rücken (Franzosen ziehen Großteil ihrer Truppen bis 1999 ab – Andere Länder haben ihre Streitkräfte bereits drastisch reduziert)

SZ: Europol-Konvention vor der Ratifizierung: Vorlagerecht für deutsche Richter (Europäischer Gerichtshof soll für einheitliche Auslegung sorgen)

HT: U.S. Wants Allies to Pressure Cuba Over Human Rights

F: Union européenne: Bonn ne veut plus être la vache à lait de l'Europe (Le Ministre allemand des Finances dénonce l'«injustice» dans la répartition des charges au sein de l'Union. L'Allemagne assume de loin la plus grosse contribution.)

FAZ: Mitgliedstaaten dringen auf Kürzungen im EU-Etat (Überraschend viel Zustimmung/Entlastung von 7 Milliarden DM für den Bundeshaushalt möglich)

HB: EU/Bundesregierung für Mehrheitsentscheidungen über außen- und sicherheitspolitische Fragen: Kabinett betont europäischen Integrationskurs

SZ: Kinkel: Lücken im Maastricht-Vertrag schließen: Bonn will die EU

weiterentwickeln («Aussenpolitik der Union muß auf Mehrheitsentscheidungen fußen»)

19.7.96. (vendredi)

LB: Réduire l'impôt sur le capital à risque augmenterait les rentrées du Trésor (Les agents de change en sont convaincus. Mais il faut aussi restaurer la confiance. Délicat...)

F: Parlement européen: La nouvelle bataille de Strasbourg (Strasbourg ou Bruxelles? Les députés européens se sont une nouvelle fois disputés quant au choix de leur lieu de réunion.)

F: Fiscalité: Le CNPF pour un «contre-choc fiscal» (L'allègement de l'impôt sur le revenu et celui de la taxe professionnelle sont prioritaires, estime le patronat. Ils doivent être gagés par la réduction des dépenses publiques)

W: Auf dem europäischen Kontinent droht die Armutsfalle (OECD sieht Arbeitslosigkeit weiterhin auf hohem Niveau – Jugendliche und gering Qualifizierte besonders betroffen)

FAZ: Zweifel an der Stabilität des Euro (Anzeichen von Kapitalflucht aus EU-Ländern in die Schweiz)

20.-22.7.96. (samedi, dimanche, lundi)

HB: Weltwirtschaft/Bedarf an globalen Regeln: Die Regierungen verlieren Einfluß

SZ: Spendierlust des Kanzlers zu teuer

FT: The wrong target (Monetary union)

HB: Bundesbank/Trotz günstigerer Konjunkturaussichten muß Sparkurs beibehalten werden: Tietmeyer sieht stärkeren Dollar

FAZ: Größere Ausgewogenheit angestrebt (Auch Kinkel und Lafontaine für niedrigeren EU-Beitrag Deutschlands)

LB: L'Europe veut sauver son élevage bovin (Les Ministres des Quinze vont plancher sur un plan d'urgence présenté par la Commission)

23.7.96. (mardi)

FT: EU 'neutrals' to join defence initiative (Austria, Finland, Ireland and Sweden give Maastricht review its first breakthrough)

T: Honourable Departure (A minister quits to spend more time with his principles)

SZ: Überraschende Fusion beim «Digitalen Fernsehen»: Bertelsmann verbündet sich mit Kirch

HB: Europa/Kritik am Sozialtourismus in der Europäischen Union – Große Unterschiede bei den Unterstützungszahlungen: Die Mitgliedschaft im «Umverteilungs-Klub» ist notwendigerweise begrenzt

24.7.96. (mercredi)

F: Union européenne: «Vache folle»: haro sur le mouton (La Commission européenne proposera l'interdiction du cerveau, de la moelle épinière et de la rate des ovins et des caprins, potentiellement infectés par l'ESB.)

FAZ: Die Regierung Prodi und Europa

HB: EU/Regierungskonferenz zu Maastricht II – London isoliert: Fortschritte bei der Gemeinsamen Außenpolitik

HB: Bertelsmann lenkt im Pay-TV-Streit ein: Zweiter Sieg

W: Bertelsmann sucht Schulterschluß mit Kirch-Gruppe (Streit um Dekoder für Pay-TV beendet – Medienunternehmen wollen eng zusammenarbeiten – DFL startet am Wochenende)

LB: L'avenir de l'Europe

25.7.96. (jeudi)

T: After Boutros (This time, the UN need not and must not settle for the third-rate)

F: Italie: Rome accroît ses chances d'adhérer à la monnaie unique (La récente diminution de 0,75% du taux d'escompte italien pourrait être suivie d'une autre baisse équivalente: Maastricht est en ligne de mire.)

F: Commerce international: OMC: l'Union européenne pour une charte de la concurrence (Les Quinze invitent leurs partenaires de l'Organisation mondiale de commerce à mettre au point un code de conduite en matière commerciale. Une entreprise de longue haleine.)

LB: La non-Europe de John Major

FT: Farm ministers reach surprise reforms accord

FT: Europe needs lower rates

FT: Emu fears may spark Danish banks move

26.7.96. (vendredi)

SZ: Bertelsmann steht vor großem Krach (Die Partner werfen dem Medienkonzern vor, er wolle sie für seine Einigung mit Kirch zahlen lassen)

HB: Kompromißlinie (Nato-Osterweiterung)

SZ: Amerikanischer Geheimdienstchef: IFOR verhindert Krieg in Bosnien («Abzug der Friedenstruppe würde zu einem Wiederaufflammen der Kämpfe führen»)

HB: S&P/Zahl der Banken wächst langsamer: Euro mindert Attraktivität Luxemburgs

HB: EU/Zugriff auf Aktiva von US-Unternehmen in Europa geplant – WTO-Verfahren: Brüssel erhöht Druck auf die USA

F: Union européenne: Budget: l'austérité en perspective (Les Ministres des Quinze envisagent pour la première fois une croissance négative en termes réels.)

27.-29.7.96. (samedi, dimanche, lundi)

HB: Europäische Union/Friedmann für Abbau des deutschen Beitrags: EU-Finanzminister einig über Etat kürzung

HB: Die Mitgliedsländer arbeiten an der Weiterentwicklung der Union: EU-Regierungskonferenz

HB: Spanien/Alte Etatlücken entdeckt – Kursrutsch an den Börsen: Madrids Regierung zieht nun doch die Steuerschraube an

FT: Limited benefits for employment and trade: Emu would offer 'only modest gains to Ireland'

FT: EU nations underspend on regional aid by \$ 24 bn (States withhold funds to meet Maastricht targets)

M: Banques: les fautes de l'État

30.7.96. (mardi)

F: Monde: Salaires féminins: une décote de 25% (Bas salaires et horaires trop lourds: le BIT dénonce les conditions de travail des femmes dans le monde)

HB: EU/Kritik an Pariser Vorschlägen: Brüssel gegen neue Strukturpolitik

LB: Et voilà que revient déjà le temps des accises (L'idée de les augmenter n'est plus dans l'air; elle figure bel et bien dans les cartons)

FT: The struggle against terror

W: USA und EU drohen «Tigerstaaten» (Europa klagt über mangelnde Sozialstandards – Tokio und Washington am Verhandlungstisch)

F: Union européenne: Monnaie unique: convergences franco-espagnoles (Jean Arthuis et son homologue espagnol Rodrigo Rato portent le même jugement sur les dévaluations compétitives.)

31.7.96. (mercredi)

FT: German TV rivals buy rights from MCA

T: Split on sanctions papered over at terrorism summit

SZ: Brüssel droht dem Freistaat Sachsen (Notfalls soll Gericht Rückzahlung der Beihilfen an VW erzwingen)

LB: Un Livre Blanc pour sauver le rail (Les Quinze entendent relancer ce secteur moribond, aux dépens de la route)

HT: Toward a European Triumvirate? (A Plan for Closer Ties Linking Paris, Bonn and London)

FAZ: EU-Kommission für Anti-Boykott-Regeln (Dem Helms-Burton-Act soll höchstens in Ausnahmefällen gefolgt werden)

1.8.96. (jeudi)

SZ: Canal Plus beendet strategische Allianz mit BERTELSMANN (Vorstandsvice FEFFER: «Es gibt kein Vertrauen mehr, und wir werden nur noch punktuell zusammenarbeiten»)

FAZ: Canal plus beendet Bündnis mit BERTELSMANN («Es gibt kein Vertrauen mehr» / Franzosen überrascht)

HT: East Europeans Fear Slippage In Timetable for EU Expansion (No Country Is Likely to Gain Admission Before Year 2002; Cost Seen as Deciding Factor)

HB: Europa/DIW: Zwölf EU-Länder könnten 1999 aufgrund realer Konvergenzkriterien eine Währungsunion bilden: BRÜSSEL will schneller auf Euro umstellen

FT: Bank plan to boost PARIS as financial centre: French markets urged to seize Emu initiative

2.8.96. (vendredi)

HB: Auch in den USA wird bei der Sozialhilfe gekürzt: Nicht vergleichbar.

F: Parlement européen: Éviter une nouvelle crise de la sidérurgie (Baisse des commandes et montée de la concurrence; l'Assemblée de STRASBOURG a mis en garde la Commission de BRUXELLES contre une libéralisation brutale du marché.)

F: L'Europe vers la monnaie unique: Pourquoi l'euro? (Dès lors que l'Union monétaire sera loin d'englober tous les États membres de l'Union européenne, son premier effet sera d'ajouter une fracture de plus à celles dont souffre l'Europe.)

F: Un grand dessein pour l'Europe (Pour la première fois de leur histoire, les Européens, avec les mêmes billets et les mêmes pièces dans leurs poches, auront le signe visible de leur appartenance à la même communauté.)

HT: Europe: Two Hard Questions to Ask About Monetary Union

FT: Mr SANTER's Commission

3.-5.8.96. (samedi, dimanche, lundi)

LB: MOSTAR relance la crise bosniaque

W: Nicht auf Knopfdruck (MOSTAR)

F: L'UE menace de se retirer de MOSTAR: Bosnie: plan américain pour capturer KARADZIC (Selon le «Sunday Times», le Pentagone prépare un raid afin de s'emparer de l'ancien chef des Serbes de Bosnie. LONDRES exprime sa réticence.)

SZ: BSE-Krise fördert die Runderneuerung der EU (Nach wochenlangem Hickhack gibt es nun erste Fortschritte bei der Regierungskonferenz)

FT: Profiting from the euro

HB: EU/Sachsen bleibt im Streit mit Brüssel kompromisslos: Subventionen: BIEDENKOPF erwartet Grundsatzdebatte über Europa

FAZ: Europa muß das Sparen lernen

HT: Expand the European Union Instead of NATO

LB: Incapable de décider (Belgique, budget)

6.8.96. (mardi)

HB: Aus der Krise um MOSTAR müssen Lehren für ganz Bosnien-Herzegowina gezogen werden: Den einen recht, den anderen billig

SZ: TUDJMANs Spiel mit dem Feuer

LB: Passer à l'euro en toute souplesse (Elio di RUPO propose de créer un poste de secrétaire d'État à l'Euro)

FT: BRUSSELS plan to let debtors pay using euro

FT: Deutsche Bank assails politicians and media for «astounding» neglect: US indifference to Emu deplored

HB: Im Streit mit der EU legt BIEDENKOPF nach: Gefahr für KOHL

LB: Mauvaise foi transatlantique

7.8.96. (mercredi)

LB: Comptes au Grand-Duché pour flouer le fisc belge (Révélation et enquête sur la Kredietbank, qui nie et parle de documents faux)

LB: Sanctions contre la Libye et l'Iran: Les Européens vont se concerter (Multiples condamnations de la loi US visant les sociétés étrangères)

W: CLINTONs Provokation

LB: MOSTAR: une épine hors du pied

FT: Pressure grows for OECD reform and budget cuts

8.8.96. (jeudi)

LB: La Kredietbank continue de nier (Le Luxembourg pourrait refuser la coopération judiciaire)

TV: Schwarzgeld aus Belgien (Angeblich Hunderte Konten bei Luxemburger Bank)

SZ: Nun hat auch Belgien seine Luxemburg-Liste (Behörden ermitteln gegen Steuer-

flüchtlinge / Bankangestellte kopieren Kundennamen)

W: Sinneswandel der Brüsseler Kommission (Wettbewerb statt Gängelei: Neues Grünbuch zur Werbung setzt auf den mündigen Bürger – Zentrale Anlaufstelle geplant)

F: Finances publiques: Budget: le gouvernement a bouclé le volet «dépenses» (Les lettres plafond fixant les crédits de chaque ministère ont été adressées hier. L'objectif de réduire les déficits publics à 3% du PIB en 1997 est atteint.)

F: La préparation du budget 1997: PARIS réaffirme son engagement européen (Le gouvernement profite de l'envoi des lettres plafonds fixant les dépenses publiques en 1997 pour rappeler que les critères de MAASTRICHT seront tenus. On pouvait en douter.)

LB: GROZNY: LEBED entre en scène

9.8.96. (vendredi)

SZ: Image Luxemburgs als Steuerparadies bedroht

LB: Philippe MAYSTADT veut intensifier la lutte contre la fraude fiscale (Le ministre n'exclut pas des redressements importants dans le cadre de l'affaire KB)

LB: L'impôt et la morale

LB: Réduire les délais pour l'euro

HB: PARIS wird Probleme haben, das Maastrichter Defizitkriterium zu erfüllen – BONN aber auch: Die Baisse des Francs ist unbegründet

W: Schwarzgeld und Euro

FAZ: Protestnote der EU an WASHINGTON (Politischer Druck wegen des Iran-Libyen-Gesetzes / Kritik Russlands)

Z: MOSTAR, böses Omen (Europas Vermittler weichen vor den Kroaten zurück)

F: Télévision numérique: La critique de l'Office des cartels sur KIRCH-BERTELSMANN (L'accord entre les deux groupes pourrait tomber sous les coups de l'interdiction des ententes selon le président de l'Office des cartels allemands.)

10.-12.8.96. (samedi, dimanche, lundi)

SZ: Die öffentliche Hand versteckt ihre Schulden (Ein Viertel aller Schulden ist in Nebenhaushalten verborgen / MAASTRICHT-Kriterium deutlich überschritten)

SZ: SZ-Gespräch mit Klaus KINKEL: «Der Euro wird pünktlich zum 1. Januar 1999 kommen» (Es werden genügend Staaten die Kriterien für die Währungsunion erfüllen, sagt der Bundesausserminister).

HB: Bundeskanzler KOHL spricht ein Machtwort: Mehrwertsteuer hoch, Solidaritätszuschlag weg: Die Steuerdiskussion als Trauerspiel

LB: Bosnie: Les élections sous surveillance (Le secrétaire d'État américain à BRUXELLES, GENÈVE et SARAJEVO)

M: Triste Russie

FT: DOLE's grand old mess

TV: Frauen haben noch Aufholbedarf (In LUXEMBURG gibt es heute drei Ministerinnen – Aber kein Grund zum Jubeln)

13.8.96. (mardi)

SZ: Viele Belgier bangen um ihre Luxemburger Konten (Die belgische Kreditbank steht im Mittelpunkt steuerlicher Ermittlungen/Verdacht auf Geldwäsche)

HB: Währungsunion/Warnung vor einer laxen Fiskalpolitik: TIETMEYER rechnet mit Euro-Start nach Plan

HB: Die Währungsunion hängt nicht von der Harmonisierung der EU-Mehrwertsteuersätze ab: Konfuse Vorschläge zur Steuerreform

LB: Bosnie: Le casse-tête des Alliés (Ceux-ci cherchent à se débarrasser vraiment de Radovan KARADZIC)

LB: ELTSINE change son fusil d'épaule

14.8.96. (mercredi)

LB: L'affaire KB Lux comporte encore beaucoup de mystères (Une semaine après les premières révélations, la situation reste très complexe et confuse)

F: Monnaie européenne: L'IME propose un système de paiements intra-européens (L'Institut monétaire européen explique comment les banques effectueront instantanément leurs règlements à travers toute l'Europe, comme c'est le cas actuellement dans chaque pays.)

HB: Geldpolitik/Spielraum für weitere Zinssenkung wird «sorgfältig geprüft»: Bundesbank: Weit und breit keine Inflationsgefahren

SZ: Bundesbank tadelt die Industrieländer wegen Finanzierung auf Kosten anderer (Stärkerer Abbau von Staatsdefiziten nötig/Kapitalimporte keine Dauerlösung)

HT: Crisis of Confidence In German Economy (Bundesbank Aide Sees Threat)

M: Les défis de la diplomatie turque

15.16.8.96. (jeudi, vendredi)

F: Italie: MAASTRICHT pourrait compromettre la rentrée sociale (Le gouvernement italien, qui devrait choisir la rigueur pour le budget de 1996, risque d'être confronté à une rentrée sociale agitée.)

SZ: Des Kanzlers Steuer-Mogelei

LB: Comme une visite à la Potemkine

F: Russie: Un nouveau cabinet russe sous le signe de l'économie libérale (Boris ELTSINE vient de nommer un gouvernement tourné vers l'économie de marché, mais l'opposition lui reproche son esprit de «clan».)

SZ: LEBED übernimmt im Kampf gegen den Alptraum (Nun darf der Ex-General zeigen, ob er tatsächlich Tschetschenien befrieden kann)

17.-19.8.96. (samedi, dimanche, lundi)

F: Fiscalité: Épargne: l'Europe fiscale se cherche toujours (Une récente affaire de fraude fiscale de la Belgique vers le Luxembourg remet le régime particulier du Grand-Duché sous les projecteurs.)

W: EU will Aussenpolitik stärken (Unterschiedliche Modelle-Briten blockieren Mehrheitsentscheid)

W: Die schleichende Krise (Standort Deutschland)

LB: Chypre: comment s'en sortir?

20.8.96. (mardi)

F: Allemagne: La réforme fiscale divise la coalition de KOHL (Le chancelier allemand vient de rappeler sèchement à l'ordre son allié libéral, coupable à ses yeux de se distinguer par ses critiques plutôt que par ses propositions.)

FAZ: Kein Ende des Sozialstaats (Globalisierung der Wirtschaft)

SZ: Manipulation am Rentensystem

LB: Tchétchénie: l'Ouest dort

TV: Langzeiturlauber bleiben aus (Viele Touristen, allerdings leere Kassen – Touristenamt: Kein Anlass zur Panik)

21.8.96. (mercredi)

F: Fiscalité: Impôt sur le revenu: la baisse sera «substantielle» (Jean ARTHUIS a réaffirmé hier que la réforme de l'impôt sur le revenu sera perceptible par tous, «et notamment par les plus modestes».)

F: Fiscalité: Encore un effort... (France)

W: Dienen und Verdienen (Dienstleistungsgesellschaft)

LB: Tchétchénie: Les ordres d'ELTSINE sont-ils les siens? (Le général LEBED en doute. La santé du chef de l'État reste au cœur des intrigues du Kremlin)

22.8.96. (jeudi)

HB: Ein internationaler Vergleich von Steuersätzen gibt keinen Aufschluss über die wirkliche fiskalische Belastung: Die Steuerlast ist in anderen Ländern noch drückender als in Deutschland

HB: EU/Studie zur Regierungskonferenz: Flexible Integration schafft Probleme

F: Politique monétaire: Les marchés espèrent la reprise de la baisse des taux en Europe (La Bundesbank et la Banque de France tiennent aujourd'hui leurs réunions monétaires de rentrée. Une baisse des taux directeurs serait, en toute hypothèse, modeste.)

F: Politique monétaire: PARIS et FRANC-FORT font cavalier seul (La Bundesbank joue un rôle directeur sur la fixation des taux d'intérêt en Europe, et plus encore sur le niveau du dollar, mais la concertation n'est pas son fort.)

HT: Anarchy in the Kremlin

HT: LEBED Spars With Army On Chechen Offensive

M: Les Länder allemands contre l'Europe

LB: 96-97: deux nouvelles années noires pour l'emploi? (Les Affaires économiques beaucoup plus pessimistes que la BNB et l'Emploi)

23.8.96. (vendredi)

F: Taux d'intérêt: Baisse concertée des taux en Allemagne et en France (La réduction de 0,3% en Allemagne et de 0,2% en France du principal taux directeur des banques centrales va faciliter les politiques d'assainissement budgétaire.)

FT: Bundesbank teases again

HB: Bundesbank setzt BONN in Zugzwang: Ein großer Sprung

F: BONN veut croire en la reprise (Dans son rapport mensuel publié hier, le ministère de l'Économie table sur une augmentation de 1% du PIB au deuxième trimestre de 1996 par rapport à la même période en 1995.)

FAZ: Sachsens Krieg gegen BRÜSSEL

LB: Les louvoisements de Boris ELTSINE

24.-26.8.96. (samedi, dimanche, lundi)

HB: Nach dem Scheitern der Politiker haben im Beihilfenstreit nun die Juristen das Wort: Vor Gericht hat Sachsen schlechte Karten

W: Europäische Demontage

HB: Die deutsche EU-Politik ist nicht ohne Risiko: Muskelspiele

FAZ: Die besten Noten für Deutschland und Frankreich (Eine Bonitätsumfrage)

der BIZ für die Währungsunion/Der Einheitsmarkt für Staatsanleihen in Euro)

F: CHIRAC-JUPPÉ: Face à la sinistrose

LB: Les priorités de la rentrée

M: Une guerre pour rien (MILOSEVIC)

27.8.96. (mardi)

FT: Inflation index poses problem for Emu

HT: EU Currency: New Dissent (Timetable Is Questioned)

F: Automobile: VW: bras de fer entre la Saxe et la Commission européenne (La région de l'ex-Allemagne de l'Est veut empêcher les instances de BRUXELLES de bloquer les aides apportées au constructeur automobile.)

HB: Budget, Immigrants, Franc: Frankreichs Regierung steht vor einem Berg von Problemen: Vom Sommerurlaub in den heißen Herbst

W: Heißer Herbst in Italien

F: Le sacre de CLINTON: «Tricky Billy»

28.8.96. (mercredi)

TV: Steuerhinterziehung als Sport (Steuerfahnder lasten Großbanken Beihilfe bei «Luxemburg-Connection» an)

TV: Im Vertuschen waren Bankiers ganz groß (Verschobenes Kapital kam nicht in Luxemburg an)

TV: Freier Geldverkehr

SZ: Fahnder werfen Banken Beihilfe zur Steuerhinterziehung vor (Nach Ermittlungen gegen vier Kreditinstitute mehr als 10.000 Fälle in Bearbeitung)

SZ: Banken stehen am Pranger

W: Steuerfahnder stellen Banken an den Pranger (Gewerkschaft erhebt schwere

Vorwürfe: Institute leisten Beihilfe zur Hinterziehung – Milliarden Schaden für den Fiskus)

HB: EU/REXRODT will weiter verhandeln – BIEDENKOPF bleibt hart: BONN zögert mit Klage gegen EU

FT: Subsidies in Germany

FT: Concern over Danish anti-Eu case

HB: EU/Parlamentarier diskutieren Erweiterung: BRÜSSEL mahnt Reformen an

FAZ: Anfang 1997 steht der Rahmen für die Geldpolitik (LAMFALUSSY: Über das EWS II wird im Dezember entschieden/Politischer Wille hilft zum pünktlichen Start)

LB: Banques prêtes pour l'euro (Une enquête l'affirme même si elles sont en retard dans la préparation)

M: L'Italie relance le débat sur le respect des critères de MAASTRICHT (M. VELTRONI, Vice-Président du Conseil, suggère de revoir le calendrier)

LB: Pantalonnade bosniaque

F: Numérique: CLT et BERTELSMANN alliés à la fin de l'année (L'union entre les groupes luxembourgeois et allemand ne sera réalisée au mieux qu'à la fin de 1996, selon Jacques RIGAUD, administrateur délégué de la CLT.)

29.8.96. (jeudi)

HB: Osterweiterung / EVP betont sicherheitspolitische Kriterien: KINKEL macht den Balten Hoffnung auf raschen Beitritt zur EU

HB: Streit um Beihilfen für VW in Mosel: Wettlauf

F: La Suède doute de l'Union monétaire (Le ministre des Finances suédois n'exclut pas un report de l'adhésion à l'Union économique et monétaire.)

FT: MAJOR faces further strife over EU beef export ban

F: Politique économique: JUPPÉ veut rendre du pouvoir d'achat aux Français

HB: Eine Verlängerung der IFOR-Mission in Bosnien ist mehr als ein Gedankenspiel: Das gewagte Jonglieren mit Terminen

LB: ELTSINE, l'arbitre indisponible

30.31.8.96. (vendredi, samedi)

FT: German concessions on monetary stability pact

Z: Alltagssorgen haben Vorrang (Die irische EU-Präsidentschaft will bis zum Jahresende ein Programm für die europäischen Bürger durchsetzen)

F: Emploi: Chômage et coûts salariaux: corrélation ambiguë en Europe (Charges salariales, prélèvements obligatoires et coûts cachés du travail, l'Europe présente de nombreuses disparités de coûts réels.)

LB: Bosnie: L'Herceg-Bosna devrait survivre après le 31 août (Les observateurs en sont convaincus. Cela constituera une nouvelle entorse aux accords de paix négociés à DAYTON)

LB: M. CHIRAC veut-il paralyser l'Otan?

W: Deutsche Geldinstitute in LUXEMBURG stark präsent

FAZ: «Über EWU-Teilnahme aus einer Position der Stärke entscheiden» (Schwedens Finanzminister schlägt vor, den Beitritt zu verschieben, und stößt damit zu meist auf Wohlwollen)

M: PARIS et BONN réaffirment leurs engagements sur la monnaie unique

Septembre 1996

1-3.9.96. (dimanche, lundi, mardi)

F: Union monétaire: PARIS et BONN s'engagent à respecter le calendrier (Les discussions vont bon train entre PARIS et BONN, mais aussi avec les responsables de la Commission européenne, sur le lancement de la monnaie unique en 1999.)

M: Le Président CHIRAC et le Chancelier KOHL affichent à BONN leur entente sur la monnaie unique

W: Euro-Harmonie

F: Euro: le scepticisme britannique

HB: EU/BIEDENKOPF unterstützt SANTERS Vorstoß: HÄNSCH warnt vor Beihilfenwettlauf

LB: Union européenne: La vache folle fait une rentrée remarquée dans l'arène politique (Des révélations viennent éclabousser la gestion de la crise par la Commission, mettant en doute sa volonté de transparence)

F: Nouveau départ à la CLT: Jean STOCK lance des chaînes numériques pour MK2 (L'ancien Directeur délégué des activités télévisuelles de la CLT met en place pour la société de Marin KARMITZ, dont HAVAS est actionnaire à hauteur de 25%, une

série de chaînes complémentaires de TPS et de Canal Satellite.)

4.9.96. (mercredi)

HB: EU/Kommission will heute über sächsische Subventionen entscheiden: VW verzichtet vorerst auf umstrittene Hilfe

F: L'Europe vers la monnaie unique: Un autre processus d'intégration monétaire (Donnons aux Européens, grâce à la concurrence, la liberté de choisir la monnaie répondant à leurs besoins.)

FT: Finns aim to pass Emu tests

LB: Union européenne: Tout, tout, tout, vous saurez tout sur la vache folle... dans trois mois (À peine installée, la Commission d'enquête a entendu le Ministre irlandais de l'Agriculture Ivan YATES et le Commissaire Franz FISCHLER)

F: Lutte contre le chômage: La commune en première ligne (Les élus locaux sont devenus les réparateurs de la fracture sociale.)

FAZ: Steuerfahnder durchsuchen Büros von WestLB und Sparkassen (Kunden werden der Steuerhinterziehung bei Auslandsanlagen und Mitarbeiter der Beihilfe verdächtigt).

HB: SADDAM hat WASHINGTONs Antwort einkalkuliert: Feindbilder

M: Plusieurs alliés de WASHINGTON lui reprochent d'agir en solitaire (PARIS en appelle au respect de la légalité internationale)

5.9.96. (jeudi)

FT: German government to freeze payments: BONN and BRUSSELS in deal over aid for VW

HB: Der Streit um die Volkswagen-Subventionen: Die Rechtsbasis

SZ: Klarer Sieg für BRÜSSEL (VW)

W: Hürdenlauf zum Euro

F: Convaincre (Alain JUPPÉ, budget)

F: Budget 1997: Baisse d'impôts: 25 milliards pour activer la relance (Tel est le montant de baisse des impôts retenu par le Gouvernement pour l'an prochain, alors que la croissance reste trop faible. Le recul de la pression fiscale atteindrait 75 milliards sur cinq ans.)

FT: Hard labour for France (budget)

F: Espagne: Dérapage budgétaire à MADRID (Le Gouvernement socialiste a laissé en héritage un «trou» de 28,8 milliards de francs. Selon José Maria AZNAR, ces dépenses non comptabilisées font passer le déficit de l'État de 5,9 à 6,6% du PIB. Un handicap pour MAASTRICHT.)

HB: LUXEMBURG/ELDORADO der Zinsbesteuerung: Ein sicherer Hafen für Holding-Gesellschaften

F: France-États-Unis: l'heure des explications (Le Secrétaire d'État américain est aujourd'hui à PARIS, alors que la «différence» française cache un certain flou sur la participation de PARIS à l'opération «Provide comfort».)

M: Irak: le vrai drame

LB: Irak: punition dévoyée

LB: La France maintient ses réticences et l'Arabie saoudite son silence

6.9.96. (vendredi)

HB: EU/BRÜSSEL mit Regierungskonferenz zu MAASTRICHT II unzufrieden: Kommission und Mitgliedsländer über Handelspolitik uneins

LB: MAJOR face au choix délicat de l'euro (Alors que la préparation de l'union monétaire s'accélère, le patronat britannique met la pression)

F: La baisse des impôts s'appliquera dès le début 1997 (Alain JUPPÉ a confirmé hier son programme d'allègement fiscal. Une CSG déductible remplacera les cotisations maladie. Le taux marginal d'imposition reviendra à 47% en 2001.)

F: Allemagne: OCDE: BONN doit réformer son économie en profondeur (Dans leur rapport annuel sur l'Allemagne, les experts de l'OCDE doutent de la capacité de BONN à remplir les critères de MAASTRICHT.)

SZ: «BONN muß Sparkurs noch verschärfen» (OECD empfiehlt weitere Einschnitte ins soziale Netz/Arbeitslosigkeit bleibt hoch)

FT: Reforming Germany

F: PARIS et WASHINGTON minimisent leurs différences (Mais les avions français continueront de respecter la limite antérieure du 32° parallèle au sud de l'Irak.)

LB: Les États-Unis de plus en plus isolés

7.-9.9.96. (samedi, dimanche, lundi)

LB: Union européenne: illusoire consensus

F: Dissensions au sein de l'Union européenne (Le dossier irakien illustre les insuffisances de la «politique étrangère et de sécurité commune» que l'UE entend réformer)

SZ: Rückschlag für gemeinsame EU-Politik: Aussenminister uneins über US-Angriff auf Irak (Meinungsverschiedenheiten können bei Treffen im irischen Tralee nicht beigelegt werden)

HB: EU/Aussenminister planen Sondergipfel im Oktober: Die Union will neuen Schwung in die Reformarbeit bringen

LB: UE: Sommet exceptionnel sur la CIG

HB: Die risikoreichen Folgen des Subventionsstreits zwischen Sachsen und der EU: Drahtseilakt mit ungewissem Ausgang

FT: Germany to seek ceiling for contributions to EU

FT: Euro will not be easy money

W: Auf Krankenbesuch (JELZIN)

10.9.96. (mardi)

HB: Die Europäische Union will ihr ausenpolitisches Gewicht erhöhen: Schwacher Wirtschaftsriese Europa

HB: Standort/Abgabenlast wird immer wichtiger: Die Techniken der Steuervermeldung

F: Finances publiques: La hausse des impôts locaux freine la baisse de la fiscalité (Rien n'indique que la tendance à la hausse des impôts locaux s'inversera l'an prochain. Même s'il faut se montrer prudent en comparant impôt sur le revenu et fiscalité locale.)

SZ: Ein Haushalt ohne Halt (Deutschland)

M: Le désarroi des Belges

F: Audiovisuel: Léo KIRCH en position de décideur (La guerre des décodeurs n'ayant plus de raison d'être après la fusion de NETHOLD et de CANAL Plus, les conditions d'un rapprochement entre le groupe bavarois et celui de Pierre LESCURE semblent réunies.)

11.9.96. (mercredi)

W: Etat für MAASTRICHT

HB: Immer neue Löcher im Bundeshaushalt: Hase und Igel

FT: Bundesbank member sees flexible Emu

FT: Belgian fixer set on joining euro club (DEHAENE has won special powers to try to make sure his country meets Emu criteria)

HT: EU Nears Fiscal-Discipline Plan (Monetary Officials Agree on Need for Sanctions)

HT: EC Wary About PARIS Budget Plan

LB: L'Europe de la défense: JUPPÉ veut une «percée décisive» (Devant l'IHEDN, le Premier Ministre juge insuffisants les résultats collectifs obtenus jusqu'à présent en matière de coopération entre partenaires européens.)

HT: NATO Sees 2 More Years in Bosnia (Despite Elections, War Will Resume if Troops Leave, Officials Say)

W: Die Affäre COOLS erreicht BRÜSSEL (Skandale in Belgien sind eine Gefahr für das brüchige Staatswesen)

SZ: Ein Land, entsetzt über sich selbst (In Belgien ist das Vertrauen in Politik und Justiz auf den Nullpunkt gesunken)

FT: Luxembourg faces action on 'pirate' CDs

12.9.96. (jeudi)

F: UEM: Pacte de stabilité monétaire: les Quinze proches d'un accord (La question clé des sanctions à appliquer à un pays de la future zone Euro, qui ne respecterait pas ses engagements budgétaires, semble sur le point de trouver sa solution.)

LB: Union européenne: Inclure les services publics dans le Traité

M: Régression sociale

HB: Generaldebatte im Bundestag: Kleinkariert

LB: Il a fait son travail (Roi, Belgique)

FT: Nato may open up to new members in 1999

LB: Un traité nucléaire sans lendemain

TV: LUXEMBURG zählt Subventionen bei Einstellung von Arbeitslosen (Wirtschaft und Gewerkschaften erwarten keine negativen Auswirkungen für TRIER)

13.9.96. (vendredi)

SZ: Die Benelux-Staaten betreiben Steuerdumping auf dem Binnenmarkt (STUTTGARTER Finanzminister warnt vor ruinösem Standortwettbewerb in der EU)

W: MAASTRICHT rückt in weite Ferne (Bundesbank: Deutschland kann wegen Defizits die Konvergenzkriterien nicht einhalten)

W: Klassenziel verfehlt (Deutschland, Finanzen)

F: Union européenne: PARIS et BRUXELLES en «totale convergence» (Qu'il s'agisse de l'Euro ou des ventes d'or du FMI, le Ministre des Finances Jean ARTHUIS et son homologue belge Philippe MAYSTADT ont réaffirmé leur convergence de vues.)

FT: European Union planning sanctions to enforce budgetary discipline: Deal close on Emu stability

FAZ: Italien nach Europa bringen

FAZ: Deutschland klagt gegen die EU-Kommission

SZ: Spielraum für einen Kompromiß (VW)

F: Pologne: CHIRAC conforte Varsovie dans son «désir d'Europe» (Au deuxième jour de sa visite en Pologne, le Président français a affirmé aux Polonais qu'ils seraient membres à part entière de l'Union européenne d'ici l'an 2000.)

FT: Bosnia casts its vote

F: Finances internationales: FMI: un engagement financier sans précédent (Au cours de l'exercice 1995-96, le Fonds monétaire international estime avoir répondu aux nouveaux défis des marchés mondialisés.)

SZ: Uncle Sam bläst die Backen auf – SADDAM lächelt (Die US-Regierung hat noch immer kein Konzept für den Umgang mit dem Diktator von BAGDAD)

LB: Irak: Surenchère agressive et préparatifs de raids (BAGDAD continue à menacer les États-Unis et le Koweït. Mais la coalition commence à se ressouder face aux provocations irakiennes.)

14.-16.9.96. (samedi, dimanche, lundi)

LB: Une interview du Président hongrois Arpad GÖNCZ: «Notre participation à l'Otan servirait notre adhésion à l'Union européenne» (Le Président hongrois entame une visite en Belgique et au Luxembourg pour évoquer la place de BUDAPEST dans l'Europe en devenir)

SZ: Finanzskandal in der EU-Kommission (Rechnungshof: Präsident SANTER soll jetzt personelle Konsequenzen ziehen)

FAZ: EU-Agrarminister: Rindereinfuhr aus Mittel- und Osteuropa begrenzen (Beratungen über Notprogramm für den Rindfleischmarkt/Kommissionsvorschläge noch heftig umstritten)

FT: Paris 'must set a date for start of accounting in Euros'

HB: Die Vorbereitung der Europäischen Währungsunion hat Schlagseite: Nur technisch liegt der Euro auf Kurs

HB: Die Wahlen in Bosnien-Herzegowina ändern an den Machtverhältnissen nur wenig: Das politische Klima bleibt vergiftet

FAZ: Kein Durchbruch (Bosnien)

FAZ: Die Chancen der Ungleichheit (Ein neues Bild des Arbeitsmarktes)

W: Fehlendes Konzept (Irak)

TV: Immer mehr Steuer-Sünder in der Region (Finanzbehörden fehlt Personal)

17.9.96. (mardi)

HB: EU/Maximalforderungen zurückgestutzt: Europa-Politik der CDU wird realistischer

FAZ: Gegen das Konsensprinzip in der EU (Überlegungen der CDU zur Regierungskonferenz)

LB: Le Conseil agricole au chevet du secteur bovin (Le plan élaboré par la Commission européenne pour rééquilibrer les marchés est fraîchement accueilli et LONDRES rechigne encore à abattre son bétail)

SZ: BONN lehnt Vorschläge der Kommission zur Lösung der BSE-Krise weitgehend ab (Europäische Agrarminister tagen/Deutsche Bauern demonstrieren gegen EU-Pläne)

LB: L'Euro, une chance énorme pour la City (Le Président de la Banque d'Angleterre le dit. Il met aussi en garde la France et l'Allemagne)

FAZ: Entfremdung der Volksgruppen in Belgien (Provozierende Äußerungen von Politikern)

LB: Les nationalistes dirigeront la Bosnie (Après les premiers dépouillements, les nationalistes serbe, musulman et croate confirment leur avance)

F: WASHINGTON à court d'alliés (Les États-Unis ont du mal à mobiliser leurs amis du Proche-Orient.)

18.9.96. (mercredi)

LB: PARIS et BONN font chorus avant DUBLIN (Allemands et Français annoncent un «accord d'ensemble» sur le futur pacte de stabilité. Le conseil informel des Quinze sait à quoi s'en tenir...)

F: PARIS et BONN sous le signe de l'austérité

HB: Deutsch-französische Konsultationen: Krisengipfel

F: Loi de finances: Les déficits publics ramenés à 2,9% du PIB en 1997 (Le Gouvernement présente aujourd'hui son projet de budget pour 1997. À la clé, réduction de la dépense et des impôts. Le déficit de l'État serait de 283 milliards.)

HB: Niederlande/Etat 97 erfüllt EWWU-Kriterien: Den HAAG trägt den Schuldenberg ab

LB: Pays-Bas: Aides à l'emploi dans le budget 1997 (Le Gouvernement KOK présente un budget d'austérité et de «qualification» pour l'Union monétaire)

HB: Spanien/Neue Etatrisiken werden sichtbar – Streit im Regierungsbündnis: MADRIDs Haushaltsrechnung geht noch nicht ganz auf

F: Au Parlement européen: Les souhaits de ROCARD (L'ancien Premier Ministre propose aux Gouvernements européens un plan d'incitation à la réduction massive du temps de travail.)

LB: Le Conseil agricole dit non aux Anglais (Pas question d'assouplir le plan d'éradication de la maladie de la vache folle, dit-il)

LB: L'Otan adhère à la Hongrie

SZ: Der gelähmte Riese (Vereinte Nationen)

F: Numérique: BERTELSMANN pense à quitter la MMBG (Cette semaine, la Deutsche Telekom s'est déjà retirée de la société de télévision numérique qui se désagrège depuis la fusion BERTELSMANN-CLT. Celle de Canal+ avec Nethold n'a rien arrangé.)

19.9.96. (jeudi)

FT: SANTER ready to water down jobs initiative

F: Au Parlement européen: Le poker menteur de «MAASTRICHT 2» (Le consensus sur la nécessité de relancer au plus vite la révision du Traité sur l'Union cache bien des divergences.)

HB: Sorgen über die stagnierende EU-Reform: Minimalkonsens

HB: EU/Parlamentarier erheben heftige Vorwürfe: Verdrossenheit der Bürger wächst

FAZ: Unsicherheit in STRASSBURG über die «Lage der Union» (Rügen für mangelnde Fortschritte der Regierungskonferenz/BRUTON gegen Europessimismus)

LB: Union européenne: SANTER et HÄNSCH réclament un sursaut (Les Présidents de la Commission et du Parlement critiquent l'inertie des États membres sur la CIG)

F: Le projet de loi de finances pour 1997: JUPPÉ met la pression sur les dépenses (Le Gouvernement présente un budget qui satisfait à la fois aux contraintes de MAASTRICHT et à son engagement de baisser les impôts. Une voie étroite que semble apprécier les marchés.)

LB: Rendez-vous à ne pas rater (Belgique)

LB: Devoir d'assistance (Bosnie-Herzégovine)

LB: BERTELSMANN et CLT font marche arrière (Coup de théâtre en Allemagne: le projet «Club RTL» (BERTELSMANN et CLT) est provisoirement abandonné)

20.9.96. (vendredi)

HB: EU/Finanzminister klären Details: Auf dem Weg zum Euro

M: Le nécessaire débat sur l'Europe

Z: Nadelöhr MAASTRICHT (Auf dem Weg nach Europa darf die soziale Symmetrie nicht verlorengehen. Das zweite BONNER Sparpaket könnte den Deutschen die Währungsunion verleiden)

FAZ: STRASSBURGER Weckrufe an die Europäische Union (Gefährdet der schlepende Fortgang der Regierungskonferenz die Erweiterungspläne?)

F: Monnaie unique: Yves-THIBAUT de SILGUY: la France remplira les critères de l'Euro

F: Politique économique: Le budget desserre les taux (La réduction, hier, d'un dixième de point du principal taux directeur de la banque centrale, vient couronner un certain état de grâce sur les marchés financiers, qui ont bien accueilli le budget.)

HB: PARIS probt die kreative Budgetgestaltung: Das Feuerwerk

F: Les partis nationalistes vainqueurs des législatives: L'Otan réfléchit à son avenir en Bosnie (Aucune décision de prolonger la mission de l'IFOR n'est prise, mais les militaires de l'Alliance pourraient «rempiler».)

LB: CLT: ambitions numériques revues à la baisse («Club RTL» abandonné en Allemagne, la CLT et UFA se (re)concertent sur la télévision généraliste. Pour la CLT, c'est une sorte de retour aux sources)

F: Allemagne: La CLT abandonne le numérique (Persuadée qu'il n'y aura en Allemagne qu'un seul bouquet numérique,

la CLT a décidé de se retirer de ce marché, laissant Leo KIRCH seul en piste.)

21.-23.9.96. (samedi, dimanche, lundi)

W: Der Euro kommt

SZ: Den Euro auf die Startrampe gerollt (Bundesfinanzminister Theo WAIGEL kann in DUBLIN einen wichtigen Teilerfolg verbuchen)

FAZ: Vor der Entscheidung (Euro)

HB: EU-Finanzminister kommen auf Weg zum Euro voran: Letzte Hürden

FT: Raising the price of Emu

LB: Les Quinze en faveur d'une sanction en cas de dérapage budgétaire (Lors de leur réunion à DUBLIN, les Ministres des Finances n'ont toutefois pas réussi à définir les modalités pratiques des amendes)

LB: L'Euro prend doucement forme (Réunis à DUBLIN, les Ministres des Finances de l'Union ont fait un pas de plus vers la rigueur budgétaire)

M: L'Union monétaire se fera à l'heure dite

LB: Un nouveau mécanisme de change calqué sur le SME

W: EU-Kommission im Zwielicht (BSE: BRÜSSELER Bürokraten sollen schlampig ermittelt haben)

LB: L'Europe sociale sur les rails (Une directive instaurant les comités d'entreprise est entrée en vigueur dimanche)

HT: Greece's Socialists Triumph In Election (Opposition Concedes; SIMITIS Set to Hold His Majority in Parliament)

LB: Nations unies: Y a-t-il un secrétaire général dans la salle? (L'Assemblée générale ouvre sa session annuelle, alors que Boutros BOUTROS-GHALI est contesté)

24.9.96. (mardi)

F: Monnaies: Le franc profite des progrès de l'Euro (Les travaux des Ministres des Finances à DUBLIN ont atténué, sur les marchés, les craintes quant à l'instabilité de la future monnaie unique.)

SZ: Euro ohne Airbag und Rückrufaktion (TIETMEYER mahnt solide Konstruktion für neues Währungsmodell an)

M: Il faut «vendre» l'EURO

LB: Bonne nouvelle pour l'Europe (Grèce)

M: Le message d'ATHÈNES à l'Europe

F: Vache folle: Les Britanniques sous le feu des critiques (Les Ministres de l'Agriculture des Quinze examinent l'avenir de la filière bovine sinistrée après le cavalier seul de LONDRES, qui refuse d'appliquer un programme d'abattage.)

HB: EU/Kritik der Agrarminister an LONDONs BSE-Politik: Rindfleisch-Ankäufe keine Lösung

F: Communication: Canal+: PARIBAS sort, FRÈRE entre (L'homme d'affaires belge a acheté 1,33% du capital de la chaîne cryptée que détenait PARIBAS. Il ne s'en tiendra pas là.)

FRÈRE glisse un pied dans Canal Plus (GBL prend une participation surprise de 1,33 pc dans la société qu'il a combattue; la CLT a perdu 3,6 milliards dans la bataille)

TV: Auf direktem Weg Richtung BARCELONA (Umgehungsring um LUXEMBURG freigegeben – Großherzogtum wird zu europäischem Verkehrsknotenpunkt)

LB: La Belgique a perdu la tête

25.9.96. (mercredi)

M: L'Allemagne imprime sa marque sur l'Euro

FT: KOHL insists on sticking to Emu criteria

HB: Differenzen zwischen BONN und MÜNCHEN – Ministerpräsident STÖBER als Euro-Zauderer: Stolpersteine auf dem Weg nach Europa

HB: EU/Entsenderichtlinie verabschiedet: Kaum Hoffnung für eine Europa AG

LB: Union européenne: Les Palestiniens attendent le soutien des Quinze (Lors de la visite à BRUXELLES du Président du Conseil palestinien, un eurodéputé a rappelé que le Parlement avait déjà exercé des pressions à l'encontre d'Israël)

LB: L'Union sort vingt milliards de son chapeau (Afin de compenser les pertes de revenus des éleveurs causées par la crise de la vache folle)

FT: EU agrees to buy more surplus beef

SZ: Beredtes Schweigen an Norwegens Küste (Die NATO-Minister beraten in BERGEN über die Zukunft der Friedenstruppe für Bosnien)

LB: Budget: avant les décisions les syndicats se mobilisent déjà (Plusieurs projets inquiètent CSC et FGTB. Ils décrètent jeudi «journée d'action». Un premier coup de chaleur à triple usage...)

26.9.96. (jeudi)

FT: Only France and Luxembourg on MAASTRICHT course

F: Monnaie: Le statut juridique de l'Euro est prêt (BRUXELLES va publier un projet de règlement sur conditions juridiques selon lesquelles l'Euro se substituera aux monnaies nationales.)

HB: MAJORS Europapolitik schadet Großbritannien: Gegen die City

F: Changes: Euro: la Grande-Bretagne sous pression (Ses partenaires européens, Allemagne en tête, pourraient bien contraindre LONDRES à précipiter son choix sur l'Euro.)

F: Le rapport semestriel du Fonds monétaire: Le FMI recommande à l'Europe la réforme du marché du travail (Il estime que les réformes structurelles en Europe sont insuffisantes.)

LB: Le FMI croit dur comme fer à la croissance

F: Les Ministres de la Défense des Seize se sont réunis en Norvège: L'OTAN prolonge sa mission en Bosnie (Les responsables de l'Alliance étudient la mise en place d'une future force de maintien de la paix.)

LB: DEHAENE arrive au bout de ses peines (Sous l'oeil inquiet des syndicats, du patronat et des contribuables, le Gouvernement termine ses longs et difficiles travaux budgétaires.)

27.-30.9.96. (vendredi, samedi, dimanche, lundi)

FAZ: Euro-Gespräche (G-Sieben-Treffen)

HT: U.S. Is Waking Up to EU Monetary Union

LB: Le G7 allège la dette des pauvres (Accord à WASHINGTON sur la contribution des pays créanciers et des institutions internationales)

FT: Belgian debt mountain to be reduced

to help meet MAASTRICHT criteria: DEHAENE to present Emu budget

HB: Währungsunion/Euro wird 1999 eingeführt: Kein Spielraum bei Kriterien

M: L'Espagne et l'Italie choisissent l'austérité et la monnaie unique (La nouvelle coalition de droite, au pouvoir à MADRID, adopte pour l'année 1997 un budget de combat pour ramener le déficit à 3% du PIB et satisfaire ainsi aux critères de l'UEM)

M: Rome met en place un «impôt pour l'Europe»

LB: CHIRAC et JUPPÉ acculés à réagir (Ils ont un besoin urgent d'une contre-attaque, face aux ennuis qui s'accumulent)

FAZ: JUPPÉ und seine Gegner.

Sommaire

«Assurer un avenir au Souvenir»: Jos HAMMELMANN décoré du «Grosses Silbernes Ehrenzeichen» de la République Autrichienne	3	Tendances globales du Projet de budget de l'État pour 1997	29
Depuis le 1 ^{er} juillet 1996: Le Luxembourg a la Présidence des «Accords de SCHENGEN»	5	Quasi-stabilité des prix à la consommation au 1 ^{er} août 1996	29
Le coup d'État au BURUNDI	6	Rencontre POOS-HANNAY	30
Visite à LUXEMBOURG de M ^{me} HALONEN, Ministre des Affaires Étrangères de Finlande	6	Nouveau bâtiment pour EUROCONTROL	30
M. WOHLFART visite quatre grands chantiers	7	M. ZACHERT à l'honneur	31
Les élections présidentielles russes se sont déroulées selon les règles démocratiques ...	7	Visite du Ministre des Finances de Slovénie	31
Liaison routière Luxembourg-Sarre	8	Construction d'un nouveau lycée à MAMER	31
Législation sur les marchés publics	8	LUXEMBOURG-NICARAGUA: Projet «Éducation à la Démocratie»	32
Assemblée parlementaire de l'OSCE à STOCKHOLM	8	«Guardian world wide staff meeting» à LUXEMBOURG, le 8 août 1996	32
Présentation de la délégation luxembourgeoise pour ATLANTA au Couple GRAND-DUCAL HÉRITIER	8	Mémoire concernant les avis du Conseil d'État relatifs à la construction du Musée d'Art Moderne GRAND-DUC JEAN à LUXEMBOURG-KIRCHBERG ..	35
M. EVERLING nouveau Procureur Général d'État	9	Le Grand-Duché de Luxembourg soutient l'amélioration des infrastructures sanitaires au Salvador	39
Autorités et Communauté juive se sont inclinées au Monument de CINQFONTAINES, le 7 juillet 1996	9	Vertrag für ersten Windenergiepark im Wirtschaftsministerium unterzeichnet	39
Promesse solennelle des volontaires-stagiaires de l'Armée à DUDELANGE	11	La GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE avec les enfants de TCHERNOBYL	39
Visite officielle du Ministre des Affaires Étrangères du CHILI, M. José Miguel INSULZA ..	11	Tout savoir sur le droit du travail	40
Une prise de conscience partagée entre école et entreprises	12	Congrès Mondial du 50 ^e anniversaire de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU), du 24 au 26 août 1996, à LUXEMBOURG	40
LL.AA.RR. et les bénévoles d'organisations au service du prochain	12	MM. PUTZ et SCHILTZ nommés Lieutenant de l'Armée	45
Inauguration du nouveau Centre polyvalent de l'Enfance	13	«Sexuelle Ausbeutung von Kindern darf kein Tabu sein, sondern muß öffentlich diskutiert werden» Bilanz und Ausblick aus Luxemburger Sicht nach dem Weltkongreß von STOCKHOLM vom 27. bis 31. August 1996	46
La coopération luxembourgeoise en 1995	13	Coopération transfrontalière belgo-luxembourgeoise	48
Le Lieutenant-Colonel FREDERIX à l'honneur	13	Le Luxembourg s'est souvenu des 21 victimes exécutées par les nazis lors de la Grève générale du 31 août 1942	49
Signature des conventions portant institution de deux programmes de médecine préventive	14	Rencontre Jean-Claude JUNCKER-Flavio COTTI	49
Passeport valable pour les pays de l'Europe centrale et orientale	14	Visite des Ambassadeurs des pays de l'ASEAN à LUXEMBOURG	50
S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE en visite à la «AIDS-BERODUNG»	14	Deux médailles sur JEAN L'AVEUGLE pour M. JUNCKER	50
Festliche Verleihung der Ehrendoktorwürde der Universität TRIER (Doctor rer. Pol. h.c.) an SEINE KÖNIGLICHE HOHEIT PRINZ HENRI, ERBGROSSHERZOG VON LUXEMBURG	16	Protection rapprochée des Maisons Royales d'Europe	50
10 JUILLET 1996: «20 ANS PPE»	19	Réunion des chefs de mission diplomatique à LUXEMBOURG	51
S.A.R. le GRAND-DUC HÉRITIER à la Conférence «Partnership '96»	21	IFOR III remplace IFOR II	51
Botswana: signature d'un accord bilatéral en matière de coopération au développement ..	22	Réunion informelle des Ministres des Affaires Étrangères de l'Union Européenne à TRALEE en Irlande	51
CARGOLUX joins the Association of European Airlines	22	Entrevue BODRY-PONCELET	52
Le Président du Comité des régions en visite à LUXEMBOURG	23	Préparer la recherche publique nationale aux nouveaux défis: Mise en place d'un Forum R&D	52
Jos. SCHAACK übernimmt Vorsitz der Union des Finanzpersonals in Europa (UFE) ...	23	Émouvante Journée Commémorative et du Rappel des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, le 8 septembre 1996	53
L'AFP reçue par S.A.R. la GRANDE-DUCHESSE	25	Une délégation de parlementaires japonais à la Chambre des Députés	56
Formation CITP grandes surfaces	26	Visite officielle de Jacques F. POOS en INDE: un renforcement des relations politiques, économiques et culturelles entre le LUXEMBOURG et l'INDE	56
Conseil «Affaires générales» à BRUXELLES, les 15 et 16 juillet	26	Erster grenzüberschreitender Fischerei- und Gewässerlehrpfad	57
L'Assemblée plénière du Comité Olympique International a honoré Son Altesse Royale le GRAND-DUC pour 50 années d'adhésion audit Comité	27	Signature de quatre protocoles d'accord entre les gouvernements de la République de MAURICE et du Grand-Duché de LUXEMBOURG	58
Télégramme de félicitations	27	Rencontre HENNICOT-VELA MENA	59
M. BODRY à ATLANTA	27	Haute distinction à M. Lucien JUNG	59
Emprunt de LUF 14 milliards pour la SES	27	Vacances scolaires 1996/97	59
Institution définitive des structures des 3 Commissions spéciales permanentes du Conseil National pour Étrangers	28		
M. Gerhard SCHROEDER en visite à LUXEMBOURG	28		

INTERSAFETY '96 Salon Interrégional pour la Sécurité	59	LE LUXEMBOURG, AUX QUATRE COINS...	
Jacques F. POOS a reçu les Ambassadeurs de l'UMA	60	Mémoire historique et nostalgie: le Musée «Jangeli», – voie vicinale étroite – inauguré à NIEDERPALLEN	119
Aide d'urgence en faveur des réfugiés au LIBAN	60	Des conditions optimales pour Personnes handicapées: Les nouveaux ateliers à «KRAIZBIERG»-DUDELANGE inaugurés	121
Conférence de l'Union Interparlementaire à BEIJING	60	Les CAVES BERNARD-MASSARD ont fêté leur 75 ^e Anniversaire, le 5 juillet ...	122
Constitution du Comité national pour l'organisation de «1997: Année européenne contre le racisme»	61	La Commune de DIFFERDANGE investit 160 millions dans sa piscine en plein air ..	124
Célébration de la Journée Internationale de la protection de la couche d'ozone	61	Les Anciens de la Guerre de CORÉE se sont souvenus	124
Présentation du projet de Budget de l'État pour 1997, par Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget, à la Chambre des Députés, le 17 septembre 1996	62	L'Amicale des RÉFRACTAIRES «HONDSBËSCH» s'est souvenue	125
Rencontre du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER avec René LENOIR, émissaire du Gouvernement français pour le modèle social européen	73	La Grand-Rue à LUXEMBOURG plus riche d'une belle sculpture	125
Rencontre entre M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre et M. Philippe LEROY, Président du Conseil général de la Moselle	74	Quand «l'Art à l'École» embellit... ..	125
Visite du Ministre des Finances du KENYA à LUXEMBOURG	74	Un Musée de la Vie rurale au «RÉISERBANN»-PEPPANGE	126
Rencontre JUNCKER-BALLADUR à LUXEMBOURG	75	6,3 millions de visiteurs au Parc Merveilleux de BETTEMBOURG	126
«L'état de l'Union» devant le Parlement européen		MM. Léon MOES et Jos ENGEL ont quitté les services de la Chambre des Députés	127
Discours de M. Jacques SANTER, STRASBOURG, le 18 septembre 1996	75	Nouveau bâtiment des Postes et Télécommunications à SANDWEILER	127
Visite d'État de Son Excellence le Président de la République de Hongrie et Madame Árpád GÖNZ au Grand-Duché de Luxembourg, les 19 et 20 septembre 1996 ..	78	Travaux archéologiques au Plateau du St-ESPRIT à LUXEMBOURG	127
Nouveau contrat collectif des ouvriers de l'État	92	Congrès F.S.C.L.: M. Georges WOHLFART nouveau Président	128
Assermentation de Monsieur Guy REILAND	92	Un nouveau Hall sportif à SCHIEREN	128
Jacques F. POOS au «Deutscher Juristentag» à KARLSRUHE	92	Nouvelles Écoles primaires et du préscolaire à BERDORF	128
Remise de diplômes au CFPC ESCH/ALZETTE	92	L'ACTION FAMILIALE et POPULAIRE a 50 ans	129
«Les enjeux de la grande région»	93	«d'LIGUE vun de POLITESCHE PRISONNÉIER an DEPORTÉIERTEN» a fêté le Cinquantenaire du «RAPPEL», le 13 juillet 1996	130
Au «SS-Sonderlager» de HINZERT: Commémorations luxembourgeoise et internationale le 21 septembre 1996	95	Des départs à l'Ambassade d'AUTRICHE	131
Ouverture du Contournement Sud-Est de la Ville de LUXEMBOURG	96	Vibrant hommage aux Victimes de la MINE à KAYL-TÉTANGE	131
«Les véhicules électriques et les centres urbains»	96	Haute distinction allemande pour le Clairon de la Résistance Johny SCHMIDT ...	131
Réunion de l'assemblée paritaire ACP-UE, à LUXEMBOURG	97	Aux VIII ^e Concours des CRÉMANTS à COLMAR/Alsace: Six Médailles d'Or et deux d'Argent pour les crémants luxembourgeois	132
Haute distinction à M. Uli KIRK	98	L'Union Commerciale de la Ville de LUXEMBOURG: nonagénaire	132
Signature du Traité d'interdiction complète des Essais nucléaires	98	La Commune de KAYL compte 7.000 habitants	133
M. POOS à la 51 ^e Assemblée générale des Nations Unies	98	Le Dr. Prof. Fernand RIES récipiendaire du Premier Prix SANOFI pour recherches sur l'attaque d'apoplexie, le 4 septembre 1996 à MUNICH	133
Visite officielle du Premier Ministre des Pays-Bas Wim KOK au Luxembourg, les 24 et 25 septembre 1996	101	La F.I.F. appuie le «VILLAGE d'ENFANTS S.O.S.» à MERSCH	135
5 ^e CONGRÈS EUROPÉEN sur la prévention primaire au niveau communal	103	Maison communale et station d'épuration inaugurées à BOURSCHEID	135
Die europäische Wirtschafts- und Währungsunion	103	La Commune de GOESDORF a inauguré son École régionale à NOCHER	136
M. BODRY à la réunion informelle de l'OTAN à BERGEN	108	RTL-Télé Lëtzebuerg a déménagé	136
L'allaitement maternel, quoi de plus naturel	108	«Exchanges»: Inauguration de la sculpture de Richard SERRA à KIRCHBERG ..	137
M. FISCHBACH à DUBLIN	108	«CHRISTOPH LUX 2» stationné à ETTLEBRÜCK	137
La GRANDE-DUCHESSE HÉRITIÈRE aux Ateliers Thérapeutiques de WALFERDANGE	109	Prestations encore élargies au nouveau «Centre Médico-Social» de DUDELANGE ..	138
La Gendarmerie Grand-ducale – «sentinelle de la paix sociale» – a célébré la St.-MICHEL, le 27 septembre 1996	109	Quand la Musique militaire grand-ducale donne l'aube musicale à son ancien Chef Norbert HOFFMANN	138
Großangelegte Feuerwehrrübung an der deutsch-luxemburgischen Grenze	114	La Station d'épuration belgo-luxembourgeoise inaugurée à MARTELANGÉ	139
Assermentation de nouveaux brigadiers de POLICE... et de GENDARMERIE ...	115	L'annexe à la Maison de Retraite de CLERVAUX inaugurée	139
Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale Jean-Claude JUNCKER et Marc FISCHBACH à WASHINGTON	116	Fin de carrière pour un Messancéen à l'Ambassade belge de LUXEMBOURG ...	140
Coopération judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique	116	«STEFAN ZWEIG – Ein Österreicher aus Europa»	140
Avant le sommet de WASHINGTON: Le Président ARAFAT à LUXEMBOURG, le 30 septembre 1996	116	À L'ÉCOUTE DE NOS COMMUNES: PROJETS ET RÉALISATIONS	
		ESCH-sur-ALZETTE	141

NOTES DOCUMENTAIRES

ENSEIGNEMENT

Résultats des examens de fin d'études de l'enseignement secondaire 1995/96	191
Examen de fin d'études de la formation de technicien	191
Examen de fin d'études secondaires techniques	192
La rentrée scolaire 1996/97	193
Nouveautés pédagogiques et administratives entrant en application à la Rentrée scolaire 96/97	195

Neue Versetzungsbestimmungen (critères de promotion) im Technischen Sekundarunterricht	201
--	-----

CONSEIL D'ÉTAT

Conseil d'État: Rapport d'activité 1995-96	202
--	-----

DÉMOGRAPHIE

La Famille traditionnelle «s'érode» dans l'UE12	204
---	-----

Fécondité la plus basse depuis la fin de la guerre: Moins de 4 millions de bébés nés dans l'UE en 1995	205
--	-----

LOGEMENT

Les activités du Fonds du Logement en 1995	206
--	-----

RÉNOVATION

Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville en 1995	211
--	-----

FORÊT

«La forêt luxembourgeoise»: Une opération d'information et de promotion par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts	213
--	-----

PHILATÉLIE

Nouveaux TIMBRES-POSTE – septembre 1996	219
---	-----

HISTOIRE

10 août 1296: «700 ^e anniversaire de la naissance de Jean l'AVEUGLE» par Jacques DOLLAR	221
--	-----

26 AOUT 1346: La fin héroïque de Jean l'Aveugle: Il y a 650 ans a eu lieu la bataille de CRÉCY par Jacques DOLLAR	224
---	-----

CULTURE

Le Musée d'Art Contemporain GRAND-DUC JEAN Un Musée d'art moderne au Grand-Duché de Luxembourg Présentation par Bernard CEYSSON, le 18 septembre 1996	229
---	-----

«CARMINA BURANA» de Carl ORFF, – «Opéra Open Air» au Stade Josy BARTHEL	230
---	-----

Une étape de «Wildest Dreams Tour» au Stade Josy BARTHEL le 4 septembre: la «Queen du Rock'n'Roll» Tina TURNER a émerveillé plus de 20.000 fans en présence de la Cour grand-ducale	232
---	-----

Le Monde sportif par de captivantes images: Exposition Arthur THILL à la Galerie «Am TUNNEL» de la Banque et Caisse d'Épargne	236
---	-----

RÉTROSPECTIVE

La Politique Étrangère du Grand-Duché de Luxembourg	239
---	-----

«La Démission du Gouvernement Luxembourgeois», il y a 30 ans...	245
---	-----

ÉCHOS DE PRESSE

«Dans les pas du père HUGO au LUXEMBOURG»	247
---	-----

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE	249
--------------------------------	-----

Photo première page couverture: Visite d'État de Son Excellence le Président de la République de Hongrie et Madame Árpád GÖNZ au Grand-Duché de Luxembourg, les 19 et 20 septembre 1996

Photo dernière page couverture: Le Ministre des Affaires Étrangères Jacques F. POOS et le Secrétaire d'État au Commerce Extérieur et à la Coopération Georges WOHLFART entourés des chefs de missions, Ambassadeurs et Représentants permanents

Le contenu reproduit les informations valables à la date de la clôture de rédaction. Il n'est pas tenu compte de possibles modifications ultérieures.

